

TABLE NOMINATIVE 2011 - DÉBATS DU SÉNAT

ABOUT (Nicolas)
sénateur (Yvelines)
UC

Cessation de mandat le 23 janvier 2011.

Président du Groupe Union centriste ; puis président du Groupe de l'Union Centriste et Républicaine.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales jusqu'au 23 janvier 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Délégué de la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; secrétaire de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à poser des critères objectifs aux offres de reclassement éventuellement proposées à certains salariés dans le cadre d'un plan de licenciement économique [n° 43 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 107 tome 3 annexe 21 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1382, 1383).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1489, 1490).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4499, 4500).

- **Questions cribles thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4802).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article additionnel après l'article 1er ter** (p. 5101).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5152).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 juillet 2011) (p. 5877).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er-1 à 1er-6 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Principes et cadre juridiques de l'engagement du sapeur pompier volontaire*) (p. 6016). (p. 6017). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétérance*) (p. 6020, 6021). (p. 6025). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 19-1 [nouveau] de la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 - *Possibilité de minoration de la contribution des communes et des EPCI au financement des SDIS*) (p. 6026). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6031).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7927).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 novembre 2011) (p. 7989).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 14 ter (nouveau)** (art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts -

Minoration de la dotation de l'Etat aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (p. 8284). (p. 8284).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8380).

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8963, 8964).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - **FACÉ**) (p. 9780, 9784). (p. 9781,

9782). (p. 9784, 9785). - **Article 8 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 9792). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 225-209, L. 225-209-2 [nouveau], L. 225-211 et L. 225-214 du code de commerce - *Modalités du rachat d'actions pour les sociétés non cotées*) (p. 9851). - **Article 13 quater (nouveau)** (*Report de plus-values en cas d'échange de biens immobiliers avec l'Etat ou une collectivité publique*) (p. 9853). - **Article 13 quinques (nouveau)** (art. L. 214-31 du code monétaire et financier - *Aménagement du régime des fonds d'investissement de proximité - FIP*) (p. 9856). - **Articles additionnels après l'article 13 quinques** (p. 9859).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 22 A** (p. 9991, 9992).

AÏCHI (Leila)
sénatrice (Paris)
SOC-EELVr-R

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Action extérieure de l'État : moyens de l'action internationale [n° 108 tome 3 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour les moyens de l'action internationale (p. 8807, 8809).

ALDUY (Jean-Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral jusqu'au 16 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies.

Rapporteur de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi le 2 février 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

ALFONSI (Nicolas)
sénateur (Corse-du-Sud)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information relative à Pôle emploi : Pôle emploi : une réforme nécessaire, une dynamique de progrès à amplifier. Tome 1 : rapport [n° 713 tome 1 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Fonction publique - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information relative à Pôle emploi : Pôle emploi : une réforme nécessaire, une dynamique de progrès à amplifier. Tome 2 : Comptes rendus des auditions et des déplacements [n° 713 tome 2 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1461). - **Article unique** (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994) (p. 1466).

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Justice** : Protection judiciaire de la jeunesse [n° 112 tome 14 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Famille - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés** [n° 312 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune** avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011) (p. 1706, 1708).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France** [n° 313 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune** avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique** [n° 314 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune** avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture** [n° 340 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Validation législative en faveur du mécénat culturel*) (p. 2222, 2225).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** [n° 395 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2929, 2930).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3994, 3995).

- **Célébration du 30e anniversaire du vote par le Sénat de l'abolition de la peine de mort** - (30 septembre 2011) (p. 6, 7).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture** [n° 25 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) -

ALLIOT-MARIE (Michèle)
ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes
(jusqu'au 27 février 2011)

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 175, 178).

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune** avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011) (p. 395, 397).

Intitulé du chapitre IX ter (Dispositions relatives aux juridictions financières) (p. 6709). - **Article 24 novodécies (supprimé)** (*chapitre préliminaire du titre Ier de la première partie du livre II et art. L. 210-1 et L. 212-1 du code des juridictions financières - Nombre et ressort des chambres régionales des comptes*) (p. 6715).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse** [n° 16 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6731, 6733). - **Article 1er** (*art. L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales - Contenu du plan d'aménagement et de développement durable de Corse*) (p. 6737). - **Article 3** (*art. L. 4424-10 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Articulation avec les autres schémas de planification*) (p. 6739). - **Article 5** (*art. L. 4424-13 et L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales - Procédures d'élaboration, de modification et de révision*) (p. 6742). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6744).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** [n° 26 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6906, 6907).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8433, 8434). - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 8454). (p. 8455).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (15 décembre 2011) - **Article 14 quinquies (nouveau)** (*art. 199 ter D et 244 quater E du code général des impôts - Prorogation du dispositif de crédit d'impôt pour investissement en Corse*) (p. 9889, 9890).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune** avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1480, 1483).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France** [n° 159 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1491, 1492).

- **Projet de loi autorisant la ratification des statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)** [n° 290 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1493, 1494).

ALQUIER (Jacqueline)
sénatrice (Tarn)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles jusqu'au 10 avril 2011.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail** [n° 233 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 577, 578). - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 593, 595). (p. 600, 602). - **Article 3** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4622-11 [nouveau] du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises) (p. 606). - **Article 6** (art. L. 4625-2 [nouveau] du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 614). - **Article 9** (Texte non

modifié par la commission) (art. L. 4622-14 [nouveau] du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises) (p. 620). - **Article 10** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4625-1 [nouveau] du code du travail - Dérogations pour certaines professions) (p. 623).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1405).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture** [n° 721 (2010-2011)] - (8 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6118, 6120). - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4622-2 et L. 4622-4, L. 4622-8 à L. 4622-10 (nouveaux), L. 4622-15 (nouveau), L. 4624-3 (nouveau) et L. 4644-1 (nouveau) du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 6127). (p. 6128). (p. 6130, 6131). (p. 6133). (p. 6134). - **Article 2** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4624-4 (nouveau) du code du travail - Echange entre le médecin du travail et l'employeur lorsqu'est constaté un risque ayant une portée collective) (p. 6140). - **Article 6** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4625-2 (nouveau) du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 6150, 6151). - **Article 9** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4622-14 (nouveau) du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises) (p. 6152).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 42** (art. L. 322-8 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Maintien des droits des affiliés du régime minier et de leurs ayants droit) (p. 7741). - **Article 53** (Versement de la branche accidents du travail-maladies professionnelles à la branche maladie du régime général) (p. 7770). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 7774).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) (p. 8595, 8596).

AMOUDRY (Jean-Paul)
sénateur (Haute-Savoie)
UC, puis UCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 13 janvier 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 12 janvier 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 16 février 2011 ; nouvelle élection le 13 décembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

INTERVENTIONS

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits [n° 217 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 372, 373).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 666, 667).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 260 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011).**

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire [n° 262 (2010-2011)]** - (8 février 2011) - **Discussion générale** (p. 996, 997).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6641, 6642).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9420, 9422).

ANDRÉ (Michèle)
sénatrice (Puy-de-Dôme)
SOC-EELVr

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement le 15 décembre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Égalité des femmes et des hommes dans le sport : comme dans le marathon, ce sont les derniers mètres les plus difficiles [n° 650 (2010-2011)] (21 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Sports.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 107 tome 3 annexe 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne [n° 116 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Union européenne.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)]** - (18 janvier 2011) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Article 1er et rapport annexé (Approbation du rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 226, 227). (p. 228).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 12 A** (art. 104 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Recueil de la photographie pour les documents d'identité) (p. 249, 250).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1430).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 433 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4402, 4403).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7157, 7158).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8081).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8128). (p. 8131). (p. 8132). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8144).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8280).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8897). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8913, 8914). (p. 8918, 8920). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5,

L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 8930). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8935, 8937).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (1er décembre 2011) - rapporteure spéciale de la commission des finances (p. 9031, 9032). - **Article 32 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 9038, 9039). - **Article 48 A (nouveau)** (art. L. 52-11 et L. 52-11-1 du code électoral - Diminution des remboursements par l'Etat des dépenses électorales) (p. 9039).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 9245). (p. 9246).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 decies** (p. 9359).

ANDRÉ (Pierre)
sénateur (Aisne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

ANDREONI (Serge)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi reconnaissant à l'animal sauvage le statut d'être vivant et sensible dans le code civil et le code de l'environnement [n° 670 (2010-2011)] (24 juin 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

ANGELS (Bernard)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil d'orientation du service des achats de l'État.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : Prospective du couple franco-allemand [n° 663 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SOC-EELVr-A

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8511, 8512).

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - **Article 51 sexies (nouveau)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - Dixième programmation des agences de l'eau (dépenses)) (p. 8585). (p. 8585).

ANTOINETTE (Jean-Étienne)
sénateur (Guyane)
SOC-A, puis SOC-EELVr-A

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La Guyane : une approche globale de la sécurité [n° 271 (2010-2011)] (1er février 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 414 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil dans le domaine de la lutte contre l'exploitation aurifère illégale dans les zones protégées ou d'intérêt patrimonial [n° 726 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 173, 174).

- **Questions cibles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 185).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 801, 802).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 879, 830). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 884, 885).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 979). - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 985).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne** [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3306, 3307).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3381). - **Article 6 bis** (*Champ d'application de la section 1*) (p. 3384).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** [n° 468 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3738, 3740). - **Article 1er** (*L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1 [nouveau], L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6, L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7 du code général des collectivités territoriales - Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement*) (p. 3744). (p. 3757, 3758). (p. 3758, 3759). (p. 3759). (p. 3759, 3760). (p. 3760). (p. 3761). (p. 3762). -

Article 1er bis (nouveau) (*art. L.O. 7311-1 à L.O. 7313-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dispositions organiques relatives aux habilitations prévues à l'article 73 de la Constitution pour les collectivités de Guyane et de Martinique*) (p. 3764). (p. 3765).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique** [n° 469 (2010-2011)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 2** (*art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane*) (p. 3783, 3784). (p. 3799). (p. 3801). (p. 3803). (p. 3808). (p. 3811). (p. 3812). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3814, 3815). (p. 3816). - **Article 3 bis (nouveau)** (*art. L. 7321-1 à L. 7325-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Congrès des élus de Guyane et de Martinique*) (p. 3850). - **Article 6** (*art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral - Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique*) (p. 3860). (p. 3862). (p. 3866). - **Article 9** (*art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution*) (p. 3869). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3877). - **Article 12** (*Entrée en vigueur de la loi et première élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique*) (p. 3882). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3885, 3886).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (23 juin 2011) - **Article 14 quinquies (nouveau)** (*art. 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de l'affectation d'un tiers du produit de la TGAP « Granulats » aux communes*) (p. 5243). - **Article 17 quater (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Création d'un dispositif de défiscalisation en faveur des fonds d'investissement de proximité en outre-mer*) (p. 5296). (p. 5296). - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 5299, 5300). (p. 5301). (p. 5301, 5302). (p. 5303).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** - **Commission mixte paritaire** [n° 716 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 717 (2010-2011)** (p. 6195, 6196).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique** - **Commission mixte paritaire** [n° 717 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 716 (2010-2011)**.

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 54** (*art. L. 1211-3, L. 2334-3, L. 2334-7, L. 2334-7-1 et L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du secteur communal*) (p. 8922, 8923).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9147, 9148).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Article 45 ter (nouveau)** (*art. 242 septies du code général des impôts, art. L. 135 Z du livre des procédures fiscales et art. 101 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Encadrement de*

l'activité des cabinets de conseil en défiscalisation en outre-mer (p. 9299, 9300). (p. 9300).

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2011) - **Article 47 sexies (nouveau) et article additionnel après l'article 47 sexies** (art. 1519 et 1587 du code général des impôts - Majoration des tarifs des redevances communale et départementale des mines relatives à l'extraction d'or) (p. 9345). (p. 9346). - **Articles additionnels après l'article 47 sexies (suite)** (p. 9349, 9350). - **Article 47 duodécies (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 -

Report de l'entrée en vigueur de la taxe additionnelle à la taxe spéciale de consommation en Guyane) (p. 9364, 9365).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Article 16 octies (nouveau)** (art. L. 132-16-1 du code minier - Création d'une redevance sur les gisements d'hydrocarbures en mer) (p. 9953, 9957).

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
SOC, puis SOC-EELVr

Questeur du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre suppléant du Comité des finances locales jusqu'au 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Prévenir effectivement les conflits d'intérêts pour les parlementaires [n° 518 (2010-2011)] (12 mai 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Coordination du travail gouvernemental [n° 112 tome 5 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 139 (2011-2012)] tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 169 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 196, 197). - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure*) (p. 229, 230). - **Article 4** (*art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques*) (p. 234). (p. 235). (p. 236). (p. 237).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Fonds de soutien à la police scientifique et technique*) (p. 247, 248). - **Article 12 A** (*art. 104 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Recueil de la photographie pour les documents d'identité*) (p. 249, 250). - **Article 17** (*art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 256). (p. 257). (p. 262). (p. 263). (p. 265). (p. 266). - **Article 17 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles*) (p. 268, 269). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels*) (p. 271). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1332-2-1 [nouveau] du code de la défense - Autorisation d'accès aux installations d'importance vitale*) (p. 272, 273). - **Article 20 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*art. 33 et suivants de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Conseil national des activités privées de sécurité*) (p. 277, 278). (p. 279). - **Article 23 bis** (*art. 132-19-2 [nouveau], 132-24, 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 723-1, 723-7, 723-15 et 723-19 du code de procédure pénale ; art. 20-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Peines minimales applicables aux auteurs de violences volontaires aggravées*) (p. 282, 283). (p. 286). - **Article 23 ter** (*art. 221-3 et 221-4 du code pénal - Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 287). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*art. 723-29 du code de procédure pénale ; art. 131-36-10 du code pénal* -

Extension du champ d'application de la surveillance judiciaire aux personnes condamnées à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure ou égale à cinq ans en état de nouvelle récidive (p. 291). - **Article 23 sexies** (art. 5 et 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Poursuite de mineurs devant le tribunal pour enfants par la voie d'une convocation par officier de police judiciaire) (p. 293). - **Article 24 bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 296, 297). - **Article 24 duodécies (Supprimé)** (art. L 2241-2 du code des transports - Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 305, 306). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-6 du code de la route - Délai de récupération des points du permis de conduire) (p. 310).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 32 ter A** (art. L. 226-4 du code pénal - Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation) (p. 323 324). - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale ; art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Qualité d'agent de police judiciaire des directeurs de police municipale) (p. 327). - **Article 32 quinquies** (art. L. 234-9 du code de la route - Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un OPJ) (p. 328). - **Article 37 quinquies B** (art. L. 561-3 [nouveau] et L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement sous surveillance électronique mobile des étrangers frappés d'une mesure d'interdiction judiciaire ou d'expulsion en raison d'activités à caractère terroriste) (p. 330). (p. 332). - **Article 37 quinquies C** (art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction à l'encontre des étrangers assignés à résidence en cas de manquement à leurs obligations) (p. 333).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 671, 673). - **Article 4** (Compétences et règles de saisine) (p. 684). - **Article 5** (Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit) (p. 692). - **Article 11 A** (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues) (p. 702). (p. 709). - **Article 12** (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants) (p. 717). - **Article 13** (Règles relatives au mandat de membre d'un collègue auprès du Défenseur des droits) (p. 719). - **Article 17** (Recueil d'information auprès des personnes publiques et privées) (p. 721). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (Mise en demeure) (p. 723).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 260 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011)**.

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (2 février 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 810, 811).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 954, 955). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-14 du CESEDA - Aménagement de la procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 961). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 978). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 981). - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 985, 987).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire [n° 262 (2010-2011)]** - (8 février 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1034, 1035).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (8 février 2011) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 1037). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 1039).

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1535, 1536).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1704, 1706). - **Article 1er** (art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - Régime d'éligibilité et inéligibilités applicables aux parlementaires) (p. 1721, 1724). - **Article 1er bis** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère) (p. 1726). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1741).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)** - (2 mars 2011) - **Article 1er** (art. L. 52-12 du code électoral - Dispense de dépôt d'un compte de campagne pour les candidats ayant recueilli moins de 1 % des voix et n'ayant pas reçu de dons) (p. 1759, 1760). - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 52-4 du code électoral - Clarification des modalités de déclaration du mandataire financier) (p. 1760). - **Article 2** (art. L. 154, L. 210-1, L. 265, L. 347 et L. 370 du code électoral, et art. 10 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Désignation du mandataire financier) (p. 1761). - **Article 3** (art. L. 52-6 du code électoral - Mise en place d'un « droit au compte » pour les mandataires financiers) (p. 1761, 1762). - **Article 4 bis** (art. 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Personnes tenues de déposer une déclaration de situation patrimoniale) (p. 1767). - **Article 5 bis (Supprimé)** (art. 4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Répression de la publication ou de la divulgation d'informations détenues par la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 1768, 1769). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités d'attribution de l'aide publique aux partis politiques) (p. 1770). - **Article 6 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Actualisation annuelle des plafonds de dons aux partis politiques) (p. 1771). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 1771, 1772). - **Article additionnel avant l'article 7 A** (p. 1772, 1773). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1777).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**.

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1795, 1797). - **Article 1er A** (art. préliminaire du code de procédure pénale - Interdiction de condamnations fondées sur les seules déclarations d'une personne faites hors de la présence d'un avocat) (p. 1829, 1831). - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue) (p. 1836, 1843). - **Article 2** (art. 63 et 63-1 du code de procédure pénale - Conditions de forme de la garde à vue et durée de la mesure - Information de la personne gardée à vue sur ses droits) (p. 1848). - **Article 3** (art. 63-2 du code de procédure pénale - Droit de faire prévenir un tiers) (p. 1854). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-3 du code de procédure pénale - Droit d'être examiné par un médecin) (p. 1856). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-4 du code de procédure pénale - Entretien avec l'avocat) (p. 1860, 1861). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de

consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1863, 1869).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) (p. 1908, 1909). (p. 1910). (p. 1911). (p. 1912). (p. 1917). (p. 1918). (p. 1920). - **Article 7 bis** (art. 63-4-5 [nouveau] et art. 64-1 de la loi du 10 juillet 1991 - Droit de la victime à être assistée par un avocat en cas de confrontation avec la personne gardée à vue) (p. 1922). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64 du code de procédure pénale - Mentions obligatoires au procès-verbal) (p. 1933, 1934). - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue) (p. 1941, 1942). (p. 1943). - **Article 14 bis** (art. 323 et art. 323-1 à 323-10 [nouveaux] du code des douanes - Retenue douanière) (p. 1956). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1970). (p. 1973).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2076, 2077).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Article 2 bis** (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 2753, 2754). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2760, 2761). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2765). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 2771).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2795).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 455 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3232, 3234). - **Article 6** (Art. L. 121-2 du code de l'urbanisme - Transmission par le préfet des informations sur les risques naturels) (p. 3265). - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. L. 424-2 du code de l'urbanisme - Interdiction de délivrer des permis tacites dans les zones délimitées par un plan de prévention des risques naturels) (p. 3266). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3267). - **Article 10** (Art. 1585 E du code général des impôts - Majoration de la taxe locale d'équipement) (p. 3271).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3984, 3985). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4026, 4027). (p. 4030). (p. 4031).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4056). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4074). (p. 4078). - **Article 8**

(art. 181-1, 237-1, 240-1, 264-1, 267-1 et 267-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Institution d'une formation simplifiée de la cour d'assises) (p. 4090). - **Article 29 (priorité)** (art. 24-1, 24-2, 24-3, 24-4 et 24-5 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4108, 4109). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de prononcer cumulativement une peine et une sanction éducative) (p. 4115).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 14** (art. 5-1 et 5-2 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un dossier unique de personnalité) (p. 4123). - **Article 16** (art. 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4128). - **Article 18** (art. 9 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4130). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4130). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Ordre de comparution des parents défaillants) (p. 4131). - **Article 26** (art. 14-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Précisions relatives à la procédure de présentation immédiate) (p. 4141).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5610, 5611). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5613). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5630).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6675, 6676). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de l'honoraire perçu par l'avocat pour les procédures de divorce par consentement mutuel, en l'absence de convention d'honoraires préalable) (p. 6681).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 85 (2011-2012)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7842, 7844).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9161, 9162).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour la coordination du travail gouvernemental (p. 9176, 9177).

APPARU (Benoist)
secrétaire d'État auprès de la ministre de
l'écologie, du développement durable,
des transports et du logement, chargé du
logement
(à partir du 29 juin 2011)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture [n° 235 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 462, 463). (p. 471, 472). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Subvention des opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement au fonds de solidarité pour le logement) (p. 473, 478). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur la mise en place d'une allocation de solidarité pour l'eau) (p. 480). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 481).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Demande de réserve** (p. 2288). - **Discussion générale** (p. 2288, 2290). (p. 2296).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2011) (p. 2316, 2317). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2318, 2320). - **Article 1er** (Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale) (p. 2322, 2331). (p. 2332, 2341). (p. 2350, 2352). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2352). - **Article 1er bis A** (Plans locaux d'urbanisme intercommunaux faisant office de documents d'aménagement commercial) (p. 2353). - **Article 1er bis B** (Les documents d'aménagement commercial communautaires) (p. 2354, 2355). - **Article 1er bis C** (Plans locaux d'urbanisme communaux pouvant faire office de documents d'aménagement commercial) (p. 2356). - **Article 2 bis (Nouveau)** (Délais de mise à jour des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme intercommunaux) (p. 2356, 2357). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 2357). - **Article 3** (Contrôle du préfet sur les documents d'aménagement commercial) (p. 2358). - **Article 4 A (Nouveau)** (Interprétation des seuils de surface au-delà desquels les conditions fixées par le document d'aménagement commercial s'impose aux implantations) (p. 2359). - **Articles additionnels après l'article 4 A** (p. 2360, 2361). - **Article 4 bis** (La notion d'ensemble commercial) (p. 2361, 2362). - **Article 5** (Les commissions régionales d'aménagement commercial) (p. 2363, 2366). - **Article 2 (précédemment réservé)** (Consultation de la commission régionale d'aménagement commercial lors de l'élaboration d'un document d'aménagement commercial) (p. 2367, 2369). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2369, 2370). - **Article 6** (Modifications ponctuelles du code de l'urbanisme) (p. 2370, 2372). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2373, 2374). - **Article 7 bis (Supprimé)** (Réforme du droit de préemption commerciale) (p. 2374). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 2374). - **Article 8** (Abrogation du dispositif des autorisations d'exploitation commerciale et création de l'Observatoire national de l'équipement commercial et des observatoires régionaux de l'équipement commercial) (p. 2375, 2377). - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 2377, 2378). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Les autorisations d'aménagement cinématographique) (p. 2381). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 2382).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 455 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3235, 3237). - **Article 1er** (Art. L. 562-1 et L. 562-8 du code de l'environnement - Prise en compte de la submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles) (p. 3256, 3257). - **Article additionnel après l'article 2**

(p. 3258). - **Article 3** (Art. L. 566-3, L. 566-5 et L. 566-7 - Dispositions relatives au plan de gestion des risques d'inondation) (p. 3258, 3259). - **Article 5** (Art. L. 562-4 du code de l'environnement et L. 123-12 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Liens entre documents d'urbanisme et plans de prévention des risques naturels prévisibles) (p. 3262). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3264). - **Article 6** (Art. L. 121-2 du code de l'urbanisme - Transmission par le préfet des informations sur les risques naturels) (p. 3265). - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. L. 424-2 du code de l'urbanisme - Interdiction de délivrer des permis tacites dans les zones délimitées par un plan de prévention des risques naturels) (p. 3266). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3267). - **Article 7** (Art. L. 3114-1 à L. 3114-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Transfert de propriété d'ouvrages de défense contre la mer) (p. 3268). - **Article 8** (Art. L. 211-5 [nouveau] du code de l'environnement - Rapport du Gouvernement sur la qualité des ouvrages de protection contre les inondations et contre la mer) (p. 3269, 3270). - **Article 10** (Art. 1585 E du code général des impôts - Majoration de la taxe locale d'équipement) (p. 3271). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 3272). - **Article 11 (Supprimé)** (Art. L. 1424-7 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte par le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du risque de submersion marine) (p. 3273). - **Article 12** (Art. 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile - Renforcement du plan communal de sauvegarde) (p. 3273, 3274). - **Article 13** (Art. L. 563-7 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une journée nationale de prévention des risques naturels) (p. 3275). - **Article 14** (Art. L. 33-1 du code des postes et communications électroniques - Priorisation des appels d'urgence) (p. 3275). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 2335-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compensation aux communes de la diminution des bases d'imposition à la suite d'une catastrophe naturelle) (p. 3275, 3276). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 561-3 du code de l'environnement - Augmentation de 12 à 14 % du plafond du prélèvement sur le produit des primes et assurances au profit du « fonds Barnier ») (p. 3277). - **Article 19** (Art. L. 146-4-1 (nouveau) du code de l'urbanisme - Élaboration d'un schéma d'aménagement des zones littorales à risque) (p. 3278). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3278, 3279). - **Article 21** (Art. L. 142-1, L. 142-3, L. 143-2 et L. 211-1 du code de l'urbanisme - Utilisation du droit de préemption pour réduire l'exposition des populations aux risques naturels) (p. 3280).

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3345, 3347). - **Article 2** (art. L. 613-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Exclusion du concours de l'Etat à l'exécution de jugements d'expulsion locative sans relogement) (p. 3353, 3354).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4716, 4717). - **Article 1er bis (nouveau)** (Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux) (p. 4718, 4719). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés) (p. 4724, 4727). - **Articles additionnels après l'article 2** : (p. 4730). - **Article 4** (Rapport au Parlement) (p. 4731). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4732).

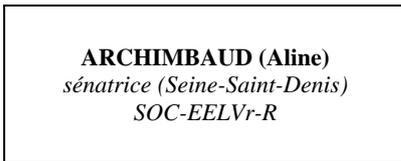
- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5521, 5522). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5529). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 5531, 5540). - **Article 1er** (art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - Contenu et publicité de la déclaration d'intention d'aliéner) (p. 5542, 5543). - **Article 1er bis**

(nouveau) (art. L. 213-2-1 du code de l'urbanisme - Prémption partielle) (p. 5544, 5545). - **Article 2** (art. L. 213-7 du code de l'urbanisme - Conditions de renonciation au droit de préemption après saisine du juge de l'expropriation) (p. 5546, 5547). - **Article 3** (art. L. 213-7-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Transfert de propriété et paiement du prix) (p. 5547). - **Article 5** (art. L. 213-11 du code de l'urbanisme - Utilisation des biens préemptés) (p. 5548). - **Article 6** (art. L. 213-11-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Droit de rétrocession en cas d'annulation des décisions de préemption) (p. 5548, 5549). - **Article 7** (art. L. 213-12 du code de l'urbanisme - Action en dommages-intérêts) (p. 5549). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5550, 5553).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)



Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

- (25 novembre 2011) (p. 8565, 8568). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8569, 8573). - **Article 51 bis (nouveau)** (art. L. 213-10-2, L. 213-10-8, L. 213-10-9 et L. 213-14-2 du code de l'environnement, art. 100 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques - Dixième programmation des agences de l'eau (recettes)) (p. 8576, 8577). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 8578, 8579). - **Article 51 quater (nouveau)** (art. 136 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Instauration d'une limite à la sollicitation du FPRNM au titre de l'article 6 de la loi n° 2011-725 du 23 juin 2011) (p. 8580). - **Article 51 quinquies (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques - Ressources de l'ONEMA) (p. 8581). - **Article 51 sexies (nouveau)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - Dixième programmation des agences de l'eau (dépenses)) (p. 8581, 8583).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8853, 8855). - **Article 64 bis (nouveau)** (art. 101 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement - Obligation de dépôt de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, PEEC) (p. 8862).

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 109 tome 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6962, 6964). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6981, 6982). (p. 6988). - **Article 3** (art. L. 1454-2 à L. 1454-4 (nouveaux) du code de la santé publique - Dispositions pénales) (p. 7004). (p. 7005). - **Article 4** (art. L. 5311-1, L. 5311-2, L. 5312-4, L. 5311-4-1 (nouveau) et L. 5421-8 à L. 5421-11 (nouveaux) du code de la santé publique - Création et prérogatives de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) (p. 7011). - **Article 14 bis** (Accès du Conseil national de l'ordre des pharmaciens aux données contenues dans le dossier pharmaceutique) (p. 7027). (p. 7027). - **Article 15** (art. L. 5121-12, L. 1121-16-1 et L. 1123-14 du code de la santé publique - Modification des procédures d'octroi des autorisations temporaires d'utilisation nominative) (p. 7030). (p. 7031, 7032). (p. 7034). (p. 7034). (p. 7035).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 7065, 7066). - **Article 30 ter (nouveau)** (Rapport sur la profession de visiteur médical) (p. 7079). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7085, 7086).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7379, 7380).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) (p. 8406, 8407).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8512).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8721, 8722). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 8737).

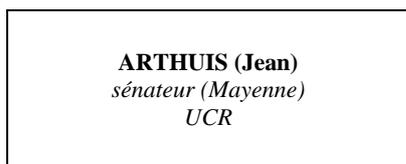
Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8786, 8787).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) - **Article 64 bis (nouveau)** (art. 101 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement - Obligation de dépôt de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, PEEC) (p. 8862).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture [n° 130 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9718, 9720).



ARTHUIS (Jean)
sénateur (Mayenne)
UCR

Réélu le 25 septembre 2011.

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie le 9 novembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 1er octobre 2011.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation) jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 499 (2010-2011)] relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 591 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Affaires européennes [n° 107 tome 2 fasc. 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Article 75 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n°2010-873 du 27 juillet 2010 - Tutelle de l'établissement public « Campus France ») (p. 1210).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (17 février 2011) - président de la commission des finances (p. 1555, 1556).

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) - président de la commission des finances (p. 2121). (p. 2129).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) - président de la commission des finances (p. 3139, 3141).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 3165, 3166). - **Article 1er** (Art. 209 quinquies du code général des impôts - Suppression du régime du bénéfice mondial consolidé) (p. 3168). - **Article 2** (Introduction d'un niveau plancher d'impôt sur les sociétés effectivement acquitté) (p. 3170). - **Article 3** (Art. 219 du code général des impôts - Différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du résultat) (p. 3171, 3172).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4785, 4787).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - **Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires** (p. 4853). (p. 4862, 4863). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4874). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 41 de la Constitution - Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire) (p. 4876). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4877). - **Article 9** (art. 61 de la Constitution - Contrôle systématique par le Conseil constitutionnel des lois-cadres d'équilibre des finances publiques, des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4884, 4885). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 61-2 nouveau de la Constitution - Examen par le Conseil

constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4887). - **Article 12** (art. 88-8 nouveau de la Constitution - Transmission du programme de stabilité au Parlement et modalités de sa discussion éventuelle) (p. 4891, 4892).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5075). (p. 5090). (p. 5092).

- Président de la commission des finances - **Article 4 quater (nouveau)** (art. 990 I du code général des impôts - Modification de la définition de la territorialité du prélèvement exigible sur les sommes versées au décès au titre d'un contrat d'assurance-vie - Aménagement des modalités de taxation au prélèvement des contrats d'assurance-vie comportant une clause bénéficiaire démembrée) (p. 5108). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 199 undecies D du code général des impôts - Exclusion de la défiscalisation du logement social en outre-mer du « rabot » du plafonnement spécifique aux réductions d'impôt sur le revenu applicables en outre-mer) (p. 5115).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Article 7** (Création d'une contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix mise à la charge des entreprises du secteur pétrolier) (p. 5137, 5140). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis KI du code général des impôts - Abrogation de la taxe sur l'achat de services de publicité en ligne) (p. 5145, 5147). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5156, 5159). - **Demande de priorité** (p. 5159). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5181, 5182). - **Article 10 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5206, 5208).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5251). (p. 5252). (p. 5254). (p. 5255). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5354).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5914).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 5966, 5967). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5998).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompier volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er-1 à 1er-6 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Principes et cadre juridiques de l'engagement du sapeur pompier volontaire) (p. 6016). (p. 6017). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétérance) (p. 6019, 6020). (p. 6024, 6025).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) - président de la commission des finances (p. 6101, 6103).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - président de la commission des finances - **Organisation des débats** (p. 6421). - **Discussion générale** (p. 6448, 6449). - **Question préalable** (p. 6456). - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 6458). - **Article 1er A** (art. 150 VB, 150 VC, 150 VD, 150 VE, 150 VG, 244 bis A et 647 du code général des impôts - Aménagements du régime d'imposition des plus-values immobilières, hors résidence principale) (p. 6461). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 6462, 6466). - **Articles additionnels après l'article 1er CA** (p. 6468, 6470). - **Article 1er CB (nouveau)** (art. 219 du code général des impôts - Relèvement de 5 % à 10 % de la quote-part pour frais et charges dans le régime des plus-values de cession de titres de participation) (p. 6472). - **Article 1er C (supprimé)** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux parcs à thème, ainsi qu'aux parcs zoologiques et botaniques) (p. 6475). - **Articles additionnels après l'article 1er C** (p. 6476). - **Article 1er D (nouveau)** (art. 302 bis ZO [nouveau] du code général des impôts - Instauration d'une taxe sur les prestations d'hébergement des hôtels dont le prix de la nuitée est supérieur ou égal à 200 euros) (p. 6479). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6487, 6493). - **Article 3** (Couverture des charges de prestations familiales) (p. 6500). - **Article 4** (art. L.245-16 et L.241-2 du code de la sécurité sociale - Augmentation du taux du prélèvement social sur les revenus du capital de 2,2 % à 3,4 %) (p. 6503). - **Article 5 (nouveau)** (Rapport sur l'opportunité de modifier la convention fiscale franco-suisse) (p. 6504). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6506, 6507).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6818, 6820). - **Article 4** (Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA) (p. 6845, 6846).

- **Commission mixte paritaire [n° 7 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6928, 6929).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7159, 7160).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (23 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8329, 8331).

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Réélue le 25 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) le 15 décembre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Sécurité [n° 112 tome 19 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 192, 194). - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure*) (p. 227, 228). - **Article 2** (art. 226-4-1 [nouveau] du code pénal - *Création d'un délit d'usurpation d'identité*) (p. 232, 233).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Intitulé de la Section 4** (*Vidéoprotection*) (p. 250, 251). - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 253, 254). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 267). - **Article 17 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles*) (p. 269). - **Article 23 bis** (art. 132-19-2 [nouveau], 132-24, 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal; art. 723-1, 723-7, 723-15 et 723-19 du code de procédure pénale; art. 20-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Peines minimales applicables aux auteurs de violences volontaires aggravées*) (p. 283). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 723-29 du code de procédure pénale; art. 131-36-10 du code pénal - *Extension du champ d'application de la surveillance judiciaire aux personnes condamnées à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure ou égale à cinq ans en état de nouvelle récidive*) (p. 291). - **Article 23 sexies** (art. 5 et 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Poursuite de mineurs devant le tribunal pour enfants par la voie d'une convocation par officier de police judiciaire*) (p. 293). - **Article 24 ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - *Modification du régime du contrat de responsabilité parentale*) (p. 298, 299). - **Article 24 octies A** (art. L. 443-2-1 [nouveau] du code de commerce - *Encadrement des pratiques de vente de billets sur Internet*) (p. 300). - **Article 24 terdecies** (art. L. 2241-6 du code des transports - *Exclusion des espaces affectés au transport public*) (p. 306). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-6 du code de la route - *Délai de récupération des points du permis de conduire*) (p. 309, 310).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 37 quinquies AA** (art. 20 du code de procédure pénale - *Attribution de la qualité d'APJ aux policiers stagiaires de la police nationale*) (p. 330). - **Article 37 quinquies B** (art. L. 561-3 [nouveau] et L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Placement sous surveillance électronique mobile des étrangers frappés d'une mesure d'interdiction judiciaire ou d'expulsion en raison d'activités à caractère terroriste*) (p. 330, 331). - **Article 37 quinquies C** (art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Sanction à l'encontre des étrangers assignés à résidence en cas de manquement à leurs*

obligations) (p. 333). - **Article 39 bis B (Texte non modifié par la commission)** (*Coordinations de certaines dispositions pour leur application à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 336). - **Article 39 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 et 41-1 nouveau de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000, art. 41 et 43-1 nouveau de l'ordonnance du 26 avril 2000, art. 39 et 41-1 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000, art. 41 et 43-1 nouveau de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 - *Coordinations outre-mer*) (p. 338). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Coordinations de certaines dispositions pour leur application à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie - Prolongation des autorisations de vidéoprotection*) (p. 339). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 339, 340).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 684, 685).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 781, 783).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - *Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation*) (p. 840, 841). - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-27-1 du code civil - *Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française*) (p. 860). - **Article 3** (art. 20-6 et 21-28 du code civil - *Remise de la charte des droits et devoirs du citoyen français lors des cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française ou à l'occasion de la journée défense et citoyenneté*) (p. 864). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 864, 865). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - *Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique*) (p. 872). (p. 875). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26-3 du code civil - *Extension du délai pendant lequel l'administration peut refuser d'enregistrer une déclaration de nationalité française à raison d'un mariage, en cas d'opposition formée par le Gouvernement*) (p. 877). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - *Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants*) (p. 895). - **Article 10** (L. 222-3-1 [nouveau] du CESEDA - *Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'un maintien en zone d'attente*) (p. 911). - **Article 13** (art. L. 313-10 du CESEDA - *Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés*) (p. 918, 919). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 922, 923).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 17 A** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du CESEDA - *Droit au court séjour des ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace économique européen et de la Confédération suisse*) (p. 946). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 314-9 du CESEDA - *Conditions de délivrance d'une carte de résident à l'étranger marié à un ressortissant français*) (p. 966). - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 986, 987).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - Commission mixte paritaire [n° 262 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Discussion générale** (p. 994, 996).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 1036). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français*) (p. 1043).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1075). (p. 1076). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 1077). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière d'assignation à résidence) (p. 1090).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 42** (art. L. 552-8 et L. 552-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration d'une procédure de purge des nullités devant le juge des libertés et de la détention) (p. 1159). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 729-2 du code de procédure pénale - Coordination de la réforme de l'éloignement dans le code de procédure pénale) (p. 1169). - **Articles additionnels avant l'article 57 A** (p. 1170). - **Article 61** (art. L. 8254-2-1 et L. 8254-2-2 [nouveaux] du code du travail - Obligations et responsabilité du maître d'ouvrage découlant du recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre) (p. 1183). - **Article 63** (art. L. 8271-1-1 [nouveau] du code du travail - Sanction du défaut d'acceptation par le maître d'ouvrage des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance) (p. 1187). - **Article 72 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 622-4 du CESEDA - Immunité pénale applicable au délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 1195). - **Article additionnel après l'article 74 bis** (p. 1201). - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 1206). (p. 1206, 1207). (p. 1207). - **Article 75 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 2212-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police du maire pour faire respecter les symboles républicains lors des célébrations de mariage) (p. 1222). - **Articles additionnels après l'article 75 quater** (p. 1224). (p. 1224, 1225). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1234).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 277 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1321, 1322). - **Article 10** (art. 9 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Observations méthodologiques et mises au point de la commission des sondages) (p. 1328). (p. 1329). - **Article 12** (art. 10 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Rapport annuel et autonomie budgétaire de la commission des sondages) (p. 1329). (p. 1330).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2256, 2257). - **Article unique** (Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF) (p. 2265).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2715, 2718). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 2752). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2759, 2760). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2764).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 AA** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - Droit au séjour des victimes de violences conjugales) (p. 2785). - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2790). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2819). -

Article 34 (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 2836). - **Article 39** (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD) (p. 2848). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8251-2 [nouveau] et L. 8271-17 du code de travail - Interdiction du recours volontaire aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour) (p. 2856). - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8254-2-1 et L. 8254-2-2 [nouveaux] du code de travail - Obligation et responsabilité du maître d'ouvrage découlant du recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre) (p. 2858).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2011) - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2909, 2910). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2913, 2914).

- **Commission mixte paritaire [n° 492 (2010-2011)]** - (11 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3680, 3682).

- **Projet de loi relatif au maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement [n° 473 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3906, 3907).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (18 mai 2011) - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen) (p. 4068). - **Article 29 (priorité)** (art. 24-1, 24-2, 24-3, 24-4 et 24-5 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4109). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4113).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 14** (art. 5-1 et 5-2 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un dossier unique de personnalité) (p. 4124, 4125). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Ordre de comparution des parents défaillants) (p. 4131, 4132). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4136, 4137). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4140). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12-2 [nouveau] de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Voies de recours ouvertes aux civilement responsables absents à l'audience) (p. 4141). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (intitulé du chapitre III de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Modification d'un intitulé) (p. 4141). - **Article 26** (art. 14-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Précisions relatives à la procédure de présentation immédiate) (p. 4141, 4142). (p. 4142).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4246, 4247).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 531 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4334, 4335). - **Article 1er** (art. 104 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Circonscriptions pour l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4341, 4342). - **Article 4** (art. 107 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable en cas de vacance de siège) (p. 4357). - **Article 11** (art. 156-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Conditions de recevabilité et d'adoption des

motions de renvoi budgétaire) (p. 4372). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 4373).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 433 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4397, 4398). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Données inscrites sur la puce électronique des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 4404). - **Article 3** (*Utilisation optionnelle de la CNI à des fins d'identification sur les réseaux de communication électronique et de signature électronique*) (p. 4405). - **Article 5** (*Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 4406, 4407). - **Article 5 bis (nouveau)** (*Modalités du contrôle d'identité à partir du titre d'identité*) (p. 4411, 4412). - **Article 5 ter (nouveau)** (*Information sur la validité des titres d'identité présentés*) (p. 4412). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités réglementaires d'application*) (p. 4414). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Application de la loi et gage*) (p. 4415).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (*art. 34 de la Constitution*) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4854, 4855). (p. 4855). - **Article 2** (*art. 39 de la Constitution - Examen en premier par l'Assemblée nationale des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques*) (p. 4871). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4872). - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 41 de la Constitution - Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire*) (p. 4876).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 697 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5835, 5836).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6005, 6007). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6015). (p. 6016). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 6017). - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Encouragement de l'engagement des élèves vers la formation de jeune sapeur-pompier ou de sapeur-pompier volontaire*) (p. 6026). (p. 6026). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 6027). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6031).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6897, 6899).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture [n° 40 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7183, 7184). - **Article 5** (*Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 7190). - **Article 5 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Information sur la validité des titres d'identité présentés*) (p. 7193, 7194).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (4 novembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7330, 7331).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7820, 7821).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (1er décembre 2011) (p. 8990, 8991). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9014).

Sécurité

- (1er décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9016, 9017).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) (p. 9118, 9119).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9523, 9526).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture [n° 115 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9693, 9694).

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis président le 6 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 378 (2010-2011)] relative à la régulation du système de distribution de la presse [n° 474 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel et presse [n° 110 tome 5 fasc. 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 545, 547). - **Article 1er** (loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Modalités de mise en oeuvre du principe de l'indépendance des rédactions) (p. 561, 562). - **Article 2** (loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Renforcement de la transparence de l'actionnariat des entreprises de presse) (p. 563). - **Article 4** (loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Sanctions) (p. 564, 565).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 799, 800).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 836, 837). (p. 840). (p. 845). - **Article 2 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 848). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 865, 866). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 869). (p. 872). (p. 874, 875). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 892). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 894). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 902). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « Purge des nullités » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 906). - **Article 10** (L. 222-3-1 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'un maintien en zone d'attente) (p. 912). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 913).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture [n° 340 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2210). - **Article 2** (Fixation du prix de vente au public par l'éditeur) (p. 2218, 2219). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2220). - **Article 5 bis** (Rémunération des auteurs) (p. 2221, 2222). - **Article 9** (Texte non modifié par la commission) (Validation législative en faveur du mécénat culturel) (p. 2223, 2224).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2258, 2260).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2738, 2740).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2788, 2789). (p. 2792, 2793). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris ») (p. 2801). (p. 2804). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2818, 2819). (p. 2821). (p. 2824). - **Article 33** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 2830). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 2835). (p. 2839, 2840). (p. 2840). (p. 2840, 2841). - **Article 37** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 2844, 2845). - **Article 41**

(art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention) (p. 2850). (p. 2851). (p. 2852).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2011) - **Article 66** (art. L. 8272-2 et L. 8272-3 [nouveaux] du code du travail - Fermeture administrative temporaire des établissements employant des étrangers sans titre et garanties légales des salariés concernés) (p. 2898). - **Article 67** (art. L. 8272-4 [nouveau] du code du travail - Exclusion administrative provisoire des marchés publics des employeurs de travailleurs illégaux) (p. 2899). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2915, 2916).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3472, 3473).

- **Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse [n° 475 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 3479, 3480). (p. 3486, 3487). - **Article 2** (loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Création de deux instances chargées de réguler le système coopératif de distribution de la presse) (p. 3487, 3488). - **Article 4** (loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Missions et compétences respectives du Conseil supérieur des messageries de presse et de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse) (p. 3492, 3495). (p. 3493). - **Article 6** (loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social - Abrogation de l'article 11 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987) (p. 3495). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3496).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Commission mixte paritaire [n° 492 (2010-2011)]** - (11 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3687, 3688).

- **Questions cribles thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4799, 4800).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5254, 5255).

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2011) (p. 7110).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) (p. 7196).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Article 1er A** (Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel - patrimoine mondial) (p. 7210). - **Article 1er** (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine) (p. 7217). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7220). - **Article 4** (Définition du caractère transférable des monuments historiques) (p. 7222). - **Article 7** (Convention de transfert à titre gratuit) (p. 7227). - **Article 13** (Décret d'application) (p. 7230). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7231, 7232).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7236, 7237). (p. 7242). (p. 7242). - **Organisation des travaux** (p. 7251).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8130, 8131). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8142).

- Rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 8156, 8157). (p. 8157, 8158). (p. 8158). (p. 8160, 8161). (p. 8162). (p. 8163, 8164). (p. 8165).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 16 ter** (*Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat*) (p. 8298).

- Rapporteur pour avis (p. 8305). (p. 8308).

Deuxième partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour l'audiovisuel et la presse (p. 8628, 8629). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8644, 8645). (p. 8646, 8647). (p. 8648). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8649, 8650). - **Article 52 ter (nouveau)** (*art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Encadrement du surplus de recettes publicitaires de France Télévisions*) (p. 8650).

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8976, 8977).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 9210). (p. 9212).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 47 undecies (nouveau)** (*art. 30-1 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 - Suppression du préfinancement des dépenses de réaménagement des fréquences par l'Etat*) (p. 9360). - **Articles additionnels après l'article 47 undecies** (p. 9362).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9553, 9554).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 54 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 1er (nouveaux art. L. 134-1 à L. 134-7 du code de propriété intellectuelle - Définition et modalités d'exploitation des oeuvres indisponibles)** (p. 9640). (p. 9644). (p. 9646, 9647). (p. 9649). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9654, 9655). - **Article 4** (p. 9656).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9807, 9808).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10026, 10029). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-1, L. 122-5 et L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Exclusion des copies de source illicite de l'assiette de la rémunération pour copie privée et du champ de la copie privée*) (p. 10030).

AUBAN (Bertrand)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 août 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

AUTAIN (François)
sénateur (Loire-Atlantique)
CRC-SPG

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Président de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" le 11 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à la promotion de la laïcité et à la clarification des règles de son application concrète [n° 406 (2010-2011)] (6 avril 2011) - **Culture - Famille - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur le Mediator : La réforme du système du médicament, enfin (Rapport) [n° 675 tome 1 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur le Mediator : La réforme du système du médicament, enfin (Auditions) [n° 675 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 432).

BACHELOT-NARQUIN (Roselyne)
*ministre des solidarités et de la cohésion
sociale*

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1395, 1399). (p. 1400, 1407).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4430, 4440). - **Article 1er** (art. L. 1225-17 du code du travail - *Durée du congé de maternité*) (p. 4440, 4444). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4445). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4445).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)]** - (28 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5481, 5483). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-4 et L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens*)

BADINTER (Robert)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Président du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

(p. 5495). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-7 du code de l'action sociale et des familles - *Durée minimale d'ouverture des maisons départementales des personnes handicapées et de leur service d'accueil téléphonique*) (p. 5495). - **Article 14 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation - *Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière*) (p. 5505, 5506).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7347, 7350).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 37 (priorité)** (*Expérimentation d'une modulation du forfait global relatif aux soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes en fonction d'indicateurs de qualité et d'efficience*) (p. 7671, 7682).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) (p. 8730, 8732).

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - *Deuxième lecture* [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 23 bis** (art. 132-19-2 [nouveau], 132-24, 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 723-1, 723-7, 723-15 et 723-19 du code de procédure pénale ; art. 20-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Peines minimales applicables aux auteurs de violences volontaires aggravées) (p. 285, 286).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** - *Deuxième lecture* [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Question préalable** (p. 676, 677). - **Article 4** (Compétences et règles de saisine) (p. 691).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (3 mars 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1826, 1828). - **Article 1er A** (art. préliminaire du code de procédure pénale - Interdiction de condamnations fondées sur les seules déclarations d'une personne faites hors de la présence d'un avocat) (p. 1830). - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue) (p. 1835).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011) - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2497, 2498).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** [n° 395 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Question préalable** (p. 2934, 2936).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien** [n° 607 (2009-2010)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3332, 3334).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (17 mai 2011) - **Question préalable** (p. 4016, 4018).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4052). - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4058). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4076).

- **Commission mixte paritaire** [n° 683 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5794, 5796).

- **Célébration du 30e anniversaire du vote par le Sénat de l'abolition de la peine de mort** - (30 septembre 2011) (p. 11, 13).

BADRÉ (Denis)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UC

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre des affaires étrangères et européennes le 6 avril 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services [n° 411 (2010-2011)] (6 avril 2011) - **Travail - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1473, 1474).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination**

des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1511, 1512).

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2124, 2125).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) (p. 3131, 3132).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (13 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3963).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5168, 5170).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5352, 5353). (p. 5353). (p. 5353). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5354).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6432, 6434).

BAILLY (Dominique)
sénateur (Nord)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 6 avril 2011.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles le 15 décembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Filière viande bovine : agir maintenant pour sauvegarder nos territoires [n° 734 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1433).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4197, 4198).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9146, 9147).

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis (SIDA) ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission d'information sur les toxicomanies : Les toxicomanies (Tome I : Rapport) [n° 699 tome 1 (2010-2011)] (30 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission d'information sur les toxicomanies : Les toxicomanies (Tome II : Comptes rendus des auditions) [n° 699 tome 2 (2010-2011)] (30 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Perturbateurs endocriniens, le temps de la précaution [n° 765 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 37, 38).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 406, 408). - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 434). - **Article 3** (*Droit de rédiger des directives anticipées relative à la fin de vie*) (p. 441). - **Article 4** (*Mises en œuvre des directives anticipées relatives à la fin de vie*) (p. 443). - **Article 5** (*Institution d'une commission nationale de contrôle des pratiques relatives aux demandes d'assistance médicalisée pour mourir*) (p. 443). - **Article 6** (*Modalités d'exercice du droit, pour les professionnels de santé, de refuser d'apporter leur concours à la mise en œuvre d'une assistance médicalisée pour mourir*) (p. 443). - **Article 7** (*Formation des praticiens de santé aux conditions de réalisation d'une assistance médicalisée pour mourir*) (p. 444).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1563, 1565). - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4043-2 [nouveaux] du code de la santé publique - *Société interprofessionnelle ambulatoire*) (p. 1577, 1579). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1589, 1590).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques - Commission mixte paritaire** [n° 319 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1984, 1985).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation, pour les médecins, de déclarer leurs absences programmées*) (p. 2002). - **Article 6** (**Supprimé**) (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires*) (p. 2009). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2032). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2034, 2038).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2422, 2424). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - *Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2456). - **Article 2** (art. L. 1131-2 du code de la santé publique - *Définition des règles de bonnes pratiques pour les examens génétiques*) (p. 2458, 2459). - **Article 3** (art. L. 1131-2-1 (nouveau), L. 1131-3, L. 1133-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - *Régime d'autorisation des laboratoires de biologie médicale effectuant des examens génétiques*) (p. 2460, 2461). - **Article 4 ter** (art. L. 1131-3 du code de la santé publique - *Encadrement du recours à des tests génétiques à des fins médicales*) (p. 2463, 2464).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2486). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - *Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2489, 2490). (p. 2491). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2500). - **Article 6** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 et L. 1245-5 du code de la santé publique - *Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique*) (p. 2507). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - *Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta*) (p. 2511). - **Article 12 ter** (**Nouveau**) (art. L. 79-1 du code civil - *Enregistrement à l'état civil d'un enfant mort-né ou décédé avant sa déclaration*) (p. 2542).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 13** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - *Interruption de grossesse pratiquée pour motif médical*) (p. 2557). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - *Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes*) (p. 2570).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45 (2011-2012)] - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6964, 6965). - **Article 1er bis** (**nouveau**) (art. L. 1415-4 du code de la santé publique - *Conditions de nomination des personnels dirigeants de l'institut national du cancer*) (p. 6990). - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - *Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé*) (p. 6993). (p. 7002). (p. 7002). (p. 7003). (p. 7003). - **Article 5** (art. L. 5322-1, L. 5324-1 (nouveau) et L. 1413-8 du code de la santé publique - *Composition du conseil d'administration et publicité des travaux de l'agence nationale du médicament et des produits de santé*) (p. 7012, 7013). - **Article 9 bis** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - *Conditions de fixation du service médical rendu des médicaments*) (p. 7019). - **Article 17** (art. L. 5121-22 à L. 5121-26 (nouveaux) et L. 5421-6-1 du code de la santé publique - *Dispositions relatives à la pharmacovigilance*) (p. 7037).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle -

Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain) (p. 7055). (p. 7055). (p. 7056). - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la visite médicale) (p. 7062). (p. 7064). - **Article 30** (Dispositions transitoires) (p. 7075). (p. 7075). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5134-1 du code de la santé publique - Prescription de contraceptifs par les sages-femmes et délivrance de médicaments contraceptifs dans les services de médecine de prévention des universités) (p. 7081). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7083). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7085).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7365, 7367).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7435, 7436). (p. 7436).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux) (p. 7498). (p. 7500). - **Articles**

additionnels après l'article 12 (p. 7509). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 131-9 et L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. 14 et 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Clarification de règles applicables aux contributions sociales) (p. 7513). - **Article 15** (art. 1010 et 1010 A du code général des impôts - Révision du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 7517). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7519).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8782, 8783). - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8799).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 9409, 9411). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9426).

BAROIN (François)

*ministre de l'économie, des finances et de l'industrie
(à partir du 29 juin 2011)
ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement
(jusqu'au 29 juin 2011)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif au maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement [n° 409 (2010-2011)] (6 avril 2011) - **Fonction publique**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2011-398 du 14 avril 2011 portant transposition de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées [n° 766 (2010-2011)] (13 juillet 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie [n° 776 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Énergie**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2011-592 du 27 mai 2011 modifiant le régime de l'épargne-logement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie [n° 777 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) (p. 3125, 3126).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4778, 4780). (p. 4822, 4825). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4827). - **Question préalable** (p. 4831). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4833).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4845). - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - **Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires** (p. 4849). (p. 4856, 4866).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5032, 5036). (p. 5060, 5063). - **Question préalable** (p. 5065). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5066). - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5069). (p. 5089, 5092). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5093, 5099). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - Modalités d'information de l'administration fiscale pour l'obtention de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des dons) (p. 5100). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Règles de remploi des sommes ouvrant droit à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises) (p. 5100). - **Article additionnel après l'article 1er ter** (p. 5101). - **Article 2** (art. 777 du code général des impôts - Augmentation des taux applicables aux deux dernières tranches d'imposition pour les transmissions à titre gratuit en ligne directe) (p. 5102). - **Article 3** (art. 730 ter, 746, 750, 750 bis A et 784 du code général des impôts, art. L. 181 bis [nouveau] du livre des procédures fiscales - Augmentation de six à dix ans du délai de rappel des donations) (p. 5103). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 635 A et 757 du code général des impôts,

art. L. 181 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Obligation de révéler les dons manuels et imposition de ces dons sur leur valeur au jour de leur déclaration) (p. 5106). - **Article 4 quater (nouveau)** (art. 990 I du code général des impôts - Modification de la définition de la territorialité du prélèvement exigible sur les sommes versées au décès au titre d'un contrat d'assurance-vie - Aménagement des modalités de taxation au prélèvement des contrats d'assurance-vie comportant une clause bénéficiaire démembrée) (p. 5107, 5108). - **Article 4 quinquies (nouveau)** (art. 1716 bis du code général des impôts - Suppression des commissions chargées de donner un avis sur l'agrément d'une dation en paiement) (p. 5108). - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. L. 214-84-2 du code monétaire et financier, art. 28 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 828 bis du code général des impôts - Prolongation du délai de transformation des SCPI en OPCV en franchise d'impôt) (p. 5109). - **Article 5** (art. 787 B et 885 I bis du code général des impôts - Simplification du régime fiscal des pactes d'actionnaires, « Pactes Dutreil ») (p. 5110). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5111, 5113). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 199 undecies D du code général des impôts - Exclusion de la défiscalisation du logement social en outre-mer du « rabot » du plafonnement spécifique aux réductions d'impôt sur le revenu applicables en outre-mer) (p. 5114, 5115). - **Article 6** (art. 120, 750 ter, 752, 792-0 bis [nouveau], 885 G ter [nouveau], 990 J, 1649 AB [nouveau], 1736 et 1754 du code général des impôts, art. L. 19 du livre des procédures fiscales - Imposition des biens ou droits composant un trust à l'impôt de solidarité sur la fortune et aux droits de mutation à titre gratuit) (p. 5118, 5120). (p. 5120).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5130, 5132). - **Article 7** (Création d'une contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix mise à la charge des entreprises du secteur pétrolier) (p. 5136, 5140). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5141, 5143). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis KI du code général des impôts - Abrogation de la taxe sur l'achat de services de publicité en ligne) (p. 5145). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5150, 5159). (p. 5180, 5182). - **Article 8** (art. 224, 230 H et 1647 du code général des impôts, art. L. 6241-10, L. 6241-11, L. 6241-3, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail et art. 34 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale - Instauration d'un « bonus-malus » sur la taxe d'apprentissage et création du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ») (p. 5186). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5188, 5189). - **Article 9 et état A** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 5194, 5197). - **Article 10 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5203, 5208).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) (p. 5223). - **Article 12 et état D** (Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5225, 5226). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 5226). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 5227). - **Article 13** (art. 1er, 1649-0-A et 1783 sexies du code général des impôts - Abrogation du droit à restitution des impositions directes en fonction du revenu (« bouclier fiscal »)) (p. 5229). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5230). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5235). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 2334-33 et L. 2334-35 du code général des collectivités territoriales - Eligibilité à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)) (p. 5236, 5237). - **Article 14 quater (nouveau)** (art. L. 520-1, L. 520-3, L. 520-5, L. 520-6, L. 520-7, L. 520-8 et L. 520-9 du code de l'urbanisme - Lissage de l'augmentation et aménagements de la redevance sur les bureaux perçue en Ile-de-France) (p. 5240, 5242). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (art. 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de l'affectation d'un tiers du produit de la TGAP « Granulats » aux communes) (p. 5243, 5244). - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5244, 5252). - **Article 15** (art. 885 N, 885 O et 885 O bis du code général des impôts - Impôt de solidarité sur la fortune - Aménagements du régime des biens professionnels) (p. 5257). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 5257). - **Article 17** (art. 164 C, 197 A, 234

sexdecies [nouveau] et 1729 B du code général des impôts - Taxe sur les résidences secondaires des non-résidents) (p. 5290, 5292). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. 163 bis, 170 et 1417 du code général des impôts, art. 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Aménagement de l'imposition des prestations de retraite versées sous forme de capital) (p. 5293). - **Article 17 ter (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Suppression de la condition relative au nombre de salariés pour les entreprises permettant à leurs investisseurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5294). - **Article 17 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Création d'un dispositif de défiscalisation en faveur des fonds d'investissement de proximité en outre-mer) (p. 5294, 5296). - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 5297, 5306). - **Article 17 quinquies (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Suppression de la subordination au plafond communautaire d'investissements bénéficiant d'aides d'Etat pour les souscriptions au capital d'entreprises solidaires actives en matière de logement social) (p. 5307). - **Article additionnel après l'article 17 sexies** (p. 5308). - **Article 17 septies (nouveau)** (art. 302 bis KF du code général des impôts - Suppression de la taxe sur les ventes au détail de poissons, crustacés et mollusques marins) (p. 5308). - **Article 18** (art. 167 bis [nouveau] et 150-0 B bis du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Imposition des plus-values latentes lors du transfert par les contribuables de leur domicile fiscal hors de France, « Exit tax ») (p. 5313). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5315). - **Demande de réserve** (p. 5316). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5317, 5319). - **Article 18 ter (nouveau)** (art. 88 A [nouveau] et 89 A du code général des impôts, art. L. 112-6 du code monétaire et financier - Contrôle de l'achat au détail de métaux) (p. 5319, 5320). - **Articles additionnels avant l'article 19** (p. 5322). - **Article 19** (art. 1609 quaterdecies [nouveau] du code général des impôts, art. 33-4 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Contribution perçue sur les activités privées de sécurité) (p. 5323, 5324). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 5325). - **Article 20** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts, art. 64-1-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 5327, 5330). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5330). - **Article 21** (art. L. 121-9, L. 121-13 et L. 134-11 du code de l'énergie - Modification des règles régissant la contribution au service public de l'électricité) (p. 5332). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5333). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5345, 5346). - **Article 24 (nouveau)** (art. L. 300-2 [nouveau], L. 441-2-3-1 et L. 452-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un fonds d'accompagnement « vers et dans le logement ») (p. 5347). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5348). - **Article 27 (nouveau)** (art. L. 132-6 [nouveau] du code des juridictions financières - Transmission à la Cour des comptes des rapports de certification des comptes des administrations publiques) (p. 5348). - **Article 28 (nouveau)** (art. L. 136-6 [nouveau] du code des juridictions financières - Saisine individuelle de la Cour des comptes) (p. 5349). - **Article 29 (nouveau)** (Recrutement complémentaire sur concours de conseillers de chambre régionale des comptes, CRC) (p. 5350). - **Article 33 (nouveau)** (Augmentation de l'autorisation de garantie de la France aux financements obtenus par le Fonds européen de stabilité financière) (p. 5351). - **Article 35 (nouveau)** (Création d'une annexe générale au projet de loi de finances consacrée aux autorités publiques indépendantes) (p. 5352). - **Article 36 (nouveau)** (Instauration d'un plafond des autorisations d'emplois des autorités publiques indépendantes) (p. 5352). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5352, 5353). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5355).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6422, 6425). (p. 6449, 6452).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6825, 6830). - **Article 2 et état B** (Budget général :

ouvertures de crédits) (p. 6837, 6838). - **Article 3 et état C** (Comptes spéciaux : ouvertures de crédits) (p. 6839). - **Article 4** (Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA) (p. 6841, 6844). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6847, 6848). (p. 6848). - **Article 1er et état A (pour coordination)** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 6850).

- **Commission mixte paritaire [n° 7 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6925, 6927).

- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7525, 7527). (p. 7535, 7537).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 7996, 7998).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 (suite)** (p. 9882, 9885). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 9886, 9887). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (art. 199 ter D et 244 quater E du code

général des impôts - Prorogation du dispositif de crédit d'impôt pour investissement en Corse) (p. 9889). - **Article 14 sexies (nouveau)** (art. 209 du code général des impôts - Mécanisme anti-abus en matière de charges financières afférentes à l'acquisition de titres de participation) (p. 9891). - **Article additionnel après l'article 14 septies** (p. 9892). - **Article 15** (Mesures de développement de l'offre de logement) (p. 9894, 9897). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 9902). - **Article 15 bis (nouveau)** (Création d'un « éco-prêt à taux zéro collectif » ouvert aux syndicats de copropriétaires) (p. 9903). - **Article 16** (art. 1411, 1477, 1478, 1586 sexies, 1586 octies, 1600, 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1638-0 bis, 1639 A bis, 1647 D et 1770 decies du code général des impôts, art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 53 de la loi n° 2009-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 21 de la loi n° 91-1322 de finances pour 1992 - Ajustements consécutifs à la suppression de la taxe professionnelle) (p. 9914, 9915). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9916, 9920).

2012)] - (3 novembre 2011) - **Article 1er** (art. 83 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Modalités d'entrée en vigueur des dispositions modifiant les modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges dans les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7266). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7280). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7286).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7955). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7964, 7965).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

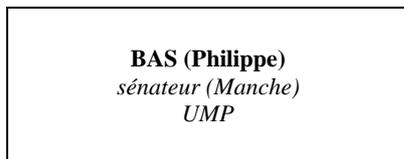
Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9380).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Article 1er** (neutralité religieuse applicable au personnel des crèches privées) (p. 9440).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 9569).



BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 6 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-

BATAILLE (Delphine)
sénatrice (Nord)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

BAYLET (Jean-Michel)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation.**

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 457, 458).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1383, 1384).

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3348, 3349).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4500, 4501).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6340, 6341).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6436, 6437).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) (p. 6590, 6591).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8377, 8378).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

BEAUFILS (Marie-France)
sénatrice (Indre-et-Loire)
CRC

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 5 octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques le 20 décembre 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Membre DE LA Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis vice-présidente le 6 juillet 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société**.

- (29 novembre 2011) (p. 8815, 8816).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8883, 8884).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9398, 9399).

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Remboursements et dégrèvements [n° 107 tome 3 annexe 24 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales** [n° 305 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2232, 2234). - **Article 1er** (Art. 1447-0 du code général des impôts - Création de la taxation additionnelle à la CET reposant sur les actifs financiers des entreprises) (p. 2249).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3238, 3240).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4501, 4503).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5047, 5048).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) - **Article 10 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5223). - **Article 12 et état D** (Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5225). (p. 5225, 5226). (p. 5226). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 5226). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 5227). - **Article 13** (art. 1er, 1649-0-A et 1783 sexies du code général des impôts - Abrogation du droit à restitution des impositions directes en fonction du revenu (« bouclier fiscal »)) (p. 5228). (p. 5228, 5229). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5233). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 2334-33 et L. 2334-35 du code général des collectivités territoriales - Éligibilité à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)) (p. 5237). - **Articles additionnels après l'article 14** quinquies (p. 5249). (p. 5250). (p. 5253).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) (p. 6091, 6093).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 30 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6816, 6817). - **Article 1er et état A** (Ajustement des ressources et des charges) (p. 6836). - **Article 4** (Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA) (p. 6840, 6841). (p. 6841, 6842). (p. 6842). (p. 6844). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6847). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6850, 6851).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7152, 7154).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)] - (17 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 8032, 8034).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011)) (p. 8042). (p. 8043). (p. 8046, 8047). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8050, 8051). (p. 8054). - **Article 3** (art. 170 et 223 sexies [nouveau] du code général des impôts - Taxation des hauts revenus - contribution exceptionnelle de 3 % sur le revenu fiscal de référence) (p. 8059, 8060). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8062). (p. 8062, 8063). (p. 8064). (p. 8067). (p. 8069, 8070). (p. 8071). (p. 8071). (p. 8071). (p. 8073). (p. 8075). (p. 8076). (p. 8078). (p. 8078, 8079). (p. 8080). (p. 8082). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8099, 8101). (p. 8101).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des

collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8234, 8235). (p. 8242). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8244). (p. 8244). (p. 8244, 8245). (p. 8246). - **Article 9** (art. 1586 B et 1384 B du code général des impôts, art. L. 3334-17 et L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale) (p. 8255, 8256). - **Article 12** (art. 51 de la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et art. 7 et 35 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en oeuvre du revenu de solidarité active, RSA) (p. 8274, 8275). - **Article 14** (ajustement de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) en 2012 et 2013 au vu des données définitives sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) liquidée en 2010) (p. 8279). - **Article 16 ter (nouveau)** (Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8294). (p. 8295, 8296). - **Article 16 ter** (Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8306, 8307). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 8314).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8896). (p. 8903). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8912). - **Article 54** (art. L. 1211-3, L. 2334-3, L. 2334-7, L. 2334-7-1 et L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du secteur communal) (p. 8921). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 8926). - **Article 56 bis (nouveau)** (art. L. 1614-10 du code général des collectivités territoriales - Utilisation du concours particulier relatif aux bibliothèques municipales et départementales de la dotation générale de décentralisation) (p. 8938). (p. 8938). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8945, 8953).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9083, 9084).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9095, 9096).

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2011) (p. 9105).

Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2011) (p. 9109, 9110).

Rapporteuse spéciale - Article 32 et état B (Crédits du budget général) (p. 9112).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 9216). (p. 9218). (p. 9219). (p. 9227). (p. 9233). (p. 9238). (p. 9239). (p. 9240). (p. 9246, 9247). - **Article 59** (art. L. 2531-13 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) à la réforme de la fiscalité locale) (p. 9248). (p. 9251). (p. 9251).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 40 A** (p. 9274). (p. 9274, 9275). - **Article 44** (art. 200 quater A du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt sur le revenu en faveur de l'aide aux personnes notamment âgées ou handicapées au titre de l'habitation principale) (p. 9292). (p. 9293). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Renforcement du plafonnement global de certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 9297). (p. 9297). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9306). (p. 9309). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 9312).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 2322-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ) (p. 9778, 9779). (p. 9783). (p. 9787). - **Article 8 et état A** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 9792). (p. 9792). - **Article 11** (Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA) (p. 9803). - **Article 12** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011) - Absence d'indexation) (p. 9816, 9817). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9819, 9820). (p. 9820, 9821). (p. 9823, 9825). - **Article 13** (art. 117 quater, 125 A, 125 C et 187 du code général des impôts - Augmentation des taux du prélèvement forfaitaire libératoire applicables aux revenus du capital - dividendes et intérêts) (p. 9831, 9832). - **Article 14** (art. 219-0 bis [nouveau] du code général des impôts - Instauration d'une majoration exceptionnelle d'impôt sur les sociétés) (p. 9861, 9862).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9917). (p. 9918, 9920).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10207, 10208).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (21

décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10216).

BEAUMONT (René)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 356 (2009-2010)] autorisant la ratification du protocole additionnel n° 6 à la convention révisée pour la navigation du Rhin [n° 279 (2010-2011)] (2 février 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 396 (2010-2011)] autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Serbie, d'autre part [n° 608 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Sports - Union européenne.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 108 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 24 ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du régime du contrat de responsabilité parentale) (p. 299).
- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 1134).
- **Projet de loi autorisant la ratification des statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)** [n° 290 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Article unique** (Ratification des statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables) (p. 1497, 1498).
- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3035).
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France** [n° 397 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3419, 3421).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

BÉCHU (Christophe)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 35 quinquies** (p. 7721, 7722). - **Article 62 ter (nouveau)** (art. L. 123-2-4 du code de la sécurité sociale - Approbation des rémunérations des dirigeants des caisses nationales de sécurité sociale) (p. 7785, 7786).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7958, 7959).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) (p. 8758, 8760).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour la diplomatie culturelle et d'influence (p. 8805, 8806).

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6602).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif [n° 150 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9477, 9478).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9530, 9532).

- **Rappel au règlement** - (8 décembre 2011) (p. 9560).

BÉCOT (Michel)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et de la commission des finances : Le tourisme, un atout formidable pour la France [n° 684 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le bilan du dispositif d'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires** - (26 mai 2011) (p. 4266).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (21 décembre 2011) - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Délai de réponse pour le gestionnaire d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 10228). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 10229).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10307).

BEL (Jean-Pierre)
sénateur (Ariège)
SOC, puis SOC-EELVr

Président du Sénat à compter du 1er octobre 2011.

Président du Groupe Socialiste ; puis président du Groupe Socialiste, Apparentés et Groupe Europe Écologie Les Verts rattaché jusqu'au 30 septembre 2011 ; a présidé les séances des 1er, 5, 6, 11, 18, 20, 27 octobre, 10, 15 novembre, 1er, 6, 8 et 15 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 139 (2011-2012)] (28 novembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 2011) (p. 399).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France** [n° 159 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1488).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne** [n° 204 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1512, 1513).

- **Questions cribles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1808).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3016, 3017).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** [n° 499 (2010-2011)] - (14 juin 2011) - **Rappel au règlement** (p. 4793, 4794).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4892, 4893).

- **Mort d'un soldat français en Afghanistan** - (21 juin 2011) (p. 5032).

- **Rappel au règlement** - (30 juin 2011) (p. 5631).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial** [n° 541 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5651, 5653).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6338, 6340).

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (1er octobre 2011) (p. 6526).

- **Déclaration de présidents de groupe** - (5 octobre 2011) (p. 6537).

- **Déclaration d'une présidente de groupe** - (6 octobre 2011) (p. 6549).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (11 octobre 2011) (p. 6579).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat cambodgien** - (27 octobre 2011) (p. 7100).

BELOT (Claude)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP, puis UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis membre le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : La maladie de la norme [n° 317 (2010-2011)] (16 février 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les nouveaux contours de l'administration locale française : quelles intercommunalités pour demain ? [n° 665 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Médias, livre et industries culturelles [n° 107 tome 3 annexe 17 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Val-de-Marne)
SOC-EELVr-R

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 329 (1999-2000)] visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 142 (2011-2012)] (30 novembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

- (25 novembre 2011) - rapporteur spécial (p. 8627, 8628). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8645, 8650). - **Article 52 ter (nouveau)** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Encadrement du surplus de recettes publicitaires de France Télévisions) (p. 8651).

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6914, 6915).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) (p. 9121).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9437, 9438).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9515, 9518). (p. 9543, 9544). - **Question préalable** (p. 9554). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9559). - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 9572). (p. 9574). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 88-3 de la Constitution - Coordination) (p. 9576).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture [n° 115 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9698).

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 101).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 498). (p. 499). - **Article 5** (*Conditions de transfert aux collectivités territoriales*) (p. 505). - **Article 10** (*Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement*) (p. 511). - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 516).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions** [n° 179 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 559, 560).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 34** (*art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire*) (p. 1110).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1437).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1461, 1462). - **Article unique** (*art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994*) (p. 1466).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Article 6** (**Supprimé**) (*art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires*) (p. 2012). - **Article 16** (*art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2024, 2027). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2029, 2032).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial** [n° 181 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2314, 2315). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2320). - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2326, 2331). (p. 2335, 2336). - **Article 2 bis** (**Nouveau**) (*Délais de mise à jour des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme intercommunaux*) (p. 2357). - **Articles additionnels après l'article 4 A** (p. 2360). - **Article 5** (*Les commissions régionales d'aménagement commercial*) (p. 2364). - **Article 6** (*Modifications ponctuelles du code de l'urbanisme*) (p. 2371, 2372). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2373). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (**précédemment réservés**) (p. 2377, 2578). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 2382).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3029).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3045, 3046).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3100, 3101). - **Article 1er** (*Éligibilité aux subventions publiques, redevances et participations financières des projets d'enceintes sportives réalisés en vue de l'Euro 2016 sous le régime du bail emphytéotique administratif*) (p. 3109, 3111). - **Article 2** (*Aides des collectivités territoriales aux projets de construction ou de rénovation des stades*) (p. 3115).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4505, 4506). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4549).

- **Proposition de loi** visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4722, 4723). (p. 4727).

- **Questions cribles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5478, 5479).

- **Proposition de loi** visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5613, 5614). - **Article 8** (*art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du contrat de travail*) (p. 5621). (p. 5622). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5628). (p. 5629).

- **Projet de loi** relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse [n° 16 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Article 5** (*art. L. 4424-13 et L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales - Procédures d'élaboration, de modification et de révision*) (p. 6742, 6743).

- **Proposition de loi** tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif

d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)] - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7130).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7429, 7430).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACE) (p. 9786).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10141, 10142). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du

2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10167). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10189).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10240). (p. 10245). - **Article 4** (art. L. 121-87, L. 121-88, L. 121-91 et L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - Contrats de fourniture d'électricité ou de gaz naturel) (p. 10253, 10254). - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 337-6 et L. 445-3 du code de l'énergie - Tarification progressive de l'électricité) (p. 10266).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5 bis A (suite)** (p. 10296). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10303). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10320). (p. 10321). - **Articles additionnels après l'article 10 bis I** (p. 10356). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10360). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10381, 10382).

BERNARD-REYMOND (Pierre)
sénateur (Hautes-Alpes)
UMP, puis NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (E 6136) [n° 580 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'hébergement des demandeurs d'asile entre approximations statistiques et dérapages budgétaires [n° 584 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Logement et urbanisme - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le rabais britannique est-il encore justifié ? [n° 603 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Action extérieure de l'État : moyens de l'action internationale [n° 108 tome 3 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1425, 1426).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne** [n° 204 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1516, 1517).

BERRA (Nora)
secrétaire d'État auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé, chargée de la santé
(à partir du 29 juin 2011)

INTERVENTIONS

- **Questions cibles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 35, 41).

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 125, 128).

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits** [n° 217 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 368, 370). - **Article 1er** (art. 122-1 du code pénal - Réduction de la peine encourue en cas d'altération du discernement) (p. 380).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1251, 1252). - **Article 1er** (art. L. 3331-1, L. 3331-1-1, L. 3331-2, L. 3331-3, L. 3331-5, L. 3331-6, L. 3332-3 à L. 3332-6, L. 3335-10, L. 3352-4 et L. 3352-4-1 du code de la santé publique ; art. L. 313-1 du code du tourisme - Mise en oeuvre de la directive « services » pour le secteur de la vente de boissons sur place et à emporter) (p. 1254, 1255). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-3 et L. 5212-1 du code de la santé publique - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux) (p. 1256, 1257). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1258). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5222-2 du code de la santé publique - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro) (p. 1259). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-8

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2127, 2128).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5174).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010** [n° 672 (2010-2011)] - (7 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6046, 6047).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (23 novembre 2011) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 8332, 8333).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour les moyens de l'action internationale (p. 8809, 8810).

du code de l'action sociale et des familles - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les organismes d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux (p. 1260, 1262). - **Article 5 bis** (art. L. 1125-1, L. 1222-1, L. 1223-1, L. 4211-9-1, L. 4211-10, L. 5121-1, L. 5121-5, L. 5121-20, L. 5124-1, L. 5124-9-1 et L. 5124-18 du code de la santé publique - Médicaments de thérapie innovante) (p. 1264). - **Article 5 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour la mise en cohérence du droit national avec le règlement du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques) (p. 1266). - **Article 6** (art. L. 7122-3, L. 7122-9 à L. 7122-11 et L. 7122-16 du code du travail - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les entrepreneurs de spectacles vivants) (p. 1268, 1269). - **Article 8** (art. L. 7123-11, L. 7123-13, L. 7123-14, L. 7123-15, L. 7123-16, L. 7123-26, L. 7123-27, L. 7124-4 du code du travail - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les agences de mannequins) (p. 1270). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 et L. 411-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Complément de transposition de la directive « reconnaissance des qualifications professionnelles pour les assistants de service social) (p. 1272).

- **Commission mixte paritaire** [n° 319 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1982, 1983).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2413, 2415). (p. 2448, 2449). - **Article 1er A (Nouveau)** (Habilitation du Gouvernement à ratifier la convention d'Oviedo) (p. 2450, 2451). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave) (p. 2454, 2458). - **Article 2** (art. L. 1131-2 du code de la santé publique - Définition des règles de bonnes pratiques pour les examens génétiques) (p. 2459). - **Article 3** (art. L. 1131-2-1 (nouveau), L. 1131-3, L. 1133-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Régime d'autorisation des laboratoires de biologie médicale effectuant des examens génétiques) (p. 2460, 2462). - **Article 4 ter** (art. L. 1131-3 du code de la santé publique - Encadrement du recours à des tests génétiques à des fins médicales) (p. 2463, 2464). - **Article 4 quater** (Abrogation de l'ordonnance du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale) (p. 2465). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 2467). - **Article 5** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la

santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes) (p. 2470, 2471).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2484, 2489). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur) (p. 2490, 2492). - **Article 5 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-14 du code de la santé publique - Inscription dans le dossier médical personnalisé du fait que le patient est informé de la législation relative au don d'organes) (p. 2493). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 2494). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2495, 2501). - **Article 5 sexies** (art. L. 161-31 du code de la sécurité sociale - Inscription sur la carte Vitale du fait que son titulaire a été informé de la législation en vigueur relative aux dons d'organes) (p. 2503). - **Article 5 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3 du code du service national - Information sur le don lors de la journée défense et citoyenneté) (p. 2504). - **Article 5 octies** (Mise en oeuvre par l'agence de la biomédecine d'une campagne quinquennale d'information sur les dons d'organes et évaluation de son impact) (p. 2505). - **Article 6** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 2508). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 2510, 2511). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 2526, 2534). - **Article 11 bis** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 2536, 2537). - **Article 12 bis** (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21) (p. 2539). - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 79-1 du code civil - Enregistrement à l'état civil d'un enfant mort-né ou décédé avant sa déclaration) (p. 2539, 2540). (p. 2542, 2543).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 13** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2557). - **Article 13 bis** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Délai de réflexion avant une décision d'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2558). - **Intitulé du titre V (réservé)** (p. 2561). - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2562). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2572, 2576). - **Demande de réserve** (p. 2577). - **Article additionnel avant l'article 14 (précédemment réservé)** (p. 2581). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2625, 2626).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 24 ter A** (p. 2673, 2674). - **Article 24 quater** (art. L. 1418-1 et L. 1418-1-1 (nouveau) du code de la santé publique - Adaptation des missions de l'agence de la biomédecine) (p. 2675). - **Article 24 quinques (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2151-7-1 (nouveau) du code de la santé publique - Clause de conscience des personnels de recherche) (p. 2677). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2693, 2694).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3531, 3533). (p. 3549). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3551). - **Question préalable** (p. 3554). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3555, 3559). - **Organisation de la discussion** (p. 3559). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3568). (p. 3572, 3573). (p. 3585, 3586). (p. 3593, 3594). (p. 3597). (p. 3601, 3608).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3639, 3648). (p. 3650, 3654). - **Article 2** (Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 3660, 3664). - **Article 3** (Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 3669, 3676).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) (p. 3927, 3930). - **Article 4** (Admission en soins sans consentement des personnes détenues) (p. 3931, 3934). - **Article 5** (Dispositions pénales) (p. 3934). - **Demande de priorité** (p. 3935). - **Article 14** (p. 3936, 3937). - **Article 6** (Organisation de la prise en charge psychiatrique) (p. 3939, 3944). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3944). - **Article 8** (Coordonnations dans le code de procédure pénale) (p. 3945). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 3946, 3947). - **Article 9** (Adaptation de certaines dispositions du projet de loi pour leur application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) (p. 3948). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3950). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3951). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 3952). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3953, 3954). - **Demande de seconde délibération - Seconde délibération** (p. 3954). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3959). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3966, 3967).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4598, 4600). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes) (p. 4614, 4615). - **Article 5 quinques AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1211-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Interdiction de discrimination en matière de don du sang) (p. 4616, 4617). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 - et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 4618, 4620). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 4621). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 4624, 4626). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 4627). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21) (p. 4638). - **Article 12 ter** (art. 79-1 du code civil - Critères de viabilité d'un enfant décédé avant la déclaration de sa naissance à l'état civil) (p. 4640). - **Article 18 bis** (art. L. 1244-6 du code de la santé publique - Règlement de la conservation des données détenues par les centres d'étude et de conservation des oeufs et du sperme) (p. 4642). - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par des femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 4644). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 4648). - **Article 20 ter** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - Consentement à la conservation d'ovocytes) (p. 4651).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 22 quinques** (p. 4664). - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4673, 4684). - **Article 24 ter B** (Clause de révision de la loi de bioéthique) (p. 4686). - **Article additionnel après l'article 24 quater** (p. 4699). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4712).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4919, 4921). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4931). - **Question préalable** (p. 4934). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 4948, 4952). (p. 4952, 4961). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3212-1 à L. 3212-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 4966, 4969). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3213-1 à L. 3213-5, L. 3213-5-1 (nouveau), L. 3213-6 à L. 3213-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 4972, 4979). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4979). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3214-1 à L. 3214-4 du code de la santé publique - Admission en soins sans consentement des personnes détenues) (p. 4982). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3216-1 (nouveau) du code de la santé publique - Compétence exclusive du juge judiciaire pour le contentieux des soins psychiatriques sans consentement) (p. 4984). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-4-1 (nouveau), L. 3222-1, L. 3222-1-1 A (nouveau), L. 3222-1-1, L. 3222-1-2 (nouveau), L. 3222-2, L. 3222-3, L. 3222-4, L. 3222-5, L. 3223-1 et L. 3223-2 du code de la santé publique - Organisation de la prise en charge psychiatrique) (p. 4988, 4989). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires) (p. 4993). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4994).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5272, 5274).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4343-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires) (p. 5708, 5709). - **Article 2** (art. L. 6323-3 du code de la santé publique - Maisons de santé. Respect du secret médical dans les centres et maisons de santé) (p. 5710, 5713). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - Contrat santé solidarité) (p. 5714). - **Article 3 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-7 du code de la santé publique - Respect du principe de liberté d'installation des professionnels de santé par le schéma régional d'organisation des soins) (p. 5717, 5718). - **Article 3 bis A** (art. L. 6161-9 et L. 6161-5-1 du code de la santé publique, art. L. 314-12 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 162-14-7 du code de la sécurité sociale - Interventions des professionnels de santé libéraux dans les établissements de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 5719). - **Article 4 bis** (art. L. 161-35 du code de la sécurité sociale - Télétransmission des feuilles de soins) (p. 5720). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-12-18 et L. 162-12-20 du code de la santé publique - Contrats de bonne pratique et contrats de santé publique) (p. 5721). - **Article 6** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires) (p. 5724). - **Article 7 bis** (art. L. 132-3-3 et L. 111-9-2 du code des juridictions financières - Champs de compétence des commissaires aux comptes et de la Cour des comptes en matière de certification des comptes des établissements publics de santé) (p. 5726). - **Article 7 ter A (Supprimé)** (Rapport au Parlement sur la recomposition de l'offre hospitalière) (p. 5729). - **Article 9 B** (art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Coordination relative à la nomination des directeurs d'hôpitaux) (p. 5730). - **Article 9** (art. L. 6141-7-3 du code de la santé publique - Fondations hospitalières) (p. 5731). - **Article 9 bis BA (Texte**

non modifié par la commission) (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Publication des tarifs et honoraires des praticiens sur les sites internet des établissements de santé) (p. 5734). - **Article 9 bis** (art. L. 4113-6-1 et L. 4163-11 (nouveaux), L. 4221-17, L. 4311-28, L. 4321-19, L. 4322-12 et L. 4343-1 du code de la santé publique - Publication annuelle des liens d'intérêts entre entreprises pharmaceutiques et membres des professions de santé) (p. 5735). - **Article 16** (art. L. 313-1, L. 313-1-1 et L. 314-10 du code de l'action sociale et des familles - Durée d'autorisation des services d'addictologie. Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux. Possibilité d'action directe des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif contre les débiteurs alimentaires de leurs résidents) (p. 5745, 5749). - **Article 17 ter** (art. L. 2212-10-1 (nouveau) du code de la santé publique - Expérimentation de la prescription de l'IVG médicamenteuse par les sages-femmes) (p. 5752). - **Article 18** (art. L. 5125-15 du code de la santé publique - Regroupement de pharmacies d'officine - Exercice de la profession de pharmacien - Constitution de sociétés de participations financières de professions libérales de pharmaciens d'officines et de biologistes médicaux) (p. 5753, 5754). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5755, 5756). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-5, L. 4112-2, L. 4123-10, L. 4123-12, L. 4123-9, L. 4321-16, L. 3711-4, L. 5126-2, L. 5126-3, L. 6122-6, L. 6141-7-2, L. 6145-8, L. 6148-1, L. 6162-8 et L. 6163-9 du code de la santé publique ; art. L. 313-22-1, L. 313-3 et L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 - Mesures de coordination consécutives à la mise en place des agences régionales de santé) (p. 5758). - **Article 20 quinquies** (art. L. 6211-13 du code de la santé publique - Conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 5759, 5760). - **Article additionnel après l'article 20 quinquies** (p. 5761). - **Article 20 decies** (Ratification sous réserve de modifications de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale) (p. 5765, 5767). - **Article 22 (Supprimé)** (art. L. 112-1 du code de la mutualité - Modulation des prestations des mutuelles) (p. 5768, 5769). - **Article 22 bis** (Encadrement du conventionnement entre les organismes d'assurance maladie complémentaire et les professionnels, services et établissements de santé ou avec leurs gestionnaires de réseaux - Information du Parlement sur les réseaux de soins) (p. 5770). - **Article 23 (Supprimé)** (art. L. 411-12 du code de la mutualité - Désignation des membres du Conseil supérieur de la mutualité - Suppression des comités régionaux de coordination de la mutualité) (p. 5770). - **Article 24** (art. 31, 44, 45-1 et 45-2 nouveaux de la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation - Responsabilité civile des professionnels de santé - Indemnisation des victimes de préjudices corporels) (p. 5773). - **Article 25** (art. L. 2132-2-2 du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 5776). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-3, L. 215-5, L. 215-6, L. 215-7, L. 216-1, L. 281-4, L. 222-1, L. 251-7, L. 325-1 et L. 357-14 du code de la sécurité sociale - Fusion de la caisse régionale d'assurance maladie et de la caisse régionale d'assurance vieillesse d'Alsace-Moselle) (p. 5777). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1414-1 du code de la santé publique - Structures régionales d'appui) (p. 5778). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-3-1 du code de la santé publique - Administration provisoire des hôpitaux en cas d'atteinte à la sécurité des patients) (p. 5779). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-32-1, L. 182-2-4, L. 221-1-2 du code de la sécurité sociale - Prolongation des dispositifs de formations professionnelle et continue conventionnelles et d'évaluation des pratiques conventionnelles) (p. 5780).

- **Commission mixte paritaire [n° 753 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6362, 6363). - **Article 3 ter** (Contrats d'exercice libéral dans les établissements privés à but non lucratif) (p. 6379).

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 17** (Fixation du taux K de la clause de sauvegarde à 0,5 % pour 2012) (p. 7539). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. L. 245-2 du code de la sécurité sociale - Assiette de la contribution sur les dépenses promotionnelles des entreprises pharmaceutiques) (p. 7540). - **Article 18** (art. L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Fixation du taux de la contribution sur le chiffre d'affaires et financement de la formation continue des médecins) (p. 7541). - **Article 19** (art. L. 5121-15, L. 5121-16, L. 5121-17, L. 5121-18, L. 5121-19, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5123-2, L. 5138-5, L. 5211-5-2, et L. 5221-7, L. 5321-2, L. 5321-3 (nouveau), L. 5421-6-3 (nouveau), L. 5422-2, L. 6221-11 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5, L. 162-17, L. 162-17-5, L. 241-2, art. 1600-0 N, 1600-0 O, 1600-0 P, 1600-0 Q, 1635 bis AE (nouveaux) et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D (nouveau) du livre des procédures fiscales - Financement de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) (p. 7545, 7549).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7594, 7601). - **Article 33** (art. L. 161-37, L. 161-37-1 (nouveau), L. 161-41, L. 161-45, L. 162-16-4, L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-4, L. 165-2 et L. 165-3 du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'analyse médico-économique dans les travaux de la Haute Autorité de santé et introduction d'une évaluation médico-économique pour les produits de santé) (p. 7602, 7604). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7605, 7608). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 162-16-4 du code de la sécurité sociale - Fixation du prix des médicaments par le comité économique des produits de santé) (p. 7612). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 7612, 7613). - **Article 34** (art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 - Prolongation des expérimentations des nouveaux modes de rémunération en faveur des maisons, pôles et centres de santé) (p. 7614). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7616, 7619). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 2132-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 7623, 7624). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre

2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Autorisation d'exercice pour les médecins étrangers non ressortissants communautaires) (p. 7638, 7640). - **Demande de priorité** (p. 7640). - **Article 34 quater (nouveau)** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Inscription au répertoire des spécialités génériques des spécialités dont le principe actif est d'origine végétale ou minérale) (p. 7641, 7642). - **Articles additionnels après l'article 34 quater** (p. 7642, 7643). - **Article 34 quinquies (nouveau)** (art. L. 111-11 du code de la sécurité sociale - Evaluation de la rémunération sur objectifs de santé publique) (p. 7644). - **Article 34 sexies (nouveau)** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Consultation des fédérations régionales hospitalières en matière d'accord préalable pour les soins de suite et de réadaptation) (p. 7644). - **Article 34 nonies (nouveau)** (art. L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Création d'un secteur optionnel par la convention ou élargissement de l'option de coordination par arrêté gouvernemental) (p. 7647). - **Article 35** (art. L. 6114-3 du code de la santé publique - Imposition d'indicateurs de performance pour les établissements de santé et sanctions en cas de non-respect des objectifs) (p. 7649, 7651).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8387, 8389).

- Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8789, 8791). - **Article 60** (art. L. 426-1 [nouveau] du code des assurances, art. L. 1142-2, L. 1142-14, L. 1142-15, L. 1142-16, L. 1142-21, L. 1142-21-1 du code de la santé publique - Création d'un dispositif de couverture mutualisé des risques exceptionnels de responsabilité civile des professionnels de santé exerçant à titre libéral) (p. 8794). - **Article 60 bis (nouveau)** (art. L. 161-45 du code de la sécurité sociale - Création d'une contribution au profit de la Haute autorité de santé) (p. 8795). - **Article 60 ter (nouveau)** (Demande de rapport sur la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du tabac) (p. 8797, 8798). - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8798, 8799).

BERSON (Michel)
sénateur (Essonne)
SOC-EELVr-A

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire du Comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 107 tome 3 annexe 21 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7949).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8961, 8963). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8987).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC*) (p. 9241). (p. 9241, 9242).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Article 41** (art. 199 *sexvicies* du code général des impôts - *Diminution du taux de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur des investissements immobiliers réalisés dans le secteur de la location meublée non professionnelle, LMNP*) (p. 9278, 9279). - **Article 45** (art. 199 *undecies B, 199 undecies D, 200 0-A* du code général des impôts - *Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu*) (p. 9295). (p. 9295, 9296). (p. 9296).

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2011) - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales*) (p. 9369).

BERTHOU (Jacques)
sénateur (Ain)
SOC-A, puis SOC-EELVr-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La Guyane : une approche globale de la sécurité [n° 271 (2010-2011)] (1er février 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 357 (2009-2010)] autorisant l'adhésion au protocole sur les privilèges et immunités de l'Autorité internationale des fonds marins [n° 281 (2010-2011)] (2 février 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 37 (2010-2011)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relative à l'approvisionnement de la Principauté de Monaco en électricité [n° 501 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 171, 172).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1438).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs** [n° 212 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1639, 1640).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique** [n° 656 (2010-2011)] - (6 juillet 2011) - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétéran*) (p. 6024).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8818, 8819).

BERTRAND (Xavier)
ministre du travail, de l'emploi et de la
santé

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 401, 404). (p. 426, 427). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 429). - **Article 1er (Droit à une mort rapide et sans douleur)** (p. 435). - **Article 2 (Contrôle de la réalité de la situation médicale du patient demandant une mort rapide et sans douleur)** (p. 440). - **Article 3 (Droit de rédiger des directives anticipées relative à la fin de vie)** (p. 441). - **Article 4 (Mises en œuvre des directives anticipées relatives à la fin de vie)** (p. 443). - **Article 5 (Institution d'une commission nationale de contrôle des pratiques relatives aux demandes d'assistance médicalisée pour mourir)** (p. 443). - **Article 6 (Modalités d'exercice du droit, pour les professionnels de santé, de refuser d'apporter leur concours à la mise en œuvre d'une assistance médicalisée pour mourir)** (p. 444). - **Article 7 (Formation des praticiens de santé aux conditions de réalisation d'une assistance médicalisée pour mourir)** (p. 444).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 233 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 568, 570). (p. 578, 580). - **Question préalable** (p. 583). - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 587, 590). (p. 594). (p. 597, 599). (p. 603). (p. 605). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 [nouveau] du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises) (p. 609). - **Article 4** (art. L. 4622-12 [nouveau] du code du travail) - **Projet de service pluriannuel** (p. 610, 611). - **Article 5 bis (Nouveau)** (art. L. 1237-15 ; art. L. 4623-5-1, L. 4623-5-2 et art. L. 4623-5-3 [nouveaux] du code du travail - Garanties accordées aux médecins du travail en cas de rupture du contrat de travail) (p. 612). - **Article additionnel après l'article 5 quinquies** (art. L. 613, 614). - **Article 6** (art. L. 4625-2 [nouveau] du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 615, 617). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-13 [nouveau] du code du travail - Contrôle des conventions par le conseil d'administration du service de santé au travail interentreprises) (p. 618). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 619). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-14 [nouveau] du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises) (p. 620). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-1 [nouveau] du code du travail - Dérogations pour certaines professions) (p. 622, 623). - **Article 13** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Services de santé au travail en agriculture) (p. 625).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1562, 1563). - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4043-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Société interprofessionnelle ambulatoire) (p. 1578, 1579). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1581). - **Article 2** (art. L. 6323-3, L. 6323-3-1 (nouveau) et L. 1110-4 du code de la santé publique - Maisons de santé. Respect du secret médical dans les structures de soins ambulatoires) (p. 1582, 1585). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-

8 du code de la santé publique - Contrat santé solidarité) (p. 1587). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1588, 1594). - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 6112-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités d'indemnisation des médecins libéraux participant à la permanence des soins dans les établissements de santé) (p. 1595).

- **Suite de la discussion** (9 mars 2011) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 1999). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation, pour les médecins, de déclarer leurs absences programmées) (p. 2000, 2001). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2003, 2006). - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires) (p. 2010, 2012). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2013). - **Article 9 (Supprimé)** (art. L. 6141-7-3 du code de la santé publique - Fondations hospitalières) (p. 2014). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2015, 2017). - **Article 14 A (Nouveau)** (art. L. 6133-7 et L. 6133-8 du code de la santé publique - Abrogation des dispositions du code de la santé publique relatives au groupement de coopération sanitaire-établissement) (p. 2019, 2020). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2023, 2024). - **Article 16** (art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux) (p. 2026). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2028, 2033). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2034, 2040). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2044).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (6 avril 2011) - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 2511). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2512, 2514).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par les femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 2596). - **Article 19 C (Nouveau)** (Autorisation de la technique de congélation ultra-rapide des ovocytes) (p. 2597). - **Articles additionnels après l'article 19 C** (p. 2598, 2599). - **Article 19** (art. L. 2141-1 du code de la santé publique - Autorisation des procédés utilisés en assistance médicale à la procréation ; règles de bonnes pratiques en matière de stimulation ovarienne) (p. 2601, 2602). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2602). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2606). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2611, 2612). - **Article 20 ter (Nouveau)** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - Consentement à la conservation d'ovocytes) (p. 2613, 2615). - **Article 21** (art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche) (p. 2615, 2617). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2141-3, L. 2141-7 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Coopération) (p. 2619). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 2620). - **Article 22 bis** (art. L. 1418-1 du code de la santé publique - Promotion de la recherche sur les causes de la stérilité) (p. 2621). - **Article 22 ter** (art. L. 1418-1 du code de la santé publique - Evaluation des centres d'assistance médicale à la procréation par l'agence de la biomédecine) (p. 2622, 2623). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2634, 2636).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 2657, 2658). (p. 2661, 2665). (p. 2666). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 2667). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2668, 2669). - **Article 24 bis** (art. 16-14 (nouveau) du code civil et L. 1134-1 (nouveau) du code de la santé publique - Encadrement des usages des techniques d'imagerie cérébrale) (p. 2670). - **Article 24 ter A** (art. L. 1412-1-1 et L. 1412-3-1 du code de la santé publique - Etats généraux de la bioéthique) (p. 2671, 2672).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Organisation de la discussion** (p. 3560).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5036, 5038).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) - **Article 22** (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1142-24-1 à L. 1142-24-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Indemnisation des victimes du benfluorex, Médiator) (p. 5337). (p. 5338, 5340). - **Article 18 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L.253-2 du code de l'action sociale et des familles - Facturation des dépenses hospitalières des bénéficiaires de l'Aide médicale de l'État, AME) (p. 5342, 5344).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels** [n° 660 (2010-2011)] - (27 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5372, 5373). (p. 5382, 5383). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5387, 5388). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-36-1 (nouveau) du code du travail - Carte d'étudiant des métiers) (p. 5389). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Création d'un service dématérialisé gratuit favorisant le développement de l'alternance) (p. 5389). - **Article 3** (art. L. 6222-5-1 et 6325-4-1 (nouveaux) du code du travail - Possibilité de souscrire un contrat d'apprentissage ou un contrat de professionnalisation avec deux employeurs pour l'exercice d'activités saisonnières) (p. 5391, 5392).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture** [n° 668 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5683).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2011) (p. 5705, 5706). - **Article 9 sexies (Supprimé)** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Appréciation de l'amélioration du service médical rendu avant l'autorisation de mise sur le marché) (p. 5737). - **Article 9 septies (Supprimé)** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Classement par la Haute Autorité de santé des médicaments en fonction de l'amélioration du service médical rendu) (p. 5738). - **Article 11 bis** (art. L. 3232-5 du code de la santé publique - Conditions d'utilisation du titre de nutritionniste) (p. 5740). - **Article 14 ter (Supprimé)** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique - Modalités de la consultation sur les plans régionaux de santé. Contrôle de la légalité des projets régionaux de santé) (p. 5741). - **Article 16** (art. L. 313-1, L. 313-1-1 et L. 314-10 du code de l'action sociale et des familles - Durée d'autorisation des services d'addictologie. Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux. Possibilité d'action directe des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif contre les débiteurs alimentaires de leurs résidents) (p. 5743).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** [n° 653 (2010-2011)] - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5873, 5874). (p. 5887, 5889). - **Question préalable** (p. 5892). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5895, 5896). - **Article 1er (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente)** (p. 5900,

5913). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5915, 5920). (p. 5922, 5925). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5929, 5932). - **Article 10 (Rectification des objectifs de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès)** (p. 5943). - **Article 12 (Rectification des objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)** (p. 5944).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture** [n° 721 (2010-2011)] - (8 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6114, 6115). (p. 6122). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4, L. 4622-8 à L. 4622-10 (nouveaux), L. 4622-15 (nouveau), L. 4624-3 (nouveau) et L. 4644-1 (nouveau) du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 6125, 6138). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4624-4 (nouveau) du code du travail - Echange entre le médecin du travail et l'employeur lorsqu'est constaté un risque ayant une portée collective) (p. 6139, 6141). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 (nouveau) du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises) (p. 6144, 6147). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6146, 6147). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-12 (nouveau) du code du travail - Commission médico-technique et projet de service pluriannuel) (p. 6148). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1237-15 du code du travail - Garantie accordée au médecin du travail en cas de rupture conventionnelle) (p. 6149). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-2 (nouveau) du code du travail - Drogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 6150, 6151). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 6151). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-14 (nouveau) du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises) (p. 6152, 6153). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 (nouveau) du code rural et de la pêche maritime - Services de santé au travail en agriculture) (p. 6154). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6155).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 - Commission mixte paritaire** [n° 742 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6391, 6392).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Commission mixte paritaire** [n° 736 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6399). - **Article 6 nonies (Stages en entreprise)** (p. 6409).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45 (2011-2012)] - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6949, 6952). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6976). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6983, 6988). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6989). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 1415-4 du code de la santé publique - Conditions de nomination des personnels dirigeants de l'institut national du cancer) (p. 6990). - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé) (p. 6993). (p. 7002, 7003). - **Article 3** (art. L. 1454-2 à L. 1454-4 (nouveaux) du code de la santé publique - Dispositions pénales) (p. 7004, 7006). - **Article 4** (art. L. 5311-1, L. 5311-2, L. 5312-4, L. 5311-4-1 (nouveau) et L. 5421-8 à L. 5421-11 (nouveaux) du code de la santé publique - Création et prérogatives de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) (p. 7009, 7011). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5122-15, L. 5122-16 et L. 5323-4 du code de la santé publique - Coordinations) (p. 7012). - **Article 5** (art. L. 5322-1, L. 5324-1 (nouveau) et L. 1413-8 du code de la santé publique - Composition du conseil d'administration et publicité des travaux de l'agence nationale

du médicament et des produits de santé) (p. 7013). - **Article 5 bis** (art. L. 161-40 du code de la sécurité sociale - Base de données mise en oeuvre par la Haute Autorité de santé) (p. 7014). - **Article 6** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - Réalisation d'études après l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7015, 7016). - **Article 7** (art. L. 5121-9 du code de la santé publique - Conditions de suspension, de retrait ou de modification de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7017, 7018). - **Article 8** (art. L. 5121-9-2 et 5121-9-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Obligations du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7018, 7019). - **Article 9 bis** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de fixation du service médical rendu des médicaments) (p. 7020, 7021). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7022). - **Article 11** (art. L. 5121-12-1 (nouveau) du code de la santé publique et L. 162-4 du code de la sécurité sociale - Encadrement des prescriptions en dehors des indications de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7023). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5121-1-2 (nouveau) du code de la santé publique - Prescription en dénomination commune) (p. 7024). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7024). - **Article 13** (art. L. 162-17-4-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Contrôle et sanction des prescriptions hors autorisation de mise sur le marché par le comité économique des produits de santé) (p. 7025). - **Article 14 bis** (Accès du Conseil national de l'ordre des pharmaciens aux données contenues dans le dossier pharmaceutique) (p. 7027). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 7029). - **Article 15** (art. L. 5121-12, L. 1121-16-1 et L. 1123-14 du code de la santé publique - Modification des procédures d'octroi des autorisations temporaires d'utilisation nominative) (p. 7033, 7035). - **Article 17** (art. L. 5121-22 à L. 5121-26 (nouveaux) et L. 5421-6-1 du code de la santé publique - Dispositions relatives à la pharmacovigilance) (p. 7037). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 7038, 7040). - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain) (p. 7041, 7043).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) (p. 7055, 7056). - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la visite médicale) (p. 7059, 7065). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 7066). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 245-2 du code de la sécurité sociale - Garantie par l'industrie pharmaceutique du bon usage des médicaments) (p. 7067). - **Article 22** (art. L. 5121-28 (nouveau) du code de la santé publique - Groupement d'intérêt public compétent en matière d'études de santé publique) (p. 7069). - **Article 23** (art. L. 5213-1 à L. 5213-7, L. 5461-6, L. 5461-7, L. 5461-8 (nouveaux), L. 5212-1 et L. 5222-2 du code de la santé publique et art. L. 165-8 du code de la sécurité sociale - Publicité pour les dispositifs médicaux) (p. 7070). - **Article 24** (art. L. 165-1-2 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Conformité des dispositifs médicaux aux spécifications requises pour pouvoir être remboursés) (p. 7071). - **Article 26** (art. L. 165-11, L. 165-12 et L. 165-13 (nouveaux) du code de la sécurité sociale - Evaluation de certains dispositifs médicaux) (p. 7073). - **Article 27 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires à la transposition d'une directive « médicaments ») (p. 7073). - **Article 28 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires pour harmoniser les sanctions pénales et administratives avec les dispositions de la présente loi) (p. 7073). - **Article 29** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des dispositions relatives à la mise en cohérence du droit métropolitain avec le droit de l'Outre-mer) (p. 7074). - **Article 30** (Dispositions transitoires) (p. 7075). (p. 7076). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 7078). - **Article 30 bis (nouveau)** (Nom et pouvoirs de la commission de la transparence de la Haute Autorité de santé) (p. 7079). - **Article 30 ter (nouveau)** (Rapport sur la profession de visiteur médical) (p. 7079). - **Article 32** (art. L. 5312-4-2 (nouveau) du code de la santé publique - Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7080). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)**

(art. L. 5134-1 du code de la santé publique - Prescription de contraceptifs par les sages-femmes et délivrance de médicaments contraceptifs dans les services de médecine de prévention des universités) (p. 7081). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7082). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7082, 7083). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7088, 7089).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7345, 7347).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 49** (art. L. 351-3 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 742-3 du code rural et de la pêche maritime - Droits à la retraite des sportifs de haut niveau) (p. 7760). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 7761, 7762). - **Article 51** (art. L. 382-29-1 du code de la sécurité sociale - Rachat des périodes de formation à la vie religieuse au régime d'assurance vieillesse des cultes) (p. 7765). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 7766, 7767). - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Allongement de la durée de résidence en France requise pour l'attribution aux étrangers des allocations aux personnes âgées) (p. 7768). - **Article 53** (Versement de la branche accidents du travail-maladies professionnelles à la branche maladie du régime général) (p. 7771). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 7772, 7775). - **Article 55** (Contribution de la branche accidents du travail-maladies professionnelles aux départs en retraite anticipée pour pénibilité) (p. 7776, 7778). - **Article 55 ter (nouveau)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Coordination entre les différents dispositifs d'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 7780). - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 7780). - **Article 61** (Fixation des prévisions de charges des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 7781). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 114-23, L. 114-24, L. 200-3, L. 224-5 et L. 227-1 du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds de prospective et de performance de la sécurité sociale et suppression des conseils de surveillance institués auprès des caisses nationales) (p. 7783, 7784). - **Article 62 ter (nouveau)** (art. L. 123-2-4 du code de la sécurité sociale - Approbation des rémunérations des dirigeants des caisses nationales de sécurité sociale) (p. 7784, 7786). - **Article additionnel après l'article 62 quater** (p. 7787). - **Article additionnel avant l'article 63** (p. 7788). - **Article 63** (art. L. 114-17, L. 133-4, L. 162-1-14, L. 162-1-14-2, L. 355-3, L. 723-13 et L. 815-11 du code de la sécurité sociale, L. 262-52 du code de l'action sociale et des familles - Harmonisation des dispositions relatives aux pénalités et sanctions financières prononcées par les organismes de sécurité sociale) (p. 7789, 7794). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 7795, 7796). - **Article 63 quater (nouveau)** (art. L. 114-12-1 du code de la sécurité sociale - Elargissement du périmètre des données contenues dans le répertoire national commun de la protection sociale) (p. 7796). - **Article 63 quinquies (nouveau)** (art. L. 114-12-3 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Déchéance du droit aux prestations sociales perçues en cas d'obtention frauduleuse d'un numéro de sécurité sociale) (p. 7797). - **Article 64** (art. L. 376-1, L. 376-4, L. 376-5, L. 454-1, L. 454-2 et L. 454-3 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives aux recours contre tiers) (p. 7798). - **Article 67** (art. L. 8221-6 du code du travail - Sanction financière en cas de recours à de faux indépendants) (p. 7799). - **Article additionnel après l'article 67 quater** (p. 7800). - **Article additionnel après l'article 68** (p. 7801). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7807).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7866, 7871). (p. 7882, 7885). - **Question préalable** (p. 7891, 7892). (p. 7894, 7896). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7900, 7901). - **Rappel au règlement** (p. 7904, 7905).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) (p. 8596, 8599). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8601, 8602). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 5123-2 du code du travail - Suppression de l'allocation spéciale du fonds national de l'emploi) (p. 8604). - **Article 63 (Prélèvement exceptionnel sur le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels)** (p. 8605). - **Article 63 bis (nouveau)** (art. 44 duodecimes, 1383 H et 1466 A du code général des impôts et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30

décembre 2006 - Prorogation de deux ans des exonérations fiscales et sociales en faveur des entreprises qui exercent une activité dans les bassins d'emploi à redynamiser) (p. 8606). - **Article additionnel après l'article 63 quater** (p. 8607).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture [n° 130 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9701, 9702). - **Question préalable** (p. 9722, 9723).

BERTRAND (Alain)
sénateur (Lozère)
RDSE

Election le 25 septembre 2011.

Élection annulée par le Conseil Constitutionnel le 22 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 1er octobre 2011 au 22 décembre 2011.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6685).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7946). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7965).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9144, 9146).

- **Questions cribles thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9708, 9709).

BESSON (Éric)
ministre auprès de la ministre de
l'économie, des finances et de l'industrie,
chargé de l'industrie, de l'énergie et de
l'économie numérique
(jusqu'au 28 juin 2011)
ministre auprès du ministre de
l'économie, des finances et de l'industrie,
chargé de l'industrie, de l'énergie et de
l'économie numérique
(à partir du 29 juin 2011)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour la transposition du troisième « paquet télécoms »*) (p. 1275, 1276). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1277). - **Article 12 (Régime des noms de domaine français sur Internet)** (p. 1279, 1280). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 1281, 1282). - **Article 12 bis**

(Nouveau) (*Transmission à des tiers des informations détenues par les gestionnaires d'infrastructures et opérateurs de communications électroniques relatives à l'implantation et au déploiement de leurs infrastructures et de leurs réseaux*) (p. 1283). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 1284). - **Article 13 (Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes)** (p. 1289, 1290). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 1297, 1299). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à transposer par voie d'ordonnance la directive du 6 mai 2009 relative au comité d'entreprise européen*) (p. 1300). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1300).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3021, 3037).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3428, 3431).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6649, 6653).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7824, 7830).

BESSON (Jean)
sénateur (Drôme)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 351 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière militaire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Kazakhstan [n° 505 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Brésil : l'émergence d'une puissance globale [n° 662 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 108 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour la diplomatie culturelle et d'influence (p. 8804, 8805).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 7 (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ)** (p. 9784, 9786).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 9945).

BÉTEILLE (Laurent)
sénateur (Essonne)
 UMP

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Lutte contre la contrefaçon : premier bilan de la loi du 29 octobre 2007 [n° 296 (2010-2011)] (9 février 2011) - **Entreprises - Justice - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi visant à présenter au Parlement un rapport annuel sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme par la France [n° 382 (2010-2011)] (29 mars 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 525 (2010-2011)] (17 mai 2011) - **Entreprises - Justice - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 122, 123).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (8 février 2011) - **Article 17** (art. L. 313-4, L. 313-4-1, L. 313-8 et L. 313-11 du CESEDA - *Adaptation de la dénomination de la carte de séjour temporaire portant la mention « scientifique »*) (p. 953).

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1534, 1535).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2153, 2155). - **Article 1er A** (art. 79 du code civil - *Inscription du nom du partenaire d'un PACS sur l'acte de décès*) (p. 2160, 2161).

- **Questions cribles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2166, 2167).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2261). - **Article unique** (*Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF*) (p. 2269).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3543, 3544).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3990, 3993).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5526, 5527). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 5533). (p. 5534). (p. 5537). (p. 5541). - **Article 1er** (art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - *Contenu et publicité de la déclaration d'intention d'aliéner*) (p. 5542). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5553).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5611).

BILLARD (Joël)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 104, 105).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité** [n° 433 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Article 5 (Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports)** (p. 4407).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6688, 6689).

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
CRC

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie**.

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société**.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution portant avis motivé présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (E 6787) [n° 179 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 46, 48).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 1113). (p. 1114). (p. 1115, 1116).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique** [n° 115 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2010-2011)** (p. 3892, 3894).

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen** [n° 471 (2010-2011)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 115 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Désignation de deux députés européens au sein de l'Assemblée nationale) (p. 3897, 3898). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Mode de scrutin) (p. 3898). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3899). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3899, 3900).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4716). (p. 4716, 4717). - **Article 1er bis (nouveau)** (Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux) (p. 4717, 4718). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Abrogation des permis exclusifs de recherche

accordés) (p. 4719, 4720). (p. 4724). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4729). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4733, 4735).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5175).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** - *Commission mixte paritaire* [n° 641 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5675, 5677).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) (p. 6588, 6589).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7450, 7451). (p. 7456).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

BIWER (Claude)
sénateur (Meuse)
UC

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement** - *Deuxième lecture* [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 467, 468). - **Article 1er** (Texte non modifié par

Première partie :

- (23 novembre 2011) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8333, 8334).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8810, 8811).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) (p. 9446, 9447).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 186 (2011-2012)] - (15 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9937, 9938).

la commission) (*Subvention des opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement au fonds de solidarité pour le logement*) (p. 477).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (26 janvier 2011) (p. 483).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3009, 3010).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4463, 4464).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Article 2 et annexe** (Texte non modifié par la commission) (*Tableau de répartition des conseillers territoriaux*) (p. 4563). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4565, 4566).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4714).

- *Commission mixte paritaire* [n° 641 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5670, 5672). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5682).

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Président de la commission des affaires européennes ; puis vice-président le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive relative aux droits des consommateurs [n° 250 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers (E 5894) [n° 268 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'application du principe de subsidiarité en matière de TVA [n° 481 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique européenne de sûreté nucléaire [n° 560 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La politique européenne de sûreté nucléaire : la nécessité d'avancer [n° 561 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Union européenne - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la volatilité des prix agricoles [n° 579 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les objectifs prioritaires de la politique commerciale commune [n° 581 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 579 (2010-2011)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la volatilité des prix agricoles [n° 598 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union européenne ? [n° 677 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) - président de la commission des affaires européennes, coprésident du groupe de travail sur la réforme de la politique agricole commune (p. 42, 43).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 795, 796).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1477, 1478).

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) - président de la commission des affaires européennes (p. 2118).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) (p. 3136, 3138).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) - président de la commission des affaires européennes (p. 5163, 5164). (p. 5176).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6440, 6441).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6597, 6598).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (23 novembre 2011) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 8335, 8336).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) (9449).

- **Questions cribles thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9709, 9710).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (22

décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10300).

BLANC (Jacques)
sénateur (Lozère)
UMP

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire du conseil d'administration des "Parcs nationaux de France".

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La sécurité des approvisionnements stratégiques de la France [n° 349 (2010-2011)] (10 mars 2011) - **Défense - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Une politique européenne pour la montagne [n° 458 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La Croatie, 28ème État membre de l'Union européenne [n° 610 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 59, 60).

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 119, 120).

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 174, 175).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1401).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1430).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - **Article unique** (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994) (p. 1464, 1465).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1472, 1473).

- **Projet de loi autorisant la ratification des statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) [n° 290 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, en remplacement de Mme Gisèle Gautier, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1494, 1495).

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2129).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2447, 2448). - **Article 4 quater** (*Abrogation de l'ordonnance du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale*) (p. 2466).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3027).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)]** - (4 mai 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3337, 3338).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Rappel au règlement** (p. 3588, 3589).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4465, 4467). - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4482). - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 4483).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21*) (p. 4638).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4675).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4726, 4727). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4730). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4735).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) - en remplacement de M. Josselin de Rohan, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 5164, 5165).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap** - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5497). - **Article 14 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière) (p. 5508).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique** [n° 656 (2010-2011)] - (6 juillet 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. premier, 7 et intitulé du titre II de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Définition et cadre d'exercice de l'engagement de sapeur-pompier volontaire) (p. 6014). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6030).

BLANC (Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

INTERVENTIONS

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Vice-président de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" le 11 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 320 (2010-2011)] tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 643 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Influence du droit communautaire des aides d'État sur le financement des services sociaux par les collectivités territoriales [n° 673 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Union européenne**.

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Article unique** (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994) (p. 1466).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011) - **Article 6** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 2508). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 2525, 2526).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (11 mai 2011) - **Article 1er (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention)** (p. 3650, 3651).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap** - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5483, 5484). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-4 et L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens) (p. 5495). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-7 du code de l'action sociale et des familles - Durée minimale d'ouverture des maisons départementales des personnes handicapées et de leur service d'accueil téléphonique) (p. 5495). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5497). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-1, L. 143-1-1 (nouveau), L. 143-2, L. 143-3, L. 143-9-1 (nouveau), L. 143-10 et L. 143-11 (nouveau) du code de la sécurité sociale, art. L. 241-9 du code de l'action sociale et des familles - Décisions des tribunaux du contentieux et de l'incapacité et de la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail) (p. 5498). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-5 (nouveau) du code du travail - Plan régional pour l'insertion des travailleurs handicapés) (p. 5499). - **Article 12 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-10 du code du travail - Surcontribution des entreprises dites « à quota zéro ») (p. 5503). - **Article 14 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière) (p. 5503, 5504). (p. 5506, 5507). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5512).

BLANDIN (Marie-Christine)

sénatrice (Nord)

SOC-EELVr-R

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011 ; secrétaire de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature le 1er octobre 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 8 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal sauvage le statut d'être vivant et sensible dans le code civil et le code de l'environnement [n° 670 (2010-2011)] (24 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 553, 554). - **Article 4** (loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Sanctions) (p. 566).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 233 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 576, 577). - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 598). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 619). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 625, 626).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 307 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1675).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3047, 3048).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse [n° 444 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3445, 3446). - **Article 1er** (art. L. 421-5 du code de l'environnement - Missions des fédérations départementales de chasseurs : l'éducation au développement durable) (p. 3447, 3448). (p. 3448). - **Article 2** (art. 1395 D, 575 et 575 A du code général des impôts - Fiscalité des zones humides et préservation de la biodiversité) (p. 3450). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 420-1 du code de l'environnement - Reconnaissance du rôle de la chasse comme instrument de gestion de la biodiversité) (p. 3452). - **Article 4** (art. L. 425-12-1 du code de l'environnement [nouveau] - Préservation de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et plan de tir aux grands animaux dans les espaces manifestement sous chassés) (p. 3454). (p. 3456, 3457). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3462). (p. 3463). (p. 3464). (p. 3465). (p. 3466). (p. 3467). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3467).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4249, 4250).

- **Questions cribles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4352, 4353).

- **Questions cribles thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4801, 4802).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5567, 5568). - **Article 1er A (nouveau)** (Modification du code de la propriété intellectuelle) (p. 5574). (p. 5575). - **Article 2** (art. L. 623-2 et L. 623-3 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5580). (p. 5580). - **Article 3** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5582). (p. 5582). (p. 5583). (p. 5583). (p. 5584). (p. 5584, 5585). -

Article 4 (art. L. 623-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle) (p. 5589, 5590).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** - *Commission mixte paritaire [n° 641 (2010-2011)]* - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5679, 5680).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Article 12** (art. L. 623-23-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6160). - **Article 15 bis (nouveau)** (Identification et enregistrement des ressources phylogénétiques) (p. 6164). (p. 6165). (p. 6165). (p. 6165). (p. 6167). (p. 6168). - **Article 14 (précédemment réservé)** (art. L. 623-24-1 à L. 623-24-5 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6171). (p. 6171). (p. 6173, 6174). (p. 6175, 6176). (p. 6176). (p. 6177). (p. 6179). (p. 6179, 6180). (p. 6180). (p. 6181). (p. 6181). (p. 6181, 6182). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6183).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6978).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, rapporteure - **Discussion générale** (p. 7198, 7201). - **Article 1er A** (Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel - patrimoine mondial) (p. 7211). - **Article 1er** (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine) (p. 7214). (p. 7215, 7219). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7219). - **Article 4** (Définition du caractère transféré des monuments historiques) (p. 7222). - **Article 5** (Conditions de transfert aux collectivités) (p. 7224). - **Article 7** (Convention de transfert à titre gratuit) (p. 7226, 7228). - **Article 10** (Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement) (p. 7229, 7230). - **Article 13** (Décret d'application) (p. 7230). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7232).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Rappel au règlement** (p. 7234). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7241). - **Rappel au règlement** (p. 7242). - **Discussion générale** (p. 7260).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (21 novembre 2011) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8139, 8140). (p. 8152). (p. 8158). (p. 8161, 8162). (p. 8164, 8165). (p. 8166). (p. 8167, 8168). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 115-6, L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée - Adaptation du régime de la taxe sur les services de télévision affectée au Centre national du cinéma et de l'image animée) (p. 8170, 8171). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 8174). (p. 8176, 8177). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 8184).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 16 ter** (Plaonnement et écretement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8304, 8305). (p. 8309).

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte

d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 8578).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8646).

Santé

- (29 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8799).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 9062).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 9212).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1, L. 122-5 et L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Exclusion des copies de source illicite de l'assiette de la rémunération pour copie privée et du champ de la copie privée) (p. 10030).

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléante de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Culture : création, cinéma, spectacle vivant, arts visuels [n° 110 tome 2 fasc. 2 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3046, 3047).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4211, 4212).

- **Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5664, 5665).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6603).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour le spectacle vivant (p. 8611, 8612).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9055, 9056).

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
RDSE, puis UCR

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration le 14 janvier 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 18 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 12 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Défense : soutien des forces [n° 108 tome 8 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
CRC

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 13 décembre 2011.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 162, 163).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 344 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2282, 2284).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6346, 6347).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure - Deuxième lecture [n° 758 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6384, 6386).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6901, 6902).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8436).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le soutien des forces (p. 8747, 8748). (p. 8751, 8753).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture [n° 115 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9694, 9695).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société**.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 107 tome 3 annexe 28 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6598).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6684, 6685).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 7 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6927, 6928).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7825).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8006, 8008).

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4 octies** (p. 8134, 8135). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8145). (p. 8168).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8226). (p. 8230). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8243). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8277, 8278). (p. 8278). - **Article 15** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) (p. 8286, 8287). - **Article 18 bis (nouveau)** (Prélèvement exceptionnel sur le produit des amendes de la police de la circulation et du stationnement revenant aux collectivités territoriales au profit du budget général de l'État) (p. 8311). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 8314).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Article 31 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8367, 8368). (p. 8370). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8376, 8377).

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8719, 8721). - **Article n° 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8733, 8735). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 8736). - **Article 61 bis (nouveau)** (Conditions d'attribution de la dotation de restructuration exceptionnelle des services d'aide et d'accompagnement à domicile) (p. 8738, 8740). - **Article additionnel après l'article 61 bis** (p. 8740).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9752, 9754).

- **Projet de loi de finances pour 2012 - Nouvelle lecture [n° 203 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2011) (p. 10117, 10118).

BODIN (Yannick)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration (ENA).

Vice-président de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Questions cibles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 972, 973).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3041, 3042).

- **Questions cribles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5479, 5480).

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 575 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi d'harmonisation des dispositions des articles 311-1 et 321-1 du code pénal relatives au vol et au recel d'un animal avec l'article 528 du code civil distinguant l'animal de la chose [n° 576 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Égalité entre les hommes et les femmes [n° 112 tome 9 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 12 (2011-2012)] renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 158 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Article 1er (Droit à une mort rapide et sans douleur)** (p. 429, 430).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 277 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1322, 1324).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 455 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3254, 3255). - **Article 5 (Art. L. 562-4 du code de l'environnement et L. 123-12 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Liens entre documents d'urbanisme et plans de prévention des risques naturels prévisibles)** (p. 3262). - **Article 21 (Art. L. 142-1, L. 142-3, L. 143-2 et L. 211-1 du code de l'urbanisme - Utilisation du droit de préemption pour réduire l'exposition des populations aux risques naturels)** (p. 3279, 3280).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6003, 6004). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. premier, 7 et intitulé du titre II de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Définition et cadre d'exercice de l'engagement de sapeur-pompier volontaire) (p. 6014).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour l'égalité entre les hommes et les femmes (p. 8722, 8723).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 10132, 10135). - **Article 1er bis (art. L. 462-3 du code de commerce - Compétence de l'Autorité de la concurrence pour apporter une expertise aux juridictions sur certains sujets)** (p. 10154). - **Article 1er ter (art. L. 462-7 du code de commerce - Suspension du délai de prescription des procédures dont est saisie l'Autorité de la concurrence)** (p. 10155). - **Article 2 (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3**

[nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10166). (p. 10171, 10172). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10182).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Délai de réponse pour le gestionnaire d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 10227).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10299). - Rapporteuse pour avis - **Article 7 ter** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Prélèvement sur le compte bancaire d'une personne décédée pour le paiement des frais funéraires) (p. 10315). - **Article 8** (art. L. 34-5 du code des postes et communications électroniques, L. 121-18, L. 121-19, L. 121-20-1 à L. 121-20-3, L. 121-26, L. 141-1 et L. 121-97 [nouveau] du code de la consommation - Encadrement des ventes en ligne et du transport de marchandises) (p. 10318). (p. 10318, 10319). (p. 10319). - **Article 8 bis A** (art. 313-6-2 et 313-6-3 [nouveaux] du code pénal - Encadrement de la revente des billets de spectacle) (p. 10322, 10323). - **Article 8 ter**

(art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif) (p. 10325, 10326). (p. 10327). (p. 10329, 10330). - **Article 10** (art. L. 111-4 [nouveau], L. 113-3-1 [nouveau], L. 113-6, L. 121-15, L. 121-15-3, L. 132-2, L. 132-3 [nouveau], et L. 141-1, L. 421-2, L. 421-6 et L. 115-26-1 du code de la consommation - Renforcement des pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF) (p. 10340). (p. 10341). (p. 10343). (p. 10344). - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 310-2 du code de commerce - Conditions d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente au déballage de fruits et légumes) (p. 10346). (p. 10346). - **Article 10 bis E** (art. L. 312-9 du code de la consommation - Liberté de choix d'une assurance garantissant un prêt) (p. 10348). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10365). - **Article 10 bis M** (Rapport au Parlement sur l'application de la législation en matière de commercialisation des contrats obsèques) (p. 10368). - **Article 10 quater** (art. L. 141-3 du code de la consommation - Transmission au tribunal de commerce de certaines informations par la DGCCRF) (p. 10370). - **Article 12 (nouveau)** (art. L. 411-2, chapitre II du livre IV [nouveaux] du code de la consommation et article L. 211-15 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'une action de groupe fondée sur l'adhésion volontaire) (p. 10376, 10378). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10379).

BORDIER (Pierre)
sénateur (Yonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Archéologie préventive : Pour une gouvernance au service de la recherche [n° 760 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État [n° 237 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 491).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Article 27** (loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse - Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse) (p. 2182).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6011, 6012).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Article 4** (Définition du caractère transférable des monuments historiques) (p. 7221).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7277, 7278).

- Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des

dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7966, 7967).

BOROTRA (Didier)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

BORVO COHEN-SEAT (Nicole)
sénatrice (Paris)
CRC

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Réélue le 25 septembre 2011.

Présidente du Groupe communiste républicain et citoyen ; puis présidente du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et des Sénateurs du Parti de Gauche.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 13 décembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 6 décembre 2011.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Prévenir effectivement les conflits d'intérêts pour les parlementaires [n° 518 (2010-2011)] (12 mai 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'édition des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 79, 81).

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 117, 119).

- **Rappel au règlement** - (18 janvier 2011) (p. 158).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Question préalable** (p. 206, 209). - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - *Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques*) (p. 234). (p. 235).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 261). (p. 263). (p. 264, 265). (p. 266). (p. 267). - **Article 20 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 et suivants de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Conseil national des activités privées de sécurité*) (p. 276, 277). - **Article 23 ter** (art. 221-3 et 221-4 du code pénal - *Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 289). - **Article 24 duodécies (Supprimé)** (art. L 2241-2 du code des transports - *Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 305). - **Article 24 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 332-16-1 [nouveau] du code du sport - *Couvre-feu des supporters*) (p. 306, 307).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Intitulé du chapitre VII bis** (*Dispositions relatives aux polices municipales*) (p. 326). - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale; art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - *Qualité d'agent de police judiciaire des directeurs de police municipale*) (p. 327). - **Article 32 quinquies** (art. L. 234-9 du code de la route - *Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un OPJ*) (p. 328). - **Article 32 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Fouille des bagages à l'occasion des manifestations sportives, récréatives ou culturelles*) (p. 328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 340, 341).

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits [n° 217 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 370, 372). - **Article 1er** (art. 122-1 du code pénal - *Réduction de la peine encourue en cas d'altération du discernement*) (p. 379). (p. 380). - **Article 2** (art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - *Retrait des réductions de peine en cas de refus de soins*) (p. 381).

- **Questions criables thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 384, 385).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 233 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Question préalable** (p. 584).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 664, 666). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Indépendance et immunité*) (p. 681). - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 689, 690). - **Article 11 A** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues*) (p. 700, 701). (p. 701, 702). (p. 703). (p. 705). - **Article 11** (*Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité*) (p. 711). (p. 712, 714).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 20** (*Appréciation du Défenseur des droits sur le traitement des réclamations*) (p. 741). - **Articles additionnels après l'article 26 ter** (p. 754).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 260 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011)**. - (2 février 2011) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 et 17 de la loi « informatique et libertés » - *Compétence exclusive de la formation restreinte pour prononcer des sanctions*) (p. 764). - **Article 1er quater (Supprimé)** (art. 13 de la loi « informatique et libertés » - *Régime d'incompatibilité du président de la CNIL*) (p. 764, 765).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 829). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 832). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-28 du code civil - *Réduction à deux ans de la condition de résidence nécessaire à une naturalisation pour l'étranger présentant un parcours exceptionnel d'intégration*) (p. 833, 834). - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-27-1 du code civil - *Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française*) (p. 861). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - *Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique*) (p. 868). (p. 871). (p. 873). (p. 875). - **Article 5** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour*) (p. 880). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - *Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas*

d'arrivée massive de migrants) (p. 900). - **Article 9** (art. L. 222-3 du CESEDA - *Délai fixé au JLD pour statuer sur la prolongation du maintien en zone d'attente et motifs justifiant le refus de prolongation*) (p. 908). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 914). - **Articles additionnels après l'article 17 AA** (p. 927). (p. 928, 929).

- **Rappel au règlement** - (8 février 2011) (p. 944).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)] (suite)** - (8 février 2011) - **Article 17 A** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du CESEDA - *Droit au court séjour des ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace économique européen et de la Confédération suisse*) (p. 949). - **Article 17** (art. L. 313-4, L. 313-4-1, L. 313-8 et L. 313-11 du CESEDA - *Adaptation de la dénomination de la carte de séjour temporaire portant la mention « scientifique »*) (p. 953). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 953, 958).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 25** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne*) (p. 1067). (p. 1069). (p. 1071). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour*) (p. 1074, 1075). (p. 1077). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau]; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Régime de l'assignation à résidence*) (p. 1093, 1094). (p. 1096). (p. 1101). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1122). - **Article 37 (Supprimé)** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention*) (p. 1126, 1127). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 1132). - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Possibilité d'obliger l'étranger à rester à la disposition de la justice pendant six heures*) (p. 1137).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Présence des mineurs accompagnants en centre de rétention*) (p. 1165). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-3 et L. 223-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Accès des associations humanitaires aux lieux de rétention*) (p. 1166, 1167). - **Article 59** (art. L. 8252-4 [nouveau] du code du travail - *Recouvrement des sommes dues au salarié étranger et reversement après réacheminement*) (p. 1179). (p. 1179, 1180). (p. 1180). - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - *Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire*) (p. 1209). - **Articles additionnels après l'article 75 quater A** (p. 1219). (p. 1220). (p. 1220). - **Article 82 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 766-1, art. L. 766-2 [nouveau] du CESEDA - *Application du livre VII du CESEDA, relatif au droit d'asile, à Saint-Barthélemy et Saint-Martin*) (p. 1228). - **Article 83 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions du texte applicables à Saint-Barthélemy et Saint-Martin*) (p. 1229). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1236).

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1532, 1533).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1708, 1710). - **Article 1er** (art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - *Régime d'éligibilité et d'inéligibilités applicables aux parlementaires*) (p. 1724, 1725). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1734). - **Article 4 bis**

(art. L.O. 176 du code électoral - Remplacement des députés élus au Sénat ou au Parlement européen) (p. 1739).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).** - (2 mars 2011) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger - Composition de l'Assemblée des Français de l'étranger et du collège électoral pour l'élection des sénateurs des Français de l'étranger) (p. 1756).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).** - (2 mars 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er AA** (p. 1757). - **Article 3 octies (Nouveau)** (art. L. 308-2 nouveau du code électoral - Application de la législation relative aux comptes de campagne aux candidats aux élections sénatoriales) (p. 1764, 1765). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1768). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1769). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités d'attribution de l'aide publique aux partis politiques) (p. 1770, 1771). - **Article additionnel avant l'article 7 A** (p. 1773). - **Article 8 (Entrée en vigueur de la loi)** (p. 1775, 1776). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1777).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1800, 1802). - **Article 1er A** (art. préliminaire du code de procédure pénale - Interdiction de condamnations fondées sur les seules déclarations d'une personne faites hors de la présence d'un avocat) (p. 1829, 1832). - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue) (p. 1833, 1845). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-3 du code de procédure pénale - Droit d'être examiné par un médecin) (p. 1855, 1856). - **Article 5** (art. 63-3-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Droit à être assisté par un avocat) (p. 1857). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-4 du code de procédure pénale - Entretien avec l'avocat) (p. 1861). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1863, 1873).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) (p. 1909). (p. 1910). (p. 1914). (p. 1919). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-5 du code de procédure pénale - Respect de la dignité de la personne gardée à vue) (p. 1923, 1924). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1924). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64 du code de procédure pénale - Mentions obligatoires au procès-verbal) (p. 1930). (p. 1931). (p. 1931). - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau]; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue) (p. 1946). - **Article 12** (art. 706-88 et 706-88-1 et 706-88-2 [nouveaux] - Régimes dérogatoires) (p. 1947, 1948). - **Article 15** (art. 4 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Retenue judiciaire et garde à vue des mineurs) (p. 1958, 1959). (p. 1960). (p. 1961). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 1965). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1971).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2010-2011)** (p. 2067, 2070).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 86 (2010-2011).**

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2105, 2107).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Article 1er A** (art. 79 du code civil - Inscription du nom du partenaire d'un PACS sur l'acte de décès) (p. 2160). - **Article 29 bis** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n°2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 2186).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2487). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur) (p. 2491).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 13 bis** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Délai de réflexion avant une décision d'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2560). - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2564). - **Article additionnel avant l'article 14 (précédemment réservé)** (p. 2582). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2607). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2628).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2742, 2743). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 2750). - **Article 5 ter (suppression maintenue)** (art. 30 du code civil - Preuve de la nationalité par la carte nationale d'identité) (p. 2757).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2794). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris ») (p. 2802). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2821). - **Article 33** (art. L. 561-1; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau]; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 2828). (p. 2833).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2011) - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2902). - **Article 75 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 2904). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2914, 2915).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 395 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2925, 2927). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 2941). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 103, 185, 186, 188, 341 bis, 344, 347, 349, 357 bis, 358, paragraphe 3 de la section 2 du chapitre III du titre XII, art. 375, 389, 389 bis, 390,

468 du code des douanes - Transfert du contentieux douanier aux tribunaux de grande instance) (p. 2949). - **Article 15** (Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 2953, 2954). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 55 du code civil - Règles de dévolution du nom de famille en cas de déclaration de naissance tardive) (p. 2956). - **Article 16** (titre premier, sous-titre premier et sous-titre 2, art. 628 à 634 [nouveau] - Création d'un pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre) (p. 2958). - **Article 20** (art. 495, 495-1, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5 et 495-5-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 2961). - **Article 21** (art. 180-1 [nouveau] et art. 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 2964). - **Article 22** (art. 529 du code de procédure pénale - Forfaitisation des contraventions de cinquième catégorie) (p. 2965). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 141-2 du code de la consommation ; art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce) (p. 2965). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. 529-10 du code de procédure pénale ; art. L. 121-2 et L. 121-3 du code de la route - Clarification des règles applicables en matière de responsabilité pénale du vendeur et de l'acquéreur d'un véhicule d'occasion) (p. 2966). - **Article 22 quater (nouveau)** (art. L. 3355-9 et L. 3512-5 [nouveau] du code de la santé publique - Possibilité de recours à la transaction pénale en matière de lutte contre le tabagisme et contre l'alcoolisme) (p. 2966). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 2-15 du code de procédure pénale - Réparation des frais exposés par les associations et fédérations d'associations de victimes d'accidents collectifs) (p. 2972).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) (p. 3129, 3131).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3201, 3202).

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3350, 3352).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3549, 3551).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3636). (p. 3642, 3647). - **Article 3** (Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 3676).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) (p. 3930). - **Article 14** (p. 3937). - **Article 6** (Organisation de la prise en charge psychiatrique) (p. 3941, 3942). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 3946).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3987, 3989). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4015, 4016). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4021, 4022). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4025). (p. 4027).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) (p. 4051). - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale -

Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4062). - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen) (p. 4069, 4070). (p. 4073). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4074). - **Article 7** (art. 365-1 nouveau du code de procédure pénale - Motivation des arrêts des cours d'assises) (p. 4089). - **Article 8** (art. 181-1, 237-1, 240-1, 264-1, 267-1 et 267-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Institution d'une formation simplifiée de la cour d'assises) (p. 4090). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4101). - **Article 29 (priorité)** (art. 24-1, 24-2, 24-3, 24-4 et 24-5 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4107, 4108). (p. 4112). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de prononcer cumulativement une peine et une sanction éducative) (p. 4115).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4148).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)]** - (1er juin 2011) - **Article 1er** (art. L. 1225-17 du code du travail - Durée du congé de maternité) (p. 4442, 4443).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4547). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Nombre de conseillers territoriaux) (p. 4557). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4567).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4677).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4825, 4827).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires) (p. 4858, 4870). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4874). (p. 4874).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Question préalable** (p. 4935). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 4941). (p. 4944). (p. 4950, 4951). (p. 4960). (p. 4961, 4962).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5629). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5631).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des**

mineurs - *Commission mixte paritaire* [n° 683 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5792, 5794).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques** - *Commission mixte paritaire* [n° 681 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5822).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 697 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5825, 5826). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5837). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5840).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** - *Deuxième lecture* [n° 687 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Article 1er** (*Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires*) (p. 6266). (p. 6268). - **Article 2 bis** (*Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire*) (p. 6271). - **Article 9** (*Examen des lois-cadres d'équilibre des finances publiques par le Conseil constitutionnel*) (p. 6272). - **Article 9 bis** (*Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 6272). - **Article 11** (*Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales*) (p. 6272). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6274).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels** - *Commission mixte paritaire* [n° 736 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6399, 6401).

- **Célébration du 30e anniversaire du vote par le Sénat de l'abolition de la peine de mort** - (30 septembre 2011) (p. 7, 8).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** - *Nouvelle lecture* [n° 25 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6674, 6675). - **Article 15** (**Texte non modifié par la commission**) (*Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale*) (p. 6692). - **Article 16** (**Texte non modifié par la commission**) (*titre premier, sous-titre premier et sous-titre 2, art. 628 à 634 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création d'un pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*) (p. 6696). - **Article 20** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 398-1, 495, 495-1, 495-2, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5, 495-5-1 [nouveau], 495-6-1 et 495-6-2 du code de procédure pénale - *Extension du champ de l'ordonnance pénale*) (p. 6698). - **Article 21** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - *Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*) (p. 6700). - **Article 22 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 141-2 du code de la consommation et art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - *Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce*) (p. 6702). - **Article 22 ter** (art. 529-6 et 529-10 du code de procédure pénale ; art. L. 121-2, L. 121-3, L. 322-3 [nouveau], L. 325-1-1 et L. 344-1 du code de la route ; art. 1018 A du code général des impôts - *Clarification des règles applicables en matière de responsabilité pénale du vendeur et de l'acquéreur d'un véhicule d'occasion*) (p. 6703). - **Intitulé du chapitre IX ter** (*Dispositions relatives aux juridictions financières*) (p. 6708). - **Article 24 sexies A** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 112-8 et L. 212-16 du code des juridictions financières - *Normes professionnelles*) (p. 6709). - **Article 24 undecies** (art. L. 111-9-1 du code des juridictions financières - *Simplification du fonctionnement des formations inter-juridictions*) (p. 6711). - **Article 24 sexvicies** (**Texte non**

modifié par la commission) (art. L. 779-1 du code de justice administrative - *Contentieux du stationnement des résidences mobiles des gens du voyage* Article 24) (p. 6717). - **Article 25 bis A** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 233-17-1 [nouveau] du code de commerce - *Exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés dans certaines sociétés commerciales*) (p. 6718). - **Article 25 bis B** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 670-1-1 [nouveau] du code de commerce - *Exclusion du patrimoine affecté à l'EIRL du champ de la faillite civile*) (p. 6719). - **Article 25 ter A** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 28-1 et 28-2 du code de procédure pénale - *Précisions relatives aux attributions des officiers de douane judiciaire et des officiers fiscaux judiciaires*) (p. 6719). - **Article 26** (**Texte non modifié par la commission**) (*Entrée en vigueur*) (p. 6722). - **Article 26 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Habilitation du gouvernement pour procéder par voie d'ordonnance à la refonte du code de la consommation*) (p. 6722). - **Article 27** (**Texte non modifié par la commission**) (*Application outre-mer*) (p. 6723). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6723).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** [n° 26 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - **Question préalable** (p. 6922).

- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7531, 7533).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7714, 7715). - **Article 35 sexies** (**nouveau**) (art. L. 162-25 du code de la sécurité sociale - *Prescription de la facturation des établissements de santé*) (p. 7723, 7724).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 85 (2011-2012)] - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7838, 7839). - **Article 1er** (*Conditions de recevabilité*) (p. 7850). - **Article 4** (*Mise en place d'une commission ad hoc*) (p. 7851).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical** [n° 90 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7901).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - auteure de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7906, 7908). - **Organisation des travaux** (p. 7939). - **Rappel au règlement** (p. 7944). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial*) (p. 7952, 7953).

- **Rappel au règlement** - (17 novembre 2011) (p. 7990, 7991).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8434, 8436). - **Rappel au règlement** (p. 8446). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8452). (p. 8452). - **Article 52** (art. 54 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009 - *Prorogation de deux années de la taxe finançant le fonds d'indemnisation des avoués*) (p. 8453). (p. 8453). - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 8454).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8844, 8845). - **Article 64 bis** (**nouveau**) (art. 101 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement - *Obligation de*

dépôt de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, PEEC (p. 8862).

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9021, 9022).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9162, 9163).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2011) - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9174).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) (p. 9179, 9180).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) (p. 9455).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif [n° 150 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9474, 9475). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9509).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9549). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9577, 9578).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9624).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture [n° 115 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9700).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature [n° 195 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10036, 10038). - **Article 3** (*art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions*) (p. 10045, 10046).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10051, 10053). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10073).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Article 2 bis AA (nouveau)** (*art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers*) (p. 10223).

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 15 décembre 2011.

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les opérateurs de l'agriculture française : une modernisation inachevée ? [n° 66 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêts et affaires rurales [n° 107 tome 3 annexe 3 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 52, 53).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Article 12** (*Art. 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile - Renforcement du plan communal de sauvegarde*) (p. 3273). (p. 3274).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique** [n° 656 (2010-2011)] - (6 juillet 2011) - **Article 25 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 10-2 [nouveau] de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Extension aux communes et établissements publics de coopération intercommunale des pouvoirs de conventionnement des SDIS*) (p. 6027, 6028).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 30 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Article 4** (*Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA*) (p. 6846).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (*art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8235, 8236). - **Article 14 bis** (**nouveau**) (*art. L. 521-23 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques*) (p. 8282, 8283).

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9126, 9127). - **Rappel au règlement** (p. 9154). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9155). - **Article 48 bis** (**nouveau**) (*art. L. 741-4-1 et L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales des*

employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole (p. 9158).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9380).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9847, 9849).

BOUCHART (Natacha)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à dispenser l'officier d'état civil célébrant un mariage de la lecture de l'article 220 du code civil relatif à la solidarité financière des époux [n° 29 (2011-2012)] (13 octobre 2011) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

BOUCHOUX (Corinne)
sénatrice (Maine-et-Loire)
SOC-EELVr-R

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 6 décembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Immigration, intégration et nationalité [n° 112 tome 11 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études** [n° 421 (2010-2011)] - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7819, 7820).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

BOUGRAB (Jeannette)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, chargée de la jeunesse et de la vie associative (à partir du 29 juin 2011)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

BOULAUD (Didier)
*sénateur (Nièvre)
SOC-EELVr*

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux ; nouvelle nomination le 6 décembre 2011.

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9114).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants** [n° 147 (2011-2012)] - (7 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9426).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical** [n° 90 (2011-2012)] - (9 décembre 2011) - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - *Principe du repos dominical*) (p. 9605).

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9207, 9208).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 575 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi d'harmonisation des dispositions des articles 311-1 et 321-1 du code pénal relatives au vol et au recel d'un animal avec l'article 528 du code civil distinguant l'animal de la chose [n° 576 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La Croatie, 28ème État membre de l'Union européenne [n° 610 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 108 tome 5 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur la proposition de résolution [n° 116 (2011-2012)] en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne [n° 126 (2011-2012)] (23 novembre 2011) - **Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 153 (2011-2012)] autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de la désignation par adjudication d'une instance de surveillance des enchères [n° 171 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1808, 1809).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure** [n° 344 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2281, 2282).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5175).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le**

Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres [n° 725 (2010-2011)] - (12 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6322, 6324).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour l'environnement et le soutien de la politique de défense (p. 8742, 8743). (p. 8757, 8758).

BOUMEDIENE-THIERY (Alima)
sénatrice (Paris)
SOC-R

Non réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire jusqu'au 24 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le contrôle parlementaire d'Europol [n° 546 (2010-2011)] (24 mai 2011) - **Police et sécurité - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal sauvage le statut d'être vivant et sensible dans le code civil et le code de l'environnement [n° 670 (2010-2011)] (24 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'édition des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 81, 83).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 202, 203). - **Article 2** (art. 226-4-1 [nouveau] du code pénal - **Création d'un délit d'usurpation d'identité**) (p. 232).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - **Modification du régime de la vidéosurveillance**) (p. 255, 256). (p. 265, 266). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 267). - **Article 17 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - **Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles**) (p. 269, 270). - **Article 20 quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 33 et suivants de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - **Conseil national des activités privées de sécurité**) (p. 281, 282). - **Article 24 quinquies AA** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 8 du code de procédure pénale - **Report du point de départ de la prescription pour certaines infractions commises à l'encontre d'une personne vulnérable**) (p. 300).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 342).

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits** [n° 217 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 376, 377).

- **Questions cribles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 387).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 669, 670). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*Indépendance et immunité*) (p. 681). - **Article 11 A** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues*) (p. 700).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 260 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011).**

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 796).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 831). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - *Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation*) (p. 838). (p. 841, 842). - **Article 2 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 21-27-1 du code civil - *Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française*) (p. 861, 862). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 865). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - *Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique*) (p. 873). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 26-3 du code civil - *Extension du délai pendant lequel l'administration peut refuser d'enregistrer une déclaration de nationalité française à raison d'un mariage, en cas d'opposition formée par le Gouvernement*) (p. 877). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - *Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants*) (p. 902). (p. 904). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - *« Purge des nullités » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention*) (p. 906). - **Article 9** (art. L. 222-3 du CESEDA - *Délai fixé au JLD pour statuer sur la prolongation du maintien en zone d'attente et motifs justifiant le refus de prolongation*) (p. 909). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 914). - **Article 11** (art. L. 222-6 du CESEDA - *Caractère suspensif de l'appel du parquet*) (p. 917).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 17 A** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du CESEDA - *Droit au court séjour des ressortissants de l'Union européenne, de l'espace économique européen et de la Confédération suisse*) (p. 948). - **Articles additionnels après l'article 17 A** (p. 951). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 962). - **Article 19** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - *Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs*) (p. 964, 966). - **Article 21** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 315-4 et L. 315-6 du CESEDA - *Assouplissement des dispositions relatives à la carte « compétences et talents »*) (p. 969). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 981, 982). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - *Pénalisation des « mariages gris »*) (p. 983). - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 987, 988).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire** [n° 262 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1002, 1003).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1048, 1049). (p. 1052).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 25** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 1070). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1079). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 1084). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions d'exercice des droits en rétention) (p. 1089). (p. 1090). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 1094). (p. 1095). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 1109). (p. 1111, 1112). (p. 1117). (p. 1118). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1121). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention) (p. 1140). (p. 1141).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 61** (art. L. 8254-2-1 et L. 8254-2-2 [nouveaux] du code du travail - Obligations et responsabilité du maître d'ouvrage découlant du recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre) (p. 1183). (p. 1184). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 1185). (p. 1186). - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 1200). - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 1206). (p. 1209). - **Articles additionnels après l'article 75 ter** (p. 1215). (p. 1215, 1216). (p. 1216). (p. 1218). - **Articles additionnels après l'article 75 quater A** (p. 1221, 1222). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1234, 1235).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (3 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1815, 1817). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-4 du code de procédure pénale - Entretien avec l'avocat) (p. 1859, 1860). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1866, 1872).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) - **Article 12** (art. 706-88 et 706-88-1 et 706-88-2 [nouveaux] - Régimes dérogatoires) (p. 1949). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1970, 1971).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - **Deuxième lecture** [n° 342 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Article 1er A** (art. 79 du code civil - Inscription du nom du partenaire d'un PACS sur l'acte de décès) (p. 2158, 2160).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011) - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2496). (p. 2499).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ;

accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2606). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2626). (p. 2635, 2636).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - **Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2724, 2726). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 2750, 2751). - **Article 5 ter (suppression maintenue)** (art. 30 du code civil - Preuve de la nationalité par la carte nationale d'identité) (p. 2758). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2765). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 2772).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 AA** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - Droit au séjour des victimes de violences conjugales) (p. 2786). (p. 2787). - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2792). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs) (p. 2798). (p. 2800). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2821).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (11 mai 2011) - **Article 2** (Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 3659, 3665).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - **Commission mixte paritaire** [n° 492 (2010-2011)] - (11 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3688, 3689).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique** [n° 115 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2010-2011)** (p. 3895, 3896).

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen** [n° 471 (2010-2011)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 115 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3901).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4007, 4008). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4026).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4061). - **Article 5** (art. 510-1 et 512-1 [nouveaux] - Présence des citoyens assesseurs dans la chambre des appels correctionnels) (p. 4079). - **Article 8** (art. 181-1, 237-1, 240-1, 264-1, 267-1 et 267-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Institution d'une formation simplifiée de la cour d'assises) (p. 4091). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins

de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4099). - **Article 29 (priorité)** (art. 24-1, 24-2, 24-3, 24-4 et 24-5 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945

relative à l'enfance délinquante - Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4108).

BOURDIN (Joël)
sénateur (Eure)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis membre le 1er octobre 2011.

Président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : Prospective du pacte social dans l'entreprise [n° 227 (2010-2011)] (18 janvier 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les opérateurs de l'agriculture française : une modernisation inachevée ? [n° 66 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Agriculture, pêche, alimentation, forêts et affaires rurales [n° 107 tome 3 annexe 3 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) (p. 3138, 3139).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4547).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5233). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 2334-33 et L. 2334-35 du code général des collectivités territoriales - *Éligibilité à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) (p. 5236, 5237).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6603, 6604).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Article 5 sexies (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - *Taux réduit de TVA en faveur des activités équinnes*) (p. 8186).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8228). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8243).

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9127, 9128). - **Article 48** (art. 92 de la loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978 de finances pour 1979 - *Création d'une contribution à la surface aux frais de garderie de l'Office national des forêts, ONF*) (p. 9157).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13 (suite)** (p. 9880, 9881). - **Articles additionnels après l'article 14 (suite)** (p. 9882).

BOURQUIN (Christian)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
RDSE

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 18 octobre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 1er octobre 2011 au 17 octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Economie [n° 107 tome 3 annexe 11 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6620, 6622).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6686).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6770, 6771).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8674, 8675). - **Article n° 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8694, 8699). - **Article n° 34 et état D (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)** (p. 8701).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) (p. 8710, 8711).

Président de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires : Réindustrialisons nos territoires (Rapport) [n° 403 tome 1 (2010-2011)] (5 avril 2011) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires : Réindustrialisons nos territoires (Annexes) [n° 403 tome 2 (2010-2011)] (5 avril 2011) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 33 (2011-2012)] relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives [n° 223 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1406).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1435).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2312, 2314). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2320).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) - président de la mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires (p. 3003, 3005). (p. 3028, 3037).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6689, 6691).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7465).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 15** (art. 1010 et 1010 A du code général des impôts - Révision du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 7517).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7823, 7824).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (23 novembre 2011) - **Article 31 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8368). - **Seconde délibération - Article 6 (supprimé)** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8373).

- **Questions cribles thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9711, 9712).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10303). (p. 10306). (p. 10306). (p. 10307). - **Article 7 bis** (art. L. 113-7 [nouveau] du code de la consommation - Information sur le lieu de fabrication des plats vendus dans les restaurants) (p. 10311, 10312). (p. 10314). (p. 10314).

BOURZAI (Bernadette)
sénatrice (Corrèze)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Secrétaire de la commission des affaires européennes ; puis vice-présidente le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléante de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 13 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité consultatif de gouvernance le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation du 25 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union européenne ? [n° 677 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) - coprésidente du groupe de travail sur la réforme de la politique agricole commune, en remplacement de Mme Odette Herviaux, coprésidente du groupe de travail sur la réforme de la politique agricole commune (p. 44, 46).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1460, 1461).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial** [n° 541 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5648, 5649).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6605).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6642, 6643).

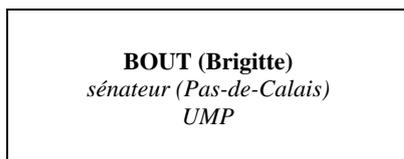
- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7931).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8562, 8563).



Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9138, 9140). - **Article 48** (*art. 92 de la loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978 de finances pour 1979 - Création d'une contribution à la surface aux frais de garderie de l'Office national des forêts, ONF*) (p. 9156, 9157).

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Politique familiale et protection de l'enfance : quelles leçons tirer du modèle québécois ? [n° 685 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Santé et logement : comment accompagner la Martinique et la Guyane ? [n° 764 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (8 mars 2011) - **Article 7** (*art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions*) (p. 1911). (p. 1917). - **Article 7 bis** (*art. 63-4-5 [nouveau] et art. 64-1 de la loi du 10 juillet 1991 - Droit de la victime à être assistée par un avocat en cas de confrontation avec la personne gardée à vue*) (p. 1923).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques - Commission mixte paritaire** [n° 319 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1997).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (7 avril 2011) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 2620).

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) - au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 4225, 4227).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale** [n° 619 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5566, 5567).

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 466 (2010-2011)] autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord relatif aux rapports intellectuels et artistiques du 19 décembre 1938 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hellénique [n° 46 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Sécurité : gendarmerie [n° 108 tome 11 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 344 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2273, 2276). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2287).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres [n° 725 (2010-2011)]** - (12 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6326, 6327). - **Article unique** (p. 6329).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure - Deuxième lecture [n° 758 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6386, 6387).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (1er décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour la gendarmerie (p. 9017, 9018).

BOYER (Jean)
sénateur (Haute-Loire)
UCR

Réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 94, 95).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1419, 1420).

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2728, 2729).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3030).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016 [n° 440 (2010-2011)]** - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3096, 3097).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4194, 4195).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5527, 5528).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5630, 5631).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 521-23 du code de l'énergie - *Modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques*) (p. 8283).

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) (p. 8469, 8470).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9197, 9198).

BRAYE (Dominique)
sénateur (Yvelines)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé du logement le 23 juin 2011.

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire de la Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 299 (2010-2011)] visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 364 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les nouveaux contours de l'administration locale française : quelles intercommunalités pour demain ? [n° 665 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 2252). - **Article unique** (*Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF*) (p. 2264). (p. 2265). (p. 2266, 2269). (p. 2267). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 2269, 2270). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2272, 2273).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 2290, 2293).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2317, 2320). - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2322, 2331). (p. 2333, 2339). (p. 2350, 2352). - **Article additionnel après l'article 1er**

(p. 2352). - **Article 1er bis A** (*Plans locaux d'urbanisme intercommunaux faisant office de documents d'aménagement commercial*) (p. 2353). - **Article 1er bis B** (*Les documents d'aménagement commercial communautaires*) (p. 2354, 2355). - **Article 1er bis C** (*Plans locaux d'urbanisme communaux pouvant faire office de documents d'aménagement commercial*) (p. 2356). - **Article 2 bis (Nouveau)** (*Délais de mise à jour des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme intercommunaux*) (p. 2356). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 2357). - **Article 3** (*Contrôle du préfet sur les documents d'aménagement commercial*) (p. 2358). - **Article 4 A (Nouveau)** (*Interprétation des seuils de surface au-delà desquels les conditions fixées par le document d'aménagement commercial s'impose aux implantations*) (p. 2359). - **Articles additionnels après l'article 4 A** (p. 2360, 2361). - **Article 4 bis** (*La notion d'ensemble commercial*) (p. 2362). - **Article 5** (*Les commissions régionales d'aménagement commercial*) (p. 2365, 2366). - **Article 2 (précédemment réservé)** (*Consultation de la commission régionale d'aménagement commercial lors de l'élaboration d'un document d'aménagement commercial*) (p. 2368, 2369). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2369, 2370). - **Article 6** (*Modifications ponctuelles du code de l'urbanisme*) (p. 2370, 2372). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2373, 2374). - **Article 7 bis (Supprimé)** (*Réforme du droit de préemption commerciale*) (p. 2374). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 2374). - **Article 8** (*Abrogation du dispositif des autorisations d'exploitation commerciale et création de l'Observatoire national de l'équipement commercial et des observatoires régionaux de l'équipement commercial*)

(p. 2376). - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 2377, 2378). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Les autorisations d'aménagement cinématographique*) (p. 2381). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 2382).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer [n° 425 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Article 8** (*Institution par le préfet de périmètres d'insalubrité dans les secteurs d'habitat informel*) (p. 3386). - **Article 10** (*Édiction par le maire d'arrêtés de péril visant des logements édifiés sans droit ni titre*) (p. 3389). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3392, 3393).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4512, 4514).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (*art. 34 de la Constitution*) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4846, 4847). (p. 4859).

BRICQ (Nicole)
sénatrice (Seine-et-Marne)
SOC-EELVr

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Rapporteuse générale de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat jusqu'au 16 octobre 2011.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation) le 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La cession de l'hippodrome de Compiègne [n° 327 (2010-2011)] (2 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 2 (2011-2012)] autorisant l'approbation du protocole d'amendement à la convention du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale [n° 13 (2011-2012)] (11 octobre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 30 (2011-2012)] pour 2011 [n° 35 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 51 (2011-2012)] (20 octobre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Prélèvements obligatoires 2007-2012 : un quinquennat d'incohérences et d'injustices [n° 64 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Le budget de 2012 et son contexte économique et financier [n° 107 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances) [n° 107 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances) [n° 107 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 107 tome 3 vol. 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Tableau comparatif [n° 107 tome 3 vol. 2 (2011-2012)] (19 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 160 (2011-2012)] pour 2011 [n° 164 tome 1 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 160 (2011-2012)] pour 2011 [n° 164 tome 2 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 180 (2011-2012)] (12 décembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 186 (2011-2012)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 190 (2011-2012)] (14 décembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances [n° 203 (2011-2012)] pour 2012 [n° 204 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 209 (2011-2012)] (19 décembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 210 (2011-2012)] (19 décembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 695 (2010-2011)] tendant à améliorer l'information du marché financier en matière de franchissements de seuils en droit boursier [n° 213 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 215 (2011-2012)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 216 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 218 (2011-2012)] pour 2011 [n° 219 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 33 (2011-2012)] relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives [n° 225 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 179 (2011-2012)] portant avis motivé présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (E 6787) [n° 226 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française** [n° 64 (2010-2011)] - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1338, 1341). - **Vote sur l'ensemble** (p. 1346, 1347).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne** [n° 204 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1517, 1518).

- **Questions cribles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2163).

- **Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales** [n° 305 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2244, 2246).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France** [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2250, 2252). - **Article unique** (*Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF*) (p. 2266).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) (p. 3132, 3135).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement** [n° 321 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - **Article 3** (*Art. 219 du code général des impôts - Différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du résultat*) (p. 3171).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - auteur de la proposition de loi n° 377 - **Discussion générale** (p. 4452, 4455). - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4480).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4723). (p. 4725). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4732). (p. 4732, 4733).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4811, 4814).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4849). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4873). - **Article 11** (art. 72-2 de la Constitution - *Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales*) (p. 4887).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5051, 5053). - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - *Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5069, 5070). (p. 5090, 5091). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5094). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - *Règles de emploi des sommes ouvrant droit à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises*) (p. 5100).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5132). - **Article 7** (*Création d'une contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix mise à la charge des entreprises du secteur pétrolier*) (p. 5134, 5138). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5141, 5142). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5149, 5159).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5174).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)] (suite)** - (22 juin 2011) - **Article 8** (art. 224, 230 H et 1647 du code général des impôts, art. L. 6241-10, L. 6241-11, L. 6241-3, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail et art. 34 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale - *Instauration d'un « bonus-malus » sur la taxe d'apprentissage et création du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage »*) (p. 5185, 5187). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5188). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - *Financement du déploiement des nouveaux radars dits « pédagogiques »*) (p. 5189).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5231). (p. 5231). (p. 5232). (p. 5232, 5233). - **Article 14 quater (nouveau)** (art. L. 520-1, L. 520-3, L. 520-5, L. 520-6, L. 520-7, L. 520-8 et L. 520-9 du code de l'urbanisme - *Lissage de l'augmentation et aménagements de la redevance sur les bureaux perçue en Ile-de-France*) (p. 5238, 5239). (p. 5239). (p. 5240, 5241). (p. 5242). (p. 5242, 5243). - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5245). (p. 5246). (p. 5246). (p. 5247, 5248). (p. 5249). (p. 5250). (p. 5250, 5251). (p. 5251). (p. 5251). (p. 5252, 5253). - **Article 17 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - *Création d'un dispositif de défiscalisation en faveur des fonds d'investissement de proximité en outre-mer*) (p. 5295). - **Article 17 quinquies (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - *Suppression de la subordination au plafond communautaire d'investissements bénéficiant d'aides d'Etat pour les souscriptions au capital d'entreprises solidaires actives en matière de logement social*) (p. 5307). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5314). (p. 5316). (p. 5318). (p. 5319). - **Article 20** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts, art. 64-1-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet

1991 - *Réforme du financement de l'aide juridictionnelle*) (p. 5326). (p. 5328). - **Article 22** (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1142-24-1 à L. 1142-24-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Indemnisation des victimes du benfluorex, Médiateur*) (p. 5335, 5336). - **Article 18 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L.253-2 du code de l'action sociale et des familles - *Facturation des dépenses hospitalières des bénéficiaires de l'Aide médicale de l'Etat, AME*) (p. 5341). (p. 5342). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5345). (p. 5346).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 5537). (p. 5539).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique - Commission mixte paritaire [n° 641 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5681).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5962, 5964).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) (p. 6093, 6096).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6263, 6265). - **Article 1er** (*Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires*) (p. 6268). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6273, 6274).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6434, 6436). - **Article 1er A** (art. 150 VB, 150 VC, 150 VD, 150 VE, 150 VG, 244 bis A et 647 du code général des impôts - *Aménagements du régime d'imposition des plus-values immobilières, hors résidence principale*) (p. 6460, 6461). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 6463). - **Articles additionnels après l'article 1er CA** (p. 6468, 6469). (p. 6469, 6470). - **Article 1er CB (nouveau)** (art. 219 du code général des impôts - *Relèvement de 5 % à 10 % de la quote-part pour frais et charges dans le régime des plus-values de cession de titres de participation*) (p. 6473). - **Article 1er C (supprimé)** (art. 279 du code général des impôts - *Suppression du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux parcs à thème, ainsi qu'aux parcs zoologiques et botaniques*) (p. 6475). - **Articles additionnels après l'article 1er C** (p. 6476). - **Article 1er D (nouveau)** (art. 302 bis ZO [nouveau] du code général des impôts - *Instauration d'une taxe sur les prestations d'hébergement des hôtels dont le prix de la nuitée est supérieur ou égal à 200 euros*) (p. 6480). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6487, 6488). (p. 6489). (p. 6491). (p. 6491). (p. 6492). - **Article 5 (nouveau)** (*Rapport sur l'opportunité de modifier la convention fiscale franco-suisse*) (p. 6503, 6504).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances (p. 6586, 6587).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6811, 6814). - **Article 2 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) (p. 6837, 6838). - **Article 3 et état C** (*Comptes spéciaux : ouvertures de crédits*) (p. 6839). - **Article 4** (*Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA*) (p. 6841, 6845). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6847, 6848). - **Article 1er et état A (pour coordination)** (*Équilibre*

général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 6850).

- *Commission mixte paritaire [n° 7 (2011-2012)]* - (25 octobre 2011) - rapporteure pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6924, 6925).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances (p. 7145, 7147).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances (p. 7998, 8002). - **Question préalable** (p. 8034).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011)) (p. 8044, 8047). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8049, 8058). - **Article 3** (art. 170 et 223 sexies [nouveau] du code général des impôts - Taxation des hauts revenus - contribution exceptionnelle de 3 % sur le revenu fiscal de référence) (p. 8059, 8060). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8061, 8070). (p. 8071, 8082). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 150 U, 170 et 726 du code général des impôts - Aménagements de la réforme de la taxation des plus-values immobilières) (p. 8083, 8084). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 8085). - **Articles additionnels après l'article 3 sexies** (p. 8087, 8088). - **Article 4** (art. 44 quaterdecies, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 bis, 217 undecies, 223 A, 223 B, 223 D et 223 L du code général des impôts et art. L. 3324-1 du code du travail - Suppression du dispositif d'abattement d'un tiers sur le résultat des exploitations situées dans les départements d'outre-mer) (p. 8089, 8090). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8092, 8100). (p. 8101, 8112). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 39 du code général des impôts - Renforcement des clauses anti-abus du régime de taxation réduite des concessions de brevets) (p. 8113, 8114).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies** (p. 8126, 8127). - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8128, 8131). - **Article 4 octies (nouveau)** (art. L. 3324-1 du code du travail - Modification des modalités de calcul de la réserve spéciale de participation) (p. 8133). - **Article additionnel après l'article 4 octies** (p. 8134). - **Article 5** (art. 64 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Mise en conformité communautaire du financement des attributions de quotas de CO2 aux nouveaux entrants) (p. 8135, 8136). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8138, 8144). (p. 8148, 8156). (p. 8157, 8164). (p. 8166, 8168). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 115-6, L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée - Adaptation du régime de la taxe sur les services de télévision affectée au Centre national du cinéma et de l'image animée) (p. 8170, 8173). - **Article 5 ter (nouveau)** (art. 265 du code des douanes - Réduction d'un avantage fiscal sur le fioul domestique utilisé à usage professionnel) (p. 8173). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 8174, 8177). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 8178). - **Article 5 quinquies (nouveau)** (art. 274 et 283 du code général des impôts, 196 quinquies du code des douanes et art. 16 de la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles - Suppression des exonérations de TVA et de droits de douanes applicables au matériel destiné à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental) (p. 8180). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 8181, 8183). - **Article 5 sexies (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - Taux réduit de TVA en faveur des activités équinées) (p. 8185). - **Article 5 octies (nouveau)** (art. 1613 ter du code général des impôts - Création d'une contribution sur

certaines boissons contenant des sucres ajoutés) (p. 8188, 8190). - **Article 5 nonies (nouveau)** (art. 1613 quater du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des édulcorants de synthèse et ne contenant pas de sucres ajoutés) (p. 8192). - **Articles additionnels après l'article 5 nonies** (p. 8193, 8195). - **Articles additionnels après l'article 5 decies** (p. 8196, 8197).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8226, 8239). (p. 8238, 8239). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8243, 8246). - **Article 7** (art. L. 1614-1, L. 2334-26, L. 2334-32, L. 2335-1, L. 3334-12, L. 3334-16, L. 4332-3, L. 4425-2, L. 4425-4 et L. 6364-5 du code général des collectivités territoriales, art. 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, art. 134 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003 - Non indexation du montant de certaines dotations de fonctionnement et d'investissement) (p. 8247). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8248). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8250, 8251). - **Article 9** (art. 1586 B et 1384 B du code général des impôts, art. L. 3334-17 et L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale) (p. 8255). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 25 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 - Suppression du prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales consécutif à la réforme de l'imposition des appareils automatiques récréatifs) (p. 8256). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression du prélèvement sur recettes « TGAP granulates ») (p. 8256, 8257). - **Article 10** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP) (p. 8259). - **Article 12** (art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et art. 7 et 35 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en oeuvre du revenu de solidarité active, RSA) (p. 8273, 8276). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8278). (p. 8278). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8280, 8281). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 521-23 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques) (p. 8283). - **Article 14 ter (nouveau)** (art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts - Minoration de la dotation de l'Etat aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8284). - **Article 15** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) (p. 8286, 8289). - **Article 16 bis (nouveau)** (Prélèvement exceptionnel sur les fonds de roulement de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de l'Agence nationale des titres sécurisés) (p. 8289). - **Article 16 ter (nouveau)**

(Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8294, 8295). - **Article 16 ter** (Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8296, 8309). - **Article 18** (Financement des nouveaux radars de sécurité routière) (p. 8309, 8310). - **Article 18 bis (nouveau)** (Prélèvement exceptionnel sur le produit des amendes de la police de la circulation et du stationnement revenant aux collectivités territoriales au profit du budget général de l'Etat) (p. 8310). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 8314). - **Article 27** (art. L. 5426-8-1, L. 5426-8-2, L. 5426-8-3 [nouveaux], L. 5426-9, L. 5423-5 et L. 5423-14 du code du travail - Transfert à Pôle Emploi de la gestion des indus des allocations de solidarité) (p. 8315). - **Article 28** (art. L. 311-13, L. 311-14 et L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 8271-1-3 et 8271-17 du code du travail - Modification des taxes perçues par l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Ofii) (p. 8317). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 8318). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8319, 8320).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Article 31 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8363, 8366). - **Demande de seconde délibération** (p. 8370). - **Seconde délibération - Article 6 (supprimé)** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8371, 8372). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8374, 8375).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8902, 8903). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8953).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Article 64 quinquies (nouveau)** (Cession du domaine de Souzy-la-Briche) (p. 9091, 9093).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (2 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances, en remplacement de M. Jean-Claude Frécon, rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9093, 9094).

- Rapporteure générale de la commission des finances - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9102).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et

communales, FPIC) (p. 9219). (p. 9232, 9233). (p. 9244, 9245). - **Article 59** (art. L. 2531-13 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) à la réforme de la fiscalité locale) (p. 9253).

Articles de récapitulation des crédits

- (3 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Article 36** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'Etat) (p. 9267). - **Article 37** (Plafonds des emplois des opérateurs de l'Etat) (p. 9270). - **Article 38 bis (nouveau)** (Instauration pour 2012 d'un plafond des autorisations d'emplois des autorités publiques indépendantes) (p. 9270, 9271).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Article 40 A (nouveau)** (Revalorisation limitée à 1 % des aides personnelles au logement) (p. 9273). - **Article additionnel après l'article 40 A** (p. 9274, 9275). - **Article 40** (art. 199 septuies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif, « avantage Scellier ») (p. 9277, 9278). - **Article 41** (art. 199 sexvies du code général des impôts - Diminution du taux de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur des investissements immobiliers réalisés dans le secteur de la location meublée non professionnelle, LMNP) (p. 9279). - **Articles additionnels après l'article 41 bis** (p. 9280, 9281). - **Article 42** (art. 235 ter ZG du code général des impôts - Taxe sur les loyers élevés des micro logements) (p. 9282, 9283). - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 150-0 D bis, 150-0 D ter, 167 bis, 170 et 1417 du code général des impôts et art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Refonte du régime des abattements pour durée de détention sur les plus-values de cessions de titres de sociétés) (p. 9285, 9286). - **Article 43** (art. 200 quater et 244 quater U du code général des impôts - Rénovation des aides à l'amélioration de la performance énergétique) (p. 9289, 9290). - **Article 44** (art. 200 quater A du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt sur le revenu en faveur de l'aide aux personnes notamment âgées ou handicapées au titre de l'habitation principale) (p. 9291, 9293). - **Article 45** (art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 9294, 9296). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Renforcement du plafonnement global de certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 9297). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 9298). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. 242 septies du code général des impôts, art. L. 135 Z du livre des procédures fiscales et art. 101 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Encadrement de l'activité des cabinets de conseil en défiscalisation en outre-mer) (p. 9300). - **Article 46 bis (nouveau)** (Réforme du prêt à taux zéro +) (p. 9300, 9303). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9304, 9312).

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9321, 9328). - **Articles additionnels après l'article 47 bis** (p. 9329). - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9330, 9343). - **Article 47 quater (nouveau)** (art. 1464 A du code général des impôts - Exonération de CFE pour les spectacles musicaux et de variétés) (p. 9343, 9344). - **Article 47 sexies (nouveau) et article additionnel après l'article 47 sexies** (art. 1519 et 1587 du code général des impôts - Majoration des tarifs des redevances communale et départementale des mines relatives à l'extraction d'or) (p. 9345, 9347). - **Articles additionnels après l'article 47 sexies (suite)** (p. 9348, 9350). - **Article 47 septies (nouveau) et articles additionnels après l'article 47 septies** (art. 1522 bis [nouveau] du code général des impôts - Modalités de mise en place d'une part variable incitative de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères) (p. 9351, 9352). - **Article 47 octies (nouveau)** (art. 1639 quater du code général des impôts - Modalités fiscales d'intégration d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle)

(p. 9355). - **Articles additionnels après l'article 47 octies** (p. 9355, 9356). - **Articles additionnels après l'article 47 decies** (p. 9357, 9359). - **Article 47 undecies (nouveau)** (art. 30-I de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 - *Suppression du préfinancement des dépenses de réaménagement des fréquences par l'Etat*) (p. 9360). - **Articles additionnels après l'article 47 undecies** (p. 9361, 9364). - **Article 47 duodecies (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - *Report de l'entrée en vigueur de la taxe additionnelle à la taxe spéciale de consommation en Guyane*) (p. 9365). - **Article 47 terdecies (nouveau)** (*Instauration d'une carence d'un jour pour les fonctionnaires malades*) (p. 9365). - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales*) (p. 9367). (p. 9370). - **Articles additionnels après l'article 47 octodecies** (p. 9371, 9380). (p. 9373). (p. 9377). - **Coordination** (p. 9381). - **Article 31 et état A (pour coordination)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 9385).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9389, 9390).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances (p. 9445, 9446).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 9728, 9731). - **Question préalable** (p. 9754).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2011) - **Article 2** (*Suppression de la taxe de 2 % sur les nuitées d'établissements hôteliers*) (p. 9765). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 9766). - **Article 6** (art. 24 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 - *Financement de nouveaux radars de sécurité routière*) (p. 9773, 9774). (p. 9774). - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - *Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale »* - *FACÉ*) (p. 9778, 9786). - **Article 8 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 9792). - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 9796, 9798). - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9802, 9803). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9813, 9814). - **Article 12** (art. 197 du code général des impôts - *Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011) - Absence d'indexation*) (p. 9815). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9818, 9823). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 9827). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. 199 undecies B et 217 undecies du code général des impôts - *Limitation du dispositif de défiscalisation des investissements productifs en outre-mer*) (p. 9828). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - *Recentrage de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin » sur les souscriptions en numéraire au capital de sociétés en amorce, en démarrage ou en expansion*) (p. 9829). - **Article 13** (art. 117 quater, 125 A, 125 C et 187 du code général des impôts - *Augmentation des taux du prélèvement forfaitaire libératoire applicables aux revenus du capital - dividendes et intérêts*) (p. 9830, 9832). - **Demande de réserve** (p. 9833). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9843, 9848). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 225-209, L. 225-209-2 [nouveau], L. 225-211 et L. 225-214 du code de commerce - *Modalités du rachat d'actions pour les sociétés non cotées*) (p. 9850, 9852). - **Article 13 quater (nouveau)** (*Report de plus-values en cas d'échange de biens immobiliers avec l'Etat ou une collectivité publique*) (p. 9853). - **Article additionnel après l'article 13 quater** (p. 9855). - **Article 13 quinquies (nouveau)** (art. L. 214-31 du code monétaire et financier - *Aménagement du régime des fonds d'investissement de proximité - FIP*) (p. 9856, 9857). - **Articles additionnels après**

l'article 13 quinquies (p. 9858, 9859). - **Article 14** (art. 219-0 bis [nouveau] du code général des impôts - *Instauration d'une majoration exceptionnelle d'impôt sur les sociétés*) (p. 9861). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 9862, 9863).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13 (suite)** (p. 9876, 9881). - **Articles additionnels après l'article 14 (suite)** (p. 9882, 9885). - **Article 14 ter (nouveau)** (art. 44 sexies A du code général des impôts et art. 131 de la loi n° 2033-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - *Aménagement des régimes fiscal et social des jeunes entreprises innovantes, JEI*) (p. 9886). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 9886). (p. 9887). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (art. 199 ter D et 244 quater E du code général des impôts - *Prorogation du dispositif de crédit d'impôt pour investissement en Corse*) (p. 9889). (p. 9890). - **Article 14 sexies (nouveau)** (art. 209 du code général des impôts - *Mécanisme anti-abus en matière de charges financières afférentes à l'acquisition de titres de participation*) (p. 9891). - **Article additionnel après l'article 14 septies** (p. 9892). - **Article 15** (*Mesures de développement de l'offre de logement*) (p. 9894). (p. 9895). (p. 9895). (p. 9896, 9897). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 9902). - **Article 15 bis (nouveau)** (*Création d'un « éco-prêt à taux zéro collectif » ouvert aux syndicats de copropriétaires*) (p. 9903). - **Article 16** (art. 1411, 1477, 1478, 1586 sexies, 1586 octies, 1600, 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1638-0 bis, 1639 A bis, 1647 D et 1770 decies du code général des impôts, art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 53 de la loi n° 2009-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 21 de la loi n° 91-1322 de finances pour 1992 - *Ajustements consécutifs à la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 9913, 9915). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9916, 9920).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 186 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 9935, 9937). - **Article unique** (p. 9942).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 9943, 9950). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 2333-8 et L. 2333-9 du code général des collectivités territoriales - *Allègements de TLPE pour les kiosques à journaux*) (p. 9951). - **Article 16 octies (nouveau)** (art. L. 132-16-1 du code minier - *Création d'une redevance sur les gisements d'hydrocarbures en mer*) (p. 9953, 9954). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9957). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 9958). - **Article 17 quater (nouveau)** (art. L. 107-B [nouveau] du livre des procédures fiscales - *Mise à disposition des contribuables d'informations relatives aux transactions immobilières par voie électronique*) (p. 9960, 9961). - **Article 17 quinquies (nouveau)** (art. L. 169 et art. L. 228 du livre des procédures fiscales - *Extension du délai de reprise de l'administration fiscale de dix ans à l'ensemble des avoirs détenus à l'étranger et non déclarés*) (p. 9962, 9964). - **Article additionnel après l'article 17 quinquies** (p. 9965). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 9975). - **Article 19 sexies (nouveau)** (*Régime fiscal applicable aux mutuelles et institutions de prévoyance en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution économique territoriale*) (p. 9976, 9977). - **Article additionnel après l'article 19 sexies** (p. 9977). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9979, 9981). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 9982). - **Articles additionnels après l'article 21 (suite)** (p. 9983, 9985). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 2333-6, L. 2333-7, L. 2333-8, L. 2333-9, L. 2333-10, L. 2333-11, L. 2333-12, L. 2333-13, L. 2333-14, L. 2333-15, L. 2333-16 du code général des collectivités territoriales) - *"Toiletage" du régime de la taxe locale sur la publicité extérieure, TLPE*) (p. 9986, 9989). -

Article 21 ter (nouveau) (art. 48 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Prorogation d'un an du dispositif de neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 9989, 9990). - **Articles additionnels après l'article 22 A** (p. 9991, 9992). - **Article 22** (art. L. 524-2 à L. 524-4, L. 524-7 à L. 524-10, L. 524-12 à L. 524-15 du code du patrimoine, art. 1647 du code général des impôts et art. 28 et 55 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Réforme de la redevance d'archéologie préventive) (p. 9993, 9995). (p. 9995). - **Article 24** (Financement des aides exceptionnelles attribuées aux allocataires du revenu de solidarité active) (p. 9996). - **Article 27 (nouveau)** (art. L. 1611-2-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert de compétence aux communes en matière d'encaissement des amendes de police et de circulation) (p. 9998). - **Article 33 (nouveau)** (art. 69 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Exceptions à la règle d'abrogation après cinq ans des remises de rapports au Parlement) (p. 10001). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10001, 10004). - **Demande**

de coordination (p. 10005). - **Article 8 et état A (pour coordination)** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 10007). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10008, 10009).

- **Projet de loi de finances pour 2012 - Nouvelle lecture [n° 203 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances (p. 10115, 10117). - **Question préalable** (p. 10124).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - rapporteure générale de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 10203, 10205). - **Question préalable** (p. 10212).

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénateur (Hérault)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Santé et territoires : à la recherche de l'équilibre [n° 600 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la vente illicite de billets pour les manifestations culturelles ou sportives [n° 771 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Culture - Sports**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 470, 471).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1458, 1459).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité** [n° 492 (2009-2010)] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4433).

- **Questions cibles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4521, 4522).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45

(2011-2012)] - (26 octobre 2011) - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé) (p. 6992). (p. 6993).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7956, 7957).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 9569, 9570).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical** [n° 90 (2011-2012)] - (9 décembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9596, 9597). - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - Principe du repos dominical) (p. 9600). - **Article 2** (art. L. 3122-8-1 à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche) (p. 9609, 9610). - **Article 3** (art. L. 3132-23 du code du travail - Repos dominical et distorsions de concurrence) (p. 9616). - **Article 5** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Limitation des cas de dérogations au principe du repos dominical dans les périmètres urbains de consommation exceptionnels (Puce)) (p. 9620, 9621). - **Article 6** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Conditions à remplir pour que certaines autorisations de déroger à la règle du repos dominical puissent être accordées) (p. 9622).

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République ; nouvelle élection le 13 décembre 2011.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis membre le 30 novembre 2011.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

Membre titulaire de la Commission nationale des compétences et des talents jusqu'au 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 27 (2010-2011)] relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 239 tome 1 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 27 (2010-2011)] relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 239 tome 2 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 304 (2010-2011)] relatif à la bioéthique [n° 381 (2010-2011)] (29 mars 2011) - **Famille - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 357 (2010-2011)] relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 392 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 491 (2010-2011)] (4 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 777, 779). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 810).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Question préalable** (p. 823). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 827). - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 828, 829). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 831, 832). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-28 du code civil - Réduction à deux ans de la condition de résidence nécessaire à une naturalisation pour l'étranger présentant un parcours exceptionnel d'intégration) (p. 834). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 835). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 839, 844). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 846). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 846, 849). - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-27-1 du code civil - Obligation de déclaration de autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française) (p. 860, 861). - **Article 3** (art. 20-6 et 21-28 du code civil - Remise de la charte des droits et devoirs du citoyen français lors des cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française ou à l'occasion de la journée défense et citoyenneté) (p. 864). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 865). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 872, 873). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 876). - **Article 3 ter** (art. 27-2 du code civil - Extension du délai pendant lequel un décret d'acquisition, de naturalisation ou de réintégration de la nationalité française peut être rapporté en cas d'erreur ou de fraude) (p. 876). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26-3 du code civil - Extension du délai pendant lequel l'administration peut refuser d'enregistrer une déclaration de nationalité française à raison d'un mariage, en cas d'opposition formée par le Gouvernement) (p. 877, 878). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 878, 880). - **Article 5** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour) (p. 881, 883). (p. 882). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 885). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce - Information sur les mesures prises en faveur de la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité dans le rapport annuel soumis aux assemblées d'actionnaires) (p. 886, 888). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 889, 892). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 896, 898). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 901, 903). (p. 903). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « Purge des nullités » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 906, 907). - **Article 9** (art. L. 222-3 du CESEDA - Délai fixé au JLD pour statuer sur la prolongation du maintien en zone d'attente et motifs justifiant le refus de prolongation) (p. 908, 910). - **Article 10** (L. 222-3-1 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'un maintien en zone d'attente) (p. 911, 912). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 913, 914). - **Article 11** (art. L. 222-6 du CESEDA - Caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 917). - **Article 12 bis (Nouveau)** (art. L. 211-2 du CESEDA - Extension des cas dans lesquels un refus de visa doit être motivé) (p. 917). - **Article 13** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 919, 921). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 923). - **Article additionnel avant l'article 17 AA** (p. 924). - **Article 17 AA (Nouveau)** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - Droit au séjour des victimes de violences conjugales) (p. 925, 926). - **Articles additionnels après l'article 17 AA** (p. 928).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 17 A** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du CESEDA - Droit au court séjour des ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace

économique européen et de la Confédération suisse) (p. 947, 948). - **Articles additionnels après l'article 17 A** (p. 950, 952). - **Article 17** (art. L. 313-4, L. 313-4-1, L. 313-8 et L. 313-11 du CESEDA - Adaptation de la dénomination de la carte de séjour temporaire portant la mention « scientifique ») (p. 953). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 954, 958). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Titre de séjour des conjoints et parents de titulaires d'une carte « compétences de talents », « salarié en mission » ou d'une carte bleue européenne) (p. 959). - **Article 17 ter (Supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 960). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-14 du CESEDA - Aménagement de la procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 961, 962). - **Article 19** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs) (p. 965). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 314-9 du CESEDA - Conditions de délivrance d'une carte de résident à l'étranger marié à un ressortissant français) (p. 966, 967). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-4 et L. 315-6 du CESEDA - Assouplissement des dispositions relatives à la carte « compétences et talents ») (p. 969). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 969, 970). (p. 978, 979). - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 314-8 du CESEDA - Exclusion des années de mariage frauduleux de la durée de résidence requise pour l'attribution d'une carte de résident) (p. 980). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 981). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris ») (p. 983). - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 984, 990). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 1036, 1037). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 1038, 1039). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1044, 1050). (p. 1055).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 1066). - **Article 25** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 1068, 1072). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1075, 1076). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 1077). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1079). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité d'astreindre l'étranger à une obligation de présentation pendant la période de délai de départ volontaire) (p. 1080, 1081). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 1083, 1088). (p. 1084). (p. 1088). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions d'exercice des droits en rétention) (p. 1089, 1090). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière d'assignation à résidence) (p. 1090, 1091). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 1094, 1104). (p. 1098). (p. 1103, 1104). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 1105). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 1109, 1118). - **Articles additionnels après**

l'article 34 (p. 1121). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière de renvoi) (p. 1122). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 1124, 1125). - **Article 37 (Supprimé)** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 1127, 1131). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 1131). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 1134, 1135). - **Article 39** (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD) (p. 1136). - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité d'obliger l'étranger à rester à la disposition de la justice pendant six heures) (p. 1137, 1138). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention) (p. 1140, 1141).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 42** (art. L. 552-8 et L. 552-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration d'une procédure de purge des nullités devant le juge des libertés et de la détention) (p. 1159). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement du délai donné au Parquet pour demander de donner un caractère suspensif à l'appel d'une décision de refus de prolongation de la rétention) (p. 1160). - **Article 47 bis (Nouveau)** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Garanties contre l'expulsion dont bénéficient les ressortissants communautaires) (p. 1161). - **Article 49** (art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Reconduite à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal) (p. 1162, 1165). (p. 1164). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Présence des mineurs accompagnants en centre de rétention) (p. 1165, 1166). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-3 et L. 223-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accès des associations humanitaires aux lieux de rétention) (p. 1167). - **Article additionnel après l'article 51** (p. 1168). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 523-3, L. 523-4, L. 523-5, L. 531-3, L. 541-2, L. 541-3 et L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière d'assignation à résidence) (p. 1168). (p. 1169). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 729-2 du code de procédure pénale - Coordination de la réforme de l'éloignement dans le code de procédure pénale) (p. 1169). - **Articles additionnels avant l'article 57 A** (p. 1171). - **Article 57 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8222-1 du code du travail - Renforcement des vérifications à la charge du cocontractant en matière de travail dissimulé) (p. 1172). - **Article 57** (art. L. 8251-2 du code du travail - Interdiction du recours volontaire aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour) (p. 1173). - **Article 58** (art. L. 8252-2 du code du travail - Présomption de la durée de la relation de travail et droits du salarié étranger employé sans titre de travail) (p. 1175). - **Article 59** (art. L. 8252-4 [nouveau] du code du travail - Recouvrement des sommes dues au salarié étranger et reversement après réacheminement) (p. 1179). (p. 1179, 1180). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 1181). - **Article 60** (art. L. 8254-2 du code du travail - Périmètre de la solidarité financière des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage) (p. 1182). - **Article 61** (art. L. 8254-2-1 et L. 8254-2-2 [nouveaux] du code du travail - Obligations et responsabilité du maître d'ouvrage découlant du recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre) (p. 1183, 1184). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 1185). - **Article 62** (art. L. 8256-2 du code du travail - Sanctions pénales en cas de

connaissance de l'emploi d'étranger sans titre) (p. 1186). - **Article 63** (art. L. 8271-1-1 [nouveau] du code du travail - Sanction du défaut d'acceptation par le maître d'ouvrage des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance) (p. 1187). - **Article 64** (art. L. 8271-6-1, L. 8271-6-2 [nouveau] et L. 8171-11 du code du travail - Pouvoir des agents de contrôle) (p. 1189). - **Article 65** (art. L. 8272-1 du code du travail - Aides et subventions susceptibles d'être refusées à l'employeur ou soumises à remboursement) (p. 1190). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 1191). - **Article 66** (art. L. 8272-2 et L. 8272-3 [nouveau] du code de travail - Fermeture administrative temporaire des établissements employant des étrangers sans titre et garanties légales des salariés concernés) (p. 1192). - **Articles additionnels après l'article 67** (p. 1192, 1193). - **Article 69 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité pour le préfet de retenir le passeport ou le document de voyage des étrangers en situation irrégulière) (p. 1194). - **Article 72 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 622-4 du CESEDA - Immunité pénale applicable au délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 1197). - **Article additionnel après l'article 72** (p. 1198). - **Article 73 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 624-1 du CESEDA - Coordination des dispositions pénales relatives à la méconnaissance des mesures d'éloignement ou d'assignation à résidence) (p. 1199). - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 1200). - **Article additionnel après l'article 74 bis** (p. 1201). - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 1203, 1209). - **Article 75 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n°2010-873 du 27 juillet 2010 - Tutelle de l'établissement public « Campus France ») (p. 1211). - **Article 75 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'un guichet unique pour l'aide médicale d'Etat) (p. 1212). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants situés outre-mer) (p. 1213, 1214). - **Articles additionnels après l'article 75 ter** (p. 1215, 1218). - **Articles additionnels après l'article 75 quater A** (p. 1219, 1221). - **Article 75 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 2212-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police du maire pour faire respecter les symboles républicains lors des célébrations de mariage) (p. 1222). - **Articles additionnels après l'article 75 quater** (p. 1223, 1225). - **Article 76 A (Texte non modifié par la commission)** (art. 17-1 et 18 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, art. 18-1 et 20 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, art. 18 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte, art. 18-1 et 20 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Coordination dans les dispositions applicables à Mayotte, Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, liées à la délégalisation des dispositions relatives aux commissions nationales de l'admission exceptionnelle au séjour et des compétences et talents) (p. 1226). - **Article 82 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 766-1, art. L. 766-2 [nouveau] du CESEDA - Application du livre VII du CESEDA, relatif au droit d'asile, à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 1228). - **Article 83 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions du texte applicables à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 1229). - **Articles additionnels après l'article 83** (p. 1230). (p. 1231). - **Article 84 A (Dispositions transitoires)** (p. 1231). - **Article 84 (Texte non modifié de la commission)** (Date d'entrée en vigueur des dispositions du texte) (p. 1231). (p. 1232).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale**

(p. 2417, 2419). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave) (p. 2458). - **Article 3** (art. L. 1131-2-1 (nouveau), L. 1131-3, L. 1133-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Régime d'autorisation des laboratoires de biologie médicale effectuant des examens génétiques) (p. 2461). - **Article 5** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes) (p. 2470, 2471).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 6** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 2507). - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 79-1 du code civil - Enregistrement à l'état civil d'un enfant mort-né ou décédé avant sa déclaration) (p. 2540). (p. 2543).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2561, 2562). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2571, 2576). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2605, 2606). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2610, 2611). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2628, 2629). (p. 2637).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2712, 2713). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2740, 2741). - **Question préalable** (p. 2745). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2748). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 2751, 2752). - **Article 2 bis** (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 2753, 2754). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour) (p. 2755). - **Article 5 ter (suppression maintenue)** (art. 30 du code civil - Preuve de la nationalité par la carte nationale d'identité) (p. 2756, 2757). (p. 2758). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2760, 2762). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2764, 2766). - **Article 10** (art. L. 222-3-1 [nouveau] et art. L. 222-8 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'une décision de maintien en zone d'attente) (p. 2767, 2768). - **Article 12 (supprimé)** (art. L. 222-6-1 [nouveau] du CESEDA - « Purge des nullités » en appel des jugements de prolongation du maintien en zone d'attente) (p. 2768). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 2768, 2772).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 AA** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - Droit au séjour des victimes de violences conjugales) (p. 2786, 2787). - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2790, 2791). (p. 2796). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs) (p. 2799, 2800). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA -

Pénalisation des « mariages gris » (p. 2803, 2805). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 2808, 2812). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 2813). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 2814, 2817). - **Article 26** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 2817). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2820, 2825). - **Article 33** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 2827, 2833). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 2836, 2842). (p. 2839). - **Article 34 bis (suppression maintenue)** (art. L. 531-1, L. 531-3 et L. 531-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Recours suspensif contre les arrêtés de réadmission) (p. 2843, 2844). - **Article 37** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 2845). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 2847, 2848). - **Article 39** (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD) (p. 2848, 2849). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention) (p. 2851, 2852). - **Article 49** (art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Reconduite à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal) (p. 2853, 2854). - **Intitulé du chapitre II (Dispositions relatives à l'emploi d'étrangers sans titre)** (p. 2855). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8251-2 [nouveau] et L. 8271-17 du code de travail - Interdiction du recours volontaire aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour) (p. 2856, 2857). - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8254-2-1 et L. 8254-2-2 [nouveaux] du code de travail - Obligation et responsabilité du maître d'ouvrage découlant du recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre) (p. 2859).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2011) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8256-2 du code du travail - Sanctions pénales en cas de connaissance de l'emploi d'étranger sans titre) (p. 2896). - **Article 64** (art. L. 8271-1-2, L. 8271-6-1, L. 8271-6-2 [nouveaux], L. 8271-11, L. 8271-2, L. 8271-4, L. 8271-5, L. 8271-6, L. 8271-3, L. 1454-1, L. 8271-1, L. 8271-8-1, L. 8271-7 du code du travail ; art. L. 752-3-2, L. 413-2, L. 414-2 et L. 133-9-3 du code de la sécurité sociale - Pouvoirs des agents de contrôle) (p. 2897). - **Article 66** (art. L. 8272-2 et L. 8272-3 [nouveaux] du code du travail -

Fermeture administrative temporaire des établissements employant des étrangers sans titre et garanties légales des salariés concernés) (p. 2898). - **Article 67** (art. L. 8272-4 [nouveau] du code du travail - Exclusion administrative provisoire des marchés publics des employeurs de travailleurs illégaux) (p. 2899). - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2901, 2902). - **Article 75 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 2903, 2908). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2910, 2912). - **Article 83 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions du texte applicables à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 2913). - **Article 84 (Texte non modifié par la commission)** (Date d'entrée en vigueur des dispositions du texte) (p. 2913).

- **Commission mixte paritaire [n° 492 (2010-2011)]** - (11 mai 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3677, 3679). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 3699).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4504, 4505).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7137). (p. 7138).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7936, 7937). - **Organisation des travaux** (p. 7938, 7939). - **Rappel au règlement** (p. 7951). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7968).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]** - (6 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9394, 9395).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 88-3 de la Constitution - Coordination) (p. 9576).

- **Questions cribles thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9712, 9713).

CAFFET (Jean-Pierre)
sénateur (Paris)
SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Réélu le 25 septembre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 73 (2011-2012)] pour 2012 [n° 78 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Santé [n° 107 tome 3 annexe 25 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France** [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Article unique** (*Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF*) (p. 2265).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Demande d'une suspension de séance** (p. 7340). - **Discussion générale** (p. 7361, 7363).

Première partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A présentant la situation patrimoniale de la sécurité sociale et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2010*) (p. 7407).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7422). (p. 7425). (p. 7432). - **Article 10** (*Augmentation du forfait social*) (p. 7439, 7440). (p. 7440). (p. 7441). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7462). (p. 7464). (p. 7470).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - *Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux*) (p. 7502, 7503). - **Article 13 (supprimé)** (art. L. 136-2, L. 136-5 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - *Assujettissement à la cotisation sociale généralisée du complément du libre choix d'activité et du libre choix d'activité optionnel*) (p. 7512). - **Article 19** (art. L. 5121-15, L. 5121-16, L. 5121-17, L. 5121-18, L. 5121-19, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5123-2, L. 5138-5, L. 5211-5-2, et L. 5221-7, L. 5321-2, L. 5321-3 (nouveau), L. 5421-6-3 (nouveau), L. 5422-2, L. 6221-11 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5, L. 162-17, L. 162-17-5, L. 241-2, art. 1600-0 N, 1600-0 O, 1600-0 P, 1600-0 Q, 1635 bis AE (nouveaux) et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D (nouveau) du livre des procédures fiscales - *Financement de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé*) (p. 7547). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7577, 7578). (p. 7579).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 58 bis (nouveau) (priorité)** (art. L. 551-1 du code de la sécurité sociale - *Report de la revalorisation des prestations familiales au 1er avril de chaque année*) (p. 7699). - **Article 36** (art. L. 1435-8 à L. 1435-11 (nouveaux), art. L. 1432-6, L. 1433-1, L. 1434-6, L. 1435-4 et L. 6323-5 du code de la santé publique; art. L. 221-1-1 et L. 162-45 du code de la sécurité sociale; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - *Création d'un fonds d'intervention régional*) (p. 7728, 7729). - **Article 40** (art. L. 162-22-11, L. 174-3 et L. 174-20 (nouveau) du code de la sécurité sociale; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - *Création d'une tarification spécifique des séjours hospitaliers applicable à certains étrangers non-assurés sociaux*) (p. 7738). - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 816-1 du code de la sécurité sociale - *Allongement de la durée de résidence en France requise pour l'attribution aux étrangers des allocations aux personnes âgées*) (p. 7768). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7805, 7806).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Rappel au règlement (dans une discussion de texte de loi)** (p. 8057).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8404, 8405).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8780, 8781). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8792, 8793). - **Article 60** (art. L. 426-1 [nouveau] du code des assurances, art. L. 1142-2, L. 1142-14, L. 1142-15, L. 1142-16, L. 1142-21, L. 1142-21-1 du code de la santé publique - *Création d'un dispositif de couverture mutualisé des risques exceptionnels de responsabilité civile des professionnels de santé exerçant à titre libéral*) (p. 8794). - **Article 60 bis (nouveau)** (art. L.161-45 du code de la sécurité sociale - *Création d'une contribution au profit de la Haute autorité de santé*) (p. 8795). - **Article 60 ter (nouveau)** (*Demande de rapport sur la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du tabac*) (p. 8796, 8798). - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8798).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - *Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements*) (p. 8910). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - *Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 8927, 8928). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC*) (p. 8951, 8952).

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2011) (p. 9234). (p. 9239, 9240).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Article 11** (*Création d'un*

second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA (p. 9806, 9807). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9825, 9826).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Article 15** (*Mesures de développement de l'offre de logement*) (p. 9897). (p. 9898).

CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8850, 8851).

CAMANI (Pierre)
sénateur (Lot-et-Garonne)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 25 octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération) jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : L'AFD, fer de lance de la coopération française [n° 497 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 445 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés [n° 526 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Aide publique au développement [n° 108 tome 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 469, 470).

- **Questions cibles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2168, 2169).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale** [n° 619 (2010-2011)] - (8 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6183).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Article 1er** (art. 83 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Modalités d'entrée en vigueur des dispositions modifiant les modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges dans les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7266).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (21 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8146, 8147). (p. 8154).

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte

d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8704, 8705). (p. 8711, 8713).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9917, 9918). (p. 9920).

CAMPION (Claire-Lise)
sénatrice (Essonne)
SOC-EELVr

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 6 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 492 (2009-2010)] relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 555 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Politique familiale et protection de l'enfance : quelles leçons tirer du modèle québécois ? [n° 685 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité** [n° 492 (2009-2010)] - (1er juin 2011) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4428, 4430).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 1225-17 du code du travail - *Durée du congé de maternité*) (p. 4440, 4442). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4445). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4445).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7370, 7372).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7433, 7434). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 7459).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) (p. 8726, 8727).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9378).

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP
(jusqu'au 30 septembre 2011)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
UMP
(à partir du 1er octobre 2011)

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts du 16 février 2011 au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 52 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 397, 398).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 277 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1332, 1333).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Article 6** (art. L.O. 328 et L.O. 329 du code électoral - *Election des députés représentant les Français établis hors de France*) (p. 1743).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Article 17** (art. 164 C, 197 A, 234 sexdecies [nouveau] et 1729 B du code général des impôts - *Taxe sur les résidences secondaires des non-résidents*) (p. 5291).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8821, 8822).

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UCR

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8550, 8552).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9372, 9373).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 14 septies** (p. 9892).

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

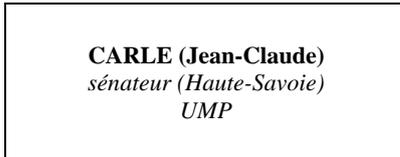
Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**



CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

Vice-président du Sénat à compter du 5 octobre 2011 ; a présidé les séances des 26 octobre, 14, 15, 22, 24, 30 novembre, 3, 9, 13 et 21 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 380 (2010-2011)] (25 mars 2011) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur le système scolaire : De la pyramide aux réseaux : une nouvelle architecture pour l'école (comptes rendus des auditions) [n° 649 tome 2 (2010-2011)] (21 mai 2011) - **Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur le système scolaire : De la pyramide aux réseaux : une nouvelle architecture pour l'école (rapport) [n° 649 tome 1 (2010-2011)] (21 juin 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 58 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3103).

- **Questions cribles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 3997, 3998).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels** [n° 660 (2010-2011)] - (27 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5377, 5379). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6224-5 et L. 6252-4-1 (nouveau) du code du travail - *Simplification des formalités et renforcement du contrôle en matière d'apprentissage*) (p. 5397). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 5397, 5398). (p. 5398). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5398). - **Article additionnel après l'article 6 sexies** (p. 5404). (p. 5404). - **Article 6 septies B (nouveau)** (art. L. 6326-1 et L. 6326-3 (nouveau) du code du travail - *Extension de la préparation opérationnelle à l'emploi*) (p. 5407). - **Article 6 nonies** (art. L. 612-8, L. 612-9, L. 612-10, L. 612-11, L. 612-12 et L. 612-13 (nouveaux) du code de l'éducation ; art. L. 1221-13 et L. 2323-83 du code du travail ; art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ; art. L. 262-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - *Etablissement d'un cadre législatif visant à limiter les abus auxquels peuvent donner lieu les stages en entreprise et à consacrer les droits des stagiaires*) (p. 5414). - **Article 6 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-24 du code du travail - *Prise en compte de la durée du stage dans la période d'essai en cas d'embauche dans l'entreprise*) (p. 5414). - **Article 7 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-9 du code du travail - *Garantie d'égalité de traitement au bénéfice des salariés des groupements d'employeurs*) (p. 5421).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 63** (art. L. 114-17, L. 133-4, L. 162-1-14, L. 162-1-14-2, L. 355-3, L. 723-13 et L. 815-11 du code de la sécurité sociale, L. 262-52 du code de l'action sociale

et des familles - Harmonisation des dispositions relatives aux pénalités et sanctions financières prononcées par les organismes de sécurité sociale) (p. 7794, 7795).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9046, 9048).

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement le 1er novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Article 1er (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne)** (p. 9568, 9569).

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 350 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela relatif au statut de leurs forces armées dans le cadre de la coopération militaire [n° 503 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 669 (2009-2010)] autorisant la ratification du traité entre le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, le Royaume des Pays-Bas et la République portugaise, portant création de la force de gendarmerie européenne EUROGENDFOR [n° 98 (2011-2012)] (15 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 166, 168).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1459).

- **Questions cribles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1803, 1804).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2101, 2103).

- **Questions cribles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3250, 3251).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes** [n° 104 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3285, 3286). - **Article unique** (p. 3290).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse** [n° 444 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3438, 3440). - **Article 1er** (art. L. 421-5 du code de l'environnement - Missions des fédérations départementales de chasseurs : l'éducation au développement durable) (p. 3448). - **Article 2** (art. 1395 D, 575 et 575 A du code général des impôts - Fiscalité des zones humides et préservation de la biodiversité) (p. 3451, 3452). - **Article 4** (Art. L. 425-12-1 du code de l'environnement [nouveau] - Préservation de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et plan de tir aux grands animaux dans les espaces manifestement sous chassés) (p. 3454, 3455). (p. 3456). (p. 3457, 3458). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3458). (p. 3459). - **Article 7** (art. L. 423-21-1 du code de l'environnement - Diminution effective du coût du permis pour les jeunes chasseurs) (p. 3460, 3461). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3468).

- **Rappel au règlement** - (24 mai 2011) (p. 4185).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4195, 4196).

- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7533, 7534).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 521-23 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques) (p. 8283).

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) (p. 8709, 8710).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8748). (p. 8769). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8775).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8800, 8801). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8832, 8833).

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9023, 9024). - **Rappel au règlement** (p. 9030).

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly le 15 décembre 2011.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'Argentine: si lointaine et pourtant si proche [n° 761 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Enseignement scolaire [n° 110 tome 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 493, 494). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 498). (p. 502, 503). - **Article 9** (*Suivi du transfert et obligation d'information*) (p. 510). - **Article 10** (*Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement*) (p. 513).

- **Questions cribles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 976, 977).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture** [n° 342 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Article 27 quater A** (*Sanctions en cas de non-respect des délais de paiement*) (p. 2182). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - *Suppression de commissions administratives*) (p. 2190).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4248, 4249).

- **Questions cribles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5476).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture** [n° 740 (2010-2011)] - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7206, 7207). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 7213, 7215). (p. 7216, 7218). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7219, 7220). - **Article 4** (*Définition du caractère transférable des monuments historiques*) (p. 7222). (p. 7222). (p. 7223). - **Article 5** (*Conditions de transfert aux collectivités*) (p. 7224). - **Article 7** (*Convention de transfert à titre gratuit*) (p. 7227). (p. 7228). - **Article 10** (*Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement*) (p. 7229). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7230, 7231).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans** [n° 63 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7235).

- Auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7243, 7246). (p. 7259, 7260).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 9042, 9043). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9066). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9070).

CARVOUNAS (Luc)
sénateur (Val-de-Marne)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 6 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

CAYEUX (Caroline)
sénateur (Oise)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 14 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Ville et logement [n° 109 tome 8 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 8840).

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) (p. 8593, 8594). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8600, 8602).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 -

Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC (p. 9219). (p. 9223).

CAZALET (Auguste)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° **362 (2010-2011)**] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° **519 (2010-2011)**] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° **647 (2010-2011)**] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° **674 tome 2 (2010-2011)**] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis membre du 7 décembre 2011 au 6 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés jusqu'au 6 novembre 2011.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° **251 (2010-2011)**] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° **299 (2010-2011)**] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° **301 (2010-2011)**] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° **321 (2010-2011)**] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° **356 (2010-2011)**] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 5 (2011-2012)] relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 44 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 100 (2011-2012)] (15 novembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 130 (2011-2012)] relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 162 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Questions cibles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 35, 36).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1380, 1382).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2419, 2421). - **Article 1er A (Nouveau)** (*Habilitation du Gouvernement à ratifier la convention d'Oviedo*) (p. 2451). - **Article 1er** (*art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2452).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2489). - **Article 5 ter (Texte non modifié)**

par la commission) (art. L. 1111-14 du code de la santé publique - Inscription dans le dossier médical personnalisé du fait que le patient est informé de la législation relative au don d'organes) (p. 2493). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2495). (p. 2498, 2499). (p. 2499). (p. 2501). - **Article 5 sexies** (art. L. 161-31 du code de la sécurité sociale - Inscription sur la carte Vitale du fait que son titulaire a été informé de la législation en vigueur relative aux dons d'organes) (p. 2503). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 2511). - **Article 8** (art. L. 1242-1 et L. 1272-4 du code de la santé publique et 511-5 du code pénal - Autorisation des établissements habilités à prélever des cellules) (p. 2514, 2515). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 2517, 2518). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-4, L. 2131-4-1 et L. 2131-5 du code de la santé publique - Diagnostic préimplantatoire) (p. 2534). - **Article 11 bis** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 2537).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 13** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2556). - **Article 13 bis** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Délai de réflexion avant une décision d'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2559). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2568). - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par les femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 2596). - **Article 19** (art. L. 2141-1 du code de la santé publique - Autorisation des procédés utilisés en assistance médicale à la procréation ; règles de bonnes pratiques en matière de stimulation ovarienne) (p. 2600, 2601). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2611). - **Article 21** (art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche) (p. 2616). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2631). (p. 2636). - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 2640).

- **Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4604, 4606). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes) (p. 4614). - **Article 5 quinquies AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1211-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Interdiction de discrimination en matière de don du sang) (p. 4616). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 - et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 4619, 4620). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 4625). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 4627, 4628).

- **Conférence des présidents** - (8 juin 2011) (p. 4637).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)] (suite)** - (8 juin 2011) - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21) (p. 4638). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de

solidarité sans condition de délai) (p. 4646). - **Article 20 ter** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - Consentement à la conservation d'ovocytes) (p. 4651).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 22 quinquies** (p. 4665). - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4674, 4675). (p. 4680). (p. 4683). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4707, 4708).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5878, 5880). - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5898, 5899). (p. 5901). (p. 5902). (p. 5903). (p. 5903).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 6952, 6955). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6975, 6976). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6982, 6988). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6989). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 1415-4 du code de la santé publique - Conditions de nomination des personnels dirigeants de l'institut national du cancer) (p. 6990). - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé) (p. 6993). (p. 7002, 7003). - **Article 3** (art. L. 1454-2 à L. 1454-4 (nouveaux) du code de la santé publique - Dispositions pénales) (p. 7004, 7006). - **Article 4** (art. L. 5311-1, L. 5311-2, L. 5312-4, L. 5311-4-1 (nouveau) et L. 5421-8 à L. 5421-11 (nouveaux) du code de la santé publique - Création et prérogatives de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) (p. 7009, 7011). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5122-15, L. 5122-16 et L. 5323-4 du code de la santé publique - Coordinations) (p. 7012). - **Article 5** (art. L. 5322-1, L. 5324-1 (nouveau) et L. 1413-8 du code de la santé publique - Composition du conseil d'administration et publicité des travaux de l'agence nationale du médicament et des produits de santé) (p. 7013). - **Article 5 bis** (art. L. 161-40 du code de la sécurité sociale - Base de données mise en oeuvre par la Haute Autorité de santé) (p. 7014). - **Article 6** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - Réalisation d'études après l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7015, 7016). - **Article 7** (art. L. 5121-9 du code de la santé publique - Conditions de suspension, de retrait ou de modification de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7017, 7018). - **Article 8** (art. L. 5121-9-2 et 5121-9-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Obligations du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7018, 7019). - **Article 9 bis** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de fixation du service médical rendu des médicaments) (p. 7020, 7021). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7022). - **Article 11** (art. L. 5121-12-1 (nouveau) du code de la santé publique et L. 162-4 du code de la sécurité sociale - Encadrement des prescriptions en dehors des indications de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7023). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5121-1-2 (nouveau) du code de la santé publique - Prescription en dénomination commune) (p. 7024). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7024). - **Article 13** (art. L. 162-17-4-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Contrôle et sanction des prescriptions hors autorisation de mise sur le marché par le comité économique des produits de santé) (p. 7025). - **Article 14 bis** (Accès du Conseil national de l'ordre des pharmaciens aux données contenues dans le dossier pharmaceutique) (p. 7027). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 7028, 7029). - **Article 15** (art. L. 5121-12, L. 1121-16-1 et L. 1123-14 du code de la santé publique - Modification des procédures d'octroi des autorisations temporaires d'utilisation nominative) (p. 7030, 7035). - **Article 17** (art. L. 5121-22 à

L. 5121-26 (nouveaux) et L. 5421-6-1 du code de la santé publique - Dispositions relatives à la pharmacovigilance) (p. 7037). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 7038, 7040). - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain) (p. 7041, 7043).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) (p. 7055). - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la visite médicale) (p. 7057, 7065). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 7066). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 245-2 du code de la sécurité sociale - Garantie par l'industrie pharmaceutique du bon usage des médicaments) (p. 7067). - **Article 22** (art. L. 5121-28 (nouveau) du code de la santé publique - Groupement d'intérêt public compétent en matière d'études de santé publique) (p. 7068, 7069). - **Article 23** (art. L. 5213-1 à L. 5213-7, L. 5461-6, L. 5461-7, L. 5461-8 (nouveaux), L. 5212-1 et L. 5222-2 du code de la santé publique et art. L. 165-8 du code de la sécurité sociale - Publicité pour les dispositifs médicaux) (p. 7070). - **Article 24** (art. L. 165-1-2 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Conformité des dispositifs médicaux aux spécifications requises pour pouvoir être remboursés) (p. 7071). - **Article 26** (art. L. 165-11, L. 165-12 et L. 165-13 (nouveaux) du code de la sécurité sociale - Evaluation de certains dispositifs médicaux) (p. 7073). - **Article 27 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures

nécessaires à la transposition d'une directive « médicaments ») (p. 7073). - **Article 28 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires pour harmoniser les sanctions pénales et administratives avec les dispositions de la présente loi) (p. 7073). - **Article 29** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des dispositions relatives à la mise en cohérence du droit métropolitain avec le droit de l'Outre-mer) (p. 7074). - **Article 30** (Dispositions transitoires) (p. 7075). (p. 7076). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 7078). - **Article 30 bis (nouveau)** (Nom et pouvoirs de la commission de la transparence de la Haute Autorité de santé) (p. 7079). - **Article 30 ter (nouveau)** (Rapport sur la profession de visiteur médical) (p. 7079). - **Article 32** (art. L. 5312-4-2 (nouveau) du code de la santé publique - Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7080). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5134-1 du code de la santé publique - Prescription de contraceptifs par les sages-femmes et délivrance de médicaments contraceptifs dans les services de médecine de prévention des universités) (p. 7081). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7082). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7082, 7083). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7087).

- **Nouvelle lecture [n° 130 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9702, 9704). - **Question préalable** (p. 9721, 9723).

CERISIER-ben GUIGA (Monique)
sénatrice (Français établis hors de
France (Série B))
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger jusqu'au 23 janvier 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de France expertise internationale le 22 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 413 (2010-2011)] autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine [n° 573 (2010-2011)] (1er juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Traités et conventions**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (7 avril 2011) - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2566). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2567, 2575). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2609, 2612). (p. 2612). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 2620). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2630, 2631). (p. 2636, 2637).

- **Questions cibles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3253).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6343, 6344).

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre de la défense le 2 février 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le régime des droits de plantation de vigne [n° 298 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Les chantiers du Maroc de demain [n° 654 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 111 tome 1 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 51, 52).

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) - en remplacement de M. Jean-Paul Emorine, président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 2121, 2122).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4196, 4197).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4209, 4210).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4816, 4817).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 9130, 9131).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire)** (p. 10066). (p. 10066).

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9024, 9025).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Article 1er (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne)** (p. 9567, 9568).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article 1er (art. L. 3132-3 du code du travail - Principe du repos dominical)** (p. 9598). - **Article 2 (art. L. 3122-8-I à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche)** (p. 9610, 9611).

CHASTAN (Yves)
sénateur (Ardèche)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

CHATEL (Luc)

ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 971, 977).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3048, 3051).

- **Questions cribles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5473, 5480).

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Article 1er** (art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - Contenu et publicité de la déclaration d'intention d'aliéner) (p. 5541, 5542). (p. 5543). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5552).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) (p. 8687, 8688).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 2333-8 et L. 2333-9 du code général des collectivités territoriales - Allègements de TLPE pour les kiosques à journaux) (p. 9952).

- **Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5658, 5662).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7233). - **Rappel au règlement** (p. 7240, 7241). (p. 7242). - **Discussion générale** (p. 7248, 7250).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9059, 9062). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9064, 9066). - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 351-3 et L. 916-1 du code de l'éducation - Création d'une aide mutualisée à la scolarisation des enfants handicapés) (p. 9068). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9069, 9071).

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
UMP-R

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement le 20 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires : Réindustrialisons nos territoires (Rapport) [n° 403 tome 1 (2010-2011)] (5 avril 2011) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires : Réindustrialisons nos territoires (Annexes) [n° 403 tome 2 (2010-2011)] (5 avril 2011) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) - rapporteur de la mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires (p. 3005, 3008). (p. 3033).

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) (p. 4234, 4235).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** [n° 653 (2010-2011)] - (5 juillet 2011) - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5906). (p. 5907, 5908).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6599, 6600).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° 22 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6771, 6772).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7829, 7830).

CHAUVEAU (Jean-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'Argentine: si lointaine et pourtant si proche [n° 761 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre)
sénateur (Territoire de Belfort)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports**.

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne** [n° 204 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1513, 1515).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs** [n° 212 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1634, 1635).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité** [n° 307 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1655, 1657).

- **Questions cribles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1806, 1807).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2103, 2105).

- **Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2241, 2243).

- **Rappel au règlement** - (5 avril 2011) (p. 2412, 2413).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) (p. 3135, 3136).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3423, 3425).

- **Questions cribles thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4798, 4799).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4814, 4816).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6344, 6346).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7825, 7826).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) (p. 8750, 8751).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8811, 8812).

CHIRON (Jacques)
sénateur (Isère)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8563).

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8977, 8979).

CLAIREAUX (Karine)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

CLÉACH (Marcel-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre titulaire de la Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires le 17 février 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'aménagement des compétences juridictionnelles en matière militaire et à la simplification de plusieurs dispositions du code de justice militaire [n° 303 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 344 (2009-2010)] relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 367 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8504, 8505).

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1257, 1258).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 395 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 2924, 2925).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique - Commission mixte paritaire [n° 641 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5677, 5678).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) (p. 8476, 8477).

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRC

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Direction de l'action du Gouvernement : Mildt [n° 109 tome 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6985). - **Article 4** (art. L. 5311-1, L. 5311-2, L. 5312-4, L. 5311-4-1 (nouveau) et L. 5421-8 à L. 5421-11 (nouveaux) du code de la santé publique - Création et prérogatives de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) (p. 7010). - **Article 5** (art. L. 5322-1, L. 5324-1 (nouveau) et L. 1413-8 du code de la santé publique - Composition du conseil d'administration et publicité des travaux de l'agence nationale du médicament et des produits de santé) (p. 7013). - **Article 6** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - Réalisation d'études après l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7016). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7024). - **Article 15** (art. L. 5121-12, L. 1121-16-1 et L. 1123-14 du code de la santé publique - Modification des procédures d'octroi des autorisations temporaires d'utilisation nominative) (p. 7032).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 4** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2011) (p. 7410). - **Article 6** (art. 85 de la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Déchéance des crédits inutilisés du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 7414). - **Article 8** (Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche) (p. 7417). - **Article 9** (Montant et ventilation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011) (p. 7418, 7419).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 10** (Augmentation du forfait social) (p. 7438). (p. 7439). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7444). (p. 7446). (p. 7452).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la

pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux (p. 7499). (p. 7501). (p. 7503). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7506). - **Article 12** (art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - Modification des règles d'abattement pour frais professionnels au titre de la cotisation sociale généralisée et de la contribution au remboursement de la dette sociale) (p. 7508). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 131-9 et L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. 14 et 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Clarification de règles applicables aux contributions sociales) (p. 7513, 7514). - **Article 16** (art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Hausse de la fiscalité sur les alcools) (p. 7521). - **Article 28 et annexe B** (Approbation du rapport fixant le cadrage quadriennal (annexe B)) (p. 7562, 7563). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 7572).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7605). (p. 7605). (p. 7607, 7608). (p. 7610). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7617). (p. 7617). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 2132-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 7623).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 38 (priorité)** (p. 7687). (p. 7689). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 7692, 7693). (p. 7693, 7694). (p. 7694). (p. 7694). (p. 7697). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7709, 7710). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7739, 7741). - **Article 48** (Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs) (p. 7752, 7753). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7757). (p. 7757). (p. 7758). (p. 7758). - **Article 51** (art. L. 382-29-1 du code de la sécurité sociale - Rachat des périodes de formation à la vie

religieuse au régime d'assurance vieillesse des cultes) (p. 7764, 7765). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 7774). - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 7780, 7781). - **Article 63** (art. L. 114-17, L. 133-4, L. 162-1-14, L. 162-1-14-2, L. 355-3, L. 723-13 et L. 815-11 du code de la sécurité sociale, L. 262-52 du code de l'action sociale et des familles - Harmonisation des dispositions relatives aux pénalités et sanctions financières prononcées par les organismes de sécurité sociale) (p. 7792, 7793). (p. 7794).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7877, 7878).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 8414, 8415).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8785, 8786).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des affaires sociales, pour la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (p. 9175, 9176).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9334, 9335). (p. 9335, 9336). (p. 9338). (p. 9339). (p. 9342).

COINTAT (Christian)
sénateur (Français établis hors de France (Série C 2))
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 226 (2010-2011)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne [n° 284 (2010-2011)] (2 février 2011) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Traités et conventions**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Saint-Pierre-et-Miquelon : Trois préfets plus tard, penser l'avenir pour éviter le naufrage [n° 308 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Guyane, Martinique, Guadeloupe : L'évolution institutionnelle, une opportunité, pas une solution miracle [n° 410 (2010-2011)] (6 avril 2011) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 264 (2010-2011)] portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 467 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 452 (2010-2011)] relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 530 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 554 (2010-2011)] modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 586 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Nouvelle-Calédonie : le pari du destin commun [n° 593 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 715 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 718 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ériger un établissement public dénommé "collectivité d'outre-frontière" [n° 774 (2010-2011)] (26 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Collectivités d'outre-mer, Nouvelle Calédonie et TAAF [n° 112 tome 3 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 52 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 398).

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Article 1er (Renouvellement de la série B)** (p. 460, 461). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 462).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 221 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 536, 537).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 690). - **Article 11 A (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues)** (p. 706, 707).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 21 ter (Aide aux victimes de discrimination et aux enfants)** (p. 746). - **Article 28 (Personnel du Défenseur des droits)** (p. 756).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 892). - **Article 7 (art. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants)** (p. 901, 902).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 75 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n°2010-873 du 27 juillet 2010 - Tutelle de l'établissement public « Campus France ») (p. 1211).

- **Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française [n° 64 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Vote sur l'ensemble** (p. 1346).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (6 avril 2011) - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2497).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 14 (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes)** (p. 2573). - **Article additionnel avant l'article 14 (précédemment réservé)** (p. 2582). - **Article 21 (art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche)** (p. 2616). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2630). (p. 2637).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3720, 3724). - **Article 1er (art. L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-**

6, L.O. 3445-6-1 [nouveau], L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6, L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7 du code général des collectivités territoriales - Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement) (p. 3758, 3762). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L.O. 7311-1 à L.O. 7313-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dispositions organiques relatives aux habilitations prévues à l'article 73 de la Constitution pour les collectivités de Guyane et de Martinique) (p. 3764). (p. 3764, 3766). (p. 3765). (p. 3766). - **Article 2** (art. L.O. 141 et L.O. 148 du code électoral - Actualisation des règles de cumul des mandats électifs locaux avec le mandat parlementaire) (p. 3766). - **Article 5 (nouveau)** (p. 3767). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3767).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - rapporteur - **Article 1er** (art. L. 3441-1, L. 3442-1, L. 4431-1, L. 4432-1, L. 4432-2 et L. 4432-9 et septième partie [nouvelle] du code général des collectivités territoriales - Suppression dans le code général des collectivités territoriales de références à la Guyane et à la Martinique et création d'une septième partie relatives aux collectivités de l'article 73 de la Constitution) (p. 3769). - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane) (p. 3800). (p. 3801). (p. 3803). (p. 3805). (p. 3806). (p. 3807). (p. 3810). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3812, 3818). - **Article 3** (art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique) (p. 3834, 3848). (p. 3836). (p. 3837). (p. 3839). (p. 3840). (p. 3842). (p. 3844). (p. 3847). (p. 3848). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3849). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 7321-1 à L. 7325-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Congrès des élus de Guyane et de Martinique) (p. 3850, 3851). - **Article 6** (art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral - Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique) (p. 3855, 3857). (p. 3861, 3867). (p. 3865). (p. 3867). - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution) (p. 3871, 3875). (p. 3872). (p. 3875). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3876, 3877). - **Article 10** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures pour adapter les règles financières et comptables et organiser le transfert des personnels, des biens et des finances des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique) (p. 3878). (p. 3879, 3880). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3881, 3882). - **Article 12** (Entrée en vigueur de la loi et première élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique) (p. 3883, 3884).

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 471 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3900, 3901).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (13 mai 2011) - rapporteur pour avis - **Article 4** (Admission en soins sans consentement des personnes détenues) (p. 3931). (p. 3933, 3934). - **Article additionnel après l'article 5 et article 14 (priorité)** (p. 3935). - **Article 14** (p. 3936). (p. 3937). - **Article 6** (Organisation de la prise en charge psychiatrique) (p. 3943). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3964, 3965).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 545 (2010-2011)]** - (30 mai 2011) - **Article 6 ter (nouveau)** (art. L. 222-17 et L. 222-19-1 du code du sport, loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme

de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de la rémunération des agents sportifs) (p. 4303).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 531 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4329, 4333). - **Article 1er** (art. 104 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Circonscriptions pour l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4343). - **Article 2** (art. 105 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable à l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4346). (p. 4355, 4356). - **Article 4** (art. 107 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable en cas de vacance de siège) (p. 4357). - **Article additionnel avant l'article 5 A** (p. 4358). - **Article additionnel après l'article 5 A** (p. 4359). - **Articles additionnels après l'article 5 F** (p. 4361, 4364). - **Article 5 H (nouveau)** (art. 56 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Définition du domaine initial des communes de Polynésie française) (p. 4364). - **Article additionnel après l'article 5 H** (p. 4365). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 78 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Clarification des dispositions relatives au remplacement temporaire des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4365). - **Article 7** (art. 86 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Limitation de l'effectif des cabinets ministériels) (p. 4366). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 87 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Plafonnement des indemnités et rémunérations du président et des membres du gouvernement de la Polynésie française) (p. 4366, 4367). - **Article additionnel après l'article 7 ter** (p. 4367). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 121 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Renouvellement du bureau de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4367). - **Article 10** (art. 156 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Conditions de dépôt et d'adoption d'une motion de défiance constructive) (p. 4369, 4371). - **Article 11** (art. 156-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Conditions de recevabilité et d'adoption des motions de renvoi budgétaire) (p. 4372, 4373). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 4373). - **Article 16 (nouveau)** (art. 180-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Régime contentieux des lois du pays relatives aux contributions directes et taxes assimilées) (p. 4375). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 4375, 4376).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs - Deuxième lecture [n° 533 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4382, 4383).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires) (p. 4866, 4869). - **Article 7** (art. 48 de la Constitution - Inscription par priorité à l'ordre du jour des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques) (p. 4880, 4882). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4894).

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 4898, 4900). - **Article 1er** (art. 121 de la loi organique du 19 mars 1999 - Délai de dix-huit mois avant tout renouvellement de la démission de plein droit du Gouvernement) (p. 4906, 4907).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Article 17** (art. 164 C, 197 A, 234 sexdecies [nouveau] et 1729 B du code général des impôts -

Taxe sur les résidences secondaires des non-résidents (p. 5290, 5291). - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 5298). (p. 5303). - **Article 18** (art. 167 bis [nouveau] et 150-0 B bis du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Imposition des plus-values latentes lors du transfert par les contribuables de leur domicile fiscal hors de France, « Exit tax ») (p. 5311, 5312). (p. 5313).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** - *Commission mixte paritaire [n° 716 (2010-2011)]* - (11 juillet 2011) - rapporteur pour le Sénat des commissions mixtes paritaires - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 717 (2010-2011)** (p. 6192, 6194). - **Article 1er bis A** (*Avantages accordés aux conseillers territoriaux*) (p. 6201, 6202). - **Article 1er bis B** (*Participation aux travaux de concertation des politiques de coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane*) (p. 6203).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique** - *Commission mixte paritaire [n° 717 (2010-2011)]* - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 716 (2010-2011)**. - (11 juillet 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er A** (art. L. 2121-33-1, L. 3121-27, L. 4132-28 et L. 5211-8-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Autorisation de la mise à disposition de véhicules au profit des élus et agents des collectivités territoriales*) (p. 6242). - **Article 1er B** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 - *Suppression du reversement de l'écrêtement des indemnités des élus locaux*) (p. 6242). - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 71-30-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de*

Guyane) (p. 6242). - **Article 3** (art. L. 7211-1 à L. 7292-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique*) (p. 6243). - **Article 11 quinquies** (*Avantages accordés aux conseillers territoriaux*) (p. 6243). - **Article 12** (*Organisation des élections des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique et entrée en vigueur de la loi*) (p. 6243).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française** - *Commission mixte paritaire [n° 719 (2010-2011)]* - (11 juillet 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6243, 6244). - Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 12 bis A** (art. 170-1 de la loi organique n° 2004-192 - *Mention de l'approbation préalable des conventions*) (p. 6252). - **Article 16** (art. 180-1 [nouveau] de la loi organique n° 2004-192 - *Régime contentieux des lois du pays relatives aux impôts et taxes*) (p. 6252).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie (p. 8496, 8497).

COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Président du Groupe du Rassemblement Démocratique et Social européen jusqu'au 3 octobre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective ; puis membre le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement ; puis membre titulaire le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique le 20 décembre 2011.

Proposition de loi relative à l'organisation judiciaire de la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 756 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Aide publique au développement [n° 107 tome 3 annexe 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'édition des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 72, 74).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 428, 429).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 687).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 260 (2010-2011)]** - (2 février 2011) - **Article 1er bis** (*art. 11 de la loi « informatique et libertés » - Compétence du secrétaire général de la CNIL en matière de vérifications portant sur des traitements à caractère personnel*) (p. 762, 763).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 779, 781).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 825, 827). - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 828). - **Article 2** (*art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation*) (p. 838). (p. 842, 843). (p. 844). - **Article 2 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage*) (p. 846). (p. 847).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 25** (*art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter*

le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 1067).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1403).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1476, 1477).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 1507, 1511).

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1524, 1526). - **Article unique** (*Intérêt à agir des parlementaires par la voie du recours pour excès de pouvoir*) (p. 1538, 1539).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (7 avril 2011) - **Article 15** (*art. L. 1244-2, L. 1244-7, L. 2141-5, L. 2141-6 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Information des donneurs et des couples demandeurs sur les conditions de la levée d'anonymat du don de gamètes et de l'accueil d'embryon*) (p. 2578). - **Article 20** (*art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 2603). - **Article 20 bis (Supprimé)** (*art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem*) (p. 2609).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Deuxième lecture [n° 431 (2010-2011)]** - (26 avril 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 320-2 du code de commerce - Définition des ventes aux enchères publiques*) (p. 3062). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3062). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 321-11 du code de commerce - Prix de réserve - Interdiction de la revente à perte*) (p. 3067). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 322-3 à L. 322-10, L. 322-12, L. 322-13, L. 322-15, L. 524-10, L. 524-11, L. 524-14 et L. 663-1 du code de commerce - Coordinations au sein du code de commerce*) (p. 3074). - **Article 45** (*art. L. 131-1, L. 131-2, L. 131-11, L. 131-12 à L. 131-35 [nouveaux] du code de commerce - Statut des courtiers de marchandises assermentés*) (p. 3078). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 - Ressort d'activité des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 3079). (p. 3080).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3161, 3163).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 127 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) (p. 3178, 3179).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3191, 3195). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3205, 3206).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre**

l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3376, 3377). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3394).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 107 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3407, 3409).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse [n° 444 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3440, 3441).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Article 1er (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention)** (p. 3608).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (19 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4149).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 545 (2010-2011)]** - (30 mai 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 4284, 4288). - **Article 30 (nouveau)** (art. L. 333-7 du code du sport - Conditions de diffusion audiovisuelle de brefs extraits de compétitions sportives) (p. 4314). - **Article 31 (nouveau)** (art. 20-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) - **Prévention du dopage à la télévision** (p. 4314, 4315). - **Article 32 (nouveau)** (Validation du contrat de concession du stade de France) (p. 4315, 4316). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4317).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4455, 4457).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4566, 4567).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Article 24 ter B (Clause de révision de la loi de bioéthique)** (p. 4688).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4831).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5069). (p. 5085). (p. 5086). - **Article 2** (art. 777 du code général des impôts - Augmentation des taux applicables aux deux dernières tranches d'imposition pour les transmissions à titre gratuit en ligne directe) (p. 5102).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5561, 5562).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5603, 5604).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 697 (2010-**

2011)] - (4 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5840, 5841).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6004, 6005).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) (p. 6090, 6091).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Article 1er C (supprimé)** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux parcs à thème, ainsi qu'aux parcs zoologiques et botaniques) (p. 6474). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6489). - **Article 3** (Couverture des charges de prestations familiales) (p. 6499).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 7 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6928).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7155).

- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7534, 7535).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8008, 8009).

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8147, 8148). (p. 8167). - **Articles additionnels après l'article 5 decies** (p. 8195, 8196).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8227). - **Article 9** (art. 1586 B et 1384 B du code général des impôts, art. L. 3334-17 et L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale) (p. 8254, 8255). - **Article 12** (art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et art. 7 et 35 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en oeuvre du revenu de solidarité active, RSA) (p. 8273). (p. 8276). - **Article 15** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) (p. 8288).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au

titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8334).

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8701, 8702).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8840, 8841).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9096, 9097).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9140, 9141).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9199, 9200).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 9219). (p. 9221). (p. 9224). (p. 9229).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9393, 9394).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9738, 9739).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) (p. 10205, 10206).

COLLOMB (Gérard)
sénateur (Rhône)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3101). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3102, 3107). - **Article 1er** (*Éligibilité aux subventions publiques, redevances et participations financières des projets d'enceintes sportives réalisés en vue de l'Euro 2016 sous le régime du bail emphytéotique administratif*) (p. 3108). (p. 3112). - **Article 2** (*Aides des collectivités territoriales aux projets de construction ou de rénovation des stades*) (p. 3112). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3116, 3117). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3120).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien** [n° 607 (2009-2010)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3331). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3338, 3339).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8879, 8880). - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8900).

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
SOC, puis SOC-EELVr, puis RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Prévenir effectivement les conflits d'intérêts pour les parlementaires [n° 518 (2010-2011)] (12 mai 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 103). (p. 111).

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 115, 116).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (8 mars 2011) - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1917). (p. 1920). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 et 62 du code de procédure pénale - Audition des témoins) (p. 1936, 1937). (p. 1940).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2156). - **Article 1er A** (art. 79 du code civil - Inscription du nom du partenaire d'un PACS sur l'acte de décès) (p. 2161). - **Article 8** (Généralisation des consultations ouvertes) (p. 2175). - **Article 29 bis** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 2185). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - Suppression de commissions administratives) (p. 2190). - **Article 34** (art. 37 de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habitant le Gouvernement à simplifier le droit, art. L. 35-7 et L. 35-8 du code des postes et des communications électroniques, art. 102 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, art. 7 de la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, art. 10 de la loi n° 2003-495 du 12 juin 2003 renforçant la lutte contre la violence routière, art. 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959, art. 31 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003, art. 44 de la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement, art. 6 de la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice, art. L. 115-4 et L. 264-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 8 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, art. 5 de la loi n° 86-1 du 3 janvier 1986 relative au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail, art. 4 ter [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Suppression de rapports au Parlement devenus obsolètes et abrogation automatique après cinq ans des dispositions législatives prévoyant la remise périodique d'un rapport au Parlement) (p. 2192).

- **Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2246, 2247).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Question préalable** (p. 2745, 2746).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4029).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4497, 4499). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4526). - **Articles additionnels**

avant l'article 1er (p. 4545). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Nombre de conseillers territoriaux) (p. 4556, 4559). - **Article 2 et annexe (Texte non modifié par la commission)** (Tableau de répartition des conseillers territoriaux) (p. 4562). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4567).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Question préalable** (p. 4828, 4830).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution - Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires) (p. 4847, 4850).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5606, 5607). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5614). (p. 5615). - **Article 1er** (art. L. 3142-56 du code du travail - Congé électif pour participer à la campagne électorale) (p. 5615). - **Article 4** (art. L. 2123-2, L. 3123-2 et L. 4135-2 du code général des collectivités territoriales - Information des employeurs) (p. 5616). (p. 5616). (p. 5617). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5617). - **Article 5** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation) (p. 5618). - **Article 8** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du contrat de travail) (p. 5621). (p. 5622). - **Article 9** (art. L. 2123-11-2 du code général des collectivités territoriales - Elargissement du champ des bénéficiaires de l'allocation différentielle de fin de mandat) (p. 5623). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 5624). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5626, 5627). (p. 5627). (p. 5627, 5628). (p. 5628). (p. 5629, 5630). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5630).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6687, 6688).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 6701).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Article 1er** (art. 83 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Modalités d'entrée en vigueur des dispositions modifiant les modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges dans les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7265). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7269). (7270). - **Article 2 (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Règles de fixation du nombre des sièges au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7272, 7273). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7281). (p. 7282, 7283). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7284, 7285).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7424).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7821, 7822).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 85 (2011-2012)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7839, 7840). - **Question préalable** (p. 7849). - **Article 4** (*Mise en place d'une commission ad hoc*) (p. 7851, 7852). - **Article 5** (*Organisation des débats devant la Haute Cour*) (p. 7852).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8895, 8896). (p. 8900, 8901). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8917, 8918). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la

dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8935, 8937). - **Article 57** (art. L. 4332-5, L. 4332-6, L. 4332-7, L. 4332-8 et L. 4434-9 du code général des collectivités territoriales - Modalités de répartition de la dotation de péréquation des régions) (p. 8940). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8944, 8953).

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9019, 9020).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9549, 9550). - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 9565, 9566).

- **Projet de loi de finances pour 2012 - Nouvelle lecture [n° 203 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 10124, 10125).

CONWAY MOURET (Hélène)
sénatrice (Français établis hors de France (Série I))
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Action extérieure de l'État : Français de l'étranger [n° 108 tome 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - rapporteure pour avis (p. 8806, 8807). (p. 8822).

CORNANO (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-EELVr-A

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8510, 8511).

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre titulaire du Conseil stratégique du commerce de proximité.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 250 (2010-2011)] en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive relative aux droits des consommateurs [n° 292 (2010-2011)] (9 février 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Économie [n° 111 tome 3 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-**

2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1488, 1489).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2311, 2312). - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2322, 2323). (p. 2339, 2340). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 2357). - **Article 3** (*Contrôle du préfet sur les documents d'aménagement commercial*) (p. 2358). - **Article 5** (*Les commissions régionales d'aménagement commercial*) (p. 2365, 2367). - **Article 2 (précédemment réservé)** (*Consultation de la commission régionale d'aménagement commercial lors de l'élaboration d'un document d'aménagement commercial*) (p. 2367). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2369, 2370). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2373). - **Article 8** (*Abrogation du dispositif des autorisations d'exploitation commerciale et création de l'Observatoire national de l'équipement commercial et des observatoires régionaux de l'équipement commercial*) (p. 2376).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4809, 4810).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5132).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8677, 8678). - **Article n° 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8695).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*) (p. 10065). (p. 10067). (p. 10068).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10138, 10139). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement*

collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10165). (p. 10166, 10167). (p. 10168). (p. 10168, 10169). (p. 10174). (p. 10175). (p. 10176). (p. 10177). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10186). (p. 10189).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers*) (p. 10219, 10220). (p. 10220, 10221). (p. 10222, 10223). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 10229). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. L. 442-12 du code de la construction et de l'habitation - *Prise en compte des enfants majeurs pour l'attribution des logements sociaux et le calcul du supplément de loyer de solidarité*) (p. 10230). - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - *Contrats de service de communications électroniques*) (p. 10232, 10233). (p. 10235). (p. 10236, 10237). (p. 10239). (p. 10243). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10249, 10250). - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 337-6 et L. 445-3 du code de l'énergie - *Tarifification progressive de l'électricité*) (p. 10264). (p. 10267). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A** (p. 10277).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10304). (p. 10307). - **Article 7** (art. L. 115-1-1 et L. 115-2-1 [nouveaux], L. 115-4 et L. 115-16 du code de la consommation, L. 712-4, L. 721-1 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle et L. 310-4 du code de commerce - *Extension de la protection des indications géographiques aux produits non alimentaires*) (p. 10309). - **Article 7 bis** (art. L. 113-7 [nouveau] du code de la consommation - *Information sur le lieu de fabrication des plats vendus dans les restaurants*) (p. 10313). - **Article 8** (art. L. 34-5 du code des postes et communications électroniques, L. 121-18, L. 121-19, L. 121-20-1 à L. 121-20-3, L. 121-26, L. 141-1 et L. 121-97 [nouveau] du code de la consommation - *Encadrement des ventes en ligne et du transport de marchandises*) (p. 10319). - **Article 8 ter** (art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif*) (p. 10324, 10325). (p. 10328). (p. 10330). - **Article 9** (art. L. 113-3 et L. 121-1 du code de la consommation et L. 311-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Renforcement de l'information du consommateur*) (p. 10334). - **Article 10** (art. L. 111-4 [nouveau], L. 113-3-1 [nouveau], L. 113-6, L. 121-15, L. 121-15-3, L. 132-2, L. 132-3 [nouveau], et L. 141-1, L. 421-2, L. 421-6 et L. 115-26-1 du code de la consommation - *Renforcement des pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF*) (p. 10339). (p. 10341). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10345). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10366). - **Article 10 quater** (art. L. 141-3 du code de la consommation - *Transmission au tribunal de commerce de certaines informations par la DGCCRF*) (p. 10370). - **Article 12 (nouveau)** (art. L. 411-2, chapitre II du livre IV [nouveaux] du code de la consommation et article L. 211-15 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - *Création d'une action de groupe fondée sur l'adhésion volontaire*) (p. 10374, 10375). (p. 10375, 10376). (p. 10378). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10382, 10383). (p. 10384).

COUDERC (Raymond)
sénateur (Hérault)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Immigration, asile et intégration : immigration et asile [n° 108 tome 9 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1436).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1459, 1460).

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) (p. 4228, 4229).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) (p. 8473, 8474).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8847, 8848).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour l'immigration et l'asile (p. 9116, 9117).

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis vice-président le 14 décembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de l'OPECSST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La pollution de la Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030 [n° 652 (2010-2011)] (21 juin 2011) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé [n° 70 (2011-2012)] (31 octobre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Ecologie, développement et aménagement durables (MEDAD) [n° 111 tome 2 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Subvention des opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement au fonds de solidarité pour le logement*)

(p. 473). (p. 477). (p. 478). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 481).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Article 4 (Définition du caractère transférable des monuments historiques)** (p. 505). - **Article 10 (Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement)** (p. 511, 512).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Article 5 (Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit)** (p. 694). - **Article 12 (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants)** (p. 716). - **Article 15 (Pouvoirs d'enquête)** (p. 720). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mise en demeure*) (p. 722). - **Article 18 (Pouvoirs de vérification sur place)** (p. 725).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 20 (Appréciation du Défenseur des droits sur le traitement des réclamations)** (p. 740). (p. 741). - **Article 21 (Pouvoirs de recommandation et d'injonction)** (p. 743).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Article 19 (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs)** (p. 963, 964). (p. 964, 965). - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 988, 990).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 25 (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne)** (p. 1068, 1069). (p. 1069, 1070). - **Article 30 (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours)** (p. 1083). (p. 1084). (p. 1087). - **Article 34 (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire)** (p. 1108, 1109). (p. 1112). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1120). - **Article 39 (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD)** (p. 1136).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 58 (art. L. 8252-2 du code du travail - Présomption de la durée de la relation de travail et droits du salarié étranger employé sans titre de travail)** (p. 1175). (p. 1176). (p. 1177).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1448, 1451). - **Article unique (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994)** (p. 1466). (p. 1466).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1478, 1479).

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2126).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial** [n° 181 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Article 1er (Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale)** (p. 2329).

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2731, 2732).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-10 du CESEDA - *Création d'un titre de séjour*)

portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 2770, 2771).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 2806, 2807). (p. 2809). (p. 2811). (p. 2812).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 455 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3242, 3244). - **Article 1er** (Art. L. 562-1 et L. 562-8 du code de l'environnement - Prise en compte de la submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles) (p. 3256). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3257, 3258). - **Article 3** (Art. L. 566-3, L. 566-5 et L. 566-7 - Dispositions relatives au plan de gestion des risques d'inondation) (p. 3258). (p. 3259). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3260). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3263). (p. 3264). - **Article 6** (Art. L. 121-2 du code de l'urbanisme - Transmission par le préfet des informations sur les risques naturels) (p. 3264). - **Article 8** (Art. L. 211-5 [nouveau] du code de l'environnement - Rapport du Gouvernement sur la qualité des ouvrages de protection contre les inondations et contre la mer) (p. 3270). - **Article 10** (Art. 1585 E du code général des impôts - Majoration de la taxe locale d'équipement) (p. 3270). (p. 3271). - **Article 11 (Supprimé)** (Art. L. 1424-7 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte par le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du risque de submersion marine) (p. 3272). - **Article 12** (Art. 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile - Renforcement du plan communal de sauvegarde) (p. 3274). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 2335-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compensation aux communes de la diminution des bases d'imposition à la suite d'une catastrophe naturelle) (p. 3276). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 561-3 du code de l'environnement - Augmentation de 12 à 14 % du plafond du prélèvement sur le produit des primes et assurances au profit du « fonds Barnier ») (p. 3277). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3279). - **Article 21** (Art. L. 142-1, L. 142-3, L. 143-2 et L. 211-1 du code de l'urbanisme - Utilisation du droit de préemption pour réduire l'exposition des populations aux risques naturels) (p. 3280). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3280, 3281).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (11 mai 2011) - **Article 3** (Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 3667, 3671).

- **Débat sur le bilan du dispositif d'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires** - (26 mai 2011) (p. 4262, 4264).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4470, 4471). - **Article 1er** (Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique) (p. 4472, 4479).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 4955, 4956). (p. 4958, 4959). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3212-1 à L. 3212-11 du

code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 4968).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Article 21** (art. L. 121-9, L. 121-13 et L. 134-11 du code de l'énergie - Modification des règles régissant la contribution au service public de l'électricité) (p. 5331, 5332). (p. 5332). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5332, 5333). (p. 5333).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6009, 6011). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. premier, 7 et intitulé du titre II de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Définition et cadre d'exercice de l'engagement de sapeur-pompier volontaire) (p. 6015). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile - Mise en oeuvre de la responsabilité pénale des acteurs de la sécurité civile pour des délits non intentionnels) (p. 6018). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 19-1 [nouveau] de la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 - Possibilité de minoration de la contribution des communes et des EPCI au financement des SDIS) (p. 6026). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6029, 6030).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6600, 6601).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Article 1er** (art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration) (p. 6785, 6786). (p. 6790). (p. 6791).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7271). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7285, 7286).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7331).

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2011) (p. 7494).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux) (p. 7501). - **Article 15** (art. 1010 et 1010 A du code général des impôts - Révision du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 7518). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7519). - **Article 16** (art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Hausse de la fiscalité sur les alcools) (p. 7524).

- **Rappel au règlement** - (25 novembre 2011) (p. 8536).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8544, 8545). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8569, 8570). (p. 8571).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) - **Article n° 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8733).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9334). (p. 9335). - **Articles additionnels après l'article 47 octies** (p. 9356). - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9379). (p. 9380).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 7** (*art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ*) (p. 9776, 9777). (p. 9784).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 1er** (*art. L. 340-1 à L. 340-7 [nouveaux] du code de commerce - Dispositions relatives aux réseaux de distribution*) (p. 10150, 10151). - **Article 2** (*art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile*) (p. 10160). (p. 10176).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10250). - **Article 4** (*art. L. 121-87, L. 121-88, L. 121-91 et L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - Contrats de fourniture d'électricité ou de gaz naturel*) (p. 10254, 10255). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10258, 10259). - **Article 4 ter (nouveau)** (*art. L. 337-6 et L. 445-3 du code de l'énergie - Tarification progressive de l'électricité*) (p. 10263). (p. 10266, 10267). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10268).

COURTIAL (Édouard)
*secrétaire d'État auprès du ministre
d'État, ministre des affaires étrangères et
européennes, chargé des Français de
l'étranger
(à partir du 28 septembre 2011)*

Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 186 (2011-2012)] - (15 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9933, 9934). (p. 9941).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le**

COURTOIS (Jean-Patrick)
*sénateur (Saône-et-Loire)
UMP*

Vice-président du Sénat à compter du 5 octobre 2011 ; a présidé les séances des 12 octobre, 2, 17, 23, 30 novembre, 5, 13, 15 et 21 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES).

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 195 (2010-2011)] d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 214 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Justice - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 261 (2010-2011)] (26 janvier 2011) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 500 (2010-2011)] fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 551 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 689 (2010-2011)] fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 696 (2010-2011)] (30 juin 2011) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Administration territoriale [n° 112 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 189, 190). - **Question préalable** (p. 209). - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité*

intérieure) (p. 228, 231). - **Article 2** (art. 226-4-1 [nouveau] du code pénal - *Création d'un délit d'usurpation d'identité*) (p. 232, 233). - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - *Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques*) (p. 234, 237). - **Article 5** (art. 16-11 du code civil - *Possibilité de procéder à l'identification par ses empreintes génétiques d'une personne décédée lorsque son identité demeure inconnue*) (p. 237).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Fonds de soutien à la police scientifique et technique*) (p. 247, 248). - **Article 12 A** (art. 104 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - *Recueil de la photographie pour les documents d'identité*) (p. 249, 250). - **Intitulé de la Section 4 (Vidéoprotection)** (p. 251). - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 254, 265). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 267, 268). - **Article 17 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles*) (p. 269, 270). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - *Expérimentation des scanners corporels*) (p. 271, 272). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1332-2-1 [nouveau] du code de la défense - *Autorisation d'accès aux installations d'importance vitale*) (p. 273). - **Article 20 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 et suivants de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Conseil national des activités privées de sécurité*) (p. 277, 282). (p. 279). (p. 282). - **Article 23 bis** (art. 132-19-2 [nouveau], 132-24, 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 723-1, 723-7, 723-15 et 723-19 du code de procédure pénale ; art. 20-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Peines minimales applicables aux auteurs de violences volontaires aggravées*) (p. 284, 286). - **Article 23 ter** (art. 221-3 et 221-4 du code pénal - *Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 288, 289). - **Article 23 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 723-29 du code de procédure pénale ; art. 131-36-10 du code pénal - *Extension du champ d'application de la surveillance judiciaire aux personnes condamnées à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure ou égale à cinq ans en état de nouvelle récidive*) (p. 292). - **Article 23 sexies** (art. 5 et 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Poursuite de mineurs devant le tribunal pour enfants par la voie d'une convocation par officier de police judiciaire*) (p. 294). - **Article 24 bis** (*Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans*) (p. 296). - **Article 24 ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - *Modification du régime du contrat de responsabilité parentale*) (p. 299). - **Article 24 quinquies AA (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 du code de procédure pénale - *Report du point de départ de la prescription pour certaines infractions commises à l'encontre d'une personne vulnérable*) (p. 300). - **Article 24 octies A** (art. L. 443-2-1 [nouveau] du code de commerce - *Encadrement des pratiques de revente de billets sur Internet*) (p. 300, 301). - **Article 24 decies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - *Occupation abusive des halls d'immeubles*) (p. 302). - **Article 24 duodécies (Supprimé)** (art. L. 2241-2 du code des transports - *Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 303). - **Article 24 terdecies** (art. L. 2241-6 du code des transports - *Exclusion des espaces affectés au transport public*) (p. 306). - **Article 24 quaterdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16-1 [nouveau] du code du sport - *Couvre-feu des supporters*) (p. 307). - **Article 24 quindecies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-16-2 [nouveau] du code du sport - *Couvre-feu des supporters*) (p. 307). - **Article 24 sexdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-15, L. 332-16 et L. 332-19 du code du sport - *Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux*

clubs et aux fédérations sportives) (p. 308). - **Article 24 septedecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-15, L. 332-16 et L. 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives) (p. 308). - **Article additionnel avant l'article 28 bis** (p. 309). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-6 du code de la route - Délai de récupération des points du permis de conduire) (p. 310).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-5 du code de la route - Enquêtes administrative/cession de données personnelles par l'Etat) (p. 322). - **Article 32 ter A** (art. 226-4 du code pénal - Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation) (p. 324, 326). - **Intitulé du chapitre VII bis (Dispositions relatives aux polices municipales)** (p. 326). - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale ; art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Qualité d'agent de police judiciaire des directeurs de police municipale) (p. 327). - **Article 32 quinquies** (art. L. 234-9 du code de la route - Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un OPJ) (p. 328). - **Article 32 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Fouille des bagages à l'occasion des manifestations sportives, récréatives ou culturelles) (p. 328). - **Article 33** (art. L. 1311-2 et L. 1311-4-1 du code général des collectivités territoriales - Prolongation de dispositifs de gestion immobilière en partenariat pour les besoins de la police et de la gendarmerie) (p. 329). - **Article 37 quinquies AA** (art. 20 du code de procédure pénale - Attribution de la qualité d'APJ aux policiers stagiaires de la police nationale) (p. 330). - **Article 37 quinquies B** (art. L. 561-3 [nouveau] et L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement sous surveillance électronique mobile des étrangers frappés d'une mesure d'interdiction judiciaire ou d'expulsion en raison d'activités à caractère terroriste) (p. 331, 332). - **Article 37 quinquies C** (art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction à l'encontre des étrangers assignés à résidence en cas de manquement à leurs obligations) (p. 333). - **Article 37 nonies** (Dévolution du patrimoine et des actifs de la mutuelle de l'Union des anciens combattants de la police et des professionnels de la sécurité intérieure) (p. 334). - **Article 37 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-75-2 du code de procédure pénale - Possibilité, en matière de criminalité organisée, de renvoyer le jugement en appel des affaires criminelles devant la même cour d'assises autrement composée - Peine complémentaire d'interdiction de territoire en matière criminelle) (p. 334). - **Article 39 bis B (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations de certaines dispositions pour leur application à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 336). - **Article 39 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 et 41-1 nouveau de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000, art. 41 et 43-1 nouveau de l'ordonnance du 26 avril 2000, art. 39 et 41-1 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000, art. 41 et 43-1 nouveau de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 - Coordinations outre-mer) (p. 338). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations de certaines dispositions pour leur application à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie - Prolongation des autorisations de vidéoprotection) (p. 339). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 339).

- **Commission mixte paritaire [n° 262 (2010-2011)]** - (8 février 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 990, 992). - **Article 17 bis (THEME A TROUVER)** (p. 1034). - **Article 24 bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 1034).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1711).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**.

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (8 mars 2011) - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1908). - **Article 7 bis** (art. 63-4-5 [nouveau] et art. 64-1 de la loi du 10 juillet 1991 - Droit de la victime à être assistée par un avocat en cas de confrontation avec la personne gardée à vue) (p. 1922).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Commission mixte paritaire [n° 492 (2010-2011)]** - (11 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3685, 3687).

- **Projet de loi fixant le nombre de conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4496, 4497). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4525). - **Question préalable** (p. 4528). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4534). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4542, 4554). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Nombre de conseillers territoriaux) (p. 4557, 4559). - **Article 2 et annexe (Texte non modifié par la commission)** (Tableau de répartition des conseillers territoriaux) (p. 4563, 4564).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7924, 7927).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 8932, 8933).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (1er décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour l'administration territoriale (p. 9032, 9033).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9336, 9337). (p. 9337).

CROS (Roselle)
sénateur (Yvelines)
UC

Devenue sénateur le 23 janvier 2011 (en remplacement de M. Nicolas About, devenu membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel).

Non réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales du 26 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 17 février 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-3 et L. 5212-1 du code de la santé publique - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux*) (p. 1256).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1567, 1569). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - *Contrat santé solidarité*) (p. 1587).

- **Suite de la discussion** (9 mars 2011) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation, pour les médecins, de déclarer leurs absences programmées*) (p. 2001).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2436, 2437).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - *Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 2607).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 2664). - **Articles additionnels après l'article 24 ter A** (p. 2673). (p. 2674). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2689).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (28 avril 2011) (p. 3176, 3177).

- **Débat sur le bilan du dispositif d'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires** - (26 mai 2011) - au nom du groupe de l'Union centriste (p. 4259, 4262).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité** [n° 492 (2009-2010)] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4433, 4434). - **Article 1er** (art. L. 1225-17 du code du travail - *Durée du congé de maternité*) (p. 4440, 4441). - **Article 8 (Gage)** (p. 4448).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4710).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRC

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Culture : création, cinéma, spectacle vivant, arts visuels [n° 110 tome 2 fasc. 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture** [n° 740 (2010-2011)] - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7201, 7202). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 7215). (p. 7216). (p. 7217). - **Article 4** (*Définition du caractère transférable des monuments historiques*) (p. 7221). - **Article 5** (*Conditions de transfert aux collectivités*) (p. 7224). - **Article 10** (*Conditions de vente d'un monument transféré gratuitement*) (p. 7229, 7230). - **Article 13**

(*Décret d'application*) (p. 7230). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7231).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) (p. 8456, 8458). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8481, 8482). (p. 8483). (p. 8484). (p. 8485, 8486). (p. 8488). (p. 8488). (p. 8489). (p. 8490).

Culture

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour les arts visuels (p. 8612, 8613). (p. 8616, 8617). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8625).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avancées à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) (p. 8632, 8633). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8645).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle** [n° 54 (2011-2012)] - (9 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9630, 9631). - **Article 1er** (*nouveaux art. L. 134-1 à L. 134-7 du code de propriété intellectuelle - Définition et modalités d'exploitation des oeuvres indisponibles*) (p. 9639). (p. 9639). (p. 9639). (p. 9642). (p. 9642). (p. 9643). (p. 9647). (p. 9650). (p. 9650). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9652).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée** [n° 193 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10024, 10025).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (20 décembre 2011) - **Article 2** (*art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile*) (p. 10163). (p. 10169).

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis membre le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP-R, puis UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis vice-président le 6 juillet 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à favoriser l'insertion professionnelle à l'occasion de la réalisation du réseau du Grand Paris [n° 479 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Travail.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 562 (2010-2011)] (26 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Délégations des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales dans le domaine du logement : un bilan en demi-teinte [n° 570 (2010-2011)] (1er juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'hébergement des demandeurs d'asile entre approximations statistiques et dérapages budgétaires [n° 584 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Péréquation financière entre les collectivités territoriales : les choix de la commission des finances du Sénat [n° 731 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique : une réforme payée à son juste prix ? [n° 60 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines [n° 107 tome 3 annexe 14 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 830).

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Article unique (Intérêt à agir des parlementaires par la voie du recours pour excès de pouvoir)** (p. 1540).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (19 mai 2011) - **Article 22 (art. 10-3 [nouveau] et 11 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de placer un mineur sous assignation à résidence avec surveillance électronique)** (p. 4139).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Article 1er (Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique)** (p. 4714, 4715).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7902).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Article unique (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial)** (p. 7959). (p. 7970).

- **Rappel au règlement** - (17 novembre 2011) (p. 7991).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011)) (p. 8046). - **Rappel au règlement (dans une discussion de texte de loi)** (p. 8057, 8058). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8069). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8096). (p. 8112, 8113).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8130).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8228, 8229).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Seconde délibération - Article 6 (supprimé)** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8373, 8374).

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8841, 8843). - **Article 64** (art. 44 octies A, 1383 C bis, 1466 A du code général des impôts, art. 12, 12-1 et 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et amélioration du dispositif d'exonérations fiscales et sociales accordées aux employeurs situés en zone franche urbaine, ZFU) (p. 8858). (p. 8861).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8880, 8881). - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8901, 8902). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 8928). (p. 8932). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8946, 8947).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9079, 9080). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9089, 9090). (p. 9090).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 9216, 9217).

(p. 9217). (p. 9217). (p. 9227). (p. 9229). (p. 9233). (p. 9235). (p. 9235). (p. 9235, 9236). (p. 9242). (p. 9242). (p. 9244). (p. 9247). - **Article 59** (art. L. 2531-13 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) à la réforme de la fiscalité locale) (p. 9249). (p. 9250). (p. 9252). (p. 9253). (p. 9254).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9307). (p. 9308).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9548).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Article 15** (Mesures de développement de l'offre de logement) (p. 9895). (p. 9900). - **Article 16** (art. 1411, 1477, 1478, 1586 sexies, 1586 octies, 1600, 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1638-0 bis, 1639 A bis, 1647 D et 1770 decies du code général des impôts, art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 53 de la loi n° 2009-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 21 de la loi n° 91-1322 de finances pour 1992 - Ajustements consécutifs à la suppression de la taxe professionnelle) (p. 9915). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9957). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 9959). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9979). (p. 9980). - **Articles additionnels après l'article 21 (suite)** (p. 9982). (p. 9983). (p. 9983, 9984). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10002, 10003).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10184, 10185). (p. 10185).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10206, 10207).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10215). (p. 10218). - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers) (p. 10224). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 10229). - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10243).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 9** (art. L. 113-3 et L. 121-1 du code de la consommation et L. 311-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Renforcement de l'information du consommateur) (p. 10333). (p. 10334).

DANGLLOT (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC-SPG

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi le 2 février 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3011, 3012).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France** [n° 397 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 3415, 3418).

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC-EELVr-R

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Politique des territoires [n° 111 tome 5 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6604, 6605).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse [n° 16 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6734, 6736).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7878, 7879).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8564, 8565). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8571). - **Article 34 et état D (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)** (p. 8573). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 8579). - **Article 51 sexies (nouveau)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - *Dixième programmation des agences de l'eau (dépenses)*) (p. 8583). (p. 8585).

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8660, 8661).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1, L. 122-5 et L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - *Exclusion des copies de source illicite de l'assiette de la rémunération pour copie privée et du champ de la copie privée*) (p. 10029, 10030).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*) (p. 10065).

DARNICHE (Philippe)
sénateur (Vendée)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 436, 437).

- **Questions cribles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 977).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Article 20** (*art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 4647).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (*art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4671). (p. 4684).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5098).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6957, 6958).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9425).

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
UMP

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Gestion des moyens des politiques du travail et de l'emploi [n° 107 tome 3 vol. 2 annexe 30 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie le 15 décembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2128).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5883, 5884). - **Article 1er** (*Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente*) (p. 5906). (p. 5908). (p. 5908).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) (p. 6099).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7374, 7375).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7412, 7413). (p. 7413).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8015).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances, pour la gestion des moyens des politiques du travail et de l'emploi (p. 8587, 8588).

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Président de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : S'interdire de financer la protection sociale à crédit [n° 69 (2011-2012)] (27 octobre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] - Équilibres financiers généraux [n° 74 tome 1 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] - Assurance maladie [n° 74 tome 2 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] - Examen des articles [n° 74 tome 7 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] - Tableau comparatif [n° 74 tome 8 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 102 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 124 (2011-2012)] pour 2012 [n° 128 (2011-2012)] (23 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er (Droit à une mort rapide et sans douleur)** (p. 433, 434).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1388, 1390).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1434).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1572, 1573).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3036).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4198, 4199).

- **Questions cibles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4515, 4516).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** [n° 499 (2010-2011)] - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4818, 4820).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4846). - **Article 6** (art. 47-1 de la Constitution) - *Subordination de l'adoption des lois de financement de la sécurité sociale à l'existence d'une loi-cadre d'équilibre des finances publiques applicable à l'exercice considéré* (p. 4879).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap** - *Deuxième lecture* [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5489, 5490). - **Article 5** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 146-4 et L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens*) (p. 5495). - **Article 14 ter A** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation - *Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière*) (p. 5509). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5510).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial** [n° 541 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5649, 5650).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** - *Deuxième lecture* [n° 668 (2010-2011)] - (1er juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5703, 5704). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5783).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** [n° 653 (2010-2011)] - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5854, 5885). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5894). - **Article 1er** (*Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente*) (p. 5905, 5906). (p. 5910, 5911). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5929). (p. 5931). (p. 5932). - **Article 4** (*Rectification du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale*) (p. 5936). - **Article 6** (*Rectification du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale*) (p. 5937). - **Article 8 et annexe A** (*Rectification du rapport fixant le cadrage pluriannuel*) (p. 5941). - **Article 10** (*Rectification des objectifs de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès*) (p. 5942). - **Article 12** (*Rectification des objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles*) (p. 5943, 5944). - **Article 14** (*Rectification des objectifs de dépenses de la branche vieillesse*) (p. 5945). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5945, 5946).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** - *Commission mixte paritaire* [n° 753 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6363). - **Article 3 ter** (*Contrats d'exercice libéral dans les établissements privés à but non lucratif*) (p. 6379). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6380, 6381).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** - *Commission mixte paritaire* [n° 742 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6395).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6488). (p. 6488, 6489). (p. 6490). - **Article 3** (*Couverture des charges de prestations familiales*) (p. 6494, 6495). (p. 6498).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) - rapporteur général de la commission des affaires sociales (p. 7149, 7150).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Demande d'une suspension de séance** (p. 7341). - **Discussion générale** (p. 7350, 7353).

Première partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2010*) (p. 7402). - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A présentant la situation patrimoniale de la sécurité sociale et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2010*) (p. 7406, 7407).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 3** (art. L. 134-3, L. 134-5 et L. 134-5-1 du code de la sécurité sociale - *Plafonnement des compensations bilatérales maladie*) (p. 7409). - **Article 4** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2011*) (p. 7411). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7413). - **Article 6** (art. 85 de la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 - *Déchéance des crédits inutilisés du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés*) (p. 7415). - **Article 7** (art. 85 de la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 - *Augmentation de la contribution de l'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2011*) (p. 7415). - **Article 8** (*Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche*) (p. 7417, 7418). - **Article 9** (*Montant et ventilation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011*) (p. 7420).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7423, 7436). - **Article 10** (*Augmentation du forfait social*) (p. 7438, 7441). (p. 7442). (p. 7442). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7443, 7455). (p. 7445). - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - *Exonération de cotisations sociales sur les aides à domicile à destination des familles fragiles*) (p. 7458). - **Article 10 ter (nouveau)** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - *Abaissement du plafond d'exonération applicable aux indemnités de rupture*) (p. 7458). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 7459). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 242-1-4 du code de la sécurité sociale - *Aménagement de la contribution sur les rémunérations versées à des tiers*) (p. 7460, 7461). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7461, 7470).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - *Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux*) (p. 7497, 7500). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7503). (p. 7504). (p. 7505, 7506). - **Article 12** (art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles d'abattement pour frais professionnels au titre de la cotisation sociale généralisée et de la contribution au remboursement de la dette sociale*) (p. 7508). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 7509, 7510). - **Article 13 (supprimé)** (art. L. 136-2, L. 136-5 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - *Assujettissement à la cotisation sociale généralisée du complément du libre choix d'activité et du libre choix d'activité optionnel*) (p. 7511). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 131-9 et L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. 14 et 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - *Clarification de règles*

applicables aux contributions sociales) (p. 7513). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 7514, 7515). - **Article 15** (art. 1010 et 1010 A du code général des impôts - Révision du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 7517). - (p. 7517). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7519). - **Article 16** (art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Hausse de la fiscalité sur les alcools) (p. 7524). - **Article 17** (Fixation du taux K de la clause de sauvegarde à 0,5 % pour 2012) (p. 7539). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. L. 245-2 du code de la sécurité sociale - Assiette de la contribution sur les dépenses promotionnelles des entreprises pharmaceutiques) (p. 7539, 7540). - (p. 7540). - **Article 18** (art. L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Fixation du taux de la contribution sur le chiffre d'affaires et financement de la formation continue des médecins) (p. 7541). - **Article 19** (art. L. 5121-15, L. 5121-16, L. 5121-17, L. 5121-18, L. 5121-19, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5123-2, L. 5138-5, L. 5211-5-2, et L. 5221-7, L. 5321-2, L. 5321-3 (nouveau), L. 5421-6-3 (nouveau), L. 5422-2, L. 6221-11 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5, L. 162-17, L. 162-17-5, L. 241-2, art. 1600-0 N, 1600-0 O, 1600-0 P, 1600-0 Q, 1635 bis AE (nouveaux) et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D (nouveau) du livre des procédures fiscales - Financement de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) (p. 7545). - (p. 7546). - (p. 7548). - **Article 23 et annexe C** (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 7553). - **Article 28 et annexe B** (Approbation du rapport fixant le cadrage quadriannuel (annexe B)) (p. 7566). - **Article 29** (Simplification des règles applicables aux cotisations des travailleurs indépendants) (p. 7569). - **Article 30 bis (nouveau)** (art. L. 133-8-3, L. 133-8-4 et L. 241-17 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1272-5 du code du travail - Simplification du paiement des cotisations sociales pour l'emploi d'aides à domicile par certains bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie ou de la prestation de compensation du handicap) (p. 7570). - **Article 31** (art. L. 139-3 à L. 139-5 et L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la politique d'emprunt et de placement des organismes de sécurité sociale) (p. 7571, 7572). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 7572). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 132-2-2 du code des juridictions financières - Possibilité pour les membres de la Cour des comptes d'examiner des opérations effectuées par des régimes et organismes certifiés par un commissaire aux comptes) (p. 7573). - **Article 32** (Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt) (p. 7574). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 7574, 7575). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7575, 7576). (p. 7579).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7593, 7600). - **Article 33** (art. L. 161-37, L. 161-37-1 (nouveau), L. 161-41, L. 161-45, L. 162-16-4, L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-4, L. 165-2 et L. 165-3 du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'analyse médico-économique dans les travaux de la Haute Autorité de santé et introduction d'une évaluation médico-économique pour les produits de santé) (p. 7602, 7604). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7605, 7608). - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 162-16-4 du code de la sécurité sociale - Fixation du prix des médicaments par le comité économique des produits de santé) (p. 7612). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 7612, 7613). - **Article 34** (art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 - Prolongation des expérimentations des nouveaux modes de rémunération en faveur des maisons, pôles et centres de santé) (p. 7614). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7616, 7620). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 2132-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 7623). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Autorisation d'exercice pour les médecins étrangers non ressortissants communautaires) (p. 7638, 7639). - **Article 34 quater**

(nouveau) (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Inscription au répertoire des spécialités génériques des spécialités dont le principe actif est d'origine végétale ou minérale) (p. 7641, 7642). - **Articles additionnels après l'article 34 quater** (p. 7642, 7643). - **Article 34 quinquies (nouveau)** (art. L. 111-11 du code de la sécurité sociale - Evaluation de la rémunération sur objectifs de santé publique) (p. 7644). - **Article 34 sexies (nouveau)** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Consultation des fédérations régionales hospitalières en matière d'accord préalable pour les soins de suite et de réadaptation) (p. 7644). (p. 7644). - **Article 34 nonies (nouveau)** (art. L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Création d'un secteur optionnel par la convention ou élargissement de l'option de coordination par arrêté gouvernemental) (p. 7646). - **Article 35** (art. L. 6114-3 du code de la santé publique - Imposition d'indicateurs de performance pour les établissements de santé et sanctions en cas de non-respect des objectifs) (p. 7648, 7651).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 37 ter (priorité)** (p. 7685). - **Article 58 bis (nouveau) (priorité)** (art. L. 551-1 du code de la sécurité sociale - Report de la revalorisation des prestations familiales au 1er avril de chaque année) (p. 7700). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7704, 7716). - **Article 35 bis (nouveau)** (art. L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. 8 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 - Rétablissement des ristournes en matière de biologie médicale) (p. 7717). - **Article 35 quater (nouveau)** (art. L. 162-22-7-2 du code de la sécurité sociale - Maîtrise des dépenses de la liste en sus) (p. 7718, 7719). - **Article 35 quinquies (nouveau)** (art. L. 162-22-10, L. 162-22-13 et L. 162-22-19 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 ; art. 1er de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Regroupement en un rapport unique de plusieurs rapports relatifs aux établissements de santé) (p. 7720). (p. 7720). - **Article additionnel après l'article 35 quinquies** (p. 7721). - **Article 35 sexies (nouveau)** (art. L. 162-25 du code de la sécurité sociale - Prescription de la facturation des établissements de santé) (p. 7722, 7723). - **Article additionnel après l'article 35 septies** (p. 7724). - **Article 36** (art. L. 1435-8 à L. 1435-11 (nouveaux), art. L. 1432-6, L. 1433-1, L. 1434-6, L. 1435-4 et L. 6323-5 du code de la santé publique ; art. L. 221-1-1 et L. 162-45 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - Création d'un fonds d'intervention régional) (p. 7726, 7731). - **Article additionnel après l'article 36** (p. 7733). - **Article 36 bis (nouveau)** (Expérimentation pour les transports sanitaires urgents pré-hospitaliers) (p. 7734). - **Article 39** (art. L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale - Modes de rémunération des pharmacies d'officine) (p. 7734, 7736). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 7736, 7737). - **Article 40** (art. L. 162-22-11, L. 174-3 et L. 174-20 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - Création d'une tarification spécifique des séjours hospitaliers applicable à certains étrangers non-assurés sociaux) (p. 7737, 7738). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7740, 7741). - **Article 42** (art. L. 322-8 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Maintien des droits des affiliés du régime minier et de leurs ayants droit) (p. 7743, 7744). - **Article 45** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - Financement de l'agence technique de l'information sur l'hospitalisation par le fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 7745). - **Article 46** (Dotation des régimes obligatoires d'assurance maladie à plusieurs fonds et organismes pour 2012) (p. 7746). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 7748, 7749). - **Article 47** (Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès) (p. 7751). - **Article 48** (Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs) (p. 7752). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7754, 7758). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 114-23, L. 114-24, L. 200-3, L. 224-5 et L. 227-1 du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds de prospective et de performance de la sécurité sociale et suppression des conseils de surveillance institués auprès des caisses nationales) (p. 7782, 7783). - **Article 62 ter (nouveau)** (art. L. 123-2-4 du code de la sécurité sociale - Approbation des rémunérations des dirigeants des

caisses nationales de sécurité sociale) (p. 7784, 7786). - **Article additionnel après l'article 62 quater** (p. 7787). - **Article additionnel avant l'article 63** (p. 7788). - **Article 63** (art. L. 114-17, L. 133-4, L. 162-1-14, L. 162-1-14-2, L. 355-3, L. 723-13 et L. 815-11 du code de la sécurité sociale, L. 262-52 du code de l'action sociale et des familles - Harmonisation des dispositions relatives aux pénalités et sanctions financières prononcées par les organismes de sécurité sociale) (p. 7789, 7794). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 7795, 7796). - **Article 63 quater (nouveau)** (art. L. 114-12-1 du code de la sécurité sociale - Elargissement du périmètre des données contenues dans le répertoire national commun de la protection sociale) (p. 7796). - **Article 63 quinquiés (nouveau)** (art. L. 114-12-3 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Déchéance du droit aux prestations sociales perçues en cas d'obtention frauduleuse d'un numéro de sécurité sociale) (p. 7797). - **Article 64** (art. L. 376-1, L. 376-4, L. 376-5, L. 454-1, L. 454-2 et L. 454-3 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives aux recours contre tiers) (p. 7798). - **Article 67** (art. L. 8221-6 du code du travail - Sanction financière en cas de recours à de faux indépendants) (p. 7799). - **Article additionnel après l'article 67 quater** (p. 7800). -

Article additionnel après l'article 68 (p. 7801). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7801, 7802). (p. 7806).

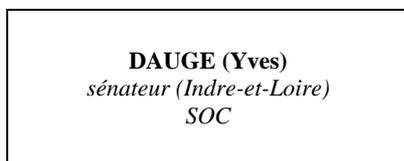
- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8238). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8247, 8248).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 8389, 8392).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 13 quater** (p. 9854, 9855).



DAUGE (Yves)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Archéologie préventive : Pour une gouvernance au service de la recherche [n° 760 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 490, 491). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 497). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 498). - **Article 5** (*Conditions de transfert aux collectivités territoriales*) (p. 506). - **Article 6** (*Procédure de transfert aux collectivités territoriales*) (p. 508). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 515). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 517).

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOC, puis SOC-EELVr

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

Membre titulaire du Conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur le 20 décembre 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Les chantiers du Maroc de demain [n° 654 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 111 tome 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3019, 3020).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Article 24 ter B (Clause de révision de la loi de bioéthique)** (p. 4685, 4686).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse** [n° 16 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6728, 6730). - **Article 1er (art. L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales - Contenu du plan d'aménagement et de développement durable de Corse)** (p. 6738). - **Article 5 (art. L. 4424-13 et L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales - Procédures d'élaboration, de modification et de révision)** (p. 6743).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8967).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales*) (p. 9369).

- Rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9371). (p. 9372). (p. 9374, 9375). (p. 9380).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 6** (*art. 24 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 - Financement de nouveaux radars de sécurité routière*) (p. 9774). - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9810).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Article 15** (*Mesures de développement de l'offre de logement*) (p. 9898).

DAVID (Annie)
sénatrice (Isère)
CRC

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Présidente de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation le 20 décembre 2011.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie le 1er octobre 2011.

Vice-présidente de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Santé et logement : comment accompagner la Martinique et la Guyane ? [n° 764 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 794 (2010-2011)] garantissant le droit au repos dominical [n° 89 (2011-2012)] (9 novembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom du comité chargé de veiller au principe du repos dominical : Comité parlementaire chargé de veiller au respect du principe du repos dominical posé à l'article L. 3132-3 du code du travail [n° 92 (2011-2012)] (9 novembre 2011) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Article 2** (*Contrôle de la réalité de la situation médicale du patient demandant une mort rapide et sans douleur*) (p. 440).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 233 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 572, 574). - **Article 1er** (*art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail*) (p. 586, 587). (p. 587). (p. 591, 593). (p. 595, 596). (p. 597, 600). (p. 603, 604). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4622-11 [nouveau] du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises*) (p. 607). - **Article 5 bis (Nouveau)** (*art. L. 1237-15 ; art. L. 4623-5-1, L. 4623-5-2 et art. L. 4623-5-3 [nouveaux] du code du travail - Garanties accordées aux médecins du travail en cas de rupture du contrat de travail*) (p. 611, 612). - **Article 6** (*art. L. 4625-2 [nouveau] du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 617). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4622-14 [nouveau] du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises*) (p. 620). - **Article 13** (*art. L. 717-2 et L. 717-3-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Services de santé au travail en agriculture*) (p. 624, 625). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 625, 626).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2003, 2005). - **Article 9 (Supprimé)** (*art. L. 6141-7-3 du code de la santé publique - Fondations hospitalières*) (p. 2014). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2027, 2033). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2039). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2040, 2041).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Article 1er** (*art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2454, 2455). - **Article 4 ter** (*art. L. 1131-3*

du code de la santé publique - Encadrement du recours à des tests génétiques à des fins médicales) (p. 2463, 2464). - **Article 5** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes) (p. 2470, 2471).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 107 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3409, 3410).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3555, 3557). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3568). (p. 3577, 3578). (p. 3582). - **Rappel au règlement** (p. 3587). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3592). (p. 3595). (p. 3601, 3602). (p. 3607, 3608).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3635). (p. 3651, 3653). - **Article 2** (Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 3658, 3664). - **Article 3** (Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 3669).

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) (p. 4227, 4228).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4436, 4437). - **Article 1er** (art. L. 1225-17 du code du travail - Durée du congé de maternité) (p. 4441, 4444). - **Article 6** (art. L. 1225-35, L. 1142-3 et L. 1225-36 du code du travail, art. L. 331-8 du code de la sécurité sociale - Congé d'accueil de l'enfant) (p. 4447). - **Article 8** (Gage) (p. 4447).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes) (p. 4615). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21) (p. 4638, 4639). - **Article 12 ter** (art. 79-1 du code civil - Critères de viabilité d'un enfant décédé avant la déclaration de sa naissance à l'état civil) (p. 4641). - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par des femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 4644). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 4648, 4649).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4680, 4681). (p. 4682, 4683).

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 121 de la loi organique du 19 mars 1999 - Délai de dix-huit mois avant tout renouvellement de la démission de plein droit du Gouvernement) (p. 4908).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux**

modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)] - (16 juin 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4929, 4931). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 4941). (p. 4943). (p. 4946). (p. 4949, 4950). (p. 4955). (p. 4959). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3212-1 à L. 3212-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 4966, 4967). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3213-1 à L. 3213-5, L. 3213-5-1 (nouveau), L. 3213-6 à L. 3213-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 4973). (p. 4976). (p. 4978, 4979). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4979, 4980). - **Article 5** (p. 4983). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3216-1 (nouveau) du code de la santé publique - Compétence exclusive du juge judiciaire pour le contentieux des soins psychiatriques sans consentement) (p. 4985). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-4-1 (nouveau), L. 3222-1, L. 3222-1-1 A (nouveau), L. 3222-1-1, L. 3222-1-2 (nouveau), L. 3222-2, L. 3222-3, L. 3222-4, L. 3222-5, L. 3223-1 et L. 3223-2 du code de la santé publique - Organisation de la prise en charge psychiatrique) (p. 4987).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5085). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5095). (p. 5096). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5111, 5112). (p. 5112).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5167, 5168).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - Contrat santé solidarité) (p. 5713, 5714). - **Article 3 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-7 du code de la santé publique - Respect du principe de liberté d'installation des professionnels de santé par le schéma régional d'organisation des soins) (p. 5717). - **Article 4 bis** (art. L. 161-35 du code de la sécurité sociale - Télétransmission des feuilles de soins) (p. 5720). (p. 5720). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-12-18 et L. 162-12-20 du code de la santé publique - Contrats de bonne pratique et contrats de santé publique) (p. 5721, 5722). - **Article 9** (art. L. 6141-7-3 du code de la santé publique - Fondations hospitalières) (p. 5731). (p. 5732). - **Article 9 bis BA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Publication des tarifs et honoraires des praticiens sur les sites internet des établissements de santé) (p. 5734). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5755, 5756). - **Article 24** (art. 31, 44, 45-1 et 45-2 nouveaux de la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation - Responsabilité civile des professionnels de santé - Indemnisation des victimes de préjudices corporels) (p. 5772, 5774). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-32-1, L. 182-2-4, L. 221-1-2 du code de la sécurité sociale - Prolongation des dispositifs de formations professionnelle et continue conventionnelles et d'évaluation des pratiques conventionnelles) (p. 5779, 5780).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5895). (p. 5896). - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des

sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5898). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5914, 5915). (p. 5915). (p. 5919). (p. 5924). (p. 5925, 5926).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture [n° 721 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6116, 6117). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4, L. 4622-8 à L. 4622-10 (nouveaux), L. 4622-15 (nouveau), L. 4624-3 (nouveau) et L. 4644-1 (nouveau) du code du travail - *Missions et organisation des services de santé au travail*) (p. 6124). (p. 6125). (p. 6127). (p. 6129). (p. 6129). (p. 6130). (p. 6131). (p. 6132). (p. 6133, 6134). (p. 6135). (p. 6137). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4624-4 (nouveau) du code du travail - *Echange entre le médecin du travail et l'employeur lorsqu'est constaté un risque ayant une portée collective*) (p. 6139). (p. 6140). (p. 6141). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 (nouveau) du code du travail - *Gouvernance des services de santé au travail interentreprises*) (p. 6141, 6142). (p. 6143, 6144). (p. 6144). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6146). (p. 6146). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-12 (nouveau) du code du travail - *Commission médico-technique et projet de service pluriannuel*) (p. 6147, 6148). (p. 6148). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-2 (nouveau) du code du travail - *Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 6149, 6150). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-14 (nouveau) du code du travail - *Rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises*) (p. 6152). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6154).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Article 12** (art. L. 623-23-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6159). - **Article 15 bis (nouveau)** (*Identification et enregistrement des ressources phylogénétiques*) (p. 6164). (p. 6165). (p. 6166). (p. 6167, 6168).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 742 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6392, 6394).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 6975). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - *Règles déontologiques et expertise sanitaire*) (p. 6984). (p. 6985). (p. 6987). - **Article 8** (art. L. 5121-9-2 et 5121-9-3 (nouveaux) du code de la santé publique - *Obligations du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 7019). - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - *Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain*) (p. 7042).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - *Encadrement de la visite médicale*) (p. 7061). - **Article 30** (*Dispositions transitoires*) (p. 7076). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7087, 7088).

- **Conférence des présidents** - (2 novembre 2011) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 7139).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 7150, 7151).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - présidente de

la commission des affaires sociales - **Demande d'une suspension de séance** (p. 7339).

Première partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A présentant la situation patrimoniale de la sécurité sociale et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2010*) (p. 7407).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7432). - **Article 10** (*Augmentation du forfait social*) (p. 7440, 7442). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7471).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - *Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux*) (p. 7501). - **Article 19** (art. L. 5121-15, L. 5121-16, L. 5121-17, L. 5121-18, L. 5121-19, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5123-2, L. 5138-5, L. 5211-5-2, et L. 5221-7, L. 5321-2, L. 5321-3 (nouveau), L. 5421-6-3 (nouveau), L. 5422-2, L. 6221-11 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5, L. 162-17, L. 162-17-5, L. 241-2, art. 1600-0 N, 1600-0 O, 1600-0 P, 1600-0 Q, 1635 bis AE (nouveaux) et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D (nouveau) du livre des procédures fiscales - *Financement de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé*) (p. 7546).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7596). - **Demande de priorité** (p. 7640). - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 7651).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Article 53** (*Versement de la branche accidents du travail-maladies professionnelles à la branche maladie du régime général*) (p. 7770, 7771). - **Article 55** (*Contribution de la branche accidents du travail-maladies professionnelles aux départs en retraite anticipée pour pénibilité*) (p. 7777, 7778). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7806).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - présidente de la commission des affaires sociales, rapporteure - **Discussion générale** (p. 7865, 7866). (p. 7885, 7886). - **Question préalable** (p. 7889, 7891). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7900). - **Rappel au règlement** (p. 7903).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Question préalable** (p. 8409, 8412).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8799, 8800).

Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2011) (p. 9111).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - présidente de la commission des affaires sociales, rapporteure - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9594). - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - *Principe du repos dominical*) (p. 9601). - **Article 2** (art. L. 3122-8-I à L. 3122-28-

6 (nouveaux) du code du travail - Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche) (p. 9612, 9613). - **Art. 2 bis (nouveau)** (art. L. 3132-13 du code du travail - Limitation des dérogations au repos dominical dans les commerces de détail alimentaire) (p. 9614, 9615). - **Article 3** (art. L. 3132-23 du code du travail - Repos dominical et distorsions de concurrence) (p. 9617). - **Article 4** (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogations au repos dominical dans les communes touristiques) (p. 9618). - **Article 5** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Limitation des cas de dérogations au principe du

repos dominical dans les périmètres urbains de consommation exceptionnels (Puce)) (p. 9621). - **Article 6** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Conditions à remplir pour que certaines autorisations de déroger à la règle du repos dominical puissent être accordées) (p. 9622). - **Article 7** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Durée de validité des autorisations de déroger à la règle du repos dominical) (p. 9623).

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

INTERVENTIONS

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 6 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom du comité chargé de veiller au principe du repos dominical : Comité parlementaire chargé de veiller au respect du principe du repos dominical posé à l'article L. 3132-3 du code du travail [n° 92 (2011-2012)] (9 novembre 2011) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1402, 1403).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2485). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur) (p. 2490, 2491). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 2494). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2497). (p. 2499).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (7 avril 2011) (p. 2556).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)] (suite)** - (7 avril 2011) - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2565). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2571, 2572). - **Article 15** (art. L. 1244-2, L. 1244-7, L. 2141-5, L. 2141-6 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Information des donneurs et des couples demandeurs sur les conditions de la levée d'anonymat du don de gamètes et de l'accueil d'embryon) (p. 2578). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 2583).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 2664). (p. 2666). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 2666). - **Articles additionnels après l'article 24 ter A** (p. 2674). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2689).

- **Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 4649).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4680). (p. 4682).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture [n° 721 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4, L. 4622-8 à L. 4622-10 (nouveaux), L. 4622-15 (nouveau), L. 4624-3 (nouveau) et L. 4644-1 (nouveau) du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 6136). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 (nouveau) du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises) (p. 6144).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Commission mixte paritaire [n° 736 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6410).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7378, 7379).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 10 ter (nouveau)** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - *Abaissement du plafond d'exonération applicable aux indemnités de rupture*) (p. 7458). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 242-1-4 du code de la sécurité sociale - *Aménagement de la contribution sur les rémunérations versées à des tiers*) (p. 7460). (p. 7460, 7461). (p. 7461).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 7651).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical** [n° 90 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7873, 7876). - **Rappel au règlement** (p. 7897). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7897, 7900). - **Rappel au règlement** (p. 7903, 7904).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9595, 9596). - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - *Principe du repos dominical*) (p. 9603). - **Article 2** (art. L. 3122-8-1 à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - *Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche*) (p. 9612, 9613). (p. 9613). - **Art. 2 bis (nouveau)** (art. L. 3132-13 du code du travail - *Limitation des dérogations au repos dominical dans les commerces de détail alimentaire*) (p. 9615). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9623).

del PICCHIA (Robert)
sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ; nouvelle nomination du 24 mai 2011 au 19 décembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 407 (2010-2011)] autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique [n° 459 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La fonction « anticipation stratégique » : quel renforcement depuis le Livre blanc ? [n° 585 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 582 (2010-2011)] en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 605 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi sur la réforme et la modernisation de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 646 (2010-2011)] (16 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union européenne ? [n° 677 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Action extérieure de l'État : Français de l'étranger [n° 108 tome 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 172, 173).

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)** (p. 395).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger** [n° 53 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 454, 455).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés** [n° 312 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1712).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français**

établis hors de France [n° 313 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).

- Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).

- Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011 - (22 mars 2011) (p. 2129).

- Projet de loi autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique [n° 115 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le projet de loi n° 407 - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2010-2011) (p. 3889, 3890).

- Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 471 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 115 (2010-2011).

- Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger - Deuxième lecture [n° 529 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - Discussion générale (p. 4389).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité** - Deuxième lecture [n° 537 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 4596).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - Discussion générale (p. 5055, 5056).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8151, 8152).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour les Français de l'étranger (p. 8807). (p. 8813, 8814). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8831, 8832). - **Article additionnel avant l'article 48 A** (p. 8834, 8835).

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UCR

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Ecologie, développement et aménagement durables [n° 107 tome 3 annexe 10 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2011) (p. 7493).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8015, 8018).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 novembre 2011) (p. 8090).

- **Rappel au règlement** - (21 novembre 2011) (p. 8125).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)] (*suite*)

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8151).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6 (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF)** (p. 8230).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8376).

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte

d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8542, 8543). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8572, 8573).

Culture

- (25 novembre 2011) - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8624).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8643). (p. 8644). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8649).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8878, 8879).

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2011) - **Article 58** (*art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC*) (p. 9218). (p. 9227). (p. 9230). (p. 9231).

- **Questions cribles thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9710, 9711).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Abaissement à dix du seuil nécessaire pour la constitution d'un groupe politique*) (p. 10060, 10061). (p. 10062). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*) (p. 10069).

DELATTRE (Francis)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Régimes sociaux et de retraites [n° 107 tome 3 annexe 22 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7941). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7965, 7966).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8251, 8252).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8899).

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9103, 9104).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9741, 9744).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2011) - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ) (p. 9786). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9824). - **Article 13** (art. 117 quater, 125 A, 125 C et 187 du code général des impôts - Augmentation des taux du prélèvement forfaitaire libératoire applicables aux revenus du capital - dividendes et intérêts) (p. 9832, 9833). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9849). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 9862, 9863). (p. 9863).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 (suite)** (p. 9883). - **Article 15** (Mesures de développement de l'offre de logement) (p. 9897, 9898). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9916). (p. 9916, 9917).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 10212, 10213).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers) (p. 10222).

DELEBARRE (Michel)
sénateur (Nord)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 25 octobre 2011 ; puis vice-président le 26 octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Pouvoirs publics [n° 112 tome 16 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7929, 7930).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 9169).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** -
(7 décembre 2011) (p. 9451, 9453).

DEMERLIAT (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquième du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquième du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquième du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

DEMESSINE (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRC

Réélue le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Défense : soutien des forces [n° 108 tome 8 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 163, 165).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs [n° 212 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1635, 1637).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 307 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1653, 1655). - **Article 1er** (*Création du nouveau régime de contrôle des importations et exportations des matériels de guerre*) (p. 1667, 1668). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1668, 1669). - **Article 2** (*Contrôle des agents habilités au sein des entreprises*) (p. 1670).

- **Questions cribles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1804, 1805).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 344 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2280, 2281).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes [n° 104 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3284, 3285).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres [n° 725 (2010-2011)]** - (12 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6324, 6325).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6334, 6336).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le soutien des forces (p. 8747). (p. 8754, 8755). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8770, 8771).

DEMONTÈS (Christiane)
sénatrice (Rhône)
SOC, puis SOC-EELVr

Secrétaire du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 14 décembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 20 décembre 2011.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Vice-présidente de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Politique familiale et protection de l'enfance : quelles leçons tirer du modèle québécois ? [n° 685 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] - Assurance vieillesse [n° 74 tome 5 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Régimes sociaux et de retraites [n° 109 tome 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits** [n° 217 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 374, 376).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Question préalable** (p. 3552, 3554). - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3578, 3580). (p. 3583). (p. 3600). (p. 3606).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3636, 3637). (p. 3643, 3647). (p. 3653). - **Article 2** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent*) (p. 3661).

- **Deuxième lecture** [n° 590 (2010-2011)] - (16 juin 2011) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 4952). (p. 4956, 4957). (p. 4960, 4961). (p. 4962). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3212-1 à L. 3212-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent*) (p. 4965). - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3213-1 à L. 3213-5, L. 3213-5-1 (nouveau), L. 3213-6 à L. 3213-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'État*) (p. 4977). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4980). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3214-1 à L. 3214-4 du code de la santé publique - Admission en soins sans consentement des personnes détenues*) (p. 4981, 4982). - **Article 5 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3216-1 (nouveau) du code de la santé publique - Compétence exclusive du juge judiciaire pour le contentieux des soins psychiatriques sans consentement*) (p. 4984). - **Article 6** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3221-4-1 (nouveau), L. 3222-1, L. 3222-1-1 A (nouveau), L. 3222-1-1, L. 3222-1-2 (nouveau), L. 3222-2, L. 3222-3, L. 3222-4, L. 3222-5, L. 3223-1 et L. 3223-2 du code de la santé publique - Organisation de la prise en charge psychiatrique*) (p. 4987). (p. 4988). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4993, 4994). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4995).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** [n° 653 (2010-2011)] - (5 juillet 2011) - **Question préalable** (p. 5889, 5891). - **Article 1er** (*Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente*) (p. 5904). (p. 5905). (p. 5911, 5912). - **Article 2** (*Rectification du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 5926, 5927). - **Article 5** (*Rectification du tableau d'équilibre du régime général*) (p. 5936). - **Article 9** (*Rectification de l'habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 5942). - **Article 11** (*Confirmation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 5943). - **Article 13** (*Rectification des objectifs de dépenses de la branche famille*) (p. 5944).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Discussion générale** (p. 7357, 7359).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7456). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7467).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 49** (art. L. 351-3 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 742-3 du code rural et de la pêche maritime - Droits à la retraite des sportifs de haut niveau) (p. 7760). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 7761, 7762). - **Article 51** (art. L. 382-29-1 du code de la sécurité sociale - Rachat des périodes de formation à la vie religieuse au régime d'assurance vieillesse des cultes) (p. 7764, 7765). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 7766, 7767). - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Allongement de la durée de résidence en France requise pour l'attribution aux étrangers des allocations aux personnes âgées) (p. 7767, 7768). - **Article 52** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2012) (p. 7769). - **Article 61** (Fixation des prévisions de charges des organismes concourant au

financement des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 7781).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8405, 8406).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des affaires sociales (p. 9104).

- **Questions cribles thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9713, 9714).

DEMUYNCK (Christian)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus lisible et plus efficace la réponse pénale et à assurer la bonne exécution des peines d'emprisonnement [n° 208 (2010-2011)] (11 janvier 2011) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche le 16 juin 2011.

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes et du ministre auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des affaires européennes le 5 septembre 2011.

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique.

Membre titulaire du Conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur le 3 mars 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4800, 4801).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 5554, 5556). - **Article 2** (art. L. 623-2 et L. 623-3 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5579).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2011) - **Article 15 bis (nouveau)** (*Identification et enregistrement des ressources phylogénétiques*) (p. 6163).

DENEUX (Marcel)
sénateur (Somme)
UC, puis UCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; puis vice-président le 11 janvier 2011 ; puis membre le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre suppléant le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies le 3 mars 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 579 (2010-2011)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la volatilité des prix agricoles [n° 623 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 48, 49).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France** [n° 397 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3421, 3422).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale** [n° 619 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5563, 5564).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6599).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 8175, 8176).

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
UMP-R

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 14 janvier 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 13 janvier 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 6 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1435).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 17 bis (nouveau)** (art. L. 245-2 du code de la sécurité sociale - Assiette de la contribution sur les dépenses promotionnelles des entreprises pharmaceutiques) (p. 7539).

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
UMP

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire du Haut conseil de la famille le 20 décembre 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 37 (priorité)** (*Expérimentation d'une modulation du forfait global relatif aux soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes en fonction d'indicateurs de qualité et d'efficacité*) (p. 7672, 7673). - **Articles additionnels après l'article 37 (priorité)** (p. 7679).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1404).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2037).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4547).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** - *Deuxième lecture* [n° 668 (2010-2011)] - (1er juillet 2011) - **Article 6** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires*) (p. 5722). - **Article 7 ter A (Supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la recomposition de l'offre hospitalière*) (p. 5728).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7384).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7608). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 7613).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 58 ter (priorité)** (p. 7701). (p. 7701). - **Article additionnel après l'article 67 quater** (p. 7800).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial*) (p. 7956).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8789). - **Article 60 ter (nouveau)** (*Demande de rapport sur la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du tabac*) (p. 8797). - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8799).

DES ESGAULX (Marie-Hélène)
sénateur (Gironde)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 449 (2010-2011)] (20 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à concilier philanthropie et droit des successions [n° 748 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Ecologie, développement et aménagement durables [n° 107 tome 3 annexe 10 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'indemnisation des communes au titre des périmètres de protection de l'eau** - (11 janvier 2011) - au nom du groupe UMP, auteur de la demande (p. 25, 27).

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits** [n° 217 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (art. 122-1 du code pénal - Réduction de la peine encourue en cas d'altération du discernement) (p. 377, 378).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1421, 1422).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (8 mars 2011) - **Article 7 bis** (art. 63-4-5 [nouveau] et art. 64-1 de la loi du 10 juillet 1991 - Droit de la victime à être assistée par un avocat en cas de confrontation avec la personne gardée à vue) (p. 1922). - **Article 9** (art. 63-6 à 63-8 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions applicables aux fouilles -

Modalités selon lesquelles il est mis un terme à la garde à vue) (p. 1926).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2442, 2443).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2498). (p. 2500).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2563). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2569, 2575). - **Article additionnel avant l'article 14 (précédemment réservé)** (p. 2581).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Deuxième lecture** [n° 431 (2010-2011)] - (26 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3060, 3061). - **Article 4** (art. L. 321-1 du code de commerce - Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques) (p. 3063). - **Article 36 bis** (art. L. 322-2 du code de commerce - Ventes après liquidation judiciaire) (p. 3073). - **Article 42** (art. 29 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Activités de ventes volontaires des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3075).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local** [n° 622 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5607, 5609). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5629).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture** [n° 687 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6263).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° 22 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6774, 6775). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6803, 6804).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 30 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6821, 6822). - **Article 4** (Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA) (p. 6845).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7450).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Organisation des travaux** (p. 7939). - **Rappel au règlement** (p. 7941). (p. 7950). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7954, 7955). (p. 7968, 7970).

- **Rappel au règlement** - (17 novembre 2011) (p. 7989, 7990).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8009, 8012).

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Article 5 octies (nouveau)** (art. 1613 ter du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des sucres ajoutés) (p. 8189).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des

collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF (p. 8230, 8231).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Seconde délibération - Article 6 (supprimé)** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8373). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8379, 8380).

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8540, 8542).

- **Rappel au règlement** - (29 novembre 2011) (p. 8792).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] (suite)**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8904). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - *Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 8929).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 9766). - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9805, 9806). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9818). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - *Recentrage de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin » sur les souscriptions en numéraire au capital de sociétés en amorçage, en démarrage ou en expansion*) (p. 9828, 9829). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9844, 9847). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 9862).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13 (suite)** (p. 9879). - **Articles additionnels après l'article 14 (suite)** (p. 9883).

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
SOC-EELVr-R

Réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 8 février 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 418, 419). - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 437).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les organismes d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 1261). - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour la mise en cohérence du droit national avec le règlement du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques*) (p. 1266). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1277). - **Article 12** (*Régime des noms de domaine français sur Internet*) (p. 1279). - **Article 13** (*Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 1288). (p. 1291).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1392, 1393).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (3 mars 2011) - **Article 2** (*art. 63 et 63-1 du code de procédure pénale - Conditions de forme de la garde à vue et durée de la mesure - Information de la personne gardée à vue sur ses droits*) (p. 1849, 1851).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2005).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France** [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Article unique** (*Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF*) (p. 2265). (p. 2269). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2270, 2271). (p. 2272).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2437, 2439).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 14** (*art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes*) (p. 2574, 2575).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Article 23** (*art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 2665). - **Article 24 bis** (*art. 16-14 (nouveau) du code civil et L. 1134-1 (nouveau) du code de la santé publique - Encadrement des usages des techniques d'imagerie cérébrale*) (p. 2669). (p. 2670). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2690, 2691).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement** [n° 321 (2010-2011)] - (28 avril

2011) - **Article 2** (*Introduction d'un niveau plancher d'impôt sur les sociétés effectivement acquitté*) (p. 3169). - **Article 3** (*Art. 219 du code général des impôts - Différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du résultat*) (p. 3172, 3173).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg** [n° 107 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3415).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France** [n° 397 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3427, 3428).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3548, 3549). - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3578). - **Rappel au règlement** (p. 3587, 3588). - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3590). (p. 3592, 3593). (p. 3596). (p. 3606, 3607).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) - **Intitulé du projet de loi** (p. 3953, 3954). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3963, 3964).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (19 mai 2011) - **Article 20** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 10-1 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Ordre de comparution des parents défaillants*) (p. 4130, 4131). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4151).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4610, 4611). - **Article 5 quinquies AA** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 1211-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Interdiction de discrimination en matière de don du sang*) (p. 4617). - **Article 20** (*art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 4645, 4646).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 22 quinquies** (p. 4664). (p. 4664, 4665). - **Article 23 (réserve)** (*art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4678, 4679). (p. 4680). - **Article 24 ter B** (*Clause de révision de la loi de bioéthique*) (p. 4687). - **Article additionnel après l'article 24 quater** (p. 4699). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4708, 4709).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4714). - **Article 1er bis (nouveau)** (*Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux*) (p. 4718, 4719). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4726). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4736, 4737).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** [n° 499 (2010-2011)] - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4821, 4822).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (*art. 34 de la Constitution*) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires*) (p. 4864, 4869). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4874, 4875). - **Article 7** (*art. 48 de la Constitution - Inscription par priorité à l'ordre du jour des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques*) (p. 4881). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4894, 4895).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture** [n° 590 (2010-2011)] - (16 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4928). - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 4947). (p. 4951). (p. 4957). (p. 4958). (p. 4959). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3212-1 à L. 3212-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent*) (p. 4967). - **Article 14** (**Texte non modifié par la commission**) (*Dispositions transitoires*) (p. 4993). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4997).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Commission mixte paritaire** [n° 638 (2010-2011)] - (23 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5278, 5279).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture** [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - **Article 6** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 146-7 du code de l'action sociale et des familles - Durée minimale d'ouverture des maisons départementales des personnes handicapées et de leur service d'accueil téléphonique*) (p. 5495). - **Article 12 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 5212-10 du code du travail - Surcontribution des entreprises dites « à quota zéro »*) (p. 5502, 5503). (p. 5503). - **Article 14 ter A** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière*) (p. 5505). (p. 5506, 5507). (p. 5508). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5510, 5511).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6445, 6446). - **Article 1er CB (nouveau)** (*art. 219 du code général des impôts - Relèvement de 5 % à 10 % de la quote-part pour frais et charges dans le régime des plus-values de cession de titres de participation*) (p. 6473). - **Articles additionnels après l'article 1er C** (p. 6477). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6490). - **Article 3** (*Couverture des charges de prestations familiales*) (p. 6496). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6505).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7430, 7431). (p. 7432). (p. 7435). - **Article 10 quater (nouveau)** (*art. L. 242-1-4 du code de la sécurité sociale - Aménagement de la contribution sur les rémunérations versées à des tiers*) (p. 7461). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7467, 7468).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 28 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant le cadrage quadriannuel (annexe B)*) (p. 7566). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7579).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7596). - **Article 33** (art. L. 161-37, L. 161-37-1 (nouveau), L. 161-41, L. 161-45, L. 162-16-4, L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-4, L. 165-2 et L. 165-3 du code de la sécurité sociale - *Renforcement de l'analyse médico-économique dans les travaux de la Haute Autorité de santé et introduction d'une évaluation médico-économique pour les produits de santé*) (p. 7602, 7603).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 7763). - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 7780). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 114-23, L. 114-24, L. 200-3, L. 224-5 et L. 227-1 du code de la sécurité sociale - *Création d'un fonds de prospective et de performance de la sécurité sociale et suppression des conseils de surveillance institués auprès des caisses nationales*) (p. 7783). - **Article 62 ter (nouveau)** (art. L. 123-2-4 du code de la sécurité sociale - *Approbation des rémunérations des dirigeants des caisses nationales de sécurité sociale*) (p. 7784, 7785). - **Article 63** (art. L. 114-17, L. 133-4, L. 162-1-14, L. 162-1-14-2, L. 355-3, L. 723-13 et L. 815-11 du code de la sécurité sociale, L. 262-52 du code de l'action sociale et des familles - *Harmonisation des dispositions relatives aux pénalités et sanctions financières prononcées par les organismes de sécurité sociale*) (p. 7791). (p. 7794). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7804).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8402, 8404).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) (p. 8594, 8595).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) (p. 8728, 8729).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - *Principe du repos dominical*) (p. 9598). (p. 9604). (p. 9605). - **Art. 2 bis (nouveau)** (art. L. 3132-13 du code du travail - *Limitation des dérogations au repos dominical dans les commerces de détail alimentaire*) (p. 9615). - **Article 4** (art. L. 3132-25 du code du travail - *Dérogations au repos dominical dans les communes touristiques*) (p. 9619). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9624).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Abaissement à dix du seuil nécessaire pour la constitution d'un groupe politique*) (p. 10061). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10074).

DESMARESCAUX (Sylvie)
sénateur (Nord)
NI

Non réélue le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 612 (2010-2011)] pour 2011 [n° 642 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 651 (2010-2011)] pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 659 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Entreprises - Travail - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 406).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 660 (2010-2011)]** - (27 juin 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5373, 5375). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5386). - **Articles**

additionnels avant l'article 1er (p. 5387, 5388). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-36-1 (nouveau) du code du travail - Carte d'étudiant des métiers) (p. 5389). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Création d'un service dématérialisé gratuit favorisant le développement de l'alternance) (p. 5389). - **Article 3** (art. L. 6222-5-1 et 6325-4-1 (nouveaux) du code du travail - Possibilité de souscrire un contrat d'apprentissage ou un contrat de professionnalisation avec deux employeurs pour l'exercice d'activités saisonnières) (p. 5391, 5392). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1251-7, L. 1251-12, L. 1251-57 et L. 6226-1 du code du travail - Ouverture de l'apprentissage aux entreprises de travail temporaire) (p. 5393, 5394). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6325-7 du code du travail - Faculté de renouveler un contrat de professionnalisation à durée déterminée pour préparer une qualification supérieure ou complémentaire) (p. 5395). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6224-5 et L. 6252-4-1 (nouveau) du code du travail - Simplification des formalités et renforcement du contrôle en matière d'apprentissage) (p. 5396, 5397). - **Article 5 bis (nouveau)** (Extension, à titre expérimental, de la mission des médiateurs de l'apprentissage) (p. 5397). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 5398). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5398). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-4 du code de l'éducation) - Parcours de découverte approfondie des métiers et des formations en classe de quatrième et de troisième) (p. 5399, 5400). - **Article 6 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Elargissement du champ du dispositif d'initiation aux métiers en alternance) (p. 5400, 5401). - **Article 6 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-1 du code du travail - Conditions de souscription d'un contrat d'apprentissage avant seize ans) (p. 5402). - **Article 6 sexies** (p. 5403). - **Article additionnel après l'article 6 sexies** (p. 5404). - **Article 6 septies A (nouveau)** (art. L. 6325-25 (nouveau) du code du travail - Ouverture du contrat de professionnalisation aux particuliers employeurs) (p. 5405, 5406). - **Article 6 septies B (nouveau)** (art. L. 6326-1 et L. 6326-3 (nouveau) du code du travail - Extension de la préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 5406, 5407). - **Article 6 septies** (art. L. 6222-22-1 (nouveau) du code du travail - Faculté de réorienter en cours d'exécution un contrat d'apprentissage conclu en vue de l'obtention d'un baccalauréat professionnel) (p. 5407). - **Article additionnel avant l'article 6 nonies** (p. 5408). - **Article 6 nonies** (art. L. 612-8, L. 612-9, L. 612-10, L. 612-11, L. 612-12 et L. 612-13 (nouveaux) du code de l'éducation; art. L. 1221-13 et L. 2323-83 du code du travail; art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances; art. L. 262-4 du code de l'action sociale et des familles; art. L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - Etablissement d'un cadre législatif visant à limiter les abus auxquels peuvent donner lieu les stages en entreprise et à consacrer les droits des stagiaires) (p. 5410, 5414). - **Article 6 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-24 du code du travail - Prise en compte de la durée du stage dans la période d'essai en cas d'embauche dans l'entreprise) (p. 5414). - **Articles additionnels après l'article 6 decies** (p. 5415, 5416). - **Articles additionnels après l'article 6 undecies** (p. 5416, 5419). - **Article 7 AA (Entrée en vigueur différée des dispositions du présent titre)** (p. 5421). - **Article 7 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-9 du code du travail - Garantie d'égalité de traitement au bénéfice des salariés des groupements d'employeurs) (p. 5421). - **Article**

7 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1253-4 du code du travail - Suppression de la limitation du nombre de groupements auxquels peut appartenir une entreprise) (p. 5422). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5423, 5425). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-5 du code du travail - Autorisation donnée aux entreprises de plus de trois cents salariés d'adhérer à un groupement d'employeurs) (p. 5426). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-11 du code du travail - Elargissement du champ des accords spécifiques entre les organisations professionnelles représentant les groupements d'employeurs et celles des salariés) (p. 5426). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-8 du code du travail - Responsabilité financière des membres d'un groupement d'employeurs) (p. 5427). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-12 du code du travail - Clarification de l'organisation de l'apprentissage dans le cadre des groupements d'employeurs) (p. 5428). - **Article 10** (art. L. 1253-20 du code du travail - Assouplissement des règles encadrant l'utilisation par une collectivité territoriale des services d'un groupement d'employeurs) (p. 5428). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-14 du code du travail - Prise en compte des salariés mis à disposition d'une entreprise par un groupement d'employeurs pour le calcul du respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 5429, 5430). - **Article 10 ter (nouveau)** (art. L. 8241-1 et L. 8241-2 du code du travail - Modification du régime juridique du prêt de main d'oeuvre) (p. 5431). - **Article 11** (art. L. 1233-65, L. 1233-66, L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69 et L. 1233-70 du code du travail - Création et encadrement juridique du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 5434, 5436). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 5437). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6341-1 du code du travail; art. L. 131-2, L. 135-2, L. 142-2, L. 213-1, L. 311-5, L. 351-3 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale; ordonnance n° 2006-433 du 13 avril 2006 - Coordination et mesures transitoires) (p. 5438, 5440). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 5441). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3123-8 du code du travail - Assouplissement des modalités d'augmentation temporaire des horaires contractuels des salariés à temps partiel) (p. 5442, 5443).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)]** - (28 juin 2011) - **Article 14 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière) (p. 5504). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5511).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Commission mixte paritaire [n° 736 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - au nom de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6398, 6399). - **Article 6 nonies (Stages en entreprise)** (p. 6409).

DESPLAN (Félix)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Election le 25 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

DETCHÉVERRY (Denis)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
RDSE

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Départements d'outre-mer [n° 112 tome 7 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6910, 6911).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour les départements d'outre-mer (p. 8497, 8498). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8525). (p. 8525).

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'organisation judiciaire de la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 756 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-3 et L. 5212-1 du code de la santé publique - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux*) (p. 1255, 1256). (p. 1257). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5222-2 du code de la santé publique - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro*) (p. 1259). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les organismes d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 1260). - **Article 5 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour la mise en cohérence du droit national avec le règlement du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques*) (p. 1265).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne [n° 310 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3302, 3303). (p. 3308). (p. 3309).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 531 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4333, 4334).

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4901, 4902).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5235). - **Article 20** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts, art. 64-1-1 [nouveau] de la loi

n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 5326). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5333). (p. 5334). - **Article 29 (nouveau)** (Recrutement complémentaire sur concours de conseillers de chambre régionale des comptes, CRC) (p. 5349, 5350).

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UCR

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 16 février 2011 ; membre de la commission jusqu'au 15 février 2011.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 16 février 2011 ; nouvelle élection le 13 décembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de l'aide aux victimes ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 344 (2009-2010)] relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 394 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Prévenir effectivement les conflits d'intérêts pour les parlementaires [n° 518 (2010-2011)] (12 mai 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 729 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 767 (2010-2011)] relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 24 (2011-2012)] (12 octobre 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Justice administrative [n° 112 tome 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 412, 413).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 783, 784).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 845).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 1086). - **Article 37 (Supprimé)** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 1129, 1130).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1232).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1247, 1248). - **Article 13** (Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes) (p. 1288). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 1297). (p. 1299).

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir** [n° 203 (2010-2011)] - (17 février 2011) - vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article unique** (Intérêt à agir des parlementaires par la voie du recours pour excès de pouvoir) (p. 1539).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés** [n° 312 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Article 1er bis** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère) (p. 1730).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique** [n° 314 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Article 5** (Texte non modifié par la commission) (art. 3 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Communication des déclarations fiscales des assujettis à la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 1768).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (3 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1812, 1814). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1869).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1972).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Article 4** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation, pour les médecins, de déclarer leurs absences programmées) (p. 2001). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2039). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2042).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 mars 2011) (p. 2078).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** [n° 395 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2921, 2924). - **Question préalable** (p. 2936, 2937). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2940). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 2942, 2943). - **Article 2** (art. L. 123-1 et L. 533-1 du code de l'organisation judiciaire ; intitulé des chapitres Ier, III et IV du titre III du livre II, art. 39, 528, 549, 80, 179-1, 45, 178, 213, 528-2, 706-71, 44, 180, intitulé de la section 4 du chapitre II du titre Ier du livre Ier, art. 546, 45, 528-2, 531, 539, 540, 541, 542, 706-134, 708, 533, 535, 543, 538, 677, 705, 706-76, 706-109, 549, 658, 46 à 48, 529-11, 41-31, 44-1, 525, 530-2, 678 du code de procédure pénale, art. 121-3 du code de la route, art. 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, art. 1018 A du code général des impôts, art. 553-1 et 563-1 du code de l'organisation judiciaire - Suppression de la juridiction de proximité) (p. 2945). - **Article 3** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 221-4-1 nouveau, L. 221-7 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 721-3-1 et L. 722-3-1 nouveaux du code de commerce - Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges) (p. 2946). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2947). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2948). - **Article 8** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 322-8 du code forestier - Compétence des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance en matière de servitudes sur le passage des voies ferrées) (p. 2950). - **Article 11** (Texte non modifié par la commission) (loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable - Biens de famille insaisissables) (p. 2951). - **Article 12** (Texte non modifié par la commission) (art. 2 et 4 de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés - Compétence des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance pour statuer sur la vente par un professionnel des objets mobiliers qui lui ont été confiés et qui n'ont pas été retirés dans le délai d'un an) (p. 2951). - **Article 13** (supprimé) (art. 250 et 250-2 du code civil - Dispense de comparution des époux devant le juge en cas de divorce par consentement mutuel et en l'absence d'enfants mineurs) (p. 2952). - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de l'honoraire perçu par l'avocat pour les procédures de divorce par consentement

mutuel, en l'absence de convention d'honoraires préalable) (p. 2952, 2953). - **Article 15** (Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 2954). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2955). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 55 du code civil - Règles de dévolution du nom de famille en cas de déclaration de naissance tardive) (p. 2956). - **Articles additionnels après l'article 15 ter** (p. 2956, 2957). - **Article 16** (titre premier, sous-titre premier et sous-titre 2, art. 628 à 634 [nouveau] - Création d'un pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre) (p. 2959). - **Article 20** (art. 495-1, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5 et 495-5-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 2962). - **Article 21** (art. 180-1 [nouveau] et art. 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 2964, 2965). - **Article 22** (art. 529 du code de procédure pénale - Forfaitisation des contraventions de cinquième catégorie) (p. 2965). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 141-2 du code de la consommation ; art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce) (p. 2965). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. 529-10 du code de procédure pénale ; art. L. 121-2 et L. 121-3 du code de la route - Clarification des règles applicables en matière de responsabilité pénale du vendeur et de l'acquéreur d'un véhicule d'occasion) (p. 2966). - **Article 22 quater (nouveau)** (art. L. 3355-9 et L. 3512-5 [nouveau] du code de la santé publique - Possibilité de recours à la transaction pénale en matière de lutte contre le tabagisme et contre l'alcoolisme) (p. 2967). - **Article additionnel après l'article 24 bis** (p. 2970). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 2-15 du code de procédure pénale - Réparation des frais exposés par les associations et fédérations d'associations de victimes d'accidents collectifs) (p. 2972). - **Article 25 ter (nouveau)** (art. 56 et 97 du code de procédure pénale - Simplification des règles de gestion des fonds saisis dans le cadre de procédures pénales) (p. 2972). - **Article 25 quater (nouveau)** (art. 475-1 du code de procédure pénale - Possibilité pour le tribunal correctionnel d'accorder à la partie civile une somme au titre des frais non payés par l'Etat) (p. 2972). - **Article 26** (Entrée en vigueur) (p. 2973). - **Article 27** (Application outre-mer) (p. 2974).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4003, 4005). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4033). (p. 4034, 4035).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4104, 4107).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4151).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 433 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4398, 4400).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6668, 6669). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du

chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 6678, 6679). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de l'honoraire perçu par l'avocat pour les procédures de divorce par consentement mutuel, en l'absence de convention d'honoraires préalable) (p. 6681). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 6692). - **Article 15 quater C** (art. 361 et 370-2 du code civil - Simplification de la procédure de changement de prénom d'un enfant mineur dans le cadre d'une adoption simple) (p. 6693). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (titre premier, sous-titre premier et sous-titre 2, art. 628 à 634 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création d'un pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre) (p. 6696). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1, 495, 495-1, 495-2, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5, 495-5-1 [nouveau], 495-6-1 et 495-6-2 du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 6699). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 6700). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-2 du code de la consommation et art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce) (p. 6702). - **Article 22 ter** (art. 529-6 et 529-10 du code de procédure pénale ; art. L. 121-2, L. 121-3, L. 322-3 [nouveau], L. 325-1-1 et L. 344-1 du code de la route ; art. 1018 A du code général des impôts - Clarification des règles applicables en matière de responsabilité pénale du vendeur et de l'acquéreur d'un véhicule d'occasion) (p. 6703, 6704). - **Intitulé du chapitre IX ter** (Dispositions relatives aux juridictions financières) (p. 6708). - **Article 24 sexies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-8 et L. 212-16 du code des juridictions financières - Normes professionnelles) (p. 6709). - **Article 24 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 et L. 231-7 à L. 231-9 du code des juridictions financières - Seuils de l'apurement administratif des comptes) (p. 6710). - **Article 24 tervicies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4 du code de justice administrative - Organisation des missions de conciliation effectuées par les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) (p. 6716). - **Article 24 sexvicies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 779-1 du code de justice administrative - Contentieux du stationnement des résidences mobiles des gens du voyage Article 24) (p. 6717). - **Article 25 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 233-17-1 [nouveau] du code de commerce - Exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés dans certaines sociétés commerciales) (p. 6718). - **Article 25 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 670-1-1 [nouveau] du code de commerce - Exclusion du patrimoine affecté à l'EIRL du champ de la faillite civile) (p. 6719). - **Article 25 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. 28-1 et 28-2 du code de procédure pénale - Précisions relatives aux attributions des officiers de douane judiciaire et des officiers fiscaux judiciaires) (p. 6719). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur) (p. 6722). - **Article 26 bis (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du gouvernement pour procéder par voie d'ordonnance à la refonte du code de la consommation) (p. 6722). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (Application outre-mer) (p. 6723).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6909, 6910).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8444).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 13 quater** (p. 9854, 9855).

DIDIER (Évelyne)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
CRC

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-présidente de la Délégation sénatoriale à la prospective ; puis membre le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Commission nationale de concertation sur les risques miniers ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer jusqu'au 4 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité national de l'eau jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Économie [n° 111 tome 3 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'indemnisation des communes au titre des périmètres de protection de l'eau** - (11 janvier 2011) (p. 28, 29).

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 466, 467). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Subvention des opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement au fonds de solidarité pour le logement*) (p. 476). (p. 478). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'une allocation de solidarité pour l'eau*) (p. 478, 479). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 482).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1431, 1432).

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2727, 2728).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Article 7** (*Art. L. 3114-1 à L. 3114-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Transfert de propriété d'ouvrages de défense contre la mer*) (p. 3268). - **Article 13** (*Art. L. 563-7 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une journée nationale de prévention des risques naturels*) (p. 3274).

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif** [n° 300 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Article 3** (*art. L. 613-3-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Sursis à l'exécution d'une mesure d'expulsion en cas de demande d'accès au droit au logement opposable - Conditions de l'octroi du concours de la force publique à l'exécution d'une mesure d'expulsion visant une personne reconnue prioritaire par la commission de médiation*) (p. 3355).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4193, 4194).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4461, 4463).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption** [n° 617 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5525, 5526). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 5530, 5531). (p. 5539). - **Article 5** (*art. L. 213-11 du code de l'urbanisme - Utilisation des biens préemptés*) (p. 5548). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5552). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5553).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse** [n° 16 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6730, 6731). - **Article 1er** (*art. L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales - Contenu du plan d'aménagement et de développement durable de Corse*) (p. 6736, 6737). - **Article 3** (*art. L. 4424-10 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Articulation avec les autres schémas de planification*) (p. 6738). - **Article 4** (*art. L. 4424-11 du code général des collectivités territoriales - Articulation avec les lois Littoral et Montagne et opposabilité aux tiers de certains espaces à caractère stratégique*) (p. 6740). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6744).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7824, 7825).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8556, 8558). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8570, 8571). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8573). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 8578).

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) (p. 8662, 8664).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8678, 8679). - **Article n° 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8697). (p. 8700).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9144). - **Article 48** (art. 92 de la loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978 de finances pour 1979 - Création d'une contribution à la surface aux frais de garderie de l'Office national des forêts, ONF) (p. 9156).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10135, 10137). - **Article 1er** (art. L. 340-1 à L. 340-7 [nouveaux] du code de commerce - Dispositions relatives aux réseaux de distribution) (p. 10151, 10152). - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 10155, 10156). (p. 10156). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10160, 10161). (p. 10163, 10164). (p. 10169). (p. 10174, 10175). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10182, 10184).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10215, 10216). - **Article 4** (art. L. 121-87, L. 121-88, L. 121-91 et L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - Contrats de fourniture d'électricité ou de gaz naturel) (p. 10252). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10255, 10256). - **Article 4 bis** (art. L. 121-99, L. 121-100, L. 121-101, L. 121-102, L. 121-103, L. 121-104, L. 121-105, L. 121-106, L. 121-107 et L. 121-108 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement des contrats relatifs à la fourniture de gaz de pétrole liquéfié en vrac) (p. 10261). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 10262, 10263). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10269).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 8** (art. L. 34-5 du code des postes et communications électroniques, L. 121-18, L. 121-19, L. 121-20-1 à L. 121-20-3, L. 121-26, L. 141-1 et L. 121-97 [nouveau] du code de la consommation - Encadrement des ventes en ligne et du transport de marchandises) (p. 10318). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10321). - **Article 8 bis A** (art. 313-6-2 et 313-6-3 [nouveaux] du code pénal - Encadrement de la revente des billets de spectacle) (p. 10323). - **Article 8 ter** (art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif) (p. 10328). - **Article 10** (art. L. 111-4 [nouveau], L. 113-3-1 [nouveau], L. 113-6, L. 121-15, L. 121-15-3, L. 132-2, L. 132-3 [nouveau], et L. 141-1, L. 421-2, L. 421-6 et L. 115-26-1 du code de la consommation - Renforcement des pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF) (p. 10339). (p. 10343, 10344). - **Articles additionnels après l'article 10 bis I** (p. 10355). (p. 10356). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10358). (p. 10359). (p. 10359). (p. 10365). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive communautaire 2009/110 « monnaie électronique ») (p. 10372). - **Article 12 (nouveau)** (art. L. 411-2, chapitre II du livre IV [nouveaux] du code de la consommation et article L. 211-15 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'une action de groupe fondée sur l'adhésion volontaire) (p. 10378). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10379). (p. 10379). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10381).

DILAIN (Claude)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC-EELVr

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés le 15 décembre 2011.

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 6 décembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Ville et logement [n° 111 tome 7 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8837, 8839). - **Article 64** (art. 44 octies A, 1383 C bis, 1466 A du code général des impôts, art. 12, 12-1 et 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et amélioration du dispositif d'exonérations fiscales et sociales accordées aux employeurs situés en zone franche urbaine, ZFU) (p. 8857). (p. 8859).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8885, 8886). - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8904, 8905). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8954).

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2011) (p. 9218). (p. 9222, 9223). (p. 9223). (p. 9229). (p. 9230). (p. 9230). (p. 9230). (p. 9231). (p. 9233). (p. 9237). (p. 9239). (p. 9243). (p. 9243). (p. 9244). - **Article 59** (art. L. 2531-13 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) à la réforme de la fiscalité locale) (p. 9249). (p. 9250). (p. 9250). (p. 9251). (p. 9251). (p. 9254). (p. 9255). (p. 9255).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Article 43** (art. 200 quater et 244 quater U du code général des impôts - Renovation des aides à l'amélioration de la performance énergétique) (p. 9289). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9305). (p. 9305). (p. 9306). (p. 9307).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 54 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article 1er** (nouveaux art. L. 134-1 à L. 134-7 du code de propriété intellectuelle - Définition et modalités d'exploitation des oeuvres indisponibles) (p. 9647).

DINI (Muguette)
sénatrice (Rhône)
UC, puis UCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; présidente de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 6 décembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 6 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 361 (2010-2011)] relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 487 (2010-2011)] (3 mai 2011) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 548 (2010-2011)] (24 mai 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 612 (2010-2011)] pour 2011 [n° 642 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Politique familiale et protection de l'enfance : quelles leçons tirer du modèle québécois ? [n° 685 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 735 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Entreprises - Travail - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Santé et logement : comment accompagner la Martinique et la Guyane ? [n° 764 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 435).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail** [n° 233 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Article 10** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 4625-1 [nouveau] du code du travail - Dérogations pour certaines professions*) (p. 622).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1251). - **Article 5 quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour la mise en cohérence du droit national avec le règlement du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques*) (p. 1266). - **Article 14** (**Texte non modifié par la commission**) (*Habilitation à transposer par voie d'ordonnance la directive du 6 mai 2009 relative au comité d'entreprise européen*) (p. 1300). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1300).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1400).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (17 février 2011) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 1556, 1557).

- **Débat sur une demande de constitution d'une commission spéciale - Rejet de la demande** - (17 février 2011) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 1597).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2013). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2035, 2036).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2449).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Intitulé du titre V (réservé)** (p. 2561). - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2565). (p. 2566). - **Demande de réserve** (p. 2577). - **Article 21** (*art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche*) (p. 2616). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2634, 2638).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 24 ter A** (p. 2673, 2674). - **Article 24 octies (Nouveau)** (*art. L. 1121-1 à L. 1121-17, L. 1122-1 à L. 1122-2, L. 1123-1, L. 1123-1-1, L. 1123-6 à L. 1123-12, L. 1123-14, L. 1125-1 à L. 1125-3, L. 1126-5, L. 1126-10, L. 1131-1-1, L. 1221-8-1, L. 1243-3, L. 1243-4, L. 1245-4, L. 1333-1, L. 1333-4, L. 1521-5, L. 1541-4, L. 5124-9 et L. 5126-1 du code de la santé publique, 223-8 du code pénal, L. 161-37 et L. 161-41 du code de la sécurité sociale - Recherches sur la personne*) (p. 2682). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2693).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3394).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3556). - **Organisation de la discussion** (p. 3559). - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3595).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3655).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) - **Demande de priorité** (p. 3935). - **Demande de seconde délibération - Seconde délibération** (p. 3954). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3962). (p. 3966).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4243, 4244).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 5 octies** (p. 4617).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 24 ter B** (*Clause de révision de la loi de bioéthique*) (p. 4687). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4711, 4712).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** [n° 499 (2010-2011)] - (15 juin 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (*art. 34 de la Constitution*) - **Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires** (p. 4852). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4877, 4778).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4997, 4998).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - corapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5042, 5043).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5287).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 660 (2010-2011)]** - (27 juin 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 3** (art. L. 6222-5-1 et 6325-4-1 (nouveaux) du code du travail - Possibilité de souscrire un contrat d'apprentissage ou un contrat de professionnalisation avec deux employeurs pour l'exercice d'activités saisonnières) (p. 5391). - **Article 6 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-1 du code du travail - Conditions de souscription d'un contrat d'apprentissage avant seize ans) (p. 5402, 5403). - **Article 6 septies A (nouveau)** (art. L. 6325-25 (nouveau) du code du travail - Ouverture du contrat de professionnalisation aux particuliers employeurs) (p. 5404). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3123-8 du code du travail - Assouplissement des modalités d'augmentation temporaire des horaires contractuels des salariés à temps partiel) (p. 5442).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)]** - (28 juin 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5511, 5512).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 17 ter** (art. L. 2212-10-1 (nouveau) du code de la santé publique - Expérimentation de la prescription de l'IVG médicamenteuse par les sages-femmes) (p. 5752).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5900). (p. 5900, 5901). (p. 5901). (p. 5902). (p. 5904). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5922). (p. 5923). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5927, 5928). (p. 5930). (p. 5931).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) - présidente de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur général de la commission des affaires sociales (p. 6088, 6090).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture [n° 721 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6155).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - présidente de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 6258). - **Article 2 bis** (Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire) (p. 6271). - **Article 9 bis** (Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 6272).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire [n° 753 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - présidente de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6382).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 742 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - en remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6390, 6391).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6913, 6914).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7368, 7370).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7428). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7455).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux) (p. 7496, 7497). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 7510). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 131-9 et L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. 14 et 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Clarification de règles applicables aux contributions sociales) (p. 7512, 7513). - **Article 15** (art. 1010 et 1010 A du code général des impôts - Révision du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 7516, 7517). - **Article 19** (art. L. 5121-15, L. 5121-16, L. 5121-17, L. 5121-18, L. 5121-19, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5123-2, L. 5138-5, L. 5211-5-2, et L. 5221-7, L. 5321-2, L. 5321-3 (nouveau), L. 5421-6-3 (nouveau), L. 5422-2, L. 6221-11 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5, L. 162-17, L. 162-17-5, L. 241-2, art. 1600-0 N, 1600-0 O, 1600-0 P, 1600-0 Q, 1635 bis AE (nouveaux) et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D (nouveau) du livre des procédures fiscales - Financement de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) (p. 7547). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7577).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7598). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 2132-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 7623).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 37 (priorité)** (p. 7680, 7681). (p. 7682). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 7697, 7698). - **Articles additionnels après l'article 58 ter (priorité)** (p. 7700). (p. 7702). - **Article 36** (art. L. 1435-8 à L. 1435-11 (nouveaux), art. L. 1432-6, L. 1433-1, L. 1434-6, L. 1435-4 et L. 6323-5 du code de la santé publique ; art. L. 221-1-1 et L. 162-45 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - Création d'un fonds d'intervention régional) (p. 7729). (p. 7730). - **Article 49** (art. L. 351-3 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 742-3 du code rural et de la pêche maritime - Droits à la retraite des sportifs de haut niveau) (p. 7758, 7759). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7802).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7892).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8392, 8394).

- **Rappel au règlement** - (24 novembre 2011) (p. 8429).

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du premier Ministre le 25 janvier 2011 ; fin de mission le 24 juillet 2011.

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Rapporteur de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz ; nouvelle nomination ; membre suppléant le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne [n° 226 (2010-2011)] (18 janvier 2011) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi organique [n° 196 (2010-2011)] tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française [n° 273 (2010-2011)] (2 février 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Nickel en Nouvelle-Calédonie : tirer les leçons d'une défiscalisation réussie [n° 368 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Entreprises - Outre-mer - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi de simplification des normes applicables aux collectivités locales [n° 779 (2010-2011)] (4 août 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la possibilité offerte aux conseils généraux d'avoir recours au partenariat public-privé pour des opérations liées aux besoins des services départementaux d'incendie et de secours [n° 780 (2010-2011)] (4 août 2011) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'agence de l'outre-mer pour la mobilité : un pilotage à l'aveugle ? [n° 48 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Outre-mer [n° 107 tome 3 annexe 18 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 134 (2011-2012)] autorisant la ratification de l'accord monétaire entre la République française et l'Union européenne relatif au maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne [n° 188 (2011-2012)] (14 décembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 181).

- **Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française** [n° 64 (2010-2011)] - (14 février 2011) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 1336, 1337). - **Article 2** (*Assistance administrative mutuelle en matière fiscale entre l'Etat et Saint-Martin*) (p. 1343, 1344). - **Vote sur l'ensemble** (p. 1345).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3117).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3245, 3247). - **Article 6** (*Art. L. 121-2 du code de l'urbanisme - Transmission par le préfet des informations sur les risques naturels*) (p. 3265).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements**

d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - co-auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 3293, 3294).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4548).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture** [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - **Article 14 ter A** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière*) (p. 5504, 5505).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 697 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5828, 5830).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique** [n° 656 (2010-2011)] - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6007, 6009). - **Article 13 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 12 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétérance*) (p. 6022, 6023).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7457).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7943, 7944). (p. 7951).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (*art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8231, 8232). - **Article 12** (*art. 51 de la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et art. 7 et 35 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en oeuvre du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 8274).

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 8446).

Outre-mer

- (24 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8493, 8494). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8518). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8521, 8527).

DOMEIZEL (Claude)
sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 33 (2011-2012)] relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives [n° 227 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - *Deuxième lecture* [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 258). (p. 263, 264). (p. 267).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 438, 439).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire*) (p. 1111). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 1123, 1124). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Notification et exercice des droits en rétention*) (p. 1133, 1134).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Article unique** (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994) (p. 1463).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - *Deuxième lecture* [n° 342 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Article 33** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - *Suppression de commissions administratives*) (p. 2190, 2191).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 393 (2010-2011)] - (13 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français*) (p. 2808).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - auteur de la proposition de résolution (p. 3174, 3176).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs** [n° 545 (2010-2011)] - (30 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4298, 4299). - **Article 1er** (*nouvel art. L. 131-8-1 du code du sport - Établissement d'une charte éthique par les fédérations sportives*) (p. 4300). - **Article 25** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 232-21 et L. 232-22 du code du sport - *Suppression du pouvoir de sanction des fédérations en matière de dopage*) (p. 4311). - **Article 28** (art. L. 241-2 à L. 241-10 du code du sport - *Coordinations en matière de dopage animal*) (p. 4313).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 4417).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6487). - **Article 3** (*Couverture des charges de prestations familiales*) (p. 6501).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** - *Deuxième lecture* [n° 740 (2010-2011)] - (3 novembre 2011) - **Article 1er A** (*Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel - patrimoine mondial*) (p. 7211). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 7214, 7215). - **Article 10** (*Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement*) (p. 7230).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans** [n° 63 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7239, 7240). - **Discussion générale** (p. 7258, 7259).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 32** (*Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 7574).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 7762). - **Article 51** (art. L. 382-29-1 du code la sécurité sociale - *Rachat des périodes de formation à la vie religieuse au régime d'assurance vieillesse des cultes*) (p. 7765).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Culture

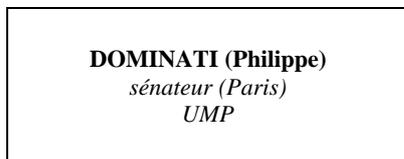
- (25 novembre 2011) (p. 8615, 8616). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8626).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) (p. 8638, 8539). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8646). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8650).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9051, 9052).



Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité de suivi du niveau et de l'évolution des taux d'intérêt des prêts aux particuliers le 12 mai 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 321 (2010-2011)] tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 428 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 107 tome 3 annexe 9 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 802, 803).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 17 ter (Supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 960).

- **Questions cribles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2169, 2170).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (31 mars 2011) - **Article 1er** (Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale) (p. 2332, 2341).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (13 avril 2011) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2791). (p. 2796).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 3152, 3155). - **Article 2** (Introduction d'un niveau plancher d'impôt sur les sociétés effectivement acquitté) (p. 3169, 3170). - **Article 3** (Art. 219 du code général des impôts - Différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du résultat) (p. 3172).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 4** (art. 787 B, 787 C et 790 du code général des impôts - Suppression des réductions de droits de donation liées à l'âge du donateur) (p. 5104, 5105). (p. 5105).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Article 10 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5208).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7956). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7967). (p. 7970).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8021).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8072). (p. 8075). (p. 8080, 8081). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 8085, 8086). - **Articles additionnels après l'article 3 sexies** (p. 8087). (p. 8087).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8165). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 115-6, L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée - Adaptation du régime de la taxe sur les services de télévision affectée au Centre national du

cinéma et de l'image animée) (p. 8171). (p. 8171, 8172). - **Article 5 octies (nouveau)** (*art. 1613 ter du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des sucres ajoutés*) (p. 8189, 8190).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8250). (p. 8250). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8319, 8320).

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) - **Article 60 ter (nouveau)** (*Demande de rapport sur la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du tabac*) (p. 8798).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (1er décembre 2011) - **Article 32 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 9038).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9097, 9098).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9174, 9175). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9185).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9324). (p. 9325). - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9338, 9339). (p. 9343). - **Article 47 quater (nouveau)** (*art. 1464 A du code général des impôts - Exonération de CFE pour les spectacles musicaux et de variétés*) (p. 9344). - **Article 47 terdecies (nouveau)** (*Instauration d'une carence d'un jour pour les fonctionnaires malades*) (p. 9366). - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales*) (p. 9370). - **Articles additionnels après l'article 47 octodecies** (p. 9371). (p. 9373).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation des effets de la décision n° 11 de la commission de la copie privée et validation des rémunérations versées sur le fondement de cette décision*) (p. 10032). (p. 10032, 10033).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (22 décembre 2011) - **Article 8 ter** (*art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif*) (p. 10325). (p. 10325). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 10331). - **Articles additionnels après l'article 10 bis F** (p. 10350). (p. 10350). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10366).

DOUBLET (Michel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Comité national de l'eau le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

DOUILLET (David)
ministre des sports
(à partir du 27 septembre 2011)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UC, puis UCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles jusqu'au 4 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'indemnisation des communes au titre des périmètres de protection de l'eau** - (11 janvier 2011) (p. 32, 33).

- **Questions cibles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4519, 4520).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8890).

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9205, 9207). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 9209, 9211).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Article 1er A** (art. 150 VB, 150 VC, 150 VD, 150 VE, 150 VG, 244 bis A et 647 du code général des impôts - Aménagements du régime d'imposition des plus-values immobilières, hors résidence principale) (p. 6461). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6505, 6506).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6639, 6640).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6765, 6766). - **Intitulé du chapitre 1er** (Dispositions relatives aux missions et au conseil d'administration de l'Agence nationale des voies navigables) (p. 6784). - **Article 1er** (art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration) (p. 6791). - **Article 7** (Modalités de transfert des personnels, statut et régime transitoire d'organisation et d'aménagement du temps de travail des personnels transférés) (p. 6802).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire) (p. 10063, 10064). (p. 10066, 10067).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10140, 10141). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et

instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10161, 10062). (p. 10165). (p. 10174). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10184).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10216, 10217). - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers) (p. 10224). - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10235). (p. 10236). (p. 10244, 10246). - **Article 4** (art. L. 121-87, L. 121-88, L. 121-91 et L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - Contrats de fourniture d'électricité ou de gaz naturel) (p. 10252, 10253). - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 337-6 et L. 445-3 du code de l'énergie - Tarification progressive de l'électricité) (p. 10265). (p. 10267). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A** (p. 10277).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10299). (p. 10299, 10300). - **Article 8 ter** (art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif) (p. 10325). (p. 10329). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10357). (p. 10359). (p. 10362, 10363). (p. 10366, 10367). - **Articles additionnels après l'article 10 bis M** (p. 10368). (p. 10369). (p. 10369). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10381). (p. 10384).

DUCHÊNE (Marie-Annick)
sénateur (Yvelines)
UMP-R

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 54 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9632, 9633).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10022, 10023).

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 363 (2010-2011)] relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016 [n° 439 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la vente illicite de billets pour les manifestations culturelles ou sportives [n° 771 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Culture - Sports**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 975, 976).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 3091, 3092). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3103, 3106). - **Article 1er (Éligibilité aux subventions publiques, redevances et participations financières des projets d'enceintes sportives réalisés en vue de l'Euro 2016 sous le régime du bail emphytéotique administratif)** (p. 3111). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3116, 3117). - **Article 3 (Dérogation à l'interdiction pour les personnes publiques de recourir à l'arbitrage)** (p. 3119). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3120).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs** [n° 545 (2010-2011)] - (30 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4296, 4298).

DULAIT (André)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux ; nouvelle nomination le 6 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 133 (2010-2011)] relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs [n° 211 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Défense** : préparation et emploi des forces [n° 108 tome 7 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs** [n° 212 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1633, 1634).

- **Questions cribles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1807).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour la préparation et l'emploi des forces (p. 8746, 8747).

DUMAS (Catherine)
sénatrice (Paris)
UMP

Non réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 12 janvier 2011 au 30 septembre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 11 janvier 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La maison de l'Histoire de France : Rendez-vous avec l'Histoire [n° 507 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions** [n° 179 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 556, 557). - **Article 1er** (*loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Modalités de mise en oeuvre du principe de l'indépendance des rédactions*) (p. 562).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture** [n° 340 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2225).

- **Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse** [n° 475 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3484, 3485).

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) (p. 4233, 4234).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture** [n° 668 (2010-2011)] - (1er juillet 2011) - **Article 17 ter** (*art. L. 2212-10-1 (nouveau) du code de la santé publique - Expérimentation de la prescription de l'IVG médicamenteuse par les sages-femmes*) (p. 5752).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er C** (p. 6477, 6478). - **Article 1er D (nouveau)** (*art. 302 bis ZO [nouveau] du code général des impôts - Instauration d'une taxe sur les prestations d'hébergement des hôtels dont le prix de la nuitée est supérieur ou égal à 200 euros*) (p. 6480).

DUPONT (Ambroise)
sénateur (Calvados)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 6 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) ; nouvelle nomination le 17 février 2011.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France le 13 janvier 2011.

Membre titulaire du Comité consultatif des jeux le 11 mars 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la redevance au profit des sociétés de courses [n° 599 (2010-2011)] (10 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Ecologie, développement et aménagement durables [n° 110 tome 3 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien** [n° 607 (2009-2010)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3331, 3332).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 8543, 8544).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9141, 9142).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9813, 9815).

DUPONT (Bernadette)
sénateur (Yvelines)
 UMP-A

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 425, 426).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1404, 1405).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2435, 2436).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 2526). (p. 2530).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (13 mai 2011) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3951). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3953).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (19 mai 2011) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Placement sous contrôle judiciaire des mineurs de treize à seize ans*) (p. 4135).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 4626). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21*) (p. 4639).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - *Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 4951, 4952).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (28 juin 2011) (p. 5457).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)]** - (28 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5511).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - **Article 16 bis A** (art. L. 322-3 du code de l'action sociale et des familles - *Prise en charge des frais de transport des enfants accueillis dans les centres d'action médico-sociale précoce et les centres médico-psycho-pédagogiques*) (p. 5750). - **Article 17 ter** (art. L. 2212-10-1 (nouveau) du code de la santé publique - *Expérimentation de la prescription de l'IVG médicamenteuse par les sages-femmes*) (p. 5751). - **Article 24** (art. 31, 44, 45-1 et 45-2 nouveaux de la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation - *Responsabilité civile des professionnels de santé - Indemnisation des victimes de préjudices corporels*) (p. 5772, 5774).

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La Guyane : une approche globale de la sécurité [n° 271 (2010-2011)] (1er février 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 199 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique concernant l'échange d'informations et de données à caractère personnel relatives aux titulaires du certificat d'immatriculation de véhicules contenues dans les fichiers nationaux d'immatriculation des véhicules dans le but de sanctionner les infractions aux règles de la circulation [n° 461 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 534 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la restauration du patrimoine architectural de la ville de L'Aquila [n° 606 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UC, puis UCR

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 18, 25 janvier, 3, 16 février, 6, 26 avril, 4, 11, 25 mai, 22, 29 juin, 5, 11 juillet, 11, 26 octobre, 8, 16, 22, 28 novembre et 14 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des oeuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

DURIEZ (Odette)
sénatrice (Pas-de-Calais)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 915). (p. 915). (p. 915, 916). - **Article 12 bis (Nouveau)** (art. L. 211-2 du CESEDA - *Extension des cas dans lesquels un refus de visa doit être motivé*) (p. 917).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (6 avril 2011) - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - *Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2490, 2492). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 2531).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Deuxième lecture [n° 431 (2010-2011)]** - (26 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 321-22 du code de commerce - *Sanctions disciplinaires*) (p. 3071).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7818, 7819).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7941).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

DURRIEU (Josette)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SOC-EELVr

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République ; nouvelle élection le 13 décembre 2011.

Présidente déléguée de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; puis membre titulaire le 13 décembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : 59e session ordinaire - 2010 [n° 206 (2010-2011)] (11 janvier 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - première partie de la session ordinaire 2011 [n° 291 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - troisième partie de la session ordinaire 2011 [n° 10 (2011-2012)] (11 octobre 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7130, 7131).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7828).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) (p. 8763, 8764).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8814, 8815).

DUVERNOIS (Louis)
sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP
(jusqu'au 30 septembre 2011)
sénateur (Français établis hors de France (Série I))
UMP
(à partir du 1er octobre 2011)

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France internationale (RFI) jusqu'au 12 octobre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français du 3 mars 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Action extérieure de l'Etat** [n° 110 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier

2011) - auteur de la proposition de résolution n° 94 - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)** (p. 390, 391).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 52 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 462).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Article 75 bis A (Texte non modifié par la commission) (art. 6 de la loi n°2010-873 du 27 juillet 2010 - Tutelle de l'établissement public « Campus France »)** (p. 1210).

- **Questions cribles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4347, 4348).

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger - Deuxième lecture [n° 529 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4389, 4390).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) (p. 8617, 8618).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) (p. 8637, 8638).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 8803, 8804).

EBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) le 13 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 110 tome 2 fasc. 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 160 (2011-2012)] pour 2011 [n° 163 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7207, 7208). - **Article 1er (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine)** (p. 7214).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 8608, 8609). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8626).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9202, 9203).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 octies** (p. 9355). (p. 9356).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 9731, 9734).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2011) - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9810). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9818, 9819).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Article 22** (*art. L. 524-2 à L. 524-4, L. 524-7 à L. 524-10, L. 524-12 à*

L. 524-15 du code du patrimoine, art. 1647 du code général des impôts et art. 28 et 55 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Réforme de la redevance d'archéologie préventive) (p. 9994). (p. 9995).

EMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et déchets radioactifs.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la volatilité des prix agricoles [n° 579 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 499 (2010-2011)] relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 595 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Pouvoirs publics [n° 107 tome 3 annexe 20 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, coprésident du groupe de travail sur la réforme de la politique agricole commune (p. 43, 44).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 1412). (p. 1441).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - président de la commission de l'économie - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2273).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Demande de réserve** (p. 2288). - **Discussion générale** (p. 2296).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2011) - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2324, 2329).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse [n° 444 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 4** (*Art. L. 425-12-1 du code de l'environnement [nouveau] - Préservation de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et plan de tir aux grands animaux dans les espaces manifestement sous chassés*) (p. 3456).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 4482).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 4792, 4793).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (*art. 34 de la Constitution*) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de*

financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires) (p. 4851, 4852). (p. 4863). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 41 de la Constitution - Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire) (p. 4876). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 61-2 nouveau de la Constitution - Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4887). - **Article 11** (art. 72-2 de la Constitution - Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales) (p. 4888).

- Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6258, 6259).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8237).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8936).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9167, 9168). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9174).

ESCOFFIER (Anne-Marie)
sénateur (Aveyron)
RDSE

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration le 25 mai 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 6 décembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées le 20 décembre 2011.

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 25 octobre 2011 ; puis présidente le 26 octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Prévenir effectivement les conflits d'intérêts pour les parlementaires [n° 518 (2010-2011)] (12 mai 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-27-1 du code civil - Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française) (p. 860). (p. 862). - **Article 3** (art. 20-6 et 21-28 du code civil - Remise de la charte des droits et devoirs du citoyen français lors des cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française ou à l'occasion de la journée défense et citoyenneté) (p. 863, 864). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 872). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26-3 du code civil - Extension du délai pendant lequel l'administration peut refuser d'enregistrer une déclaration de nationalité française à raison d'un mariage, en cas d'opposition formée par le Gouvernement) (p. 877). - **Article 5** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour) (p. 881, 882). (p. 883). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 895). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 900). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « Purge des nullités » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 905). - **Article 10** (L. 222-3-1 [nouveau] du CESEDA -

Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'un maintien en zone d'attente) (p. 911). - **Article 11** (art. L. 222-6 du CESEDA - Caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 916).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire** [n° 262 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Discussion générale** (p. 993, 994).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1049).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (8 mars 2011) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 et 62 du code de procédure pénale - Audition des témoins) (p. 1939).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2430, 2432).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2714, 2415). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 2751). - **Article 2 bis** (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 2753). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2760). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2764).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 2808). (p. 2810). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 2847). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention) (p. 2850, 2851).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3544, 3545). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3572).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3628, 3637).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Commission mixte paritaire** [n° 492 (2010-2011)] - (11 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3684, 3685).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3985, 3987).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4192, 4193).

- **Proposition de loi** visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs - *Deuxième lecture*

[n° 533 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4380, 4381).

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger - Deuxième lecture [n° 529 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4388).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 433 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4396, 4397).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4506, 4507).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4924, 4925). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3213-1 à L. 3213-5, L. 3213-5-1 (nouveau), L. 3213-6 à L. 3213-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 4977). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires) (p. 4993). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4996).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)]** - (28 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5487, 5488).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5644, 5645).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6899, 6900).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6955, 6956).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture [n° 40 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7184, 7185).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (4 novembre 2011) - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7305). - **Article 9 (nouveau)** (art. 36 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Dérogation au principe de continuité territoriale des EPCI à fiscalité propre) (p. 7320). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7328, 7329).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 novembre 2011) (p. 7395).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 10 (Augmentation du forfait social)** (p. 7439). (p. 7441). (p. 7442).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de

la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux) (p. 7498). (p. 7501).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 37 (priorité)** (Expérimentation d'une modulation du forfait global relatif aux soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes en fonction d'indicateurs de qualité et d'efficience) (p. 7670). (p. 7673). - **Articles additionnels après l'article 38 (priorité)** (p. 7691, 7692). - **Article 58 bis (nouveau) (priorité)** (art. L. 551-1 du code de la sécurité sociale - Report de la revalorisation des prestations familiales au 1er avril de chaque année) (p. 7699). - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Allongement de la durée de résidence en France requise pour l'attribution aux étrangers des allocations aux personnes âgées) (p. 7768). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7802, 7803).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7872, 7873).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8105). (p. 8106).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8397). - **Question préalable** (p. 8415, 8416).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (1er décembre 2011) (p. 8991, 8992).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (1er décembre 2011) (p. 9034, 9035).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2011) (p. 9084).

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2011) (p. 9105, 9106).

Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2011) (p. 9110).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) (p. 9117, 9118).

Conseil et contrôle de l'Etat

- (2 décembre 2011) (p. 9163).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2011) (p. 9169, 9170).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) (p. 9178).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9846, 9847).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau]

du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10178, 10179). (p. 10179, 10180). (p. 10180). (p. 10180, 10181). (p. 10181).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10233). (p. 10234).

ESNOL (Philippe)
sénateur (Yvelines)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6766, 6767).

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Politique des territoires [n° 107 tome 3 annexe 19 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7131).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

FALCO (Hubert)
sénateur (Var)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des finances du 29 mars 2011 au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 28 mars 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

FARREYROL (Jacqueline)
sénatrice (La Réunion)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

- (24 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 8454).

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) - rapporteure spéciale de la commission des finances (p. 8659, 8660). - **Article n° 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8674).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9537, 9538).

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 77 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8505, 8506). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8526, 8527).

FAUCHON (Pierre)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC

Cessation de mandat le 23 janvier 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 13 janvier 2011 au 23 janvier 2011.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 12 janvier 2011.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la délinquance d'imprudence et à une modification des dispositions de l'article 223-1 du code pénal instituant le délit de « mise en danger délibérée de la personne d'autrui » [n° 223 (2010-2011)] (13 janvier 2011) - **Justice.**

INTERVENTIONS

- **Hommage à M. Pierre Fauchon, sénateur de Loir-et-Cher** - (20 janvier 2011) (p. 352).

FAUCONNIER (Alain)
sénateur (Aveyron)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 12 (2011-2012)] - rapport [n° 175 tome 1 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 12 (2011-2012)] - Comptes rendus des travaux de la commission et tableau comparatif [n° 175 tome 2 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Rappel au règlement** (p. 4448). - **Discussion générale** (p. 4467, 4468).

- *Commission mixte paritaire* [n° 641 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5678, 5679).

- **Projet de loi** renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)] - (20 décembre 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 10131, 10132). - **Article 1er** (art. L. 340-1 à L. 340-7 [nouveaux] du code de commerce - Dispositions relatives aux réseaux de distribution) (p. 10152). - **Articles additionnels après l'article 1er bis A** (p. 10153). - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 10155, 10156). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3

[nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile (p. 10162, 10171). (p. 10172, 10181). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10183, 10188).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers) (p. 10221). (p. 10226). - **Article additionnel après l'article 2 bis AA** (p. 10226). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 10229). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. L. 442-12 du code de la construction et de l'habitation - Prise en compte des enfants majeurs pour l'attribution des logements sociaux et le calcul du supplément de loyer de solidarité) (p. 10230). - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10233, 10247). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10249, 10250). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 10251). - **Article 4** (art. L. 121-87, L. 121-88, L. 121-91 et L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - Contrats de fourniture d'électricité ou de gaz naturel) (p. 10253). (p. 10254, 10255). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10256, 10260). - **Article 4 bis** (art. L. 121-99, L. 121-100, L. 121-101, L. 121-102, L. 121-103, L. 121-104, L. 121-105, L. 121-106, L. 121-107 et L. 121-108 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement des contrats relatifs à la fourniture de gaz de pétrole liquéfié en vrac) (p. 10261). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 10262). - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 337-6 et L. 445-3 du code de l'énergie - Tarification progressive de l'électricité) (p. 10265, 10267). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10268, 10272). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 33-9 du code des postes et des communications électroniques - Tarif social de l'accès à internet haut débit) (p. 10272, 10274). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10274). - **Article 5 bis AA (nouveau)** (art. L. 34-9-1-1 et L. 34-9-1-2 [nouveaux] du code des postes et des communications électroniques - Encadrement des restrictions apportées par les équipementiers mobiles à la connexion de leurs terminaux à des réseaux de communications électroniques) (p. 10275). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A** (p. 10276, 10278).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5 bis A (suite)** (p. 10296). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10301, 10307). - **Article 7** (art. L. 115-1-1 et L. 115-2-1 [nouveaux], L. 115-4 et L. 115-16 du code de la consommation, L. 712-4, L. 721-1 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle et L. 310-4 du code de commerce - Extension de la protection des indications

géographiques aux produits non alimentaires) (p. 10309, 10310). - **Article 7 bis** (art. L. 113-7 [nouveau] du code de la consommation - Information sur le lieu de fabrication des plats vendus dans les restaurants) (p. 10312). - **Article 8** (art. L. 34-5 du code des postes et des communications électroniques, L. 121-18, L. 121-19, L. 121-20-1 à L. 121-20-3, L. 121-26, L. 141-1 et L. 121-97 [nouveau] du code de la consommation - Encadrement des ventes en ligne et du transport de marchandises) (p. 10317, 10320). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10320). - **Article 8 ter** (art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif) (p. 10326). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 10331). - **Article 9** (art. L. 113-3 et L. 121-1 du code de la consommation et L. 311-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Renforcement de l'information du consommateur) (p. 10333, 10334). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 10335). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 10336). - **Article 10** (art. L. 111-4 [nouveau], L. 113-3-1 [nouveau], L. 113-6, L. 121-15, L. 121-15-3, L. 132-2, L. 132-3 [nouveau], et L. 141-1, L. 421-2, L. 421-6 et L. 115-26-1 du code de la consommation - Renforcement des pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF) (p. 10339, 10344). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10345). - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 310-2 du code de commerce - Conditions d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente au déballage de fruits et légumes) (p. 10346, 10347). - **Article 10 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-1 et L. 221-10 du code de la consommation - Compétence consultative de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) (p. 10348). - **Articles additionnels après l'article 10 bis F** (p. 10350, 10352). - **Article 10 bis I** (art. L. 671-1, L. 671-3-1 [nouveau] et L. 692-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'information de l'Observatoire des prix et des marges et renforcement des contrôles et sanctions pour mauvaise transmission ou absence de transmission d'informations à l'Observatoire) (p. 10353, 10354). - **Articles additionnels après l'article 10 bis I** (p. 10354, 10356). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10357, 10364). - **Articles additionnels après l'article 10 bis M** (p. 10368, 10369). (p. 10369). - **Article 10 quater** (art. L. 141-3 du code de la consommation - Transmission au tribunal de commerce de certaines informations par la DGCCRF) (p. 10370). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive communautaire 2009/110 « monnaie électronique ») (p. 10372). - **Seconde délibération - Article 3 ter (nouveau)** (Information des modalités de résiliation) (p. 10380).

FAURE (Jean)
sénateur (Isère)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique relative aux créations ou augmentations de charges résultant pour les collectivités territoriales des prescriptions de l'État [n° 383 (2010-2011)] (29 mars 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'adoption des prescriptions de l'État dans les domaines de compétences des collectivités territoriales [n° 384 (2010-2011)] (29 mars 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Le Kosovo trois ans après l'indépendance [n° 698 (2010-2011)] (30 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

FAVIER (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre DE LA Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 25 octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société**.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 745 (2010-2011)] visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 71 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7126, 7127).

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7261, 7262). (p. 7264).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7329, 7330).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7927, 7929).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8875, 8876). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8909).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (1er décembre 2011) (p. 9034).

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UCR

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 68 (2010-2011)] relative au patrimoine monumental de l'État [n° 236 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Culture**.

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à modifier la date de fixation du schéma départemental de coopération intercommunale [n° 8 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 740 (2010-2011)] relative au patrimoine monumental de l'État [n° 37 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Culture**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Enseignement scolaire [n° 110 tome 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État [n° 237 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - auteur de la proposition de loi, rapporteur - **Discussion générale** (p. 484, 485). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 496). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 498, 503). (p. 501). (p. 502). - **Article 2 bis (Nouveau)** (*Classement d'ensembles d'objets mobiliers et servitude de maintien in situ*) (p. 504). - **Article 4** (*Définition du caractère transférable des monuments historiques*) (p. 504, 505). - **Article 5** (*Conditions de transfert aux collectivités territoriales*) (p. 506). - **Article 6** (*Procédure de transfert aux collectivités territoriales*) (p. 507). - **Article 7** (*Convention de transfert à titre gratuit*) (p. 509). - **Article 8** (*Transferts de personnels*) (p. 509). - **Article 9** (*Suivi du transfert et obligation d'information*) (p. 510). - **Article 10** (*Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement*) (p. 511, 513). (p. 513). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 514). - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 516). - **Article 12** (*Gage financier*) (p. 517).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3040, 3041).

- **Questions cribles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 3999, 3400).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-**

2011)] - (7 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4566).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 660 (2010-2011)]** - (27 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5379, 5380). - **Article 6 nonies** (art. L. 612-8, L. 612-9, L. 612-10, L. 612-11, L. 612-12 et L. 612-13 (nouveaux) du code de l'éducation ; art. L. 1221-13 et L. 2323-83 du code du travail ; art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ; art. L. 262-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - Etablissement d'un cadre législatif visant à limiter les abus auxquels peuvent donner lieu les stages en entreprise et à consacrer les droits des stagiaires) (p. 5414). - **Article 6 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-24 du code du travail - Prise en compte de la durée du stage dans la période d'essai en cas d'embauche dans l'entreprise) (p. 5414). - **Article 11** (art. L. 1233-65, L. 1233-66, L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69 et L. 1233-70 du code du travail - Création et encadrement juridique du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 5434, 5435). (p. 5436). (p. 5436). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6341-1 du code du travail ; art. L. 131-2, L. 135-2, L. 142-2, L. 213-1, L. 311-5, L. 351-3 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; ordonnance n° 2006-433 du 13 avril 2006 - Coordination et mesures transitoires) (p. 5438). (p. 5439). (p. 5439). (p. 5439, 5440). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 5441). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3123-8 du code du travail -

Assouplissement des modalités d'augmentation temporaire des horaires contractuels des salariés à temps partiel) (p. 5443).

- **Questions cribles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5473, 5474).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) (p. 7195, 7196).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Article 1er A** (*Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel - patrimoine mondial*) (p. 7209, 7210). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 7212, 7213). (p. 7217). - **Article 7** (*Convention de transfert à titre gratuit*) (p. 7226). (p. 7225). (p. 7228). - **Article 13** (*Décret d'application*) (p. 7230). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7230).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 9043, 9044). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9066, 9067). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9070).

FERRAND (André)
sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et de la commission des finances : Le tourisme, un atout formidable pour la France [n° 684 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Économie [n° 107 tome 3 annexe 11 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Article 17** (*art. 164 C, 197 A, 234 sexdecies [nouveau] et 1729 B du code général des impôts - Taxe sur les résidences secondaires des non-résidents*) (p. 5291). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5354, 5355).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement jusqu'au 4 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8675, 8677).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Article 47 septies (nouveau) et articles additionnels après l'article 47 septies** (*art. 1522 bis [nouveau] du code général des impôts - Modalités de mise en place d'une part variable incitative de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères*) (p. 9351).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 9943, 9944). (p. 9945). (p. 9946).

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 121, 122).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2022).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) (p. 8669, 8670).

FILLEUL (Jean-Jacques)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC-EELVr

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire du Comité national des "trames verte et bleue" le 15 décembre 2011.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

FILLON (François)
Premier ministre

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2096, 2098).

FISCHER (Guy)
sénateur (Rhône)
CRC-SPG, puis CRC

Vice-président du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011 ; a présidé les séances des 11 janvier, 1er, 10 février, 1er, 2, 3, 9, 10 mars, 12, 26, 27 avril, 17, 18, 24, 30 mai, 7, 14, 21, 23, 30 juin et 13 juillet 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 6 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8561, 8562).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6330, 6333).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9511, 9515).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire de la Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires du 17 février 2011 au 28 novembre 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi portant création d'une chambre consulaire de la vie associative dans le département de La Réunion [n° 707 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 2011) (p. 399).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 408, 410). - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 439). - **Article 3** (*Droit de rédiger des directives anticipées relative à la fin de vie*) (p. 441, 442).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail** [n° 233 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Question préalable** (p. 581, 583). - **Article 1er** (*art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail*) (p. 595, 596). (p. 601). (p. 605). - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 4622-11 [nouveau] du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises*) (p. 609). - **Article additionnel après l'article 5 quinquies** (p. 613). - **Article 6** (*art. L. 4625-2 [nouveau] du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 615). - **Article 7** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 4622-13 [nouveau] du code du travail - Contrôle des conventions par le conseil d'administration du service de santé au travail interentreprises*)

(p. 618). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-1 [nouveau] du code du travail - *Dérogations pour certaines professions*) (p. 623).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Article 12 bis** (*Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de lutte contre les discriminations*) (p. 718).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Article 1er** (art. L. 3331-1, L. 3331-1-1, L. 3331-2, L. 3331-3, L. 3331-5, L. 3331-6, L. 3332-3 à L. 3332-6, L. 3335-10, L. 3352-4 et L. 3352-4-1 du code de la santé publique ; art. L. 313-1 du code du tourisme - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour le secteur de la vente de boissons sur place et à emporter*) (p. 1253, 1254). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-3 et L. 5212-1 du code de la santé publique - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux*) (p. 1256). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5222-2 du code de la santé publique - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro*) (p. 1258). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les organismes d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 1261). - **Article 5 bis** (art. L. 1125-1, L. 1222-1, L. 1223-1, L. 4211-9-1, L. 4211-10, L. 5121-1, L. 5121-5, L. 5121-20, L. 5124-1, L. 5124-9-1 et L. 5124-18 du code de la santé publique - *Médicaments de thérapie innovante*) (p. 1264). - **Article 5 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour la mise en cohérence du droit national avec le règlement du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques*) (p. 1265). - **Article 8** (art. L. 7123-11, L. 7123-13, L. 7123-14, L. 7123-15, L. 7123-16, L. 7123-26, L. 7123-27, L. 7124-4 du code du travail - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les agences de mannequins*) (p. 1270). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 et L. 411-1-1 du code de l'action sociale et des familles - *Complément de transposition de la directive « reconnaissance des qualifications professionnelles » pour les assistants de service social*) (p. 1272). - **Article 13** (*Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 1287). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1301).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1384, 1386). (p. 1402).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1565, 1567). - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4043-2 [nouveaux] du code de la santé publique - *Société interprofessionnelle ambulatoire*) (p. 1577, 1579). - **Article 2** (art. L. 6323-3, L. 6323-3-1 (nouveau) et L. 1110-4 du code de la santé publique - *Maisons de santé. Respect du secret médical dans les structures de soins ambulatoires*) (p. 1583, 1585). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - *Contrat santé solidarité*) (p. 1585, 1586). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1588, 1594). - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 6112-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Modalités d'indemnisation des médecins libéraux participant à la permanence des soins dans les établissements de santé*) (p. 1594, 1595).

- **Rappel au règlement** - (17 février 2011) (p. 1595, 1596).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques - Commission mixte paritaire [n° 319 (2010-2011)]** - (9 mars

2011) - **Discussion générale** (p. 1985, 1986). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1997, 1998).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 1998, 2000). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation, pour les médecins, de déclarer leurs absences programmées*) (p. 2002). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2006). - **Article 5** (art. L. 162-12-18 à L. 162-12-20 du code de la sécurité sociale - *Rétablissement des contrats de bonne pratique et des contrats de santé publique*) (p. 2008, 2009). (p. 2008, 2009). - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires*) (p. 2011, 2012). - **Article 14 A (Nouveau)** (art. L. 6133-7 et L. 6133-8 du code de la santé publique - *Abrogation des dispositions du code de la santé publique relatives au groupement de coopération sanitaire-établissement*) (p. 2020, 2021). - **Article 16** (art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles - *Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux*) (p. 2025).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)]** - (31 mars 2011) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 2342, 2344).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2424, 2426). - **Article 1er A (Nouveau)** (*Habilitation du Gouvernement à ratifier la convention d'Oviedo*) (p. 2450, 2451). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - *Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2452, 2457). - **Article 4 ter** (art. L. 1131-3 du code de la santé publique - *Encadrement du recours à des tests génétiques à des fins médicales*) (p. 2462, 2463). - **Article 4 quater** (*Abrogation de l'ordonnance du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale*) (p. 2465, 2466). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 2467). - **Article 5** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - *Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes*) (p. 2469).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2481, 2482). (p. 2485). - **Article 5 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-14 du code de la santé publique - *Inscription dans le dossier médical personnalisé du fait que le patient est informé de la législation relative au don d'organes*) (p. 2493). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 2493, 2294). (p. 2494). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2497). (p. 2502). - **Article 5 sexies** (art. L. 161-31 du code de la sécurité sociale - *Inscription sur la carte Vitale du fait que son titulaire a été informé de la législation en vigueur relative aux dons d'organes*) (p. 2502, 2503). - **Article 5 octies** (*Mise en oeuvre par l'agence de la biomédecine d'une campagne quinquennale d'information sur les dons d'organes et évaluation de son impact*) (p. 2505). - **Article 6** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 et L. 1245-5 du code de la santé publique - *Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique*) (p. 2506). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - *Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta*) (p. 2508, 2509). (p. 2511). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2512, 2513). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 2528). (p. 2531).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 13 bis** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Délai de réflexion avant une décision d'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2558, 2559). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2569, 2575). - **Article 15** (art. L. 1244-2, L. 1244-7, L. 2141-5, L. 2141-6 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Information des donneurs et des couples demandeurs sur les conditions de la levée d'anonymat du don de gamètes et de l'accueil d'embryon) (p. 2578). - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par les femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 2596). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2611). - **Article 20 ter (Nouveau)** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - Consentement à la conservation d'ovocytes) (p. 2613). - **Article 21** (art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche) (p. 2616). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 2620). - **Article 22 ter** (art. L. 1418-1 du code de la santé publique - Evaluation des centres d'assistance médicale à la procréation par l'agence de la biomédecine) (p. 2622). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2636, 2637). - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 2642).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) (p. 2658). (p. 2661, 2662). (p. 2666). - **Article 24 ter A** (art. L. 1412-1-1 et L. 1412-3-1 du code de la santé publique - Etats généraux de la bioéthique) (p. 2671, 2672). - **Article 24 quater** (art. L. 1418-1 et L. 1418-1-1 (nouveau) du code de la santé publique - Adaptation des missions de l'agence de la biomédecine) (p. 2675). - **Article 24 quinquiés (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2151-7-1 (nouveau) du code de la santé publique - Clause de conscience des personnels de recherche) (p. 2677). - **Article 24 octies (Nouveau)** (art. L. 1121-1 à L. 1121-17, L. 1122-1 à L. 1122-2, L. 1123-1, L. 1123-1-1, L. 1123-6 à L. 1123-12, L. 1123-14, L. 1125-1 à L. 1125-3, L. 1126-5, L. 1126-10, L. 1131-1-1, L. 1221-8-1, L. 1243-3, L. 1243-4, L. 1245-4, L. 1333-1, L. 1333-4, L. 1521-5, L. 1541-4, L. 5124-9 et L. 5126-1 du code de la santé publique, 223-8 du code pénal, L. 161-37 et L. 161-41 du code de la sécurité sociale - Recherches sur la personne) (p. 2682). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2688, 2689).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016 [n° 440 (2010-2011)]** - (27 avril 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3104, 3105).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3327, 3328). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3338).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Rappel au règlement** (p. 3528). - **Discussion générale** (p. 3538, 3540). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3555, 3559). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3564, 3565). (p. 3576). (p. 3589). (p. 3593). (p. 3596, 3599). (p. 3605).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3632). (p. 3639, 3645). (p. 3655). - **Article 2** (Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 3660, 3665). - **Article 3** (Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 3668, 3673).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) (p. 3926, 3929). - **Article 4** (Admission en soins sans consentement des personnes

détenues) (p. 3931). - **Article 6** (Organisation de la prise en charge psychiatrique) (p. 3941). (p. 3942). - **Article 9** (Adaptation de certaines dispositions du projet de loi pour leur application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) (p. 3948). - **Seconde délibération - Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3959, 3960). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3960).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité - Deuxième lecture [n° 537 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4584, 4585).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4606, 4608). - **Article 5 quinquiés AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1211-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Interdiction de discrimination en matière de don du sang) (p. 4616). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 - et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 4619). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 4620, 4621). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 4622).

- **Conférence des présidents** - (8 juin 2011) (p. 4635).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)] (suite)** - (8 juin 2011) - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par des femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 4643). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 4646, 4648).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 22 quinquiés** (p. 4665). - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4666, 4667). (p. 4678). - **Article 24 ter B** (Clause de révision de la loi de bioéthique) (p. 4685). (p. 4687). (p. 4688). - **Intitulé du Titre VII quater** (p. 4700). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4708).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4808, 4809).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 5** (art. 47 de la Constitution - Subordination de l'adoption définitive des lois de finances à l'existence d'une loi-cadre d'équilibre des finances publiques applicable à l'année considérée) (p. 4878, 4879). - **Article 6** (art. 47-1 de la Constitution - Subordination de l'adoption des lois de financement de la sécurité sociale à l'existence d'une loi-cadre d'équilibre des finances publiques applicable à l'exercice considéré) (p. 4879, 4880). - **Article 11** (art. 72-2 de la Constitution - Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales) (p. 4888, 4889). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4893, 4894).

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4902, 4905).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4925, 4926). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 4954, 4955). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3212-1 à L. 3212-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 4964, 4965). (p. 4968, 4969). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3213-1 à L. 3213-5, L. 3213-5-1 (nouveau), L. 3213-6 à L. 3213-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 4972). (p. 4975, 4976). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3214-1 à L. 3214-4 du code de la santé publique - Admission en soins sans consentement des personnes détenues) (p. 4982). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3216-1 (nouveau) du code de la santé publique - Compétence exclusive du juge judiciaire pour le contentieux des soins psychiatriques sans consentement) (p. 4984). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4995).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (22 juin 2011) - **Article 8** (art. 224, 230 H et 1647 du code général des impôts, art. L. 6241-10, L. 6241-11, L. 6241-3, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail et art. 34 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale - Instauration d'un « bonus-malus » sur la taxe d'apprentissage et création du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ») (p. 5187). - **Article 10 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 5206, 5207).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5275, 5276).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 660 (2010-2011)]** - (27 juin 2011) - **Article 3** (art. L. 6222-5-1 et 6325-4-1 (nouveaux) du code du travail - Possibilité de souscrire un contrat d'apprentissage ou un contrat de professionnalisation avec deux employeurs pour l'exercice d'activités saisonnières) (p. 5390, 5391). (p. 5391). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1251-7, L. 1251-12, L. 1251-57 et L. 6226-1 du code du travail - Ouverture de l'apprentissage aux entreprises de travail temporaire) (p. 5393). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 5398). - **Article 6 nonies** (art. L. 612-8, L. 612-9, L. 612-10, L. 612-11, L. 612-12 et L. 612-13 (nouveaux) du code de l'éducation ; art. L. 1221-13 et L. 2323-83 du code du travail ; art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ; art. L. 262-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - Etablissement d'un cadre législatif visant à limiter les abus auxquels peuvent donner lieu les stages en entreprise et à consacrer les droits des stagiaires) (p. 5409). (p. 5410). (p. 5411). (p. 5412). (p. 5412, 5413). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5422, 5423). (p. 5424). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-8 du code du travail - Responsabilité financière des membres d'un groupement d'employeurs) (p. 5427). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-14 du code du travail - Prise en compte des salariés mis à disposition d'une entreprise par un groupement d'employeurs pour le calcul du respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 5429). - **Article 11** (art. L. 1233-65, L. 1233-66, L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69 et L. 1233-70 du code du travail - Création et encadrement juridique du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 5435). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5443).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et**

portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-4 et L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens) (p. 5494, 5495). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5496, 5497). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-5 (nouveau) du code du travail - Plan régional pour l'insertion des travailleurs handicapés) (p. 5499).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire allemande** - (30 juin 2011) (p. 5631, 5632).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5689, 5690).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2011) - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4343-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires) (p. 5708). - **Article 2** (art. L. 6323-3 du code de la santé publique - Maisons de santé. Respect du secret médical dans les centres et maisons de santé) (p. 5709, 5710). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - Contrat santé solidarité) (p. 5714). - **Article 3 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-7 du code de la santé publique - Respect du principe de liberté d'installation des professionnels de santé par le schéma régional d'organisation des soins) (p. 5717). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-12-18 et L. 162-12-20 du code de la santé publique - Contrats de bonne pratique et contrats de santé publique) (p. 5721). - **Article 7 ter A (Supprimé)** (Rapport au Parlement sur la recomposition de l'offre hospitalière) (p. 5729). - **Article 9 bis A** (art. L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Bilan de la prévalence des actes chirurgicaux) (p. 5733). - **Article 9 sexies (Supprimé)** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Appréciation de l'amélioration du service médical rendu avant l'autorisation de mise sur le marché) (p. 5736). (p. 5737). - **Article 16** (art. L. 313-1, L. 313-1-1 et L. 314-10 du code de l'action sociale et des familles - Durée d'autorisation des services d'addictologie. Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux. Possibilité d'action directe des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif contre les débiteurs alimentaires de leurs résidents) (p. 5745, 5748). - **Article 18** (art. L. 5125-15 du code de la santé publique - Regroupement de pharmacies d'officine - Exercice de la profession de pharmacien - Constitution de sociétés de participations financières de professions libérales de pharmaciens d'officines et de biologistes médicaux) (p. 5753). - **Article 20 quinquies** (art. L. 6211-13 du code de la santé publique - Conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 5760). - **Article additionnel après l'article 20 quinquies** (p. 5761). - **Article 25** (art. L. 2132-2-2 du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 5775, 5776). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5781).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5881, 5883). - **Question préalable** (p. 5892). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5893). (p. 5893, 5894). - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5904, 5905). (p. 5905). (p. 5913). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5915, 5916). (p. 5917, 5918). (p. 5921). (p. 5924). - **Article 2** (Rectification du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 5926). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5931). - **Article 7** (Confirmation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale ainsi que des prévisions des recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites et mises en réserve par le fonds de solidarité vieillesse) (p. 5937). - **Article 12** (Rectification des objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et

maladies professionnelles) (p. 5944). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5945).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Mali** - (13 juillet 2011) (p. 6387).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure** -

Deuxième lecture [n° 758 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Article 7** (p. 6390).

- **Clôture de la session extraordinaire** - (13 juillet 2011) (p. 6411).

FLEMING (Louis-Constant)
sénateur (Saint-Martin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 77 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française** [n° 64 (2010-2011)] - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1333, 1336). - **Vote sur l'ensemble** (p. 1346).

FLOSSE (Gaston)
sénateur (Polynésie française)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française** [n° 531 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4332, 4333). - **Article 1er** (art. 104 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - *Circonscriptions pour l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française*) (p. 4342, 4344). - **Article 2** (art. 105 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - *Mode de scrutin applicable à l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française*) (p. 4346). - **Article 7** (art. 86 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - *Limitation de l'effectif des cabinets ministériels*) (p. 4366). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 121 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - *Renouvellement du bureau de l'assemblée de la Polynésie française*) (p. 4367, 4368). - **Article 10** (art. 156 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - *Conditions de dépôt et d'adoption d'une motion de défiance constructive*) (p. 4369). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 4375, 4376).

FONTAINE (Michel)
sénateur (La Réunion)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 77 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8519).

FORTASSIN (François)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
RDSE

Réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports**.

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Ecologie, développement et aménagement durables [n° 107 tome 3 annexe 10 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'indemnisation des communes au titre des périmètres de protection de l'eau** - (11 janvier 2011) (p. 27, 28).

- **Questions cribles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 382, 383).

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 465, 466). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Subvention des opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement au fonds de solidarité pour le logement*) (p. 476). (p. 477, 478). (p. 478). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 482).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 34** (*art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire*) (p. 1110). (p. 1113).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 74 bis** (*art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 1199). - **Article 75** (*art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire*) (p. 1202).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral** [n° 277 (2010-2011)] - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1320, 1321).

- **Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française** [n° 64 (2010-2011)] - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1342). - **Vote sur l'ensemble** (p. 1346).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale**

[n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1454, 1455).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France** [n° 159 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1490).

- **Projet de loi autorisant la ratification des statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)** [n° 290 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1495, 1496).

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2729, 2730).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3094, 3095). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3121).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3237, 3238).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse** [n° 444 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 420-1 du code de l'environnement - Reconnaissance du rôle de la chasse comme instrument de gestion de la biodiversité*) (p. 3453).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Question préalable** (p. 4530).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4602, 4603). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes*) (p. 4614). - **Article 5 quinquies AA (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1211-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Interdiction de discrimination en matière de don du sang*) (p. 4617).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (*art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4676). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4709).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** [n° 499 (2010-2011)] - (15 juin 2011) - **Article 1er** (*art. 34 de la Constitution*) - **Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires** (p. 4870). - **Article 7** (*art. 48 de la Constitution - Inscription par priorité à l'ordre du jour des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques*) (p. 4881). - **Article 11** (*art. 72-2 de la Constitution - Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales*) (p. 4887, 4888). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4894).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5058, 5060).

- **Questions cribles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5474, 5475).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** [n° 653 (2010-2011)] - (5 juillet 2011) - **Article 1er** (*Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente*) (p. 5910).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5964).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétérance) (p. 6023). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6030).

- **Conférence des présidents** - (2 novembre 2011) (p. 7139).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7162).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7520).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7896).

- **Rappel au règlement** - (17 novembre 2011) (p. 7991).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies** (p. 8127). (p. 8127). - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8131). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8151).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8235). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 521-23 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques) (p. 8283).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Article 31 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8368).

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8538, 8540).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8897, 8898). (p. 8905). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8915).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9422, 9423).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Article 1er** (neutralité religieuse applicable au personnel des crèches privées) (p. 9440).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9746).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2011) - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ) (p. 9777).

- **Projet de loi de finances pour 2012 - Nouvelle lecture [n° 203 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2011) (p. 10118, 10119).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10165).

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC-SPG, puis CRC

Vice-président du Sénat à compter du 5 octobre 2011 ; a présidé les séances des 19, 25 octobre, 4, 7, 10, 22, 24, 25 novembre, 2, 8 et 20 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Enseignement scolaire [n° 107 tome 3 annexe 13 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 277 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Article 5** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Sondages relatifs au second tour d'une élection) (p. 1327).

- **Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française [n° 64 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1341, 1342). - **Article 1er** (Prévention des doubles impositions, de l'évasion et de la fraude fiscale entre l'Etat et Saint-Martin) (p. 1342, 1343). - **Article 2** (Assistance administrative mutuelle en matière fiscale entre l'Etat et Saint-Martin) (p. 1343). - **Article 4** (Assistance administrative mutuelle en matière fiscale entre l'Etat et Saint-Barthélemy) (p. 1344, 1345). - **Vote sur l'ensemble** (p. 1347).

- **Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2243, 2244).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3163, 3164). - **Article 1er** (Art. 209 quinquies du code général des impôts - Suppression du régime du bénéfice mondial consolidé) (p. 3167, 3168). - **Article 3** (Art. 219 du code général des impôts - Différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du résultat) (p. 3173).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4794).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Question préalable** (p. 5063, 5065). - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5071). (p. 5084, 5085). (p. 5086). (p. 5090). (p. 5091). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5092, 5093). - **Article 6** (art. 120, 750 ter, 752, 792-0 bis [nouveau], 885 G ter [nouveau], 990 J, 1649 AB [nouveau], 1736 et 1754 du code général des impôts, art. L. 19 du livre des procédures fiscales - Imposition des biens ou droits composant un trust à l'impôt de solidarité sur la fortune et aux droits de mutation à titre gratuit) (p. 5117, 5118). (p. 5119).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Article 7** (Création d'une contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix mise à la charge des entreprises du secteur pétrolier) (p. 5133, 5140). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5189). - **Article 9 et état A** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 5197). - **Article 10 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5205, 5206).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5317). (p. 5317). - **Article 20** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts, art. 64-1-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 5326). - **Article 21** (art. L. 121-9, L. 121-13 et L. 134-11 du code de l'énergie - Modification des règles régissant la contribution au service public de l'électricité) (p. 5331). - **Article 18 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L.253-2 du code de l'action sociale et des familles - Facturation des dépenses hospitalières des bénéficiaires de l'Aide médicale de l'Etat, AME) (p. 5340, 5341). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5344). - **Article 24 (nouveau)** (art. L. 300-2 [nouveau], L. 441-2-3-1 et L. 452-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un fonds d'accompagnement « vers et dans le logement ») (p. 5346, 5347). (p. 5347). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5347, 5348). (p. 5348). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5354).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5965, 5966).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 672 (2010-2011)]** - (7 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6042, 6044).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6262, 6263).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6437, 6440). - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 6457). (p. 6458). - **Article 1er CB (nouveau)** (art. 219 du code général des impôts - Relèvement de 5 % à 10 % de la quote-part pour frais et charges dans le régime des plus-values de cession de titres de participation) (p. 6471, 6472). - **Article 4** (art. L.245-16 et L.241-2 du code de la sécurité sociale - Augmentation du taux du prélèvement social sur les revenus du capital de 2,2 % à 3,4 %) (p. 6503). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6506).

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2011) (p. 7493, 7494).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8019, 8021). - **Question préalable** (p. 8034, 8035).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année

2011)) (p. 8047). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8048, 8049). (p. 8049). (p. 8049). - **Rappel au règlement (dans une discussion de texte de loi)** (p. 8055, 8056). (p. 8057). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8060). (p. 8065). (p. 8065). (p. 8066). (p. 8066). (p. 8074). (p. 8074). (p. 8075). (p. 8075). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8091, 8093). (p. 8093). (p. 8098). (p. 8104). (p. 8104).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies** (p. 8126, 8127). (p. 8127). - **Article additionnel après l'article 4 octies** (p. 8134). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8147). (p. 8155). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 115-6, L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée - Adaptation du régime de la taxe sur les services de télévision affectée au Centre national du cinéma et de l'image animée) (p. 8169). - **Article 5 ter (nouveau)** (art. 265 du code des douanes - Réduction d'un avantage fiscal sur le fioul domestique utilisé à usage professionnel) (p. 8173, 8174). - **Article 5 sexes (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - Taux réduit de TVA en faveur des activités équine) (p. 8185, 8186). - **Article 5 octies (nouveau)** (art. 1613 ter du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des sucres ajoutés) (p. 8188). - **Article 5 nonies (nouveau)** (art. 1613 quater du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des édulcorants de synthèse et ne contenant pas de sucres ajoutés) (p. 8192). - **Articles additionnels après l'article 5 nonies** (p. 8193, 8194). (p. 8194). (p. 8194).

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9041, 9042). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9064, 9066). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9071).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 undecies** (p. 9362, 9363). - **Article 47 terdecies (nouveau)** (Instauration d'une carence d'un jour pour les fonctionnaires malades) (p. 9365, 9366).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9392, 9393).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9736, 9738).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Article 30 (nouveau)** (art. L. 6331-65 à L. 6331-68 [nouveaux] du code du travail - Financement de la formation professionnelle continue des artistes auteurs) (p. 9999). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10008).

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 13 décembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) jusqu'au 4 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de l'Observatoire économique de l'achat public.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 410, 411). - **Article 1er (Droit à une mort rapide et sans douleur)** (p. 437).

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2730, 2731).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5077). (p. 5092).

- **Questions cribles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5477, 5478).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5916). (p. 5916).

(p. 5917). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5928). (p. 5931). - **Article 9** (*Rectification de l'habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 5942).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Article 3** (*Couverture des charges de prestations familiales*) (p. 6498, 6499).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Article 1er** (*art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des*

représentants du personnel à son conseil d'administration) (p. 6789).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7423, 7424). (p. 7429). (p. 7433). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7447). (p. 7447). (p. 7448). (p. 7449). (p. 7451, 7452). (p. 7452).

FOURCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public de réalisation de défaisance.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Comité d'évaluation de la mise en oeuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Participations transférées au Fonds stratégique d'investissement (FSI) [n° 588 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Question préalable** (p. 824). - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 829, 830). - **Article 2 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage*) (p. 848).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1558, 1559). (p. 1576). - **Article 2** (*art. L. 6323-3, L. 6323-3-1 (nouveau) et L. 1110-4 du code de la santé publique - Maisons de santé. Respect du secret médical dans les structures de soins ambulatoires*) (p. 1583). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1590).

- **Suite de la discussion** (9 mars 2011) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 2000). - **Article 6 (Supprimé)** (*art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires*) (p. 2011). - **Article 9 (Supprimé)** (*art. L. 6141-7-3 du code de la santé publique - Fondations hospitalières*) (p. 2014). - **Article 14 A (Nouveau)** (*art. L. 6133-7 et L. 6133-8 du code de la santé publique - Abrogation des dispositions du code de la santé publique relatives au groupement de coopération sanitaire-établissement*) (p. 2021). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2042, 2043).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2260, 2261). - **Article unique** (*Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF*) (p. 2264). (p. 2265). (p. 2266). (p. 2269).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (8 avril 2011) - **Article 23** (*art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 2661).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (13 avril 2011) - **Article 21 ter** (*art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris »*) (p. 2804, 2805).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (13 mai 2011) - **Article 6** (*Organisation de la prise en charge psychiatrique*) (p. 3942).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (19 mai 2011) - **Article 16**

(art. 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4129).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4681). (p. 4684).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4737, 4738).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4858).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (22 juin 2011) - **Article 7** (*Création d'une contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix mise à la charge des entreprises du secteur pétrolier*) (p. 5137). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis KI du code général des impôts - Abrogation de la taxe sur l'achat de services de publicité en ligne) (p. 5147).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5702, 5703). - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4343-2 (nouveaux) du code de la santé publique - *Les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires*) (p. 5709). - **Article 2** (art. L. 6323-3 du code de la santé publique - *Maisons de santé. Respect du secret médical dans les centres et maisons de santé*) (p. 5712). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique -

Contrat santé solidarité) (p. 5715). - **Article 3 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-7 du code de la santé publique - *Respect du principe de liberté d'installation des professionnels de santé par le schéma régional d'organisation des soins*) (p. 5718). - **Article 7 bis** (art. L. 132-3-3 et L. 111-9-2 du code des juridictions financières - *Champs de compétence des commissaires aux comptes et de la Cour des comptes en matière de certification des comptes des établissements publics de santé*) (p. 5727). - **Article 9** (art. L. 6141-7-3 du code de la santé publique - *Fondations hospitalières*) (p. 5732). - **Article 14 ter (Supprimé)** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique - *Modalités de la consultation sur les plans régionaux de santé. Contrôle de la légalité des projets régionaux de santé*) (p. 5741, 5742). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5782).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) (p. 6096, 6097).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture [n° 721 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6154, 6155).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Article 1er** (*Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires*) (p. 6270).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire [n° 753 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6366, 6367).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6446, 6447).

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 101, 102).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1390, 1391).

- **Questions cribles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3252, 3253).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 16** (art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Hausse de la fiscalité sur les alcools) (p. 7521, 7522).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8889, 8900). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8936).

FOURNIER (Jean-Paul)
sénateur (Gard)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 60).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1393, 1394).

FRANÇOIS-PONCET (Jean)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale le 22 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 398).

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger** [n° 53 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 461, 462).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral** [n° 277 (2010-2011)] - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1319, 1320).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés** [n° 312 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Article 6** (art. L.O. 328 et L.O. 329 du code électoral - *Election des députés représentant les Français établis hors de France*) (p. 1742, 1743).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France** [n° 313 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Article 2** (art. L. 330, L. 330-4, L. 330-5, L. 330-6, L. 330-6-1, L. 330-9, L. 330-10 du code électoral - *Modifications d'articles issus de l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009*) (p. 1748, 1750).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat** [n° 355 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3203, 3204).

- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique**

[n° 435 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3214).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (23 juin 2011) - **Article 17** (art. 164 C, 197 A, 234 sexdecies [nouveau] et 1729 B du code général des impôts - *Taxe sur les résidences secondaires des non-résidents*) (p. 5289, 5290). - **Articles additionnels avant l'article 19** (p. 5321, 5322). (p. 5322). - **Article 19** (art. 1609 quatertricies [nouveau] du code général des impôts, art. 33-4 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Contribution perçue sur les activités privées de sécurité*) (p. 5324). (p. 5324).

- Au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 20** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts, art. 64-1-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - *Réforme du financement de l'aide juridictionnelle*) (p. 5330). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5330). (p. 5330).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques** - *Commission mixte paritaire* [n° 681 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5815, 5817).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial*) (p. 7961, 7962).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) - **Article 60 ter (nouveau)** (*Demande de rapport sur la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du tabac*) (p. 8796).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8832). - **Article additionnel avant l'article 48 A** (p. 8834).

FRÉCON (Jean-Claude)

sénateur (Loire)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; secrétaire de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; puis membre titulaire le 13 décembre 2011.

Membre suppléant du Comité des finances locales jusqu'au 11 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis vice-président le 6 juillet 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Engagements financiers de l'État [n° 107 tome 3 annexe 12 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Enseignement scolaire [n° 107 tome 3 annexe 13 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8025, 8026).

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 sexies (suite)** (p. 9348).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9843).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 186 (2011-2012)] - (15 décembre 2011) - **Article unique** (p. 9942).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 9948). - **Article additionnel après l'article 17 quinquies** (p. 9964, 9965). (p. 9965). - **Articles additionnels après l'article 21 (suite)** (p. 9984). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10004). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10007).

FRIMAT (Bernard)
sénateur (Nord)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 18, 19, 26 janvier, 1er, 2, 9 février, 29, 30 mars, 7, 12, 13 avril, 10, 12, 26 mai, 1er, 9, 16, 22 juin, 4, 7 et 12 juillet 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Saint-Pierre-et-Miquelon : Trois préfets plus tard, penser l'avenir pour éviter le naufrage [n° 308 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Guyane, Martinique, Guadeloupe : L'évolution institutionnelle, une opportunité, pas une solution miracle [n° 410 (2010-2011)] (6 avril 2011) - **Outre-mer**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Nouvelle-Calédonie : le pari du destin commun [n° 593 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Outre-mer**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 221 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 533, 535). - **Article 11 et article additionnel** après l'article 11 (p. 541).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire croate** - (30 mars 2011) (p. 2232).

- **Proposition de loi** tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2247, 2248).

- **Projet de loi** relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)] - (7 avril 2011) - **Article 15** (art. L. 1244-2, L. 1244-7, L. 2141-5, L. 2141-6 et L. 2141-10 du code de la santé publique - *Information des donneurs et des couples demandeurs sur les conditions de la levée d'anonymat du don de gamètes et de l'accueil d'embryon*) (p. 2577, 2578). - **Article additionnel** avant l'article 14 (précédemment réservé) (p. 2582, 2583).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs de la République Tchèque** - (10 mai 2011) (p. 3552).

- **Projet de loi** relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Rappel au règlement** (p. 3588, 3589).

- **Projet de loi** organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale** commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011) (p. 3742, 3743). - **Article 1er** (art. L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1 [nouveau], L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6, L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7 du code général des collectivités territoriales - *Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement*) (p. 3759). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3767, 3768).

- **Projet de loi** relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)] - **Discussion générale** commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011). - (12 mai 2011) - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane*) (p. 3809, 3810). (p. 3811). - **Articles additionnels** après l'article 2 (p. 3813, 3814). - **Article 3** (art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique*) (p. 3843). - **Article 6** (art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral - *Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique*) (p. 3858). (p. 3862). - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution*) (p. 3870, 3871). - **Articles additionnels** après l'article 9 (p. 3877).

- **Projet de loi** organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 531 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4339, 4341). - **Article 2** (art. 105 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - *Mode de scrutin applicable à l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française*) (p. 4356, 4357). - **Article 10** (art. 156 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - *Conditions de dépôt et d'adoption d'une motion de*

défiance constructive) (p. 4369, 4370). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4377).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)]** - (1er juin 2011) - **Article 6** (art. L. 1225-35, L. 1142-3 et L. 1225-36 du code du travail, art. L. 331-8 du code de la sécurité sociale - Congé d'accueil de l'enfant) (p. 4446).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4795). (p. 4803, 4805).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4848). (p. 4864, 4869). - **Article 2** (art. 39 de la Constitution - Examen en premier par l'Assemblée nationale des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques) (p. 4871). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4873, 4874). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 41 de la Constitution - Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire) (p. 4875). - **Article 3** (art. 42 de la Constitution - Règles relatives à la discussion en séance des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques) (p. 4876). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4877). - **Article 9** (art. 61 de la Constitution - Contrôle systématique par le Conseil constitutionnel des lois-cadres d'équilibre des finances publiques, des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4883, 4885). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 61-2 nouveau de la Constitution - Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4886, 4887). - **Article 12** (art. 88-8 nouveau de la Constitution - Transmission du programme de stabilité au Parlement et modalités de sa discussion éventuelle) (p. 4890).

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4900, 4901). - **Article 1er** (art. 121 de la loi organique du 19 mars 1999 - Délai de dix-huit mois avant tout

renouvellement de la démission de plein droit du Gouvernement) (p. 4907, 4908).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la restauration du patrimoine architectural de la ville de L'Aquila [n° 607 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Discussion générale** : (p. 4919).

- **Hommage à un huissier du Sénat** - (16 juin 2011) (p. 4999).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5256).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6259, 6261). - **Article 1er** (*Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires*) (p. 6266). (p. 6267, 6268). (p. 6270, 6271). - **Article 2 bis** (*Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire*) (p. 6271). - **Article 9** (*Examen des lois-cadres d'équilibre des finances publiques par le Conseil constitutionnel*) (p. 6272). - **Article 9 bis** (*Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 6272). - **Article 11** (*Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales*) (p. 6272). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6274).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres [n° 725 (2010-2011)]** - (12 juillet 2011) - **Article unique** (p. 6329).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Organisation des débats** (p. 6421).

FROGIER (Pierre)

sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8503, 8504)

GAILLARD (Yann)
sénateur (Aube)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 6 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : De nouvelles ambitions pour la politique européenne de cohésion après 2013 [n° 266 (2010-2011)] (26 janvier 2011) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Crise économique, euro, Russie, énergie : les défis européens de la Lettonie et de la Lituanie [n° 346 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quater du Règlement, sur une politique européenne de cohésion ambitieuse après 2013 [n° 523 (2010-2011)] (17 mai 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Culture [n° 107 tome 3 annexe 7 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture** [n° 340 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2224).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - *Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2457).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Commission mixte paritaire** [n° 109 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3476, 3477).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4199).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - *Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5091).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Commission mixte paritaire** [n° 681 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5823).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 30 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6848).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8052). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8074).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8154).

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8607, 8608). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8625, 8626). - **Article 49 quinquies (nouveau)** (p. 8627). - **Article 49 sexies (nouveau)** (p. 8627).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée** [n° 193 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10033).

GARREC (René)
sénateur (Calvados)
UMP

Questeur du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat le 16 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de France (Série C 1))
UMP
(jusqu'au 30 septembre 2011)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
UMP
(à partir du 1er octobre 2011)

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 14 décembre 2011.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 355 (2010-2011)] tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 436 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3195, 3197).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à simplifier le recouvrement des créances alimentaires destinées aux enfants [n° 703 (2010-2011)] (4 juillet 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la création d'un ordre professionnel des mandataires judiciaires à la protection des majeurs [n° 781 (2010-2011)] (18 août 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel extérieur [n° 108 tome 10 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 670, 671). - **Article 7** (*Autorités susceptibles de saisir le Défenseur des droits*) (p. 697).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 21 ter** (*Aide aux victimes de discrimination et aux enfants*) (p. 745, 746). - **Article 26** (**Texte non modifié par la commission**) (*Compétences en matière juridictionnelle*) (p. 751, 752). - **Article 28** (*Personnel du Défenseur des droits*) (p. 757).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 260 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011).**

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 800, 801).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Article 2 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage*) (p. 849). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 891).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 986).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 49** (*art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Re conduite à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal*) (p. 1164, 1165).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés** [n° 312 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1714, 1716). - **Article 1er** (*art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - Régime d'éligibilité et inéligibilités applicables aux parlementaires*) (p. 1725).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France** [n° 313 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).**

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la**

vie politique [n° 314 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).**

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3020, 3021).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes** [n° 104 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3287, 3289).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture** [n° 590 (2010-2011)] - (16 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4997).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure - Deuxième lecture** [n° 758 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6387, 6388).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour l'audiovisuel extérieur (p. 8631, 8632). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8647). (p. 8648).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) (p. 8708, 8709).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8816, 8817).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif** [n° 150 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (*art. L. 2331-1 du code de la défense - Classement des armes*) (p. 9483, 9484). - **Article 2** (*art. L. 2331-2 du code de la défense - Définition et classement des armes historiques et de collection*) (p. 9484). (p. 9485).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (*art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne*) (p. 9564, 9565). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 88-3 de la Constitution - Coordination*) (p. 9574).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical** [n° 90 (2011-2012)] - (9 décembre 2011) - **Article 1er** (*art. L. 3132-3 du code du travail - Principe du repos dominical*) (p. 9597, 9598). - **Article 2** (*art. L. 3122-8-1 à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche*) (p. 9607).

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC-EELVr-R

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 141 (2011-2012)] relatif à la rémunération pour copie privée [n° 192 (2011-2012)] (14 décembre 2011) - **Culture.**

GAUDIN (Jean-Claude)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

Vice-président du Sénat jusqu'au 28 mars 2011.

Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire à compter du 8 mars 2011 ; a présidé les séances des 1er, 8, 15 février et 2 mars 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 2 novembre 2011.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du 1er octobre 2011 au 1er novembre 2011.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (23 novembre 2011) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8339, 8340).

Deuxième partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) (p. 8636, 8637).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 54 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9636).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 10020, 10022). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-1, L. 122-5 et L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Exclusion des copies de source illicite de l'assiette de la rémunération pour copie privée et du champ de la copie privée*) (p. 10029). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation des effets de la décision n° 11 de la commission de la copie privée et validation des rémunérations versées sur le fondement de cette décision*) (p. 10032).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Article 5** (*Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit*) (p. 694, 695).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (8 février 2011) - **Article 23**

(art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1045).

- **Souhaits de bienvenue à M. le Président du Sénat de Roumanie** - (15 février 2011) (p.1412).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2107, 2108).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6341, 6343).

- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7527, 7528).

GAUTIER (Charles)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique », [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union européenne ? [n° 677 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 384).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Titre de séjour des conjoints et parents de titulaires d'une carte « compétences de talents », « salarié en mission » ou d'une carte bleue européenne) (p. 959). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 978, 979).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1079). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité d'astreindre l'étranger à une obligation de présentation pendant la période de délai de départ volontaire) (p. 1080, 1081).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (7 avril 2011) - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé

publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2572, 2573).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (13 avril 2011) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 2815). (p. 2816). (p. 2816, 2817). - **Article 33** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 2828). (p. 2829).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien** [n° 607 (2009-2010)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3329, 3330).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (18 mai 2011) - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4051, 4052). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 255 et 256 du code de procédure pénale - Conditions requises pour exercer les fonctions de juré et de citoyen assesseur) (p. 4053). - **Article 7** (art. 365-1 nouveau du code de procédure pénale - Motivation des arrêts des cours d'assises) (p. 4083, 4084). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4103). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4113).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 4649).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption** [n° 617 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Article 2** (art. L. 213-7 du code de l'urbanisme - Conditions de renonciation au droit de préemption après saisine du juge de l'expropriation) (p. 5546).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local** [n° 622 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5613).

GAUTIER (Gisèle)
sénatrice (Loire-Atlantique)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 285 (2010-2011)] autorisant la ratification des statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) [n° 289 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Énergie.**

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure** [n° 344 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2284).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3244, 3245).

GAUTIER (Jacques)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La défense antimissile balistique : bouclier militaire ou défi stratégique ? [n° 733 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 168, 169).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels) (p. 272). - **Article 24 decies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - Occupation abusive des halls d'immeubles) (p. 301). - **Article 24 duodecimes (Supprimé)** (art. L. 2241-2 du code des transports - Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 303). (p. 304, 305).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 870). - **Article 12 (Supprimé)** (art. L. 222-6-1 [nouveau] du CESEDA - Purge des nullités » en appel des jugements de prolongation du maintien en zone d'attente) (p. 917).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1235).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité** [n° 307 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1660, 1662).

- **Questions cibles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1802, 1803).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (3 mars 2011) - **Article 1er A** (art. préliminaire du code de procédure pénale - Interdiction de condamnations fondées sur les seules déclarations d'une personne faites hors de la présence d'un avocat) (p. 1831, 1832).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2902). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2917, 2918).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de**

la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 716 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Article 1er bis A** (Avantages accordés aux conseillers territoriaux) (p. 6201).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique** - Commission mixte paritaire [n° 717 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Article 1er A** (art. L. 2121-33-1, L. 3121-27, L. 4132-28 et L. 5211-8-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Autorisation de la mise à disposition de véhicules au profit des élus et agents des collectivités territoriales) (p. 6242). - **Article 1er B** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 - Suppression du reversement des indemnités des élus locaux) (p. 6242). - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 71-30-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane) (p. 6242). - **Article 3** (art. L. 7211-1 à L. 7292-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique) (p. 6243). - **Article 11 quinquies** (Avantages accordés aux conseillers territoriaux) (p. 6243). - **Article 12** (Organisation des élections des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique et entrée en vigueur de la loi) (p. 6243).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7967, 7968).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 8607).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) (p. 8755, 8757). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8774, 8775).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9323).

GÉLARD (Patrice)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre titulaire du Conseil national du littoral jusqu'au 16 janvier 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 230 (2010-2011)] relatif au Défenseur des droits [n° 258 (2010-2011)] (26 janvier 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 209 (2010-2011)] relatif à l'élection des députés et des sénateurs [n° 311 (2010-2011)] (16 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 336 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 449 (2010-2011)] visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 621 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'édition des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 75, 76).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 660, 661). - **Question préalable** (p. 677, 678). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Indépendance et immunité*) (p. 680, 681). - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 687, 688). - **Article 5 (Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit)** (p. 693, 694). - **Article 5 bis (Supprimé)** (*Saisine directe du Défenseur des enfants, adjoint au Défenseur des droits*) (p. 695). - **Article 6 (Démarches préalables à la saisine et absence d'effet de la saisine du Défenseur des droits sur les délais de prescription)** (p. 696). - **Article 7 (Autorités susceptibles de saisir le Défenseur des droits)** (p. 697). - **Article 8 (Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la personne lésée)** (p. 698). - **Article 9 (Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de la protection des droits et libertés)** (p. 699). - **Article 11 A (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues)** (p. 701). (p. 704, 705). - **Article 11 (Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité)** (p. 711, 715). - **Article 12 (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants)** (p. 716, 717). - **Article 12 bis (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de lutte contre les discriminations)** (p. 718, 719). - **Article 13 (Règles relatives au mandat de membre d'un collège auprès du Défenseur des droits)** (p. 720). - **Article 15 (Pouvoirs d'enquête)** (p. 720, 721). - **Article 17 (Recueil d'information auprès des personnes publiques et privées)** (p. 721). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mise en demeure*) (p. 722, 723). - **Article 18 (Pouvoirs de vérification sur place)** (p. 725). - **Article 19 (Conciliation des pouvoirs d'enquête du Défenseur des droits avec les procédures judiciaires en cours)** (p. 726).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 20 (Appréciation du Défenseur des droits sur le traitement des réclamations)** (p. 740, 742). - **Article 21 (Pouvoirs de recommandation et d'injonction)** (p. 742, 744). - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Pouvoir de médiation*) (p. 745). - **Article 21 ter (Aide aux victimes de discrimination et aux enfants)** (p. 745, 746). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Pouvoir de transaction*) (p. 747). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Saisine du Conseil d'Etat*) (p. 748). - **Article 25 (Propositions de réformes)** (p. 748, 750). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*Compétences en matière juridictionnelle*) (p. 750, 752). - **Article 26 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Actions de communication et d'information du Défenseur des droits*) (p. 752, 753). - **Article 26 ter (Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance)** (p. 753, 754). - **Articles additionnels après l'article 26 ter** (p. 754, 755). - **Article 27 (Publicité des documents publiés sous l'autorité du Défenseur des droits)** (p. 755). - **Article 28 (Personnel du Défenseur des droits)** (p. 756, 757). (p. 756). - **Article 29 (Secret professionnel)** (p. 758). - **Article 33 (Entrée en vigueur et dispositions transitoires)** (p. 761).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 260 (2010-2011)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011)**. - (2

février 2011) - rapporteur - **Article 1er bis** (art. 11 de la loi « informatique et libertés » - Compétence du secrétaire général de la CNIL en matière de vérifications portant sur des traitements à caractère personnel) (p. 763). - **Article 1er quater (Supprimé)** (art. 13 de la loi « informatique et libertés » - Régime d'incompatibilité du président de la CNIL) (p. 765). - **Article 1er octies** (art. 45 et 46 de la loi « informatique et libertés » - Sanctions prononcées par la formation restreinte de la CNIL) (p. 768, 769).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1701, 1703). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1720). - **Article 1er** (art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - Régime d'éligibilité et d'inéligibilités applicables aux parlementaires) (p. 1722, 1725). - **Article 1er bis** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère) (p. 1727). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 135-3 nouveau du code électoral - Communication des déclarations fiscales des parlementaires à la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 1730). - **Article 1er quater** (art. L.O. 384-1, L.O. 476, L.O. 503 et L.O. 530 du code électoral - Application des dispositions relatives aux inéligibilités dans les collectivités d'outre-mer) (p. 1731). - **Article 2** (art. L.O. 136-1 et L.O. 136-2 du code électoral - Conséquences d'une infraction à la législation sur le financement des campagnes législatives) (p. 1732). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1733, 1735). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 1736). - **Article 3** (art. L.O. 151, L.O. 151-1 et L.O. 151-2 à L.O. 151-4 nouveaux du code électoral - Modalités de résolution des incompatibilités pour les parlementaires) (p. 1737). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1740). - **Article 6** (art. L.O. 328 et L.O. 329 du code électoral - Election des députés représentant les Français établis hors de France) (p. 1742, 1743). - **Article 7** (art. L.O. 394-2 et L.O. 438-3 du code électoral - Coordinations) (p. 1744). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 1745).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**. - (2 mars 2011) - rapporteur - **Article 2** (art. L. 330, L. 330-4, L. 330-5, L. 330-6, L. 330-6-1, L. 330-9, L. 330-10 du code électoral - Modifications d'articles issus de l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009) (p. 1747, 1755). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger - Composition de l'Assemblée des Français de l'étranger et du collège électoral pour l'élection des sénateurs des Français de l'étranger) (p. 1756).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**. - (2 mars 2011) - rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1756). - **Article additionnel avant l'article 1er AA** (p. 1757). - **Article 1er AB (Nouveau)** (art. L. 46-1 du code électoral - Abaissement du délai d'option en cas d'incompatibilité entre mandats) (p. 1757). - **Article 1er** (art. L. 52-12 du code électoral - Dispense de dépôt d'un compte de campagne pour les candidats ayant recueilli moins de 1 % des voix et n'ayant pas reçu de dons) (p. 1759, 1760). - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 52-4 du code électoral - Clarification des modalités de déclaration du mandataire financier) (p. 1760). - **Article 2** (art. L. 154, L. 210-1, L. 265, L. 347 et L. 370 du code électoral, et art. 10 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Désignation du mandataire financier)

(p. 1761). - **Article 3** (art. L. 52-6 du code électoral - Mise en place d'un « droit au compte » pour les mandataires financiers) (p. 1761, 1762). - **Article 3 quater** (art. L. 118-3 du code électoral - Définition de la « bonne foi ») (p. 1763). - **Article 3 octies (Nouveau)** (art. L. 308-2 nouveau du code électoral - Application de la législation relative aux comptes de campagne aux candidats aux élections sénatoriales) (p. 1764, 1765). - **Article 4 (Supprimé)** (art. 1er et 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Contenu des déclarations de situation patrimoniale pour les élus locaux et les dirigeants d'établissements publics) (p. 1765). - **Article 4 bis** (art. 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Personnes tenues de déposer une déclaration de situation patrimoniale) (p. 1767). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1768). - **Article 5 bis (Supprimé)** (art. 4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Répression de la publication ou de la divulgation d'informations détenues par la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 1768). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1770). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités d'attribution de l'aide publique aux partis politiques) (p. 1770). - **Article 6 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Actualisation annuelle des plafonds de dons aux partis politiques) (p. 1771). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 1772). - **Article additionnel avant l'article 7 A** (p. 1772). - **Article 7 B (Habilitation à légiférer par ordonnance pour la refonte du code électoral)** (p. 1774). - **Article 7 C (Nouveau)** (art. 24 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Abaissement à quinze jours du délai de viduité en cas de nomination d'un député européen au gouvernement) (p. 1774). - **Article 7** (art. L. 388, L. 392, L. 395, L. 428 et L. 438 du code électoral et art. 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités d'application du présent texte en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna) (p. 1775). - **Article 8 (Entrée en vigueur de la loi)** (p. 1775). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1776).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - rapporteur pour le Sénat des deux commissions mixtes paritaires - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2010-2011)** (p. 2061, 2062).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 86 (2010-2011)**.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4806, 4807).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5153, 5154).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5600, 5602). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5613, 5615). - **Article 1er** (art. L. 3142-56 du code du travail - Congé électif pour participer à la campagne électorale) (p. 5615). - **Article 4** (art. L. 2123-2, L. 3123-2 et L. 4135-2 du code général des collectivités territoriales - Information des employeurs) (p. 5616). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5617). - **Article 5** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation) (p. 5618). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5618, 5619). - **Article additionnel après l'article 7 ter** (p. 5620). - **Article 8** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du

contrat de travail (p. 5621, 5622). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 613-3 du code de l'éducation - *Validation des acquis de l'expérience*) (p. 5622, 5623). (p. 5623). - **Article 9** (art. L. 2123-11-2 du code général des collectivités territoriales - *Elargissement du champ des bénéficiaires de l'allocation différentielle de fin de mandat*) (p. 5623). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 5624). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5625, 5628).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7134).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 85 (2011-2012)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7840, 7842).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7941, 7943).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9551, 9553).

GÉNISSON (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
SOC-EELVr

INTERVENTIONS

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Article 4** (art. L. 5311-1, L. 5311-2, L. 5312-4, L. 5311-4-1 (nouveau) et L. 5421-8 à L. 5421-11 (nouveaux) du code de la santé publique - *Création et prérogatives de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé*) (p. 7009). (p. 7011). - **Article 9 bis** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - *Conditions de fixation du service médical rendu des médicaments*) (p. 7021). - **Article 14 bis** (Accès du Conseil national de l'ordre des pharmaciens aux données contenues dans le dossier pharmaceutique) (p. 7027, 7028).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - *Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain*) (p. 7056). - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - *Encadrement de la visite médicale*) (p. 7059). (p. 7063). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5134-1 du code de la santé publique - *Prescription de contraceptifs par les sages-femmes et délivrance de médicaments contraceptifs dans les services de médecine de prévention des universités*) (p. 7081). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7083). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7086).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Première partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A présentant la situation patrimoniale de la sécurité sociale et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2010*) (p. 7405, 7406).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 7** (art. 85 de la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 - *Augmentation de la contribution de l'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2011*) (p. 7415). - **Article 8** (*Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche*) (p. 7418). - **Article 9** (*Montant et ventilation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011*) (p. 7421).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7426, 7427). (p. 7431). (p. 7434). - **Articles**

additionnels après l'article 10 (p. 7448). (p. 7449, 7450). (p. 7450). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 242-1-4 du code de la sécurité sociale - Aménagement de la contribution sur les rémunérations versées à des tiers) (p. 7461).

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2011) (p. 7494).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] (suite)**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux) (p. 7502). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7503). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 7515). - **Article 24** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base) (p. 7556). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 7573). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7576, 7577).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7594). (p. 7598). (p. 7601). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7606). (p. 7609). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 7612, 7613). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 2132-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 7622).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7705, 7706). (p. 7706). (p. 7712). (p. 7712). (p. 7712). (p. 7712, 7713). (p. 7714). -

Article additionnel après l'article 35 quinquies (p. 7722). - **Article 36** (art. L. 1435-8 à L. 1435-11 (nouveaux), art. L. 1432-6, L. 1433-1, L. 1434-6, L. 1435-4 et L. 6323-5 du code de la santé publique ; art. L. 221-1-1 et L. 162-45 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - Création d'un fonds d'intervention régional) (p. 7727). (p. 7729). (p. 7730). (p. 7731). - **Article 36 bis (nouveau)** (Expérimentation pour les transports sanitaires urgents pré-hospitaliers) (p. 7734). - **Article 40** (art. L. 162-22-11, L. 174-3 et L. 174-20 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - Création d'une tarification spécifique des séjours hospitaliers applicable à certains étrangers non-assurés sociaux) (p. 7739). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7740, 7741). (p. 7740). - **Article 42** (art. L. 322-8 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Maintien des droits des affiliés du régime minier et de leurs ayants droit) (p. 7742). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7754, 7755). - **Article 63** (art. L. 114-17, L. 133-4, L. 162-1-14, L. 162-1-14-2, L. 355-3, L. 723-13 et L. 815-11 du code de la sécurité sociale, L. 262-52 du code de l'action sociale et des familles - Harmonisation des dispositions relatives aux pénalités et sanctions financières prononcées par les organismes de sécurité sociale) (p. 7793).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8399, 8402).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8799).

GERMAIN (Jean)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Ville et logement [n° 107 tome 3 annexe 31 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8835, 8837). - **Article 64** (art. 44 octies A, 1383 C bis, 1466 A du code général des impôts, art. 12, 12-1 et 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et amélioration du dispositif d'exonérations fiscales et sociales accordées aux employeurs situés en zone franche urbaine, ZFU) (p. 8857, 8861). - **Article 64 bis (nouveau)** (art. 101 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national

pour le logement - Obligation de dépôt de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, PEEC) (p. 8862).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9336).

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7385, 7386).

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7518, 7519). (p. 7520). - **Article 16** (art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Hausse de la fiscalité sur les alcools) (p. 7524).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 7695). (p. 7696, 7697). (p. 7698). - **Article 58 bis (nouveau) (priorité)** (art. L. 551-1 du code de la sécurité sociale - Report de la revalorisation des prestations familiales au 1er avril de chaque année) (p. 7699, 7700).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (21 décembre 2011) - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10242).

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien** [n° 607 (2009-2010)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3330, 3331).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45 (2011-2012)] - (27 octobre 2011) - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la visite médicale) (p. 7057, 7058). (p. 7061, 7062). (p. 7064). - **Article 30** (Dispositions transitoires) (p. 7074, 7075). (p. 7075). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7081). (p. 7082).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) - **Article 64** (art. 44 octies A, 1383 C bis, 1466 A du code général des impôts, art. 12, 12-1 et 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre

du pacte de relance pour la ville - Prorogation et amélioration du dispositif d'exonérations fiscales et sociales accordées aux employeurs situés en zone franche urbaine, ZFU) (p. 8857).

GILLOT (Dominique)
sénatrice (Val-d'Oise)
SOC-EELVr

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7254, 7256).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 2132-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 7621, 7622). (p. 7624). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Autorisation d'exercice pour les médecins étrangers non ressortissants communautaires) (p. 7639). - **Article 34 nonies (nouveau)** (art. L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Création d'un secteur optionnel par la convention ou élargissement de l'option de coordination par arrêté gouvernemental) (p. 7647, 7648). - **Article 35** (art. L. 6114-3 du code de la santé publique - Imposition d'indicateurs de performance pour les établissements de santé et sanctions en cas de non-respect des objectifs) (p. 7650).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) (p. 8618, 8619).

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 8965, 8966).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9204, 9205).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 54 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9633, 9636). - **Article 1er** (nouveaux art. L. 134-1 à L. 134-7 du code de propriété intellectuelle - Définition et modalités d'exploitation des oeuvres indisponibles) (p. 9640). (p. 9640, 9641). (p. 9641). (p. 9641). (p. 9643, 9644). (p. 9645). (p. 9646). (p. 9648). (p. 9651). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9651, 9652). (p. 9653). (p. 9653, 9654). (p. 9654). (p. 9655). (p. 9655). - **Article 2** (art. L. 321-9 du code de la propriété intellectuelle - Utilisation des sommes non répartissables issues de la gestion collective des livres indisponibles) (p. 9655).

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Comité de suivi de la mise en oeuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 110 tome 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
 SOC-EELVr-A

Réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 184, 185).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne** [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3305, 3306).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3380, 3381).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** [n° 468 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Article 1er** (art. L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1 [nouveau], L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6,

L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7 du code général des collectivités territoriales - *Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement*) (p. 3744, 3745).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique** [n° 469 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3813). - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution*) (p. 3869, 3870). (p. 3874, 3875). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3881).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5466).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 8181, 8182). (p. 8184).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8502, 8503). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8519). (p. 8520). (p. 8524). (p. 8525).

GIRAUD (Adrien)
sénateur (Mayotte)
UC

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer jusqu'au 22 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 179).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels** [n° 660 (2010-2011)] - (27 juin 2011) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6341-1 du code du travail ; art. L. 131-2, L. 135-2, L. 142-2, L. 213-1, L. 311-5, L. 351-3 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; ordonnance n° 2006-433 du 13 avril 2006 - *Coordination et mesures transitoires*) (p. 5440).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5457, 5459).

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre titulaire du Conseil national du bruit le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 225 (2010-2011)] portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 256 (2010-2011)] (26 janvier 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 318 (2010-2011)] (16 février 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1239, 1240). - **Article 1er** (art. L. 3331-1, L. 3331-1-1, L. 3331-2, L. 3331-3, L. 3331-5, L. 3331-6, L. 3332-3 à L. 3332-6, L. 3335-10, L. 3352-4 et L. 3352-4-1 du code de la santé publique ; art. L. 313-1 du code du tourisme - Mise en oeuvre de la directive « services » pour le secteur de la vente de boissons sur place et à emporter) (p. 1254). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-3 et L. 5212-1 du code de la santé publique - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux) (p. 1256, 1257). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1258). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5222-2 du code de la santé publique - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro) (p. 1259). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les organismes d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 1260, 1261). - **Article 5 bis** (art. L. 1125-1, L. 1222-1, L. 1223-1, L. 4211-9-1, L. 4211-10, L. 5121-1, L. 5121-5, L. 5121-20, L. 5124-1, L. 5124-9-1 et L. 5124-18 du code de la santé publique - Médicaments de thérapie innovante) (p. 1264). - **Article 5 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour la mise en cohérence du droit national avec le règlement du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques) (p. 1266, 1267). - **Article 6** (art. L. 7122-3, L. 7122-9 à L. 7122-11 et L. 7122-16 du code du travail - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les entrepreneurs de spectacles vivants) (p. 1268). - **Article 8** (art. L. 7123-11, L. 7123-13, L. 7123-14, L. 7123-15, L. 7123-16, L. 7123-26, L. 7123-27, L. 7124-4 du code du travail - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les agences de mannequins) (p. 1270). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 et L. 411-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Complément de transposition de la directive « reconnaissance des qualifications professionnelles » pour les assistants de service social) (p. 1272).

- **Commission mixte paritaire [n° 319 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1981, 1982).

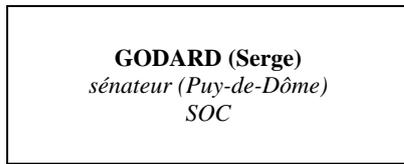
- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2742, 2743).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Rappel au règlement** (p. 3588).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6907, 6909).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des

dispositions législatives relatives au conseiller territorial)
(p. 7963).



Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine jusqu'au 18 juillet 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) le 20 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'École nationale de l'administration (ENA) le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 65 (2008-2009)] relative à l'aide active à mourir [n° 228 (2010-2011)] (18 janvier 2011) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] - Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 74 tome 6 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 399, 401). (p. 428). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 429). - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 435). - **Article 2** (*Contrôle de la réalité de la situation médicale du patient demandant une mort rapide et sans douleur*) (p. 440). - **Article 3** (*Droit de rédiger des directives anticipées relative à la fin de vie*) (p. 441). - **Article 4** (*Mises en œuvre des directives anticipées relatives à la fin de vie*) (p. 443). - **Article 5** (*Institution d'une commission nationale de contrôle des pratiques relatives aux demandes d'assistance médicalisée pour mourir*) (p. 443). - **Article 6** (*Modalités d'exercice du droit, pour les professionnels de santé, de refuser d'apporter leur concours à la mise en œuvre d'une assistance médicalisée pour mourir*) (p. 443). - **Article 7** (*Formation des praticiens de santé aux conditions de réalisation d'une assistance médicalisée pour mourir*) (p. 444).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 233 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 570, 571). - **Question préalable** (p. 583, 584). - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - *Missions et organisation des services de santé au travail*) (p. 588, 591). (p. 593). (p. 598, 600). (p. 603, 604). - **Rappel au règlement** (p. 604). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 [nouveau] du code du travail - *Gouvernance des services de santé au travail interentreprises*) (p. 608). - **Article 4** (art. L. 4622-12 [nouveau] du code du travail - *Projet de service pluriannuel*) (p. 610). - **Article additionnel après l'article 5 quinquies** (p. 613). - **Article 6** (art. L. 4625-2 [nouveau] du code du travail - *Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 615, 617). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-1 [nouveau] du code du travail - *Dérogations pour certaines professions*) (p. 621). - **Article 13** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Services de santé au travail en agriculture*) (p. 625). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 625).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2440, 2442). - **Article 1er A (Nouveau)** (*Habilitation du Gouvernement à ratifier la convention d'Oviedo*) (p. 2451). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - *Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2455, 2458). - **Article 4 ter** (art. L. 1131-3 du code de la santé publique - *Encadrement du recours à des tests génétiques à des fins médicales*) (p. 2463). - **Article 4 quater** (*Abrogation de l'ordonnance du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale*) (p. 2464, 2466). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 2466, 2467).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2486). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - *Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2491). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2496, 2497). (p. 2500). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 2528, 2529). (p. 2532). (p. 2533). - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 79-1 du code civil - *Enregistrement à l'état civil d'un enfant mort-né ou décédé avant sa déclaration*) (p. 2540, 2541). (p. 2543).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 13 bis** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - *Délai de réflexion avant une décision d'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical*) (p. 2558). - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2564). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - *Accès à des données non*

identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2570, 2571). - **Article 15** (art. L. 1244-2, L. 1244-7, L. 2141-5, L. 2141-6 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Information des donneurs et des couples demandeurs sur les conditions de la levée d'anonymat du don de gamètes et de l'accueil d'embryon) (p. 2578). - **Article additionnel avant l'article 14 (précédemment réservé)** (p. 2581). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2603, 2605). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2612). - **Article 21** (art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche) (p. 2616). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2141-3, L. 2141-7 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Coordination) (p. 2618). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 2621). - **Article 22 ter** (art. L. 1418-1 du code de la santé publique - Evaluation des centres d'assistance médicale à la procréation par l'agence de la biomédecine) (p. 2621, 2622). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2625, 2632). (p. 2634, 2638).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 2662). - **Article 24 ter A** (art. L. 1412-1-1 et L. 1412-3-1 du code de la santé publique - Etats généraux de la bioéthique) (p. 2671). - **Article 24 octies (Nouveau)** (art. L. 1121-1 à L. 1121-17, L. 1122-1 à L. 1122-2, L. 1123-1, L. 1123-1-1, L. 1123-6 à L. 1123-12, L. 1123-14, L. 1125-1 à L. 1125-3, L. 1126-5, L. 1126-10, L. 1131-1-1, L. 1221-8-1, L. 1243-3, L. 1243-4, L. 1245-4, L. 1333-1, L. 1333-4, L. 1521-5, L. 1541-4, L. 5124-9 et L. 5126-1 du code de la santé publique, 223-8 du code pénal, L. 161-37 et L. 161-41 du code de la sécurité sociale - Recherches sur la personne) (p. 2681, 2682). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2689, 2690). (p. 2690).

- **Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5276, 5278).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture [n° 721 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6120, 6122). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4, L. 4622-8 à L. 4622-10 (nouveaux), L. 4622-15 (nouveau), L. 4624-3 (nouveau) et L. 4644-1 (nouveau) du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 6124, 6125). (p. 6125, 6126). (p. 6132). (p. 6135, 6136). (p. 6136). (p. 6137). (p. 6138). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 (nouveau) du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises) (p. 6143). (p. 6144). (p. 6145). (p. 6145, 6146). (p. 6146). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1237-15 du code du travail - Garantie accordée au médecin du travail en cas de rupture conventionnelle) (p. 6148). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6154).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7359, 7361).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7427). (p. 7434). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7452). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7464).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7519).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7594, 7595). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 2132-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 7620, 7621). (p. 7624).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 7747, 7748). (p. 7748, 7749). (p. 7749, 7750). (p. 7750). - **Article 53** (Versement de la branche accidents du travail-maladies professionnelles à la branche maladie du régime général) (p. 7769, 7770).

- **Rapporteur** (p. 7771). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 7771, 7775). - **Article 54** (Dotations au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante et au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 7775, 7776). - **Article 55** (Contribution de la branche accidents du travail-maladies professionnelles aux départs en retraite anticipée pour pénibilité) (p. 7776, 7777). - **Article 55 bis (nouveau)** (art. L. 413-5, L. 434-3, L. 434-8 et L. 434-9, L. 434-13 et L. 452-2 du code de la sécurité sociale - Ouverture au concubin ou partenaire de Pacs des droits du conjoint d'une victime d'accident du travail ou de maladie professionnelle) (p. 7779). - **Article 55 ter (nouveau)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Coordination entre les différents dispositifs d'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 7779, 7780). - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 7780). - **Article 56** (Objectif de dépenses de la branche accidents du travail-maladies professionnelles) (p. 7781).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) (p. 8592, 8593). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8602).

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénateur (Hauts-de-Seine)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011 ; puis présidente le 14 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou le 15 décembre 2011.

Réélue le 25 septembre 2011.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 447 (2010-2011)] visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 62 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Enseignement scolaire [n° 110 tome 4 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 838, 839). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 846).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-14 du CESEDA - Aménagement de la procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 961).

- **Questions cribles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 973, 974).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)] (suite)** - (8 février 2011) - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 314-8 du CESEDA - Exclusion des années de mariage frauduleux de la durée de résidence requise pour l'attribution d'une carte de résident) (p. 980). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1048, 1052).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 1083). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1120, 1121).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Article unique (Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF)** (p. 2264). (p. 2268). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2270). (p. 2272).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) - auteur de la question (p. 3037, 3040). (p. 3051, 3052).

- **Questions cribles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 3999).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4536, 4551).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5066). - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5076). (p. 5087). (p. 5087, 5088). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - Modalités d'information de l'administration fiscale pour l'obtention de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des dons) (p. 5100).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 660 (2010-**

2011)] - (27 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5375, 5377). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Création d'un service dématérialisé gratuit favorisant le développement de l'alternance) (p. 5389). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6325-7 du code du travail - Faculté de renouveler un contrat de professionnalisation à durée déterminée pour préparer une qualification supérieure ou complémentaire) (p. 5394). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6224-5 et L. 6252-4-1 (nouveau) du code du travail - Simplification des formalités et renforcement du contrôle en matière d'apprentissage) (p. 5396). (p. 5397). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-4 du code de l'éducation - Parcours de découverte approfondie des métiers et des formations en classe de quatrième et de troisième) (p. 5399). - **Article 6 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Elargissement du champ du dispositif d'initiation aux métiers en alternance) (p. 5400). - **Article 6 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-1 du code du travail - Conditions de souscription d'un contrat d'apprentissage avant seize ans) (p. 5402). - **Article 6 septies A (nouveau)** (art. L. 6325-25 (nouveau) du code du travail - Ouverture du contrat de professionnalisation aux particuliers employeurs) (p. 5405). - **Article 6 septies B (nouveau)** (art. L. 6326-1 et L. 6326-3 (nouveau) du code du travail - Extension de la préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 5406). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-4 du code du travail - Suppression de la limitation du nombre de groupements auxquels peut appartenir une entreprise) (p. 5422). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5423). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-12 du code du travail - Clarification de l'organisation de l'apprentissage dans le cadre des groupements d'employeurs) (p. 5427). - **Article 10 ter (nouveau)** (art. L. 8241-1 et L. 8241-2 du code du travail - Modification du régime juridique du prêt de main d'oeuvre) (p. 5431). - **Article 11** (art. L. 1233-65, L. 1233-66, L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69 et L. 1233-70 du code du travail - Création et encadrement juridique du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 5435, 5436).

- **Questions cribles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5476, 5477).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 6463, 6464). - **Article 3 (Couverture des charges de prestations familiales)** (p. 6496, 6497). (p. 6499).

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2011) (p. 7110).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Article 7 (Convention de transfert à titre gratuit)** (p. 7226). (p. 7227).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7239).

- Rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 7246, 7247). (p. 7260).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7377, 7378).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) - **Article n° 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8735).

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8970, 8971).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) - rapporteure pour avis (p. 9044, 9045). (p. 9048, 9049). - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 351-3 et L. 916-1 du code de l'éducation - *Création d'une aide mutualisée à la scolarisation des enfants handicapés*) (p. 9067, 9068). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9070, 9071).

GORCE (Gaëtan)
sénateur (Nièvre)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 6 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 800 (2010-2011)] relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 87 (2011-2012)] (8 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UCR

Réélue le 25 septembre 2011.

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée** [n° 193 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1, L. 122-5 et L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - *Exclusion des copies de source illicite de l'assiette de la rémunération pour copie privée et du champ de la copie privée*) (p. 10030).

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Vie politique, culturelle et associative [n° 112 tome 21 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 85 (2011-2012)] - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7844, 7845).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7908, 7910). (p. 7922, 7923). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7936). - **Question préalable** (p. 7943). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7949).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (1er décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour la vie politique, culturelle et associative (p. 9033, 9034).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Vice-présidente de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 613 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres [n° 724 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à modifier la date de fixation du schéma départemental de coopération intercommunale [n° 8 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions d'adoption des prescriptions de l'État dans les domaines de compétences des collectivités territoriales [n° 18 (2011-2012)] (12 octobre 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique relative aux créations ou augmentations de charges résultant pour les collectivités territoriales des prescriptions de l'État [n° 23 (2011-2012)] (12 octobre 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'édiction des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 76, 77).

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 120, 121).

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 165, 166).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 24 quinquies AA (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 du code de procédure pénale - Report du point de départ de la prescription pour certaines infractions commises à l'encontre d'une personne vulnérable) (p. 300).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 841). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 866, 867). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce - Information sur les mesures prises en faveur de la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité dans le rapport annuel soumis aux assemblées d'actionnaires) (p. 887). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 891). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 902).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés** [n° 312 (2010-2011)] - (2 mars 2011) - **Article 1er** (art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - Régime d'éligibilité et inéligibilités applicables aux parlementaires) (p. 1723). - **Article 1er bis** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère) (p. 1728). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 135-3 nouveau du code électoral - Communication des déclarations fiscales des parlementaires à la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 1730, 1731). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1733, 1735). - **Article 6** (art. L.O. 328 et L.O. 329 du code électoral - Election des députés représentant les Français établis hors de France) (p. 1743, 1744).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (3 mars 2011) - **Article 2** (art. 63 et 63-1 du code de procédure pénale - Conditions de forme de la garde à vue et durée de la mesure - Information de la personne gardée à vue sur ses droits) (p. 1853). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-4 du code de procédure pénale - Entretien avec l'avocat) (p. 1861). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1868, 1871).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2036, 2039). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2041).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2901).

- **Questions cribles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3248).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien** [n° 607 (2009-2010)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3326).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) - auteur de la question (p. 4205, 4207).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (24 mai 2011) (p. 4220).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres** [n° 725 (2010-2011)] - (12 juillet 2011) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 6321, 6322).

- **Rappel au règlement** - (18 octobre 2011) (p. 6666).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 30 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Article 4** (Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA) (p. 6840). (p. 6842, 6843). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6848).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45 (2011-2012)] - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6967, 6968). - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé) (p. 6994). - **Article 3** (art. L. 1454-2 à L. 1454-4 (nouveaux) du code de la santé publique - Dispositions pénales) (p. 7005). - **Article 5** (art. L. 5322-1, L. 5324-1 (nouveau) et L. 1413-8 du code de la santé publique - Composition du conseil d'administration et

publicité des travaux de l'agence nationale du médicament et des produits de santé) (p. 7013).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 7067). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 7078). - **Article 32** (art. L. 5312-4-2 (nouveau) du code de la santé publique - Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7080). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7086).

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2011) (p. 7109, 7110).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Article 1er A** (Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel - patrimoine mondial) (p. 7211). - **Article 1er** (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine) (p. 7218). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7219). - **Article 4** (Définition du caractère transférable des monuments historiques) (p. 7223).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7277). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7280). (p. 7282).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2011) - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7304). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 7309). - **Article 7 (nouveau)** (Calendrier d'achèvement de la carte de l'intercommunalité - Coordinations) (p. 7317, 7318). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7330).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7436).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7598). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7609). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7618, 7619). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Autorisation d'exercice pour les médecins étrangers non ressortissants communautaires) (p. 7637). (p. 7640). - **Article 34 quater (nouveau)** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Inscription au répertoire des spécialités génériques des spécialités dont le principe actif est d'origine végétale ou minérale) (p. 7641).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8052). - **Article 3** (art. 170 et 223 sexies [nouveau] du code général des impôts - Taxation des hauts revenus - contribution exceptionnelle de 3 % sur le revenu fiscal de référence) (p. 8059). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8078). (p. 8082).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8142). (p. 8154). - **Article 5 sexies (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - Taux réduit de TVA en faveur des activités équinnes) (p. 8185). - **Article 5 octies (nouveau)** (art. 1613 ter du code général des

impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des sucres ajoutés) (p. 8190).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8248). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression du prélèvement sur recettes « TGAP granulats ») (p. 8257). - **Article additionnel après l'article 14 ter** (p. 8285). - **Article 15** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) (p. 8289).

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) (p. 8682, 8683).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8817, 8818). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8829, 8830). (p. 8831). (p. 8832).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ) (p. 9777). - **Article 9 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 9796, 9797). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9847). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 225-209, L. 225-209-2 [nouveau], L. 225-211 et L. 225-214 du code de commerce - Modalités du rachat d'actions pour les sociétés non cotées) (p. 9851). - **Article 13 quater (nouveau)** (Report de plus-values en cas d'échange de biens immobiliers avec l'Etat ou une collectivité publique) (p. 9853). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 9862). (p. 9863).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13 (suite)** (p. 9879). - **Articles additionnels après l'article 14 (suite)** (p. 9885). - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 9944, 9945). (p. 9948). - **Article 17 quater (nouveau)** (art. L. 107-B [nouveau] du livre des procédures fiscales - Mise à disposition des contribuables d'informations relatives aux transactions immobilières par voie électronique) (p. 9961, 9962). - **Article 17 quinquies (nouveau)** (art. L. 169 et art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Extension du délai de reprise de l'administration fiscale de dix ans à l'ensemble des avoirs détenus à l'étranger et non déclarés) (p. 9964). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 9981, 9982).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature [n° 195 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 3** (art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions) (p. 10046).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10070). (p. 10070). (p. 10071). (p. 10073).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 1er** (art. L. 340-1 à L. 340-7 [nouveaux] du code de commerce - Dispositions relatives aux réseaux de distribution) (p. 10152).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 10229). - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation -

Contrats de service de communications électroniques
(p. 10239).

GOURAULT (Jacqueline)
sénatrice (Loir-et-Cher)
UCR

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis présidente le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre suppléant du Comité des finances locales le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Renover le dialogue entre l'État et les collectivités territoriales : une nécessité pour une démocratie apaisée [n° 272 (2010-2011)] (1er février 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur la sécurisation de l'indemnité de fonction des maires des petites communes [n° 371 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les nouveaux contours de l'administration locale française : quelles intercommunalités pour demain ? [n° 665 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Fonction publique [n° 112 tome 10 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 974, 975).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 277 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1332).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1704). - **Article 4 bis (art. L.O. 176 du code électoral - Remplacement des députés élus au Sénat ou au Parlement européen)** (p. 1739).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3202, 3203).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 531 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4335). - **Article 2 (art. 105 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable à l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)** (p. 4356).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4503).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5605, 5606). - **Article 4 (art. L. 2123-2, L. 3123-2 et L. 4135-2 du code général des collectivités territoriales - Information des employeurs)** (p. 5616). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5626).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7125, 7126).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 9081, 9082).

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 2 novembre 2011.

Secrétaire de la commission des affaires sociales du 1er octobre 2011 au 1er novembre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 14 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la Mutualité.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales jusqu'au 6 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Politique familiale et protection de l'enfance : quelles leçons tirer du modèle québécois ? [n° 685 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 233 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - *Missions et organisation des services de santé au travail*) (p. 590).

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3349, 3350).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Article 1er** (*Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente*) (p. 5900). (p. 5901). (p. 5902). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5932).

- *Commission mixte paritaire* [n° 742 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6397).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Commission mixte paritaire [n° 736 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6410).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7246).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article 2** (art. L. 3122-8-1 à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - *Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche*) (p. 9608, 9609). - **Article 3** (art. L. 3132-23 du code du travail - *Repos dominical et distorsions de concurrence*) (p. 9616, 9617).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 186 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Article unique** (p. 9941, 9942).

GOUTEYRON (Adrien)
sénateur (Haute-Loire)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes et du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration le 23 juin 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat jusqu'au 30 septembre 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Organisations internationales : la France paie-t-elle trop ? [n° 390 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2010 [n° 539 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UMP-A, puis UCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 375 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île de Man en vue d'éviter la double imposition des entreprises exploitant, en trafic international, des navires ou des aéronefs [n° 624 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Entreprises - Traités et conventions - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 450 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales [n° 626 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 516 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Anguilla relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 628 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2128, 2129).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3046).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5287, 5288).

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis vice-présidente le 14 décembre 2011.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense.**

GREFF (Claude)
*secrétaire d'État auprès de la ministre
des solidarités et de la cohésion sociale,
chargée de la famille
(à partir du 29 juin 2011)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 37 bis (nouveau) (priorité)** (*Expérimentation de dérogations tarifaires permettant de décloisonner les secteurs sanitaire et médico-social*) (p. 7683, 7684). - **Article additionnel après l'article 37 ter (priorité)** (p. 7685). - **Articles additionnels après l'article 38 (priorité)** (p. 7686, 7691). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 7693, 7698). - **Article 58 bis (nouveau) (priorité)** (*art. L. 551-1 du code de la sécurité sociale - Report de la revalorisation des prestations familiales au 1er avril de chaque année*) (p. 7699). - **Articles additionnels après l'article 58 ter (priorité)** (p. 7700, 7702). - **Article 59 (priorité)** (*Objectifs de dépenses de la branche famille pour 2012*) (p. 7703). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7704, 7716). - **Article 35 bis (nouveau)** (*art. L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. 8 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 - Rétablissement des ristournes en matière de biologie médicale*) (p. 7717, 7718). - **Article 35 quater (nouveau)** (*art. L. 162-22-7-2 du code de la sécurité sociale - Maîtrise des dépenses de la liste en sus*) (p. 7719). - **Article 35 quinquies (nouveau)** (*art. L. 162-22-10, L. 162-22-13 et L. 162-22-19 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 ; art. 1er de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 - Regroupement en un rapport unique de plusieurs rapports relatifs aux établissements de santé*) (p. 7720). - **Article additionnel après l'article 35 quinquies** (p. 7721). - **Article 35 sexies (nouveau)** (*art. L. 162-25 du code de la sécurité sociale - Prescription de la facturation des établissements de santé*) (p. 7722, 7724). - **Article additionnel après l'article 35 septies** (p. 7724). - **Article 36** (*art. L. 1435-8*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9432, 9433).

à L. 1435-11 (nouveaux), art. L. 1432-6, L. 1433-1, L. 1434-6, L. 1435-4 et L. 6323-5 du code de la santé publique ; art. L. 221-1-1 et L. 162-45 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - **Création d'un fonds d'intervention régional** (p. 7727, 7732). - **Article additionnel après l'article 36** (p. 7733). - **Article 36 bis (nouveau)** (*Expérimentation pour les transports sanitaires urgents pré-hospitaliers*) (p. 7734). - **Article 39** (*art. L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale - Modes de rémunération des pharmacies d'officine*) (p. 7736). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 7737). - **Article 40** (*art. L. 162-22-11, L. 174-3 et L. 174-20 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - Création d'une tarification spécifique des séjours hospitaliers applicable à certains étrangers non-assurés sociaux*) (p. 7738, 7739). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7740). - **Article 42** (*art. L. 322-8 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Maintien des droits des affiliés du régime minier et de leurs ayants droit*) (p. 7743, 7744). - **Article 45** (*art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - Financement de l'agence technique de l'information sur l'hospitalisation par le fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés*) (p. 7745). - **Article 46** (*Dotations des régimes obligatoires d'assurance maladie à plusieurs fonds et organismes pour 2012*) (p. 7746, 7747). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 7748, 7750). - **Article 47** (*Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès*) (p. 7751). - **Article 48** (*Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs*) (p. 7752). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7754, 7758).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) - **Article n° 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8733, 8735). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 8736, 8737). - **Article 61 bis (nouveau)** (*Conditions d'attribution de la dotation de restructuration exceptionnelle des services d'aide et d'accompagnement à domicile*) (p. 8738, 8740). - **Article additionnel après l'article 61 bis** (p. 8740).

GRIGNON (Francis)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 12 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 494 (2010-2011)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 558 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 783 (2010-2011)] relatif à Voies navigables de France [n° 21 (2011-2012)] (12 octobre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la Sécurité sociale et à la mutualité [n° 55 (2011-2012)] (24 octobre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 206 (2011-2012)] relatif à Voies navigables de France [n° 221 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Transports.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - **Article 18** (art. L. 5125-15 du code de la santé publique - Regroupement de pharmacies d'officine - Exercice de la profession de pharmacien - Constitution de sociétés de participations financières de professions libérales de pharmaciens d'officines et de biologistes médicaux) (p. 5753) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5754). - **Article 20 quinquies** (art. L. 6211-13 du code de la santé publique - Conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 5760). - **Article 20 decies** (Ratification sous réserve de modifications de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale) (p. 5765). - **Article 22 (Supprimé)** (art. L. 112-1 du code de la mutualité - Modulation des prestations des mutuelles) (p. 5767, 5768). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-3, L. 215-5, L. 215-6, L. 215-7, L. 216-1, L. 281-4, L. 222-1, L. 251-7, L. 325-1 et L. 357-14 du code de la sécurité sociale - Fusion de la caisse régionale d'assurance maladie et de la caisse régionale d'assurance vieillesse d'Alsace-Moselle) (p. 5777). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1414-1 du code de la santé publique - Structures régionales d'appui) (p. 5778).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 6763, 6765). - **Intitulé du chapitre 1er** (Dispositions relatives aux missions et au conseil d'administration de l'Agence nationale des voies navigables) (p. 6784). - **Article 1er** (art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration) (p. 6786, 6793). - **Article 2** (art. L. 4312-3, L. 4312-3-1 [nouveau], L. 4312-3-2 [nouveau], L. 4312-3-3 [nouveau] et L. 4312-3-4 [nouveau] du code des transports - Pouvoirs du directeur général,

composition du personnel. Instances représentatives du personnel de l'agence. Emploi et recrutement du personnel. Organisation et aménagement du temps de travail des agents de droit public) (p. 6798, 6799). - **Article 5** (Transfert des services aux collectivités territoriales devenant gestionnaires de voies d'eau) (p. 6800). - **Article 7** (Modalités de transfert des

personnels, statut et régime transitoire d'organisation et d'aménagement du temps de travail des personnels transférés) (p. 6801). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6804).

GROSDIDIER (François)
sénateur (Moselle)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7963, 7964).

GUÉANT (Claude)

ministre de l'intérieur, de l'outre-mer,
des collectivités territoriales et de
l'immigration
(à partir du 27 février 2011)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2708, 2712). (p. 2736, 2738). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2741). - **Question préalable** (p. 2745). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2748). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 2751, 2752). - **Article 2 bis** (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 2753, 2754). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour) (p. 2755, 2756). - **Article 5 ter (suppression maintenue)** (art. 30 du code civil - Preuve de la nationalité par la carte nationale d'identité) (p. 2757). (p. 2758). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2760, 2763). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2764, 2767). - **Article 10** (art. L. 222-3-1 [nouveau] et art. L. 222-8 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'une décision de maintien en zone d'attente) (p. 2767, 2768). - **Article 12 (supprimé)** (art. L. 222-6-1 [nouveau] du CESEDA - « Purge des nullités » en appel des jugements de prolongation du maintien en zone d'attente)

(p. 2768). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 2768, 2772).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 AA** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - Droit au séjour des victimes de violences conjugales) (p. 2786, 2787). - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2791, 2792). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs) (p. 2800). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris ») (p. 2803, 2805). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 2808, 2812). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 2813). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 2814, 2817). - **Article 26** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 2817). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2820, 2825). (p. 2823). - **Article 33** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 2828, 2833). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 2836, 2842). - **Article 34 bis (suppression maintenue)** (art. L. 531-1, L. 531-3 et L. 531-5 du code de l'entrée et du séjour des

étrangers et du droit d'asile - Recours suspensif contre les arrêtés de réadmission) (p. 2844). - **Article 37** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 2845, 2846). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 2847, 2848). - **Article 39** (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD) (p. 2849). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention) (p. 2851, 2852). - **Article 49** (art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Reconduite à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal) (p. 2853, 2854). - **Intitulé du chapitre II** (Dispositions relatives à l'emploi d'étrangers sans titre) (p. 2855). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8251-2 [nouveau] et L. 8271-17 du code de travail - Interdiction du recours volontaire aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour) (p. 2857). - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8254-2-1 et L. 8254-2-2 [nouveaux] du code de travail - Obligation et responsabilité du maître d'ouvrage découlant du recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre) (p. 2859).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2011) - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2901, 2902). - **Article 75 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 2904, 2908). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2910, 2911). (p. 2912). - **Article 83 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions du texte applicables à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 2913). - **Article 84 (Texte non modifié par la commission)** (Date d'entrée en vigueur des dispositions du texte) (p. 2913). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2918).

- **Commission mixte paritaire [n° 492 (2010-2011)]** - (11 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3679, 3680). - **Article 83** (p. 3698).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 433 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4393, 4396). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Données inscrites sur la puce électronique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 4405). - **Article 3** (Utilisation optionnelle de la CNI à des fins d'identification sur les réseaux de communication électronique et de signature électronique) (p. 4405). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Contrôle des documents d'état civil fournis à l'appui d'une demande de délivrance de CNI ou de passeport) (p. 4406). - **Article 5** (Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 4408, 4411). - **Article 5 bis (nouveau)** (Modalités du contrôle d'identité à partir du titre d'identité) (p. 4411, 4412). - **Article 5 ter (nouveau)** (Information sur la validité des titres d'identité présentés) (p. 4413). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités réglementaires d'application) (p. 4414). - **Article 7** (art. 323-1, 323-2 et 23-3 du code pénal - Dispositions pénales) (p. 4414). - **Article additionnel après**

l'article 7 (p. 4415). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Application de la loi et gage) (p. 4415).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 127 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4419).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse [n° 16 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6725, 6726). - **Article 1er** (art. L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales - Contenu du plan d'aménagement et de développement durable de Corse) (p. 6737). - **Article 3** (art. L. 4424-10 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Articulation avec les autres schémas de planification) (p. 6739). - **Article 4** (art. L. 4424-11 du code général des collectivités territoriales - Articulation avec les lois Littoral et Montagne et opposabilité aux tiers de certains espaces à caractère stratégique) (p. 6741). - **Article 5** (art. L. 4424-13 et L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales - Procédures d'élaboration, de modification et de révision) (p. 6742, 6743).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture [n° 40 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7179, 7181). - **Article 5** (Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 7191). - **Article 5 ter (Texte non modifié par la commission)** (Information sur la validité des titres d'identité présentés) (p. 7193).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (1er décembre 2011) (p. 9011, 9014). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9015).

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9026, 9029). - **Rappel au règlement** (p. 9030, 9031). - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 9231).

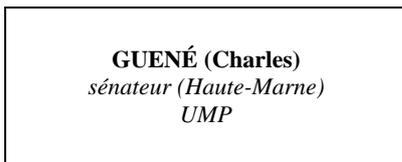
Administration générale et territoriale de l'Etat

- (1er décembre 2011) (p. 9036, 9037). - **Article 32 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 9038, 9039).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) (p. 9123, 9125). (p. 9125).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9539, 9543). (p. 9544). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9548). - **Question préalable** (p. 9554, 9555). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9559). - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 9572, 9574). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 88-3 de la Constitution - Coordination) (p. 9576).



Réélu le 25 septembre 2011.

Vice-président du Sénat à compter du 5 octobre 2011 ; a présidé les séances des 25, 27 octobre, 3, 15, 29 novembre, 1er, 2, 5, 20 et 22 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire du Comité des finances locales ; nouvelle nomination ; membre suppléant le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours jusqu'au 1er mai 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis rapporteur le 6 juillet 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 305 (2010-2011)] tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 365 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Péréquation financière entre les collectivités territoriales : les choix de la commission des finances du Sénat [n° 731 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Conseil et contrôle de l'Etat [n° 107 tome 3 annexe 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 2236, 2238). - **Article 1er** (Art. 1447-0 du code général des impôts - Création de la taxation additionnelle à la CET reposant sur les actifs financiers des entreprises) (p. 2249).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - **Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires** (p. 4862).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5048, 5050).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) (p. 7178).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) (p. 7195).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) (p. 7195).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7235). (p. 7236).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7950, 7951).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8876, 8877). - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8899, 8900). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8912). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8951).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9159, 9160). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9167). - **Article 49 quater (nouveau)** (*Remise au Parlement d'un rapport étudiant les possibilités de réformes en vue de réduire les délais moyens de jugement par*

les juridictions administratives et d'améliorer les sanctions pour recours abusifs) (p. 9167).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 9218). (p. 9222). (p. 9226). (p. 9232). (p. 9237). (p. 9239). (p. 9244).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9320). (p. 9321, 9322). (p. 9326, 9327). - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9330). (p. 9331). (p. 9332). - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales*) (p. 9369). - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9376).

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC, puis SOC-EELVr

Secrétaire du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3326, 3327).

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
UCR

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de France expertise internationale le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9098, 9099).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Article 1er (neutralité religieuse applicable au personnel des crèches privées)** (p. 9439, 9440).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif [n° 150 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9472, 9473).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Abaissement à dix du seuil nécessaire pour la constitution d'un groupe politique*) (p. 10060). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*) (p. 10069). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10074).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 2** (*art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant*

à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10161).

GUERRY (Michel)

*sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" le 11 janvier 2011.

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

GUILLAUME (Didier)

*sénateur (Drôme)
SOC, puis SOC-EELVr*

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Renover le dialogue entre l'État et les collectivités territoriales : une nécessité pour une démocratie apaisée [n° 272 (2010-2011)] (1er février 2011) - **Collectivités territoriales.**

Vice-président du Sénat à compter du 5 octobre 2011 ; a présidé les séances des 18 octobre, 2, 10, 23, 24 novembre, 7, 13, 19 et 22 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie le 15 décembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) - auteur de la question (p. 91, 94). (p. 111, 112).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 421, 422).

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2734, 2735).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4213, 4214).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4464, 4465). - **Article 1er (Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique)** (p. 4473, 4482).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Rappel au règlement** (p. 4712). - **Article 1er (Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique)** (p. 4715). - **Article 1er bis (nouveau) (Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux)** (p. 4719). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés)** (p. 4721, 4722). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4736).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7905, 7906).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7934, 7936). - **Organisation des travaux** (p. 7938).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8888, 8889).

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 7 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 6465).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8022, 8023).

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8234). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8252).

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9040, 9041). - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 351-3 et L. 916-1 du code de l'éducation - *Création d'une aide mutualisée à la scolarisation des enfants handicapés*) (p. 9068). - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9069).

HENNERON (Françoise)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

Non réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - *Deuxième lecture* [n° 342 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Article 25** (art. L. 1271-1, L. 1272-2, L. 1272-3 et L. 1272-5 du code du travail - Application du droit commun des congés payés au chèque-emploi associatif) (p. 2178).

HÉRISSON (Pierre)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration le 25 janvier 2011 ; fin de mission le 24 juillet 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : La neutralité de l'Internet [n° 302 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 541 (2010-2011)] visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 658 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

- **Questions cribles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4522, 4523).

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Économie** [n° 111 tome 3 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - *Deuxième lecture* [n° 215 (2010-2011)] - (20 janvier 2011) - **Article 32 ter A** (art. L. 226-4 du code pénal - *Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation*) (p. 324).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Article 12** (*Régime des noms de domaine français sur Internet*) (p. 1279). (p. 1279, 1280).

- Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 13** (*Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 1291, 1292).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (19 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4152).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5177, 5178).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption** [n° 617 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (suite) (p. 5535, 5536). (p. 5538).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial** [n° 541 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 5635, 5638). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5650, 5651).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6643, 6644).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse** [n° 16 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6733, 6734).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8679, 8680).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (21 décembre 2011) - **Article 5 bis AA (nouveau)** (art. L. 34-9-1-1 et L. 34-9-1-2 [nouveaux] du code des postes et des communications électroniques - Encadrement des restrictions apportées par les équipementiers mobiles à la connexion de leurs terminaux à des réseaux de communications électroniques) (p. 10275).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10300). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10305).

HERMANGE (Marie-Thérèse)
sénateur (Paris)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies.

Rapporteur de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" le 11 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 612 (2010-2011)] pour 2011 [n° 642 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur le Mediator : La réforme du système du médicament, enfin (Rapport) [n° 675 tome 1 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur le Mediator : La réforme du système du médicament, enfin (Auditions) [n° 675 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 38, 39).

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 2011) (p. 399).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 416, 417). - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 435).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail** [n° 233 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - *Missions et organisation des services de santé au travail*) (p. 594).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1571, 1572). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1580). - **Article 2** (art. L. 6323-3, L. 6323-3-1 (nouveau) et L. 1110-4 du code de la santé publique - *Maisons de santé. Respect du secret médical dans les structures de soins ambulatoires*) (p. 1582, 1583). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1590, 1593). - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 6112-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Modalités d'indemnisation des médecins libéraux participant à la permanence des soins dans les établissements de santé*) (p. 1595).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques - Commission mixte paritaire** [n° 319 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1996, 1997).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et**

relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Article 5** (art. L. 162-12-18 à L. 162-12-20 du code de la sécurité sociale - Rétablissement des contrats de bonne pratique et des contrats de santé publique) (p. 2008, 2009). - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires) (p. 2010).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2427, 2429). - **Article 1er A (Nouveau)** (Habilitation du Gouvernement à ratifier la convention d'Oviedo) (p. 2450, 2451). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave) (p. 2456). - **Article 4 ter** (art. L. 1131-3 du code de la santé publique - Encadrement du recours à des tests génétiques à des fins médicales) (p. 2463).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2484). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur) (p. 2490). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 2494). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2498). (p. 2498). - **Article 5 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3 du code du service national - Information sur le don lors de la journée défense et citoyenneté) (p. 2504). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 2509, 2510). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2513). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 2517). (p. 2530). - **Article 11 bis** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 2535). (p. 2537). (p. 2538). - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 79-1 du code civil - Enregistrement à l'état civil d'un enfant mort-né ou décédé avant sa déclaration) (p. 2542).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2566, 2572). - **Articles additionnels après l'article 19 C** (p. 2598, 2599). - **Article 19** (art. L. 2141-1 du code de la santé publique - Autorisation des procédés utilisés en assistance médicale à la procréation ; règles de bonnes pratiques en matière de stimulation ovarienne) (p. 2599, 2601). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2608). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2613). - **Article 20 ter (Nouveau)** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - Consentement à la conservation d'ovocytes) (p. 2613, 2614). - **Article 21** (art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche) (p. 2617). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2141-3, L. 2141-7 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Coordination) (p. 2619). - **Article 22 bis** (art. L. 1418-1 du code de la santé publique - Promotion de la recherche sur les causes de la stérilité) (p. 2621). - **Article 22 ter** (art. L. 1418-1 du code de la santé publique - Evaluation des centres d'assistance médicale à la procréation par l'agence de la biomédecine) (p. 2622, 2623). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2627, 2628). - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 2639, 2640).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) (p. 2655). (p. 2659). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 2667). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2668, 2669). - **Articles additionnels après l'article 24 ter A** (p. 2673). (p. 2674). - **Article 24 quater** (art. L. 1418-1 et L. 1418-1-1 (nouveau) du

code de la santé publique - Adaptation des missions de l'agence de la biomédecine) (p. 2675, 2676). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2692, 2693).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3557). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3565).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) - **Article 6** (Organisation de la prise en charge psychiatrique) (p. 3942). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 3947). - **Seconde délibération - Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3960). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3961).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4608, 4609). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 4621). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 4628).

- **Conférence des présidents** - (8 juin 2011) (p. 4636).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)] (suite)** - (8 juin 2011) - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21) (p. 4638). - **Article 12 ter** (art. 79-1 du code civil - Critères de viabilité d'un enfant décédé avant la déclaration de sa naissance à l'état civil) (p. 4639). - **Article 18 bis** (art. L. 1244-6 du code de la santé publique - Règlement de la conservation des données détenues par les centres d'étude et de conservation des ovules et du sperme) (p. 4642). - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par des femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 4643). - **Article 20 ter** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - Consentement à la conservation d'ovocytes) (p. 4650, 4652).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4667). (p. 4669). (p. 4670). (p. 4679). (p. 4680). - **Article 24 ter B** (Clause de révision de la loi de bioéthique) (p. 4686, 4687). (p. 4689). - **Article additionnel après l'article 24 quater** (p. 4699). - **Intitulé du Titre VII quater** (p. 4700). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4710, 4711).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3213-1 à L. 3213-5, L. 3213-5-1 (nouveau), L. 3213-6 à L. 3213-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 4974).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - corapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5040, 5042).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5286, 5287).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Article 22** (art. L. 1142-22,

L. 1142-23, L. 1142-24-1 à L. 1142-24-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Indemnisation des victimes du benfluorex, Médiateur (p. 5339).

- Corapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 5340).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - **Article 6 (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires)** (p. 5722).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5998).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire [n° 753 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6380).

HERVÉ (Edmond)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Contribution à un bilan de la décentralisation [n° 679 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Justice [n° 107 tome 3 annexe 16 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4539, 4550).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8232).

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8430, 8431). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8452). - **Article 52** (art. 54 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009 - Prorogation de deux années de la taxe finançant les fonds d'indemnisation des avoués) (p. 8453). - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 800-1 du code de procédure pénal - Frais de justice à la charge des personnes morales) (p. 8454). - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 8454, 8455).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8904).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales*) (p. 9368).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9806). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9825).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Article 15** (*Mesures de développement de l'offre de logement*) (p. 9900, 9901).

HERVIAUX (Odette)
sénatrice (Morbihan)
 SOC-EELVr

Réélue le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Les chantiers du Maroc de demain [n° 654 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 111 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 436).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6623, 6625).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) - rapporteure pour avis (p. 9129, 9130). (p. 9149, 9150). - **Rappel au règlement** (p. 9154).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif** [n° 150 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 32** (*art. L. 2339-9 du code de la défense - Incrimination du port ou transport d'armes sans motif légitime*) (p. 9504). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9510).

HOARAU (Gélita)
sénatrice (La Réunion)
CRC-SPG

Non réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant création d'une chambre consulaire de la vie associative dans le département de La Réunion [n° 707 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie**.

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 178).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne** [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3301, 3302). (p. 3310).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3374, 3375).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5461, 5462).

HORTEFEUX (Brice)
ministre de l'intérieur, de l'outre-mer,
des collectivités territoriales et de
l'immigration
(jusqu'au 27 février 2011)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 186, 189). (p. 204, 206). - **Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure) (p. 228, 231). - **Article 2** (art. 226-4-1 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'usurpation d'identité) (p. 232, 233). - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques) (p. 234, 237). - **Article 5** (art. 16-11 du code civil - Possibilité de procéder à l'identification par ses empreintes génétiques d'une personne décédée lorsque son identité demeure inconnue) (p. 237).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (Fonds de soutien à la police scientifique et technique) (p. 247, 248). - **Article 12 A** (art. 104 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Recueil de la photographie pour les documents d'identité) (p. 249, 250). - **Intitulé de la Section 4** (Vidéoprotection) (p. 251). - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 254, 265). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 268). - **Article 17 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles) (p. 269, 270). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels) (p. 271, 272). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1332-2-1 [nouveau] du code de la défense - Autorisation d'accès aux installations d'importance vitale) (p. 273). - **Article 20 quinquièmes (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 et suivants de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Conseil national des activités privées de sécurité) (p. 277, 282). - **Article 23 bis** (art. 132-19-2 [nouveau], 132-24, 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal; art. 723-1, 723-7, 723-15 et 723-19 du code de procédure pénale; art. 20-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Peines minimales applicables aux auteurs de violences volontaires aggravées)

(p. 284, 286). - **Article 23 ter** (art. 221-3 et 221-4 du code pénal - Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 288, 289).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-5 du code de la route - Enquêtes administrative/cession de données personnelles par l'Etat) (p. 322). - **Article 32 ter A** (art. L. 226-4 du code pénal - Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation) (p. 324, 326). - **Intitulé du chapitre VII bis (Dispositions relatives aux polices municipales)** (p. 326). - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale ; art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Qualité d'agent de police judiciaire des directeurs de police municipale) (p. 327). - **Article 32 quinquies** (art. L. 234-9 du code de la route - Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un OPJ) (p. 328). - **Article 32 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Fouille des bagages à l'occasion des manifestations sportives, récréatives ou culturelles) (p. 328). - **Article 33** (art. L. 1311-2 et L. 1311-4-1 du code général des collectivités territoriales - Prolongation de dispositifs de gestion immobilière en partenariat pour les besoins de la police et de la gendarmerie) (p. 329). - **Article 37 quinquies AA** (art. 20 du code de procédure pénale - Attribution de la qualité d'APJ aux policiers stagiaires de la police nationale) (p. 330). - **Article 37 quinquies B** (art. L. 561-3 [nouveau] et L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement sous surveillance électronique mobile des étrangers frappés d'une mesure d'interdiction judiciaire ou d'expulsion en raison d'activités à caractère terroriste) (p. 331, 332). - **Article 37 quinquies C** (art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction à l'encontre des étrangers assignés à résidence en cas de manquement à leurs obligations) (p. 333). - **Article 37 nonies** (Dévolution du patrimoine et des actifs de la mutuelle de l'Union des anciens combattants de la police et des professionnels de la sécurité intérieure) (p. 334). - **Article 37 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-75-2 du code de procédure pénale - Possibilité, en matière de criminalité organisée, de renvoyer le jugement en appel des affaires criminelles devant la même cour d'assises autrement composée - Peine complémentaire d'interdiction de territoire en matière criminelle) (p. 334). - **Article 39 bis B (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations de certaines dispositions pour leur application à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 336). - **Article 39 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 et 41-1 nouveau de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000, art. 41 et 43-1 nouveau de l'ordonnance du 26 avril 2000, art. 39 et 41-1 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000, art. 41 et 43-1 nouveau de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 - Coordinations outre-mer) (p. 338). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations de certaines dispositions pour leur application à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie - Prolongation des autorisations de vidéoprotection) (p. 339). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 339).

- **Questions cribles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 382, 388).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 771, 777). (p. 804, 808).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 978, 980). - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 314-8 du CESEDA - Exclusion des années de mariage frauduleux de la durée de résidence requise pour l'attribution d'une carte de résident) (p. 980). - **Articles additionnels après l'article 21 bis** (p. 981, 982). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris ») (p. 983). - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 984, 990).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire [n° 262 (2010-2011)]** - (8 février 2011) - **Discussion générale** (p. 992, 993).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (9 février 2011) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 1066). - **Article 25** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 1068, 1073). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1075, 1077). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 1077). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1079). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité d'astreindre l'étranger à une obligation de présentation pendant la période de délai de départ volontaire) (p. 1080, 1081). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 1083, 1088). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions d'exercice des droits en rétention) (p. 1089, 1090). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière d'assignation à résidence) (p. 1090, 1091). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 1094, 1099).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 42** (art. L. 552-8 et L. 552-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration d'une procédure de purge des nullités devant le juge des libertés et de la détention) (p. 1159). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement du délai donné au Parquet pour demander de donner un caractère suspensif à l'appel d'une décision de refus de prolongation de la rétention) (p. 1160). - **Article 47 bis (Nouveau)** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Garanties contre l'expulsion dont bénéficient les ressortissants communautaires) (p. 1161). - **Article 49** (art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Reconnue à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal) (p. 1162, 1165). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Présence des mineurs accompagnants en centre de rétention) (p. 1166). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-3 et L. 223-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accès des associations humanitaires aux lieux de rétention) (p. 1167). - **Article additionnel après l'article 51** (p. 1168). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 523-3, L. 523-4, L. 523-5, L. 531-3, L. 541-2, L. 541-3 et L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière d'assignation à résidence) (p. 1168, 1169). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 729-2 du code de procédure pénale - Coordination de la réforme de l'éloignement dans le code de procédure pénale) (p. 1169). - **Articles additionnels avant l'article 57 A** (p. 1171). - **Article 57 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8222-1 du code du travail - Renforcement des vérifications à la charge du cocontractant en matière de travail dissimulé) (p. 1172). - **Article 57** (art. L. 8251-2 du code du travail - Interdiction du recours volontaire aux services d'un employeur d'un étranger sans titre

de séjour) (p. 1173). - **Article 58** (art. L. 8252-2 du code du travail - Prémption de la durée de la relation de travail et droits du salarié étranger employé sans titre de travail) (p. 1175). - **Article 59** (art. L. 8252-4 [nouveau] du code du travail - Recouvrement des sommes dues au salarié étranger et reversement après réachèvement) (p. 1179). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 1181). - **Article 60** (art. L. 8254-2 du code du travail - Périmètre de la solidarité financière des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage) (p. 1182). - **Article 61** (art. L. 8254-2-1 et L. 8254-2-2 [nouveaux] du code du travail - Obligations et responsabilité du maître d'ouvrage découlant du recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre) (p. 1184). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 1185, 1186). - **Article 62** (art. L. 8256-2 du code du travail - Sanctions pénales en cas de connaissance de l'emploi d'étranger sans titre) (p. 1186). - **Article 63** (art. L. 8271-1-1 [nouveau] du code du travail - Sanction du défaut d'acceptation par le maître d'ouvrage des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance) (p. 1187). - **Article 64** (art. L. 8271-6-1, L. 8271-6-2 [nouveaux] et L. 8171-11 du code du travail -

Pouvoir des agents de contrôle) (p. 1189). - **Article 65** (art. L. 8272-1 du code du travail - Aides et subventions susceptibles d'être refusées à l'employeur ou soumises à remboursement) (p. 1190). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 1191). - **Article 66** (art. L. 8272-2 et L. 8272-3 [nouveaux] du code de travail - Fermeture administrative temporaire des établissements employant des étrangers sans titre et garanties légales des salariés concernés) (p. 1192). - **Articles additionnels après l'article 67** (p. 1193). - **Article 69** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 611-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité pour le préfet de retenir le passeport ou le document de voyage des étrangers en situation irrégulière) (p. 1194). - **Article 72** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 622-4 du CESEDA - Immunité pénale applicable au délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 1197). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1236, 1237).

HOUËL (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 147 (2010-2011)] relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement [n° 234 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 377 (2010-2011)] visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 556 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Environnement - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 640 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 111 tome 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 463, 465). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Subvention des opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement au fonds de solidarité pour le logement*) (p. 473, 478). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'une allocation de solidarité pour l'eau*) (p. 480). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 481).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial** [n° 181 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2323). (p. 2336, 2341). - **Article 2 (précédemment réservé)** (*Consultation de la commission régionale d'aménagement commercial lors de l'élaboration d'un document d'aménagement commercial*) (p. 2369).

- **Questions cribles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 4000, 4001).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité** [n° 433 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4401, 4402).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 4450, 4452). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4471). - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4476, 4478).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4716, 4717). - **Article 1er bis (nouveau)** (*Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux*) (p. 4718, 4719). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4724, 4727). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4728). (p. 4730). - **Article 4** (*Rapport au Parlement*) (p. 4731). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4731, 4732). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4738).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local** [n° 622 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5609, 5610).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique - Commission mixte paritaire** [n° 641 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5668, 5669).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture** [n° 40 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7189).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8967, 8968).

HOUËL (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes d'accidents médicaux sans faute [n° 542 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 688 (2010-2011)] relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse [n° 15 (2011-2012)] (12 octobre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à assujettir aux prélèvements sociaux le chiffre d'affaires réalisé par les caisses automatiques [n° 138 (2011-2012)] (28 novembre 2011) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 437, 438).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1394, 1395).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes** [n° 104 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Article unique** (p. 3290, 3291).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse** [n° 444 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3461).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité** [n° 433 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Article 5** (*Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 4407).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial** [n° 541 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5647, 5648).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse** [n° 16 (2011-2012)] - (18

octobre 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 6726, 6728). - **Article 1er** (*art. L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales - Contenu du plan d'aménagement et de développement durable de Corse*) (p. 6737). - **Article 3** (*art. L. 4424-10 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Articulation avec les autres schémas de planification*) (p. 6738). - **Article 4** (*art. L. 4424-11 du code général des collectivités territoriales - Articulation avec les lois Littoral et Montagne et opposabilité aux tiers de certains espaces à caractère stratégique*) (p. 6741). - **Article 5** (*art. L. 4424-13 et L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales - Procédures d'élaboration, de modification et de révision*) (p. 6742, 6743).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45 (2011-2012)] - (27 octobre 2011) - **Article 18** (*art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain*) (p. 7055). (p. 7055). - **Article 19** (*art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la visite médicale*) (p. 7062). (p. 7064).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7520). - **Article 16** (*art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Hausse de la fiscalité sur les alcools*) (p. 7522). (p. 7538). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 7574). (p. 7575).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Article 33** (*art. L. 161-37, L. 161-37-1 (nouveau), L. 161-41, L. 161-45, L. 162-16-4, L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-4, L. 165-2 et L. 165-3 du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'analyse médico-économique dans les travaux de la Haute Autorité de santé et introduction d'une évaluation médico-économique pour les produits de santé*) (p. 7603, 7604). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7610). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 7614). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7615). - **Article 34 nonies (nouveau)** (*art. L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Création d'un secteur optionnel par la convention ou élargissement de l'option de coordination par arrêté gouvernemental*) (p. 7647).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7703, 7704). (p. 7704). (p. 7704, 7705). (p. 7707). (p. 7710). (p. 7710, 7711). (p. 7711). (p. 7711). (p. 7715). (p. 7715). (p. 7716). (p. 7716). (p. 7716, 7717). (p. 7717). - **Article additionnel après l'article 35 quinquies** (p. 7721, 7722). (p. 7721). - **Article additionnel après l'article 36** (p. 7732, 7733). (p. 7733). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7755, 7756). (p. 7756). (p. 7756).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13 quinquies** (p. 9858).

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
CRC

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération) le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 36).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1470, 1472).

- **Questions cribles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3251, 3252).

HUMBERT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : **La crise économique et financière au Portugal** [n° 249 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : **La fin de la movida économique : L'Espagne face à la crise immobilière** [n° 385 (2010-2011)] (29 mars 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 494 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 494 (2010-2011)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 509 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) (p. 8706, 8708).

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 422 (2010-2011)] visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 544 (2010-2011)] (24 mai 2011) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : **La Grèce et la zone euro, un an après** [n° 645 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 599 (2010-2011)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la redevance au profit des sociétés de courses [n° 678 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 648 (2010-2011)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 737 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur certaines utilisations autorisées des oeuvres orphelines (E6301) [n° 739 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de résolution [n° 739 (2010-2011)] présentée au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur certaines utilisations autorisées des oeuvres orphelines (E6301) [n° 762 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : **La crise italienne et la zone euro** [n° 113 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination**

des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1518, 1519).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3099).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs** [n° 545 (2010-2011)] - (30 mai 2011) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 4288, 4289). - **Article 1er** (nouvel art. L. 131-8-1 du code du sport - Établissement d'une charte éthique par les fédérations sportives) (p. 4300). - **Article 3** (art. L. 131-16 du code du sport - Édition de nouveaux règlements par les fédérations délégataires) (p. 4301). - **Article 6 bis (nouveau)** (nouvel art. L. 332-22 du code du sport - Revente illicite de titres d'accès à une manifestation sportive) (p. 4302). - **Article 6 ter (nouveau)** (art. L. 222-17 et L. 222-19-1 du code du sport, loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de la rémunération des agents sportifs) (p. 4303). - **Article 6 sexies (nouveau)** (nouveaux art. L. 330-1 à L. 330-6 du code du sport - Création d'un délit pénal de manipulation de compétition sportive) (p. 4306). - **Article additionnel avant l'article 7 A** (p. 4306, 4307). - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 122-9 du code du sport - Prêts et cautionnements entre clubs) (p. 4307). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 228 du code général des impôts - Bénéfice du barème de la taxe d'apprentissage pour les centres de formation agréés) (p. 4308, 4309). - **Intitulé du Chapitre 1er** (p. 4309). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 232-21 et L. 232-22 du code du sport - Suppression du pouvoir de sanction des fédérations en matière de dopage) (p. 4312). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 4312). - **Article 28** (art. L. 241-2 à L. 241-10 du code du sport - Coordinations en matière de dopage animal) (p. 4313).

Division additionnelle après l'article 29 (p. 4313). - **Article 30 (nouveau)** (art. L. 333-7 du code du sport - Conditions de diffusion audiovisuelle de brefs extraits de compétitions sportives) (p. 4314). - **Article 31 (nouveau)** (art. 20-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) - Prévention du dopage à la télévision) (p. 4315). - **Article 32 (nouveau)** (Validation du contrat de concession du stade de France) (p. 4316). - **Article 29 (précédemment réservé - Texte non modifié par la commission)** (Gage financier) (p. 4316).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5171, 5172).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6448).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) (p. 6591, 6592).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) - **Article 60 ter (nouveau)** (Demande de rapport sur la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du tabac) (p. 8796, 8797).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9201, 9202).

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

HURÉ (Benôit)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis secrétaire le 6 juillet 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - Principe du repos dominical) (p. 9601, 9602). - **Article 2** (art. L. 3122-8-1 à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche) (p. 9611, 9612). - **Article 4** (art. L. 3132-25 du code du travail - Drogations au repos dominical dans les communes touristiques) (p. 9619). - **Article 5** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Limitation des cas de dérogations au principe du repos dominical dans les périmètres urbains de consommation exceptionnels (Puce)) (p. 9620).

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4214).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

- (30 novembre 2011) (p. 8886).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
NI

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale le 20 décembre 2011.

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

INTERVENTIONS

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6646, 6647).

- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7528, 7529).

HYEST (Jean-Jacques)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Président de la Délégation parlementaire au renseignement ; puis membre du 2 janvier 2011 au 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité ; nouvelle nomination le 6 décembre 2011.

Membre ès qualités du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 146 (2009-2010)] tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 218 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 607 (2009-2010)] tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 429 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 254 (2010-2011)] de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 430 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Prévenir effectivement les conflits d'intérêts pour les parlementaires [n° 518 (2010-2011)] (12 mai 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 412 (2010-2011)] tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 528 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 499 (2010-2011)] relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 568 (2010-2011)] (31 mai 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 680 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 687 (2010-2011)] relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 732 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)]** - (19 janvier 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 260, 261). - **Article 23 bis** (art. 132-19-2 [nouveau], 132-24, 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 723-1, 723-7, 723-15 et 723-19 du code de procédure pénale ; art. 20-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante -

Peines minimales applicables aux auteurs de violences volontaires aggravées) (p. 284, 285). - **Article 24 duodecies (Supprimé)** (art. L 2241-2 du code des transports - *Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 305). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-6 du code de la route - *Délai de récupération des points du permis de conduire*) (p. 311).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 32 ter A** (art. L. 226-4 du code pénal - *Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation*) (p. 326). - **Article 37 quinquies B** (art. L. 561-3 [nouveau] et L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Placement sous surveillance électronique mobile des étrangers frappés d'une mesure d'interdiction judiciaire ou d'expulsion en raison d'activités à caractère terroriste*) (p. 332).

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits [n° 217 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 122-1 du code pénal - *Réduction de la peine encourue en cas d'altération du discernement*) (p. 378, 379).

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 455, 456).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Question préalable** (p. 678, 679). - **Article 11 A** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues*) (p. 707). - **Article 11** (*Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité*) (p. 713).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 21** (*Pouvoirs de recommandation et d'injonction*) (p. 742).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - *Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation*) (p. 845). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - *Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique*) (p. 871). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 890, 891). (p. 892, 893). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - *Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants*) (p. 902). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « *Purge des nullités* » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 907).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour*) (p. 1075). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours*) (p. 1085, 1086).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - *Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire*)

(p. 1209). - **Articles additionnels après l'article 75 ter** (p. 1216).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 277 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1319).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - président de la commission des lois - **Article 1er bis** (art. L.O. 135-1 du code électoral - *Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère*) (p. 1728, 1730). - **Article 6** (art. L.O. 328 et L.O. 329 du code électoral - *Election des députés représentant les Français établis hors de France*) (p. 1744).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - président de la commission des lois - **Article additionnel avant l'article 7 A** (p. 1773).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - président de la commission des lois - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Définition et modalités de contrôle de la garde à vue*) (p. 1836, 1840). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions*) (p. 1867, 1871).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - *Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue*) (p. 1945). - **Article 12** (art. 706-88 et 706-88-1 et 706-88-2 [nouveaux] - *Régimes dérogatoires*) (p. 1952). - **Article 14 ter** (p. 1957). - **Demande de seconde délibération** (p. 1967).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2010-2011)** (p. 2071).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 86 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - président - **Article 8** (*Généralisation des consultations ouvertes*) (p. 2175).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (13 avril 2011) - président de la commission des lois - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours*) (p. 2823, 2824). - **Article 37** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention*) (p. 2846).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Commission mixte paritaire [n° 97 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 158** (p. 2895).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et

d'administration générale - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - *Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 2901, 2902). (p. 2902).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 395 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - président de la commission des lois - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - *Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité*) (p. 2943). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-4-1 nouveau, L. 221-7 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 721-3-1 et L. 722-3-1 nouveaux du code de commerce - *Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges*) (p. 2947). - **Article 15 (Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale)** (p. 2954, 2955). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2971).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Deuxième lecture [n° 431 (2010-2011)]** - (26 avril 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3054, 3056). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 320-2 du code de commerce - *Définition des ventes aux enchères publiques*) (p. 3062). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3062). - **Article 4** (art. L. 321-1 du code de commerce - *Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques*) (p. 3064). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-9 du code de commerce - *Vente de gré à gré des biens non adjugés ou « vente après la vente »*) (p. 3067). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-11 du code de commerce - *Prix de réserve - Interdiction de la revente à perte*) (p. 3067). - **Article 22** (art. L. 321-21 du code de commerce - *Composition du Conseil des ventes*) (p. 3070). - **Article 23** (art. L. 321-22 du code de commerce - *Sanctions disciplinaires*) (p. 3071). - **Article 36 bis** (art. L. 322-2 du code de commerce - *Ventes après liquidation judiciaire*) (p. 3073). (p. 3073). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-3 à L. 322-10, L. 322-12, L. 322-13, L. 322-15, L. 524-10, L. 524-11, L. 524-14 et L. 663-1 du code de commerce - *Coordonnations au sein du code de commerce*) (p. 3074). - **Article 42** (art. 29 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - *Activités de ventes volontaires des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 3075). - **Article 45** (art. L. 131-1, L. 131-2, L. 131-11, L. 131-12 à L. 131-35 [nouveaux] du code de commerce - *Statut des courtiers de marchandises assermentés*) (p. 3078). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 - *Ressort d'activité des commissaires-priseurs judiciaires*) (p. 3079, 3080).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3205).

- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 435 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale -

Article 4 (nouveau) (*Dispositif transitoire pour les contrats en cours*) (p. 3218).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)]** - (4 mai 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3321, 3324). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3334, 3335). (p. 3337).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3573). (p. 3573).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane*) (p. 3809). (p. 3810). - **Article 6** (art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral - *Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique*) (p. 3862, 3863). - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution*) (p. 3874, 3875). - **Article 10** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures pour adapter les règles financières et comptables et organiser le transfert des personnels, des biens et des finances des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique*) (p. 3880).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de priorité** (p. 3983, 3984).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Coordination*) (p. 4114).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Placement sous contrôle judiciaire des mineurs de treize à seize ans*) (p. 4136).

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger - Deuxième lecture [n° 529 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4386, 4387).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4546, 4547). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Nombre de conseillers territoriaux*) (p. 4555, 4556). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4565).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4783, 4785). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4827). - **Question préalable** (p. 4830). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4833).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4845). - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4849, 4851). (p. 4855, 4868). - **Article 2** (art. 39 de la Constitution - *Examen en premier par l'Assemblée nationale des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques*) (p. 4871). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4872). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 41 de la Constitution - *Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire*) (p. 4875). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4876, 4877). - **Article 5** (art. 47 de la Constitution - *Subordination de l'adoption définitive des lois de finances à l'existence d'une loi-cadre d'équilibre des finances publiques applicable à l'année considérée*) (p. 4879). - **Article 7** (art. 48 de la Constitution - *Inscription par priorité à l'ordre du jour des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques*) (p. 4881). - **Article 9** (art. 61 de la Constitution - *Contrôle systématique par le Conseil constitutionnel des lois-cadres d'équilibre des finances publiques, des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4884, 4885). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 61-2 nouveau de la Constitution - *Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 4886). - **Article 11** (art. 72-2 de la Constitution - *Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales*) (p. 4888, 4889). - **Article 12** (art. 88-8 nouveau de la Constitution - *Transmission du programme de stabilité au Parlement et modalités de sa discussion éventuelle*) (p. 4889, 4891). - **Intitulé du projet de loi constitutionnelle** (p. 4892).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - président de la commission des lois - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5614). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 613-3 du code de l'éducation - *Validation des acquis de l'expérience*) (p. 5623). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5626). (p. 5629).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 683 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - en remplacement de M. Jean - **Discussion générale** (p. 5787, 5789).

- Président - **Article 5** (*Présence des citoyens assesseurs dans la chambre des appels correctionnels*) (p. 5811).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Commission mixte paritaire [n° 681 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5812, 5813).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 697 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5824, 5825). - **Question préalable** (p. 5833, 5834). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5836). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5837). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Nombre de conseillers territoriaux par région et par département*) (p. 5839).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - président de la commission des lois - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. premier, 7 et intitulé du titre II de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Définition et cadre d'exercice de l'engagement de sapeur-pompier volontaire) (p. 6014, 6015). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6015, 6016). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétérance) (p. 6022). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 6027).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 716 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - président de commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er bis A (Avantages accordés aux conseillers territoriaux)** (p. 6202).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6256, 6258). - **Article 1er** (Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires) (p. 6266, 6269). - **Article 2 bis** (Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire) (p. 6271). - **Article 9 bis** (Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 6272). - **Article 11** (Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales) (p. 6273). - **Article 13** (pour coordination) (p. 6273).

- **Célébration du 30e anniversaire du vote par le Sénat de l'abolition de la peine de mort** - (30 septembre 2011) (p. 10, 11).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 6678). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-2 du code de la consommation et art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce) (p. 6702, 6703). - **Intitulé du chapitre IX ter (Dispositions relatives aux juridictions financières)** (p. 6708). - **Article 25 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 233-17-1 [nouveau] du code de commerce - Exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés dans certaines sociétés commerciales) (p. 6718).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Question préalable** (p. 6923).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-**

2012)] - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7121, 7125).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) (p. 7178, 7179).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) (p. 7194, 7195).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7243).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Article 1er** (art. 83 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Modalités d'entrée en vigueur des dispositions modifiant les modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges dans les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7267). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7270). (p. 7272). - **Article 2 (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Règles de fixation du nombre des sièges au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7273, 7274). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Suppléance au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7275). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7278).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 85 (2011-2012)]** - (15 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7847, 7848).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7932, 7934). - **Rappel au règlement** (p. 7947). (p. 7952). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial) (p. 7962, 7963).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8439, 8441).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9544, 9547). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 88-3 de la Constitution - Coordination) (p. 9576, 9577).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 1er bis** (art. L. 462-3 du code de commerce - Compétence de l'Autorité de la concurrence pour apporter une expertise aux juridictions sur certains sujets) (p. 10154).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 10** (art. L. 111-4 [nouveau], L. 113-3-1 [nouveau], L. 113-6, L. 121-15, L. 121-15-3, L. 132-2, L. 132-3 [nouveau], et L. 141-1, L. 421-2, L. 421-6 et L. 115-26-1 du code de la consommation - Renforcement des pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF) (p. 10341, 10342). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10365, 10366).

IBRAHIM RAMADANI
(Soibahadine)
sénateur (Mayotte)
UMP

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi portant création d'une chambre consulaire de la vie associative dans le département de La Réunion [n° 707 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 169, 170).

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 182, 183).

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 471).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne** [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3299, 3300).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3375, 3376).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** [n° 468 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3732, 3733).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique** [n° 469 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**.

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5462, 5463).

JARLIER (Pierre)
sénateur (Cantal)
UC, puis UCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 15 décembre 2011.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis vice-président le 6 juillet 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Péréquation financière entre les collectivités territoriales : les choix de la commission des finances du Sénat [n° 731 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 107 tome 3 annexe 23 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3373, 3374).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4510, 4511).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6682, 6683).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7285).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2011) (p. 7304, 7305). (p. 7306). (p. 7307). - **Article 7 (nouveau)** (*Calendrier d'achèvement de la carte de l'intercommunalité - Coordinations*) (p. 7311, 7312).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Ville et logement

JARRAUD-VERGNOLLE (Annie)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOC

Non réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

- (29 novembre 2011) (p. 8848, 8849).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8872, 8874). - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8903). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8909, 8920). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 8930). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8934, 8937).

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 9221). (p. 9223). (p. 9223). (p. 9227, 9228). (p. 9229).

- Rapporteur spécial (p. 9240, 9241). (p. 9242). (p. 9243). (p. 9244). - **Article 59** (art. L. 2531-13 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) à la réforme de la fiscalité locale) (p. 9248, 9255).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Article 46 bis (nouveau)** (*Réforme du prêt à taux zéro* +) (p. 9302). (p. 9302). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9309). (p. 9310).

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9320). (p. 9322). - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9329, 9330). (p. 9331). (p. 9332).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre titulaire du Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA).

Membre suppléant du Conseil supérieur du travail social.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi le 2 février 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Influence du droit communautaire des aides d'État sur le financement des services sociaux par les collectivités territoriales [n° 673 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1248, 1250). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les organismes d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 1260). (p. 1261). - **Article 6** (art. L. 7122-3, L. 7122-9 à L. 7122-11 et L. 7122-16 du code du travail - *Mise en oeuvre de la directive « services » pour les entrepreneurs de spectacles vivants*) (p. 1268). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 et L. 411-1-1 du code de l'action sociale et des familles - *Complément de transposition de la directive « reconnaissance des qualifications professionnelles » pour les assistants de service social*) (p. 1271, 1272). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 1283, 1284). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à transposer par voie d'ordonnance la directive du 6 mai 2009 relative au comité d'entreprise européen*) (p. 1299, 1300). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1301).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture** [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5485, 5487). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-1, L. 143-

1-1 (nouveau), L. 143-2, L. 143-3, L. 143-9-1 (nouveau), L. 143-10 et L. 143-11 (nouveau) du code de la sécurité sociale, art. L. 241-9 du code de l'action sociale et des familles - Décisions des tribunaux du contentieux et de l'incapacité et de la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail (p. 5498). - **Article 14 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7-1 du

code de la construction et de l'habitation - Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière (p. 5506). (p. 5507). (p. 5508).

JEANNEROT (Claude)
sénateur (Doubs)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA) le 20 décembre 2011.

Président de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi reconnaissant à l'animal sauvage le statut d'être vivant et sensible dans le code civil et le code de l'environnement [n° 670 (2010-2011)] (24 juin 2011) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information relative à Pôle emploi : Pôle emploi : une réforme nécessaire, une dynamique de progrès à amplifier. Tome 1 : rapport [n° 713 tome 1 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Fonction publique - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information relative à Pôle emploi : Pôle emploi : une réforme nécessaire, une dynamique de progrès à amplifier. Tome 2 : Comptes rendus des auditions et des déplacements [n° 713 tome 2 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Travail et emploi [n° 109 tome 7 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3565, 3566). (p. 3579). (p. 3600).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3652).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Commission mixte paritaire** [n° 736 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6401, 6402).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 15** (*art. 1010 et 1010 A du code général des impôts - Révision du barème de la taxe sur les véhicules de société*) (p. 7517).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8588, 8589). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8601, 8603). - **Article 62** (p. 8603). - **Article 62 bis (nouveau)** (*art. L. 5123-2 du code du travail - Suppression de l'allocation spéciale du fonds national de l'emploi*) (p. 8604). - **Article 63** (*Prélèvement exceptionnel sur le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels*) (p. 8605). - **Article 63 bis (nouveau)** (*art. 44 duodecies, 1383 H et 1466 A du code général des impôts et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 - Prorogation de deux ans des exonérations fiscales et sociales en faveur des entreprises qui exercent une activité dans les bassins d'emploi à redynamiser*) (p. 8606). - **Article additionnel après l'article 63 quater** (p. 8607).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (21 décembre 2011) - **Article 2 bis AA (nouveau)** (*art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers*) (p. 10220). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10249).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 431).

JÉGOU (Jean-Jacques)
sénateur (Val-de-Marne)
 UC

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale le 26 mai 2011.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles jusqu'au 10 avril 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les MIGAC : un enjeu à la croisée des réformes du secteur hospitalier [n° 686 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instituant une semaine nationale d'information sur les questions de protection sociale [n° 773 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1386, 1387).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4810, 4811).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5056, 5057).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) (p. 6097, 6099).

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 264 (2009-2010)] tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 41 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Modernisation de l'État [n° 112 tome 15 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2445, 2446).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - *Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2491).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement** [n° 321 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3164, 3465).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4416, 4417).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité** [n° 56 (2011-2012)] - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9435, 9437).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - *Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne*) (p. 9563, 9564).

JOUANNO (Chantal)
ministre des sports
(jusqu'au 27 septembre 2011)
sénatrice (Paris)
UMP
(à partir du 1er octobre 2011)

Election le 25 septembre 2011.

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre des solidarités et de la cohésion sociale le 28 novembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 8 décembre 2011 ; membre de la commission du 1er octobre 2011 au 7 décembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 14 décembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3090, 3091). (p. 3102). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3103, 3107). - **Article 1er** (*Éligibilité aux subventions publiques, redevances et participations financières des projets d'enceintes sportives réalisés en vue de l'Euro 2016 sous le régime du bail emphytéotique administratif*) (p. 3111, 3112). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3116, 3117). - **Article 3** (*Dérogation à l'interdiction pour les personnes publiques de recourir à l'arbitrage*) (p. 3119). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3120).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs** [n° 545 (2010-2011)] - (30 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4289, 4299). - **Article 1er** (*nouvel art. L. 131-8-1 du code du sport - Établissement d'une charte éthique par les fédérations sportives*) (p. 4300). - **Article 3** (*art. L. 131-16 du code du sport - Édition de nouveaux*

règlements par les fédérations délégataires) (p. 4301, 4302). - **Article 6 bis (nouveau)** (nouvel art. L. 332-22 du code du sport - Revente illicite de titres d'accès à une manifestation sportive) (p. 4302, 4303). - **Article 6 ter (nouveau)** (art. L. 222-17 et L. 222-19-1 du code du sport, loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de la rémunération des agents sportifs) (p. 4303, 4304). - **Article 6 sexies (nouveau)** (nouveaux art. L. 330-1 à L. 330-6 du code du sport - Création d'un délit pénal de manipulation de compétition sportive) (p. 4305, 4306). - **Article additionnel avant l'article 7 A** (p. 4307). - **Article 7 A (nouveau)** (art. L. 122-9 du code du sport - Prêts et cautionnements entre clubs) (p. 4307). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 228 du code général des impôts - Bénéfice du barème de la taxe d'apprentissage pour les centres de formation agréés) (p. 4308). - **Intitulé du Chapitre 1er** (p. 4309). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 232-21 et L. 232-22 du code du sport - Suppression du pouvoir de sanction des fédérations en matière de dopage) (p. 4311, 4312). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 4312). - **Article 28** (art. L. 241-2 à L. 241-10 du code du sport - Coordinations en matière de dopage animal) (p. 4313). - **Division additionnelle après l'article 29** (p. 4313). - **Article 30 (nouveau)** (art. L. 333-7 du code du sport - Conditions de diffusion audiovisuelle de brefs extraits de compétitions sportives) (p. 4314). - **Article 31 (nouveau)** (art. 20-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) - Prévention du dopage à la télévision) (p. 4315). - **Article 32 (nouveau)** (Validation du contrat de concession du stade de France) (p. 4316). - **Article 29 (précédemment réservé - Texte non modifié par la commission)** (Gage financier) (p. 4316).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6965, 6967). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6983, 6984). (p. 6985). (p. 6988). - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé) (p. 6994). - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain) (p. 7042).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Article 30** (Dispositions transitoires) (p. 7075). (p. 7076). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7086, 7087).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (4 novembre 2011) - **Article 6 (nouveau)** (Détermination des compétences d'un EPCI à fiscalité propre créé par le schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7309, 7310).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Demande d'une suspension de séance** (p. 7339, 7340). - **Discussion générale** (p. 7367, 7368).

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7504). - **Article 15** (art. 1010 et 1010 A du code général des impôts - Révision du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 7517). (p. 7518).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7598). - **Article 34 quater (nouveau)** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Inscription au répertoire des spécialités génériques des spécialités dont le principe actif est d'origine végétale ou minérale) (p. 7641).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Article 49** (art. L. 351-3 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 742-3 du code rural et de la pêche maritime - Droits à la retraite des sportifs de haut niveau) (p. 7759, 7760). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 7763).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7879, 7880).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8150, 8151). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 8176). (p. 8177). - **Articles additionnels après l'article 5 nonies** (p. 8193). (p. 8193). - **Articles additionnels après l'article 5 decies** (p. 8196, 8197).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 8415).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8559, 8560). - **Article 34 et état D** (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers) (p. 8573). - **Article 51 bis (nouveau)** (art. L. 213-10-2, L. 213-10-8, L. 213-10-9 et L. 213-14-2 du code de l'environnement, art. 100 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques - Dixième programmation des agences de l'eau (recettes)) (p. 8577).

Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8787, 8788). - **Article 60 ter (nouveau)** (Demande de rapport sur la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du tabac) (p. 8797).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales) (p. 9369).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - Principe du repos dominical) (p. 9604, 9605).

JUILHARD (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

JUPPÉ (Alain)
ministre d'Etat, ministre de la défense et
des anciens combattants
(jusqu'au 26 février 2011)
ministre d'Etat, ministre des affaires
étrangères et européennes
(à partir du 27 février 2011)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, au titre des Antilles néerlandaises, relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 359 (2010-2011)] (16 mars 2011) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des îles Cook relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 360 (2010-2011)] (16 mars 2011) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne instituant un régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts [n° 372 (2010-2011)] (24 mars 2011) - Famille - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Serbie, d'autre part [n° 396 (2010-2011)] (30 mars 2011) - Affaires étrangères et coopération - Sports - Union européenne.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles jusqu'au 10 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.

INTERVENTIONS

- Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 5508, 5510).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement [n° 402 (2010-2011)] (4 avril 2011) - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales [n° 450 (2010-2011)] (27 avril 2011) - Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la lutte contre l'emploi non déclaré et au respect du droit social en cas de circulation transfrontalière de travailleurs et de services [n° 465 (2010-2011)] (27 avril 2011) - Traités et conventions - Travail - Union européenne.

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord relatif aux rapports intellectuels et artistiques du 19 décembre 1938 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hellénique [n° 466 (2010-2011)] (27 avril 2011) - Affaires étrangères et coopération - Culture.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 511 (2010-2011)] (11 mai 2011) - Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 512 (2010-2011)] (11 mai 2011) - Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 513 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Belize relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 514 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 515 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Anguilla relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 516 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la restauration du patrimoine architectural de la ville de L'Aquila [n° 534 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de la désignation par adjudication de plates-formes d'enchères communes [n° 152 (2011-2012)] (1er décembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de la désignation par adjudication d'une instance de surveillance des enchères [n° 153 (2011-2012)] (1er décembre 2011) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam, pour la création et le développement de l'université des sciences et des technologies de Hanoï [n° 165 (2011-2012)] (7 décembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam relatif aux centres culturels [n° 166 (2011-2012)] (7 décembre 2011)

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2113, 2116).

- **Questions cribles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3248, 3252).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6347, 6350).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8824, 8828). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8830). - **Article additionnel avant l'article 48 A** (p. 8834).

KALTENBACH (Philippe)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC-EELVr, puis NI, puis SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

KAMMERMANN (Christiane)
sénateur (Français établis hors de France (Série C 1))
UMP
(jusqu'au 30 septembre 2011)
sénateur (Français établis hors de France (Série I))
UMP
(à partir du 1er octobre 2011)

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre le 20 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

*Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.***

*Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.***

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 458, 459).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 233 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 574, 575).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)]** - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2347, 2348).

- **Questions cribles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4351, 4352).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7893, 7894).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) (p. 8470, 8471).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article 2** (art. L. 3122-8-1 à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - *Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche*) (p. 9607, 9608). - **Art. 2 bis (nouveau)** (art. L. 3132-13 du code du travail - *Limitation des dérogations au repos dominical dans les commerces de détail alimentaire*) (p. 9614). - **Article 3** (art. L. 3132-23 du code du travail - *Repos dominical et distorsions de concurrence*) (p. 9617). - **Article 4** (art. L. 3132-25 du code du travail - *Dérogations au repos dominical dans les communes touristiques*) (p. 9618). - **Article 7** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - *Durée de validité des autorisations de déroger à la règle du repos dominical*) (p. 9622, 9623).

KAROUTCHI (Roger)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

Réélection le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Immigration, asile et intégration [n° 107 tome 3 annexe 15 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (4 novembre 2011) - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7300, 7301). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7328).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Rappel au règlement (dans une discussion de texte de loi)** (p. 8048). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8052).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8153, 8154).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8233, 8234).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8887, 8888).

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9022, 9023).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9113).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 9230). (p. 9231). (p. 9231). - **Article 59** (art. L. 2531-13 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) à la réforme de la fiscalité locale) (p. 9249). (p. 9250). (p. 9251). (p. 9252). (p. 9253). (p. 9254). (p. 9255).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9534, 9535).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature** [n° 195 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10039, 10040). - **Article 1er (supprimé)** (art. 2 de la loi organique n° 2010-1341 du 10 novembre 2010 - Accélération du calendrier de relèvement progressif de la limite d'âge applicable aux magistrats de l'ordre judiciaire) (p. 10043). - **Article 3** (art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions) (p. 10044).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable** [n° 170 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10055, 10057).

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; secrétaire de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective ; puis membre le 30 novembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : L'avenir des « années collège » dans les quartiers sensibles (Tome I : rapport) [n° 352 tome 1 (2010-2011)] (10 mars 2011) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : L'avenir des « années collège » dans les quartiers sensibles (Tome II : annexes) [n° 352 tome 2 (2010-2011)] (10 mars 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Parcs nationaux : des moyens renforcés, une gestion perfectible [n° 508 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Environnement - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'application du droit communautaire de l'environnement : de la prise de conscience à la mobilisation des acteurs [n° 20 (2011-2012)] (12 octobre 2011) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la gouvernance de la Sécurité sociale et à la mutualité [n° 55 (2011-2012)] (24 octobre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Aide publique au développement [n° 107 tome 3 annexe 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2125).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5053, 5054).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5157, 5159).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6441, 6442).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6606, 6607).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8702, 8703).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) - **Article 64** (*art. 44 octies A, 1383 C bis, 1466 A du code général des impôts, art. 12, 12-1 et 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et amélioration du dispositif d'exonérations fiscales et sociales accordées aux employeurs situés en zone franche urbaine, ZFU*) (p. 8857). (p. 8858). (p. 8859). (p. 8860). (p. 8861).

KERDRAON (Ronan)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] - Secteur médico-social [n° 74 tome 3 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la sécurité sociale en Alsace-Moselle [n° 220 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 39, 40).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 411, 412). - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 437).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (9 février 2011) - **Article 33** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Régime de l'assignation à résidence*) (p. 1102, 1103).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 47 bis (Nouveau)** (art. L. 521-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Garanties contre l'expulsion dont bénéficient les ressortissants communautaires*) (p. 1161). - **Article 51** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 553-3 et L. 223-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Accès des associations humanitaires aux lieux de rétention*) (p. 1167). - **Articles additionnels avant l'article 57 A** (p. 1170, 1171). - **Article 59** (art. L. 8252-4 [nouveau] du code du travail - *Recouvrement des sommes dues au salarié étranger et reversement après réacheminement*) (p. 1178). (p. 1179). (p. 1180). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 1190, 1191). - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - *Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire*) (p. 1205). (p. 1206). (p. 1207).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - **Article unique** (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994) (p. 1463).

- **Questions cribles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 3998).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4244, 4245).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4438, 4439). - **Article 1er** (art. L. 1225-17 du code du travail - *Durée du congé de maternité*) (p. 4441, 4444). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4445). - **Article 6** (art. L. 1225-35, L. 1142-3 et L. 1225-36 du code du travail,

art. L. 331-8 du code de la sécurité sociale - *Congé d'accueil de l'enfant*) (p. 4446, 4447). - **Article 8** (*Gage*) (p. 4447).

- **Questions cribles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4520, 4521).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 660 (2010-2011)]** - (27 juin 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5384, 5386). - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 6222-36-1 (nouveau) du code du travail - *Carte d'étudiant des métiers*) (p. 5388, 5389).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificatif pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5885, 5887). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5895, 5896). - **Article 1er** (*Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente*) (p. 5908).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6968, 6971). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - *Règles déontologiques et expertise sanitaire*) (p. 6980, 6981). (p. 6984, 6985). (p. 6986). (p. 6988). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6990). - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - *Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé*) (p. 7002). (p. 7003). - **Article 3** (art. L. 1454-2 à L. 1454-4 (nouveaux) du code de la santé publique - *Dispositions pénales*) (p. 7004). (p. 7005). - **Article 7** (art. L. 5121-9 du code de la santé publique - *Conditions de suspension, de retrait ou de modification de l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 7018). - **Article 9 bis** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - *Conditions de fixation du service médical rendu des médicaments*) (p. 7021). - **Article 15** (art. L. 5121-12, L. 1121-16-1 et L. 1123-14 du code de la santé publique - *Modification des procédures d'octroi des autorisations temporaires d'utilisation nominative*) (p. 7033). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 7039, 7040).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - *Encadrement de la visite médicale*) (p. 7058, 7059). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 7077, 7078). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7083).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour le secteur médico-social - **Discussion générale** (p. 7353, 7355).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7413).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7429). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7456). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 242-1-4 du code de la sécurité sociale - *Aménagement de la contribution sur les rémunérations versées à des tiers*) (p. 7461).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 19** (art. L. 5121-15, L. 5121-16, L. 5121-17, L. 5121-18, L. 5121-19, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5123-2, L. 5138-5, L. 5211-5-2, et L. 5221-7, L. 5321-2, L. 5321-3 (nouveau), L. 5421-6-3 (nouveau), L. 5422-2, L. 6221-11 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5, L. 162-17, L. 162-17-5, L. 241-2, art. 1600-0 N, 1600-0 O, 1600-0 P, 1600-0 Q, 1635 bis AE (nouveaux) et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D (nouveau) du livre des procédures fiscales - *Financement de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé*) (p. 7546). -

Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie
(p. 7576).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7600). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7607).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Article 37 (priorité)** (*Expérimentation d'une modulation du forfait global relatif aux soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes en fonction d'indicateurs de qualité et d'efficacité*) (p. 7670, 7682). - **Article 37 bis (nouveau) (priorité)** (*Expérimentation de dérogations tarifaires permettant de décloisonner les secteurs sanitaire et médico-social*) (p. 7683, 7684). - **Article additionnel après l'article 37 ter (priorité)** (p. 7684, 7685). - **Articles additionnels après l'article 38 (priorité)** (p. 7686, 7691). - **Article 48** (*Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs*) (p. 7753). - **Article additionnel après l'article 62 quater** (p. 7787). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 7795, 7796). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7803).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7871, 7872). - **Question préalable** (p. 7892, 7893).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 8413, 8414).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) (p. 8471, 8473).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 53** (*art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements*) (p. 8916).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9594, 9595). - **Article 1er** (*art. L. 3132-3 du code du travail - Principe du repos dominical*) (p. 9599, 9600). (p. 9602, 9603). - **Art. 2 bis (nouveau)** (*art. L. 3132-13 du code du travail - Limitation des dérogations au repos dominical dans les commerces de détail alimentaire*) (p. 9614, 9615). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9624).

- **Questions criables thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9714, 9715).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture [n° 130 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9720, 9721).

KERGUERIS (Joseph)
sénateur (Morbihan)
UC

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1456, 1457).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 307 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1658, 1660).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse [n° 444 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3437, 3438). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3467, 3468).

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral jusqu'au 16 janvier 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale le 22 juin 2011.

KHIARI (Bariza)
sénatrice (Paris)
SOC-EELVr

Réélue le 25 septembre 2011.

Vice-présidente du Sénat à compter du 5 octobre 2011 ; a présidé les séances des 11 octobre, 8, 16, 18, 21, 23, 29 novembre, 1er, 2, 13 et 15 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 54 (2011-2012)] relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 151 (2011-2012)] (30 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-28 du code civil - Réduction à deux ans de la condition de résidence nécessaire à une naturalisation pour l'étranger présentant un parcours exceptionnel d'intégration) (p. 832, 833). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 836). (p. 843, 844). (p. 844). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 867, 868). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce - Information sur les mesures prises en faveur de la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité dans le rapport annuel soumis aux assemblées d'actionnaires) (p. 885, 886). (p. 886, 887). (p. 887). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 888, 889). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 894). (p. 896). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « Purge des nullités » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 904, 905). - **Article 10** (L. 222-3-1 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'un maintien en zone d'attente) (p. 910, 911). - **Article 17 AA (Nouveau)** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - Droit au séjour des victimes de violences conjugales) (p. 924, 925). (p. 926).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1041, 1042). (p. 1054, 1055).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1074). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours)

(p. 1082). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière d'assignation à résidence) (p. 1090). (p. 1091). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 1104). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 1112). (p. 1113). (p. 1116, 1117). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 1132, 1133).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 62** (art. L. 8256-2 du code du travail - Sanctions pénales en cas de connaissance de l'emploi d'étranger sans titre) (p. 1186). - **Article additionnel après l'article 74 bis** (p. 1201). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants situés outre-mer) (p. 1213, 1214). - **Articles additionnels après l'article 75 quater** (p. 1223). (p. 1225). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1235, 1236).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) - auteur de la question (p. 1467, 1470) (p. 1483, 1484).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France** [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2262, 2263).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2723, 2724). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour) (p. 2755). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2759, 2762). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2765).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2788). (p. 2795). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs) (p. 2799). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris ») (p. 2800, 2801). (p. 2803). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 2814). (p. 2815). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2818). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 2846, 2847). (p. 2847).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2916).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (28 avril 2011) (p. 3177, 3178).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Commission mixte paritaire** [n° 492 (2010-2011)] - (11 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3682, 3684). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3699).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4473).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4721). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4729).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Article 1er D (nouveau)** (*art. 302 bis ZO [nouveau] du code général des impôts - Instauration d'une taxe sur les prestations d'hébergement des hôtels dont le prix de la nuitée est supérieur ou égal à 200 euros*) (p. 6478). - **Article 3** (*Couverture des charges de prestations familiales*) (p. 6495, 6496).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation malienne** - (16 novembre 2011) (p. 7862).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (*art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne*) (p. 9562, 9563).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 54 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - rapporteure de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 9626, 9628). - **Article 1er** (*nouveaux art. L. 134-1 à L. 134-7 du code de propriété intellectuelle - Définition et modalités d'exploitation des oeuvres indisponibles*) (p. 9638, 9651). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9652, 9654). - **Article 2** (*art. L. 321-9 du code de la propriété intellectuelle - Utilisation des sommes non répartissables issues de la gestion collective des livres indisponibles*) (p. 9655). - **Article 3** (*Application de la loi*) (p. 9656). - **Article 4** (p. 9657).

KLÈS (Virginie)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC-A, puis SOC-EELVr-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 13 décembre 2011.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières jusqu'au 6 janvier 2011.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile le 20 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 26 (2011-2012)] visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 38 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 94 (2011-2012)] (10 novembre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Protection des droits et libertés [n° 112 tome 17 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 115 (2011-2012)] visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 148 (2011-2012)] (30 novembre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 199, 200). - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure*) (p. 228, 229). - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - *Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques*) (p. 233, 234). (p. 236).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 261, 262). - **Article 23 bis** (art. 132-19-2 [nouveau], 132-24, 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 723-1, 723-7, 723-15 et 723-19 du code de procédure pénale ; art. 20-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Peines minimales applicables aux auteurs de violences volontaires aggravées*) (p. 285). - **Article 24 bis** (*Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans*) (p. 296). - **Article 24 ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - *Modification du régime du contrat de responsabilité parentale*) (p. 298).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-5 du code de la route - *Enquêtes administrative/cession de données personnelles par l'Etat*) (p. 321, 322). - **Article 32 ter A** (art. L. 226-4 du code pénal - *Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation*) (p. 326). - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale ; art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - *Qualité d'agent de police*

judiciaire des directeurs de police municipale) (p. 327). - **Article 37 nonies** (Dévolution du patrimoine et des actifs de la mutuelle de l'Union des anciens combattants de la police et des professionnels de la sécurité intérieure) (p. 333). - **Article 37 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-75-2 du code de procédure pénale - Possibilité, en matière de criminalité organisée, de renvoyer le jugement en appel des affaires criminelles devant la même cour d'assises autrement composée - Peine complémentaire d'interdiction de territoire en matière criminelle) (p. 334). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 340).

- **Commission mixte paritaire [n° 262 (2010-2011)]** - (8 février 2011) - **Discussion générale** (p. 997, 999).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1814, 1815). - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue) (p. 1841). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1864, 1871).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) (p. 1920, 1921). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64 du code de procédure pénale - Mentions obligatoires au procès-verbal) (p. 1932). (p. 1933). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 et 62 du code de procédure pénale - Audition des témoins) (p. 1936). (p. 1939). - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue) (p. 1946).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4005, 4006). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4030).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) (p. 4051). - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4060). (p. 4064). - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen) (p. 4070). (p. 4072). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4077). - **Article 7** (art. 365-1 nouveau du code de procédure pénale - Motivation des arrêts des cours d'assises) (p. 4086). (p. 4089). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4100, 4101). - **Article 29 (priorité)** (art. 24-1, 24-2, 24-3, 24-4 et 24-5 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4111, 4112).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 14** (art. 5-1 et 5-2 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un dossier unique de personnalité) (p. 4124). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement sous contrôle judiciaire des mineurs de treize à seize ans) (p. 4133, 4134). (p. 4135). - **Article 22** (art. 10-3 [nouveau] et 11 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de placer un mineur sous assignation à résidence avec surveillance électronique) (p. 4139). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4151, 4152).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 433 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4400, 4401). - **Article 5** (Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 4410, 4411). - **Article 5 ter (nouveau)** (Information sur la validité des titres d'identité présentés) (p. 4413, 4414). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4416).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 6893, 6897).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 6920). - **Question préalable** (p. 6920).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6973, 6975).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture [n° 40 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7182, 7183). - **Article 5** (Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 7191, 7193). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7194).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8444, 8446).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) - rapporteure pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour la protection des droits et des libertés (p. 9177, 9178).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9416, 9417). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 9424). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 9424). (p. 9425). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9425).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture [n° 115 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - rapporteure de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9690, 9692). - **Question préalable** (p. 9699).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers) (p. 10223, 10224).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 10 bis E** (art. L. 312-9 du code de la consommation - Liberté de choix d'une assurance garantissant un prêt) (p. 10348). (p. 10349).

KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie)
ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets et l'ordonnance n° 2011-253 du 10 mars 2011 portant modification du titre V du livre V du code de l'environnement [n° **451 (2010-2011)**] (20 avril 2011) - **Environnement**.

Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° **783 (2010-2011)**] (31 août 2011) - **Transports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 relative aux établissements publics fonciers, aux établissements publics d'aménagement de l'Etat et à l'Agence foncière et technique de la région parisienne [n° **125 (2011-2012)**] (23 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2011-1105 du 14 septembre 2011 portant transposition des directives 2009/28/CE et 2009/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 dans le domaine des énergies renouvelables et des biocarburants [n° **167 (2011-2012)**] (7 décembre 2011) - **Environnement - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'indemnisation des communes au titre des périmètres de protection de l'eau** - (11 janvier 2011) (p. 33, 34).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1408, 1409). (p. 1431, 1433).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse** [n° **444 (2010-2011)**] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3436, 3437). (p. 3446, 3447). - **Article 1er** (art. L. 421-5 du code de l'environnement - Missions des fédérations départementales de chasseurs : l'éducation au développement durable) (p. 3448, 3450). - **Article 2** (art. 1395 D, 575 et 575 A

du code général des impôts - Fiscalité des zones humides et préservation de la biodiversité) (p. 3451). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 420-1 du code de l'environnement - Reconnaissance du rôle de la chasse comme instrument de gestion de la biodiversité) (p. 3453). - **Article 4** (Art. L. 425-12-1 du code de l'environnement [nouveau] - Préservation de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et plan de tir aux grands animaux dans les espaces manifestement sous chassés) (p. 3454, 3457). (p. 3455). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3458, 3459). - **Article 7** (art. L. 423-21-1 du code de l'environnement - Diminution effective du coût du permis pour les jeunes chasseurs) (p. 3460). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3461, 3462). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3463, 3467). (p. 3466).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° **557 (2010-2011)**] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4449, 4450). (p. 4470). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4471). - **Article 1er** (Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique) (p. 4478, 4481). - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 4482).

- **Commission mixte paritaire** [n° **641 (2010-2011)**] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5669, 5670).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° **22 (2011-2012)**] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6761, 6763).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° **106 (2011-2012)**]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - **Article 51 sexies (nouveau)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - Dixième programmation des agences de l'eau (dépenses)) (p. 8583, 8585).

KRATTINGER (Yves)
sénateur (Haute-Saône)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis membre le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° **251 (2010-2011)**] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° **269 (2010-2011)**] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° **299 (2010-2011)**] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Défense [n° 107 tome 3 annexe 8 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1431).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7129, 7130).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur spécial (p. 8741, 8742). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8770, 8773).

LABARRE (Marie-Agnès)
sénatrice (Essonne)
CRC-SPG

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à la promotion de la laïcité et à la clarification des règles de son application concrète [n° 406 (2010-2011)] (6 avril 2011) - **Culture - Famille - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à abroger le délit d'offense au Président de la République [n° 601 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail** [n° 233 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 588). (p. 596). (p. 601). - **Article 4** (art. L. 4622-12 [nouveau] du code du travail) - *Projet de service pluriannuel* (p. 611). - **Article 6** (art. L. 4625-2 [nouveau] du code du travail - *Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 616). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-1 [nouveau] du code du travail - *Dérogations pour certaines professions*) (p. 621, 622).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 834). - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-27-1 du code civil - *Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française*) (p. 858, 859). - **Article 3 ter** (art. 27-2 du code civil - *Extension du délai pendant lequel un décret d'acquisition, de naturalisation ou de réintégration de la nationalité française peut être rapporté en cas d'erreur ou de fraude*) (p. 876). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « *Purge des nullités* » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 905). - **Article 11** (art. L. 222-6 du CESEDA - *Caractère suspensif de l'appel du parquet*) (p. 916, 917). - **Article 17 AA (Nouveau)** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - *Droit au séjour des victimes de violences conjugales*) (p. 925). (p. 926).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 17 A** (p. 952). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 969). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 1038).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 1066). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions d'exercice des droits en rétention*) (p. 1089). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Notification et exercice des droits en rétention*) (p. 1133). - **Article 39** (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD*) (p. 1136).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Allongement du délai donné au Parquet pour demander de donner un caractère suspensif à l'appel d'une décision de refus de prolongation de la rétention*) (p. 1160). - **Article 57** (art. L. 8251-2 du code du travail - *Interdiction du recours volontaire aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour*) (p. 1172). (p. 1174). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 1185). - **Article 62** (art. L. 8256-2 du code du travail - *Sanctions pénales en cas de connaissance de l'emploi d'étranger sans titre*) (p. 1186). - **Article 75 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-1 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un guichet unique pour l'aide médicale d'État*) (p. 1211, 1212). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - *Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants situés outre-mer*) (p. 1213).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France** [n° 159 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1490, 1491).

- **Projet de loi autorisant la ratification des statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)** [n° 290 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1496).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2112, 2113).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France** [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2271, 2272).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Article 3** (art. L. 1131-2-1 (nouveau), L. 1131-3, L. 1133-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - *Régime d'autorisation des laboratoires de biologie médicale effectuant des examens génétiques*) (p. 2461).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2483). (p. 2488). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - *Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta*) (p. 2510). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2512). (p. 2514). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 2532, 2533).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Article 2 bis** (art. 21-2 du code civil - *Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage*) (p. 2753). - **Article 10** (art. L. 222-3-1 [nouveau] et art. L. 222-8 [nouveau] du CESEDA - *Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'une décision de maintien en zone d'attente*) (p. 2767).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - *Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs*) (p. 2799). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 2812). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne*) (p. 2814). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Notification et exercice des droits en rétention*) (p. 2847). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention*) (p. 2850).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2011) - **Article 83 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions du texte applicables à Saint-Barthélemy et Saint-Martin*) (p. 2913). - **Article 84 (Texte non modifié par la commission)** (*Date d'entrée en vigueur des dispositions du texte*) (p. 2913). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2915).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (28 avril 2011) (p. 3179, 3180).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur*

consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3581).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3633). (p. 3647, 3648). - **Article 2** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent*) (p. 3663). - **Article 3** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat*) (p. 3672).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours**

à cette technique [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4476, 4477).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4723, 4724). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4730). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4731). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4734, 4735).

LABAZÉE (Georges)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

LABBÉ (Joël)
sénateur (Morbihan)
SOC-EELVr-R

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) (p. 8729, 8730). - **Article 61 bis (nouveau)** (*Conditions d'attribution de la dotation de restructuration exceptionnelle des services d'aide et d'accompagnement à domicile*) (p. 8738). (p. 8739, 8740). - **Article additionnel après l'article 61 bis** (p. 8740).

Membre titulaire de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6625, 6626).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6778, 6779). - **Article 1er** (art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - *Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration*) (p. 6792).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

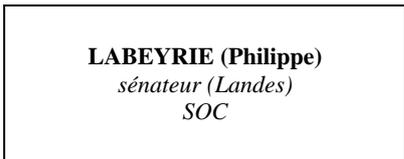
- (2 décembre 2011) (p. 9142, 9144).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20

décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10145, 10146). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile*) (p. 10168). (p. 10173). (p. 10175). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10183, 10188). (p. 10187, 10188).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 2 bis AA** (p. 10226). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10258). - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 337-6 et L. 445-3 du code de l'énergie - *Tarifification progressive de l'électricité*) (p. 10267). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A** (p. 10278, 10279).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5 bis A (suite)** (p. 10295, 10296). (p. 10296). - **Article 7 bis** (art. L. 113-7 [nouveau] du code de la consommation - *Information sur le lieu de fabrication des plats vendus dans les restaurants*) (p. 10313, 10314). - **Article 8 ter** (art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif*) (p. 10329). - **Article 9** (art. L. 113-3 et L. 121-1 du code de la consommation et L. 311-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Renforcement de l'information du consommateur*) (p. 10333). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 10334, 10335). (p. 10335).



Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

LABORDE (Françoise)
sénatrice (Haute-Garonne)
RDSE

DÉPÔTS

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 14 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'édiction des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 79).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (20 janvier 2011) - **Article 37 quinquies B** (art. L. 561-3 [nouveau] et L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement sous surveillance électronique mobile des étrangers frappés d'une mesure d'interdiction judiciaire ou d'expulsion en raison d'activités à caractère terroriste) (p. 331). (p. 332). - **Article 37 quinquies C** (art. L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanction à l'encontre des étrangers assignés à résidence en cas de manquement à leurs obligations) (p. 333). - **Article 39 bis B (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations de certaines dispositions pour leur application à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 336). - **Article 39 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 39 et 41-1 nouveau de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000, art. 41 et 43-1 nouveau de l'ordonnance du 26 avril 2000, art. 39 et 41-1 nouveau de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000, art. 41 et 43-1 nouveau de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 - Coordinations outre-mer) (p. 338). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 341).

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)** (p. 394, 395).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011).**

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Article 1er** (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine) (p. 501).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail** [n° 233 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 571, 572).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Article 33** (Entrée en vigueur et dispositions transitoires) (p. 760).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-28 du code civil - Réduction à deux ans de la condition de résidence nécessaire à une naturalisation pour l'étranger présentant un parcours exceptionnel d'intégration) (p. 833).

- **Questions cribles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 970, 971).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] (suite) - (8 février 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1047, 1051). (p. 1053).

- **Questions cribles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2165, 2166).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture** [n° 340 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2212, 2213).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France** [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2255, 2256).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2482).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (13 avril 2011) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2796).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3042, 3043).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Commission mixte paritaire** [n° 109 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3473, 3474).

- **Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse** [n° 475 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3482, 3483).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3603, 3604).

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) (p. 4232, 4233).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4245, 4246).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité** [n° 492 (2009-2010)] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4434, 4436). - **Article 1er** (art. L. 1225-17 du code du travail - Durée du congé de maternité) (p. 4443).

- **Questions cribles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4518, 4519).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 4645, 4646).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4670). (p. 4682).

- **Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5274, 5275).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5880, 5881). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5896). - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5899). (p. 5908). (p. 5908). (p. 5911). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5916). (p. 5918). (p. 5918).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 672 (2010-2011)]** - (7 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6041, 6042).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture [n° 721 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6120). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4, L. 4622-8 à L. 4622-10 (nouveaux), L. 4622-15 (nouveau), L. 4624-3 (nouveau) et L. 4644-1 (nouveau) du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 6128). (p. 6138). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 (nouveau) du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises) (p. 6142). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-2 (nouveau) du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 6150).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6184).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6773, 6774).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7202, 7203). - **Article 7** (Convention de transfert à titre gratuit) (p. 7227). (p. 7228). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7231).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 7574).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7615).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8570, 8571). - **Article 51 sexies (nouveau)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - Dixième programmation des agences de l'eau (dépenses)) (p. 8584).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) (p. 8591, 8592).

Culture

- (25 novembre 2011) (p. 8614, 8615).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) (p. 8633, 8634).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) (p. 8723, 8724).

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8974, 8975).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9045, 9046).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - auteure de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 9427, 9429).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture [n° 130 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9716).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10025, 10026).

LAFFINEUR (Marc)
*secrétaire d'État auprès du ministre de la
défense et des anciens combattants
(à partir du 29 juin 2011)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 656 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5999, 6001). (p. 6012, 6014). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. premier, 7 et intitulé du titre II de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Définition et cadre d'exercice de l'engagement de sapeur-pompier volontaire*) (p. 6015). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6015). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er-1 à 1er-6 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Principes et cadre juridiques de l'engagement du sapeur pompier volontaire*) (p. 6017). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 6018). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi

n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétérance*) (p. 6021, 6022). - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Encouragement de l'engagement des élèves vers la formation de jeune sapeur-pompier ou de sapeur-pompier volontaire*) (p. 6026). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 6027). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6030).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure - Deuxième lecture [n° 758 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6382, 6383). (p. 6388, 6389).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) (p. 8477, 8480). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8482, 8490).

LAGARDE (Christine)
*ministre de l'économie, des finances et
de l'industrie
(jusqu'au 29 juin 2011)*

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) (p. 3122, 3125).

LAGAUCHE (Serge)
*sénateur (Val-de-Marne)
SOC*

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire du Comité de suivi de la mise en oeuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques le 18 mai 2011.

Président de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur le système scolaire : De la pyramide aux réseaux : une nouvelle architecture pour l'école (comptes rendus des auditions) [n° 649 tome 2 (2010-2011)] (21 mai 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur le système scolaire : De la pyramide aux réseaux : une nouvelle architecture pour l'école (rapport) [n° 649 tome 1 (2010-2011)] (21 juin 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'Argentine: si lointaine et pourtant si proche [n° 761 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la vente illicite de billets pour les manifestations culturelles ou sportives [n° 771 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Culture - Sports.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture** [n° 340 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2217, 2218).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien** [n° 607 (2009-2010)] - (4 mai 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3318, 3821).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg** [n° 107 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3412, 3413).

- **Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse [n° 475 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Article 4** (loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Missions et compétences respectives du Conseil supérieur des messageries de presse et de l'Autorité

de régulation de la distribution de la presse) (p. 3492). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3496).

LAMÉNIE (Marc)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture**

[n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 203, 204).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 24 duodecimes (Supprimé)** (art. L 2241-2 du code des transports - *Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 304). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-6 du code de la route - *Délai de récupération des points du permis de conduire*) (p. 311).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 32 quinquies** (art. L 234-9 du code de la route - *Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un OPJ*) (p. 328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 341, 342).

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 482, 483).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire** [n° 262 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1035).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2514).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (22 juin 2011) - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis KI du code général des impôts - *Abrogation de la taxe sur l'achat de services de publicité en ligne*) (p. 5146).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** [n° 653 (2010-2011)] - (5 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5946).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique** [n° 656 (2010-2011)] - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6011).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture** [n° 721 (2010-2011)] - (8 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6117, 6118).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 8 (Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche)** (p. 7418).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 816-1 du code de la sécurité sociale - *Allongement de la durée de résidence en France requise pour l'attribution aux étrangers des allocations aux personnes âgées*) (p. 7768, 7769).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 14 ter (nouveau)** (art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts - *Minoration de la dotation de l'Etat aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 8284). - **Article 18 (Financement des nouveaux radars de sécurité routière)** (p. 8310).

Deuxième partie :

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9025, 9026).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (1er décembre 2011) (p. 9035, 9036).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (21 décembre 2011) - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - *Contrats de service de communications électroniques*) (p. 10242).

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; secrétaire de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

Membre titulaire de la Conférence nationale de l'industrie.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre DE LA Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis vice-présidente le 6 juillet 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Écologie, développement et aménagement durables (MEDAD) [n° 111 tome 2 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1434).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (31 mars 2011) - **Discussion générale**

(p. 2308, 2309). - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2324, 2327). - **Article 8** (*Abrogation du dispositif des autorisations d'exploitation commerciale et création de l'Observatoire national de l'équipement commercial et des observatoires régionaux de l'équipement commercial*) (p. 2376).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (13 avril 2011) - **Article 21 ter** (*art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris »*) (p. 2805).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3015, 3016). (p. 3029).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8545).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10142, 10144). - **Articles additionnels après l'article 1er bis A** (p. 10153, 10154). (p. 10153, 10154).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article 3** (*art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques*) (p. 10237, 10238). (p. 10238). (p. 10243). (p. 10247).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 7 bis** (*art. L. 113-7 [nouveau] du code de la consommation - Information sur le lieu de fabrication des plats vendus dans les restaurants*) (p. 10312). (p. 10313). - **Article 8 bis A** (*art. 313-6-2 et 313-6-3 [nouveaux] du code pénal - Encadrement de la revente des billets de spectacle*) (p. 10322). (p. 10322). (p. 10323). (p. 10323). - **Article 10** (*art. L. 111-4 [nouveau], L. 113-3-1 [nouveau], L. 113-6, L. 121-15, L. 121-15-3, L. 132-2, L. 132-3 [nouveau], et L. 141-1, L. 421-2, L. 421-6 et L. 115-26-1 du code de la consommation - Renforcement des pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF*) (p. 10343). (p. 10344). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10345). (p. 10345). - **Article 10 bis I** (*art. L. 671-1, L. 671-3-1 [nouveau] et L. 692-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'information de l'Observatoire des prix et des marges et renforcement des contrôles et sanctions pour mauvaise transmission ou absence de transmission d'informations à l'Observatoire*) (p. 10353).

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
UMP

En cours, se représente le 30 septembre 2011.

Réélu le 25 septembre 2011.

Président du Sénat jusqu'au 30 septembre 2011 ; a présidé les séances des 11, 18, 20, 25 janvier, 1er, 3, 8, 15 février, 3, 8, 10, 22, 29 mars, 7, 26, 28 avril, 3, 10, 12, 17, 31 mai, 9, 14, 21, 28 juin, 7, 12 juillet, 8 et 30 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale le 6 décembre 2011.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Sécurité : gendarmerie [n° 108 tome 11 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Hommage à M. Pierre Fauchon, sénateur de Loir-et-Cher** - (20 janvier 2011) (p. 352).

- **Souhaits de bienvenue à un nouveau sénateur** - (25 janvier 2011) (p. 370).

- **Témoignage de solidarité envers le peuple japonais** - (22 mars 2011) (p. 2095, 2096).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2096).

- **Hommage aux victimes françaises décédées lors de l'attentat de Marrakech le 28 avril 2011** - (3 mai 2011) (p. 3247).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Rappel au règlement** (p. 3527).

- **Souhaits de bienvenue à des délégations de parlementaires congolais, slovènes et hongrois** - (12 mai 2011) (p. 3757).

- **Mort d'un soldat français en Afghanistan** - (21 juin 2011) (p. 5032).

- **Hommage à deux soldats français morts en Afghanistan** - (28 juin 2011) (p. 5454).

- **Allocution de fin de session** - (28 juin 2011) (p. 5469, 5471).

- **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 2010-2011** - (8 septembre 2011) (p. 6419).

- **Célébration du 30e anniversaire du vote par le Sénat de l'abolition de la peine de mort** - (30 septembre 2011) - président du Sénat (p. 3, 4).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9018, 9019).

- Rapporteur pour avis - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 9031).

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
SOC-EELVr-A

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne [n° 226 (2010-2011)] (18 janvier 2011) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 267 (2010-2011)] portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer [n° 464 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Logement et urbanisme - Outre-mer.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Outre-mer** [n° 111 tome 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

(art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique) (p. 3833). (p. 3834). (p. 3836). (p. 3839). (p. 3840). (p. 3841, 3842). (p. 3844). (p. 3847). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3849). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 7321-1 à L. 7325-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Congrès des élus de Guyane et de Martinique) (p. 3850). (p. 3851). - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution) (p. 3868, 3869). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3886).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5459, 5460).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 4** (art. 44 quaterdecies, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 bis, 217 undecies, 223 A, 223 B, 223 D et 223 L du code général des impôts et art. L. 3324-1 du code du travail - Suppression du dispositif d'abattement d'un tiers sur le résultat des exploitations situées dans les départements d'outre-mer) (p. 8090).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8495, 8496). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8520, 8521). (p. 8521). (p. 8524).

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - **Article 51 quinquies (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques - Ressources de l'ONEMA) (p. 8581).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9377). (p. 9378).

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 181, 182).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne [n° 310 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - co-auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 3291, 3293).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer [n° 425 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3371, 3373).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3740, 3742). - **Article 1er** (art. L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1 [nouveau], L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6, L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7 du code général des collectivités territoriales - Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement) (p. 3745, 3746). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L.O. 7311-1 à L.O. 7313-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dispositions organiques relatives aux habilitations prévues à l'article 73 de la Constitution pour les collectivités de Guyane et de Martinique) (p. 3764, 3765).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane) (p. 3800). (p. 3801, 3802). (p. 3802). - **Article 3**

LARDEUX (André)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Influence du droit communautaire des aides d'État sur le financement des services sociaux par les collectivités territoriales [n° 673 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Santé et logement : comment accompagner la Martinique et la Guyane ? [n° 764 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 422, 423).

LASSERRE (Jean-Jacques)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UCR

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme le 20 décembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires*) (p. 2011).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2446, 2447).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - *Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2490). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2498).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4538, 4550).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4611, 4612). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 4624). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - *Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire*) (p. 4628). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21*) (p. 4639).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4682).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire** [n° 753 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6381).

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 521-23 du code de l'énergie - *Modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques*) (p. 8282).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - *Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements*) (p. 8916).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (20 décembre 2011) - **Article 1er** (art. L. 340-1 à L. 340-7 [nouveaux] du code de commerce - *Dispositions relatives aux réseaux de distribution*) (p. 10152).

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 7 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 77 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4904, 4906).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 juin 2011) (p. 5355).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5465, 5466).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8507, 8508).

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Article 2 et annexe (Texte non modifié par la commission) (Tableau de répartition des conseillers territoriaux)** (p. 4564).

LAURENT-PERRIGOT (Françoise)
sénateur (Gard)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique », [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

LE MAIRE (Bruno)
*ministre de l'agriculture, de
l'alimentation, de la pêche, de la ruralité
et de l'aménagement du territoire*

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 60, 64).

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 107, 111).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne** [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3296, 3299). (p. 3309, 3311).

- **Rappel au règlement** - (24 mai 2011) (p. 4185).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4200, 4204).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4216, 4220).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale** [n° 619 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5558, 5561). - **Article 1er A (nouveau)** (*Modification du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5575, 5576). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 5577, 5578). - **Article 1er** (*Art. L. 623-1 du code de la propriété*

intellectuelle) (p. 5579). - **Article 2** (*art. L. 623-2 et L. 623-3 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5580). - **Article 3** (*art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5583, 5587). - **Article 4** (*art. L. 623-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5589, 5590). - **Article 7** (*art. L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5591). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5592).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2011) - **Article 14 (précédemment réservé)** (*art. L. 623-24-1 à L. 623-24-5 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle*) (p. 6172, 6182).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6689, 6690).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) (p. 8670, 8674).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9151, 9154). - **Article 48** (*art. 92 de la loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978 de finances pour 1979 - Création d'une contribution à la surface aux frais de garderie de l'Office national des forêts, ONF*) (p. 9157). - **Article 48 bis (nouveau)** (*art. L. 741-4-1 et L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole*) (p. 9158).

LE CAM (Gérard)
sénateur (Côtes-d'Armor)
CRC-SPG, puis CRC

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 97, 99).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 455 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. L. 424-2 du code de l'urbanisme - Interdiction de délivrer des permis tacites dans les zones délimitées par un plan de prévention des risques naturels) (p. 3265, 3266). - **Article 8** (Art. L. 211-5 [nouveau] du code de l'environnement - Rapport du Gouvernement sur la qualité des ouvrages de protection contre les inondations et contre la mer) (p. 3269). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 2335-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compensation aux communes de la diminution des bases d'imposition à la suite d'une catastrophe naturelle) (p. 3276). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3281).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse [n° 444 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3441, 3442).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4208, 4209).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 213-2-1 du code de l'urbanisme - Préemption partielle) (p. 5545). - **Article 2** (art. L. 213-7 du code de l'urbanisme - Conditions de

renonciation au droit de préemption après saisine du juge de l'expropriation) (p. 5546). - **Article 7** (art. L. 213-12 du code de l'urbanisme - Action en dommages-intérêts) (p. 5549).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5562, 5563). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 5577). (p. 5577). - **Article 1er** (Art. L. 623-1 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5578, 5579). - **Article 3** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5581, 5582). (p. 5585). (p. 5586). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5592).

- **Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5665, 5666).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10164). (p. 10172). (p. 10173).

LECERF (Jean-René)
sénateur (Nord)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire jusqu'au 24 janvier 2011.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la délinquance d'imprudence et à une modification des dispositions de l'article 223-1 du code pénal instituant le délit de « mise en danger délibérée de la personne d'autrui » [n° 223 (2010-2011)] (13 janvier 2011) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 203 (2010-2011)] tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 278 (2010-2011)] (2 février 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 361 (2010-2011)] relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 477 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 438 (2010-2011)] sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 489 (2010-2011)] (4 mai 2011) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 682 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Justice**.

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Justice : Administration pénitentiaire** [n° 112 tome 12 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et le droit de communiquer après l'arrestation (E 6330) [n° 231 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits** [n° 217 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 365, 367). - **Article 1er** (art. 122-1 du code pénal - Réduction de la peine encourue en cas d'altération du discernement) (p. 379).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale** commune avec celle du projet de loi

n° 260 (2010-2011) (p. 667, 669). - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 691).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 260 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale** commune avec celle du projet de loi organique **n° 259 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir** [n° 203 (2010-2011)] - (17 février 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1526, 1528). - **Article unique** (*Intérêt à agir des parlementaires par la voie du recours pour excès de pouvoir*) (p. 1539).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3535, 3537). - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3576, 3579). (p. 3589). (p. 3597, 3598). (p. 3608).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3627, 3638). (p. 3641, 3647). (p. 3649, 3653). - **Article 2** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent*) (p. 3660). - **Article 3** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat*) (p. 3670, 3676).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (17 mai 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3980, 3983). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4013, 4014). - **Question préalable** (p. 4018). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4021). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4022). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale*) (p. 4028).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 255 et 256 du code de procédure pénale - *Conditions requises pour exercer les fonctions de juré et de citoyen assesseur*) (p. 4053, 4054). - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen*) (p. 4057, 4066). - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen*) (p. 4069). (p. 4071, 4072). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen*) (p. 4075). - **Article 5** (art. 510-1 et 512-1 [nouveaux] - *Présence des citoyens assesseurs dans la chambre des appels correctionnels*) (p. 4080). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 327 du code de procédure pénale - *Substitution d'un exposé des faits à la lecture de la décision de renvoi*) (p. 4082, 4083). - **Article 7** (art. 365-1 nouveau du code de procédure pénale - *Motivation des arrêts des cours d'assises*) (p. 4085). (p. 4088). - **Article 8** (art. 181-1, 237-1, 240-1, 264-1, 267-1 et 267-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Institution d'une formation simplifiée de la cour d'assises*) (p. 4090, 4092). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4092). - **Article 9** (art. 712-13-1, 720-4-1, 730-1 [nouveau] - *Participation de citoyens assesseurs aux décisions en matière d'application des peines*) (p. 4094). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 720-5, 729 et 730-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Renforcement des conditions d'évaluation avant une libération conditionnelle*) (p. 4095, 4096). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 731-1 du code de procédure pénale -

Assouplissement des modalités de mise en oeuvre du placement sous surveillance électronique mobile) (p. 4097). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 4097). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4100). (p. 4104, 4106). - **Article 29 (priorité)** (art. 24-1, 24-2, 24-3, 24-4 et 24-5 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4110). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4114, 4115). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de prononcer cumulativement une peine et une sanction éducative) (p. 4116).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3, 6 et 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordinations) (p. 4121). - **Article 13** (art. 5 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Procédure applicable en matière de poursuites : coordinations) (p. 4122). - **Article 14** (art. 5-1 et 5-2 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un dossier unique de personnalité) (p. 4123). (p. 4124, 4126). (p. 4125). - **Article 15** (art. 6-1 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Information des parents et des représentants légaux du mineur) (p. 4126, 4127). - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 4127). - **Article 16** (art. 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4128, 4129). (p. 4129). - **Article 18** (art. 9 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4130). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4130). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Ordre de comparution des parents défaillants) (p. 4132). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-2 de

l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement sous contrôle judiciaire des mineurs de treize à seize ans) (p. 4134, 4136). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4137). - **Article 22** (art. 10-3 [nouveau] et 11 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de placer un mineur sous assignation à résidence avec surveillance électronique) (p. 4138, 4140). - **Article 26** (art. 14-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Précisions relatives à la procédure de présentation immédiate) (p. 4142, 4143). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Compétence du juge des enfants pour prononcer un placement en centre éducatif fermé dans le cadre d'un aménagement de peine) (p. 4144). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4145). - **Article 30** (Application outre-mer) (p. 4145). - **Article 31** (Entrée en vigueur et expérimentation) (p. 4146, 4147). (p. 4147).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité** [n° 433 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 4390, 4392).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture** [n° 590 (2010-2011)] - (16 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4926, 4928).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture** [n° 40 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7185, 7187).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour l'administration pénitentiaire (p. 8431, 8432).

LECLERC (Dominique)
sénateur (Indre-et-Loire)
UMP

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" le 11 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

LECONTE (Jean-Yves)
*sénateur (Français établis hors de
 France (Série 1))
 SOC-EELVr*

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 13 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 187 (2011-2012)] portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature [n° 194 (2011-2012)] (14 décembre 2011) - **Justice - Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6607).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture [n° 40 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7187, 7188).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) (p. 8684).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8822, 8824).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2011) (p. 9082, 9083).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) (p. 9120, 9121).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) (p. 9454, 9455).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9532, 9534). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9550).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 186 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9938, 9940).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature [n° 195 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 10035, 10036). - **Article 1er (supprimé)** (art. 2 de la loi organique n° 2010-1341 du 10 novembre 2010 - *Accélération du calendrier de relèvement progressif de la limite d'âge applicable aux magistrats de l'ordre judiciaire*) (p. 10043). - **Article 2 (supprimé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - *Dispositions relatives aux magistrats placés auprès des chefs de cour d'appel*) (p. 10044). - **Article 3** (art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - *Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions*) (p. 10044). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10047).

LEFEBVRE (Frédéric)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation (jusqu'au 28 juin 2011)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation (à partir du 29 juin 2011)

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2727, 2735).
- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 435 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3210, 3212). - **Article 1er** (art. 34-4-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques ; art. L. 121-83 du code de la consommation - Principe du consentement de l'abonné téléphonique à l'utilisation de ses données personnelles à des fins de prospection) (p. 3215, 3216). - **Article 4 (nouveau)** (Dispositif transitoire pour les contrats en cours) (p. 3217, 3218).
- **Questions cribles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4516, 4522).
- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**
Deuxième partie :
Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés
 - (28 novembre 2011) (p. 8688, 8693). - **Article n° 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8694, 8700).
- **Questions cribles thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9707, 9715).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 2** (Suppression de la taxe de 2 % sur les nuitées d'établissements hôteliers) (p. 9765, 9766). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 9766). - **Article 6** (art. 24 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 - Financement de nouveaux radars de sécurité routière) (p. 9774). - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ) (p. 9777, 9786). - **Article 8 et état A** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 9792). - **Article 9 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 9796, 9798). - **Article 11** (Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA) (p. 9803, 9804). (p. 9808, 9810). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9813, 9814). - **Article 12** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011) - Absence d'indexation) (p. 9816). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9818, 9826). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 9827). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. 199 undecies B et 217 undecies du code général des impôts - Limitation du dispositif de défiscalisation des investissements productifs en outre-mer) (p. 9828). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Recentrage de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin » sur les souscriptions en numéraire au capital de sociétés en amorçage, en démarrage ou en expansion) (p. 9829). - **Article 13** (art. 117 quater, 125 A, 125 C et 187 du code général des impôts - Augmentation des taux du prélèvement forfaitaire libératoire applicables aux revenus du capital - dividendes et intérêts) (p. 9831, 9832). - **Demande de réserve** (p. 9833).
- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10126, 10131). (p. 10147, 10148). - **Article 1er** (art. L. 340-1 à L. 340-7 [nouveaux] du code de commerce - Dispositions relatives aux réseaux de distribution) (p. 10152). - **Articles additionnels après l'article 1er bis A** (p. 10153). - **Article 1er bis** (art. L. 462-3 du code de commerce - Compétence de l'Autorité de la concurrence pour apporter une expertise aux juridictions sur certains sujets) (p. 10154). - **Article 1er ter** (art. L. 462-7 du code de commerce - Suspension du délai de prescription des procédures dont est saisie l'Autorité de la concurrence) (p. 10155). - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 10155, 10156). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10162, 10171). (p. 10172, 10181). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10182, 10189).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10200, 10203). (p. 10210, 10211). - **Question préalable** (p. 10212).
- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10217). - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers) (p. 10221). (p. 10226). - **Article additionnel après l'article 2 bis AA** (p. 10226). - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Délai de réponse pour le gestionnaire d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 10227, 10228). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 10229). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. L. 442-12 du code de la construction et de l'habitation - Prise en compte des enfants majeurs pour l'attribution des logements sociaux et le calcul du supplément de loyer de solidarité) (p. 10230). - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10233, 10248). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10249, 10250). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 10251). - **Article 4** (art. L. 121-87, L. 121-88, L. 121-91 et L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - Contrats de fourniture

d'électricité ou de gaz naturel) (p. 10253). (p. 10254, 10255). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10256, 10260). - **Article 4 bis** (art. L. 121-99, L. 121-100, L. 121-101, L. 121-102, L. 121-103, L. 121-104, L. 121-105, L. 121-106, L. 121-107 et L. 121-108 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement des contrats relatifs à la fourniture de gaz de pétrole liquéfié en vrac) (p. 10262). - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 10262). - **Article 4 ter (nouveau)** (art. L. 337-6 et L. 445-3 du code de l'énergie - Tarification progressive de l'électricité) (p. 10265, 10267). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10268, 10272). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 33-9 du code des postes et des communications électroniques - Tarif social de l'accès à internet haut débit) (p. 10272, 10274). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10274, 10275). - **Article 5 bis AA (nouveau)** (art. L. 34-9-1-1 et L. 34-9-1-2 [nouveaux] du code des postes et des communications électroniques - Encadrement des restrictions apportées par les équipementiers mobiles à la connexion de leurs terminaux à des réseaux de communications électroniques) (p. 10275). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A** (p. 10276, 10278).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5 bis A (suite)** (p. 10296). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10299). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10302, 10307). (p. 10306). - **Article 7** (art. L. 115-1-1 et L. 115-2-1 [nouveaux], L. 115-4 et L. 115-16 du code de la consommation, L. 712-4, L. 721-1 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle et L. 310-4 du code de commerce - Extension de la protection des indications géographiques aux produits non alimentaires) (p. 10309, 10311). - **Article 7 bis** (art. L. 113-7 [nouveau] du code de la consommation - Information sur le lieu de fabrication des plats vendus dans les restaurants) (p. 10312, 10314). - **Article 7 ter** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Prélèvement sur le compte bancaire d'une personne décédée pour le paiement des frais funéraires) (p. 10315). - **Article 8** (art. L. 34-5 du code des postes et des communications électroniques, L. 121-18, L. 121-19, L. 121-20-1 à L. 121-20-3, L. 121-26, L. 141-1 et L. 121-97 [nouveau] du code de la consommation - Encadrement des ventes en ligne et du transport de marchandises) (p. 10317, 10320). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 10320, 10321). - **Article 8 bis A** (art. 313-6-2 et 313-6-3 [nouveaux] du code pénal - Encadrement de la revente des billets de spectacle) (p. 10323). - **Article 8 ter** (art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif) (p. 10326, 10330). (p. 10327, 10330). - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 10331). - **Article 9** (art. L. 113-3 et L. 121-1 du code de la consommation et L. 311-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Renforcement de l'information du consommateur

(p. 10333, 10334). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 10335). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 10336). - **Article 10** (art. L. 111-4 [nouveau], L. 113-3-1 [nouveau], L. 113-6, L. 121-15, L. 121-15-3, L. 132-2, L. 132-3 [nouveau], et L. 141-1, L. 421-2, L. 421-6 et L. 115-26-1 du code de la consommation - Renforcement des pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF) (p. 10340, 10344). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 10345). - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 310-2 du code de commerce - Conditions d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente au débarras de fruits et légumes) (p. 10346, 10347). - **Article 10 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-1 et L. 221-10 du code de la consommation - Compétence consultative de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) (p. 10348). - **Article 10 bis E** (art. L. 312-9 du code de la consommation - Liberté de choix d'une assurance garantissant un prêt) (p. 10348, 10349). - **Articles additionnels après l'article 10 bis F** (p. 10350, 10352). - **Article 10 bis I** (art. L. 671-1, L. 671-3-1 [nouveau] et L. 692-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'information de l'Observatoire des prix et des marges et renforcement des contrôles et sanctions pour mauvaise transmission ou absence de transmission d'informations à l'Observatoire) (p. 10353, 10354). - **Articles additionnels après l'article 10 bis I** (p. 10354, 10356). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10357, 10365). - **Article 10 bis M** (Rapport au Parlement sur l'application de la législation en matière de commercialisation des contrats obsèques) (p. 10368). - **Articles additionnels après l'article 10 bis M** (p. 10369). - **Article 10 quater** (art. L. 141-3 du code de la consommation - Transmission au tribunal de commerce de certaines informations par la DGCCRF) (p. 10370, 10371). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive communautaire 2009/110 « monnaie électronique ») (p. 10372). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 10373). - **Article 12 (nouveau)** (art. L. 411-2, chapitre II du livre IV [nouveaux] du code de la consommation et article L. 211-15 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Création d'une action de groupe fondée sur l'adhésion volontaire) (p. 10376, 10378). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10379). - **Autre (dans une discussion de texte de loi)** (Demande d'une seconde délibération) - **Seconde délibération** (p. 10380). - **Article 3 ter (nouveau)** (Information des modalités de résiliation) (p. 10380). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10383, 10384).

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) jusqu'au 21 octobre 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les compétences des collectivités territoriales à la croisée des chemins : quelles pistes pour demain ? [n° 283 (2010-2011)] (2 février 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 408 (2010-2011)] relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 470 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à ce que le candidat titulaire et son suppléant aux élections sénatoriales, soient nécessairement de sexe différent [n° 520 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Développement des entreprises et de l'emploi [n° 112 tome 8 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Budget - Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 255 (2010-2011)] relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif [n° 149 (2011-2012)] (30 novembre 2011) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 53, 54).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 12 A (art. 104 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Recueil de la photographie pour les documents d'identité)** (p. 248). - **Article additionnel avant l'article 28 bis** (p. 309).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 32 ter A (art. L. 226-4 du code pénal - Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation)** (p. 324, 325). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 339).

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits**

[n° 217 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 372).

- **Questions cribles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 383, 384).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1429).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2010-2011)** (p. 2070, 2071).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 86 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Article 87 quater (Texte non modifié par la commission) (Simplification du régime de la commande publique pour les organismes HLM)** (p. 2198).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2432, 2433).

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2732, 2733).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique [n° 115 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour le projet de loi n° 408 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2010-2011)** (p. 3890, 3891).

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 471 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 115 (2010-2011)** - (12 mai 2011) - rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Désignation de deux députés européens au sein de l'Assemblée nationale)** (p. 3898). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Mode de scrutin)** (p. 3898). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3899). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3900).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4212, 4213).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Article 7 bis (nouveau) (art. L. 2123-23 et L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales - Indemnités des maires et adjoints)** (p. 5619). - **Article additionnel après l'article 7 ter** (p. 5620). (p. 5620).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6686, 6687).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Article unique (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial)** (p. 7957, 7958).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) (p. 8668, 8669).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour le programme « Développement des entreprises et de l'emploi (p. 8681).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif [n° 150 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9469, 9471). - **Article 1er (art. L. 2331-1 du code de la défense - Classement des armes)** (p. 9481, 9483). - **Article 2 (art. L. 2331-2 du code de la défense - Définition et classement des armes historiques et de collection)** (p. 9484, 9485). (p. 9485). - **Article 3 (art. L. 2336-1 du code de la défense - Régime d'acquisition et de détention des armes)** (p. 9487). (p. 9488, 9489). (p. 9490). - **Article 5 (art. L. 2337-3 du code de la défense - Conditions de cession des armes à feu entre particuliers)** (p. 9491, 9492). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2337-1-1 [nouveau] du code de la défense - Création d'un statut du collectionneur d'armes)** (p. 9493). - **Article 10 (art. 131-16 et 131-43 du code pénal ; art. 41-3 et 546 du code de procédure pénale ; art. 3 de la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes pour les contraventions lorsque le texte d'incrimination le prévoit)** (p. 9494). - **Article 11 (art. 221-8 du code pénal - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes pour les infractions d'atteinte à la vie de la personne)** (p. 9495). - **Article 12 (art. 222-44 du code pénal - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes pour les infractions d'atteinte à l'intégrité physique ou psychique de la personne)** (p. 9495). - **Article 14 (art. 224-9 du code pénal - Obligation de prononcer la peine complémentaire d'interdiction de détenir ou de porter une arme soumise à autorisation pour les infractions d'atteinte aux libertés de la personne)** (p. 9495). - **Article 15 (art. 225-20 du code pénal - Obligation de prononcer la peine complémentaire d'interdiction de détenir ou de porter une arme soumise à autorisation pour certaines infractions d'atteinte à la dignité de la personne)** (p. 9496). - **Article 17 (art. 311-14 du code pénal - Obligation de prononcer la peine d'interdiction de détenir ou de porter une arme en cas de condamnation pour vol)** (p. 9496, 9497). - **Article 18 (art. 312-13 du code pénal - Obligation de prononcer la peine complémentaire d'interdiction de détenir ou de porter une arme soumise à autorisation en cas de condamnation pour extorsion)** (p. 9497). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission) (art. 321-9 du code pénal - Obligation de prononcer la peine de confiscation d'une ou plusieurs armes en cas de condamnation pour recel)** (p. 9497). - **Article 20 (art. 322-15 du code pénal - Obligation de prononcer la peine d'interdiction de détenir ou de porter une arme en cas de condamnation pour destructions, dégradations ou détériorations)** (p. 9498). - **Article 21 (art. 324-7 du code pénal - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes en cas de condamnation pour des infractions de blanchiment)** (p. 9498). - **Article 23 (art. 431-26 du code pénal - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes en cas d'intrusion dans un établissement scolaire)** (p. 9499). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 9500). - **Article 25 (art. L. 2339-1 du code de la défense - Information obligatoire du préfet et du procureur de la République des constats de violation de la législation sur les armes)** (p. 9500). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2339-5-1 [nouveau] du code de la défense - Correctionnalisation des sanctions encourues en cas d'acquisition, de cession ou de détention irrégulières d'armes soumises à déclaration ou au respect d'obligations particulières)** (p. 9501). - **Article 31 (art. L. 2339-8-1 et L. 2339-8-2 [nouveaux] du code de la défense - Incrimination des atteintes aux dispositifs permettant l'identification des armes et de l'importation ou l'exportation irrégulière d'armes)** (p. 9502). - **Article 32 (art. L. 2339-9 du code de la défense - Incrimination du port ou transport d'armes sans motif légitime)** (p. 9504). - **Article 35 A (Texte non modifié par la**

commission) (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 9505). - **Article 35** (*Article de coordination*) (p. 9508). - **Article 35 ter** (*Dispositions transitoires*) (p. 9508).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (14 décembre 2011) (p. 9834).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9845).

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011 ; président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 13 décembre 2011.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive ; nouvelle nomination le 26 avril 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut français le 15 décembre 2011.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La création de contenus culturels et Internet : quelles politiques nationales et européennes veut-on et peut-on conduire dans le domaine des contenus culturels, en ligne ? [n° 330 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Culture - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse [n° 378 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 411 (2009-2010)] (27 avril 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la gouvernance de l'Agence France Presse [n° 522 (2010-2011)] (17 mai 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, tendant à garantir la diversité culturelle à l'ère numérique [n° 565 (2010-2011)] (31 mai 2011) - **Culture - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'avenir de la production audiovisuelle en France (actes de la table ronde organisée au Sénat le 27 avril 2011) [n° 710 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'Argentine: si lointaine et pourtant si proche [n° 761 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la vente illicite de billets pour les manifestations culturelles ou sportives [n° 771 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Culture - Sports**.

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 54 (2011-2012)] (21 octobre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Médias, livre et industries culturelles : livre et industries culturelles [n° 110 tome 5 fasc. 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 99, 100).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - auteur de la proposition de loi et président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 483, 484).

- Président de la commission de la culture - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 503). - **Article 6** (*Procédure de transfert aux collectivités territoriales*) (p. 507, 508). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 518).

- **Questions cribles thématiques - Aggravation des inégalités sociales dans le système scolaire** - (8 février 2011) (p. 971, 972).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article unique** (*art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994*) (p. 1466).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture** [n° 340 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2224, 2225).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3044, 3045).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3120).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Commission mixte paritaire** [n° 109 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3477).

- **Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse** [n° 475 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3477, 3478). - **Article 4** (*loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Missions et compétences respectives du Conseil supérieur des messageries de presse et de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse*) (p. 3494, 3495). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3496).

- **Questions cribles thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4799).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** [n° 499 (2010-2011)] - (15 juin 2011) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 1er** (*art. 34 de la Constitution*) - **Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires** (p. 4845, 4846).

- **Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales** [n° 251 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5666, 5667).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture** [n° 740 (2010-2011)] - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7203, 7205). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 7214). (p. 7217). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7231).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8625).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour le livre et les industries culturelles (p. 8629, 8630). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8646). (p. 8648).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 51 octies** (p. 9070).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (*art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne*) (p. 9571, 9572).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle** [n° 54 (2011-2012)] - (9 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9625, 9626). - **Article 1er** (*nouveaux art. L. 134-1 à L. 134-7 du code de propriété intellectuelle - Définition et modalités d'exploitation des oeuvres indisponibles*) (p. 9641). (p. 9643). (p. 9646). (p. 9647, 9648). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9655). - **Article 2** (*art. L. 321-9 du code de la propriété intellectuelle - Utilisation des sommes non répartissables issues de la gestion collective des livres indisponibles*) (p. 9656).

- Auteur de la proposition de loi - **Article 4** (p. 9657).

de LEGGE (Dominique)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 25 octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 172 (2010-2011)] tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 423 (2010-2011)] (12 avril 2011) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La loi sur les droits du conjoint survivant : une loi équilibrée, à l'efficacité reconnue [n° 476 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Société.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information RGPP : La RGPP : un défi pour les collectivités territoriales et les territoires (rapport) [n° 666 tome 1 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information RGPP : La RGPP : un défi pour les collectivités territoriales et les territoires (auditions et annexe) [n° 666 tome 2 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Sécurité civile [n° 107 tome 3 annexe 27 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 23 ter** (art. 221-3 et 221-4 du code pénal - *Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 289).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1437).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2443, 2445).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 11 bis** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - *Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire*) (p. 2538).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - *Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes*) (p. 2574). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - *Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 2604, 2605). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2629).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 2663, 2664).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 455 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3234, 3235). - **Article 5** (Art. L. 562-4 du code de l'environnement et L. 123-12 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - *Liens entre documents d'urbanisme et plans de prévention des risques naturels prévisibles*) (p. 3261, 3262). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3263). (p. 3264). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3278). (p. 3279).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - *Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 4647).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4709, 4710).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5645, 5647).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 7 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6934, 6935).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 octobre 2011) (p. 6935).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7156, 7157).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7234, 7235).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial*) (p. 7953, 7954).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8884, 8885). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC*) (p. 8952).

Sécurité civile

- (1er décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8988). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9014). (p. 9015).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC*) (p. 9219). (p. 9233).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9322).

- **Nouvelle lecture [n° 203 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2011) (p. 10119, 10121).

LE GRAND (Jean-François)
sénateur (Manche)
UMP, puis NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévisions.

Membre suppléant du Comité de suivi de la mise en oeuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques le 18 mai 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 179 (2010-2011)] relative à l'indépendance des rédactions [n° 238 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 411 (2009-2010)] (27 avril 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la vente illicite de billets pour les manifestations culturelles ou sportives [n° 771 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Culture - Sports**.

Proposition de loi visant à dispenser l'officier d'état civil célébrant un mariage de la lecture de l'article 220 du code civil relatif à la solidarité financière des époux [n° 29 (2011-2012)] (13 octobre 2011) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Culture : création, cinéma, spectacle vivant, arts visuels [n° 110 tome 2 fasc. 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions** [n° 179 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 547, 549). - **Article 1er** (loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse -

Modalités de mise en oeuvre du principe de l'indépendance des rédactions) (p. 561). - **Article 2** (loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Renforcement de la transparence de l'actionnariat des entreprises de presse) (p. 563). - **Article 4** (loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Sanctions) (p. 564).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture** [n° 340 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2216).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

LELLOUCHE (Pierre)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce extérieur (jusqu'au 28 juin 2011)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce extérieur (à partir du 29 juin 2011)

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne** [n° 204 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1519, 1523).

- **Débat sur le bilan du dispositif d'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires** - (26 mai 2011) (p. 4267, 4269).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010** [n° 672 (2010-2011)] - (7 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6037, 6039). (p. 6047, 6048).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8149, 8153). (p. 8157, 8164). (p. 8167, 8168). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 115-6, L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée - Adaptation du régime de la taxe sur les services de télévision affectée au Centre national du cinéma et de l'image animée) (p. 8170, 8172). - **Article 5 ter (nouveau)** (art. 265 du code des douanes - Réduction d'un avantage fiscal sur le fioul domestique utilisé à usage professionnel) (p. 8173, 8174). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 8175). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 8178). - **Article 5 quinquies (nouveau)** (art. 274 et 283 du code général des impôts, 196 quinquies du code des douanes et art. 16 de la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968

- (22 novembre 2011) - **Article 16 ter** (Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8299). (p. 8306).

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour le cinéma (p. 8609, 8611).

relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles - Suppression des exonérations de TVA et de droits de douanes applicables au matériel destiné à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental) (p. 8180). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 8181, 8183). - **Article 5 sexies (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - Taux réduit de TVA en faveur des activités équinées) (p. 8185, 8186). - **Article 5 octies (nouveau)** (art. 1613 ter du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des sucres ajoutés) (p. 8188, 8191). - **Article 5 nonies (nouveau)** (art. 1613 quater du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des édulcorants de synthèse et ne contenant pas de sucres ajoutés) (p. 8192). - **Articles additionnels après l'article 5 nonies** (p. 8193, 8195). - **Articles additionnels après l'article 5 decies** (p. 8196, 8197).

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) (p. 8715, 8718).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9843, 9849). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 225-209, L. 225-209-2 [nouveau], L. 225-211 et L. 225-214 du code de commerce - Modalités du rachat d'actions pour les sociétés non cotées) (p. 9850, 9852). - **Article 13 quater (nouveau)** (Report de plus-values en cas d'échange de biens immobiliers avec l'Etat ou une collectivité publique) (p. 9853). - **Article additionnel après l'article 13 quater** (p. 9855). - **Article 13 quinquies (nouveau)** (art. L. 214-31 du code monétaire et financier - Aménagement du régime des fonds d'investissement de proximité - FIP) (p. 9856, 9857). - **Articles additionnels après l'article 13 quinquies** (p. 9858, 9859). - **Article 14** (art. 219-0 bis [nouveau] du code général des impôts - Instauration d'une majoration exceptionnelle d'impôt sur les sociétés) (p. 9861). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 9862, 9864).

LE MENN (Jacky)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Vice-président de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Comité d'évaluation de la mise en oeuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Santé et logement : comment accompagner la Martinique et la Guyane ? [n° 764 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1400, 1401)

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1569, 1571). - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4043-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Société interprofessionnelle ambulatoire) (p. 1579). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1581). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - Contrat santé solidarité) (p. 1586, 1587).

- **Suite de la discussion** (9 mars 2011) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 1999). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation, pour les médecins, de déclarer leurs absences programmées) (p. 2001, 2002). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2015, 2017). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2027, 2031). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2043, 2044).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2485, 2486). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2499, 2500).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3541, 3543). - **Article 1er (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention)** (p. 3580, 3582). (p. 3591, 3592). (p. 3596). (p. 3598). (p. 3602, 3604). (p. 3608).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3627, 3632). (p. 3631). (p. 3641, 3645). (p. 3654, 3655). - **Article 3 (Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat)** (p. 3670, 3673).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) (p. 3927, 3930). - **Article 4 (Admission en soins sans consentement des personnes détenues)** (p. 3932, 3933). - **Article 14** (p. 3937). - **Article 6 (Organisation de la prise en charge psychiatrique)** (p. 3939, 3940). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 3946). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 3952). - **Seconde délibération - Article 1er (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention)** (p. 3960).

- **Deuxième lecture** [n° 590 (2010-2011)] - (16 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4922, 4924). - **Question préalable** (p. 4932, 4934). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 4942). (p. 4942, 4943). (p. 4944, 4945). (p. 4946). (p. 4953, 4954). (p. 4957, 4958). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3213-1 à L. 3213-5, L. 3213-5-1 (nouveau), L. 3213-6 à L. 3213-11 du code de la santé publique - Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 4973). (p. 4974, 4975). (p. 4976). (p. 4978).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture** [n° 668 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5686, 5687).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2011) - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4343-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires) (p. 5708, 5709). - **Article 2** (art. L. 6323-3 du code de la santé publique - Maisons de santé. Respect du secret médical dans les centres et maisons de santé) (p. 5712). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - Contrat santé solidarité) (p. 5715). - **Article 3 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-7 du code de la santé publique - Respect du principe de liberté d'installation des professionnels de santé par le schéma régional d'organisation des soins) (p. 5716). - **Article 6** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires) (p. 5723). - **Article 9 B** (art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Coordination relative à la nomination des directeurs d'hôpitaux) (p. 5730). - **Article 9 bis A** (art. L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Bilan de la prévalence des actes chirurgicaux) (p. 5733). - **Article 9 sexies (Supprimé)** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Appréciation de l'amélioration du service médical rendu avant l'autorisation de mise sur le marché) (p. 5736). - **Article 9 septies (Supprimé)** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Classement par la Haute Autorité de santé des médicaments en fonction de l'amélioration du service médical rendu) (p. 5738). - **Article 16** (art. L. 313-1, L. 313-1-1 et L. 314-10 du code de l'action sociale et des familles - Durée d'autorisation des services d'addictologie. Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux. Possibilité d'action directe des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif contre les

débiteurs alimentaires de leurs résidents) (p. 5747, 5750). - **Article 20 quinquies** (art. L. 6211-13 du code de la santé publique - Conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 5760). - **Article additionnel après l'article 20 quinquies** (p. 5761). - **Article 20 decies** (Ratification sous réserve de modifications de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale) (p. 5766). - **Article 22 bis** (Encadrement du conventionnement entre les organismes d'assurance maladie complémentaire et les professionnels, services et établissements de santé ou avec leurs gestionnaires de réseaux - Information du Parlement sur les réseaux de soins) (p. 5769). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-3-1 du code de la santé publique - Administration provisoire des hôpitaux en cas d'atteinte à la sécurité des patients) (p. 5779). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5781).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6978, 6979).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Demande d'une suspension de séance** (p. 7340). - **Discussion générale** (p. 7376, 7377).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 9** (Montant et ventilation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011) (p. 7419, 7420).

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 24** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base) (p. 7556).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7610, 7611). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7615, 7618). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Autorisation d'exercice pour les

médecins étrangers non ressortissants communautaires) (p. 7640).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Article 37 (priorité)** (Expérimentation d'une modulation du forfait global relatif aux soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes en fonction d'indicateurs de qualité et d'efficacité) (p. 7672). - **Articles additionnels après l'article 37 (priorité)** (p. 7676, 7677). (p. 7678). - **Articles additionnels après l'article 38 (priorité)** (p. 7686, 7687). (p. 7687). (p. 7688). (p. 7690). (p. 7691). (p. 7691). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7706, 7707). (p. 7714, 7715). - **Article 46** (Dotation des régimes obligatoires d'assurance maladie à plusieurs fonds et organismes pour 2012) (p. 7747).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - vice-président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 7881, 7882).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - **Article 34 et état D** (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers) (p. 8574).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9426).

LENOIR (Jean-Claude)
sénateur (Orne)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)] - (4 novembre 2011) - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie le 15 décembre 2011.

du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7300). (p. 7304). (p. 7308). - **Article 7 (nouveau)** (*Calendrier d'achèvement de la carte de l'intercommunalité - Coordinations*) (p. 7312). (p. 7313). (p. 7316). (p. 7319). - **Article 10 (nouveau)** (*Assouplissement des conditions de création de syndicats compétents en matière scolaire et d'action sociale*) (p. 7321, 7322). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7329).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7944, 7945). - **Article unique** (*art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial*) (p. 7959, 7960).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) -

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8554, 8555).

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) (p. 8666, 8667).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) (p. 8683, 8684).

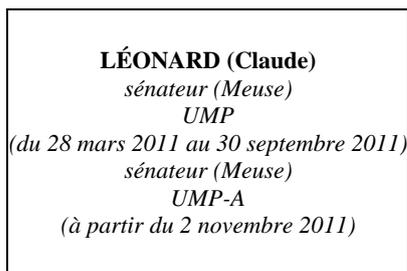
Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9054, 9055).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9148, 9149).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 10157).



Devenu sénateur le 28 mars 2011 (en remplacement de M. Gérard Longuet, nommé membre du Gouvernement).

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

Devenu sénateur le 2 novembre 2011 (en remplacement de M. Gérard Longuet, ministre, dont le mandat a cessé).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 2 novembre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 28 mars 2011 au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre la création d'une communauté d'agglomération à partir de 30 000 habitants autour de la commune la plus peuplée d'un département [n° 788 (2010-2011)] (8 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (6 avril 2011) - **Article 9** (*art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal*) (p. 2529).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4509, 4510). - **Article 2 et annexe (Texte non modifié par la commission)** (*Tableau de répartition des conseillers territoriaux*) (p. 4563). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4567).

- **Projet de loi fixant le nombre de conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 697 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5839).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Article 1er A** (art. 150 VB, 150 VC, 150 VD, 150 VE, 150 VG, 244 bis A et 647 du code général des impôts - Aménagements du régime d'imposition des plus-values immobilières, hors résidence principale) (p. 6459, 6460).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7822).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de

mutation à titre onéreux des départements) (p. 8908, 8909). - **Organisation des travaux budgétaires** (p. 8923). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8936).

Sécurité civile

- (1er décembre 2011) (p. 8992, 8993).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 9566, 9567). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 88-3 de la Constitution - Coordination) (p. 9575, 9576).

LEONETTI (Jean)

*ministre auprès du ministre d'État,
ministre des affaires étrangères et
européennes, chargé des affaires
européennes
(à partir du 29 juin 2011)*

INTERVENTIONS

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) (p. 6581, 6583). (p. 6594, 6596).

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6597, 6608).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (23 novembre 2011) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8340, 8342).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) (p. 9440, 9442). (p. 9453, 9457).

LEPAGE (Claudine)

*sénatrice (Français établis hors de
France (Série A))
SOC, puis SOC-EELVr*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 24 mai 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique de l'Institut français le 3 mars 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel extérieur [n° 110 tome 5 fasc. 3 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 52 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)** (p. 392, 394).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 52 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Article 1er (Renouvellement de la série B)** (p. 459, 460).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État [n° 237 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 494, 495). - **Article 1er (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine)** (p. 501). - **Article 7 (Convention de transfert à titre gratuit)** (p. 508, 509). - **Article 10 (Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement)** (p. 512, 513). (p. 513). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 514).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1717).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**.

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Article 5 (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes)** (p. 2468, 2469).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 9 (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal)** (p. 2516, 2517).

- **Questions cibles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4347).

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger - Deuxième lecture [n° 529 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4387, 4388).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 433 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Contrôle des documents d'état civil fournis à l'appui d'une demande de délivrance de CNI ou de passeport)** (p. 4406).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Article 17 (art. 164 C, 197 A, 234 sexdecies [nouveau] et 1729 B du code général des impôts - Taxe sur les résidences secondaires des non-résidents)** (p. 5258, 5259). (p. 5290).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7208, 7209). - **Article 1er (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine)** (p. 7219).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 21 bis (nouveau) (art. L. 642-4 du code de la sécurité sociale - Suppression de la double cotisation d'assurance vieillesse des experts-comptables salariés inscrits à l'ordre)** (p. 7549, 7550).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7619, 7620). - **Article 34 ter (nouveau) (art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Autorisation d'exercice pour les médecins étrangers non ressortissants communautaires)** (p. 7637, 7638). (p. 7639).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) (p. 8619, 8620).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour l'audiovisuel extérieur (p. 8630).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) (p. 8713, 8714).

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 48 A** (p. 8834).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9058, 9059).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 9 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 9796).

LEROY (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

LEROY (Maurice)
ministre de la ville

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2163, 2170).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2254). - **Article unique** (*Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF*) (p. 2264). (p. 2264, 2269). - **Article**

additionnel après l'article unique (p. 2270). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2272).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8851, 8853). - **Article 64** (*art. 44 octies A, 1383 C bis, 1466 A du code général des impôts, art. 12, 12-1 et 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et amélioration du dispositif d'exonérations fiscales et sociales accordées aux employeurs situés en zone franche urbaine, ZFU*) (p. 8858, 8861).

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois.

Membre titulaire du Commission nationale de concertation sur les risques miniers ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la Sécurité sociale et à la mutualité [n° 55 (2011-2012)] (24 octobre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à assurer l'aménagement numérique du territoire [n° 118 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1431).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3013, 3014). (p. 3036).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) - au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 4189, 4192).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6640, 6641).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7830).

LE SCOUARNEC (Michel)
sénateur (Morbihan)
CRC

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans** [n° 63 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7238, 7239). - **Discussion générale** (p. 7256, 7257).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9198, 9199).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9801).

LÉTARD (Valérie)
sénatrice (Nord)
UCR

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre des solidarités et de la cohésion sociale le 1er avril 2011.

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 404, 406).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1391, 1392).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial** [n° 181 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2321, 2328).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Article 1er** (*art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2455, 2456).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3028).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux**

modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3590, 3591). (p. 3595).

- **Questions cibles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4517, 4518).

LE TEXIER (Raymonde)
sénatrice (Val-d'Oise)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 24 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (22 juin 2011) - **Article 9 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 5195).

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Santé et logement : comment accompagner la Martinique et la Guyane ? [n° 764 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 438).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 75 quater A** (p. 1220). (p. 1220, 1221).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1592, 1593).

- **Suite de la discussion** (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2016, 2017). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2037).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des aires de protection et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée** [n° 328 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2345, 2346).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2429, 2430). - **Article 2** (*art. L. 1131-2 du code de la santé publique - Définition des règles de bonnes pratiques pour les examens génétiques*) (p. 2459). - **Article 5** (*art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes*) (p. 2470).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 5 bis** (*art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2491). - **Article 5 quater** (*art. L. 1231-1 A du code de la santé publique - Reconnaissance symbolique de la Nation et non-discrimination à l'égard des donneurs d'organes*) (p. 2494, 2495). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2501). - **Article 6** (*art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues*

de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 2507). (p. 2508). - **Article 9** (*art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal*) (p. 2529, 2530). - **Article 11 bis** (*art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire*) (p. 2536).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 13 bis** (*art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Délai de réflexion avant une décision d'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical*) (p. 2559, 2560). - **Article 14** (*art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes*) (p. 2573, 2574). - **Article 20** (*art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 2606, 2607). - **Article 21** (*art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche*) (p. 2616). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 2621). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2629, 2630).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Article 23** (*art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 2663). - **Article 24 ter A** (*art. L. 1412-1-1 et L. 1412-3-1 du code de la santé publique - Etats généraux de la bioéthique*) (p. 2671). - **Articles additionnels après l'article 24 ter A** (p. 2672). (p. 2674). - **Article 24 quater** (*art. L. 1418-1 et L. 1418-1-1 (nouveau) du code de la santé publique - Adaptation des missions de l'agence de la biomédecine*) (p. 2676). - **Article 24 quinquies** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 2151-7-1 (nouveau) du code de la santé publique - Clause de conscience des personnels de recherche*) (p. 2677). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2691).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3394).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3557, 3558).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3633). (p. 3646).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) - **Article 6** (*Organisation de la prise en charge psychiatrique*) (p. 3943). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3944). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3953).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Article 11 bis** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire*) (p. 4628).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 24 ter B** (*Clause de révision de la loi de bioéthique*) (p. 4686). (p. 4688).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture** [n° 590 (2010-2011)] - (16 juin 2011) - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 4942). (p. 4943, 4944). (p. 4944). (p. 4946, 4947). (p. 4950).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** - Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)] - (23 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5279, 5281)

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)] - (1er juillet 2011) - **Article 7 ter A (Supprimé)** (Rapport au Parlement sur la recomposition de l'offre hospitalière) (p. 5728). - **Article 9 bis BA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Publication des tarifs et honoraires des praticiens sur les sites internet des établissements de santé) (p. 5734). - **Article 16** (art. L. 313-1, L. 313-1-1 et L. 314-10 du code de l'action sociale et des familles - Durée d'autorisation des services d'addictologie. Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux. Possibilité d'action directe des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif contre les débiteurs alimentaires de leurs résidents) (p. 5742). (p. 5744, 5746). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-5, L. 4112-2, L. 4123-10, L. 4123-12, L. 4123-9, L. 4321-16, L. 3711-4, L. 5126-2, L. 5126-3, L. 6122-6, L. 6141-7-2, L. 6145-8, L. 6148-1, L. 6162-8 et L. 6163-9 du code de la

santé publique ; art. L. 313-22-1, L. 313-3 et L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 - Mesures de coordination consécutives à la mise en place des agences régionales de santé) (p. 5758).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** [n° 653 (2010-2011)] - (5 juillet 2011) - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5913, 5914).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) (p. 6099, 6101).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** - Commission mixte paritaire [n° 742 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6394, 6395).

LE VERN (Alain)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

LIENEMANN (Marie-Noëlle)
sénatrice (Paris)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire du Comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 105 (2011-2012)] en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le régime des aides d'Etat aux services d'intérêt économique général (SIEG) [n° 159 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8071).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8512, 8513).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8845, 8847).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 41 bis** (p. 9280). (p. 9280). (p. 9281). (p. 9281). - **Article 44** (art. 200 quater A du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt sur le revenu en faveur de l'aide aux personnes notamment âgées ou handicapées au titre de l'habitation principale) (p. 9291). (p. 9291). - **Article 46 bis (nouveau)** (Réforme du prêt à taux zéro +) (p. 9303). (p. 9303). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9305). (p. 9308). (p. 9308, 9309). (p. 9309).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 10157). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau]

du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10162, 10163).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10218). - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10240, 10241). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10257). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A** (p. 10277).

LISE (Claude)
sénateur (Martinique)
SOC-A

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3735, 3736).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane) (p. 3812). - **Article 3** (art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique) (p. 3832). (p. 3835). (p. 3838). (p. 3838, 3839). (p. 3844). - **Article 6** (art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral - Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique) (p. 3864, 3865). (p. 3865). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3884).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5464, 5465).

LONGÈRE (Christiane)
sénateur (Loire)
UMP

Non réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**



Démissionnaire (devenu membre du Gouvernement) le 27 mars 2011.

Election le 25 septembre 2011.

Cessation de mandat le 1er novembre 2011.

Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire jusqu'au 7 mars 2011.

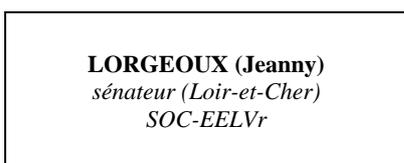
NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 1er octobre 2011 au 1er novembre 2011.

Membre de la commission des finances jusqu'au 27 mars 2011.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (9 février 2011) - **Article 37 (Supprimé)** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des



Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention (p. 1127).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs [n° 212 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1632, 1633). (p. 1642).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 307 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1649, 1651). (p. 1662, 1663).

- **Questions cribles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1803, 1809).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2116, 2117).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 344 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2279, 2280). (p. 2285).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6350, 6352).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) (p. 8765, 8769). (p. 8769). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8771, 8775). - **Article n° 34 et état D (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)** (p. 8776).

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

LORRAIN (Jean-Louis)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 13 décembre 2011.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 19 janvier 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social.

Secrétaire de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) (p. 8762, 8763).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 566 (2010-2011)] relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 589 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la Sécurité sociale et à la mutualité [n° 55 (2011-2012)] (24 octobre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 419, 421).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2439, 2440). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - *Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2455, 2457).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - *Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2492). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2498). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2513). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 2529).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - *Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes*) (p. 2569, 2570). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2634).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3533, 3535). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3551). - **Question préalable** (p. 3554). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3555, 3558). - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3568). (p. 3572, 3573). (p. 3577). (p. 3583, 3585). (p. 3598). (p. 3601, 3608).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3630, 3638). (p. 3638, 3648). (p. 3650, 3654). - **Article 2** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent*) (p. 3660, 3664). - **Article 3** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat*) (p. 3668, 3675).

- **Suite de la discussion** (13 mai 2011) (p. 3926, 3930). - **Article 4** (*Admission en soins sans consentement des personnes détenues*) (p. 3931, 3934). - **Article 5** (*Dispositions pénales*) (p. 3934). - **Article 14** (p. 3936). - **Article 6** (*Organisation de la prise en charge psychiatrique*) (p. 3939, 3944). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3944). - **Article 8** (*Coordonnations dans le code de procédure pénale*) (p. 3945). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 3946). - **Article 9** (*Adaptation de certaines dispositions du projet de loi pour leur application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française*) (p. 3948). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3950). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3951). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 3952). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3953). - **Seconde délibération - Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3959). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3965, 3966).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4609, 4610).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4669). (p. 4676, 4677).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture** [n° 590 (2010-2011)] - (16 juin 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4921, 4922). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4931). - **Question préalable** (p. 4934). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1 à L. 3211-12-6 du code de la santé publique, et art. L. 111-12 du code de l'organisation judiciaire - *Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 4947, 4950). (p. 4952, 4961). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3212-1 à L. 3212-11 du code de la santé publique - *Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent*) (p. 4966, 4969). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)**

(art. L. 3213-1 à L. 3213-5, L. 3213-5-1 (nouveau), L. 3213-6 à L. 3213-11 du code de la santé publique - *Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat*) (p. 4972, 4979). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4979). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3214-1 à L. 3214-4 du code de la santé publique - *Admission en soins sans consentement des personnes détenues*) (p. 4982). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3216-1 (nouveau) du code de la santé publique - *Compétence exclusive du juge judiciaire pour le contentieux des soins psychiatriques sans consentement*) (p. 4984). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-4-1 (nouveau), L. 3222-1, L. 3222-1-1 A (nouveau), L. 3222-1-1, L. 3222-1-2 (nouveau), L. 3222-2, L. 3222-3, L. 3222-4, L. 3222-5, L. 3223-1 et L. 3223-2 du code de la santé publique - *Organisation de la prise en charge psychiatrique*) (p. 4987, 4989). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions transitoires*) (p. 4993). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4994). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4998).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture** [n° 668 (2010-2011)] - (1er juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5704, 5705).

- **Commission mixte paritaire** [n° 753 (2010-2011)] - (13 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6380).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45 (2011-2012)] - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6956, 6957). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - *Règles déontologiques et expertise sanitaire*) (p. 6979, 6980). (p. 6982). (p. 6984). (p. 6986, 6987). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6989). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 1415-4 du code de la santé publique - *Conditions de nomination des personnels dirigeants de l'institut national du cancer*) (p. 6990). - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - *Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé*) (p. 6992). - **Article 3** (art. L. 1454-2 à L. 1454-4 (nouveaux) du code de la santé publique - *Dispositions pénales*) (p. 7006). - **Article 4** (art. L. 5311-1, L. 5311-2, L. 5312-4, L. 5311-4-1 (nouveau) et L. 5421-8 à L. 5421-11 (nouveaux) du code de la santé publique - *Création et prérogatives de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé*) (p. 7010). (p. 7011). - **Article 5 bis** (art. L. 161-40 du code de la sécurité sociale - *Base de données mise en oeuvre par la Haute Autorité de santé*) (p. 7014). - **Article 6** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - *Réalisation d'études après l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 7015). - **Article 8** (art. L. 5121-9-2 et 5121-9-3 (nouveaux) du code de la santé publique - *Obligations du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 7018). (p. 7018). - **Article 9 bis** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - *Conditions de fixation du service médical rendu des médicaments*) (p. 7020). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7022). - **Article 11** (art. L. 5121-12-1 (nouveau) du code de la santé publique et L. 162-4 du code de la sécurité sociale - *Encadrement des prescriptions en dehors des indications de l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 7023). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5121-1-2 (nouveau) du code de la santé publique - *Prescription en dénomination commune*) (p. 7024). - **Article 13** (art. L. 162-17-4-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - *Contrôle et sanction des prescriptions hors autorisation de mise sur le marché par le comité économique des produits de santé*) (p. 7025, 7026). - **Article 14 bis** (*Accès du Conseil national de l'ordre des pharmaciens aux données contenues dans le dossier pharmaceutique*) (p. 7026, 7027). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 7028). - **Article 15** (art. L. 5121-12, L. 1121-16-1 et L. 1123-14 du code de la santé publique - *Modification des procédures d'octroi des autorisations temporaires d'utilisation nominative*) (p. 7031). - **Article 17** (art. L. 5121-22 à L. 5121-26 (nouveaux) et L. 5421-6-1 du code de la santé

publique - Dispositions relatives à la pharmacovigilance) (p. 7037). - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain) (p. 7041). (p. 7042).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la visite médicale) (p. 7065). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 245-2 du code de la sécurité sociale - Garantie par l'industrie pharmaceutique du bon usage des médicaments) (p. 7067). - **Article 22** (art. L. 5121-28 (nouveau) du code de la santé publique - Groupement d'intérêt public compétent en matière d'études de santé publique) (p. 7068). - **Article 24** (art. L. 165-1-2 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Conformité des dispositifs médicaux aux spécifications requises pour pouvoir être remboursés) (p. 7071). - **Article 26** (art. L. 165-11, L. 165-12 et L. 165-13 (nouveaux) du code de la sécurité sociale - Evaluation de certains dispositifs médicaux) (p. 7073). - **Article 30 bis (nouveau)** (Nom et pouvoirs de la commission de la transparence de la Haute Autorité de santé) (p. 7079). - **Article 30 ter (nouveau)** (Rapport sur la profession de visiteur médical) (p. 7079). - **Articles**

additionnels après l'article 34 (p. 7082). (p. 7082). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7083, 7084).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7611).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) (p. 8724, 8726). - **Article n° 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8734).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture [n° 130 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9717). - **Question préalable** (p. 9724).

LOUECKHOTE (Simon)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4903, 4904).

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre DE LA Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis secrétaire le 6 juillet 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 110 tome 7 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 95, 96).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3097, 3099). - **Article 1er** (*Éligibilité aux subventions publiques, redevances et participations financières des projets d'enceintes sportives réalisés en vue de l'Euro 2016 sous le régime du bail emphytéotique administratif*) (p. 3109). - **Article 2** (*Aides des collectivités territoriales aux projets de construction ou de rénovation des stades*) (p. 3113, 3115). - **Article 3** (*Dérogation à l'interdiction pour les personnes publiques de recourir à l'arbitrage*) (p. 3118, 3119). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3120, 3121).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs** [n° 545 (2010-2011)] - (30 mai 2011) -

Discussion générale (p. 4291, 4293). - **Article 1er** (*nouvel art. L. 131-8-1 du code du sport - Établissement d'une charte éthique par les fédérations sportives*) (p. 4300). - **Article 3** (*art. L. 131-16 du code du sport - Édition de nouveaux règlements par les fédérations délégataires*) (p. 4300, 4301). - **Article 6 ter (nouveau)** (*art. L. 222-17 et L. 222-19-1 du code du sport, loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de la rémunération des agents sportifs*) (p. 4304). - **Article 6 sexies (nouveau)** (*nouveaux art. L. 330-1 à L. 330-6 du code du sport - Création d'un délit pénal de manipulation de compétition sportive*) (p. 4306). - **Article 7 A (nouveau)** (*art. L. 122-9 du code du sport - Prêts et cautionnements entre clubs*) (p. 4307). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 4312). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4316, 4317).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5632, 5635).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour le sport (p. 9196). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 9209). (p. 9210, 9211). (p. 9211).

du LUART (Roland)
sénateur (Sarthe)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La justice entre deux eaux dans l'Océan indien [n° 549 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Action extérieure de l'Etat [n° 107 tome 3 annexe 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Vice-président du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011 ; a présidé les séances des 18, 20, 26, 27 janvier, 1er, 2, 10, 15, 17 février, 5, 7 avril, 5, 10, 12, 17 mai, 7, 14, 15, 21, 23 juin, 5 et 12 juillet 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire jusqu'au 24 janvier 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public de financement et de restructuration jusqu'au 10 janvier 2011.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat le 15 décembre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Japon** - (18 janvier 2011) (p. 142).

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 52 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)** (p. 391, 392).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 52 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)**.

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1487, 1488).

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire slovaque** - (7 juin 2011) (p. 4494, 4495).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4877).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8802, 8803). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8833).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9332, 9333). (p. 9333). (p. 9336). - **Articles additionnels après l'article 47 sexies (suite)** (p. 9348, 9349).

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9538, 9539).

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9200, 9201).

MAGNER (Jacques-Bernard)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Haut Conseil à la vie associative le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 213 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9053, 9054).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 16** (art. 1411, 1477, 1478, 1586 sexies, 1586 octies, 1600, 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1638-0 bis, 1639 A bis, 1647 D et 1770 decies du code général des impôts, art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 53 de la loi n° 2009-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 21 de la loi n° 91-1322 de finances pour 1992 - *Ajustements consécutifs à la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 9913, 9914).

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Guadeloupe et Martinique : d'un tourisme subi à un tourisme intégré [n° 547 (2010-2011)] (24 mai 2011) - **Environnement - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution) (p. 3871, 3872).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (13 mai 2011) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3950).

- **Débat sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) - au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 5454, 5457).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) - au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 5469).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des**

mineurs - *Commission mixte paritaire [n° 683 (2010-2011)]* - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5796, 5798).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8500, 8502).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9163, 9164).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2011) (p. 9171, 9172).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) (p. 9180, 9181).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9341, 9342).

MAHÉAS (Jacques)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

MALOVRY (Lucienne)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement** [n° 473 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3904, 3906). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation d'activité des fonctionnaires occupant un emploi supérieur*) (p. 3908).

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 83** (p. 1231).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Commission mixte paritaire** [n° 109 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3476).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution - Commission mixte paritaire** [n° 716 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6203).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française - Commission mixte paritaire** [n° 719 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6252).

MARC (Français)
sénateur (Finistère)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne [n° 738 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Budget - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 107 tome 3 annexe 23 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2126, 2127).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement** [n° 321 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3150, 3152). - **Article 2** (*Introduction d'un niveau plancher d'impôt sur les sociétés effectivement acquitté*) (p. 3168, 3169).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** [n° 499 (2010-2011)] - (15 juin 2011) - **Intitulé du projet de loi constitutionnelle** (p. 4892).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5043, 5045). - **Article 1er** (*art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5068). - **Articles additionnels après l'article 1er**

(p. 5098, 5099). (p. 5099). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5110, 5111).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5129, 5131). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5154, 5156).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010** [n° 672 (2010-2011)] - (7 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6044, 6046).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6443, 6445). - **Articles additionnels après l'article 1er CA** (p. 6467, 6468). - **Article 1er CB (nouveau)** (*art. 219 du code général des impôts - Relèvement de 5 % à 10 % de la quote-part pour frais et charges dans le régime des plus-values de cession de titres de participation*) (p. 6471). (p. 6472).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6683).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 30 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6820, 6821). - **Article 4** (*Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA*) (p. 6846).

- **Commission mixte paritaire** [n° 7 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6929, 6930).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8012, 8015).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 2** (*art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011)*) (p. 8044). (p. 8046). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8054). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8064). (p. 8066). (p. 8067). (p. 8072). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8095). (p. 8096). (p. 8102). (p. 8103, 8104).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8129, 8130). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8137, 8138). (p. 8138). (p. 8153). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 8176). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 8184).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (*art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8236). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8245, 8246). - **Article 9 ter (nouveau)** (*art. 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression du prélèvement sur recettes « TGAP granulats »*) (p. 8257). - **Article 12** (*art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et art. 7 et 35 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en oeuvre du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 8275, 8276). (p. 8276). - **Article 14 ter (nouveau)** (*art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts - Minoration de la dotation de l'Etat aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 8284). - **Article 15** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 8289).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Article 31 et état A annexé** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 8366, 8367). - **Seconde délibération - Article 6 (supprimé)** (*art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales -*

Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8373). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8378, 8379).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (8871, 8872). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8894). - **Article 34 et état D** (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers) (p. 8894). - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8895). (p. 8898). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8910, 8913). - **Article 54** (art. L. 1211-3, L. 2334-3, L. 2334-7, L. 2334-7-1 et L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du secteur communal) (p. 8921, 8923). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 8926, 8932). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8934, 8937). - **Article 56 bis (nouveau)** (art. L. 1614-10 du code général des collectivités territoriales - Utilisation du concours particulier relatif aux bibliothèques municipales et départementales de la dotation générale de décentralisation) (p. 8938). - **Article 57** (art. L. 4332-5, L. 4332-6, L. 4332-7, L. 4332-8 et L. 4434-9 du code général des collectivités territoriales - Modalités de répartition de la dotation de péréquation des régions) (p. 8940). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de

l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8948, 8954).

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9216, 9231). (p. 9231, 9246).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9322, 9323). (p. 9327, 9328). - **Articles additionnels après l'article 47 decies** (p. 9357, 9358). - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales) (p. 9368).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9397, 9398).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9744, 9746).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2011) - **Article 11** (Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA) (p. 9801, 9802). - **Article 12** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011) - Absence d'indexation) (p. 9817). - **Article 13** (art. 117 quater, 125 A, 125 C et 187 du code général des impôts - Augmentation des taux du prélèvement forfaitaire libératoire applicables aux revenus du capital - dividendes et intérêts) (p. 9833).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 (suite)** (p. 9884). (p. 9885).

- **Projet de loi de finances pour 2012 - Nouvelle lecture [n° 203 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2011) (p. 10121, 10122).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - vice-président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 10208, 10209).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6627, 6631).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6781, 6783). - **Intitulé du chapitre 1er** (Dispositions relatives aux missions et au conseil d'administration de l'Agence nationale des voies navigables) (p. 6784). - **Article 1er** (art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration) (p. 6786, 6793). - **Article 2** (art. L. 4312-3, L. 4312-3-1 [nouveau], L. 4312-3-2 [nouveau], L. 4312-3-3 [nouveau] et L. 4312-3-4 [nouveau] du code des transports - Pouvoirs du directeur général, composition du personnel. Instances représentatives du personnel de l'agence. Emploi et recrutement du personnel. Organisation et aménagement du temps de travail des agents de droit public) (p. 6799). - **Article 5** (Transfert des services aux collectivités territoriales devenant gestionnaires de voies d'eau) (p. 6801). - **Article 7** (Modalités de transfert des personnels, statut et régime transitoire d'organisation et

MARIANI (Thierry)
ministre auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé des transports
 (à partir du 29 juin 2011)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé des transports
 (jusqu'au 28 juin 2011)

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1426, 1441).

d'aménagement du temps de travail des personnels transférés
(p. 6801). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6804).

MARINI (Philippe)
sénateur (Oise)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Président de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; rapporteur général de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation) ; nouvelle nomination le 1er octobre 2011.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques jusqu'au 30 septembre 2011.

Président de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre DE LA Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information dépendance : Dépendance des personnes âgées : le Sénat prépare le débat [n° 263 (2010-2011)] (26 janvier 2011) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le projet de programme de stabilité 2011-2014 [n° 456 (2010-2011)] (26 avril 2011) - **Budget - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 481 (2010-2011)] au nom de la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'application du principe de subsidiarité en matière de TVA [n° 550 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Comment définir et chiffrer les allègements de prélèvements obligatoires ? [n° 553 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 499 (2010-2011)] relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 591 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des finances en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la recommandation de recommandation du Conseil concernant le programme national de réforme de la France pour 2011 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité actualisé de la France pour la période 2011-2014 (E 6315) [n° 615 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 612 (2010-2011)] pour 2011 [n° 620 tome 1 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 612 (2010-2011)] pour 2011 [n° 620 tome 2 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 615 (2010-2011)] au nom de la commission des finances en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la recommandation de recommandation du Conseil concernant le programme national de réforme de la France pour 2011 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité actualisé de la France pour la période 2011-2014 (E 6315) [n° 661 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 1 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 693 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'information du marché financier en matière de franchissements de seuils en droit boursier [n° 695 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Débat d'orientation des finances publiques pour 2012 : tenir la dépense [n° 708 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 580 (2010-2011)] en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (E 6136) [n° 711 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 786 (2010-2011)] pour 2011 [n° 787 (2010-2011)] (8 septembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation [n° 107 tome 3 annexe 5 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1374, 1377).

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) - rapporteur général de la commission des finances (p. 2122, 2123).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, sur le programme de stabilité européen** - (27 avril 2011) - rapporteur général de la commission des finances (p. 3127, 3129).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** [n° 499 (2010-2011)] - (14 juin 2011) - rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4787, 4790).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4861, 4862).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 5038,

5040). - **Question préalable** (p. 5065). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5066). - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5069). (p. 5088, 5092). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5093, 5099). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - Modalités d'information de l'administration fiscale pour l'obtention de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des dons) (p. 5100). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Règles de remploi des sommes ouvrant droit à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises) (p. 5100). - **Article additionnel après l'article 1er ter** (p. 5101). - **Article 2** (art. 777 du code général des impôts - Augmentation des taux applicables aux deux dernières tranches d'imposition pour les transmissions à titre gratuit en ligne directe) (p. 5102). - **Article 3** (art. 730 ter, 746, 750, 750 bis A et 784 du code général des impôts, art. L. 181 bis [nouveau] du livre des procédures fiscales - Augmentation de six à dix ans du délai de rappel des donations) (p. 5103). - **Article 4** (art. 787 B, 787 C et 790 du code général des impôts - Suppression des réductions de droits de donation liées à l'âge du donateur) (p. 5105). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 635 A et 757 du code général des impôts, art. L. 181 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Obligation de révéler les dons manuels et imposition de ces dons sur leur valeur au jour de leur déclaration) (p. 5106). - **Article 4 quater (nouveau)** (art. 990 I du code général des impôts - Modification de la définition de la territorialité du prélèvement exigible sur les sommes versées au décès au titre d'un contrat d'assurance-vie - Aménagement des modalités de taxation au prélèvement des contrats d'assurance-vie comportant une clause bénéficiaire démembrée) (p. 5107). - **Article 4 quinquies (nouveau)** (art. 1716 bis du code général des impôts - Suppression des commissions chargées de donner un avis sur l'agrément d'une dation en paiement) (p. 5108). - **Article 4 sexies (nouveau)** (art. L. 214-84-2 du code monétaire et financier, art. 28 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 828 bis du code général des impôts - Prolongation du délai de transformation des SCPI en OPCI en franchise d'impôt) (p. 5109). - **Article 5** (art. 787 B et 885 I bis du code général des impôts - Simplification du régime fiscal des pactes d'actionnaires, « Pactes Dutreil ») (p. 5110). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5111, 5113). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 199 undecies D du code général des impôts - Exclusion de la défiscalisation du logement social en outre-mer du « rabot » du plafonnement spécifique aux réductions d'impôt sur le revenu applicables en outre-mer) (p. 5114, 5115). (p. 5114). - **Article 6** (art. 120, 750 ter, 752, 792-0 bis [nouveau], 885 G ter [nouveau], 990 J, 1649 AB [nouveau], 1736 et 1754 du code général des impôts, art. L. 19 du livre des procédures fiscales - Imposition des biens ou droits composant un trust à l'impôt de solidarité sur la fortune et aux droits de mutation à titre gratuit) (p. 5117). (p. 5118, 5120). (p. 5119).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5130, 5132). - **Article 7** (*Création d'une contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix mise à la charge des entreprises du secteur pétrolier*) (p. 5133, 5140). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5141, 5143). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 302 bis KI du code général des impôts - Abrogation de la taxe sur l'achat de services de publicité en ligne) (p. 5143, 5145). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5148, 5158).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) - rapporteur général de la commission des finances (p. 5165, 5166).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] (suite) - (22 juin 2011) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5179, 5182). - **Article 8** (art. 224, 230 H et 1647 du code général des impôts, art. L. 6241-10, L. 6241-11, L. 6241-3, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail et art. 34 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la

cohésion sociale - Instauration d'un « bonus-malus » sur la taxe d'apprentissage et création du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » (p. 5186). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5188, 5189). - **Article 9 et état A** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 5194, 5197). - **Article 10 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5202, 5208).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) (p. 5223). - **Article 12 et état D** (Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits) (p. 5225, 5226). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 5226). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 5227). - **Article 13** (art. 1er, 1649-0-A et 1783 sexies du code général des impôts - Abrogation du droit à restitution des impositions directes en fonction du revenu (« bouclier fiscal »)) (p. 5229). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5230, 5232). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5235). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 2334-33 et L. 2334-35 du code général des collectivités territoriales - Eligibilité à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)) (p. 5236, 5237). - **Article 14 quater (nouveau)** (art. L. 520-1, L. 520-3, L. 520-5, L. 520-6, L. 520-7, L. 520-8 et L. 520-9 du code de l'urbanisme - Lissage de l'augmentation et aménagements de la redevance sur les bureaux perçue en Ile-de-France) (p. 5239, 5241). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (art. 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de l'affectation d'un tiers du produit de la TGAP « Granulats » aux communes) (p. 5243, 5244). - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5244, 5255). - **Article 15** (art. 885 N, 885 O et 885 O bis du code général des impôts - Impôt de solidarité sur la fortune - Aménagements du régime des biens professionnels) (p. 5257). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 5257). - **Article 17** (art. 164 C, 197 A, 234 sexdecies [nouveau] et 1729 B du code général des impôts - Taxe sur les résidences secondaires des non-résidents) (p. 5290). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. 163 bis, 170 et 1417 du code général des impôts, art. 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Aménagement de l'imposition des prestations de retraite versées sous forme de capital) (p. 5292, 5293). - **Article 17 ter (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Suppression de la condition relative au nombre de salariés pour les entreprises permettant à leurs investisseurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5293, 5294). - **Article 17 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Création d'un dispositif de défiscalisation en faveur des fonds d'investissement de proximité en outre-mer) (p. 5294, 5296). - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 5297, 5306). - **Article 17 quinquies (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - Suppression de la subordination au plafond communautaire d'investissements bénéficiant d'aides d'Etat pour les souscriptions au capital d'entreprises solidaires actives en matière de logement social) (p. 5307). - **Article additionnel après l'article 17 sexies** (p. 5308). - **Article 17 septies (nouveau)** (art. 302 bis KF du code général des impôts - Suppression de la taxe sur les ventes au détail de poissons, crustacés et mollusques marins) (p. 5308). - **Article 18** (art. 167 bis [nouveau] et 150-0 B bis du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Imposition des plus-values latentes lors du transfert par les contribuables de leur domicile fiscal hors de France, « Exit tax ») (p. 5312, 5313). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5314, 5315). - **Demande de réserve** (p. 5316). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5317, 5318). - **Article 18 ter (nouveau)** (art. 88 A [nouveau] et 89 A du code général des impôts, art. L. 112-6 du code monétaire et financier - Contrôle de l'achat au détail de métaux) (p. 5319, 5320). - **Articles additionnels avant l'article 19** (p. 5322). - **Article 19** (art. 1609 quatertrices [nouveau] du code général des impôts, art. 33-4 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Contribution perçue sur les activités privées de sécurité) (p. 5323, 5324). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 5324, 5325). - **Article 20** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts, art. 64-1-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 5327, 5330). - **Article additionnel après l'article 20**

(p. 5330). - **Article 21** (art. L. 121-9, L. 121-13 et L. 134-11 du code de l'énergie - Modification des règles régissant la contribution au service public de l'électricité) (p. 5332). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5333). - **Article 22** (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1142-24-1 à L. 1142-24-7 [nouveaux] du code de la santé publique - Indemnisation des victimes du benfluorex, Médiateur) (p. 5338, 5340). - **Article 18 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L.253-2 du code de l'action sociale et des familles - Facturation des dépenses hospitalières des bénéficiaires de l'Aide médicale de l'Etat, AME) (p. 5342, 5344). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5345, 5346). - **Article 24 (nouveau)** (art. L. 300-2 [nouveau], L. 441-2-3-1 et L. 452-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un fonds d'accompagnement « vers et dans le logement ») (p. 5347). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5348). - **Article 27 (nouveau)** (art. L. 132-6 [nouveau] du code des juridictions financières - Transmission à la Cour des comptes des rapports de certification des comptes des administrations publiques) (p. 5348). - **Article 28 (nouveau)** (art. L. 136-6 [nouveau] du code des juridictions financières - Saisine individuelle de la Cour des comptes) (p. 5349). - **Article 29 (nouveau)** (Recrutement complémentaire sur concours de conseillers de chambre régionale des comptes, CRC) (p. 5350). - **Article 33 (nouveau)** (Augmentation de l'autorisation de garantie de la France aux financements obtenus par le Fonds européen de stabilité financière) (p. 5351). - **Article 35 (nouveau)** (Création d'une annexe générale au projet de loi de finances consacrée aux autorités publiques indépendantes) (p. 5352). - **Article 36 (nouveau)** (Instauration d'un plafond des autorisations d'emplois des autorités publiques indépendantes) (p. 5352). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5352, 5353). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5354).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5958, 5959).

- Rapporteur général de la commission des finances - **Art. n° 7 bis A** (Modification du Code des douanes) (p. 5993).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 672 (2010-2011)]** - (7 juillet 2011) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6039, 6040).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) - rapporteur général de la commission des finances (p. 6087, 6088).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6430, 6432).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6814, 6816). - **Article 2 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits) (p. 6838). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6850).

- **Commission mixte paritaire [n° 7 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6931).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) - président de la commission des finances (p. 7139, 7140). (p. 7147, 7149).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - président de la commission des finances - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7241).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) - président de la commission des finances (p. 8002, 8004). (p. 8032).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - président de la commission des finances - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011)) (p. 8045, 8046). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8053, 8054). - **Rappel au règlement (dans une discussion de texte de loi)** (p. 8056, 8057). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8063, 8064). (p. 8065, 8066). (p. 8069). (p. 8073). (p. 8074). (p. 8075). (p. 8077). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 150 U, 170 et 726 du code général des impôts - Aménagements de la réforme de la taxation des plus-values immobilières) (p. 8084). - **Article 4** (art. 44 quaterdecies, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 bis, 217 undecies, 223 A, 223 B, 223 D et 223 L du code général des impôts et art. L. 3324-1 du code du travail - Suppression du dispositif d'abattement d'un tiers sur le résultat des exploitations situées dans les départements d'outre-mer) (p. 8090). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8096). (p. 8098). (p. 8103). (p. 8107, 8108). (p. 8111). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 8115).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - président de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8131, 8132). - **Article 5** (art. 64 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Mise en conformité communautaire du financement des attributions de quotas de CO2 aux nouveaux entrants) (p. 8136). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8141). (p. 8149, 8150). (p. 8155). (p. 8162, 8163). (p. 8165, 8166). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 115-6, L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée - Adaptation du régime de la taxe sur les services de télévision affectée au Centre national du cinéma et de l'image animée) (p. 8171). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 8175). (p. 8177, 8178). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 8184). - **Article 5 sexies (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - Taux réduit de TVA en faveur des activités équinées) (p. 8186). - **Articles additionnels après l'article 5 nonies** (p. 8195). - **Articles additionnels après l'article 5 decies** (p. 8197).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - président de la commission des finances - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8239, 8240). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8250). - **Article 9** (art. 1586 B et 1384 B du code général des impôts, art. L. 3334-17 et L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale) (p. 8256). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression du prélèvement sur recettes « TGAP granulats ») (p. 8257). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 521-23 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques) (p. 8282). - **Article 16 ter (nouveau)** (Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8295). - **Article 16 ter** (Plafonnement et écrêtement des

ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8307).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - président de la commission des finances - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8331, 8332). - **Article 31 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8364, 8365). - **Seconde délibération - Article 6 (supprimé)** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8371, 8372). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8375, 8376).

*Deuxième partie :***Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (24 novembre 2011) - président de la commission des finances, rapporteur spécial (p. 8455).

- Président de la commission des finances - **Rappel au règlement** (p. 8458).

- **Modification du calendrier budgétaire** - (29 novembre 2011) - président de la commission des finances (p. 8819).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] (suite)**

*Deuxième partie :***Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales**

- (30 novembre 2011) - président de la commission des finances - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8898, 8899). - **Organisation des travaux budgétaires** (p. 8923, 8924). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 8927, 8932). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8950, 8954).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9323). (p. 9324). (p. 9325). (p. 9328). - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9330, 9331). (p. 9333). (p. 9340, 9341). - **Article 47 quater (nouveau)** (art. 1464 A du code général des impôts - Exonération de CFE pour les spectacles musicaux et de variétés) (p. 9344). - **Article 47 septies (nouveau) et articles additionnels après l'article 47 septies** (art. 1522 bis [nouveau] du code général des impôts - Modalités de mise en place d'une part variable incitative de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères) (p. 9352). - **Articles additionnels après l'article 47 undecies** (p. 9360, 9361). (p. 9363, 9364). - **Articles additionnels après l'article 47 octodécies** (p. 9375).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2011) - président de la commission des finances - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9390, 9391).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 9734, 9736).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2011) - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9804, 9805). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9814). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9826). - **Article 13** (*art. 117 quater, 125 A, 125 C et 187 du code général des impôts - Augmentation des taux du prélèvement forfaitaire libératoire applicables aux revenus du capital - dividendes et intérêts*) (p. 9832).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13 (suite)** (p. 9875, 9877). (p. 9877, 9881). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 9887). - **Article 14 quinquies (nouveau)** (*art. 199 ter D et 244 quater E du code général des impôts - Prorogation du dispositif de crédit d'impôt pour investissement en Corse*) (p. 9890). - **Article 14 sexies (nouveau)** (*art. 209 du code général des impôts - Mécanisme anti-abus en matière de charges financières afférentes à l'acquisition de titres de participation*) (p. 9891, 9892). - **Article 15** (*Mesures de développement de l'offre de logement*) (p. 9898, 9899). - **Article 16** (*art. 1411, 1477, 1478, 1586 sexies, 1586 octies, 1600, 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1638-0 bis, 1639 A bis, 1647 D et 1770 decies du code général des impôts, art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 53 de la loi n° 2009-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 21 de la loi n° 91-1322 de finances pour 1992 - Ajustements*

consécutifs à la suppression de la taxe professionnelle) (p. 9915).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 186 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 9940).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - président de la commission des finances - **Article 16 ter (nouveau)** (*art. L. 2333-8 et L. 2333-9 du code général des collectivités territoriales - Allègements de TLPE pour les kiosques à journaux*) (p. 9951). - **Article additionnel après l'article 19 sexies** (p. 9977, 9978).

- **Projet de loi de finances pour 2012 - Nouvelle lecture [n° 203 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2011) - président de la commission des finances (p. 10122, 10123).

MARSEILLE (Hervé)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UCR

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat**.

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre suppléant du Conseil supérieur du travail social le 20 décembre 2011.

MARSIN (Daniel)
sénateur (Guadeloupe)
RDSE

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 226 (2010-2011)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne [n° 310 (2010-2011)] (16 février 2011) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société**.

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 180, 181).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs** [n° 221 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 535, 536).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1245, 1246). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour la transposition du troisième « paquet télécoms »*) (p. 1275). - **Article 12 bis (Nouveau)** (*Transmission à des tiers des informations détenues par les gestionnaires d'infrastructures et opérateurs de communications électroniques relatives à l'implantation et au déploiement de leurs infrastructures et de leurs réseaux*) (p. 1282, 1283). - **Article 13** (*Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 1288). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1301).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne** [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 3294, 3296). (p. 3308, 3311).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** [n° 468 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3724, 3726).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique** [n° 469 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011).**

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5460, 5461).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture** [n° 668 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5687).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2011) - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4343-2 (nouveaux) du code de la santé publique - *Les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires*) (p. 5707). - **Article 2** (art. L. 6323-3 du code de la santé publique - *Maisons de santé. Respect du secret médical dans les centres et maisons de santé*) (p. 5711). - **Article 3 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-7 du code de la santé publique - *Respect du principe de liberté d'installation des professionnels de santé par le schéma régional d'organisation des soins*) (p. 5716). - **Article 3 bis A** (art. L. 6161-9 et L. 6161-5-1 du code de la santé publique, art. L. 314-12 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 162-14-7 du code de la sécurité sociale - *Interventions des professionnels de santé libéraux dans les établissements de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 5719). - **Article 6** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires*) (p. 5722). - **Article 7 ter A (Supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la recomposition de l'offre hospitalière*) (p. 5728). - **Article 11 bis** (art. L. 3232-5 du code de la santé publique - *Conditions d'utilisation du titre de nutritionniste*) (p. 5739). - **Article 18** (art. L. 5125-15 du code de la santé publique - *Regroupement de pharmacies d'officine - Exercice de la profession de pharmacien - Constitution de sociétés de participations financières de professions libérales de pharmaciens d'officines et de biologistes médicaux*) (p. 5753, 5754). - **Article 20 decies** (*Ratification sous réserve de modifications de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale*) (p. 5765).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution - Commission mixte paritaire** [n° 716 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 717 (2010-2011)** (p. 6196, 6197). - **Article 1er bis A** (*Avantages accordés aux conseillers territoriaux*) (p. 6202, 6203).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique - Commission mixte paritaire** [n° 717 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 716 (2010-2011).**

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture** [n° 687 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6261, 6262). - **Article 1er** (*Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires*) (p. 6266). (p. 6269).

MARTIN (Pierre)
sénateur (Somme)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
SOC

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 110 tome 7 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse** [n° 444 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3432, 3434). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3463). (p. 3464). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3468).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4247, 4248).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans** [n° 63 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7252, 7253).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour la jeunesse et la vie associative (p. 9196, 9197). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 9210). (p. 9212).

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal sauvage le statut d'être vivant et sensible dans le code civil et le code de l'environnement [n° 670 (2010-2011)] (24 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

MASSION (Marc)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC, puis SOC-EELVr

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Secrétaire du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Affaires européennes [n° 107 tome 2 fasc. 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5528, 5529).

- **Projet de loi** de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 6461, 6462). (p. 6462).

- **Projet de loi** de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8018, 8019).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8053).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8328, 8329).

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47**
ter (p. 9339, 9340). (p. 9340).

- *Nouvelle lecture* [n° 203 (2011-2012)] - (20 décembre 2011) -
Question préalable (p. 10125).

MASSION (Jean Louis)
sénateur (Moselle)
NI

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à subordonner la commercialisation de fichiers d'adresses mails à l'accord explicite des personnes concernées [n° 205 (2010-2011)] (7 janvier 2011) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi tendant à la compensation des frais de tenue de l'état civil aux communes où plus du tiers des actes concerne des non résidents [n° 286 (2010-2011)] (4 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à encadrer la tenue du fichier du ministère de l'intérieur concernant les nuances politiques des élus et des candidats [n° 287 (2010-2011)] (7 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à moderniser et à clarifier le mode de scrutin municipal dans les communes de moins de 500 habitants [n° 379 (2010-2011)] (25 mars 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer les critères d'équité démographique pour répartir les nouveaux cantons servant à l'élection des conseillers territoriaux [n° 399 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à supprimer les discriminations entre les entreprises adaptées à statut public ou privé pour les allègements de charges sociales liés à l'emploi de personnes handicapées [n° 418 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'indemnisation des communes lorsque des bâtiments communaux ou des infrastructures publiques ont subi des dégâts miniers [n° 446 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à limiter les cumuls de fonctions exécutives locales et à prendre en compte les responsabilités exercées dans les intercommunalités à fiscalité propre [n° 448 (2010-2011)] (20 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer une plus grande transparence dans les procédures contentieuses en matière électorale [n° 457 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les pratiques tarifaires des sociétés d'autoroute [n° 583 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à consolider l'attribution d'annuités de retraite au titre des services effectués à l'étranger par les militaires et les fonctionnaires civils qui ne peuvent bénéficier du droit à pension [n° 614 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à créer trois nouvelles tranches d'impôt sur les revenus les plus élevés [n° 6 (2011-2012)] (5 octobre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique tendant à démocratiser les conditions de parrainage pour l'élection présidentielle [n° 7 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la dépollution des anciens terrains militaires cédés par l'État en compensation des restructurations militaires [n° 28 (2011-2012)] (13 octobre 2011) - **Défense - Environnement - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique pour des mesures réellement contraignantes en faveur de la parité au sein de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 31 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour des mesures réellement contraignantes en faveur de la parité au sein de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 32 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à supprimer la possibilité de redistribuer l'écrêtement des indemnités des élus en cumul de mandats [n° 53 (2011-2012)] (21 octobre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la charge de l'entretien des ouvrages d'art de type ponts-routes [n° 80 (2011-2012)] (4 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faciliter le déroulement des élections sénatoriales [n° 93 (2011-2012)] (10 novembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour l'abrogation totale et sans période transitoire du bouclier fiscal dès le 1er janvier 2012 [n° 101 (2011-2012)] (15 novembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à limiter pour chaque contribuable la réduction d'impôt sur le revenu aux dons pour un seul parti ou groupement politique [n° 129 (2011-2012)] (24 novembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 457).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (2 février 2011) - **Article 26 ter** (*Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 754).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (9 février 2011) - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Régime de l'assignation à résidence*) (p. 1101, 1102).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques - Commission mixte paritaire [n° 319 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1983, 1984).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2484). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - *Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2490).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2713, 2714).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016 [n° 440 (2010-2011)]** - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3093, 3094).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4507, 4508). - **Rappel au règlement** (p. 4531). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4541, 4553). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Nombre de conseillers territoriaux*) (p. 4555, 4558). (p. 4558).

- **Rappel au règlement** - (5 octobre 2011) (p. 6538).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) (p. 6592, 6593).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - *Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*) (p. 6701).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 17 bis (nouveau)** (art. L. 245-2 du code de la sécurité sociale - *Assiette de la contribution sur les dépenses promotionnelles des entreprises pharmaceutiques*) (p. 7540).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - *Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011)*) (p. 8042). (p. 8043). (p. 8046). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8050). (p. 8050). (p. 8051, 8052).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - *Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ*) (p. 9783, 9785). (p. 9785).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile*) (p. 10167).

MATHON-POINAT (Josiane)

sénatrice (Loire)

CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)]** - (18 janvier 2011) - **Article 1er et rapport annexé (Approbation du rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 227).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 17 (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance)** (p. 254, 255). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels) (p. 270, 271). - **Article 23 ter (art. 221-3 et 221-4 du code pénal - Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique)** (p. 287). - **Article 24 bis (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans)** (p. 295). (p. 297).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 32 ter A (art. L. 226-4 du code pénal - Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation)** (p. 323 324). - **Article 37 undecies (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-75-2 du code de procédure pénale - Possibilité, en matière de criminalité organisée, de renvoyer le jugement en appel des affaires criminelles devant la même cour d'assises autrement composée - Peine complémentaire d'interdiction de territoire en matière criminelle) (p. 334).

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 461, 462).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des**

fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 221 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 533).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Question préalable** (p. 678). - **Article 5** (*Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit*) (p. 693). - **Article 12** (*Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants*) (p. 716). (p. 717). - **Article 18** (*Pouvoirs de vérification sur place*) (p. 724, 725).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 21** (*Pouvoirs de recommandation et d'injonction*) (p. 742). - **Article 24** (**Texte non modifié par la commission**) (*Saisine du Conseil d'Etat*) (p. 748). - **Article 26 ter** (*Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 753). - **Article 33** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) (p. 760, 761).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Question préalable** (p. 821, 823). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 832). - **Article 2** (*art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation*) (p. 840).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 19** (*art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs*) (p. 963). - **Article 21 ter** (*art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris »*) (p. 982). - **Article 23** (*art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français*) (p. 1046, 1047).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 28** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour*) (p. 1079). - **Article 29** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité d'astreindre l'étranger à une obligation de présentation pendant la période de délai de départ volontaire*) (p. 1080). - **Article 35** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 513-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière de décision fixant le pays de renvoi*) (p. 1122). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 1123). (p. 1124). (p. 1125). - **Article 37** (**Supprimé**) (*art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention*) (p. 1131). - **Article 41** (*art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention*) (p. 1139, 1140).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 49** (*art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Reconduite à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal*) (p. 1162). (p. 1163). (p. 1164). - **Article 58** (*art. L. 8252-2 du code du travail - Présomption de la durée de la relation de travail et droits du salarié étranger employé sans titre de travail*) (p. 1174, 1175). - **Article 63** (*art. L. 8271-1-1 [nouveau] du code du travail - Sanction du défaut d'acceptation par le maître d'ouvrage des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance*) (p. 1187, 1188). - **Article 65** (*art. L. 8272-1 du code du travail - Aides et subventions susceptibles d'être refusées à l'employeur ou soumises à remboursement*) (p. 1189). - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 1190). - **Articles additionnels après l'article 67** (p. 1193). - **Article 74 bis** (*art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 1199). - **Articles additionnels après l'article 75 ter** (p. 1214). (p. 1215).

(p. 1217). (p. 1218). - **Article 84 A** (*Dispositions transitoires*) (p. 1231).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1720). - **Article 1er bis** (*art. L.O. 135-1 du code électoral - Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère*) (p. 1727). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 1735).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France*) (p. 1746). - **Article 2** (*art. L. 330, L. 330-4, L. 330-5, L. 330-6, L. 330-6-1, L. 330-9, L. 330-10 du code électoral - Modifications d'articles issus de l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009*) (p. 1754, 1755).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **auteur de la motion - Demande de renvoi à la commission** (p. 1756). - **Article 4** (**Supprimé**) (*art. 1er et 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Contenu des déclarations de situation patrimoniale pour les élus locaux et les dirigeants d'établissements publics*) (p. 1765). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1766). - **Article 7 B** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour la refonte du code électoral*) (p. 1774).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - **Question préalable** (p. 1824, 1825). - **Article 2** (*art. 63 et 63-1 du code de procédure pénale - Conditions de forme de la garde à vue et durée de la mesure - Information de la personne gardée à vue sur ses droits*) (p. 1845, 1849). (p. 1851, 1853). - **Article 7** (*art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions*) (p. 1862).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) - **Article 9** (*art. 63-6 à 63-8 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions applicables aux fouilles - Modalités selon lesquelles il est mis un terme à la garde à vue*) (p. 1925, 1926). (p. 1927). (p. 1928, 1929). - **Article 11** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 61 et 62 du code de procédure pénale - Audition des témoins*) (p. 1935, 1936). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1940, 1941). - **Article 11 bis** (*art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue*) (p. 1942). - **Article 12** (*art. 706-88 et 706-88-1 et 706-88-2 [nouveaux] - Régimes dérogatoires*) (p. 1950). - **Article 14 bis** (*art. 323 et art. 323-1 à 323-10 [nouveaux] du code des douanes - Retenue douanière*) (p. 1955). - **Article 16** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 64-1 et intitulé de la troisième partie de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Aide juridictionnelle*) (p. 1964). (p. 1964). (p. 1965).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2152, 2153).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Question préalable** (p. 2743, 2745). - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour*) (p. 2755). - **Article 13** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés*) (p. 2768).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 2807, 2808). - **Article 33** (art. L. 561-1; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau]; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 2827). (p. 2831). - **Article 37** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 2845). - **Article 49** (art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Reconduite à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal) (p. 2853).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - Commission mixte paritaire [n° 97 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2877, 2878).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8256-2 du code du travail - Sanctions pénales en cas de connaissance de l'emploi d'étranger sans titre) (p. 2896). - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2900).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques** - Deuxième lecture [n° 431 (2010-2011)] - (26 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3059, 3060).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (17 mai 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4019, 4021).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4055, 4060). - **Article 5** (art. 510-1 et 512-1 [nouveaux] - Présence des citoyens assesseurs dans la chambre des appels correctionnels) (p. 4079). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 327 du code de procédure pénale - Substitution d'un exposé des faits à la lecture de la décision de renvoi) (p. 4081, 4082). (p. 4082). - **Article 7** (art. 365-1 nouveau du code de procédure pénale - Motivation des arrêts des cours d'assises) (p. 4084). (p. 4088). - **Article 9** (art. 712-13-1, 720-4-1, 730-1 [nouveau] - Participation de citoyens assesseurs aux décisions en matière d'application des peines) (p. 4094). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 720-5, 729 et 730-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Renforcement des conditions d'évaluation avant une libération conditionnelle) (p. 4095). (p. 4097). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4099, 4100). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4114, 4115).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3, 6 et 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordinations) (p. 4121). - **Article 13** (art. 5 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Procédure applicable en matière de poursuites : coordinations) (p. 4122). - **Article 14** (art. 5-1 et 5-2 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un dossier unique de personnalité) (p. 4123). - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 4127). - **Article 16** (art. 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4128). - **Article 18** (art. 9 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4130). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4130). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement sous contrôle judiciaire des mineurs de treize à seize ans) (p. 4134). (p. 4135, 4136). - **Article 22** (art. 10-3 [nouveau] et 11 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de placer un mineur sous assignation à résidence avec surveillance électronique) (p. 4138). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Compétence du juge des enfants pour prononcer un placement en centre éducatif fermé dans le cadre d'un aménagement de peine) (p. 4143). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4144). - **Article 30 (Application outre-mer)** (p. 4145). - **Article 31 (Entrée en vigueur et expérimentation)** (p. 4145, 4146).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française** [n° 531 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Article 2** (art. 105 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable à l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4355, 4357). - **Article 10** (art. 156 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Conditions de dépôt et d'adoption d'une motion de défiance constructive) (p. 4371).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs** - Deuxième lecture [n° 533 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4381).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local** [n° 622 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5605). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5612). (p. 5615). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5618). - **Article 8** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du contrat de travail) (p. 5621).

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UC, puis UCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis membre le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 297 (2010-2011)] de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 334 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 323 (2010-2011)] visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 616 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Aménagement numérique des territoires : passer des paroles aux actes [n° 730 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Culture.**

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au diagnostic de performance numérique [n° 802 (2010-2011)] (22 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à modifier la date de fixation du schéma départemental de coopération intercommunale [n° 8 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Participations financières de l'État [n° 111 tome 8 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'aménagement numérique du territoire [n° 118 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 33 (2011-2012)] relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives [n° 223 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 100, 101).

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 123, 124).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour la transposition du troisième « paquet télécoms »*) (p. 1273). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 1281). (p. 1282). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 1283). (p. 1284). - **Article 13** (*Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 1286, 1287). (p. 1291).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1712, 1713). - **Article 1er** (*art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - Régime d'éligibilité et inéligibilités applicables aux parlementaires*) (p. 1724). - **Article 1er bis** (*art. L.O. 135-1 du code électoral - Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère*) (p. 1726).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).**

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).**

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques - Commission mixte paritaire [n° 319 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1989, 1991).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique - *Suppression de l'obligation, pour les médecins, de déclarer leurs absences programmées*) (p. 2000, 2002). (p. 2002). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2041, 2042).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 2148, 2149). - **Article 27 quater A (Sanctions en cas de non-respect des délais de paiement)** (p. 2182, 2183). - **Article 34** (art. 37 de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit, art. L. 35-7 et L. 35-8 du code des postes et des communications électroniques, art. 102 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, art. 7 de la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, art. 10 de la loi n° 2003-495 du 12 juin 2003 renforçant la lutte contre la violence routière, art. 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959, art. 31 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003, art. 44 de la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement, art. 6 de la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice, art. L. 115-4 et L. 264-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 8 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, art. 5 de la loi n° 86-1 du 3 janvier 1986 relative au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail, art. 4 ter [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - *Suppression de rapports au Parlement devenus obsolètes et abrogation automatique après cinq ans des dispositions législatives prévoyant la remise périodique d'un rapport au Parlement*) (p. 2192). - **Article 87 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Simplification du régime de la commande publique pour les organismes HLM*) (p. 2198).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3989, 3990).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4537, 4545).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4817, 4818).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4860, 4861).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (22 juin 2011) - **Article 7 bis (nouveau)**

(art. 302 bis KI du code général des impôts - *Abrogation de la taxe sur l'achat de services de publicité en ligne*) (p. 5146, 5147).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - auteur de la proposition de loi et rapporteur - **Discussion générale** (p. 5519, 5521).

- Rapporteur - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5529). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 5531, 5540). - **Article 1er** (art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - *Contenu et publicité de la déclaration d'intention d'aliéner*) (p. 5542, 5543). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 213-2-1 du code de l'urbanisme - *Préemption partielle*) (p. 5544). - **Article 2** (art. L. 213-7 du code de l'urbanisme - *Conditions de renonciation au droit de préemption après saisine du juge de l'expropriation*) (p. 5546). - **Article 3** (art. L. 213-7-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Transfert de propriété et paiement du prix*) (p. 5547). - **Article 5** (art. L. 213-11 du code de l'urbanisme - *Utilisation des biens préemptés*) (p. 5548). - **Article 6** (art. L. 213-11-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Droit de rétrocession en cas d'annulation des décisions de préemption*) (p. 5548, 5549). - **Article 7** (art. L. 213-12 du code de l'urbanisme - *Action en dommages-intérêts*) (p. 5549). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5550, 5553). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5554).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) - au nom (p. 6631, 6634). (p. 6653).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7261). - **Article 1er** (art. 83 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - *Modalités d'entrée en vigueur des dispositions modifiant les modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges dans les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre*) (p. 7265, 7266). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7271). - **Article 2 (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Règles de fixation du nombre des sièges au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre*) (p. 7274). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 7281). (p. 7283). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 7286, 7287).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7876, 7877). - **Rappel au règlement** (p. 7901, 7902).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7947, 7949).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 decies** (p. 9358, 9359). (p. 9359).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10075).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20

décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2**
(p. 10188). (p. 10189). (p. 10189).

MAUROY (Pierre)
sénateur (Nord)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 57, 58).

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs** [n° 212 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1637, 1638).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) (p. 8764, 8765).

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Réélue le 25 septembre 2011.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 136 (2010-2011)] relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 293 (2010-2011)] (9 février 2011) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 309 (2010-2011)] relative au prix du livre numérique [n° 339 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Culture - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 484 (2010-2011)] (3 mai 2011) - **Culture - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 565 (2010-2011)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à garantir la diversité culturelle à l'ère numérique [n° 604 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Culture - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 251 (2010-2011)] relative au développement des langues et cultures régionales [n° 657 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 1451, 1543). - **Article unique** (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994) (p. 1465).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture [n° 340 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 2209, 2210). - **Article 2** (Fixation du prix de vente au public par l'éditeur) (p. 2219). - **Article 9** (Texte non modifié par la commission) (Validation législative en faveur du mécénat culturel) (p. 2223).

- **Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3468, 3469).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique [n° 115 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2010-2011)** (p. 3894, 3895).

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 471 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 115 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4469, 4470).

- **Questions cibles thématiques sur la rentrée scolaire** - (28 juin 2011) (p. 5475, 5476).

- **Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 5655, 5657).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 7213). - **Article 5** (*Conditions de transfert aux collectivités*) (p. 7223, 7224).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7257, 7258).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8971, 8973).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9052, 9053).

MERCERON (Jean-Claude)

sénateur (Vendée)

UC, puis UCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2293, 2295).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2011) - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2331). (p. 2331, 2341). (p. 2350, 2352). - **Article 1er bis C** (*Plans locaux d'urbanisme communaux pouvant faire office de documents d'aménagement commercial*) (p. 2356). - **Article 4 A (Nouveau)** (*Interprétation des seuils de surface au-delà desquels les conditions fixées par le document d'aménagement commercial s'impose aux implantations*) (p. 2359). - **Article 5** (*Les commissions régionales d'aménagement commercial*) (p. 2363, 2366). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2382, 2383).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 455 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3240, 3241). - **Article 19** (*Art. L. 146-4-1 (nouveau) du code de l'urbanisme - Élaboration d'un schéma d'aménagement des zones littorales à risque*) (p. 3278).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6619, 6620).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 658, 660). (p. 673, 675). - **Article 2** (*Texte non modifié par la commission*) (*Indépendance et immunité*) (p. 681). - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 688, 689). - **Article 5** (*Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit*) (p. 692, 693). (p. 694). - **Article 5 bis** (*Supprimé*) (*Saisine directe du Défenseur des enfants, adjoint au Défenseur des droits*) (p. 695). - **Article 6** (*Démarches préalables à la saisine et absence d'effet de la saisine du Défenseur des droits sur les délais de prescription*) (p. 696). - **Article 7** (*Autorités susceptibles de saisir le Défenseur des droits*) (p. 697). - **Article 8** (*Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la*

MERCIER (Michel)

*garde des sceaux, ministre de la justice
et des libertés*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 438 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Justice**.

personne lésée) (p. 698). - **Article 9** (Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de la protection des droits et libertés) (p. 699). - **Article 11 A** (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues) (p. 701). (p. 702, 703). (p. 704). (p. 705). (p. 708). - **Article 11** (Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité) (p. 711, 715). (p. 712). (p. 713). - **Article 12** (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants) (p. 716, 717). (p. 717). - **Article 12 bis** (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de lutte contre les discriminations) (p. 718, 719). - **Article 13** (Règles relatives au mandat de membre d'un collège auprès du Défenseur des droits) (p. 720). - **Article 15** (Pouvoirs d'enquête) (p. 721). - **Article 17** (Recueil d'information auprès des personnes publiques et privées) (p. 722). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (Mise en demeure) (p. 722, 723). - **Article 18** (Pouvoirs de vérification sur place) (p. 725). - **Article 19** (Conciliation des pouvoirs d'enquête du Défenseur des droits avec les procédures judiciaires en cours) (p. 726).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 20** (Appréciation du Défenseur des droits sur le traitement des réclamations) (p. 741, 742). - **Article 21** (Pouvoirs de recommandation et d'injonction) (p. 742). - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (Pouvoir de médiation) (p. 745). - **Article 21 ter** (Aide aux victimes de discrimination et aux enfants) (p. 745, 746). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Pouvoir de transaction) (p. 747). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Saisine du Conseil d'Etat) (p. 748). - **Article 25** (Propositions de réformes) (p. 748, 750). (p. 749). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Compétences en matière juridictionnelle) (p. 751, 752). - **Article 26 bis (Texte non modifié par la commission)** (Actions de communication et d'information du Défenseur des droits) (p. 752, 753). - **Article 26 ter** (Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance) (p. 754). - **Articles additionnels après l'article 26 ter** (p. 755). - **Article 27** (Publicité des documents publiés sous l'autorité du Défenseur des droits) (p. 755). - **Article 28** (Personnel du Défenseur des droits) (p. 756, 757). (p. 757). - **Article 29** (Secret professionnel) (p. 758). - **Article 33** (Entrée en vigueur et dispositions transitoires) (p. 761).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 260 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011)**. - (2 février 2011) - **Article 1er bis** (art. 11 de la loi « informatique et libertés » - Compétence du secrétaire général de la CNIL en matière de vérifications portant sur des traitements à caractère personnel) (p. 763, 764). - **Article 1er quater (Supprimé)** (art. 13 de la loi « informatique et libertés » - Régime d'incompatibilité du président de la CNIL) (p. 765, 766). - **Article 1er octies** (art. 45 et 46 de la loi « informatique et libertés » - Sanctions prononcées par la formation restreinte de la CNIL) (p. 768, 769).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1788, 1791). (p. 1817, 1819). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1823, 1824). - **Question préalable** (p. 1826). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1828). - **Article 1er A** (art. préliminaire du code de procédure pénale - Interdiction de condamnations fondées sur les seules déclarations d'une personne faites hors de la présence d'un avocat) (p. 1830, 1832). - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue) (p. 1833, 1845). - **Article 2** (art. 63 et 63-1 du code de procédure pénale - Conditions de forme de la garde à vue et durée de la mesure - Information de la personne gardée à vue sur ses droits) (p. 1846, 1850). (p. 1852, 1853). - **Article 3** (art. 63-2 du code de procédure pénale - Droit de faire prévenir un tiers) (p. 1854). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-3 du code de procédure pénale - Droit d'être examiné par un médecin) (p. 1855, 1857). - **Article 5** (art. 63-3-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Droit à être assisté par un avocat) (p. 1858, 1859). - **Article 6 (Texte non modifié**

par la commission) (art. 63-4 du code de procédure pénale - Entretien avec l'avocat) (p. 1860, 1861). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1864, 1873).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) (p. 1910). (p. 1913, 1916). (p. 1918, 1921). - **Article 7 bis** (art. 63-4-5 [nouveau] et art. 64-1 de la loi du 10 juillet 1991 - Droit de la victime à être assistée par un avocat en cas de confrontation avec la personne gardée à vue) (p. 1923). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1924). - **Article 9** (art. 63-6 à 63-8 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions applicables aux fouilles - Modalités selon lesquelles il est mis un terme à la garde à vue) (p. 1925, 1929). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64 du code de procédure pénale - Mentions obligatoires au procès-verbal) (p. 1930, 1933). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 et 62 du code de procédure pénale - Audition des témoins) (p. 1935, 1941). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1941). - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue) (p. 1942, 1946). - **Article 12** (art. 706-88 et 706-88-1 et 706-88-2 [nouveaux] - Régimes dérogatoires) (p. 1950). (p. 1951). - **Article 14 bis** (art. 323 et art. 323-1 à 323-10 [nouveaux] du code des douanes - Retenue douanière) (p. 1955). - **Article 15** (art. 4 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Retenue judiciaire et garde à vue des mineurs) (p. 1961). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 127, 133 et 135-2 du code de procédure pénale ; art. L. 211-19 du code de justice militaire - Modalités d'exécution d'un mandat d'amener ou d'arrêt lorsque la personne recherchée est interpellée à plus de 200 kilomètres du juge mandant) (p. 1963). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 1963). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64-1 et intitulé de la troisième partie de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Aide juridictionnelle) (p. 1965). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 1965). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1967). (p. 1967). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur) (p. 1967). - **Demande de seconde délibération** (p. 1967). - **Seconde délibération - Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1969). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1973).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2010-2011)** (p. 2062, 2063). (p. 2071, 2072).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 86 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2145, 2146). - **Article 1er A** (art. 79 du code civil - Inscription du nom du partenaire d'un PACS sur l'acte de décès) (p. 2159, 2160). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 A [Nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Échange direct de données entre administrations) (p. 2172, 2173). - **Article 8** (Généralisation des consultations ouvertes) (p. 2174). - **Article 25** (art. L. 1271-1, L. 1272-2, L. 1272-3 et L. 1272-5 du code du travail - Application du droit commun des congés payés au chèque-emploi associatif) (p. 2177). - **Article 27** (loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse - Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse) (p. 2180, 2182). - **Article 27 quater A** (Sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 2182, 2183). - **Article 29 bis** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-

1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n°2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 2184, 2186). - **Article 32** (art. L. 234-1, L. 234-2, L. 612-3, L. 626-32, L. 628-1 et L. 628-5 du code de commerce - Possibilité pour le commissaire aux comptes de reprendre une procédure d'alerte interrompue et aménagements de la procédure de sauvegarde financière accélérée) (p. 2189). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - Suppression de commissions administratives) (p. 2190). - **Article 34** (art. 37 de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit, art. L. 35-7 et L. 35-8 du code des postes et des communications électroniques, art. 102 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, art. 7 de la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, art. 10 de la loi n° 2003-495 du 12 juin 2003 renforçant la lutte contre la violence routière, art. 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959, art. 31 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003, art. 44 de la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement, art. 6 de la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice, art. L. 115-4 et L. 264-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 8 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, art. 5 de la loi n° 86-1 du 3 janvier 1986 relative au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail, art. 4 ter [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Suppression de rapports au Parlement devenus obsolètes et abrogation automatique après cinq ans des dispositions législatives prévoyant la remise périodique d'un rapport au Parlement) (p. 2191, 2192). - **Article 87 quater (Texte non modifié par la commission)** (Simplification du régime de la commande publique pour les organismes HLM) (p. 2198). - **Article 116 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 113-8, 185, 286, 366, 367, 380-1, 529, 543, 604, 623, 625, 696-26, 706-31, 723-2, 723-7-1, 732, 774 et 850 du code de procédure pénale - Mise en cohérence de plusieurs dispositions du code de procédure pénale) (p. 2202).

- Commission mixte paritaire [n° 97 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2874, 2876). - **Article 158** (p. 2895).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 395 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2919, 2921). (p. 2932, 2934). - **Question préalable** (p. 2937). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2940). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 2942, 2943). - **Article 2** (art. L. 123-1 et L. 533-1 du code de l'organisation judiciaire ; intitulé des chapitres Ier, III et IV du titre III du livre II, art. 39, 528, 549, 80, 179-1, 45, 178, 213, 528-2, 706-71, 44, 180, intitulé de la section 4 du chapitre II du titre Ier du livre Ier, art. 546, 45, 528-2, 531, 539, 540, 541, 542, 706-134, 708, 533, 535, 543, 538, 677, 705, 706-76, 706-109, 549, 658, 46 à 48, 529-11, 41-31, 44-1, 525, 530-2, 678 du code de procédure pénale,

art. 121-3 du code de la route, art. 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, art. 1018 A du code général des impôts, art. 553-1 et 563-1 du code de l'organisation judiciaire Suppression de la juridiction de proximité) (p. 2945). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-4-1 nouveau, L. 221-7 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 721-3-1 et L. 722-3-1 nouveaux du code de commerce - Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges) (p. 2946). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2947, 2948). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2948, 2949). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-8 du code forestier - Compétence des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance en matière de servitudes sur le passage des voies ferrées) (p. 2950). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable - Biens de famille insaisissables) (p. 2951). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 et 4 de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés - Compétence des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance pour statuer sur la vente par un professionnel des objets mobiliers qui lui ont été confiés et qui n'ont pas été retirés dans le délai d'un an) (p. 2951). - **Article 13 (supprimé)** (art. 250 et 250-2 du code civil - Dispense de comparution des époux devant le juge en cas de divorce par consentement mutuel et en l'absence d'enfants mineurs) (p. 2952). - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de l'honoraire perçu par l'avocat pour les procédures de divorce par consentement mutuel, en l'absence de convention d'honoraires préalable) (p. 2953). - **Article 15** (Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 2954, 2955). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2955). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 55 du code civil - Règles de dévolution du nom de famille en cas de déclaration de naissance tardive) (p. 2956). - **Articles additionnels après l'article 15 ter** (p. 2956). (p. 2957). - **Article 16** (titre premier, sous-titre premier et sous-titre 2, art. 628 à 634 [nouveau] - Création d'un pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre) (p. 2959). - **Article 20** (art. 495, 495-1, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5 et 495-5-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 2962, 2963). - **Article 21** (art. 180-1 [nouveau] et art. 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 2965). - **Article 22** (art. 529 du code de procédure pénale - Forfaitisation des contraventions de cinquième catégorie) (p. 2965). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 141-2 du code de la consommation ; art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce) (p. 2965). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. 529-10 du code de procédure pénale ; art. L. 121-2 et L. 121-3 du code de la route - Clarification des règles applicables en matière de responsabilité pénale du vendeur et de l'acquéreur d'un véhicule d'occasion) (p. 2966). - **Article 22 quater (nouveau)** (art. L. 3355-9 et L. 3512-5 [nouveau] du code de la santé publique - Possibilité de recours à la transaction pénale en matière de lutte contre le tabagisme et contre l'alcoolisme) (p. 2967). - **Article additionnel après l'article 24 bis** (p. 2970). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2970). (p. 2971). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 2-15 du code de procédure pénale - Réparation des frais exposés par les associations et fédérations d'associations de victimes d'accidents collectifs) (p. 2972). - **Article 25 ter (nouveau)** (art. 56 et 97 du code de procédure pénale - Simplification des règles de gestion des fonds saisis dans le cadre de procédures pénales) (p. 2972). - **Article 25 quater (nouveau)** (art. 475-1 du code de procédure pénale - Possibilité pour le tribunal correctionnel d'accorder à la partie civile une somme au titre des frais non payés par l'Etat) (p. 2972). - **Article 26** (Entrée en vigueur) (p. 2973). - **Article 27** (Application outre-mer) (p. 2974).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Deuxième lecture [n° 431 (2010-2011)]** - (26 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3052, 3054). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 320-2 du code de commerce - Définition des ventes aux enchères publiques) (p. 3062). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3062). - **Article 4** (art. L. 321-1 du code de commerce - Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques) (p. 3063). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-9 du code de commerce - Vente de gré à gré des biens non adjugés ou « vente après la vente ») (p. 3067). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-11 du code de commerce - Prix de réserve - Interdiction de la revente à perte) (p. 3067). - **Article 22** (art. L. 321-21 du code de commerce - Composition du Conseil des ventes) (p. 3069, 3070). (p. 3070). - **Article 23** (art. L. 321-22 du code de commerce - Sanctions disciplinaires) (p. 3071). - **Article 36 bis** (art. L. 322-2 du code de commerce - Ventes après liquidation judiciaire) (p. 3073). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-3 à L. 322-10, L. 322-12, L. 322-13, L. 322-15, L. 524-10, L. 524-11, L. 524-14 et L. 663-1 du code de commerce - Coordinations au sein du code de commerce) (p. 3074). - **Article 42** (art. 29 de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Activités de ventes volontaires des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3074, 3075). - **Article 45** (art. L. 131-1, L. 131-2, L. 131-11, L. 131-12 à L. 131-35 [nouveaux] du code de commerce - Statut des courtiers de marchandises assermentés) (p. 3078). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 - Ressort d'activité des commissaires-priseurs judiciaires) (p. 3080).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3324, 3326).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3528, 3530).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3977, 3980). (p. 4008, 4011). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4014, 4015). - **Question préalable** (p. 4018). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4021). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4022). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4028, 4029).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) (p. 4050). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 255 et 256 du code de procédure pénale - Conditions requises pour exercer les fonctions de juré et de citoyen assesseur) (p. 4054). - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4058, 4066). - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen) (p. 4070, 4072). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4075, 4077). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 327 du code de procédure pénale - Substitution d'un exposé des faits à la lecture de la décision de renvoi) (p. 4082). - **Article 7** (art. 365-1 nouveau du code de procédure pénale - Motivation des arrêts des cours d'assises) (p. 4085, 4086). (p. 4087). (p. 4088). - **Article 8** (art. 181-1, 237-1, 240-1, 264-1, 267-1 et 267-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Institution d'une formation simplifiée de la cour d'assises) (p. 4090, 4092). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4092). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 720-5, 729 et 730-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Renforcement des conditions d'évaluation avant une libération conditionnelle) (p. 4096). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 731-1 du code de procédure pénale - Assouplissement des modalités de mise en

oeuvre du placement sous surveillance électronique mobile) (p. 4097). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 4097). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4100). (p. 4105, 4106). - **Article 29 (priorité)** (art. 24-1, 24-2, 24-3, 24-4 et 24-5 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4110). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4114, 4115). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de prononcer cumulativement une peine et une sanction éducative) (p. 4116).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3, 6 et 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordinations) (p. 4121). - **Article 13** (art. 5 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Procédure applicable en matière de poursuites : coordinations) (p. 4122). - **Article 14** (art. 5-1 et 5-2 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un dossier unique de personnalité) (p. 4123). (p. 4124, 4126). - **Article 15** (art. 6-1 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Information des parents et des représentants légaux du mineur) (p. 4127). - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 4127, 4128). - **Article 16** (art. 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4128, 4129). - **Article 18** (art. 9 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4130). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4130). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Ordre de comparution des parents défaillants) (p. 4132, 4133). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement sous contrôle judiciaire des mineurs de treize à seize ans) (p. 4134, 4136). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4137). - **Article 22** (art. 10-3 [nouveau] et 11 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de placer un mineur sous assignation à résidence avec surveillance électronique) (p. 4139, 4140). - **Article 26** (art. 14-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Précisions relatives à la procédure de présentation immédiate) (p. 4142, 4143). (p. 4143). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Compétence du juge des enfants pour prononcer un placement en centre éducatif fermé dans le cadre d'un aménagement de peine) (p. 4144). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4145). - **Article 30** (Application outre-mer) (p. 4145). - **Article 31** (Entrée en vigueur et expérimentation) (p. 4146, 4147). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4153).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4780, 4783).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - **Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires** (p. 4866, 4868). - **Article 2** (art. 39 de la Constitution - Examen en premier par l'Assemblée nationale des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques) (p. 4871). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4872, 4873). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 41 de la Constitution -

Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire (p. 4876). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4877). - **Article 5** (art. 47 de la Constitution - Subordination de l'adoption définitive des lois de finances à l'existence d'une loi-cadre d'équilibre des finances publiques applicable à l'année considérée) (p. 4879). - **Article 7** (art. 48 de la Constitution - Inscription par priorité à l'ordre du jour des projets de loi-cadre d'équilibre des finances publiques) (p. 4881, 4882). - **Article 9** (art. 61 de la Constitution - Contrôle systématique par le Conseil constitutionnel des lois-cadres d'équilibre des finances publiques, des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4885). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 61-2 nouveau de la Constitution - Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4887). - **Article 11** (art. 72-2 de la Constitution - Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales) (p. 4888, 4889). - **Article 12** (art. 88-8 nouveau de la Constitution - Transmission du programme de stabilité au Parlement et modalités de sa discussion éventuelle) (p. 4890, 4892). - **Intitulé du projet de loi constitutionnelle** (p. 4892). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4895).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** - Commission mixte paritaire [n° 683 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5789, 5791). (p. 5798). - **Article 5** (Présence des citoyens assesseurs dans la chambre des appels correctionnels) (p. 5811).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques** - Commission mixte paritaire [n° 681 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5813, 5814).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6666, 6667). (p. 6676). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 6678, 6679). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de l'honoraire perçu par l'avocat pour les procédures de divorce par consentement mutuel, en l'absence de convention d'honoraires préalable) (p. 6681). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 6692, 6693). - **Article 15 quater C** (art. 361 et 370-2 du code civil - Simplification de la procédure de changement de prénom d'un enfant mineur dans le cadre d'une adoption simple) (p. 6693). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (titre premier, sous-titre premier et sous-titre 2, art. 628 à 634 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création d'un pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre) (p. 6696). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1, 495, 495-1, 495-2, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5, 495-5-1 [nouveau], 495-6-1 et 495-6-2 du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 6699). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 6700). -

Article 22 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 141-2 du code de la consommation et art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce) (p. 6702). - **Article 22 ter** (art. 529-6 et 529-10 du code de procédure pénale ; art. L. 121-2, L. 121-3, L. 322-3 [nouveau], L. 325-1-1 et L. 344-1 du code de la route ; art. 1018 A du code général des impôts - Clarification des règles applicables en matière de responsabilité pénale du vendeur et de l'acquéreur d'un véhicule d'occasion) (p. 6704). - **Intitulé du chapitre IX ter (Dispositions relatives aux juridictions financières)** (p. 6708). - **Article 24 sexies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-8 et L. 212-16 du code des juridictions financières - Normes professionnelles) (p. 6709). - **Article 24 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 et L. 231-7 à L. 231-9 du code des juridictions financières - Seuils de l'apurement administratif des comptes) (p. 6710). - **Article 24 novodécies (supprimé)** (chapitre préliminaire du titre Ier de la première partie du livre II et art. L. 210-1 et L. 212-1 du code des juridictions financières - Nombre et ressort des chambres régionales des comptes) (p. 6715). - **Article 24 tervicies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4 du code de justice administrative - Organisation des missions de conciliation effectuées par les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) (p. 6716). - **Article 24 sexvicies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 779-1 du code de justice administrative - Contentieux du stationnement des résidences mobiles des gens du voyage Article 24) (p. 6717). - **Article 25 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 233-17-1 [nouveau] du code de commerce - Exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés dans certaines sociétés commerciales) (p. 6718). - **Article 25 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 670-1-1 [nouveau] du code de commerce - Exclusion du patrimoine affecté à l'EIRL du champ de la faillite civile) (p. 6719). - **Article 25 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. 28-1 et 28-2 du code de procédure pénale - Précisions relatives aux attributions des officiers de douane judiciaire et des officiers fiscaux judiciaires) (p. 6719). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur) (p. 6722). - **Article 26 bis (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du gouvernement pour procéder par voie d'ordonnance à la refonte du code de la consommation) (p. 6722). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (Application outre-mer) (p. 6723).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** [n° 26 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6891, 6893). (p. 6917, 6920).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 85 (2011-2012)] - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7835, 7837). (p. 7845, 7846). - **Question préalable** (p. 7849). - **Article 1er (Conditions de recevabilité)** (p. 7850). - **Article 4 (Mise en place d'une commission ad hoc)** (p. 7851, 7852). - **Article 5 (Organisation des débats devant la Haute Cour)** (p. 7852).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 8447, 8451). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8452). - **Article 52** (art. 54 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009 - Prorogation de deux années de la taxe finançant le fonds d'indemnisation des avoués) (p. 8453). - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 800-1 du code de procédure pénal - Frais de justice à la charge des personnes morales) (p. 8454). - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 8455).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants** [n° 147 (2011-2012)] - (7

décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9414, 9416). (p. 9423). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 9424). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 9424, 9425). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9426).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** - *Nouvelle lecture* [n° 115

(2011-2012)] - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9689, 9690). (p. 9698, 9699). - **Question préalable** (p. 9699).

MERMAZ (Louis)
sénateur (Isère)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 835, 836). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 847). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 873, 874). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 893, 894). (p. 896). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 899). (p. 901). (p. 903). - **Article 9** (art. L. 222-3 du CESEDA - Délai fixé au JLD pour statuer sur la prolongation du maintien en zone d'attente et motifs justifiant le refus de

prolongation) (p. 907, 908). - **Article 10** (L. 222-3-1 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'un maintien en zone d'attente) (p. 910). - **Article 11** (art. L. 222-6 du CESEDA - Caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 916).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1041). (p. 1046, 1049).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1073, 1074). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1078). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 1081, 1082). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 1106, 1107). - **Article 37 (Supprimé)** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 1125, 1126). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 1132). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention) (p. 1138, 1139).

MEUNIER (Michelle)
sénatrice (Loire-Atlantique)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** [n° 26 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6916, 6917).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité** [n° 56

(2011-2012)] - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9438).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant**

en France [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9559).

MÉZARD (Jacques)
sénateur (Cantal)
RDSE

Président du Groupe du Rassemblement Démocratique et Social européen à compter du 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis membre le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Secrétaire de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011 ; puis président le 6 juillet 2011 ; puis secrétaire le 26 octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La loi sur les droits du conjoint survivant : une loi équilibrée, à l'efficacité reconnue [n° 476 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Société**.

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation**.

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 57 (2011-2012)] visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 146 (2011-2012)] (30 novembre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 190, 192). - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure*) (p. 230). (p. 231). - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - *Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques*) (p. 235, 236).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 255). (p. 256, 257). (p. 258). (p. 259, 260). - **Article 20** **quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 33 et suivants de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Conseil national des activités privées de sécurité*) (p. 278, 279). (p. 280, 281). (p. 282). - **Article 23 bis** (art. 132-19-2 [nouveau], 132-24, 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal; art. 723-1, 723-7, 723-15 et 723-19 du code de procédure pénale; art. 20-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Peines minimales applicables aux auteurs de violences volontaires aggravées*) (p. 283, 284). - **Article 23 ter** (art. 221-3 et 221-4 du code pénal - *Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 287, 288). - **Article 23 quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 723-29 du code de procédure pénale; art. 131-36-10 du code pénal - *Extension du champ d'application de la surveillance judiciaire aux personnes condamnées à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure ou égale à cinq ans en état de nouvelle récidive*) (p. 292). - **Article 23 sexies** (art. 5 et 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Poursuite de mineurs devant le tribunal pour enfants par la voie d'une convocation par officier de police judiciaire*) (p. 293, 294). - **Article 24 bis** (*Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans*) (p. 295, 296). - **Article 24 decies A** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - *Occupation abusive des halls d'immeubles*) (p. 302). - **Article 24 duodecies** (**Supprimé**) (art. L. 2241-2 du code des transports - *Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 304). - **Article 24 quindécies A** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 332-16-2 [nouveau] du code du sport - *Couvre-feu des supporters*) (p. 307). - **Article 28 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 223-6 du code de la route - *Délai de récupération des points du permis de conduire*) (p. 310, 311).

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits** [n° 217 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 373, 374).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 415, 416).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 663, 664). - **Article 11** (*Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité*) (p. 711).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits** - Deuxième lecture [n° 260 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011)**.

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - *Pénalisation des « mariages gris »*) (p. 982, 984).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - *Commission mixte paritaire* [n° 262 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1001, 1002).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Article 22** (**Texte non modifié par la commission**) (*Coordination*) (p. 1036). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière* - *Création d'une interdiction de retour sur le territoire français*) (p. 1042).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 28** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 513-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour*) (p. 1078, 1079). - **Article 29** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Possibilité d'astreindre l'étranger à une obligation de présentation pendant la période de délai de départ volontaire*) (p. 1080). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours*) (p. 1083). (p. 1085, 1086). (p. 1087). - **Article 31** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions d'exercice des droits en rétention*) (p. 1088, 1089). - **Article 32** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 552-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination en matière d'assignation à résidence*) (p. 1090). - **Article 33** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 561-1; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau]; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Régime de l'assignation à résidence*) (p. 1093). (p. 1096). (p. 1098). (p. 1100). (p. 1103). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire*) (p. 1118). - **Article 35** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 513-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Coordination en matière de décision fixant le pays de renvoi*) (p. 1122). - **Article 37** (**Supprimé**) (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention*) (p. 1129). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Notification et exercice des droits en rétention*) (p. 1135). - **Article 39** (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD*) (p. 1136). - **Article 40 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 552-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Possibilité d'obliger l'étranger à rester à la disposition de la justice pendant six heures*) (p. 1137). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention* - *Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention*) (p. 1139).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 42** (art. L. 552-8 et L. 552-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Instauration d'une procédure de purge des nullités devant le juge des libertés et de la détention*) (p. 1158, 1159). - **Article 44** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 552-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Allongement du délai donné au Parquet pour demander de donner un caractère suspensif à l'appel d'une décision de refus de prolongation de la rétention*) (p. 1160). - **Article 49** (art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Refus d'accès au territoire français* - *Reconduite à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal*) (p. 1162, 1163). (p. 1163). - **Article 55** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 729-2 du code de procédure pénale - *Coordination de la réforme de l'éloignement dans le code de procédure pénale*) (p. 1169, 1170). - **Article 58** (art. L. 8252-2

du code du travail - Présomption de la durée de la relation de travail et droits du salarié étranger employé sans titre de travail) (p. 1176). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 1181). - **Article 63** (art. L. 8271-1-1 [nouveau] du code du travail - Sanction du défaut d'acceptation par le maître d'ouvrage des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance) (p. 1188). - **Article 69 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité pour le préfet de retenir le passeport ou le document de voyage des étrangers en situation irrégulière) (p. 1194). - **Article 72 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 622-4 du CESEDA - Immunité pénale applicable au délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 1196, 1197). - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 1205, 1206). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants situés outre-mer) (p. 1212, 1213). - **Article 84 A (Dispositions transitoires)** (p. 1231). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1233).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1416, 1417).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1797, 1800). - **Article 1er A** (art. préliminaire du code de procédure pénale - Interdiction de condamnations fondées sur les seules déclarations d'une personne faites hors de la présence d'un avocat) (p. 1830). - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue) (p. 1834, 1844). - **Article 2** (art. 63 et 63-1 du code de procédure pénale - Conditions de forme de la garde à vue et durée de la mesure - Information de la personne gardée à vue sur ses droits) (p. 1847). (p. 1852). - **Article 5** (art. 63-3-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Droit à être assisté par un avocat) (p. 1858, 1859). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1863, 1871).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) (p. 1909). (p. 1910). (p. 1911). (p. 1912). (p. 1914). (p. 1918). (p. 1919). (p. 1920). - **Article 7 bis** (art. 63-4-5 [nouveau] et art. 64-1 de la loi du 10 juillet 1991 - Droit de la victime à être assistée par un avocat en cas de confrontation avec la personne gardée à vue) (p. 1923). - **Article 9** (art. 63-6 à 63-8 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions applicables aux fouilles - Modalités selon lesquelles il est mis un terme à la garde à vue) (p. 1925). (p. 1926, 1927). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 et 62 du code de procédure pénale - Audition des témoins) (p. 1934, 1935). (p. 1937). (p. 1938). (p. 1938, 1939). (p. 1940). - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue) (p. 1945, 1946). (p. 1946). - **Article 12** (art. 706-88 et 706-88-1 et 706-88-2 [nouveaux] à Régimes dérogatoires) (p. 1948, 1949). (p. 1949, 1950). (p. 1952). - **Article 14 bis** (art. 323 et art. 323-1 à 323-10 [nouveaux] du code des douanes - Retenue douanière) (p. 1955, 1957). (p. 1955, 1956). (p. 1957). - **Article 15** (art. 4 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Retenue judiciaire et garde à vue des mineurs) (p. 1959, 1960). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 1963). - **Seconde délibération - Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1969). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1971, 1972). (p. 1973).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2010-2011)** (p. 2066, 2067). - **Article 15** (p. 2078).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 86 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2151, 2152). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 A [Nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Échange direct de données entre administrations) (p. 2172, 2173). - **Article 27** (loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse - Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse) (p. 2181). - **Article 29 bis** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n°2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 2185).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial [n° 181 (2010-2011)]** - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2307, 2308). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2319). - **Article 1er** (Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale) (p. 2334, 2338). - **Article 5** (Les commissions régionales d'aménagement commercial) (p. 2365, 2367). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2373). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2383).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2746, 2748).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris ») (p. 2802, 2803). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 2814). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2819, 2820). (p. 2822). - **Article 33** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 2827). (p. 2831). (p. 2832). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 2836). (p. 2842).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Commission mixte paritaire [n° 97 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2876, 2877).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2900, 2901). - **Article 75 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 2903). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2910). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2917).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 395 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2938, 2940). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre

VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité (p. 2941, 2942). (p. 2942). (p. 2943). (p. 2944). - **Article 2** (art. L. 123-1 et L. 533-1 du code de l'organisation judiciaire ; intitulé des chapitres 1er, III et IV du titre III du livre II, art. 39, 528, 549, 80, 179-1, 45, 178, 213, 528-2, 706-71, 44, 180, intitulé de la section 4 du chapitre II du titre 1er du livre Ier, art. 546, 45, 528-2, 531, 539, 540, 541, 542, 706-134, 708, 533, 535, 543, 538, 677, 705, 706-76, 706-109, 549, 658, 46 à 48, 529-11, 41-31, 44-1, 525, 530-2, 678 du code de procédure pénale, art. 121-3 du code de la route, art. 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, art. 1018 A du code général des impôts, art. 553-1 et 563-1 du code de l'organisation judiciaire Suppression de la juridiction de proximité) (p. 2945). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-4-1 nouveau, L. 221-7 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 721-3-1 et L. 722-3-1 nouveaux du code de commerce - Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges) (p. 2945, 2946). (p. 2946). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2949). - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Plafonnement de l'honoraire perçu par l'avocat pour les procédures de divorce par consentement mutuel, en l'absence de convention d'honoraires préalable) (p. 2952). - **Article 15** (Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 2954). - **Article 20** (art. 495, 495-1, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5 et 495-5-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 2962). (p. 2963). - **Article 21** (art. 180-1 [nouveau] et art. 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 2964). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 2971). - **Article 25 ter (nouveau)** (art. 56 et 97 du code de procédure pénale - Simplification des règles de gestion des fonds saisis dans le cadre de procédures pénales) (p. 2972).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Deuxième lecture [n° 431 (2010-2011)]** - (26 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3057, 3059).

- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 435 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3206, 3208). - **Article 1er** (art. 34-4-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques ; art. L. 121-83 du code de la consommation - Principe du consentement de l'abonné téléphonique à l'utilisation de ses données personnelles à des fins de prospection) (p. 3216). - **Article 4 (nouveau)** (Dispositif transitoire pour les contrats en cours) (p. 3217, 3218).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3537). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3558). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3570, 3571). (p. 3579). (p. 3583).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3646, 3647). (p. 3654, 3655). - **Article 2** (Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent) (p. 3660). - **Article 3** (Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat) (p. 3669).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des**

mineurs [n° 490 (2010-2011)] - (17 mai 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4011, 4013). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4027, 4028). (p. 4030). (p. 4031). (p. 4032). (p. 4033). (p. 4033, 4034). (p. 4034).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) (p. 4051). - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4057, 4066). - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen) (p. 4068, 4072). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4074, 4075). - **Article 5** (art. 510-1 et 512-1 [nouveaux] - Présence des citoyens assesseurs dans la chambre des appels correctionnels) (p. 4079, 4080). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 327 du code de procédure pénale - Substitution d'un exposé des faits à la lecture de la décision de renvoi) (p. 4081, 4083). - **Article 7** (art. 365-1 nouveau du code de procédure pénale - Motivation des arrêts des cours d'assises) (p. 4084, 4086). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4100). (p. 4103, 4104). - **Article 29 (priorité)** (art. 24-1, 24-2, 24-3, 24-4 et 24-5 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4109, 4110). (p. 4111). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4113). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de prononcer cumulativement une peine et une sanction éducative) (p. 4115).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3, 6 et 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordinations) (p. 4121). - **Article 13** (art. 5 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Procédure applicable en matière de poursuites : coordinations) (p. 4122). - **Article 14** (art. 5-1 et 5-2 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un dossier unique de personnalité) (p. 4126). - **Article 15** (art. 6-1 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Information des parents et des représentants légaux du mineur) (p. 4126). - **Article 16** (art. 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4128, 4129). - **Article 18** (art. 9 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Renvoi obligatoire devant le tribunal correctionnel pour mineurs) (p. 4130). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4130). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Ordre de comparution des parents défaillants) (p. 4132). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement sous contrôle judiciaire des mineurs de treize à seize ans) (p. 4134). - **Article 22** (art. 10-3 [nouveau] et 11 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de placer un mineur sous assignation à résidence avec surveillance électronique) (p. 4138). (p. 4140). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordination) (p. 4140). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12-2 [nouveau] de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Voies de recours ouvertes aux civilement responsables absents à l'audience)

(p. 4141). - **Article 26** (art. 14-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Précisions relatives à la procédure de présentation immédiate) (p. 4142). - **Article 31** (Entrée en vigueur et expérimentation) (p. 4146). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4149, 4150).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4531, 4534). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4549, 4553).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - **Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires** (p. 4854).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5524, 5525). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 5530). (p. 5532). (p. 5536, 5537). (p. 5538). - **Article 1er** (art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - Contenu et publicité de la déclaration d'intention d'aliéner) (p. 5542). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5553).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 683 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5791, 5792).

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques - Commission mixte paritaire [n° 681 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5814, 5815).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 697 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5827, 5828).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 6458). - **Article 1er CB (nouveau)** (art. 219 du code général des impôts - Relèvement de 5 % à 10 % de la quote-part pour frais et charges dans le régime des plus-values de cession de titres de participation) (p. 6471). - **Articles additionnels après l'article 1er C** (p. 6476). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6493, 6494).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6669, 6671). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 6677, 6678). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1 et L. 533-1 du code de l'organisation judiciaire ; intitulé des chapitres Ier, III et IV du titre III du livre II, art. 39, 528, 549, 80, 179-1, 45, 178, 213, 528-2, 706-71, 44, 180, intitulé de la section 4 du chapitre II du titre Ier du livre Ier, art. 546, 45, 528-2, 531, 539, 540, 541, 542, 706-134, 708, 533, 535, 543, 538, 677, 705, 706-76, 706-109, 549, 658, 46 à 48, 529-11, 41-31, 44-1, 525, 530-2, 678 du code de procédure pénale, art. 121-3 du code de la route, art. 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, art. 1018 A du code général des impôts, art. 553-1 et 563-1 du code de l'organisation judiciaire - Suppression de la juridiction de proximité) (p. 6679). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et

juridiques - Plafonnement de l'honoraire perçu par l'avocat pour les procédures de divorce par consentement mutuel, en l'absence de convention d'honoraires préalable) (p. 6680, 6681). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale) (p. 6692, 6693). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1, 495, 495-1, 495-2, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5, 495-5-1 [nouveau], 495-6-1 et 495-6-2 du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 6698). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 6700, 6701). - **Intitulé du chapitre IX ter (Dispositions relatives aux juridictions financières)** (p. 6708, 6709). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6724).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6817, 6818).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Question préalable** (p. 6922).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7127, 7128).

- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7533).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7923, 7924).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8438, 8439).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8877, 8878). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8949).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9411, 9414). (p. 9423). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 9424). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 9424, 9425).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Article 1er** (neutralité religieuse applicable au personnel des crèches privées) (p. 9439).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9526, 9528).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture [n° 115 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9700, 9701).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 (suite)** (p. 9884). (p. 9885).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature [n° 195 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10038, 10039). - **Article 3** (art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - *Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions*) (p. 10045).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** -

(19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10053, 10055). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*) (p. 10067, 10068).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10184, 10187). (p. 10186, 10187). (p. 10187).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10218, 10219). - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers*) (p. 10224). - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - *Délai de réponse pour le gestionnaire d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé*) (p. 10228). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10270). (p. 10271, 10272).

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)
sénateur (Guadeloupe)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de**

Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française [n° 64 (2010-2011)] - (14 février 2011) - **Vote sur l'ensemble** (p. 1345, 1346).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3733, 3735).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane*) (p. 3808, 3809). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3814). - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution*) (p. 3875).

MICHEL (Danielle)
sénateur (Landes)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011 ; puis secrétaire le 14 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

MICHEL (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Saône)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 13 décembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 13 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice jusqu'au 13 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale des compétences et des talents le 15 décembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9056, 9058).

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 649 (2009-2010)] relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits [n° 216 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 33 (2011-2012)] relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives [n° 224 tome 1 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives [n° 33 (2011-2012)] - Tableau comparatif [n° 224 tome 2 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 268). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - *Expérimentation des scanners corporels*) (p. 272). - **Article 23 ter** (art. 221-3 et 221-4 du code pénal - *Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 288, 289). (p. 290).

- **Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits** [n° 217 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 367, 368). - **Article 1er** (art. 122-1 du

code pénal - Réduction de la peine encourue en cas d'altération du discernement) (p. 379, 380).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Question préalable** (p. 678). - **Article 4** (Compétences et règles de saisine) (p. 685, 686). - **Article 5** (Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit) (p. 694). - **Article 8** (Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la personne lésée) (p. 698).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 830). - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. 21-28 du code civil - Réduction à deux ans de la condition de résidence nécessaire à une naturalisation pour l'étranger présentant un parcours exceptionnel d'intégration) (p. 834).

- **Rappel au règlement** - (8 février 2011) (p. 946).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)] (suite)** - (8 février 2011) - **Article 17 A** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du CESEDA - Droit au court séjour des ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace économique européen et de la Confédération suisse) (p. 948).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1573, 1575). - **Article 2** (art. L. 6323-3, L. 6323-3-1 (nouveau) et L. 1110-4 du code de la santé publique - Maisons de santé. Respect du secret médical dans les structures de soins ambulatoires) (p. 1585). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1589, 1593).

- **Débat sur une demande de constitution d'une commission spéciale - Rejet de la demande** - (17 février 2011) - au nom du groupe socialiste, auteur de la demande de constitution d'une commission spéciale (p. 1596, 1597).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1713, 1714). - **Article 1er** (art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - Régime d'éligibilité et d'inéligibilités applicables aux parlementaires) (p. 1722, 1723).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**. - (2 mars 2011) - **Article 6 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Actualisation annuelle des plafonds de dons aux partis politiques) (p. 1771).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**.

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1820, 1822). - **Article 1er A** (art. préliminaire du code de procédure pénale - Interdiction de condamnations fondées sur les seules déclarations d'une personne faites hors de la présence d'un avocat) (p. 1832). - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue) (p. 1835, 1843).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1914). - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du

code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue) (p. 1944, 1945).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2434, 2435). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave) (p. 2455, 2456).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2486). (p. 2488, 2489).

- **Rappel au règlement** - (6 avril 2011) (p. 2489).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)] (suite)** - (7 avril 2011) - **Article 13 bis** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Délai de réflexion avant une décision d'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2558). - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2562, 2563). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2606, 2608). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2612).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Article 64** (art. L. 8271-1-2, L. 8271-6-1, L. 8271-6-2 [nouveaux], L. 8271-11, L. 8271-2, L. 8271-4, L. 8271-5, L. 8271-6, L. 8271-3, L. 1454-1, L. 8271-1, L. 8271-8-1, L. 8271-7 du code du travail ; art. L. 752-3-2, L. 413-2, L. 414-2 et L. 133-9-3 du code de la sécurité sociale - Pouvoirs des agents de contrôle) (p. 2897). - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2901). - **Article 75 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 2906). (p. 2907). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 2909).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles [n° 395 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2927, 2929). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 532-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 2942). (p. 2943). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-4-1 nouveau, L. 221-7 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 721-3-1 et L. 722-3-1 nouveaux du code de commerce - Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges) (p. 2947). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2947, 2948). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-8 du code forestier - Compétence des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance en matière de servitudes sur le passage des voies ferrées) (p. 2950). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable - Biens de famille insaisissables) (p. 2951). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 et 4 de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés - Compétence des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance pour statuer sur la

vente par un professionnel des objets mobiliers qui lui ont été confiés et qui n'ont pas été retirés dans le délai d'un an) (p. 2951). - **Article 20** (art. 495, 495-1, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5 et 495-5-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 2962). - **Article 21** (art. 180-1 [nouveau] et art. 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 2964). - **Article 22** (art. 529 du code de procédure pénale - Forfaitisation des contraventions de cinquième catégorie) (p. 2965). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 141-2 du code de la consommation ; art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce) (p. 2965). - **Article 22 quater (nouveau)** (art. L. 3355-9 et L. 3512-5 [nouveau] du code de la santé publique - Possibilité de recours à la transaction pénale en matière de lutte contre le tabagisme et contre l'alcoolisme) (p. 2967).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Rappel au règlement** (p. 3527). - **Discussion générale** (p. 3546, 3548). (p. 3587). - **Article 1er (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention)** (p. 3590).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3650).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4022). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4024, 4025). (p. 4029). (p. 4031).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 2** (art. 399-1 à 399-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Compétence et modalités de saisine du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4055). (p. 4060). - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen) (p. 4069). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 327 du code de procédure pénale - Substitution d'un exposé des faits à la lecture de la décision de renvoi) (p. 4081). (p. 4082). - **Article 7** (art. 365-1 nouveau du code de procédure pénale - Motivation des arrêts des cours d'assises) (p. 4087, 4088). - **Article 9** (art. 712-13-1, 720-4-1, 730-1 [nouveau] - Participation de citoyens assesseurs aux décisions en matière d'application des peines) (p. 4093, 4094). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4098).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3, 6 et 8 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Coordinations) (p. 4121). - **Article 13** (art. 5 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Procédure applicable en matière de poursuites : coordinations) (p. 4122). - **Article 14** (art. 5-1 et 5-2 [nouveaux] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création d'un dossier unique de personnalité) (p. 4124). (p. 4125). - **Article 15** (art. 6-1 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Information des parents et des représentants légaux du mineur) (p. 4126). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Ordre de comparution des parents défaillants) (p. 4133). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-2 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement sous contrôle judiciaire des mineurs de

treize à seize ans) (p. 4135). (p. 4136). - **Article 22** (art. 10-3 [nouveau] et 11 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Possibilité de placer un mineur sous assignation à résidence avec surveillance électronique) (p. 4138). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (intitulé du chapitre III de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Modification d'un intitulé) (p. 4141). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-10 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Compétence du juge des enfants pour prononcer un placement en centre éducatif fermé dans le cadre d'un aménagement de peine) (p. 4143). - **Article 31** (Entrée en vigueur et expérimentation) (p. 4147). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4147, 4148).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6672, 6674). - **Article 1er** (art. L. 121-4-5 à L. 121-4-8 nouveaux, art. L. 212-3, L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 nouveau, L. 223-1, L. 532-15-2 nouveau, L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 3 du chapitre II du titre II du livre V, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire, art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale, art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Rattachement des juges de proximité au tribunal de grande instance et compétences juridictionnelles des juges de proximité) (p. 6678). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. 398-1, 495, 495-1, 495-2, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5, 495-5-1 [nouveau], 495-6-1 et 495-6-2 du code de procédure pénale - Extension du champ de l'ordonnance pénale) (p. 6698). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 6699, 6700). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 529 et 850 du code de procédure pénale ; art. L. 216-14, L. 331-25 et L. 437-14 du code de l'environnement ; art. L. 1721-2 du code des transports - Forfaitisation des contraventions de cinquième catégorie) (p. 6702). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-2 du code de la consommation et art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce - Extension du champ de la transaction pénale en matière d'infractions au code de la consommation et au code de commerce) (p. 6702). - **Intitulé du chapitre IX ter (Dispositions relatives aux juridictions financières)** (p. 6707). - **Article 24 sexies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-8 et L. 212-16 du code des juridictions financières - Normes professionnelles) (p. 6709). - **Article 24 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 et L. 231-7 à L. 231-9 du code des juridictions financières - Seuils de l'apurement administratif des comptes) (p. 6710, 6711). - **Article 24 undecies** (art. L. 111-9-1 du code des juridictions financières - Simplification du fonctionnement des formations inter-juridictions) (p. 6711). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6723).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6903, 6905). - **Question préalable** (p. 6923).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7134, 7135).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) (p. 7195).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 85 (2011-2012)]** - (15 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7848, 7849).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux**

étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - Question préalable (p. 9556).

- Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - *Nouvelle lecture* [n° 115 (2011-2012)] - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9695, 9696).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature** [n° 195 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10040, 10041). - **Article 3** (art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - *Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions*) (p. 10045). (p. 10046). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10046, 10047).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable** [n° 170 (2011-2012)] - (19 décembre 2011) - vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Alain Anziani, rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 10047, 10049). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Abaissement à dix du seuil nécessaire pour la constitution d'un groupe politique*) (p. 10060, 10062). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*) (p. 10067, 10070). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10070, 10072).

MILHAU (Jean)
sénateur (Lot)
RDSE

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 444 (2009-2010)] autorisant la ratification du deuxième protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale [n° 241 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Justice - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports**.

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes** [n° 104 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3287).

MILON (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 14 janvier 2011 ; membre de la commission jusqu'au 13 janvier 2011.

Vice-président de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (14 juin 2011).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale jusqu'au 6 novembre 2011.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La gestion d'une crise sanitaire : la pandémie de grippe A (H1N1) [n° 270 (2010-2011)] (1er février 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 65 (2010-2011)] modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 294 (2010-2011)] (9 février 2011) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'adoption des enfants régulièrement recueillis en kafala [n° 353 (2010-2011)] (10 mars 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 304 (2010-2011)] relatif à la bioéthique [n° 388 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Famille - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 567 (2010-2011)] relatif à la bioéthique [n° 571 (2010-2011)] (1er juin 2011) - **Famille - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la bioéthique [n° 637 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Famille - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 543 (2010-2011)] modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 667 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 752 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Questions cibles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 41).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 423, 425). - **Article 1er (Droit à une mort rapide et sans douleur)** (p. 436).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1559, 1562). - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4043-2 [nouveaux] du code de la santé publique - Société interprofessionnelle ambulatoire) (p. 1578). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1581). - **Article 2** (art. L. 6323-3, L. 6323-3-1 (nouveau) et L. 1110-4 du code de la santé publique - Maisons de santé. Respect du secret médical dans les structures de soins ambulatoires) (p. 1582, 1585). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - Contrat santé solidarité) (p. 1587). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1588, 1594). - **Article 3 bis (Nouveau)** (art. L. 6112-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités d'indemnisation des médecins libéraux participant à la permanence des soins dans les établissements de santé) (p. 1595).

- **Débat sur une demande de constitution d'une commission spéciale - Rejet de la demande** - (17 février 2011) - au nom du groupe UMP, auteur de l'opposition à la demande de constitution d'une commission spéciale (p. 1597).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)] (suite)** - (9 mars 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 1999, 2000). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6315-1 du code de la santé publique

- **Suppression de l'obligation, pour les médecins, de déclarer leurs absences programmées** (p. 2000). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2003, 2006). - **Article 5** (art. L. 162-12-18 à L. 162-12-20 du code de la sécurité sociale - Rétablissement des contrats de bonne pratique et des contrats de santé publique) (p. 2008, 2009). - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires) (p. 2010, 2012). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2013). - **Article 9 (Supprimé)** (art. L. 6141-7-3 du code de la santé publique - Fondations hospitalières) (p. 2014). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2015, 2017). - **Article 14 A (Nouveau)** (art. L. 6133-7 et L. 6133-8 du code de la santé publique - Abrogation des dispositions du code de la santé publique relatives au groupement de coopération sanitaire-établissement) (p. 2020). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2023, 2024). - **Article 16** (art. L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux) (p. 2026). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2028, 2033). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2034, 2040).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2415, 2417). - **Article 1er A (Nouveau)** (Habilitation du Gouvernement à ratifier la convention d'Oviedo) (p. 2451). - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave) (p. 2454, 2458). - **Article 2** (art. L. 1131-2 du code de la santé publique - Définition des règles de bonnes pratiques pour les examens génétiques) (p. 2458). - **Article 3** (art. L. 1131-2-1 (nouveau), L. 1131-3, L. 1133-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Régime d'autorisation des laboratoires de biologie médicale effectuant des examens génétiques) (p. 2460, 2461). - **Article 4 ter** (art. L. 1131-3 du code de la santé publique - Encadrement du recours à des tests génétiques à des fins médicales) (p. 2463, 2464). - **Article 4 quater** (Abrogation de l'ordonnance du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale) (p. 2465). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 2467). - **Intitulé du titre II (Organes et cellules)** (p. 2467, 2468). - **Article 5** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes) (p. 2471).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2483, 2489). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur) (p. 2490, 2492). - **Article 5 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-14 du code de la santé publique - Inscription dans le dossier médical personnalisé du fait que le patient est informé de la législation relative au don d'organes) (p. 2492, 2493). - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 2494). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 2495, 2501). - **Article 5 sexies** (art. L. 161-31 du code de la sécurité sociale - Inscription sur la carte Vitale du fait que son titulaire a été informé de la législation en vigueur relative aux dons d'organes) (p. 2503). - **Article 5 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3 du code du service national - Information sur le don lors de la journée défense et citoyenneté) (p. 2504). - **Article 5 octies** (Mise en oeuvre par l'agence de la biomédecine d'une campagne quinquennale d'information sur les dons d'organes et évaluation de son impact) (p. 2505). - **Article 6** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 2507). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 2510, 2511). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2512, 2514). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 2516). (p. 2526, 2534). - **Article 11 bis** (art. L. 2131-4-1 du code de la

santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 2536). - **Article 12 bis** (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21) (p. 2539). - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 79-1 du code civil - Enregistrement à l'état civil d'un enfant mort-né ou décédé avant sa déclaration) (p. 2540). (p. 2543).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 13** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2557). - **Article 13 bis** (art. L. 2213-1 du code de la santé publique - Délai de réflexion avant une décision d'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 2558). (p. 2560, 2561). - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2561). (p. 2563). - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2571, 2576). - **Article 15** (art. L. 1244-2, L. 1244-7, L. 2141-5, L. 2141-6 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Information des donneurs et des couples demandeurs sur les conditions de la levée d'anonymat du don de gamètes et de l'accueil d'embryon) (p. 2577). - **Article additionnel avant l'article 14 (précédemment réservé)** (p. 2581). - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par les femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 2596). - **Article 19 C (Nouveau)** (Autorisation de la technique de congélation ultra-rapide des ovocytes) (p. 2597). - **Articles additionnels après l'article 19 C** (p. 2598, 2599). - **Article 19** (art. L. 2141-1 du code de la santé publique - Autorisation des procédés utilisés en assistance médicale à la procréation ; règles de bonnes pratiques en matière de stimulation ovarienne) (p. 2601). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2602). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2605, 2608). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2610, 2612). - **Article 20 ter (Nouveau)** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - Consentement à la conservation d'ovocytes) (p. 2613, 2615). - **Article 21** (art. L. 2141-4 du code de la santé publique - Consentement des couples à l'utilisation des embryons surnuméraires pour la recherche) (p. 2615, 2617). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2141-3, L. 2141-7 et L. 2141-10 du code de la santé publique - Coordination) (p. 2619). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 2620). - **Article 22 bis** (art. L. 1418-1 du code de la santé publique - Promotion de la recherche sur les causes de la stérilité) (p. 2621). - **Article 22 ter** (art. L. 1418-1 du code de la santé publique - Evaluation des centres d'assistance médicale à la procréation par l'agence de la biomédecine) (p. 2622). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2624, 2633). (p. 2634, 2636). - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 2639).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) (p. 2660, 2665). (p. 2665). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 2667). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2668, 2669). - **Article 24 bis** (art. 16-14 (nouveau) du code civil et L. 1134-1 (nouveau) du code de la santé publique - Encadrement des usages des techniques d'imagerie cérébrale) (p. 2670). - **Article 24 ter A** (art. L. 1412-1-1 et L. 1412-3-1 du code de la santé publique - Etats généraux de la bioéthique) (p. 2671, 2672). - **Articles additionnels après l'article 24 ter A** (p. 2673, 2674). - **Article 24 quater** (art. L. 1418-1 et L. 1418-1-1 (nouveau) du code de la santé publique - Adaptation des missions de l'agence de la biomédecine) (p. 2675). - **Article 24 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2151-7-1 (nouveau) du code de la santé publique - Clause de conscience des personnels de recherche) (p. 2677). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2693).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3545, 3546). - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3577). (p. 3581). - **Rappel au règlement** (p. 3586, 3587).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3642). (p. 3651).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4600, 4602). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1231-3 et L. 1418-1 du code de la santé publique et art. 511-3 du code pénal - Autorisation des dons croisés d'organes entre personnes vivantes) (p. 4614, 4615). - **Article 5 quinquies AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1211-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Interdiction de discrimination en matière de don du sang) (p. 4616). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 - et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique) (p. 4619, 4620). - **Article 7** (art. L. 1241-1, L. 1243-2 et L. 1245-2 du code de la santé publique - Principe de l'utilisation allogénique des cellules hématopoïétiques du sang de cordon et du sang placentaire ainsi que des cellules du cordon et du placenta) (p. 4621). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal) (p. 4624, 4626). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 4627, 4629). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21) (p. 4638). - **Article 12 ter** (art. 79-1 du code civil - Critères de viabilité d'un enfant décédé avant la déclaration de sa naissance à l'état civil) (p. 4639). - **Article 18 bis** (art. L. 1244-6 du code de la santé publique - Règlement de la conservation des données détenues par les centres d'étude et de conservation des oeufs et du sperme) (p. 4642). - **Article 19 A** (art. L. 1244-2 et L. 1244-5 du code de la santé publique - Don d'ovocytes par des femmes n'ayant pas encore procréé et autorisation d'absence au bénéfice des donneuses) (p. 4644). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 4648). - **Article 20 ter** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - Consentement à la conservation d'ovocytes) (p. 4651, 4652).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 22 quinquies** (p. 4664). - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4671, 4684). (p. 4679, 4680). - **Article 24 ter B (Clause de révision de la loi de bioéthique)** (p. 4686). (p. 4688, 4689). - **Article additionnel après l'article 24 quater** (p. 4699). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4711).

- **Commission mixte paritaire [n° 638 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5271, 5272).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5684, 5686).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2011) - **Article 1er** (art. L. 4041-1 à L. 4343-2 (nouveaux) du code de la santé publique - Les sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires) (p. 5707, 5709). - **Article 2** (art. L. 6323-3 du code de la santé publique - Maisons de santé. Respect du secret médical dans les centres et maisons de santé) (p. 5710, 5712). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-8 du code de la santé publique - Contrat santé solidarité) (p. 5714). - **Article 3 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1434-7 du code de la santé publique - Respect du principe de liberté d'installation des professionnels de santé par le schéma régional d'organisation des soins) (p. 5717, 5718). - **Article 3 bis A** (art. L. 6161-9 et L. 6161-5-1 du code de la santé publique, art. L. 314-12 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 162-14-7 du code de la sécurité sociale - Interventions des professionnels de santé libéraux dans les établissements de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 5719). - **Article 4 bis** (art. L. 161-35 du code de la sécurité sociale - Télétransmission des feuilles de soins) (p. 5720). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-12-18 et L. 162-12-20 du code de la santé publique - Contrats de bonne pratique et contrats de santé publique) (p. 5721). - **Article 6** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires) (p. 5723, 5724). - **Article 7 bis** (art. L. 132-3-3 et L. 111-9-2 du code des juridictions financières - Champs de compétence des commissaires aux comptes et de la Cour des comptes en matière de certification des comptes des établissements publics de santé) (p. 5726, 5727). - **Article 7 ter A (Supprimé)** (Rapport au Parlement sur la recomposition de l'offre hospitalière) (p. 5728). - **Article 9 B** (art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Coordination relative à la nomination des directeurs d'hôpitaux) (p. 5730). - **Article 9** (art. L. 6141-7-3 du code de la santé publique - Fondations hospitalières) (p. 5731). - **Article 9 bis A** (art. L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Bilan de la prévalence des actes chirurgicaux) (p. 5733). - **Article 9 bis BA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Publication des tarifs et honoraires des praticiens sur les sites internet des établissements de santé) (p. 5734). - **Article 9 bis** (art. L. 4113-6-1 et L. 4163-11 (nouveaux), L. 4221-17, L. 4311-28, L. 4321-19, L. 4322-12 et L. 4343-1 du code de la santé publique - Publication annuelle des liens d'intérêts entre entreprises pharmaceutiques et membres des professions de santé) (p. 5736). - **Article 9 sexies (Supprimé)** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Appréciation de l'amélioration du service médical rendu avant l'autorisation de mise sur le marché) (p. 5737). - **Article 9 septies (Supprimé)** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Classement par la Haute Autorité de santé des médicaments en fonction de l'amélioration du service médical rendu) (p. 5738). - **Article 11 bis** (art. L. 3232-5 du code de la santé publique - Conditions d'utilisation du titre de nutritionniste) (p. 5740). - **Article 14 ter (Supprimé)** (art. L. 1434-3 du code de la santé publique - Modalités de la consultation sur les plans régionaux de santé. Contrôle de la légalité des projets régionaux de santé) (p. 5741). - **Article 16** (art. L. 313-1, L. 313-1-1 et L. 314-10 du code de l'action sociale et des familles - Durée d'autorisation des services d'addictologie. Procédure de transformation d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux. Possibilité d'action directe des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif contre les débiteurs alimentaires de leurs résidents) (p. 5743). (p. 5745, 5749). - **Article 16 bis A** (art. L. 322-3 du code de l'action sociale et des familles - Prise en charge des frais de transport des enfants accueillis dans les centres d'action médico-sociale précoce et les centres médico-psycho-pédagogiques) (p. 5750). - **Article 17 ter** (art. L. 2212-10-1 (nouveau) du code de la santé publique - Expérimentation de la prescription de l'IVG médicamenteuse par les sages-femmes) (p. 5752). - **Article 18** (art. L. 5125-15 du code de la santé publique - Regroupement de pharmacies d'officine - Exercice de la profession de pharmacien - Constitution de sociétés de participations financières de professions libérales de pharmaciens d'officines et de biologistes médicaux) (p. 5753, 5754). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5755, 5756). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-5, L. 4112-2, L. 4123-10, L. 4123-12, L. 4123-9,

L. 4321-16, L. 3711-4, L. 5126-2, L. 5126-3, L. 6122-6, L. 6141-7-2, L. 6145-8, L. 6148-1, L. 6162-8 et L. 6163-9 du code de la santé publique ; art. L. 313-22-1, L. 313-3 et L. 313-12-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 - Mesures de coordination consécutives à la mise en place des agences régionales de santé) (p. 5758). - **Article 20 quinquies** (art. L. 6211-13 du code de la santé publique - Conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 5759, 5760). - **Article additionnel après l'article 20 quinquies** (p. 5761). - **Article 20 decies** (Ratification sous réserve de modifications de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale) (p. 5765, 5767). - **Article 22 (Supprimé)** (art. L. 112-1 du code de la mutualité - Modulation des prestations des mutuelles) (p. 5768). - **Article 22 bis** (Encadrement du conventionnement entre les organismes d'assurance maladie complémentaire et les professionnels, services et établissements de santé ou avec leurs gestionnaires de réseaux - Information du Parlement sur les réseaux de soins) (p. 5770). - **Article 23 (Supprimé)** (art. L. 411-12 du code de la mutualité - Désignation des membres du Conseil supérieur de la mutualité - Suppression des comités régionaux de coordination de la mutualité) (p. 5770). - **Article 24** (art. 31, 44, 45-1 et 45-2 nouveaux de la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation - Responsabilité civile des professionnels de santé - Indemnisation des victimes de préjudices corporels) (p. 5773, 5774). - **Article 25** (art. L. 2132-2-2 du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 5776). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-3, L. 215-5, L. 215-6, L. 215-7, L. 216-1, L. 281-4, L. 222-1, L. 251-7, L. 325-1 et L. 357-14 du code de la sécurité sociale - Fusion de la caisse régionale d'assurance maladie et de la caisse régionale d'assurance vieillesse d'Alsace-Moselle) (p. 5777). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6143-3-1 du code de la santé publique - Administration provisoire des hôpitaux en cas d'atteinte à la sécurité des patients) (p. 5779). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 162-5, L. 162-9, L. 162-14, L. 162-16-1, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-32-1, L. 182-2-4, L. 221-1-2 du code de la sécurité sociale - Prolongation des dispositifs de formations professionnelle et continue conventionnelles et d'évaluation des pratiques conventionnelles) (p. 5780).

- **Commission mixte paritaire [n° 753 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6360, 6366). - **Article 3 ter** (Contrats d'exercice libéral dans les établissements privés à but non lucratif) (p. 6379). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6381).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6971, 6973). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6986). - **Article 3** (art. L. 1454-2 à L. 1454-4 (nouveaux) du code de la santé publique - Dispositions pénales) (p. 7005). - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 7029).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7386, 7388).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7413). - **Article 7** (art. 85 de la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Augmentation de la contribution de l'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2011) (p. 7415, 7416). - **Rappel au règlement** (p. 7418).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7427, 7428). - **Article 10** (*Augmentation du forfait social*) (p. 7440). (p. 7441). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 7442). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7449). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 7459). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7466, 7467).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 19** (art. L. 5121-15, L. 5121-16, L. 5121-17, L. 5121-18, L. 5121-19, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5123-2, L. 5138-5, L. 5211-5-2, et L. 5221-7, L. 5321-2, L. 5321-3 (nouveau), L. 5421-6-3 (nouveau), L. 5422-2, L. 6221-11 du code de la santé publique, art. L. 162-16-5, L. 162-17, L. 162-17-5, L. 241-2, art. 1600-0 N, 1600-0 O, 1600-0 P, 1600-0 Q, 1635 bis AE (nouveaux) et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D (nouveau) du livre des procédures fiscales - Financement de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) (p. 7546). (p. 7548). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7578, 7579).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7595). (p. 7597). (p. 7598). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7609, 7610). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 7613). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7615). (p. 7619). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 2132-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Généralisation du dépistage précoce des troubles de l'audition) (p. 7622). (p. 7624). - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Autorisation d'exercice pour les médecins étrangers non ressortissants communautaires) (p. 7639). - **Articles additionnels après l'article 34 quater** (p. 7642, 7643). - **Article 34 sexies (nouveau)** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Consultation des fédérations régionales hospitalières en matière d'accord préalable pour les soins de suite et de réadaptation) (p. 7644). - **Article 34 nonies (nouveau)** (art. L. 871-1 du code de la sécurité sociale - Création d'un secteur optionnel par la convention ou élargissement de l'option de coordination par arrêté gouvernemental) (p. 7647). - **Article 35** (art. L. 6114-3 du code de la santé publique - Imposition d'indicateurs de performance pour les établissements de santé et sanctions en cas de non-respect des objectifs) (p. 7649, 7650).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Article 37 bis (nouveau) (priorité)** (*Expérimentation de dérogations tarifaires*)

permettant de décloisonner les secteurs sanitaire et médico-social) (p. 7683). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7707). (p. 7710). (p. 7715). - **Article 35 bis (nouveau)** (art. L. 6211-21 du code de la santé publique ; art. 8 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 - Rétablissement des ristournes en matière de biologie médicale) (p. 7718). - **Article 35 sexies (nouveau)** (art. L. 162-25 du code de la sécurité sociale - Prescription de la facturation des établissements de santé) (p. 7723). (p. 7723). - **Article additionnel après l'article 35 septies** (p. 7724). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 7736, 7737). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7740, 7741). - **Article 42** (art. L. 322-8 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Maintien des droits des affiliés du régime minier et de leurs ayants droit) (p. 7745). - **Article 46** (*Dotations des régimes obligatoires d'assurance maladie à plusieurs fonds et organismes pour 2012*) (p. 7747). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 7750). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7755). - **Article 55** (*Contribution de la branche accidents du travail-maladies professionnelles aux départs en retraite anticipée pour pénibilité*) (p. 7776, 7777). - **Article 62 ter (nouveau)** (art. L. 123-2-4 du code de la sécurité sociale - Approbation des rémunérations des dirigeants des caisses nationales de sécurité sociale) (p. 7784). - **Article additionnel après l'article 62 quater** (p. 7787). - **Article 63 quinquies (nouveau)** (art. L. 114-12-3 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Déchéance du droit aux prestations sociales perçues en cas d'obtention frauduleuse d'un numéro de sécurité sociale) (p. 7797). - **Article 64** (art. L. 376-1, L. 376-4, L. 376-5, L. 454-1, L. 454-2 et L. 454-3 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives aux recours contre tiers) (p. 7798). - **Article additionnel après l'article 68** (p. 7800, 7801). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7804, 7805).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8397, 8399).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8783, 8784). - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8799).

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Rapporteur de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis vice-président le 1er octobre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Comité des finances locales le 15 décembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2010 [n° 539 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Ecologie, développement et aménagement durables [n° 107 tome 3 annexe 10 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4475, 4479).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Organisation des travaux** (p. 7940).

- Vice-président de la commission des finances - **Rappel au règlement** (p. 7950).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8130). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8143). (p. 8143). (p. 8168).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8232, 8233). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8251). - **Article 9** (art. 1586 B et 1384 B du code général des impôts, art. L. 3334-17 et L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi

n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - *Évolution des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale*) (p. 8254). - **Article 18** (*Financement des nouveaux radars de sécurité routière*) (p. 8310).

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) - vice-président de la commission des finances - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8481, 8490).

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8537, 8538). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8569, 8575). - **Article 50** (p. 8575). - **Article 51** (p. 8576). - **Article 51 bis (nouveau)** (art. L. 213-10-2, L. 213-10-8, L. 213-10-9 et L. 213-14-2 du code de l'environnement, art. 100 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques - *Dixième programmation des agences de l'eau (recettes)*) (p. 8576). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 8577, 8579). - **Article 51 quater (nouveau)** (art. 136 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - *Instauration d'une limite à la sollicitation du FPRNM au titre de l'article 6 de la loi n° 2011-725 du 23 juin 2011*) (p. 8580). (p. 8580). - **Article 51 quinquies (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques - *Ressources de l'ONEMA*) (p. 8580, 8581). - **Article 51 sexies (nouveau)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - *Dixième programmation des agences de l'eau (dépenses)*) (p. 8582, 8585). - **Article 64 ter (nouveau)** (*Remise au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur l'éligibilité des personnes morales au bonus des véhicules hybrides*) (p. 8586).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9331). (p. 9332). - **Articles additionnels après l'article 47 undecies** (p. 9361). (p. 9363). - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales*) (p. 9368).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (21 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 10213, 10214).

MIRASSOU (Jean-Jacques)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme le 20 décembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 105, 106).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 262).
- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 430, 431).
- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 25** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne*) (p. 1072, 1073).
- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1424, 1425).
- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1457, 1458).
- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Article 1er** (art. L. 1131-1, L. 1131-1-1 et L. 1131-1-2 (nouveaux) du code de la santé publique - *Information de la parentèle en cas de détection d'une anomalie génétique grave*) (p. 2453, 2454).
- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2485).
- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3018, 3019). (p. 3031).
- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Article 2** (*Aides des collectivités territoriales aux projets de construction ou de rénovation des stades*) (p. 3113, 3116).
- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Article 8** (Art. L. 211-5 [nouveau] du code de l'environnement - *Rapport du Gouvernement sur la qualité des ouvrages de protection contre les inondations et contre la mer*) (p. 3269, 3270). - **Article 13** (Art. L. 563-7 [nouveau] du code de l'environnement - *Instauration d'une journée nationale de prévention des risques naturels*) (p. 3275).
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France** [n° 397 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3427).
- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (18 mai 2011) - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen*) (p. 4072). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen*) (p. 4078, 4079).
- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4474, 4481).
- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Question préalable** (p. 4526, 4530).
- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4683, 4684).
- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4722).
- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 697 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5826, 5827). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5839, 5840).
- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution - Commission mixte paritaire** [n° 716 (2010-2011)] - (11 juillet 2011) - **Article 1er bis A** (*Avantages accordés aux conseillers territoriaux*) (p. 6203).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er C** (p. 6477). - **Article 3** (*Couverture des charges de prestations familiales*) (p. 6495). (p. 6501, 6502).
- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6605, 6606).
- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse** [n° 16 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6744).
- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° 22 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6780, 6781). - **Article 1er** (art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - *Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration*) (p. 6788). (p. 6791). (p. 6793). (p. 6793). - **Article 2** (art. L. 4312-3, L. 4312-3-1 [nouveau], L. 4312-3-2 [nouveau], L. 4312-3-3 [nouveau] et L. 4312-3-4 [nouveau] du code des transports - *Pouvoirs du directeur général, composition du personnel. Instances représentatives du personnel de l'agence. Emploi et recrutement du personnel. Organisation et aménagement du temps de travail des agents de droit public*) (p. 6799). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6803). (p. 6804).
- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture** [n° 740 (2010-2011)] - (3 novembre 2011) - **Article 5** (*Conditions de transfert aux collectivités*) (p. 7224, 7225).
- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans** [n° 63 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7237, 7238)

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7425, 7426). (p. 7433). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 7459). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7466).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7829).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7930, 7931).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8248). - **Article 12** (art. 51 de la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et art. 7 et 35 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en oeuvre du revenu de solidarité active, RSA) (p. 8275). (p. 8276).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Article 31 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8368, 8369).

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) (p. 8667, 8668).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9098).

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2011) (p. 9106).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif** [n° 150 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9478, 9479). - **Article 1er** (art. L. 2331-1 du code de la défense - Classement des armes) (p. 9480, 9481). (p. 9482). - **Article 3** (art. L. 2336-1 du code de la défense - Régime d'acquisition et de détention des armes) (p. 9490). - **Article 5** (art. L. 2337-3 du code de la défense - Conditions de cession des armes à feu entre particuliers) (p. 9491). - **Article 32** (art. L. 2339-9 du code de la défense - Incrimination du port ou transport d'armes sans motif légitime) (p. 9503). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9509, 9510).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture** [n° 130 (2011-2012)] - (13 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9724).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Article 7** (art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACE) (p. 9777).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (20 décembre 2011) - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10170, 10171). (p. 10171).

(Transferts de personnels) (p. 509). - **Article 9** (Suivi du transfert et obligation d'information) (p. 510). - **Article 10** (Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement) (p. 511, 513). (p. 512). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 514, 515). - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 515, 516). (p. 516). - **Article 12** (Gage financier) (p. 516, 517). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 518, 519).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions** [n° 179 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 549, 552). - **Article 1er** (loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Modalités de mise en oeuvre du principe de l'indépendance des rédactions) (p. 562). - **Article 2** (loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Renforcement de la transparence de l'actionnariat des entreprises de presse) (p. 563). - **Article 4** (loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Sanctions) (p. 564).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1453, 1454). - **Article unique** (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994) (p. 1466).

MITTERRAND (Frédéric)
ministre de la culture et de la
communication

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 485, 487). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 496, 497). - **Article 1er** (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine) (p. 498, 503). (p. 502). - **Article 2 bis (Nouveau)** (Classement d'ensembles d'objets mobiliers et servitude de maintien in situ) (p. 504). - **Article 4** (Définition du caractère transférable des monuments historiques) (p. 504, 505). - **Article 5** (Conditions de transfert aux collectivités territoriales) (p. 506). - **Article 6** (Procédure de transfert aux collectivités territoriales) (p. 507). - **Article 7** (Convention de transfert à titre gratuit) (p. 509). - **Article 8**

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture [n° 340 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2207, 2209). - **Article 2** (Fixation du prix de vente au public par l'éditeur) (p. 2219). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Validation législative en faveur du mécénat culturel) (p. 2223).

- **Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3469, 3470).

- **Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse [n° 475 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3480, 3482). - **Article 2** (loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Création de deux instances chargées de réguler le système coopératif de distribution de la presse) (p. 3488). - **Article 4** (loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Missions et compétences respectives du Conseil supérieur des messageries de presse et de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse) (p. 3492, 3495). (p. 3492). (p. 3493, 3494). (p. 3494). (p. 3495). - **Article 6** (loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social - Abrogation de l'article 11 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987) (p. 3495). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Gage financier) (p. 3495).

- **Questions cibles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4347, 4353).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7196, 7198). - **Article 1er A** (Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel - patrimoine mondial) (p. 7211). - **Article 1er** (Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine) (p. 7214, 7219). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7219, 7220). - **Article 4** (Définition du caractère transférable des monuments historiques) (p. 7222, 7223). -

Article 5 (Conditions de transfert aux collectivités) (p. 7224, 7225). - **Article 7** (Convention de transfert à titre gratuit) (p. 7226, 7228). - **Article 10** (Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement) (p. 7229, 7230). - **Article 13** (Décret d'application) (p. 7230). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7232).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) (p. 8620, 8624). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8625, 8626).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) (p. 8639, 8643). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8645, 8650). - **Article 52 ter (nouveau)** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Encadrement du surplus de recettes publicitaires de France Télévisions) (p. 8651).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10019, 10020). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-1, L. 122-5 et L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Exclusion des copies de source illicite de l'assiette de la rémunération pour copie privée et du champ de la copie privée) (p. 10029, 10030). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Prorogation des effets de la décision n° 11 de la commission de la copie privée et validation des rémunérations versées sur le fondement de cette décision) (p. 10032). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10033).

MOHAMED SOILIH (Thani)
sénateur (Mayotte)
SOC-EELVr-A

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 15 décembre 2011.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8441, 8442).

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8506).

MONTCHAMP (Marie-Anne)
*secrétaire d'État auprès de la ministre
des solidarités et de la cohésion sociale
(à partir du 29 juin 2011)*

INTERVENTIONS

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4251, 4255).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap** - *Deuxième lecture* [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5490, 5492). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5497). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-1, L. 143-1-1 (nouveau), L. 143-2, L. 143-3, L. 143-9-1 (nouveau), L. 143-10 et L. 143-11 (nouveau) du code de la sécurité sociale, art. L. 241-9 du code de l'action sociale et des familles - *Décisions des tribunaux du contentieux et de l'incapacité et de la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail*) (p. 5498). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-5 (nouveau) du code du travail - *Plan régional pour l'insertion des*

travailleurs handicapés) (p. 5499). - **Article 12 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-10 du code du travail - *Surcontribution des entreprises dites « à quota zéro »*) (p. 5503). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5512).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (8 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7395, 7400).

Première partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2010*) (p. 7402). - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A présentant la situation patrimoniale de la sécurité sociale et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2010*) (p. 7406).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 3** (art. L. 134-3, L. 134-5 et L. 134-5-1 du code de la sécurité sociale - *Plafonnement des compensations bilatérales maladie*) (p. 7409). - **Article 4** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2011*) (p. 7411, 7412).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8381, 8383).

de MONTESQUIOU (Aymeri)
*sénateur (Gers)
RDSE, puis UCR*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Culture** [n° 107 tome 3 annexe 7 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2111, 2112).

- **Questions cribles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3248, 3249).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4207, 4208).

- **Débat sur le bilan du dispositif d'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires** - (26 mai 2011) (p. 4264).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 545 (2010-2011)]** - (30 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4293, 4294). - **Article 32 (nouveau)** (*Validation du contrat de concession du stade de France*) (p. 4316).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité - Deuxième lecture [n° 537 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4584).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4805, 4806).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5045, 5047).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5166, 5167).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique - Commission mixte paritaire [n° 641 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5673, 5675).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6442, 6443).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7151, 7152).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 16** (*art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du*

code de la sécurité sociale - Hausse de la fiscalité sur les alcools) (p. 7523). (p. 7524).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8004, 8006).

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8131).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8336, 8337).

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) (p. 8665, 8666).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) (p. 8705, 8706).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9136, 9138).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 bis** (p. 9328, 9329).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) (p. 9450, 9451).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9739, 9741).

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public de financement et de restructuration le 8 mars 2011.

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Péréquation financière entre les collectivités territoriales : les choix de la commission des finances du Sénat [n° 731 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique : une réforme payée à son juste prix ? [n° 60 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines [n° 107 tome 3 annexe 14 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5091, 5092).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5253, 5254).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8069). (p. 8077).

MORANO (Nadine)

ministre auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé, chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 3996, 4003).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Article 5 octies (nouveau)** (art. 1613 ter du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des sucres ajoutés) (p. 8190).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8233).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8919). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8937).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9080, 9081). - **Article 34 et état D** (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers) (p. 9091). - **Article 64 quater (nouveau)** (p. 9091). - **Article 64 quinquies (nouveau)** (Cession du domaine de Souzy-la-Briche) (p. 9092).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Article 22** (art. L. 524-2 à L. 524-4, L. 524-7 à L. 524-10, L. 524-12 à L. 524-15 du code du patrimoine, art. 1647 du code général des impôts et art. 28 et 55 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Réforme de la redevance d'archéologie préventive) (p. 9994). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10007, 10008).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels [n° 660 (2010-2011)]** - (27 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5370, 5372). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5386). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1251-7, L. 1251-12, L. 1251-57 et L. 6226-1 du code du travail - Ouverture de l'apprentissage aux entreprises de travail temporaire) (p. 5393, 5394). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6325-7 du code du travail - Faculté de renouveler un contrat de professionnalisation à durée déterminée pour préparer une qualification supérieure ou complémentaire) (p. 5395). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6224-5 et L. 6252-4-1 (nouveau) du code du travail - Simplification des formalités et renforcement du contrôle en matière d'apprentissage) (p. 5396, 5397). - **Article 5 bis (nouveau)** (Extension, à titre expérimental, de la mission des médiateurs de l'apprentissage) (p. 5397). - **Article**

additionnel après l'article 5 ter (p. 5398). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5398). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-4 du code de l'éducation - Parcours de découverte approfondie des métiers et des formations en classe de quatrième et de troisième) (p. 5399, 5400). - **Article 6 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Elargissement du champ du dispositif d'initiation aux métiers en alternance) (p. 5400, 5401). - **Article 6 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-1 du code du travail - Conditions de souscription d'un contrat d'apprentissage avant seize ans) (p. 5402). - **Article 6 sexies** (p. 5403). - **Article additionnel après l'article 6 sexies** (p. 5404). - **Article 6 septies A (nouveau)** (art. L. 6325-25 (nouveau) du code du travail - Ouverture du contrat de professionnalisation aux particuliers employeurs) (p. 5405, 5406). - **Article 6 septies B (nouveau)** (art. L. 6326-1 et L. 6326-3 (nouveau) du code du travail - Extension de la préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 5406, 5407). - **Article 6 septies** (art. L. 6222-22-1 (nouveau) du code du travail - Faculté de réorienter en cours d'exécution un contrat d'apprentissage conclu en vue de l'obtention d'un baccalauréat professionnel) (p. 5407). - **Article additionnel avant l'article 6 nonies** (p. 5408). - **Article 6 nonies** (art. L. 612-8, L. 612-9, L. 612-10, L. 612-11, L. 612-12 et L. 612-13 (nouveaux) du code de l'éducation ; art. L. 1221-13 et L. 2323-83 du code du travail ; art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ; art. L. 262-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - Etablissement d'un cadre législatif visant à limiter les abus auxquels peuvent donner lieu les stages en entreprise et à consacrer les droits des stagiaires) (p. 5410, 5414). - **Article 6 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1221-24 du code du travail - Prise en compte de la durée du stage dans la période d'essai en cas d'embauche dans l'entreprise) (p. 5414). - **Articles additionnels après l'article 6 decies** (p. 5415, 5416). - **Articles additionnels après l'article 6 undecies** (p. 5416, 5419). - **Article 7 AA (Entrée en vigueur différée des dispositions du présent titre)** (p. 5421). - **Article 7 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-9 du code du travail - Garantie d'égalité de traitement au bénéfice des salariés des groupements d'employeurs) (p. 5421). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-4 du code du travail - Suppression de la limitation du nombre de groupements auxquels peut appartenir une entreprise) (p. 5422). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5423, 5425). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-5 du code du travail - Autorisation donnée aux entreprises de plus de trois cents salariés d'adhérer à un groupement d'employeurs) (p. 5426). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-11 du code du travail - Elargissement du champ des accords spécifiques entre les organisations professionnelles représentant les groupements d'employeurs et celles des salariés) (p. 5426). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-8 du code du travail - Responsabilité financière des membres d'un groupement d'employeurs) (p. 5427). - **Article 9 bis (Texte non**

modifié par la commission) (art. L. 1253-12 du code du travail - Clarification de l'organisation de l'apprentissage dans le cadre des groupements d'employeurs) (p. 5428). - **Article 10** (art. L. 1253-20 du code du travail - Assouplissement des règles encadrant l'utilisation par une collectivité territoriale des services d'un groupement d'employeurs) (p. 5428). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-14 du code du travail - Prise en compte des salariés mis à disposition d'une entreprise par un groupement d'employeurs pour le calcul du respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 5430). - **Article 10 ter (nouveau)** (art. L. 8241-1 et L. 8241-2 du code du travail - Modification du régime juridique du prêt de main d'oeuvre) (p. 5431). - **Article 11** (art. L. 1233-65, L. 1233-66, L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69 et L. 1233-70 du code du travail - Création et encadrement juridique du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 5434, 5437). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 5437). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6341-1 du code du travail ; art. L. 131-2, L. 135-2, L. 142-2, L. 213-1, L. 311-5, L. 351-3 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale ; ordonnance n° 2006-433 du 13 avril 2006 - Coordination et mesures transitoires) (p. 5439, 5440). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 5441). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3123-8 du code du travail - Assouplissement des modalités d'augmentation temporaire des horaires contractuels des salariés à temps partiel) (p. 5442, 5443).

- **Commission mixte paritaire [n° 736 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6411).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9594). - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - Principe du repos dominical) (p. 9601). - **Article 2** (art. L. 3122-8-1 à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche) (p. 9612, 9613). - **Art. 2 bis (nouveau)** (art. L. 3132-13 du code du travail - Limitation des dérogations au repos dominical dans les commerces de détail alimentaire) (p. 9614, 9615). - **Article 3** (art. L. 3132-23 du code du travail - Repos dominical et distorsions de concurrence) (p. 9617). - **Article 4** (art. L. 3132-25 du code du travail - Dérogations au repos dominical dans les communes touristiques) (p. 9618). - **Article 5** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - Limitation des cas de dérogations au principe du repos dominical dans les périmètres urbains de consommation exceptionnels (Puce)) (p. 9621). - **Article 6** (art. L. 3132-25-3 du code du travail - Conditions à remplir pour que certaines autorisations de déroger à la règle du repos dominical puissent être accordées) (p. 9622). - **Article 7** (art. L. 3132-25-4 du code du travail - Durée de validité des autorisations de déroger à la règle du repos dominical) (p. 9623).

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénatrice (Seine-Maritime)
UC, puis UCR

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du Patrimoine.

Membre titulaire de la Commission scientifique nationale des collections le 10 mai 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 225 (2010-2011)] portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 275 (2010-2011)] (2 février 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : La neutralité de l'Internet [n° 302 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'Argentine: si lointaine et pourtant si proche [n° 761 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à la vente illicite de billets pour les manifestations culturelles ou sportives [n° 771 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Culture - Sports**.

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État [n° 237 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 492, 493). - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 502).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 552, 553). - **Article 4** (*loi n° 86-897 du 1er août 1986*

portant réforme du régime juridique de la presse - Sanctions) (p. 565).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 1242, 1243). - **Article 13** (*Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes*) (p. 1285). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1300).

- **Commission mixte paritaire [n° 319 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1986, 1987).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture [n° 342 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2155, 2156).

- **Questions cribles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2165).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture [n° 340 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2214, 2215). - **Article 2** (*Fixation du prix de vente au public par l'éditeur*) (p. 2220).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2916, 2917).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3470, 3472).

- **Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse [n° 475 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3485, 3486).

- **Questions cribles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4349, 4350).

- **Questions cribles thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4797, 4798).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (*art. 34 de la Constitution*) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4853). (p. 4865, 4866).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 1er** (*art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5091).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. 302 bis KI du code général des impôts - Abrogation de la taxe sur l'achat de services de publicité en ligne*) (p. 5143, 5146). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5181).

- **Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5662, 5664).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5701, 5702).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)]** -

(11 juillet 2011) - **Article 1er** (*Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires*) (p. 6270).

- **Célébration du 30e anniversaire du vote par le Sénat de l'abolition de la peine de mort** - (30 septembre 2011) (p. 8, 10).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) (p. 6587, 6588).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6644, 6645).

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7205, 7206). - **Article 1er A** (*Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel - patrimoine mondial*) (p. 7211).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 11** (*art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux*) (p. 7502). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 7514, 7515).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 16 ter** (*Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat*) (p. 8306). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8318).

Deuxième partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

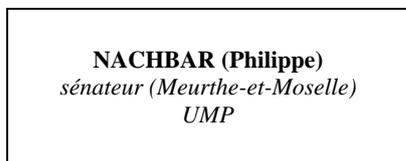
- (25 novembre 2011) (p. 8634, 8636). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8645, 8646). (p. 8648). - **Article 52 ter (nouveau)** (*art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Encadrement du surplus de recettes publicitaires de France Télévisions*) (p. 8650, 8651).

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8968, 8970).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 11** (*Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA*) (p. 9808). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9822). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 9827).

- **Projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée [n° 193 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10023, 10024). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-1, L. 122-5 et L. 211-3 du code de la propriété intellectuelle - Exclusion des copies de source illicite de l'assiette de la rémunération pour copie privée et du champ de la copie privée*) (p. 10030).



NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre suppléant de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive le 12 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 110 tome 2 fasc. 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) (p. 4200).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Culture

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 8609, 8610).

NAMY (Christian)
sénateur (Meuse)
UCR

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 30 novembre 2011.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration (ENA) le 20 décembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7827, 7828).

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
SOC-A, puis SOC-EELVr-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales** [n° 251 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 5654, 5655).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6616, 6617).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° 22 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6772, 6773).

NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat le 8 mars 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 6 décembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Le schéma national des infrastructures de transport : des territoires à l'Europe [n° 592 (2010-2011)] (8 juin 2011) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 200, 202).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 798, 799).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) - président du groupe de suivi sur le schéma national des infrastructures de transport (p. 1412, 1414).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° 22 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6777, 6778). - **Intitulé du chapitre 1er** (*Dispositions relatives aux missions et au conseil d'administration de l'Agence nationale des voies navigables*) (p. 6784). - **Article 1er** (*art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration*) (p. 6789).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** [n° 26 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6911, 6913).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8549, 8550).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (*art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne*) (p. 9561, 9562).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture** [n° 115 (2011-2012)] - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9697, 9698).

NÉRI (Alain)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Immigration, asile et intégration : immigration et asile [n° 108 tome 9 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6915, 6916).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7455, 7456). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7463).

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2011) (p. 7494).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 8458). (p. 8474, 8476). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8481, 8482). (p. 8483). (p. 8485). (p. 8485). (p. 8486, 8487). (p. 8487). (p. 8487). (p. 8488). (p. 8489). (p. 8490). - **Article 49 ter (nouveau)** (p. 8491).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 61** (p. 8737, 8738).

- **Modification du calendrier budgétaire** - (29 novembre 2011) (p. 8819).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] (suite)**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour l'immigration et l'asile (p. 9115, 9116).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 11 (Création d'un second taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée - TVA)** (p. 9806).

NICOUX (Renée)
sénatrice (Creuse)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 111 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 55, 57).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1439).

- **Débat sur la politique forestière et le développement de la filière du bois** - (24 mai 2011) - au nom du groupe socialiste (p. 4186, 4189).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4214, 4215).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale** [n° 619 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Article 4 (art. L. 623-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle)** (p. 5588).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial** [n° 541 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5642, 5644).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse** [n° 16 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Article 5 (art. L. 4424-13 et L. 4424-14 du code**

général des collectivités territoriales - Procédures d'élaboration, de modification et de révision (p. 6742).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) (p. 8686, 8687).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 9128, 9129). (p. 9150, 9151). - **Article 48 ter (nouveau)** (*Augmentation pour 2012 du taux de la taxe pour frais de chambres d'agriculture*) (p. 9159).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - *Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile*) (p. 10165, 10166). (p. 10167).

OLLIER (Patrick)
*ministre auprès du Premier ministre,
 chargé des relations avec le Parlement*

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'édiction des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 83, 87).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1237, 1239).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 277 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1317, 1319). (p. 1324, 1325). - **Article 5** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - *Sondages relatifs au second tour d'une élection*) (p. 1327). - **Article 10** (art. 9 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - *Observations méthodologiques et mises au point de la commission des sondages*) (p. 1329). - **Article 12** (art. 10 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - *Rapport annuel et autonomie budgétaire de la commission des sondages*) (p. 1330).

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1528, 1531). (p. 1536, 1538). - **Article unique** (*Intérêt à agir des parlementaires par la voie du recours pour excès de pouvoir*) (p. 1539, 1540).

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3155, 3160). (p. 3166, 3167). - **Article 3** (Art. 219 du code général des impôts - *Différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du résultat*) (p. 3173, 3174).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3197, 3199). (p. 3204).

- **Allocution de fin de session** - (28 juin 2011) (p. 5472, 5473).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5602, 5603). (p. 5611, 5612). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5613, 5615). - **Article 1er** (art. L. 3142-56 du code du travail - *Congé électif pour participer à la campagne électorale*) (p. 5615). - **Article 4** (art. L. 2123-2, L. 3123-2 et L. 4135-2 du code général des collectivités territoriales - *Information des employeurs*) (p. 5616). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5617). - **Article 5** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - *Dépenses de formation*) (p. 5618). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5619). - **Article additionnel après l'article 7 ter** (p. 5620). - **Article 8** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - *Suspension du contrat de travail*) (p. 5622). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 613-3 du code de l'éducation - *Validation des acquis de l'expérience*) (p. 5623). - **Article 9** (art. L. 2123-11-2 du code général des collectivités territoriales - *Elargissement du champ des bénéficiaires de l'allocation différentielle de fin de mandat*) (p. 5623). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 5624). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5625, 5629).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Demande de réserve** (Article 14) (p. 6158). - **Article 12** (art. L. 623-23-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6159, 6160). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6161, 6162). - **Article 15 bis (nouveau)** (*Identification et enregistrement des ressources phylogénétiques*) (p. 6166, 6167). - **Article 14 (précédemment réservé)** (art. L. 623-24-1 à L. 623-24-5 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6170).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6809, 6811).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9164, 9167).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2011) (p. 9172, 9173). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9174).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) (p. 9181, 9184). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9185).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle [n° 54 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9628, 9630). - **Article 1er** (nouveaux art. L. 134-1 à L. 134-7 du code de propriété intellectuelle - Définition et modalités d'exploitation des oeuvres indisponibles) (p. 9638, 9651). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9652, 9654). - **Article 2** (art. L. 321-9 du code de la propriété intellectuelle - Utilisation des sommes non répartissables issues de la gestion collective des livres indisponibles) (p. 9656). - **Article 3** (Application de la loi) (p. 9656). - **Article 4** (p. 9657).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9749, 9752). - **Question préalable** (p. 9754).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13 (suite)** (p. 9876, 9881). - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 9944, 9950). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 2333-8 et L. 2333-9 du code général des collectivités territoriales - Allègements de TLPE pour les kiosques à journaux) (p. 9951, 9952). - **Article 16 octies (nouveau)** (art. L. 132-16-1 du code minier - Création d'une redevance sur les gisements d'hydrocarbures en mer) (p. 9954). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9957). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 9958). - **Article**

17 quater (nouveau) (art. L. 107-B [nouveau] du livre des procédures fiscales - Mise à disposition des contribuables d'informations relatives aux transactions immobilières par voie électronique) (p. 9960, 9962). - **Article 17 quinquies (nouveau)** (art. L. 169 et art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Extension du délai de reprise de l'administration fiscale de dix ans à l'ensemble des avoirs détenus à l'étranger et non déclarés) (p. 9963). - **Article additionnel après l'article 17 quinquies** (p. 9965). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 9975). - **Article 19 sexies (nouveau)** (Régime fiscal applicable aux mutuelles et institutions de prévoyance en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution économique territoriale) (p. 9977). - **Article additionnel après l'article 19 sexies** (p. 9977, 9978). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9979, 9981). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 9982).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature [n° 195 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10034, 10035). (p. 10041, 10042). - **Article 1er (supprimé)** (art. 2 de la loi organique n° 2010-1341 du 10 novembre 2010 - Accélération du calendrier de relèvement progressif de la limite d'âge applicable aux magistrats de l'ordre judiciaire) (p. 10043). - **Article 2 (supprimé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Dispositions relatives aux magistrats placés auprès des chefs de cour d'appel) (p. 10043, 10044). - **Article 3** (art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions) (p. 10044, 10045). - **Intitulé du projet de loi** (p. 10047).

OUDIT (Mireille)
sénatrice (Marne)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi le 2 février 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

PANIS (Jacqueline)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP-R

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

Secrétaire de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi le 2 février 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

PAPON (Monique)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 18, 19, 25, 27 janvier, 3, 8, 10, 17 février, 1er, 29, 30 mars, 12, 14 avril, 3, 12, 18, 19, 24, 25, 31 mai, 14, 15, 21, 28, 29, 30 juin, 5 juillet et 8 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Les chantiers du Maroc de demain [n° 654 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3099, 3100).

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 2** (*art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation*) (p. 840). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage*) (p. 849).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement suisse** - (29 mars 2011) (p. 2170).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Article 7** (*Art. L. 3114-1 à L. 3114-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Transfert de propriété d'ouvrages de défense contre la mer*) (p. 3269).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4242, 4243).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire israélienne** - (21 juin 2011) (p. 5071).

- **Annnonce de la libération de deux journalistes français otages en Afghanistan** - (29 juin 2011) (p. 5529).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire algérienne** - (30 juin 2011) (p. 5599).

PASQUA (Charles)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

PASQUET (Isabelle)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
CRC-SPG, puis CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (14 novembre 2011).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 300 (2010-2011)] relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 463 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Politique familiale et protection de l'enfance : quelles leçons tirer du modèle québécois ? [n° 685 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)] - Famille [n° 74 tome 4 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 36, 37).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 431, 432).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial** [n° 181 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2324). (p. 2332, 2340).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée** [n° 328 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2346, 2347).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Article 3** (*art. L. 1131-2-1 (nouveau), L. 1131-3, L. 1133-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Régime d'autorisation des laboratoires de biologie médicale effectuant des examens génétiques*) (p. 2460).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 5 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 1111-14 du code de la santé publique - Inscription dans le dossier médical personnalisé du fait que le patient est informé de la législation relative au don d'organes*) (p. 2492). - **Article 9** (*art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal*) (p. 2533).

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif** [n° 300 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3343, 3345). - **Article 2** (*art. L. 613-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Exclusion du concours de l'Etat à l'exécution de jugements d'expulsion locative sans relogement*) (p. 3353).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3556). - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3575). (p. 3582). (p. 3603).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3631, 3632). (p. 3648). - **Article 2** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent*) (p. 3659). - **Article 3** (*Admission en soins psychiatriques sans consentement sur décision du représentant de l'Etat*) (p. 3670).

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) - au nom du groupe CRC-SPG (p. 4238, 4241).

- **Questions cribles thématiques - Evolution et perspectives du secteur des services à la personne** - (7 juin 2011) (p. 4516, 4517).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Article 6** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 1220-1 (nouveau), L. 1241-1, L. 1241-3, L. 1241-4, L. 1243-2 - et L. 1245-5 du code de la santé publique - Harmonisation du régime juridique des cellules souches hématopoïétiques issues de la moelle osseuse et du sang périphérique*) (p. 4618). - **Article 9** (*art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal*) (p. 4625).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5093). - **Article 4** (*art. 787 B, 787 C et 790 du code général des impôts - Suppression des réductions de droits de donation liées à l'âge du donateur*) (p. 5104).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels** [n° 660 (2010-2011)] - (27 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5387). (p. 5388). - **Articles additionnels après l'article 6** (*decies*) (p. 5414, 5415). (p. 5415). (p. 5415, 5416). - **Articles additionnels après l'article 6** (*undecies*) (p. 5416). (p. 5417).

5418). (p. 5418). (p. 5419). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5424). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-5 du code du travail - Autorisation donnée aux entreprises de plus de trois cents salariés d'adhérer à un groupement d'employeurs) (p. 5425, 5426). - **Article 10** (art. L. 1253-20 du code du travail - Assouplissement des règles encadrant l'utilisation par une collectivité territoriale des services d'un groupement d'employeurs) (p. 5428). - **Article 11** (art. L. 1233-65, L. 1233-66, L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69 et L. 1233-70 du code du travail - Création et encadrement juridique du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 5433, 5434). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 5437). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3123-8 du code du travail - Assouplissement des modalités d'augmentation temporaire des horaires contractuels des salariés à temps partiel) (p. 5441).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture [n° 644 (2010-2011)]** - (28 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5488, 5489). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-4-3 (nouveau) du code de l'action sociale et des familles, art. 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Accès des personnels des MDPH aux formations dispensées par le centre national de la fonction publique territoriale) (p. 5493). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-4 et L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens) (p. 5494). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-5 (nouveau) du code du travail - Plan régional pour l'insertion des travailleurs handicapés) (p. 5498, 5499). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5213-13 et L. 5213-19 du code du travail - Modification des critères de versement de la subvention spécifique et de l'aide au poste aux entreprises adaptées et aux centres de distribution de travail à domicile) (p. 5501, 5502). - **Article 14 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition des conditions de mise en oeuvre des exigences d'accessibilité pour les logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière) (p. 5504). (p. 5506). (p. 5506). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5511).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Article 1er** (Instauration d'une prime pour les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5899). (p. 5911). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5918, 5919). (p. 5923). (p. 5925).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture [n° 721 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4, L. 4622-8 à L. 4622-10 (nouveaux), L. 4622-15 (nouveau), L. 4624-3 (nouveau) et L. 4644-1 (nouveau) du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 6125). (p. 6126). (p. 6128). (p. 6129, 6130). (p. 6131). (p. 6132). (p. 6133). (p. 6134). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4624-4 (nouveau) du code du travail - Echange entre le médecin du travail et l'employeur lorsqu'est constaté un risque ayant une portée collective) (p. 6138, 6139). (p. 6140). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 (nouveau) du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises) (p. 6142). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6147). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1237-15 du code du travail - Garantie accordée au médecin du travail en cas de rupture conventionnelle) (p. 6149). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 6151). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 (nouveau) du code rural et de la pêche maritime - Services de santé au travail en agriculture) (p. 6153, 6154).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Commission mixte paritaire [n° 753 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6365, 6366).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6617, 6619).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6960, 6962). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6975, 6976). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6981). (p. 6984). (p. 6986). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6990). - **Article 2** (art. L. 1453-1 (nouveau) et L. 4113-6 du code de la santé publique - Obligation de publication des avantages consentis par les entreprises au profit des acteurs du champ des produits de santé) (p. 6993, 6994). - **Article 3** (art. L. 1454-2 à L. 1454-4 (nouveaux) du code de la santé publique - Dispositions pénales) (p. 7004, 7005). - **Article 6** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - Réalisation d'études après l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7015). - **Article 7** (art. L. 5121-9 du code de la santé publique - Conditions de suspension, de retrait ou de modification de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7017). - **Article 9 bis** (art. L. 162-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de fixation du service médical rendu des médicaments) (p. 7020, 7021). - **Article 15** (art. L. 5121-12, L. 1121-16-1 et L. 1123-14 du code de la santé publique - Modification des procédures d'octroi des autorisations temporaires d'utilisation nominative) (p. 7032). (p. 7034). (p. 7035, 7036). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 7037, 7038). (p. 7039). - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain) (p. 7041, 7042).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la visite médicale) (p. 7063, 7064). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 7066, 7067). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7084, 7085).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Demande d'une suspension de séance** (p. 7340).

- **Rapporteuse de la commission des affaires sociales pour la famille - Discussion générale** (p. 7355, 7357).

Première partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2010) (p. 7401, 7402). - **Rappel au règlement** (p. 7407).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 3** (art. L. 134-3, L. 134-5 et L. 134-5-1 du code de la sécurité sociale - Plafonnement des compensations bilatérales maladie) (p. 7408, 7409). - **Article 4** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2011) (p. 7411, 7412). - **Article 5** (Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites et du fonds de solidarité vieillesse) (p. 7414).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7423). - **Article 10** (Augmentation du forfait social) (p. 7437, 7438). (p. 7440). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7443, 7444). (p. 7445). (p. 7445). (p. 7449). (p. 7450). (p. 7454). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7468, 7469).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - *Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux*) (p. 7496). (p. 7497, 7498). (p. 7501). - **Article 12** (art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles d'abattement pour frais professionnels au titre de la cotisation sociale généralisée et de la contribution au remboursement de la dette sociale*) (p. 7507). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 7509). - **Article 13 (supprimé)** (art. L. 136-2, L. 136-5 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - *Assujettissement à la cotisation sociale généralisée du complément du libre choix d'activité et du libre choix d'activité optionnel*) (p. 7511). - **Article 17** (*Fixation du taux K de la clause de sauvegarde à 0,5 % pour 2012*) (p. 7539). - **Article 18** (art. L. 245-6 du code de la sécurité sociale - *Fixation du taux de la contribution sur le chiffre d'affaires et financement de la formation continue des médecins*) (p. 7540, 7541). - **Article 22** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 7550). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7578).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 33** (p. 7595). (p. 7599, 7600). (p. 7601). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7605, 7606). - **Article 34** (art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 - *Prolongation des expérimentations des nouveaux modes de rémunération en faveur des maisons, pôles et centres de santé*) (p. 7614). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7618). (p. 7618). - **Article 34 nonies (nouveau)** (art. L. 871-1 du code de la sécurité sociale - *Création d'un secteur optionnel par la convention ou élargissement de l'option de coordination par arrêté gouvernemental*) (p. 7646, 7647).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Article 37 (priorité)** (*Expérimentation d'une modulation du forfait global relatif aux soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes en fonction d'indicateurs de qualité et d'efficacité*) (p. 7670). - **Articles additionnels après l'article 37 (priorité)** (p. 7673, 7674). (p. 7676). - **Article 38 (priorité)** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Financement du plan d'aide à l'investissement de la CNSA dans le secteur médico-social pour 2012*) (p. 7685, 7686). - **Articles additionnels après l'article 38 (priorité)** (p. 7688). (p. 7691, 7692). - **Articles additionnels après l'article 38 (priorité)** (p. 7693, 7698). - **Article 58 bis (nouveau) (priorité)** (art. L. 551-1 du code de la sécurité sociale - *Report de la revalorisation des prestations familiales au 1er avril de chaque année*) (p. 7699). - **Articles additionnels après l'article 58 ter (priorité)** (p. 7700, 7702). (p. 7702). - **Article 59 (priorité)** (*Objectifs de dépenses de la branche famille pour 2012*) (p. 7703). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7705). (p. 7707). - **Article 36** (art. L. 1435-8 à L. 1435-11 (nouveaux), art. L. 1432-6, L. 1433-

1, L. 1434-6, L. 1435-4 et L. 6323-5 du code de la santé publique ; art. L. 221-1-1 et L. 162-45 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - *Création d'un fonds d'intervention régional*) (p. 7731, 7732). - **Article 40** (art. L. 162-22-11, L. 174-3 et L. 174-20 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - *Création d'une tarification spécifique des séjours hospitaliers applicable à certains étrangers non-assurés sociaux*) (p. 7738). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 7762). (p. 7762). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 7765, 7766). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 7773). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7803, 7804).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - auteure de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7862, 7865). - **Question préalable** (p. 7894, 7895).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (28 novembre 2011) (p. 8727, 8728). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 8736, 8737).

Santé

- (29 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8798).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9418). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9426).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9433, 9434).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9595). - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - *Principe du repos dominical*) (p. 9604).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture [n° 130 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9706, 9707).

- **Questions criables thématiques - La compétitivité** - (13 décembre 2011) (p. 9707, 9708).

PASTOR (Jean-Marc)
sénateur (Tarn)
SOC, puis SOC-EELVr

Questeur du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] - (16 février 2011) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 1485, 1487).

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'institution d'une journée de**

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
SOC-A, puis SOC-EELVr-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 267 (2010-2011)] portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer [n° 424 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Logement et urbanisme - Outre-mer**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une chambre consulaire de la vie associative dans le département de La Réunion [n° 707 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'agence de l'outre-mer pour la mobilité : un pilotage à l'aveugle ? [n° 48 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Outre-mer [n° 107 tome 3 annexe 18 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 124, 125).

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 183, 184).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne** [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3300, 3301).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer** [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 3369, 3371). - **Article 6** (*Aide financière aux occupants sans droit ni titre de terrains exposés à des risques naturels*) (p. 3384). - **Article 6 bis** (*Champ d'application de la section 1*) (p. 3384). - **Article 8** (*Institution par le préfet de périmètres d'insalubrité dans les secteurs d'habitat informel*) (p. 3387). - **Article 9** (*Édiction par le préfet d'arrêtés d'insalubrité concernant des logements édifiés sans droit ni titre*) (p. 3387). - **Article 10** (*Édiction par le maire d'arrêtés de péril visant des logements édifiés sans droit ni titre*) (p. 3389). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Possibilité de créer des groupements d'intérêt public chargés du traitement des quartiers d'habitat dégradé*) (p. 3390). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3391, 3394).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** [n° 468 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3730, 3732). - **Article 1er** (*art. L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1 [nouveau], L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6, L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7 du code général des collectivités territoriales - Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement*) (p. 3761).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique** [n° 469 (2010-2011)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 2** (*art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane*) (p. 3783). (p. 3800). (p. 3804). (p. 3808). (p. 3811). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3812). (p. 3813). (p. 3815). (p. 3816). (p. 3817). - **Article 6** (*art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral - Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique*) (p. 3857, 3858). (p. 3861). (p. 3863). - **Article 9** (*art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution*) (p. 3869). (p. 3873, 3874). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3876). - **Article 10** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures pour adapter les règles financières et comptables et organiser le transfert des personnels, des biens et des finances des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique*) (p. 3879). - **Article 12** (*Entrée en vigueur de la loi et première élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique*) (p. 3882, 3883). (p. 3883). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3886, 3887).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (23 juin 2011) - **Article 17 quater (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Création d'un dispositif de défiscalisation en faveur des fonds d'investissement de proximité en outre-mer*) (p. 5295). - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 5298, 5299). (p. 5302, 5303). (p. 5303). (p. 5304). (p. 5304, 5305). (p. 5305). (p. 5305). (p. 5306).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 30 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6822, 6823).

- Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8024, 8025).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 4** (art. 44 quaterdecies, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 bis, 217 undecies, 223 A, 223 B, 223 D et 223 L du code général des impôts et art. L. 3324-1 du code du travail - Suppression du dispositif d'abattement d'un tiers sur le résultat des exploitations situées dans les départements d'outre-mer) (p. 8089).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Article 5 quinquies (nouveau)** (art. 274 et 283 du code général des impôts, 196 quinquies du code des douanes et art. 16 de la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles - Suppression des exonérations de TVA et de droits de douanes applicables au matériel destiné à l'exploration et à

l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental) (p. 8179, 8180). (p. 8180). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 8180, 8181). (p. 8181). (p. 8182, 8183).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8280, 8281). (p. 8281, 8282).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8492, 8493). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8520, 8523). (p. 8525, 8526).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47 sexies (suite)** (p. 9347, 9348). (p. 9348).

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 15 décembre 2011.

Président de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information RGPP : La RGPP : un défi pour les collectivités territoriales et les territoires (rapport) [n° 666 tome 1 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information RGPP : La RGPP : un défi pour les collectivités territoriales et les territoires (auditions et annexe) [n° 666 tome 2 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Politique de l'emploi et de l'apprentissage [n° 107 tome 3 vol. 1 annexe 30 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial** [n° 181 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2295, 2296).

- **Suite de la discussion** (31 mars 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2317, 2319). - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2323, 2330). (p. 2339). (p. 2351, 2352). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2352). - **Article 1er bis A** (*Plans locaux d'urbanisme intercommunaux faisant office de documents d'aménagement commercial*) (p. 2353). - **Article 1er bis B** (*Les documents d'aménagement commercial communautaires*) (p. 2355). - **Article 4 A (Nouveau)** (*Interprétation des seuils de surface au-delà desquels les conditions fixées par le document d'aménagement commercial s'impose aux implantations*) (p. 2359). - **Articles additionnels après l'article 4 A** (p. 2361). - **Article 5** (*Les commissions régionales d'aménagement commercial*) (p. 2364, 2365). - **Article 6** (*Modifications ponctuelles du code de l'urbanisme*) (p. 2370, 2372). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2374). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2382).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3027).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse** [n° 444 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3444, 3445). - **Article 1er** (*art. L. 421-5 du code de l'environnement - Missions des fédérations départementales de chasseurs : l'éducation au développement durable*) (p. 3448, 3449). (p. 3450). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 420-1 du code de l'environnement - Reconnaissance du rôle de la chasse comme instrument de gestion de la biodiversité*) (p. 3453, 3454). - **Article 7** (*art. L. 423-21-1 du code de l'environnement - Diminution effective du coût du permis pour les jeunes chasseurs*) (p. 3459, 3460).

- **Questions cibles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6683, 6684).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° 22 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6776, 6777). - **Article 7** (*Modalités de transfert des personnels, statut et régime transitoire d'organisation et d'aménagement du temps de travail des personnels transférés*) (p. 6801, 6802).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7160, 7162).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 85 (2011-2012)] - (15 novembre 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7831, 7833). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7852, 7853).

- Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8229, 8230).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances, pour la politique de l'emploi et l'apprentissage (p. 8586, 8587). - **Article 32 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8601, 8603). - **Article 62** (p. 8603). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. L. 5123-2 du code du travail - Suppression de l'allocation spéciale du fonds national de l'emploi) (p. 8603, 8604). - **Article 63** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels) (p. 8604, 8605). - **Article 63 bis (nouveau)**

(art. 44 duodécies, 1383 H et 1466 A du code général des impôts et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 - Prorogation de deux ans des exonérations fiscales et sociales en faveur des entreprises qui exercent une activité dans les bassins d'emploi à redynamiser) (p. 8605, 8606). - **Article 63 ter (nouveau)** (p. 8606). - **Article 63 quater (nouveau)** (p. 8606). - **Article additionnel après l'article 63 quater** (p. 8606, 8607).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 57** (art. L. 4332-5, L. 4332-6, L. 4332-7, L. 4332-8 et L. 4434-9 du code général des collectivités territoriales - Modalités de répartition de la dotation de péréquation des régions) (p. 8939, 8940). (p. 8940).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9746, 9747).

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire du Conseil national du littoral jusqu'au 16 janvier 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 103 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine instituant un partenariat de défense [n° 245 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

PAYET (Anne-Marie)
sénateur (La Réunion)
UC

Non réélue le 25 septembre 2011.

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1438, 1439).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Article additionnel après l'article unique** (p. 2269).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales du 16 février 2011 au 30 septembre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 15 février 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 106 (2010-2011)] relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 232 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 709 (2010-2011)] relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 720 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 180).

- **Questions cribles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 382).

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 417, 418).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 233 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 566, 568). - **Question préalable** (p. 583). - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - *Missions et organisation des services de santé au travail*) (p. 586, 587). (p. 589, 591). (p. 594). (p. 597, 598). (p. 602). (p. 605). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 [nouveau] du code du travail - *Gouvernance des services de santé au travail interentreprises*) (p. 609). - **Article 4** (art. L. 4622-12 [nouveau] du code du travail - *Projet de service pluriannuel*) (p. 610, 611). - **Article 5 bis (Nouveau)** (art. L. 1237-15 ; art. L. 4623-5-1, L. 4623-5-2 et art. L. 4623-5-3 [nouveaux] du code du travail - *Garanties accordées aux médecins du travail en cas de rupture du contrat de travail*) (p. 612). - **Article additionnel après l'article 5 quinquies** (p. 613). - **Article 6** (art. L. 4625-2 [nouveau] du code du travail - *Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 615, 617). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-13 [nouveau] du code du travail - *Contrôle des conventions par le conseil d'administration du service de santé au travail interentreprises*) (p. 618). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 619). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-14 [nouveau] du code du travail - *Rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises*)

(p. 620). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-1 [nouveau] du code du travail - *Dérogations pour certaines professions*) (p. 622, 623). - **Article 13** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Services de santé au travail en agriculture*) (p. 625).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2433, 2434).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 5 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3 du code du service national - *Information sur le don lors de la journée défense et citoyenneté*) (p. 2504). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 2527). (p. 2530, 2531). - **Article 11 bis** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - *Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire*) (p. 2535). - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 79-1 du code civil - *Enregistrement à l'état civil d'un enfant mort-né ou décédé avant sa déclaration*) (p. 2542).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - *Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 2604). - **Article 20 ter (Nouveau)** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - *Consentement à la conservation d'ovocytes*) (p. 2614, 2615). - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 2640, 2642).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) (p. 2655, 2656). (p. 2657). (p. 2659). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2668).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3540, 3541). - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3576). (p. 3604).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3729, 3730).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**.

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (13 mai 2011) - **Article 6** (*Organisation de la prise en charge psychiatrique*) (p. 3940). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3951).

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) (p. 4229, 4230).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4603, 4604). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 4623, 4624). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - *Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 4648).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - au nom de la commission des affaires sociales - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 41 de la Constitution - *Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements*)

obligatoires au cours de la procédure parlementaire) (p. 4875). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4876). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 61-2 nouveau de la Constitution - Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4886). - **Article 11** (art. 72-2 de la Constitution - Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales) (p. 4888). - **Article 12** (art. 88-8 nouveau de la Constitution - Transmission du programme de stabilité au Parlement et modalités de sa discussion éventuelle) (p. 4891).

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4908).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4996).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (16 juin 2011) (p. 4999).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 2** (art. 777 du code général des impôts - Augmentation des taux applicables aux deux dernières tranches d'imposition pour les transmissions à titre gratuit en ligne directe) (p. 5102).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5248). - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 5297). (p. 5298). - **Article 20** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts, art. 64-1-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 5327). (p. 5328). (p. 5328). (p. 5328). (p. 5329). (p. 5329).

- Au nom de la commission des affaires sociales - **Article 18 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L.253-2 du code de l'action sociale et des familles - Facturation des dépenses hospitalières des bénéficiaires de l'Aide médicale de l'Etat, AME) (p. 5343, 5344). (p. 5344).

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail - Deuxième lecture [n° 721 (2010-2011)]** - (8 juillet 2011) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 6115, 6116). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4, L. 4622-8 à L. 4622-10 (nouveaux), L. 4622-15 (nouveau), L. 4624-3 (nouveau) et L. 4644-1 (nouveau) du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 6125, 6138). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4624-4 (nouveau) du code du travail - Echange entre le médecin du travail et l'employeur lorsqu'est constaté un risque ayant une portée collective) (p. 6139, 6941). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 (nouveau) du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail interentreprises) (p. 6144, 6145). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6146, 6147). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-12 (nouveau) du code du travail - Commission médico-technique et projet de service pluriannuel) (p. 6148). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1237-15 du code du travail - Garantie accordée au médecin du travail en cas de rupture conventionnelle) (p. 6149). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4625-2 (nouveau) du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 6150, 6151). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 6151). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-14 (nouveau) du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail interentreprises) (p. 6152, 6153). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 (nouveau) du code rural et de la pêche maritime - Services de santé au travail en agriculture) (p. 6154).

PÉCRESSÉ (Valérie)
ministre de l'enseignement supérieur et
de la recherche
(jusqu'au 28 juin 2011)
ministre du budget, des comptes publics
et de la réforme de l'État, porte-parole
du Gouvernement
(à partir du 29 juin 2011)

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) (p. 4235, 4238).

- **Questions criables thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4796, 4802).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (6 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5959, 5962). (p. 5967, 5968). - **Art. n° 7 bis A** (Modification du Code des douanes) (p. 5992, 5993).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012** - (7 juillet 2011) (p. 6084, 6087). (p. 6103, 6105).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques - Deuxième lecture [n° 687 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6253, 6256). (p. 6265). - **Article 1er** (Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires) (p. 6266, 6269). - **Article 2 bis** (Contrôle du respect du monopole des lois financières en matière de prélèvements obligatoires au cours de la procédure parlementaire) (p. 6271). - **Article 9 bis** (Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 6272). - **Article 11** (Monopole des lois de finances en matière de fiscalité locale et de compensation des transferts, création ou extension de compétence des collectivités territoriales) (p. 6273). - **Article 13** (pour coordination) (p. 6273). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6274, 6275).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Discussion générale** (p. 6425, 6430). (p. 6452, 6454). - **Question préalable** (p. 6457). - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 6458). - **Article 1er A** (art. 150 VB, 150 VC, 150 VD, 150 VE, 150 VG, 244 bis A et 647 du code général des impôts - Aménagements du régime d'imposition des plus-values immobilières, hors résidence principale) (p. 6461). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 6463, 6467). - **Articles additionnels après l'article 1er CA** (p. 6468, 6470). - **Article 1er CB (nouveau)** (art. 219 du code général des impôts - Relèvement de 5 % à 10 % de la quote-part pour frais et charges dans le régime des plus-values de cession de titres de participation) (p. 6472, 6473). - **Article 1er C (supprimé)**

(art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux parcs à thème, ainsi qu'aux parcs zoologiques et botaniques) (p. 6475). - **Articles additionnels après l'article 1er C** (p. 6476). - **Article 1er D (nouveau)** (art. 302 bis ZO [nouveau] du code général des impôts - Instauration d'une taxe sur les prestations d'hébergement des hôtels dont le prix de la nuitée est supérieur ou égal à 200 euros) (p. 6479, 6481). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6487, 6494). - **Article 3** (Couverture des charges de prestations familiales) (p. 6500, 6501). - **Article 4** (art. L.245-16 et L.241-2 du code de la sécurité sociale - Augmentation du taux du prélèvement social sur les revenus du capital de 2,2 % à 3,4 %) (p. 6503). - **Article 5 (nouveau)** (Rapport sur l'opportunité de modifier la convention fiscale franco-suisse) (p. 6504, 6505).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7140). (p. 7140, 7145). (p. 7162, 7164).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Demande d'une suspension de séance** (p. 7340, 7341). (p. 7341, 7345). - **Discussion générale** (p. 7363, 7364).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7413). - **Article 7** (art. 85 de la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Augmentation de la contribution de l'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2011) (p. 7415). - **Article 8** (Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche) (p. 7417). - **Article 9** (Montant et ventilation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011) (p. 7420, 7421).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7424, 2437). - **Article 10** (Augmentation du forfait social) (p. 7438, 7441). (p. 7442). (p. 7442). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7443, 7457). - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales sur les aides à domicile à destination des familles fragiles) (p. 7458). - **Article 10 ter (nouveau)** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Abaissement du plafond d'exonération applicable aux indemnités de rupture) (p. 7458). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 7459). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 242-1-4 du code de la sécurité sociale - Aménagement de la contribution sur les rémunérations versées à des tiers) (p. 7460, 7461). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7462, 7471).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux) (p. 7497, 7502). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7503, 7506). - **Article 12** (art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - Modification des règles d'abattement pour frais professionnels au titre de la cotisation sociale généralisée et de la contribution au remboursement de la dette sociale) (p. 7508). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 7509, 7510). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 131-9 et L. 136-5 du code de la sécurité sociale, art. 14 et 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Clarification de règles applicables aux contributions sociales) (p. 7513). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 7514, 7515). - **Article 15** (art. 1010 et 1010 A du code général des impôts - Révision du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 7517, 7518). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7519, 7520). - **Article 16** (art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Hausse de la fiscalité sur les alcools) (p. 7524). -

Article 23 et annexe C (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 7553). (p. 7554). - **Article 24** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base) (p. 7556). (p. 7556). - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général) (p. 7557). - **Article 28 et annexe B** (Approbation du rapport fixant le cadrage quadriennal (annexe B)) (p. 7565). - **Article 29** (Simplification des règles applicables aux cotisations des travailleurs indépendants) (p. 7569). - **Article 30 bis (nouveau)** (art. L. 133-8-3, L. 133-8-4 et L. 241-17 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1272-5 du code du travail - Simplification du paiement des cotisations sociales pour l'emploi d'aides à domicile par certains bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie ou de la prestation de compensation du handicap) (p. 7570). - **Article 31** (art. L. 139-3 à L. 139-5 et L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale - Encadrement de la politique d'emprunt et de placement des organismes de sécurité sociale) (p. 7571). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 7572). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 132-2-2 du code des juridictions financières - Possibilité pour les membres de la Cour des comptes d'examiner des opérations effectuées par des régimes et organismes certifiés par un commissaire aux comptes) (p. 7573). - **Article 32** (Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt) (p. 7573, 7574). (p. 7574). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 7574, 7575). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7576). (p. 7579).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 7992, 7996). (p. 8029, 8032).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012 (imposition des revenus de l'année 2011)) (p. 8045, 8047). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8050, 8056). - **Article 3** (art. 170 et 223 sexies [nouveau] du code général des impôts - Taxation des hauts revenus - contribution exceptionnelle de 3 % sur le revenu fiscal de référence) (p. 8059, 8060). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8061, 8069). (p. 8071, 8082). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 150 U, 170 et 726 du code général des impôts - Aménagements de la réforme de la taxation des plus-values immobilières) (p. 8083, 8085). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 8085, 8086). - **Articles additionnels après l'article 3 sexies** (p. 8087, 8088). - **Article 4** (art. 44 quaterdecies, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 bis, 217 undecies, 223 A, 223 B, 223 D et 223 L du code général des impôts et art. L. 3324-1 du code du travail - Suppression du dispositif d'abattement d'un tiers sur le résultat des exploitations situées dans les départements d'outre-mer) (p. 8089, 8090). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8092, 8100). (p. 8101, 8112). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 39 du code général des impôts - Renforcement des clauses anti-abus du régime de taxation réduite des concessions de brevets) (p. 8113, 8114).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 4 quinquies** (p. 8126, 8127). - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8129, 8132). - **Article 4 octies (nouveau)** (art. L. 3324-1 du code du travail - Modification des modalités de calcul de la réserve spéciale de participation) (p. 8133). - **Article additionnel après l'article 4 octies** (p. 8134). - **Article 5** (art. 64 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Mise en conformité communautaire du financement des attributions de quotas de CO2 aux nouveaux entrants) (p. 8136). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8138, 8144).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de

fonctionnement, DGF) (p. 8227, 8242). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8243, 8246). - **Article 7** (art. L. 1614-1, L. 2334-26, L. 2334-32, L. 2335-1, L. 3334-12, L. 3334-16, L. 4332-3, L. 4425-2, L. 4425-4 et L. 6364-5 du code général des collectivités territoriales, art. 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, art. 134 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003 - Non indexation du montant de certaines dotations de fonctionnement et d'investissement) (p. 8247). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8248). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8250, 8251). - **Article 9** (art. 1586 B et 1384 B du code général des impôts, art. L. 3334-17 et L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale) (p. 8255). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 25 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 - Suppression du prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales consécutif à la réforme de l'imposition des appareils automatiques récréatifs) (p. 8256). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression du prélèvement sur recettes « TGAP granulats ») (p. 8257). - **Article 10** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP) (p. 8258, 8259). - **Article 12** (art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et art. 7 et 35 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en oeuvre du revenu de solidarité active, RSA) (p. 8273, 8276). - **Article 14** (ajustement de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) en 2012 et 2013 au vu des données définitives sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) liquidée en 2010) (p. 8279). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8280, 8281). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 521-23 du code de l'énergie - Modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques) (p. 8283). - **Article 14 ter (nouveau)** (art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts - Minoration de la dotation de l'Etat aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8284). - **Article 15** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) (p. 8287, 8289). - **Article 16 bis (nouveau)** (Prélèvement exceptionnel sur les fonds de roulement de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de l'Agence nationale des titres sécurisés) (p. 8289). - **Article 16 ter (nouveau)** (Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8295). - **Article 16 ter** (Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat) (p. 8296, 8309). - **Article 18** (Financement des nouveaux radars de sécurité routière) (p. 8309, 8310). - **Article 18 bis (nouveau)** (Prélèvement exceptionnel sur le produit des amendes de la police de la circulation et du stationnement revenant aux collectivités territoriales au profit du budget général de l'Etat) (p. 8311). - **Article additionnel après**

l'article 26 (p. 8314). - **Article 27** (art. L. 5426-8-1, L. 5426-8-2, L. 5426-8-3 [nouveaux], L. 5426-9, L. 5423-5 et L. 5423-14 du code du travail - Transfert à Pôle Emploi de la gestion des indus des allocations de solidarité) (p. 8315, 8316). - **Article 28** (art. L. 311-13, L. 311-14 et L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 8271-1-3 et 8271-17 du code du travail - Modification des taxes perçues par l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Ofii) (p. 8317). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 8318). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8319, 8320).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Article 31 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8361, 8369). - **Seconde délibération - Article 6 (supprimé)** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8371, 8373). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8375).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8383, 8387). - **Question préalable** (p. 8412, 8413).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Articles de récapitulation des crédits

- (3 décembre 2011) - **Article 36** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'Etat) (p. 9266, 9267). - **Article 37** (Plafonds des emplois des opérateurs de l'Etat) (p. 9269). - **Article 38 bis (nouveau)** (Instauration pour 2012 d'un plafond des autorisations d'emplois des autorités publiques indépendantes) (p. 9271, 9272).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Article 40 A (nouveau)** (Revalorisation limitée à 1 % des aides personnelles au logement) (p. 9273). - **Article additionnel après l'article 40 A** (p. 9274, 9275). - **Article 40** (art. 199 septuagésimes du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif, « avantage Scellier ») (p. 9278). - **Article 41** (art. 199 sexagésimes du code général des impôts - Diminution du taux de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur des investissements immobiliers réalisés dans le secteur de la location meublée non professionnelle, LMNP) (p. 9279). - **Articles additionnels après l'article 41 bis** (p. 9280, 9281). - **Article 42** (art. 235 ter ZG du code général des impôts - Taxe sur les loyers élevés des micro logements) (p. 9283). - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 150-0 D bis, 150-0 D ter, 167 bis, 170 et 1417 du code général des impôts et art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Refonte du régime des abattements pour durée de détention sur les plus-values de cessions de titres de sociétés) (p. 9286). - **Article 43** (art. 200 quater et 244 quater U du code général des impôts - Rénovation des aides à l'amélioration de la performance énergétique) (p. 9290). - **Article 44** (art. 200 quater A du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt sur le revenu en faveur de l'aide aux personnes notamment âgées ou handicapées au titre de l'habitation principale) (p. 9291, 9293). - **Article 45** (art. 199 undécimes D, 200 0-A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 9294, 9296). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Renforcement du plafonnement global de certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 9297). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 9298, 9299). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. 242 septies du code général des impôts, art. L. 135 Z du livre des procédures fiscales et art. 101 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Encadrement de l'activité des cabinets de conseil en défiscalisation en outre-mer) (p. 9300). - **Article 46 bis (nouveau)** (Réforme du prêt à taux zéro +) (p. 9303, 9304). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9304, 9312).

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 9321, 9327). (p. 9325). - **Articles additionnels après l'article 47 bis** (p. 9329). - **Articles additionnels après l'article 47 ter** (p. 9330, 9343). - **Article 47 quater (nouveau)** (art. 1464 A du code général des impôts - Exonération de CFE pour les spectacles musicaux et de variétés) (p. 9343). - **Article 47 sexies (nouveau) et article additionnel après l'article 47 sexies** (art. 1519 et 1587 du code général des impôts - Majoration des tarifs des redevances communale et départementale des mines relatives à l'extraction d'or) (p. 9346, 9347). - **Articles additionnels après l'article 47 sexies (suite)** (p. 9348, 9350). - **Article 47 septies (nouveau) et articles additionnels après l'article 47 septies** (art. 1522 bis [nouveau] du code général des impôts - Modalités de mise en place d'une part variable incitative de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères) (p. 9351, 9352). - **Article 47 octies (nouveau)** (art. 1639 quater du code général des impôts - Modalités fiscales d'intégration d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle) (p. 9355). - **Articles additionnels après l'article 47 octies** (p. 9356). - **Articles additionnels après l'article 47 decies** (p. 9357, 9359). - **Article 47 undecies (nouveau)** (art. 30-I de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 - Suppression du préfinancement des dépenses de réaménagement des fréquences par l'Etat) (p. 9360). - **Articles additionnels après l'article 47 undecies** (p. 9361, 9362). - **Article 47 duodecies (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Report de l'entrée en vigueur de la taxe additionnelle à la taxe spéciale de consommation en Guyane) (p. 9365). - **Article 47 terdecies (nouveau)** (Instauration d'une carence d'un jour pour les fonctionnaires malades) (p. 9366). - **Article 47 sexdecies (nouveau)** (Rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales) (p. 9367, 9370). - **Articles additionnels après l'article 47 octodecies** (p. 9372, 9381). - **Coordination** (p. 9381). - **Article 31 et état A (pour coordination)** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 9384, 9385).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9399, 9400).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9725, 9728).

PENCHARD (Marie-Luce)
ministre auprès du ministre de
l'intérieur, de l'outre-mer, des
collectivités territoriales et de
l'immigration, chargée de l'outre-mer

INTERVENTIONS

- **Questions cibles thématiques - Outre-mer et Europe** - (18 janvier 2011) (p. 178, 185).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 221 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 532, 533). - **Article 11 et article additionnel après l'article 11** (p. 540). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2010 - Ouverture des emplois et situation des non intégrés) (p. 543). - **Article 16** (art. 76 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2010 -

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 21 (suite)** (p. 9983, 9985). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 2333-6, L. 2333-7, L. 2333-8, L. 2333-9, L. 2333-10, L. 2333-11, L. 2333-12, L. 2333-13, L. 2333-14, L. 2333-15, L. 2333-16 du code général des collectivités territoriales) - "Toiletage" du régime de la taxe locale sur la publicité extérieure, TLPE)) (p. 9986, 9989). - **Article 21 ter (nouveau)** (art. 48 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Prorogation d'un an du dispositif de neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 9989, 9990). - **Articles additionnels après l'article 22 A** (p. 9991, 9992). - **Article 22** (art. L. 524-2 à L. 524-4, L. 524-7 à L. 524-10, L. 524-12 à L. 524-15 du code du patrimoine, art. 1647 du code général des impôts et art. 28 et 55 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Réforme de la redevance d'archéologie préventive) (p. 9994, 9995). - **Article 24** (Financement des aides exceptionnelles attribuées aux allocataires du revenu de solidarité active) (p. 9996, 9997). - **Article 27 (nouveau)** (art. L. 1611-2-1 du code général des collectivités territoriales - Transfert de compétence aux communes en matière d'encaissement des amendes de police et de circulation) (p. 9998). - **Article 33 (nouveau)** (art. 69 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Exceptions à la règle d'abrogation après cinq ans des remises de rapports au Parlement) (p. 10001). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10001, 10004). - **Demande de coordination** (p. 10004). - **Article 8 et état A (pour coordination)** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 10006). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10009).

- **Projet de loi de finances pour 2012 - Nouvelle lecture [n° 203 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2011) (p. 10112, 10115). - **Question préalable** (p. 10124).

Conditions d'intégration) (p. 544). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 544, 545).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 885). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce - Information sur les mesures prises en faveur de la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité dans le rapport annuel soumis aux assemblées d'actionnaires) (p. 886, 888). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 889, 892). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 896, 898). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 901, 903). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « Purge des nullités » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 906). - **Article 9** (art. L. 222-3 du CESEDA - Délai fixé au JLD pour statuer sur la prolongation du maintien en zone d'attente et motifs justifiant le refus de prolongation) (p. 909, 910). - **Article 10** (L. 222-3-1 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'un maintien en zone d'attente) (p. 912). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 914). (p. 916). - **Article 11** (art. L. 222-6 du CESEDA - Caractère suspensif de l'appel du parquet)

(p. 917). - **Article 12 bis (Nouveau)** (art. L. 211-2 du CESEDA - Extension des cas dans lesquels un refus de visa doit être motivé) (p. 917). - **Article 13** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 919, 921). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 923). - **Article additionnel avant l'article 17 AA** (p. 924). - **Article 17 AA (Nouveau)** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - Droit au séjour des victimes de violences conjugales) (p. 925, 926). - **Articles additionnels après l'article 17 AA** (p. 928).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article additionnel après l'article 72** (p. 1198). - **Article 73 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 624-1 du CESEDA - Coordination des dispositions pénales relatives à la méconnaissance des mesures d'éloignement ou d'assignation à résidence) (p. 1199). - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile) (p. 1200). (p. 1201). - **Article additionnel après l'article 74 bis** (p. 1201). - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 1203, 1209). - **Article 75 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n°2010-873 du 27 juillet 2010 - Tutelle de l'établissement public « Campus France ») (p. 1211). - **Article 75 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'un guichet unique pour l'aide médicale d'Etat) (p. 1212). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants situés outre-mer) (p. 1213, 1214). - **Articles additionnels après l'article 75 ter** (p. 1215, 1218). - **Articles additionnels après l'article 75 quater A** (p. 1219, 1221). - **Article 75 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 2212-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police du maire pour faire respecter les symboles républicains lors des célébrations de mariage) (p. 1222). - **Articles additionnels après l'article 75 quater** (p. 1223, 1225). - **Article 76 A (Texte non modifié par la commission)** (art. 17-1 et 18 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, art. 18-1 et 20 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, art. 18 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte, art. 18-1 et 20 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Coordination dans les dispositions applicables à Mayotte, Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, liées à la délégalisation des dispositions relatives aux commissions nationales de l'admission exceptionnelle au séjour et des compétences et talents) (p. 1226). - **Article 82 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 766-1, art. L. 766-2 [nouveau] du CESEDA - Application du livre VII du CESEDA, relatif au droit d'asile, à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) (p. 1228). - **Articles additionnels après l'article 83** (p. 1230). (p. 1231). - **Article 84 A (Dispositions transitoires)** (p. 1231). - **Article 84 (Texte non modifié de la commission)** (Date d'entrée en vigueur des dispositions du texte) (p. 1231, 1232).

- **Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française [n° 64 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1337, 1338).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer [n° 425 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3367, 3369). - **Article 6 (Aide financière aux occupants sans droit ni titre de terrains exposés à des risques naturels)** (p. 3384). - **Article 6 bis (Champ d'application de la section 1)** (p. 3384). - **Article 8 (Institution par le préfet de périmètres d'insalubrité dans les secteurs d'habitat informel)** (p. 3387). - **Article 9 (Édiction par le préfet d'arrêts**

d'insalubrité concernant des logements édifiés sans droit ni titre) (p. 3387). - **Article 10 (Édiction par le maire d'arrêts de péril visant des logements édifiés sans droit ni titre)** (p. 3389). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Possibilité de créer des groupements d'intérêt public chargés du traitement des quartiers d'habitat dégradé) (p. 3390). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3391, 3394).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3716, 3720). - **Article 1er** (art. L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1 [nouveau], L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6, L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7 du code général des collectivités territoriales - Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement) (p. 3758, 3762). (p. 3760). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L.O. 7311-1 à L.O. 7313-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dispositions organiques relatives aux habilitations prévues à l'article 73 de la Constitution pour les collectivités de Guyane et de Martinique) (p. 3764, 3766). - **Article 2** (art. L.O. 141 et L.O. 148 du code électoral - Actualisation des règles de cumul des mandats électifs locaux avec le mandat parlementaire) (p. 3766). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3767).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 1er** (art. L. 3441-1, L. 3442-1, L. 4431-1, L. 4432-1, L. 4432-2 et L. 4432-9 et septième partie [nouvelle] du code général des collectivités territoriales - Suppression dans le code général des collectivités territoriales de références à la Guyane et à la Martinique et création d'une septième partie relatives aux collectivités de l'article 73 de la Constitution) (p. 3769). - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane) (p. 3800). (p. 3807, 3811). (p. 3811). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3813, 3818). - **Article 3** (art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique) (p. 3834, 3848). (p. 3837). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3849). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 7321-1 à L. 7325-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Congrès des élus de Guyane et de Martinique) (p. 3850, 3851). - **Article 6** (art. L. 583-1 à L. 584 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral - Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique) (p. 3858, 3859). (p. 3860, 3861). (p. 3862, 3867). - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution) (p. 3871, 3875). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3876). (p. 3877). - **Article 10 (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures pour adapter les règles financières et comptables et organiser le transfert des personnels, des biens et des finances des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique)** (p. 3878, 3879). (p. 3879). (p. 3880). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3881). - **Article 12 (Entrée en vigueur de la loi et première élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique)** (p. 3883, 3884).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 531 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4326, 4329). - **Article 1er** (art. 104 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Circonscriptions pour l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4343, 4344). - **Article 2** (art. 105 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable à l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4346). (p. 4355, 4357). - **Article 4**

(art. 107 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable en cas de vacance de siège) (p. 4357). - **Article additionnel avant l'article 5 A** (p. 4358). - **Article additionnel après l'article 5 A** (p. 4359). - **Articles additionnels après l'article 5 F** (p. 4361, 4364). - **Article 5 H (nouveau)** (art. 56 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Définition du domaine initial des communes de Polynésie française) (p. 4364). - **Article additionnel après l'article 5 H** (p. 4365). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 78 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Clarification des dispositions relatives au remplacement temporaire des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 4365). - **Article 7** (art. 86 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Limitation de l'effectif des cabinets ministériels) (p. 4366). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 87 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Plafonnement des indemnités et rémunérations du président et des membres du gouvernement de la Polynésie française) (p. 4367). - **Article additionnel après l'article 7 ter** (p. 4367). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 121 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Renouvellement du bureau de l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 4368). - **Article 10** (art. 156 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Conditions de dépôt et d'adoption d'une motion de défiance constructive) (p. 4368, 4371). - **Article 11** (art. 156-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Régime contentieux des lois du pays relatives aux contributions directes et taxes assimilées) (p. 4373). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 4373). - **Article 16 (nouveau)** (art. 180-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Régime contentieux des lois du pays relatives aux contributions directes et taxes assimilées) (p. 4375). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 4376).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs - Deuxième lecture [n° 533 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4377, 4378).

- **Projet de loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 587 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4896, 4898). - **Article 1er** (art. 121 de la loi organique du 19 mars 1999 - Délai de dix-huit mois avant tout renouvellement de la démission de plein droit du Gouvernement) (p. 4906, 4907).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5467, 5469).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion**

générale (p. 5638, 5640). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5653).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 716 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 717 (2010-2011)** (p. 6194, 6195). - **Article 1er bis A (Avantages accordés aux conseillers territoriaux)** (p. 6202). - **Article 1er bis B (Participation aux travaux de l'instance de concertation des politiques de coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane)** (p. 6203).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique - Commission mixte paritaire [n° 717 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 716 (2010-2011)**. - (11 juillet 2011) - **Article 1er A** (art. L. 2121-33-1, L. 3121-27, L. 4132-28 et L. 5211-8-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Autorisation de la mise à disposition de véhicules au profit des élus et agents des collectivités territoriales) (p. 6242). - **Article 1er B** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 - Suppression du reversement de l'écrêtement des indemnités des élus locaux) (p. 6242). - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 71-30-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane) (p. 6242). - **Article 3** (art. L. 7211-1 à L. 7292-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique) (p. 6243). - **Article 11 quinquies (Avantages accordés aux conseillers territoriaux)** (p. 6243). - **Article 12 (Organisation des élections des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique et entrée en vigueur de la loi)** (p. 6243).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 719 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6244, 6245). - **Article 12 bis A** (art. 170-1 de la loi organique n° 2004-192 - Mention de l'approbation préalable des conventions) (p. 6252). - **Article 16** (art. 180-1 [nouveau] de la loi organique n° 2004-192 - Régime contentieux des lois du pays relatives aux impôts et taxes) (p. 6252).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Ostre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8513, 8518). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8518). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8520, 8527).

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

PEYRONNET (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis membre le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (30 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours ; nouvelle nomination le 22 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Enfermer et éduquer: quel bilan pour les centres éducatifs fermés et les établissements pénitentiaires pour mineurs? [n° 759 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Aide publique au développement [n° 108 tome 4 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

[n° 431 (2010-2011)] - (26 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3056, 3057). - **Article 4** (art. L. 321-1 du code de commerce - *Opérateurs autorisés à organiser des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques*) (p. 3064). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-9 du code de commerce - *Vente de gré à gré des biens non adjugés ou « vente après la vente »*) (p. 3066). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-11 du code de commerce - *Prix de réserve - Interdiction de la revente à perte*) (p. 3067). - **Article 22** (art. L. 321-21 du code de commerce - *Composition du Conseil des ventes*) (p. 3069). - **Article 23** (art. L. 321-22 du code de commerce - *Sanctions disciplinaires*) (p. 3071).

- *Commission mixte paritaire* [n° 681 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5815).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 697 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5830).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique** [n° 656 (2010-2011)] - (6 juillet 2011) - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétérance*) (p. 6024).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

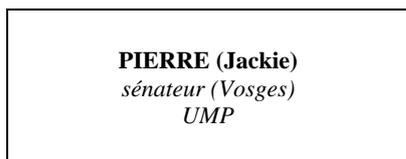
Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 8703, 8704).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques** - *Deuxième lecture*



PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité des usagers du réseau routier national.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

PIGNARD (Jean-Jacques)
sénateur (Rhône)
UC, puis UCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)** (p. 395).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Article 1er (Droit à une mort rapide et sans douleur)** (p. 435, 436).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (18 mai 2011) - **Article 17 (priorité) (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants)** (p. 4102, 4103).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap - Deuxième lecture** [n° 644 (2010-2011)] - (28 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5484, 5485).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial** [n° 541 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5641, 5642).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans** [n° 63 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7253, 7254).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 novembre 2011) (p. 7814).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

PILLET (François)
sénateur (Cher)
UMP-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour.

Président de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

Culture

- (25 novembre 2011) (p. 8613, 8614). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8625).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) (p. 9049, 9051).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 121-2 et L. 121-3 du code de la route [n° 335 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Collectivités territoriales - Transports**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 682 (2009-2010)] relative à la protection de l'identité [n° 432 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 354 (2010-2011)] visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 434 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Enfermer et éduquer: quel bilan pour les centres éducatifs fermés et les établissements pénitentiaires pour mineurs ? [n° 759 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 744 (2010-2011)] relative à la protection de l'identité [n° 39 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (3 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1810, 1812).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1972, 1973).

- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique** [n° 435 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3208, 3210). - **Article 1er** (art. 34-4-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques ; art. L. 121-83 du code de la consommation - Principe du consentement de l'abonné téléphonique à l'utilisation de ses données personnelles à des fins de prospection) (p. 3215, 3216). - **Article 4 (nouveau)** (Dispositif transitoire pour les contrats en cours) (p. 3217).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité** [n° 433 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4392, 4393). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Données inscrites sur la puce électronique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 4404, 4405). - **Article 3** (Utilisation optionnelle de la CNI à des fins d'identification sur les réseaux de communication électronique et de signature électronique) (p. 4405). - **Article 5** (Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 4407, 4411). - **Article 5 bis (nouveau)** (Modalités du contrôle d'identité à partir du titre d'identité) (p. 4411, 4412). - **Article 5 ter (nouveau)** (Information sur la validité des titres d'identité présentés) (p. 4413, 4414). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités réglementaires d'application) (p. 4414). - **Article 7** (art. 323-1, 323-2 et 23-3 du code pénal - Dispositions pénales) (p. 4414, 4415). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4415).

Article 9 (Texte non modifié par la commission) (*Application de la loi et gage*) (p. 4415).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture** [n° 25 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation de l'obligation de médiation préalable lors de la saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale*) (p. 6693). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 6700).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** [n° 26 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6900, 6901). - **Question préalable** (p. 6921).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture** [n° 40 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7181, 7182). - **Article 5** (Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports) (p. 7190, 7191). (p. 7192). - **Article 5 ter (Texte non modifié par la commission)** (Information sur la validité des titres d'identité présentés) (p. 7193).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8442, 8444).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants** [n° 147 (2011-2012)] - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9418, 9420).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture** [n° 115 (2011-2012)] - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9692, 9693).

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 197 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques [n° 325 (2010-2011)] (2 mars 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 322 (2010-2011)] autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes [n° 386 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Défense - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La défense antimissile balistique : bouclier militaire ou défi stratégique ? [n° 733 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Défense : équipement des forces [n° 108 tome 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

PINTON (Louis)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs** [n° 212 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1638, 1639).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes** [n° 104 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3282, 3284).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6647, 6648).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour l'équipement des forces (p. 8744). (p. 8761, 8762).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Article 7** (*art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ*) (p. 9775, 9776). (p. 9783). (p. 9784, 9786).

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4550).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

PIRAS (Bernard)
sénateur (Drôme)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 13 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 269 (2010-2011)] (27 janvier 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8237, 8238).

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Brésil : l'émergence d'une puissance globale [n° 662 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal sauvage le statut d'être vivant et sensible dans le code civil et le code de l'environnement [n° 670 (2010-2011)] (24 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le régime des aides d'Etat aux services d'intérêt économique général (SIEG) [n° 105 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)]** - (4 mai 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3335, 3337).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8234).

PLACÉ (Jean-Vincent)
sénateur (Essonne)
SOC-EELVr-R

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

Membre titulaire du Conseil d'orientation du service des achats de l'État le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance de la responsabilité de la République française dans le massacre du 17 octobre 1961 [n° 36 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité et à la lutte contre les contrôles au faciès [n° 104 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Sécurité [n° 107 tome 3 annexe 26 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6824, 6825).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8028, 8029).

Première partie :

PLANCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des Hautes études pour la science et la technologie.

Secrétaire de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8157, 8158). (p. 8159). (p. 8159).

Deuxième partie :

Sécurité

- (1er décembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9015, 9016). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9030). - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 9031).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9535, 9537).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9747, 9749).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10058, 10059).

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'Argentine: si lointaine et pourtant si proche [n° 761 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Agissons pour l'art d'aujourd'hui, expression vivante de notre société [n° 34 (2011-2012)] (18 octobre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 110 tome 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 487, 488). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 518).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions** [n° 179 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 554). - **Article 4** (*loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse - Sanctions*) (p. 565).

- **Questions cibles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4350, 4351).

- **Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales** [n° 251 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5665).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 8964, 8965).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) (p. 9447, 9449).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif** [n° 150 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9471, 9472). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9509).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical** [n° 90 (2011-2012)] - (9 décembre 2011) - **Article 1er** (*art. L. 3132-3 du code du travail - Principe du repos dominical*) (p. 9605). - **Art. 2 bis (nouveau)** (*art. L. 3132-13 du code du travail - Limitation des dérogations au repos dominical dans les commerces de détail alimentaire*) (p. 9615, 9616).

- **Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles du XXème siècle** [n° 54 (2011-2012)] - (9 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9631, 9632). - **Article 1er** (*nouveaux art. L. 134-1 à L. 134-7 du code de propriété intellectuelle - Définition et modalités d'exploitation des oeuvres indisponibles*) (p. 9643). (p. 9646). (p. 9648). (p. 9648).

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

Membre DE LA Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 28 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 523 (2010-2011)] au nom de la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quater du Règlement, sur une politique européenne de cohésion ambitieuse après 2013 [n° 559 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 720 (2009-2010)] relative aux certificats d'obtention végétale [n° 618 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : La mise en oeuvre nationale de la politique européenne de cohésion : mobiliser les acteurs et simplifier les procédures pour davantage d'efficacité [n° 712 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Politique des territoires [n° 111 tome 5 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 103, 104).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse** [n° 444 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3442, 3444). - **Article 4** (Art. L. 425-12-1 du code de l'environnement [nouveau] - *Préservation de l'équilibre agrosylvo-cynégétique et plan de tir aux grands animaux dans les espaces manifestement sous chassés*) (p. 3457). - **Article 7**

(art. L. 423-21-1 du code de l'environnement - *Diminution effective du coût du permis pour les jeunes chasseurs*) (p. 3461).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale** [n° 619 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 5556, 5558). - **Article 1er A (nouveau)** (*Modification du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5575, 5576). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 5577, 5578). - **Article 1er** (Art. L. 623-1 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5579). - **Article 2** (art. L. 623-2 et L. 623-3 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5579, 5580). - **Article 3** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5582, 5587). - **Article 4** (art. L. 623-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle) (p. 5588, 5590). - **Article 7** (art. L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5591). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5592).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2011) - **Demande de réserve** (Article 14) (p. 6158). - **Article 12** (art. L. 623-23-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6159). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6161, 6162). - **Article 15 bis (nouveau)** (*Identification et enregistrement des ressources phylogénétiques*) (p. 6166, 6167). - **Article 14 (précédemment réservé)** (art. L. 623-24-1 à L. 623-24-5 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6170, 6182). (p. 6175). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6184, 6185).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8661, 8662).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC*) (p. 8954).

PONCELET (Christian)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 4 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 197 (2011-2012)] (14 décembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1422, 1423).

PONIATOWSKI (Ladislav)
sénateur (Eure)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Quel avenir pour la filière photovoltaïque française ? [n° 442 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Environnement - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 355 (2009-2010)] visant à moderniser le droit de la chasse [n° 443 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique (COM (2011) 0370) [n° 19 (2011-2012)] (12 octobre 2011) - **Union européenne - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 19 (2011-2012)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique (COM (2011) 0370) [n° 91 (2011-2012)] (9 novembre 2011) - **Union européenne - Énergie**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France** [n° 397 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3425, 3426).

- **Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse** [n° 444 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 3434, 3436). - **Article 1er** (art. L. 421-5 du code de l'environnement - Missions des fédérations départementales de chasseurs : l'éducation au développement durable) (p. 3447, 3449). - **Article 2** (art. 1395 D, 575 et 575 A du code général des impôts - Fiscalité des zones humides et préservation de la biodiversité) (p. 3450, 3451). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 420-1 du code de l'environnement - Reconnaissance du rôle de la chasse comme instrument de gestion de la biodiversité) (p. 3453). - **Article 4** (art. L. 425-12-1 du code de l'environnement [nouveau] - Préservation de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique et plan de tir aux grands animaux dans les espaces manifestement sous chassés) (p. 3454, 3457). (p. 3455, 3456). (p. 3456). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3458). - **Article 7** (art. L. 423-21-1 du code de l'environnement - Diminution effective du coût du permis pour les jeunes chasseurs) (p. 3460). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3461, 3462). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3462, 3467).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4457, 4459).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5140, 5141).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif** [n° 150 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9475, 9477). - **Article 1er** (art. L. 2331-1 du code de la défense - Classement des armes) (p. 9481). - **Article 3** (art. L. 2336-1 du code de la défense - Régime d'acquisition et de détention des armes) (p. 9490). - **Article 5** (art. L. 2337-3 du code de la défense - Conditions de cession des armes à feu entre particuliers) (p. 9491). - **Article 32** (art. L. 2339-9 du code de la défense - Incrimination du port ou transport d'armes sans motif légitime) (p. 9503). (p. 9504). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9510).

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Indépendance et immunité*) (p. 682). - **Article 5 (Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit)** (p. 693). - **Article 11 A (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues)** (p. 707). (p. 708). - **Article 12 (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants)** (p. 716).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral** [n° 277 (2010-2011)] - (14 février 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1312, 1314). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1331, 1332).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue** [n° 316 (2010-2011)] - (3 mars 2011) - **Article 1er (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue)** (p. 1839).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Organisation des travaux** (p. 7940). - **Rappel au règlement** (p. 7950).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9556, 9559).

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

POVINELLI (Roland)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC, puis SOC-EELVr

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 575 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi d'harmonisation des dispositions des articles 311-1 et 321-1 du code pénal relatives au vol et au recel d'un animal avec l'article 528 du code civil distinguant l'animal de la chose [n° 576 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal sauvage le statut d'être vivant et sensible dans le code civil et le code de l'environnement [n° 670 (2010-2011)] (24 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre à une commune non enclavée de sortir d'une communauté urbaine [n° 154 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les règles de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner [n° 155 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

POZZO di BORGIO (Yves)
sénateur (Paris)
UCR

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Vice-président de la Mission commune d'information sur les toxicomanies jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Brésil : l'émergence d'une puissance globale [n° 662 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires étrangères et de la défense : Pour un partenariat stratégique spécifique entre l'Union européenne et la Russie [n° 664 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) (p. 170, 171).

- **Questions cibles thématiques - Situation en Afghanistan** - (3 mars 2011) (p. 1805, 1806).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2108, 2109).

- **Questions cibles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2164).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France** [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2257, 2258).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (8 avril 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2691, 2692).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs** [n° 545 (2010-2011)] - (30 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4295, 4296).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Article 24 ter B (Clause de révision de la loi de bioéthique)** (p. 4688, 4689).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) (p. 6336, 6338).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) (p. 8812, 8813).

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2011) - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9063, 9065).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9550). - **Question préalable** (p. 9556).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical** [n° 90 (2011-2012)] - (9 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9623, 9624).

PRIMAS (Sophie)
sénateur (Yvelines)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique le 15 décembre 2011.

PRINTZ (Gisèle)
sénatrice (Moselle)
SOC-EELVr

Réélue le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; secrétaire de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 14 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre suppléant du Conseil national du bruit.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 31 mars 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8975, 8976).

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation [n° 109 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la sécurité sociale en Alsace-Moselle [n° 220 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 685). - **Article 5** (*Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit*) (p. 693).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 33** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence*) (p. 1103).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 49** (*art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Reconduite à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal*) (p. 1164). - **Article 66** (*art. L. 8272-2 et L. 8272-3 [nouveaux] du code de travail - Fermeture administrative temporaire des établissements employant des étrangers sans titre et garanties légales des salariés concernés*) (p. 1191, 1192).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1407).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (13 avril 2011) - **Article 23** (*art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français*) (p. 2809, 2810). (p. 2810, 2811).

- **Questions cribles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 4001, 4002).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité** [n° 492 (2009-2010)] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4437, 4438). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4444, 4445).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels** [n° 660 (2010-2011)] - (27 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5380, 5381). - **Article 3 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 1251-7, L. 1251-12, L. 1251-57 et L. 6226-1 du code du*

travail - Ouverture de l'apprentissage aux entreprises de travail temporaire) (p. 5394). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6325-7 du code du travail - Faculté de renouveler un contrat de professionnalisation à durée déterminée pour préparer une qualification supérieure ou complémentaire) (p. 5395). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-4 du code de l'éducation) - Parcours de découverte approfondie des métiers et des formations en classe de quatrième et de troisième) (p. 5399, 5400). - **Article 6 septies B (nouveau)** (art. L. 6326-1 et L. 6326-3 (nouveau) du code du travail - Extension de la préparation opérationnelle à l'emploi) (p. 5406). - **Article 6 nonies** (art. L. 612-8, L. 612-9, L. 612-10, L. 612-11, L. 612-12 et L. 612-13 (nouveaux) du code de l'éducation ; art. L. 1221-13 et L. 2323-83 du code du travail ; art. 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ; art. L. 262-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - Etablissement d'un cadre législatif visant à limiter les abus auxquels peuvent donner lieu les stages en entreprise et à consacrer les droits des stagiaires) (p. 5411). (p. 5413). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-5 du code du travail - Autorisation donnée aux entreprises de plus de trois cents salariés d'adhérer à un groupement d'employeurs) (p. 5425). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-8 du code du travail - Responsabilité financière des membres d'un groupement d'employeurs) (p. 5427). - **Article 10 ter (nouveau)**

(art. L. 8241-1 et L. 8241-2 du code du travail - Modification du régime juridique du prêt de main d'oeuvre) (p. 5431). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3123-8 du code du travail - Assouplissement des modalités d'augmentation temporaire des horaires contractuels des salariés à temps partiel) (p. 5441, 5442). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5443).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Article 1er** (art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - Contenu et publicité de la déclaration d'intention d'aliéner) (p. 5542).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5627).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8455, 8456).

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

Réélue le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital (8 juillet 2011).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'hôpital national de Saint Maurice ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 24 mai 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer ; nouvelle nomination ; membre suppléant le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant le livre III de la sixième partie du code général des collectivités territoriales relatif à Saint-Martin [n° 77 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 33 (2011-2012)] relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives [n° 214 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 40).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Fonds de soutien à la police scientifique et technique*) (p. 247). - **Article 12 A** (*art. 104 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 - Recueil de la photographie pour les documents d'identité*) (p. 250).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2011) - **Article 32 ter A** (*art. L. 226-4 du code pénal - Évacuation des campements illicites - Création d'une infraction de maintien dans le domicile d'autrui sans son autorisation*) (p. 325).

- **Questions cribles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 385, 386).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. 21-27-1 du code civil - Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française*) (p. 862, 863).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires** [n° 295 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Article 6 (Supprimé)** (*art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Suppression de l'obligation d'information sur le prix d'achat des prothèses dentaires*) (p. 2011). - **Article 14 A (Nouveau)** (*art. L. 6133-7 et L. 6133-8 du code de la santé publique - Abrogation des dispositions du code de la santé publique relatives au groupement de coopération sanitaire-établissement*) (p. 2021).

- **Questions cribles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 4002).

- **Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes**

et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] - (1er juin 2011) - **Article 1er** (*art. L. 1225-17 du code du travail - Durée du congé de maternité*) (p. 4441, 4443). - **Article 6** (*art. L. 1225-35, L. 1142-3 et L. 1225-36 du code du travail, art. L. 331-8 du code de la sécurité sociale - Congé d'accueil de l'enfant*) (p. 4446, 4447).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels** [n° 660 (2010-2011)] - (27 juin 2011) - **Article 11** (*art. L. 1233-65, L. 1233-66, L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69 et L. 1233-70 du code du travail - Création et encadrement juridique du contrat de sécurisation professionnelle*) (p. 5435). (p. 5436). (p. 5436). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 6341-1 du code du travail; art. L. 131-2, L. 135-2, L. 142-2, L. 213-1, L. 311-5, L. 351-3 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale; ordonnance n° 2006-433 du 13 avril 2006 - Coordination et mesures transitoires*) (p. 5438). (p. 5439). (p. 5439). (p. 5440). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 5441). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3123-8 du code du travail - Assouplissement des modalités d'augmentation temporaire des horaires contractuels des salariés à temps partiel*) (p. 5443). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5443).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011** [n° 653 (2010-2011)] - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5883).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45 (2011-2012)] - (27 octobre 2011) - **Article additionnel après l'article 30** (p. 7078).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Organisation des travaux** (p. 7274).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2011) - **Article 5 (nouveau)** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 7299, 7300). (p. 7303). (p. 7307, 7308). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 7323). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 7325). (p. 7325, 7326). (p. 7326). (p. 7327). (p. 7327).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7380, 7381).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7609).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 37 (priorité)** (p. 7682).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical** [n° 90 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7887, 7889).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8052). - **Rappel au règlement (dans une discussion de texte de loi)** (p. 8054, 8055). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8069). (p. 8180). (p. 8082).

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte

d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 8578).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8602). - **Article 63 bis (nouveau)** (art. 44 duodecies, 1383 H et 1466 A du code général des impôts et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 - *Prorogation de deux ans des exonérations fiscales et sociales en faveur des entreprises qui exercent une activité dans les bassins d'emploi à redynamiser*) (p. 8606).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) (p. 9203, 9204).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - *Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne*) (p. 9570, 9571).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9593, 9594). - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - *Principe du repos dominical*) (p. 9599). - **Article 2** (art. L. 3122-8-1 à L. 3122-28-6 (nouveaux) du code du travail - *Garanties et protections pour les salariés qui travaillent le dimanche*) (p. 9606, 9607). - **Article 4** (art. L. 3132-25 du code du travail - *Dérogations au repos dominical dans les communes touristiques*) (p. 9619). - **Article 5** (art. L. 3132-25-1 du code du travail - *Limitation des cas de dérogations au principe du repos dominical dans les périmètres urbains de consommation exceptionnels (Puce)*) (p. 9621).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10181, 10182).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10248, 10249). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 10250, 10251).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10299). (p. 10300). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10301). (p. 10305). - **Articles additionnels après l'article 10 bis F** (p. 10351). (p. 10351). (p. 10352). (p. 10352). - **Article 12 (nouveau)** (art. L. 411-2, chapitre II du livre IV [nouveaux] du code de la consommation et article L. 211-15 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - *Création d'une action de groupe fondée sur l'adhésion volontaire*) (p. 10377).

RAFFARIN (Jean-Pierre)
sénateur (Vienne)
UMP

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Article 1er** (*Droit à une mort rapide et sans douleur*) (p. 439).

- **Rappel au règlement** - (5 avril 2011) (p. 2413).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4675, 4676).

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2011) (p. 7493).

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2011) (p. 7494).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (23 novembre 2011) - **Article 31 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 8369, 8370).

Vice-président du Sénat à compter du 29 mars 2011 ; a présidé les séances des 5 avril, 3, 5, 26 mai, 9, 28 juin, 8 juillet, 25 octobre, 9, 21, 24, 30 novembre, 8 et 15 décembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

RAINAUD (Marcel)
sénateur (Aude)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

de RAINCOURT (Henri)
*ministre auprès du ministre d'Etat,
ministre des affaires étrangères et
européennes, chargé de la coopération
(jusqu'au 26 février 2011)
ministre auprès du ministre d'Etat,
ministre des affaires étrangères et
européennes, chargé de la coopération
(à partir du 27 février 2011)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 53 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 456). - **Article 1er** (*Renouvellement de la série B*) (p. 461).

- **Questions cribles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3252, 3253).

- **Proposition de résolution** présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 107 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3413, 3415).

- **Proposition de loi** tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger - *Deuxième lecture* [n° 529 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4386).

- **Projet de loi** relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité - *Deuxième lecture* [n° 537 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4581).

- **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres [n° 725 (2010-2011)] - (12 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6320, 6321). (p. 6327, 6328). - **Article unique** (p. 6329).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers - Compte d'affectation spéciale : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

- (28 novembre 2011) (p. 8714, 8715). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8719).

RALITE (Jack)
*sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRC-SPG*

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au prix du livre numérique (31 mars 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État** [n° 237 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 488, 490). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 495, 496). - **Article 8** (*Transferts de personnels*) (p. 509). - **Article 10** (*Conditions de revente d'un monument transféré gratuitement*) (p. 512). (p. 513). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 517, 518).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture** [n° 340 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2213, 2214). - **Article 5 bis** (*Rémunération des auteurs*) (p. 2220, 2221).

- **Commission mixte paritaire** [n° 109 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3474, 3475).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Article 1er** (*Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention*) (p. 3566, 3568).

- **Rappel au règlement** - (21 juin 2011) (p. 5031, 5032).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (22 juin 2011) - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. 302 bis KI du code général des impôts - Abrogation de la taxe sur l'achat de services de publicité en ligne*) (p. 5147). - **Rappel au règlement** (p. 5182).

- **Rappel au règlement** - (12 juillet 2011) (p. 6329, 6330).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 786 (2010-2011)] - (8 septembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 6465, 6466).

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité stratégique pour l'élaboration et le suivi de la stratégie nationale de la recherche énergétique.

Membre suppléant du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Les problèmes énergétiques** - (12 avril 2011) (p. 2733, 2734).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3017, 3018).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. L. 424-2 du code de l'urbanisme - Interdiction de délivrer des permis tacites dans les zones délimitées par un plan de prévention des risques naturels) (p. 3266).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France** [n° 397 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3422, 3423).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4538, 4545).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (9 juin 2011) - **Article 23 (réserve)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires) (p. 4684).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption** [n° 617 (2010-2011)] - (29 juin 2011) -

Articles additionnels avant l'article 1er (suite) (p. 5530). (p. 5533). (p. 5540, 5541). - **Article 1er** (art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - Contenu et publicité de la déclaration d'intention d'aliéner) (p. 5543). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5550).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale** [n° 619 (2010-2011)] - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5564, 5566). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 5578). - **Article 3** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5587). (p. 5587). - **Article 4** (art. L. 623-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle) (p. 5589). - **Article 7** (art. L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5591).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2011) - **Article 12** (art. L. 623-23-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6159). (p. 6160). - **Article 13** (art. L. 623-24 du code de la propriété intellectuelle) (p. 6160, 6162). - **Article 15 bis (nouveau)** (Identification et enregistrement des ressources phylogénétiques) (p. 6165). (p. 6166). (p. 6167). - **Article 14 (précédemment réservé)** (art. L. 623-24-1 à L. 623-24-5 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle) (p. 6170). (p. 6171). (p. 6171, 6172). (p. 6172, 6173). (p. 6175). (p. 6175). (p. 6176). (p. 6177). (p. 6177, 6178). (p. 6178). (p. 6182). (p. 6183). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6184).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 6584, 6586).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 6631).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse** [n° 16 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 1er** (art. L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales - Contenu du plan d'aménagement et de développement durable de Corse) (p. 6737).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° 22 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Intitulé du chapitre 1er** (Dispositions relatives aux missions et au conseil d'administration de l'Agence nationale des voies navigables) (p. 6784). - **Article 1er** (art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration) (p. 6787). (p. 6788). (p. 6789). - **Article 2** (art. L. 4312-3, L. 4312-3-1 [nouveau], L. 4312-3-2 [nouveau], L. 4312-3-3 [nouveau] et L. 4312-3-4 [nouveau] du code des transports - Pouvoirs du directeur général, composition du personnel. Instances représentatives du personnel de l'agence. Emploi et recrutement du personnel. Organisation et aménagement du temps de travail des agents de droit public) (p. 6799). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6804).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 33 et état C** (*Crédits des budgets annexes*) (p. 8571). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8573, 8574). (p. 8574). - **Article 51 bis (nouveau)** (art. L. 213-10-2, L. 213-10-8, L. 213-10-9 et L. 213-14-2 du code de l'environnement, art. 100 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques - Dixième programmation des agences de l'eau (recettes)) (p. 8577). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 8578). (p. 8578). (p. 8579). - **Article 51 quater (nouveau)** (art. 136 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Instauration d'une limite à la sollicitation du FPRNM au titre de l'article 6 de la loi n° 2011-725 du 23 juin 2011) (p. 8580). (p. 8580). - **Article 51 quinquies (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques - Ressources de l'ONEMA) (p. 8580). (p. 8581). - **Article 51 sexies (nouveau)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - Dixième programmation des agences de l'eau (dépenses)) (p. 8582). (p. 8583). (p. 8583).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 64** (art. 44 octies A, 1383 C bis, 1466 A du code général des impôts, art. 12, 12-1 et 13 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville - Prorogation et amélioration du dispositif d'exonérations fiscales et sociales accordées aux employeurs situés en zone franche urbaine, ZFU) (p. 8856). (p. 8858). (p. 8859).

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8979, 8980).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 9443, 9445).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9919).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*) (p. 10068).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - président - **Article 1er** (art. L. 340-1 à L. 340-7 [nouveaux] du code de commerce - Dispositions relatives aux réseaux de distribution) (p. 10152). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10185).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10217). - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Délai de réponse pour le gestionnaire d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 10227). - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques) (p. 10239). (p. 10246, 10247). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10259, 10260). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10271). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A** (p. 10276). (p. 10278, 10279).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10295). - **Article 7 bis** (art. L. 113-7 [nouveau] du code de la consommation - Information sur le lieu de fabrication des plats vendus dans les restaurants) (p. 10314). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10363). - **Autre (dans une discussion de texte de loi) (Demande d'une seconde délibération)** - **Seconde délibération** (p. 10379, 10380). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10380, 10381).

RAOULT (Paul)
sénateur (Nord)
SOC

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'indemnisation des communes au titre des périmètres de protection de l'eau** - (11 janvier 2011) (p. 30, 32).

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement - Deuxième lecture** [n° 235 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 468, 469). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Subvention des opérateurs des services publics d'eau potable et d'assainissement au fonds de solidarité pour le logement*) (p. 474). (p. 474, 475). (p. 475, 476). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur la mise en place d'une allocation de solidarité pour l'eau*) (p. 479). (p. 479, 480). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 481, 482).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture** [n° 342 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Article 1er** (*Protection des usagers contre des variations anormales de leur facture d'eau*) (p. 2162).

REBSAMEN (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 18 octobre 2011.

Membre de la commission des finances jusqu'au 17 octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 29 novembre 2011.

Président du Groupe Socialiste à compter du 1er octobre 2011 ; puis président du Groupe Socialiste, Apparentés et Groupe Europe Écologie Les Verts rattaché à compter du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3160, 3161). - **Article 2 (Introduction d'un niveau plancher d'impôt sur les sociétés effectivement acquitté)** (p. 3169).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5057, 5058).
- **Rappel au règlement** - (2 novembre 2011) (p. 7109).
- **Conférence des présidents** - (2 novembre 2011) (p. 7139).
- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État - Deuxième lecture [n° 740 (2010-2011)]** - (3 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7220).
- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7233, 7234). (p. 7236).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

REICHARDT (André)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 29 mars 2011.
- Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 28 mars 2011.
- Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).
- Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7519). (p. 7520).
- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7530, 7531).
- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7902, 7903). (p. 7904, 7905).
- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (22 novembre 2011) - **Article 16 ter (Plafonnement et écrêtement des ressources fiscales affectées à certains organismes et opérateurs de l'Etat)** (p. 8308).
- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9528, 9530).

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la Sécurité sociale et à la mutualité [n° 55 (2011-2012)] (24 octobre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 421 (2010-2011)] relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 86 (2011-2012)] (8 novembre 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Cour des comptes et autres juridictions financières [n° 112 tome 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale** [n° 136 (2010-2011)] - (16 février 2011) - **Article unique** (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994) (p. 1464).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial** [n° 181 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2315, 2316). - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2340).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - *Commission mixte paritaire* [n° 97 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2880, 2881).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** [n° 395 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2930, 2932). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221-4-1 nouveau, L. 221-7 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 721-3-1 et L. 722-3-1 nouveaux du code de commerce - *Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges*) (p. 2946). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2947, 2948). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2948). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2955).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg** [n° 107 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3410, 3411).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (19 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4150, 4151).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4215, 4216).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5317).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** - *Nouvelle lecture* [n° 25 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6671, 6672). - **Article 24 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 et L. 231-7 à L. 231-9 du code des juridictions financières - *Seuils de l'apurement administratif des comptes*) (p. 6711). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6723).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - *Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux*) (p. 7502). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7504). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 7519). - **Article 16** (art. 317, 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 245-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - *Hausse de la fiscalité sur les alcools*) (p. 7524).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études** [n° 421 (2010-2011)] - (15 novembre 2011) - **rapporteur** - **Discussion générale** (p. 7816, 7817). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7823).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial*) (p. 7960, 7961).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) (p. 8685, 8686). - **Article n° 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8697).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - *Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne*) (p. 9571). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 88-3 de la Constitution - *Coordination*) (p. 9574, 9575).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** - *Nouvelle lecture* [n° 115 (2011-2012)] - (13 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9699, 8700).

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La défense antimissile balistique : bouclier militaire ou défi stratégique ? [n° 733 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Défense**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Défense : équipement des forces [n° 108 tome 6 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? [n° 207 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1432, 1433).

RENAR (Ivan)
sénateur (Nord)
CRC-SPG

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France le 13 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité** [n° 307 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1657, 1658). - **Article 1er** (*Création du nouveau régime de contrôle des importations et exportations des matériels de guerre*) (p. 1667, 1668).

- *Deuxième lecture* [n° 537 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4585, 4587).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour l'équipement des forces (p. 8744, 8745). (p. 8753, 8754). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8771, 8772).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 55** (*art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 8931, 8932).

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la vente illicite de billets pour les manifestations culturelles ou sportives [n° 771 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Culture - Sports.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État [n° 237 (2010-2011)]** - (26 janvier 2011) - **Article 1er** (*Création, composition et missions du Haut conseil du patrimoine*) (p. 499). (p. 500). - **Article 4** (*Définition du caractère transférable des monuments historiques*) (p. 504). - **Article 5** (*Conditions de transfert aux collectivités territoriales*) (p. 505, 506). - **Article 6** (*Procédure de transfert aux collectivités territoriales*) (p. 507).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 555, 556).

- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1455, 1456). - **Article unique** (*art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994*) (p. 1465).

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique - Deuxième lecture [n° 340 (2010-2011)]** - (29 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2224).

- **Question orale avec débat de Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur la réforme de la formation des enseignants** - (26 avril 2011) (p. 3043, 3044).

- **Proposition de loi relative à la régulation du système de distribution de la presse [n° 475 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3483, 3484). - **Article 2** (*loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Création de deux instances chargées de réguler le système coopératif de distribution de la presse*) (p. 3487, 3488). - **Article 4** (*loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques - Missions et compétences respectives du Conseil supérieur des messageries de presse et de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse*) (p. 3491, 3492). (p. 3492). (p. 3493). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3496).

- **Questions cribles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4348, 4349).

- **Questions cribles thématiques - Suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités et de la politique universitaire française** - (14 juin 2011) (p. 4796, 4797).

REPENTIN (Thierry)
sénateur (Savoie)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; secrétaire de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC).

Membre titulaire du conseil d'administration des "Parcs nationaux de France" le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Ville et logement [n° 111 tome 7 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Aménagement du territoire - Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3347, 3348). - **Article 2** (art. L. 613-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Exclusion du concours de l'Etat à l'exécution de jugements d'expulsion locative sans relogement) (p. 3353).

- **Proposition de loi portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer [n° 425 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3377, 3379). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3392).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Nombre de conseillers territoriaux) (p. 4558). (p. 4559, 4560).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5522, 5524). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 5532). (p. 5534). (p. 5534, 5535). (p. 5538, 5539). - **Article 1er** (art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - Contenu et publicité de la déclaration d'intention d'aliéner) (p. 5543). (p. 5543). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 213-2-1 du code de l'urbanisme - Préemption partielle) (p. 5545). - **Article 7** (art. L. 213-12 du code de l'urbanisme - Action en dommages-intérêts) (p. 5549). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5553).

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de Corse [n° 16 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Article 1er** (art. L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales - Contenu du plan d'aménagement et de développement durable de Corse) (p. 6737). - **Article 5** (art. L. 4424-13 et L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales - Procédures d'élaboration, de modification et de révision) (p. 6743). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6744).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8839, 8840).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Article 15** (Mesures de développement de l'offre de logement) (p. 9895). (p. 9896). (p. 9899, 9900). - **Article 15 bis (nouveau)** (Création d'un « éco-prêt à taux zéro collectif » ouvert aux syndicats de copropriétaires) (p. 9903). (p. 9903).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10167, 10170). (p. 10170). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10184).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 2 (suite)** (p. 10217, 10218). - **Article 2 bis AA (nouveau)** (art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers) (p. 10221, 10222).

REQUIER (Jean-Claude)
sénateur (Lot)
RDSE

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 10 A** (p. 7425). (p. 7436). (p. 7437).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7606). (p. 7607). - **Articles additionnels après l'article 34 quater** (p. 7642, 7643). (p. 7643). (p. 7643).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8558, 8559).

Politique des territoires

- (28 novembre 2011) (p. 8664, 8665).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) - **Article n° 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8698).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (14 décembre 2011) - **Article 2** (*Suppression de la taxe de 2 % sur les nuitées d'établissements hôteliers*) (p. 9765, 9766). - **Article 7** (*art. L. 2224-31 et L. 3232-2 du code général des collectivités territoriales et art. 108 de la loi du 31 décembre 1936 portant fixation du budget général de l'exercice 1937 - Création du compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - FACÉ*) (p. 9779, 9780). (p. 9781, 9782). (p. 9785).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 186 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9937).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)]** - (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 9945). (p. 9949, 9950).

RETAILLEAU (Bruno)

sénateur (Vendée)

NI, puis UMP-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 225 (2010-2011)] portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 252 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : La neutralité de l'Internet [n° 302 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 172 (2010-2011)] tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 454 (2010-2011)] (26 avril 2011) - **Environnement.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 414, 415).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 1240, 1242). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour la transposition du troisième « paquet télécoms »*) (p. 1275). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1276, 1277). - **Article 12 (Régime des noms de domaine français sur Internet)** (p. 1279). (p. 1280). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 1281). - **Article 12 bis (Nouveau)** (*Transmission à des tiers des informations détenues par les gestionnaires d'infrastructures et opérateurs de communications électroniques relatives à l'implantation et au déploiement de leurs infrastructures et de leurs réseaux*) (p. 1283). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 1284). - **Article 13 (Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes)** (p. 1285, 1286). (p. 1289). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 1297, 1299).

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1405, 1406).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1415, 1416).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques - Commission mixte paritaire** [n° 319 (2010-2011)] - (9 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1989).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2421, 2422). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 2467).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2487). - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code de l'éducation - *Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur*) (p. 2491). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 2526, 2527). - **Article 11 bis** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - *Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire*) (p. 2534, 2535). (p. 2538). - **Article 12 bis (Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21)** (p. 2538, 2539).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - *Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai*) (p. 2605). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - *Autorisation de transfert*

d'embryons post mortem) (p. 2612). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2141-3, L. 2141-7 et L. 2141-10 du code de la santé publique - *Coordination*) (p. 2618). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2627). - **Article 23** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 2640).

- **Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi)** [n° 455 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - auteur de la proposition de loi n° 172 - **Discussion générale** (p. 3229, 3232).

- Rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 1er** (Art. L. 562-1 et L. 562-8 du code de l'environnement - *Prise en compte de la submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles*) (p. 3256, 3257). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3258). - **Article 3** (Art. L. 566-3, L. 566-5 et L. 566-7 - *Dispositions relatives au plan de gestion des risques d'inondation*) (p. 3258, 3259). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3260). - **Article 5** (Art. L. 562-4 du code de l'environnement et L. 123-12 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - *Liens entre documents d'urbanisme et plans de prévention des risques naturels prévisibles*) (p. 3262). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3263, 3264). - **Article 6** (Art. L. 121-2 du code de l'urbanisme - *Transmission par le préfet des informations sur les risques naturels*) (p. 3264). - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. L. 424-2 du code de l'urbanisme - *Interdiction de délivrer des permis tacites dans les zones délimitées par un plan de prévention des risques naturels*) (p. 3266). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3267). - **Article 7** (Art. L. 3114-1 à L. 3114-3 [nouveaux] du code de l'environnement - *Transfert de propriété d'ouvrages de défense contre la mer*) (p. 3269). - **Article 8** (Art. L. 211-5 [nouveau] du code de l'environnement - *Rapport du Gouvernement sur la qualité des ouvrages de protection contre les inondations et contre la mer*) (p. 3269, 3270). - **Article 10** (Art. 1585 E du code général des impôts - *Majoration de la taxe locale d'équipement*) (p. 3270, 3272). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 3272). - **Article 11 (Supprimé)** (Art. L. 1424-7 du code général des collectivités territoriales - *Prise en compte par le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du risque de submersion marine*) (p. 3273). - **Article 12** (Art. 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile - *Renforcement du plan communal de sauvegarde*) (p. 3273, 3274). - **Article 13** (Art. L. 563-7 [nouveau] du code de l'environnement - *Instauration d'une journée nationale de prévention des risques naturels*) (p. 3274, 3275). - **Article 14** (Art. L. 33-1 du code des postes et communications électroniques - *Priorisation des appels d'urgence*) (p. 3275). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 2335-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Compensation aux communes de la diminution des bases d'imposition à la suite d'une catastrophe naturelle*) (p. 3276). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 561-3 du code de l'environnement - *Augmentation de 12 à 14 % du plafond du prélèvement sur le produit des primes et assurances au profit du « fonds Barnier »*) (p. 3277). - **Article 19** (Art. L. 146-4-1 (nouveau) du code de l'urbanisme - *Élaboration d'un schéma d'aménagement des zones littorales à risque*) (p. 3278). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3278, 3279). - **Article 21** (Art. L. 142-1, L. 142-3, L. 143-2 et L. 211-1 du code de l'urbanisme - *Utilisation du droit de préemption pour réduire l'exposition des populations aux risques naturels*) (p. 3280).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4606). - **Article 9** (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - *Diagnostic prénatal*) (p. 4623, 4624). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - *Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire*) (p. 4627, 4628). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21*) (p. 4637, 4638). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - *Affirmation de la*

finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai (p. 4647). - **Article 20 ter** (art. L. 2141-3 du code de la santé publique - *Consentement à la conservation d'ovocytes*) (p. 4650, 4651).

- **Suite de la discussion** (9 juin 2011) - **Article 23 (réservé)** (art. L. 2151-5 du code de la santé publique - *Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires*) (p. 4667, 4668). (p. 4678). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4709).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres*

d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires (p. 4859, 4860).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6636, 6638).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9518, 9521).

REVET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire.

Membre titulaire du Comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture le 17 juin 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à introduire une clause d'indexation du prix ou de renégociation dans les marchés privés dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois [n° 478 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Les ports français : de la réforme à la relance [n° 728 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à créer un fichier positif afin de lutter contre le surendettement [n° 75 (2011-2012)] (2 novembre 2011) - **Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports**.

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Écologie, développement et aménagement durables (MEDAD) [n° 111 tome 2 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture**.

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Article unique** (*Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions du SDRIF de 2008 compatibles avec la loi sur le Grand Paris et procédure de révision du SDRIF*) (p. 2265).

- **Projet de loi** relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)] - (7 avril 2011) - **Article additionnel avant l'article 14 (réservé)** (p. 2561). - **Article 14** (*art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes*) (p. 2568).

- **Projet de loi** de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)] - (21 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5096, 5097). (p. 5097, 5098).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) - au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 6613, 6616).

- **Projet de loi** de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Article 33** (*art. L. 161-37, L. 161-37-1 (nouveau), L. 161-41, L. 161-45, L. 162-16-4, L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-4, L. 165-2 et L. 165-3 du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'analyse médico-économique dans les travaux de la Haute Autorité de santé et introduction d'une évaluation médico-économique pour les produits de santé*) (p. 7603, 7604). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7615). (p. 7616).

- **Projet de loi** de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8545, 8546).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9135, 9136).

- **Projet de loi** de finances rectificative pour 2011 [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9846). - **Article additionnel après l'article 13 quater** (p. 9855).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 9947). (p. 9948).

- **Projet de loi** renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)] - (20 décembre 2011) - **Article 2** (*art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile*) (p. 10175, 10176).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 9** (*art. L. 113-3 et L. 121-1 du code de la consommation et L. 311-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Renforcement de l'information du consommateur*) (p. 10334). - **Article 10** (*art. L. 111-4 [nouveau], L. 113-3-1 [nouveau], L. 113-6, L. 121-15, L. 121-15-3, L. 132-2, L. 132-3 [nouveau], et L. 141-1, L. 421-2, L. 421-6 et L. 115-26-1 du code de la consommation - Renforcement des pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, DGCCRF*) (p. 10342). - **Articles additionnels après l'article 10 bis F** (p. 10352). - **Articles additionnels après l'article 10 bis I** (p. 10355). (p. 10355). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10357). (p. 10357). (p. 10361, 10362). (p. 10365). (p. 10367).

RICHARD (Alain)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes le 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre titulaire du Comité des finances locales le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 793 (2010-2011)] tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 67 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 56 (2011-2012)] visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 144 (2011-2012)] (30 novembre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6601, 6602).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale**

(p. 7112, 7114). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7135, 7136).

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7262, 7264). - **Article 1er** (art. 83 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Modalités d'entrée en vigueur des dispositions modifiant les modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges dans les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7267). (p. 7268). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7269, 7272). - **Article 2 (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Règles de fixation du nombre des sièges au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7273). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Suppléance au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7275, 7276). (p. 7276). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7276). (p. 7277). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7278, 7282). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7287, 7288).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2011) (p. 7303, 7308). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 7309). - **Article 6 (nouveau)** (Détermination des compétences d'un EPCI à fiscalité propre créé par le schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7310, 7311). - **Article 7 (nouveau)** (Calendrier d'achèvement de la carte de l'intercommunalité - Coordinations) (p. 7313, 7319). - **Article 8 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et 38 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Dérogation au principe d'achèvement de la carte intercommunale pour les îles constituées d'une seule commune) (p. 7320). - **Article 9 (nouveau)** (art. 36 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Dérogation au principe de continuité territoriale des EPCI à fiscalité propre) (p. 7320). - **Article 10 (nouveau)** (Assouplissement des conditions de création de syndicats compétents en matière scolaire et d'action sociale) (p. 7321, 7322). - **Article 11 (nouveau)** (art. 63 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Modalités de renonciation, par un président d'EPCI, au transfert des pouvoirs de police spéciale des maires) (p. 7323). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 7325). (p. 7326, 7327).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) (p. 8760, 8761).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8882, 8883). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8936). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8951).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2011) (p. 9170, 9171).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2011) (p. 9178, 9179).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (3 décembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 9226). (p. 9228, 9229). (p. 9232). (p. 9235). (p. 9242). - **Article 59** (art. L. 2531-13 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) à la réforme de la fiscalité locale) (p. 9252, 9253).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 9429, 9430). (p. 9438).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif [n° 150 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9473, 9474).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10169). (p. 10171).

RICHERT (Philippe)
*ministre auprès du ministre de
 l'intérieur, de l'outre-mer, des
 collectivités territoriales et de
 l'immigration, chargé des collectivités
 territoriales*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)]** - (19 janvier 2011) - **Article 23** **quinquies** (Texte non modifié par la commission) (art. 723-29 du code de procédure pénale ; art. 131-36-10 du code pénal - Extension du champ d'application de la surveillance judiciaire aux personnes condamnées à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure ou égale à cinq ans en état de nouvelle récidive) (p. 292). - **Article 23** **sexies** (art. 5 et 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Poursuite de mineurs devant le tribunal pour enfants par la voie d'une convocation par officier de police judiciaire) (p. 294). - **Article 24** **bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 296). - **Article 24** **ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du régime du contrat de responsabilité parentale) (p. 299). - **Article 24** **quinquies** **AA** (Texte non modifié par la commission) (art. 8 du code de procédure pénale - Report du point de départ de la prescription pour certaines infractions commises à l'encontre d'une personne vulnérable) (p. 300). - **Article 24** **octies** **A** (art. L. 443-2-1 [nouveau] du code de commerce - Encadrement des pratiques de vente de billets sur Internet) (p. 300, 301). - **Article 24** **decies** **A** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation - Occupation abusive des halls d'immeubles) (p. 302). - **Article 24** **duodecies** (Supprimé) (art. L. 2241-2 du code des transports - Compétence des agents des services internes de sécurité de la

SNCF et de la RATP) (p. 303). - **Article 24** **terdecies** (art. L. 2241-6 du code des transports - Exclusion des espaces affectés au transport public) (p. 306). - **Article 24** **quaterdecies** (Texte non modifié par la commission) (art. 332-16-1 [nouveau] du code du sport - Couvre-feu des supporters) (p. 307). - **Article 24** **quindecies** **A** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 332-16-2 [nouveau] du code du sport - Couvre-feu des supporters) (p. 308). - **Article 24** **sexdecies** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 332-15, L. 332-16 et L. 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives) (p. 308). - **Article 24** **septdecies** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 332-15, L. 332-16 et L. 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives) (p. 308). - **Article** **additionnel avant l'article 28 bis** (p. 309). - **Article 28 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 223-6 du code de la route - Délai de récupération des points du permis de conduire) (p. 310). (p. 312).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (3 février 2011) - **Question préalable** (p. 823, 824). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 827, 828). - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 829). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 831, 832). - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. 21-28 du code civil - Réduction à deux ans de la condition de résidence nécessaire à une naturalisation pour l'étranger présentant un parcours exceptionnel d'intégration) (p. 834). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 835). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 837). (p. 839, 845). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 846). - **Article 2 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 846, 849). - **Article 2 ter** (Texte non modifié par la commission) (art. 21-27-1 du code civil - Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française) (p. 861, 863). - **Article 3** (art. 20-6 et 21-28 du code civil - Remise de la charte des droits et devoirs du citoyen français lors des cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française ou à l'occasion de la journée défense et

citoyenneté) (p. 864). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 865). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 869, 870). (p. 873). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 876). - **Article 3 ter** (art. 27-2 du code civil - Extension du délai pendant lequel un décret d'acquisition, de naturalisation ou de réintégration de la nationalité française peut être rapporté en cas d'erreur ou de fraude) (p. 877). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 26-3 du code civil - Extension du délai pendant lequel l'administration peut refuser d'enregistrer une déclaration de nationalité française à raison d'un mariage, en cas d'opposition formée par le Gouvernement) (p. 878). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 878, 830). - **Article 5** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour) (p. 881, 883).

- **Rappel au règlement** - (8 février 2011) (p. 944).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)] (suite)** - (8 février 2011) - **Article 17 A** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du CESEDA - Droit au court séjour des ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace économique européen et de la Confédération suisse) (p. 948). - **Articles additionnels après l'article 17 A** (p. 950, 952). - **Article 17** (art. L. 313-4, L. 313-4-1, L. 313-8 et L. 313-11 du CESEDA - Adaptation de la dénomination de la carte de séjour temporaire portant la mention « scientifique ») (p. 953). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 954, 959). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Titre de séjour des conjoints et parents de titulaires d'une carte « compétences de talents », « salarié en mission » ou d'une carte bleue européenne) (p. 959, 960). - **Article 17 ter (Supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 960). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-14 du CESEDA - Aménagement de la procédure d'admission exceptionnelle au séjour) (p. 962). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 963). - **Article 19** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs) (p. 965, 966). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 314-9 du CESEDA - Conditions de délivrance d'une carte de résident à l'étranger marié à un ressortissant français) (p. 967, 968). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-4 et L. 315-6 du CESEDA - Assouplissement des dispositions relatives à la carte « compétences de talents ») (p. 969). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 970). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 1036, 1037). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 1038, 1039). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1044, 1050). (p. 1055, 1056).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 1101, 1104). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 1105). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 1109, 1118). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1121, 1122). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordination en matière de décision fixant le pays de renvoi) (p. 1122). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 1124, 1125). - **Article 37 (Supprimé)** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 1128, 1131). - **Articles**

additionnels après l'article 37 (p. 1132). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 1134, 1135). - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité d'obliger l'étranger à rester à la disposition de la justice pendant six heures) (p. 1138). - **Article 41** (art. L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Passage à 45 jours de la durée maximale de rétention - Modification du régime de la deuxième prolongation de rétention) (p. 1140, 1141).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1697, 1701). (p. 1717, 1718). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1720). - **Article 1er** (art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - Régime d'éligibilité et d'inéligibilités applicables aux parlementaires) (p. 1722, 1725). - **Article 1er bis** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère) (p. 1727, 1728). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 135-3 nouveau du code électoral - Communication des déclarations fiscales des parlementaires à la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 1731). - **Article 1er quater** (art. L.O. 384-1, L.O. 476, L.O. 503 et L.O. 530 du code électoral - Application des dispositions relatives aux inéligibilités dans les collectivités d'outre-mer) (p. 1731). - **Article 2** (art. L.O. 136-1 et L.O. 136-2 du code électoral - Conséquences d'une infraction à la législation sur le financement des campagnes législatives) (p. 1732). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1733, 1735). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 1736). - **Article 3** (art. L.O. 151, L.O. 151-1 et L.O. 151-2 à L.O. 151-4 nouveaux du code électoral - Modalités de résolution des incompatibilités pour les parlementaires) (p. 1737). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1740). - **Article 6** (art. L.O. 328 et L.O. 329 du code électoral - Election des députés représentant les Français établis hors de France) (p. 1743). - **Article 7** (art. L.O. 394-2 et L.O. 438-3 du code électoral - Coordinations) (p. 1744). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 1745).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**. - (2 mars 2011) - **Article 2** (art. L. 330, L. 330-4, L. 330-5, L. 330-6, L. 330-6-1, L. 330-9, L. 330-10 du code électoral - Modifications d'articles issus de l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009) (p. 1747, 1755). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger - Composition de l'Assemblée des Français de l'étranger et du collège électoral pour l'élection des sénateurs des Français de l'étranger) (p. 1756).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**. - (2 mars 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1756). - **Article additionnel avant l'article 1er AA** (p. 1757). - **Article 1er AB (Nouveau)** (art. L. 46-1 du code électoral - Abaissement du délai d'option en cas d'incompatibilité entre mandats) (p. 1757). - **Article 1er** (art. L. 52-12 du code électoral - Dispense de dépôt d'un compte de campagne pour les candidats ayant recueilli moins de 1 % des voix et n'ayant pas reçu de dons) (p. 1759, 1760). - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 52-4 du code électoral - Clarification des modalités de déclaration du mandataire financier) (p. 1760). - **Article 2** (art. L. 154, L. 210-1, L. 265, L. 347 et L. 370 du code électoral, et art. 10 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Désignation du mandataire financier)

(p. 1761). - **Article 3** (art. L. 52-6 du code électoral - Mise en place d'un « droit au compte » pour les mandataires financiers) (p. 1761, 1762). - **Article 3 quater** (art. L. 118-3 du code électoral - Définition de la « bonne foi ») (p. 1763). - **Article 3 octies (Nouveau)** (art. L. 308-2 nouveau du code électoral - Application de la législation relative aux comptes de campagne aux candidats aux élections sénatoriales) (p. 1764, 1765). - **Article 4 (Supprimé)** (art. 1er et 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Contenu des déclarations de situation patrimoniale pour les élus locaux et les dirigeants d'établissements publics) (p. 1765). - **Article 4 bis** (art. 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Personnes tenues de déposer une déclaration de situation patrimoniale) (p. 1767). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1768). - **Article 5 bis (Supprimé)** (art. 4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Répression de la publication ou de la divulgation d'informations détenues par la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 1768). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1770). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités d'attribution de l'aide publique aux partis politiques) (p. 1770). - **Article 6 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Actualisation annuelle des plafonds de dons aux partis politiques) (p. 1771). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 1772). - **Article additionnel avant l'article 7 A** (p. 1773). - **Article 7 B** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour la refonte du code électoral) (p. 1774). - **Article 7 C (Nouveau)** (art. 24 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Abaissement à quinze jours du délai de viduité en cas de nomination d'un député européen au gouvernement) (p. 1774). - **Article 7** (art. L. 388, L. 392, L. 395, L. 428 et L. 438 du code électoral et art. 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités d'application du présent texte en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna) (p. 1775). - **Article 8** (Entrée en vigueur de la loi) (p. 1775). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1777).

- **Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2238, 2241).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (14 avril 2011) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8256-2 du code du travail - Sanctions pénales en cas de connaissance de l'emploi d'étranger sans titre) (p. 2896). - **Article 64** (art. L. 8271-1-2, L. 8271-6-1, L. 8271-6-2 [nouveaux], L. 8271-11, L. 8271-2, L. 8271-4, L. 8271-5, L. 8271-6, L. 8271-3, L. 1454-1, L. 8271-1, L. 8271-8-1, L. 8271-7 du code du travail ; art. L. 752-3-2, L. 413-2, L. 414-2 et L. 133-9-3 du code de la sécurité sociale - Pouvoirs des agents de contrôle) (p. 2897). - **Article 66** (art. L. 8272-2 et L. 8272-3 [nouveaux] du code du travail - Fermeture administrative temporaire des établissements employant des étrangers sans titre et garanties légales des salariés concernés) (p. 2898). - **Article 67** (art. L. 8272-4 [nouveau] du code du travail - Exclusion administrative provisoire des marchés publics des employeurs de travailleurs illégaux) (p. 2899).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique [n° 115 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2010-2011)** (p. 3887, 3889). (p. 3896, 3897).

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 471 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 115 (2010-**

2011) - (12 mai 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Désignation de deux députés européens au sein de l'Assemblée nationale) (p. 3898). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Mode de scrutin) (p. 3898). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3899). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3900).

- **Projet de loi fixant le nombre de conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4495, 4496). (p. 4514, 4515). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4525, 4526). - **Question préalable** (p. 4528, 4530). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4534). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4543, 4554). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Nombre de conseillers territoriaux) (p. 4557, 4559). - **Article 2 et annexe (Texte non modifié par la commission)** (Tableau de répartition des conseillers territoriaux) (p. 4563, 4564).

- **Projet de loi fixant le nombre de conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 697 (2010-2011)]** - (4 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5823, 5824). (p. 5830). - **Question préalable** (p. 5834). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5836, 5837). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5837). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Nombre de conseillers territoriaux par région et par département) (p. 5839).

- **Questions cribles thématiques - Malaise des territoires** - (18 octobre 2011) (p. 6682, 6688).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7114, 7121). (p. 7131, 7133). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7136, 7137).

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7262, 7263). - **Article 1er** (art. 83 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Modalités d'entrée en vigueur des dispositions modifiant les modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges dans les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7268). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7269, 7272). - **Article 2 (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Règles de fixation du nombre des sièges au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7273). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Suppléance au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 7276). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7277). - **Article 4 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7279, 7282). - **Article 5 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7288, 7289).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2011) (p. 7302, 7303). (p. 7303, 7308). - **Article 6 (nouveau)** (Détermination des compétences d'un EPCI à fiscalité propre créé par le schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 7310, 7311). - **Article 7 (nouveau)** (Calendrier d'achèvement de la carte de l'intercommunalité - Coordinations) (p. 7313, 7320). - **Article 8 (nouveau)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et 38 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Dérogation au principe d'achèvement de la carte intercommunale pour les îles constituées d'une seule commune) (p. 7320). - **Article 9 (nouveau)** (art. 36 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Dérogation au principe de continuité territoriale des EPCI à fiscalité propre) (p. 7321). - **Article 10 (nouveau)** (Assouplissement des conditions de création de syndicats compétents en matière scolaire et d'action sociale) (p. 7321, 7322). - **Article 11 (nouveau)** (art. 63 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Modalités de renonciation, par un président d'EPCI, au transfert des pouvoirs

de police spéciale des maires) (p. 7323). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 7325). (p. 7326, 7327). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7332, 7333).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7917, 7923). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7936). - **Organisation des travaux** (p. 7938). - **Question préalable** (p. 7943). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7949). - **Rappel au règlement** (p. 7971, 7972).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8891, 8893). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8894). - **Article additionnel avant l'article 53** (p. 8898). (p. 8903). - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L. 3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8909, 8920). - **Article 54** (art. L. 1211-3, L. 2334-3, L. 2334-7, L. 2334-7-1 et L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du secteur communal) (p. 8922). - **Article 55** (art. L. 2334-4, L. 2334-5, L. 2334-6, L. 5211-30 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 8926, 8932). - **Article 56** (art. L. 2113-22, L. 2334-13, L. 2334-14-1, L. 2334-18-1, L. 2334-18-3, L. 2334-18-4, L. 2334-21, L. 2334-22, L. 2334-33, L. 2334-41, L. 2335-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR), à la dotation nationale de péréquation (DNP), à la dotation d'intercommunalité (DI), à la dotation de développement urbain (DDU), à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation particulière élu local (DPEL)) (p. 8934, 8937). - **Article 56 bis (nouveau)** (art. L. 1614-10 du code général des collectivités territoriales - Utilisation du concours particulier relatif aux bibliothèques municipales et départementales de la dotation générale de décentralisation) (p. 8938). - **Article 57** (art. L. 4332-5, L. 4332-6, L. 4332-7, L. 4332-8 et L. 4434-9 du code général des collectivités territoriales - Modalités de répartition de la dotation de péréquation des régions) (p. 8940). - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC) (p. 8946, 8953).

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2011) (p. 9218, 9231). (p. 9232, 9246). - **Article 59** (art. L. 2531-13 à L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF) à la réforme de la fiscalité locale) (p. 9248, 9255).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9430, 9432). (p. 9438, 9439).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif [n° 150 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9466, 9468). (p. 9479). - **Article 1er** (art. L. 2331-1 du code de la défense - Classement des armes) (p. 9481, 9483). - **Article 2** (art. L. 2331-2 du code de la défense - Définition et classement des armes historiques et de collection) (p. 9484, 9485). - **Article 3** (art. L. 2336-1 du code de la défense - Régime d'acquisition et de détention des armes) (p. 9487, 9489). (p. 9490). - **Article 5** (art. L. 2337-3 du code de la défense - Conditions de cession des armes à feu entre particuliers) (p. 9491, 9492). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2337-1-1 [nouveau] du code de la défense - Création d'un statut du collectionneur d'armes) (p. 9493). - **Article 10** (art. 131-16 et 131-43 du code pénal ; art. 41-3 et 546 du code de procédure pénale ; art. 3 de la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes pour les contraventions lorsque le texte d'incrimination le prévoit) (p. 9494). - **Article 11** (art. 221-8 du code pénal - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes pour les infractions d'atteinte à la vie de la personne) (p. 9495). - **Article 12** (art. 222-44 du code pénal - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes pour les infractions d'atteinte à l'intégrité physique ou psychique de la personne) (p. 9495). - **Article 14** (art. 224-9 du code pénal - Obligation de prononcer la peine complémentaire d'interdiction de détenir ou de porter une arme soumise à autorisation pour les infractions d'atteinte aux libertés de la personne) (p. 9495). - **Article 15** (art. 225-20 du code pénal - Obligation de prononcer la peine complémentaire d'interdiction de détenir ou de porter une arme soumise à autorisation pour certaines infractions d'atteinte à la dignité de la personne) (p. 9496). - **Article 17** (art. 311-14 du code pénal - Obligation de prononcer la peine d'interdiction de détenir ou de porter une arme en cas de condamnation pour vol) (p. 9496, 9497). - **Article 18** (art. 312-13 du code pénal - Obligation de prononcer la peine complémentaire d'interdiction de détenir ou de porter une arme soumise à autorisation en cas de condamnation pour extorsion) (p. 9497). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. 321-9 du code pénal - Obligation de prononcer la peine de confiscation d'une ou plusieurs armes en cas de condamnation pour recel) (p. 9497). - **Article 20** (art. 322-15 du code pénal - Obligation de prononcer la peine d'interdiction de détenir ou de porter une arme en cas de condamnation pour destructions, dégradations ou détériorations) (p. 9498). - **Article 21** (art. 324-7 du code pénal - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes en cas de condamnation pour des infractions de blanchiment) (p. 9498). - **Article 23** (art. 431-26 du code pénal - Obligation de prononcer les peines complémentaires relatives aux armes en cas d'intrusion dans un établissement scolaire) (p. 9499). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 9500). - **Article 25** (art. L. 2339-1 du code de la défense - Information obligatoire du préfet et du procureur de la République des constats de violation de la législation sur les armes) (p. 9500). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2339-5-1 [nouveau] du code de la défense - Correctionnalisation des sanctions encourues en cas d'acquisition, de cession ou de détention irrégulières d'armes soumises à déclaration ou au respect d'obligations particulières) (p. 9501). - **Article 31** (art. L. 2339-8-1 et L. 2339-8-2 [nouveaux] du code de la défense - Incrimination des atteintes aux dispositifs permettant l'identification des armes et de l'importation ou exportation irrégulière d'armes) (p. 9502). - **Article 32** (art. L. 2339-9 du code de la défense - Incrimination du port ou transport d'armes sans motif légitime) (p. 9503). - **Article 35 A (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur de la loi) (p. 9505). - **Article 35** (Article de coordination) (p. 9508). - **Article 35 ter** (Dispositions transitoires) (p. 9508). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9510).

RIES (Roland)
sénateur (Bas-Rhin)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Donner un nouvel élan aux relations entre l'Union européenne et la Suisse [n° 329 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 494 (2010-2011)] présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 509 (2010-2011)] (11 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Écologie, développement et aménagement durables (MEDAD) [n° 111 tome 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la gouvernance de la sécurité sociale en Alsace-Moselle [n° 220 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - *Deuxième lecture* [n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 253).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1440).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2726, 2727).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg** [n° 107 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 3405, 3407).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5170, 5171). (p. 5176).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France** [n° 22 (2011-2012)] - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6779, 6780). - **Article 1er** (art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - *Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration*) (p. 6792, 6793).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 8546, 8547).

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 58, 59).



Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 20 décembre 2011.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Troisième partie :

- (9 novembre 2011) - **Article 24** (*Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base*) (p. 7555).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 7613). - **Article 34** (*art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 - Prolongation des expérimentations des nouveaux modes de rémunération en faveur des maisons, pôles et centres de santé*) (p. 7614).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

ROGER (Gilbert)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 13 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Défense : préparation et emploi des forces [n° 108 tome 7 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

- (22 novembre 2011) - **Article 6** (*art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8233).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (23 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 8415).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 novembre 2011) (p. 8800).

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 4 septies** (p. 8130).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8524).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 8745, 8746).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) (p. 9122).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Article 3** (*art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques*) (p. 10235, 10236).

de ROHAN (Josselin)
sénateur (Morbihan)
UMP

INTERVENTIONS

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement ; puis président le 2 janvier 2011.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration (ENA).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La Guyane : une approche globale de la sécurité [n° 271 (2010-2011)] (1er février 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 70 (2010-2011)] relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 306 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Défense - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La politique africaine de la France [n° 324 (2010-2011)] (28 février 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur la proposition de loi [n° 194 (2010-2011)] tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 343 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 441 (2010-2011)] relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 536 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Défense - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Brésil : l'émergence d'une puissance globale [n° 662 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur la proposition de loi [n° 749 (2010-2011)] tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 757 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Défense.**

- **Débat sur des questions de politique étrangère** - (18 janvier 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 158, 162).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1483).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 307 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1651, 1653). - **Article 1er** (*Création du nouveau régime de contrôle des importations et exportations des matériels de guerre*) (p. 1667, 1668). - **Article 2** (*Contrôle des agents habilités au sein des entreprises*) (p. 1670). - **Article 4** (*Simplification des formalités douanières*) (p. 1672).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2099, 2100).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 344 (2010-2011)]** - (30 mars 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2276, 2278). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2287).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes [n° 104 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3289).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)]** - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3328, 3329).

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité - Deuxième lecture [n° 537 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4582, 4588).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement suivi d'un vote autorisant la prolongation de l'intervention des forces armées en Libye** - (12 juillet 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 6333, 6334).

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure - Deuxième lecture [n° 758 (2010-2011)]** - (13 juillet 2011) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6383, 6384).

- Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article 7** (p. 6390).

ROMANI (Roger)
sénateur (Paris)
UMP

Non réélu le 25 septembre 2011.

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 27 janvier, 10, 15, 17 février, 2, 8, 31 mars, 14 avril, 3, 11, 13, 24 mai, 8, 15, 23, 27, 30 juin, 1er juillet et 8 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

ROME (Yves)
sénateur (Oise)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel extérieur [n° 108 tome 10 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (17 février 2011) (p. 1596).

- **Hommage à un soldat français tué en Afghanistan** - (11 mai 2011) (p. 3677).

- **Souhaits de bienvenue à un membre du Gouvernement japonais** - (27 juin 2011) (p. 5403).

- **Clôture de la seconde session extraordinaire de 2010-2011** - (8 septembre 2011) (p. 6507).

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6645, 6646).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7943).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour l'audiovisuel extérieur (p. 8630, 8631).

Sécurité civile

- (1er décembre 2011) (p. 8989, 8990).

ROSSIGNOL (Laurence)
sénatrice (Oise)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre titulaire du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 8178). - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 8183, 8184). - **Article 5 octies**

ROZIER (Janine)
sénateur (Loiret)
UMP

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

(nouveau) (art. 1613 ter du code général des impôts - Création d'une contribution sur certaines boissons contenant des sucres ajoutés) (p. 8189).

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8555, 8556). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8569). - **Article 51 bis (nouveau)** (art. L. 213-10-2, L. 213-10-8, L. 213-10-9 et L. 213-14-2 du code de l'environnement, art. 100 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques - Dixième programmation des agences de l'eau (recettes)) (p. 8577). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 8577, 8578). (p. 8578, 8579).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10146, 10147). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile) (p. 10177, 10178).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10257). - **Articles additionnels après l'article 5 bis A** (p. 10276). (p. 10277).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 10335). - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10358).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" le 11 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République ; nouvelle élection le 13 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre titulaire du Comité des finances locales jusqu'au 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 297 (2010-2011)] de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 341 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 404 (2010-2011)] (6 avril 2011) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 449 (2010-2011)] (20 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 112 tome 18 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'indemnisation des communes au titre des périmètres de protection de l'eau** - (11 janvier 2011) (p. 29, 30).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - Deuxième lecture** [n° 342 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2148). - **Article 1er A (art. 79 du code civil - Inscription du nom du partenaire d'un PACS sur l'acte de décès)** (p. 2159,

2161). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 A [Nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Échange direct de données entre administrations) (p. 2172). - **Article 8 (Généralisation des consultations ouvertes)** (p. 2175). - **Article 25** (art. L. 1271-1, L. 1272-2, L. 1272-3 et L. 1272-5 du code du travail - Application du droit commun des congés payés au chèque-emploi associatif) (p. 2178). - **Article 27** (loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse - Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse) (p. 2180, 2182). - **Article 29 bis** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 2185, 2186). - **Article 32** (art. L. 234-1, L. 234-2, L. 612-3, L. 626-32, L. 628-1 et L. 628-5 du code de commerce - Possibilité pour le commissaire aux comptes de reprendre une procédure d'alerte interrompue et aménagements de la procédure de sauvegarde financière accélérée) (p. 2188, 2189). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - Suppression de commissions administratives) (p. 2190). - **Article 34** (art. 37 de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit, art. L. 35-7 et L. 35-8 du code des postes et des communications électroniques, art. 102 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, art. 7 de la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, art. 10 de la loi n° 2003-495 du 12 juin 2003 renforçant la lutte contre la violence routière, art. 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959, art. 31 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003, art. 44 de la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative

à la dotation globale de fonctionnement, art. 6 de la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice, art. L. 115-4 et L. 264-9 du code de l'action sociale et des familles, art. 8 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, art. 5 de la loi n° 86-1 du 3 janvier 1986 relative au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail, art. 4 ter [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Suppression de rapports au Parlement devenus obsolètes et abrogation automatique après cinq ans des dispositions législatives prévoyant la remise périodique d'un rapport au Parlement) (p. 2192). - **Article 116 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16, 113-8, 185, 286, 366, 367, 380-1, 529, 543, 604, 623, 625, 696-26, 706-31, 723-2, 723-7-1, 732, 774 et 850 du code de procédure pénale - Mise en cohérence de plusieurs dispositions du code de procédure pénale) (p. 2202).

- Commission mixte paritaire [n° 97 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 2873, 2874).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local [n° 622 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 5599, 5600).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8874, 8875).

SAUVADET (François)
ministre de la fonction publique
(à partir du 29 juin 2011)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 784 (2010-2011)] (7 septembre 2011) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9084, 9088). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9090). - **Article 64 quinquies (nouveau) (Cession du domaine de Souzy-la-Briche)** (p. 9092, 9093).

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9099, 9101).

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (2 décembre 2011) (p. 9106, 9107).

Remboursements et dégrèvements

- (2 décembre 2011) (p. 9111, 9112). - **Article 32 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9112).

SAVARY (René-Paul)
sénateur (Marne)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (27 octobre 2011) - **Article 32** (art. L. 5312-4-2

(nouveau) du code de la santé publique - Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7080).

- **Débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (2 novembre 2011) (p. 7158, 7159).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]**

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Article 34 ter (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Autorisation d'exercice pour les médecins étrangers non ressortissants communautaires) (p. 7640).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) - **Article 49** (art. L. 256 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Revalorisation de la retraite du combattant) (p. 8491).

Santé

- (29 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 60 ter** (p. 8800).

SAVIN (Michel)
sénateur (Isère)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011 ; secrétaire de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 7 décembre 2011.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine (25 janvier 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (1er juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire du Conseil national du bruit jusqu'au 4 décembre 2011.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences pour les collectivités territoriales, l'Etat et les entreprises de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la contribution économique territoriale le 25 octobre 2011 ; puis secrétaire le 26 octobre 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : Prospective du pacte social dans l'entreprise [n° 227 (2010-2011)] (18 janvier 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quiniques du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la sécurité sociale en Alsace-Moselle [n° 220 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir** [n° 229 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 413, 414).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 1101).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 57** (art. L. 8251-2 du code du travail - Interdiction du recours volontaire aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour) (p. 1173). (p. 1174). - **Article 65** (art. L. 8272-1 du code du travail - Aides et subventions susceptibles d'être refusées à l'employeur ou soumises à remboursement) (p. 1190). - **Articles additionnels après l'article 75 ter** (p. 1217). (p. 1218).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1244, 1245). - **Article 1er** (art. L. 3331-1, L. 3331-1-1, L. 3331-2, L. 3331-3, L. 3331-5, L. 3331-6, L. 3332-3 à L. 3332-6, L. 3335-10, L. 3352-4 et L. 3352-4-1 du code de la santé publique ; art. L. 313-1 du code du tourisme - Mise en oeuvre de la directive « services » pour le secteur de la vente de boissons sur place et à emporter) (p. 1254). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-3 et L. 5212-1 du code de la santé publique - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux) (p. 1255). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5222-2 du code de la santé publique - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro) (p. 1258, 1259). - **Article 5 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour la mise en cohérence du droit national avec le règlement du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques) (p. 1265). - **Article 8** (art. L. 7123-11, L. 7123-13, L. 7123-14, L. 7123-15, L. 7123-16, L. 7123-26, L. 7123-27, L. 7124-4 du code du travail - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les agences de mannequins) (p. 1270).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (5 avril 2011) - **Article 3** (art. L. 1131-2-1 (nouveau), L. 1131-3, L. 1133-6-1 (nouveau) du code de la santé publique - Régime d'autorisation des laboratoires de biologie médicale effectuant des examens génétiques) (p. 2462).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2761, 2762).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 361 (2010-2011)] - (10 mai 2011) - **Article 1er** (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention) (p. 3566).

- **Suite de la discussion** (11 mai 2011) (p. 3631).

- **Débat sur l'état de la recherche en matière d'obésité** - (25 mai 2011) (p. 4230, 4232).

- **Proposition de loi pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels** [n° 660 (2010-2011)] - (27 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5381, 5382). - **Article 3** (art. L. 6222-5-1 et 6325-4-1 (nouveaux) du code du travail - Possibilité de souscrire un contrat d'apprentissage ou

un contrat de professionnalisation avec deux employeurs pour l'exercice d'activités saisonnières (p. 5390). (p. 5391, 5392). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6224-5 et L. 6252-4-1 (nouveau) du code du travail - *Simplification des formalités et renforcement du contrôle en matière d'apprentissage*) (p. 5396). - **Article 6 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - *Elargissement du champ du dispositif d'initiation aux métiers en alternance*) (p. 5400, 5401). - **Article 6 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6222-1 du code du travail - *Conditions de souscription d'un contrat d'apprentissage avant seize ans*) (p. 5401). (p. 5402). - **Article additionnel avant l'article 6 nonies** (p. 5408). - **Article 7 AA (Entrée en vigueur différée des dispositions du présent titre)** (p. 5419, 5420). (p. 5420, 5421). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-4 du code du travail - *Suppression de la limitation du nombre de groupements auxquels peut appartenir une entreprise*) (p. 5422). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1253-11 du code du travail - *Elargissement du champ des accords spécifiques entre les organisations professionnelles représentant les groupements d'employeurs et celles des salariés*) (p. 5426). - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-14 du

code du travail - Prise en compte des salariés mis à disposition d'une entreprise par un groupement d'employeurs pour le calcul du respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 5429).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 7038).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7880, 7881).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8784, 8785).

SCHURCH (Mireille)
sénatrice (Allier)
CRC-SPG, puis CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et de la section permanente du Conseil national des transports le 15 décembre 2011.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 1202). (p. 1204). (p. 1205). - **Article 76 A (Texte non modifié par la commission)** (art. 17-1 et 18 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, art. 18-1 et 20 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, art. 18 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte, art. 18-1 et 20 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Coordination dans les dispositions applicables à Mayotte, Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, liées à la délégalisation des dispositions relatives aux commissions nationales de l'admission exceptionnelle au séjour et des compétences et talents) (p. 1225, 1226).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques [n° 257 (2010-2011)]** - (10 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1243, 1244). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-3 et L. 5212-1 du code de la santé publique - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les dispositifs médicaux) (p. 1256, 1257). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les organismes d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 1259). - **Article 6** (art. L. 7122-3, L. 7122-9 à L. 7122-11 et L. 7122-16 du code du travail - Mise en oeuvre de la directive « services » pour les entrepreneurs de spectacles vivants) (p. 1267, 1268). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 et L. 411-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Complément de transposition de la directive « reconnaissance des qualifications professionnelles » pour les assistants de service social) (p. 1271). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour la transposition du troisième « paquet télécoms ») (p. 1274). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à transposer par voie d'ordonnance la directive du 6 mai 2009 relative au comité d'entreprise européen) (p. 1299).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1417, 1419). (p. 1436).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3028, 3029).

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - **Article 1er** (art. L. 300-1 du code de la construction et de l'habitation - Elargissement de l'accès au droit au logement opposable. Intervention des autorités publiques dans la mise en oeuvre effective du droit au logement opposable) (p. 3352, 3353).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3418, 3419).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 V, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5069). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. 885-0 V bis du code général des impôts - Règles de emploi des sommes ouvrant droit à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des investissements dans les petites et moyennes entreprises) (p. 5100). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 5113). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 199

undecies D du code général des impôts - Exclusion de la défiscalisation du logement social en outre-mer du « rabot » du plafonnement spécifique aux réductions d'impôt sur le revenu applicables en outre-mer) (p. 5114).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Article 1er A (nouveau)** (*Modification du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5574, 5575). - **Article 2** (*art. L. 623-2 et L. 623-3 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5580). - **Article 4** (*art. L. 623-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5590).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6634, 6635).

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France [n° 22 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6767, 6770). - **Intitulé du chapitre 1er** (*Dispositions relatives aux missions et au conseil d'administration de l'Agence nationale des voies navigables*) (p. 6783, 6784). - **Article 1er** (*art. L. 4311-1, L. 4311-1-1 [nouveau], L. 4311-1-2 [nouveau], L. 4311-2 et L. 4312-1 du code des transports - Modification du nom et du statut de l'établissement public gestionnaire de la voie d'eau, définition de ses missions et des modalités d'élection des représentants du personnel à son conseil d'administration*) (p. 6786). (p. 6787). (p. 6787). (p. 6788). (p. 6789). (p. 6791). (p. 6793). - **Article 2** (*art. L. 4312-3, L. 4312-3-1 [nouveau], L. 4312-3-2 [nouveau], L. 4312-3-3 [nouveau] et L. 4312-3-4 [nouveau] du code des transports - Pouvoirs du directeur général, composition du personnel. Instances représentatives du personnel de l'agence. Emploi et recrutement du personnel. Organisation et aménagement du temps de travail des agents de droit public*) (p. 6798). (p. 6799). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6803).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8548, 8549). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8574).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) (p. 8684, 8685). - **Article n° 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8696, 8697). (p. 8697).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) (p. 9133, 9135). - **Article 48 bis (nouveau)** (*art. L. 741-4-1 et L. 741-15-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Exonération de cotisations sociales des employeurs relevant du régime de la protection sociale agricole*) (p. 9158). (p. 9158).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Article 40 A (nouveau)** (*Revalorisation limitée à 1 % des aides personnelles au logement*) (p. 9273). - **Article 40** (*art. 199 septuagies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif, « avantage Scellier »*) (p. 9276, 9277). - **Article 42** (*art. 235 ter ZG du code général des impôts - Taxe sur les loyers élevés des micro logements*) (p. 9283). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 9298). - **Article 46 bis (nouveau)** (*Réforme du prêt à taux zéro +*) (p. 9302, 9303). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9311, 9312).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Article 2 bis AA (nouveau)** (*art. 17 et 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Renforcement de l'encadrement de l'évolution des loyers*) (p. 10225, 10226). - **Article 3** (*art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - Contrats de service de communications électroniques*) (p. 10233, 10234). (p. 10242). (p. 10244). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10268, 10269). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 33-9 du code des postes et des communications électroniques - Tarif social de l'accès à internet haut débit*) (p. 10273). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10274).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 7 bis** (*art. L. 113-7 [nouveau] du code de la consommation - Information sur le lieu de fabrication des plats vendus dans les restaurants*) (p. 10314). - **Article 8** (*art. L. 34-5 du code des postes et communications électroniques, L. 121-18, L. 121-19, L. 121-20-1 à L. 121-20-3, L. 121-26, L. 141-1 et L. 121-97 [nouveau] du code de la consommation - Encadrement des ventes en ligne et du transport de marchandises*) (p. 10317). (p. 10317). - **Article 9** (*art. L. 113-3 et L. 121-1 du code de la consommation et L. 311-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Renforcement de l'information du consommateur*) (p. 10332, 10333). (p. 10333).

SERGENT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (27 juin 2011).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3105, 3108).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (22 juin 2011) - **Article 7** (*Création d'une contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix mise à la charge des entreprises du secteur pétrolier*) (p. 5139).



En cours, se représente le 30 septembre 2011.

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 29 novembre 2011.

Premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 11 janvier 2011 ; puis membre le 30 novembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire du Conseil consultatif de l'Internet jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire du Comité national de l'eau jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité consultatif de gouvernance jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les mathématiques en France et dans les sciences [n° 222 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : 2G, 3G, 4G : vers une couverture optimale du territoire en téléphonie mobile [n° 348 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Rapport d'étape de la mission parlementaire sur la sécurité nucléaire, la place de la filière et son avenir [n° 701 (2010-2011)] (30 juin 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative au diagnostic de performance numérique [n° 802 (2010-2011)] (22 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Ecologie, développement et aménagement durables (MEDAD) [n° 111 tome 2 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'avenir de la filière nucléaire en France (rapport final) : Rapport [n° 199 tome 1 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Énergie**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'avenir de la filière nucléaire en France (rapport final) : Annexes [n° 199 tome 2 (2011-2012)] (15 décembre 2011)

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La France et les îles subantarctiques [n° 208 (2011-2012)] (16 décembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Outre-mer**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) (p. 1387, 1388).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4546).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4821).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6648, 6649).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 8547, 8548).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*) (p. 10064, 10065). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10072, 10073).

SIGNÉ (René-Pierre)
sénateur (Nièvre)
SOC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 575 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi d'harmonisation des dispositions des articles 311-1 et 321-1 du code pénal relatives au vol et au recel d'un animal avec l'article 528 du code civil distinguant l'animal de la chose [n° 576 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal sauvage le statut d'être vivant et sensible dans le code civil et le code de l'environnement [n° 670 (2010-2011)] (24 juin 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 106, 107).
- **Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 229 (2010-2011)]** - (25 janvier 2011) - **Article 1er (Droit à une mort rapide et sans douleur)** (p. 432, 433).
- **Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)]** - (16 février 2011) - **Article unique (art. 3 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994)** (p. 1463, 1464).
- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2004).
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2486).

SITTLER (Esther)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

- Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.
- Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.
- Secrétaire de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

- Proposition de résolution* présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**
- Proposition de loi* relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**
- Proposition de loi* tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**
- Proposition de loi* relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

- **Débat sur « Quelle ambition pour la petite enfance dans notre pays ? »** - (25 mai 2011) (p. 4250).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4418, 4419).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 572 (2010-2011)]** - (8 juin 2011) - **Article 9 (art. L. 2131-1 du code de la santé publique - Diagnostic prénatal)** (p. 4624).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Deuxième lecture [n° 590 (2010-2011)]** - (16 juin 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4931, 4932). - **Question préalable** (p. 4934, 4935).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Article 3 (Couverture des charges de prestations familiales)** (p. 6497, 6498).

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la Sécurité sociale et à la mutualité [n° 55 (2011-2012)] (24 octobre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le coeur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3031).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 150 U, 170 et 726 du code général des impôts - Aménagements de la réforme de la taxation des plus-values immobilières) (p. 8084, 8085). (p. 8085).

SOILIHI (Abdourahmane)
sénateur (Mayotte)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 15 décembre 2011.

SOULAGE (Daniel)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UC

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 9562).

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1423, 1424).

- **Question orale avec débat sur la contractualisation dans le secteur agricole** - (24 mai 2011) (p. 4210, 4211).

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 54, 55).

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective ; puis membre le 30 novembre 2011.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement le 1er novembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

Membre ès qualités du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République le 1er octobre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 61 (2010-2011)] sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 276 (2010-2011)] (2 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? (Enjeux) [n° 594 tome 1 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? (Analyses) [n° 594 tome 2 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? (Débats) [n° 594 tome 3 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 793 (2010-2011)] (19 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 84 (2011-2012)] (8 novembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Asile [n° 112 tome 2 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'édition des mesures réglementaires d'application des lois** - (12 janvier 2011) (p. 77, 78).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** - *Deuxième lecture*

[n° 215 (2010-2011)] - (19 janvier 2011) - **Article 24 bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 294, 296). - **Article 24 duodécies (Supprimé)** (art. L 2241-2 du code des transports - Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 303, 304).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (2010-2011)** (p. 661, 663). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Indépendance et immunité) (p. 680). (p. 681, 682). - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 686, 687). (p. 690, 691). - **Article 11 A (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues)** (p. 705, 706). (p. 709). - **Article 11 B (Réunion conjointe des collègues et des adjoints du Défenseur des droits)** (p. 710). - **Article 11 (Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité)** (p. 710, 711). (p. 714). - **Article 19 (Conciliation des pouvoirs d'enquête du Défenseur des droits avec les procédures judiciaires en cours)** (p. 726).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 28 (Personnel du Défenseur des droits)** (p. 756). (p. 757). - **Article 29 (Secret professionnel)** (p. 758).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 260 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 259 (2010-2011)**. - (2 février 2011) - **Article 1er octies** (art. 45 et 46 de la loi « informatique et libertés » - Sanctions prononcées par la formation restreinte de la CNIL) (p. 768). (p. 769).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)]** - (2 février 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 808, 810).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 870, 871). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 878, 879). - **Article 5** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour) (p. 881). (p. 882). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 898, 899). - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 899, 900). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « Purge des nullités » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 906, 907). - **Article 9** (art. L. 222-3 du CESEDA - Délai fixé au JLD pour statuer sur la prolongation du maintien en zone d'attente et motifs justifiant le refus de prolongation) (p. 908). (p. 909).

- **Rappel au règlement** - (8 février 2011) (p. 944, 945).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [n° 240 (2010-2011)] (suite)** - (8 février 2011) - **Article 17 A** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du CESEDA - Droit au court séjour des ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace économique européen et de la Confédération suisse) (p. 948, 949). - **Articles additionnels après l'article 17 A** (p. 949, 951). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 314-9 du CESEDA - Conditions de délivrance d'une carte de résident à l'étranger marié à un ressortissant français) (p. 968). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1044). (p. 1053, 1054).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 25** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des

étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 1073). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1074). (p. 1077). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 1095). (p. 1096, 1097). (p. 1099, 1100). - **Article 37 (Supprimé)** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 1126). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 1132).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 75** (art. L. 741-4 du CESEDA - Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire) (p. 1202, 1203). (p. 1203). (p. 1204). - **Articles additionnels après l'article 75 quater** (p. 1223, 1224).

- **Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 277 (2010-2011)]** - (14 février 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1314, 1317). - **Article 5** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Sondages relatifs au second tour d'une élection) (p. 1327). - **Article 10** (art. 9 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Observations méthodologiques et mises au point de la commission des sondages) (p. 1328, 1329). - **Article 12** (art. 10 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion - Rapport annuel et autonomie budgétaire de la commission des sondages) (p. 1329, 1330).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1479, 1480).

- **Rappel au règlement** - (16 février 2011) (p. 1484).

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1531, 1532). - **Article unique (Intérêt à agir des parlementaires par la voie du recours pour excès de pouvoir)** (p. 1540, 1541).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Article 2** (art. L. 330, L. 330-4, L. 330-5, L. 330-6, L. 330-6-1, L. 330-9, L. 330-10 du code électoral - Modifications d'articles issus de l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009) (p. 1748).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités d'attribution de l'aide publique aux partis politiques) (p. 1770, 1771). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1776).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2010-2011)** (p. 2064, 2066).

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits - Commission mixte paritaire [n° 86 (2010-2011)]** - (10 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 86 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - *Deuxième lecture* [n° 342 (2010-2011)] - (29 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2149, 2151). - **Article 1er A** (art. 79 du code civil - *Inscription du nom du partenaire d'un PACS sur l'acte de décès*) (p. 2161). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 16 A [Nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 *droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations* - *Échange direct de données entre administrations*) (p. 2173). - **Article 6 bis A** (art. 19-1 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 *relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé* - *Retrait de droit d'un associé d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé en cas de succession*) (p. 2174). - **Article 27** (loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 *sur les publications destinées à la jeunesse* - *Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse*) (p. 2180). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2206).
- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2483). (p. 2484, 2485). - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 79-1 du code civil - *Enregistrement à l'état civil d'un enfant mort-né ou décédé avant sa déclaration*) (p. 2541, 2542).
- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2741). - **Article 5 ter (suppression maintenue)** (art. 30 du code civil - *Preuve de la nationalité par la carte nationale d'identité*) (p. 2756, 2757).
- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - *Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé*) (p. 2789, 2790). (p. 2794, 2795). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 [nouveau] du CESEDA - *Conditions d'attribution d'un titre de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs*) (p. 2797). (p. 2798). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours*) (p. 2824). (p. 2825). - **Article 39** (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD*) (p. 2848). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8251-2 [nouveau] et L. 8271-17 du code de travail - *Interdiction du recours volontaire aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour*) (p. 2856). (p. 2857).
- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** - *Commission mixte paritaire* [n° 97 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2878, 2880).
- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 393 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Article 75 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-4 du CESEDA - *Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire*) (p. 2905). (p. 2906). (p. 2906).
- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** [n° 395 (2010-2011)] - (14 avril 2011) - **Question préalable** (p. 2937).
- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3033, 3034).
- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat** [n° 355 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3199, 3201). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3206).
- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique** [n° 435 (2010-2011)] - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3213, 3214).
- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg** [n° 107 (2010-2011)] - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3413).
- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** [n° 490 (2010-2011)] - (18 mai 2011) - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 *relative à l'enfance délinquante* - *Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants*) (p. 4102).
- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4152).
- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité »** [n° 127 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4417, 4418).
- **Conférence des présidents** - (8 juin 2011) (p. 4636, 4637).
- **Projet de loi relatif à la bioéthique** - *Deuxième lecture* [n° 572 (2010-2011)] - (8 juin 2011) - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au Parlement sur le financement et la promotion de la recherche sur la trisomie 21*) (p. 4639). - **Article 12 ter** (art. 79-1 du code civil - *Critères de viabilité d'un enfant décédé avant la déclaration de sa naissance à l'état civil*) (p. 4640, 4641).
- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs** - *Commission mixte paritaire* [n° 683 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5811).
- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 697 (2010-2011)] - (4 juillet 2011) - **Question préalable** (p. 5831, 5833). (p. 5834). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5837). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Nombre de conseillers territoriaux par région et par département*) (p. 5838, 5839). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Annexe*) (p. 5839).
- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles** - *Nouvelle lecture* [n° 25 (2011-2012)] - (18 octobre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 24 novodécies (supprimé)** (*chapitre préliminaire du titre 1er de la première partie du livre II et art. L. 210-1 et L. 212-1 du code des juridictions financières* - *Nombre et ressort des chambres régionales des comptes*) (p. 6715). - **Article 24 tercieis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-4 du code de justice administrative - *Organisation des missions de conciliation effectuées par les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel*) (p. 6716).
- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants** [n° 26 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - président de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 6919, 6920).
- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (2 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7111, 7112).
- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7133). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7136, 7137).

- **Rappel au règlement** - (3 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7178, 7179).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'identité - Deuxième lecture [n° 40 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - président de la commission des lois - **Article 5** (*Fichier central biométrique des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 7192).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7236). (p. 7241, 7242).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Organisation des travaux** (p. 7274). - **Article 4 (nouveau)** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des orientations fixées au schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 7279).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2011) - **Article 5 (nouveau)** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Unification de la procédure d'élaboration et de mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 7301). (p. 7308). - **Article 7 (nouveau)** (*Calendrier d'achèvement de la carte de l'intercommunalité - Coordinations*) (p. 7313). (p. 7314, 7315). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7331, 7332).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)]** - (15 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7823).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 85 (2011-2012)]** - (15 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 7833, 7835). (p. 7846). - **Question préalable** (p. 7849). - **Article 1er** (*Conditions de recevabilité*) (p. 7850). - **Article 4** (*Mise en place d'une commission ad hoc*) (p. 7851). (p. 7851). - **Article 5** (*Organisation des débats devant la Haute Cour*) (p. 7852).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7937). - **Organisation des travaux** (p. 7938). - **Rappel au règlement** (p. 7951, 7952). (p. 7970, 7971).

- **Rappel au règlement** - (17 novembre 2011) - président de la commission des lois (p. 7990).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) (p. 8436, 8438).

- Président de la commission des lois - **Rappel au règlement** (p. 8446, 8447).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) (p. 8886, 8887).

Sécurité

- (1er décembre 2011) (p. 9020, 9021). - **Rappel au règlement** (p. 9030).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur pour avis, pour l'asile (p. 9114, 9115). (p. 9125).

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Yves Détraigne, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la justice administrative (p. 9160, 9161).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 147 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9425).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9439).

- **Proposition de loi relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif [n° 150 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9471).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9515). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9547).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature [n° 195 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3** (*art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions*) (p. 10046).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10057, 10058).

- Président de la commission des lois - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10074).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (21 décembre 2011) - **Article 2 bis A** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 13 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Délai de réponse pour le gestionnaire d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé*) (p. 10227, 10228).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 10 bis M** (*Rapport au Parlement sur l'application de la législation en matière de commercialisation des contrats obsèques*) (p. 10368).

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis président le 1er octobre 2011.

Secrétaire de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 13 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : De nouvelles ambitions pour la politique européenne de cohésion après 2013 [n° 266 (2010-2011)] (26 janvier 2011) - **Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le régime des droits de plantation de vigne [n° 298 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les concessions de service public [n° 347 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive relative à l'utilisation de données des dossiers passagers pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en matière pénale (E 6014) [n° 427 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Police et sécurité - Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au Livre vert sur les marchés publics [n° 482 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes en application de l'article 73 quater du Règlement, sur une politique européenne de cohésion ambitieuse après 2013 [n° 523 (2010-2011)] (17 mai 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique européenne de sûreté nucléaire [n° 560 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La politique européenne de sûreté nucléaire : la nécessité d'avancer [n° 561 (2010-2011)] (25 mai 2011) - **Union européenne - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Grèce et la zone euro, un an après [n° 645 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Vers une nouvelle étape dans les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine [n° 692 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 768 (2010-2011)] (18 juillet 2011) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne [n° 116 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'accord PNR avec les États-Unis [n° 178 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur le bilan et l'avenir de l'Union pour la Méditerranée** - (16 février 2011) (p. 1474, 1476).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) - président de la commission des affaires européennes (p. 6583, 6584).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Première partie :

- (23 novembre 2011) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 8337, 8339).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) - président de la commission des affaires européennes (p. 9442, 9443).

TANDONNET (Henri)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UCR

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire du Comité national de l'eau le 15 décembre 2011.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 111 tome 1 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

TASCA (Catherine)
sénateur (Yvelines)
SOC-EELVr

Réélue le 25 septembre 2011.

Vice-présidente du Sénat jusqu'au 4 octobre 2011 ; a présidé les séances des 12 janvier, 14 février, 3, 8, 9, 31 mars, 7, 8, 14, 27, 28 avril, 12, 24, 31 mai, 8, 23 juin, 1er et 6 juillet 2011.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-présidente le 7 décembre 2011.

Présidente du Comité de déontologie parlementaire du Sénat le 16 novembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français du 3 mars 2011 au 30 septembre 2011.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (2 décembre 2011) (p. 9094, 9095).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 9131, 9132).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 112 tome 13 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 562/2006 afin d'établir des règles communes relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures dans des circonstances exceptionnelles (E 6612) [n° 117 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 21-27-1 du code civil - *Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française*) (p. 859). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 865). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - *Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique*) (p. 874). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 875).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - *Pénalisation des « mariages gris »*) (p. 984).

- **Questions cribles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2162, 2163).

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France** [n° 299 (2010-2011)] - (30 mars 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2272).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 389 (2010-2011)] - (6 avril 2011) - **Article 5 bis** (art. L. 312-17-2 (nouveau) du code

de l'éducation - Information sur le don d'organes dans les lycées et les établissements de l'enseignement supérieur) (p. 2491, 2492).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2631, 2632).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2011) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 2666).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 2749, 2750). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-9 et L. 311-9-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Éléments pris en compte pour la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour) (p. 2754, 2755). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2758, 2759). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2763, 2766). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 2771, 2772).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 2813, 2814). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 2841). (p. 2842). - **Article 37** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 2845, 2846). - **Intitulé du chapitre II (Dispositions relatives à l'emploi d'étrangers sans titre)** (p. 2855).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3993, 3994). - **Article 1er** (art. 10-1 à 10-14 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale) (p. 4025, 4026).

- **Suite de la discussion** (18 mai 2011) - **Article 3** (art. 461-1 à 461-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Procédure applicable aux audiences devant le tribunal correctionnel citoyen) (p. 4067, 4069). - **Article 4** (art. 486-1 à 486-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Déroulement des délibérés du tribunal correctionnel citoyen) (p. 4078). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 720-5, 729 et 730-2 [nouveau] du code de

procédure pénale - Renforcement des conditions d'évaluation avant une libération conditionnelle) (p. 4095). - **Article 17 (priorité)** (art. 8-1 et art. 8-3 [nouveau] de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression de la procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le juge des enfants aux fins de jugement et création d'une procédure de convocation par officier de police judiciaire devant le tribunal pour enfants) (p. 4101, 4102).

- **Suite de la discussion** (19 mai 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4148, 4149).

- **Questions cribles thématiques - Politique audiovisuelle extérieure** - (31 mai 2011) (p. 4352).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires - Deuxième lecture [n° 668 (2010-2011)]** - (1er juillet 2011) - **Article 16 bis A** (art. L. 322-3 du code de l'action sociale et des familles - Prise en charge des frais de transport des enfants accueillis dans les centres d'action médico-sociale précoce et les centres médico-psycho-pédagogiques) (p. 5750).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6905, 6906).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Justice

- (24 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour la justice judiciaire (p. 8432, 8433). - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 800-1 du code de procédure pénal - Frais de justice à la charge des personnes morales) (p. 8454). - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 8454).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9577).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants - Nouvelle lecture [n° 115 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9696, 9697). - **Question préalable** (p. 9701).

TERRADE (Odette)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC-SPG

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" le 11 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi portant création d'une chambre consulaire de la vie associative dans le département de La Réunion [n° 707 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail** [n° 233 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - Missions et organisation des services de santé au travail) (p. 585, 586). (p. 594).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne** [n° 204 (2010-2011)] - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1515, 1516).

- **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial** [n° 181 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2310, 2311). - **Article 1er** (*Le document d'aménagement commercial des schémas de cohérence territoriale*) (p. 2350, 2351). - **Article 1er bis A** (*Plans locaux d'urbanisme intercommunaux faisant office de documents d'aménagement commercial*) (p. 2353). - **Article 1er bis B** (*Les documents d'aménagement commercial communautaires*) (p. 2354, 2355). - **Article 3** (*Contrôle du préfet sur les documents d'aménagement commercial*) (p. 2358). - **Article 5** (*Les commissions régionales d'aménagement commercial*) (p. 2363, 2364). - **Article 2 (précédemment réservé)** (*Consultation de la commission régionale d'aménagement commercial lors de l'élaboration d'un document d'aménagement commercial*) (p. 2368, 2369). - **Article 7** (*Intégration du texte au code de l'urbanisme*) (p. 2372). - **Article 8** (*Abrogation du dispositif des autorisations d'exploitation commerciale et création de l'Observatoire national de l'équipement commercial et des observatoires régionaux de l'équipement commercial*) (p. 2375, 2376). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Les autorisations d'aménagement cinématographique*) (p. 2380, 2381). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2383).

- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 435 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3212, 3213).

- **Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)]** - (4 mai 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3339, 3342). - **Article 2** (art. L. 613-3-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Exclusion du concours de l'Etat à l'exécution de jugements d'expulsion locative sans relogement) (p. 3354).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3727, 3729).

- **Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 2** (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane) (p. 3800). (p. 3802). (p. 3803, 3804). (p. 3804). (p. 3804, 3805). (p. 3811). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3817). - **Article 3** (art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique) (p. 3834). (p. 3836). (p. 3837). (p. 3841). (p. 3844). (p. 3848). - **Article 6** (art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32

[nouveaux] du code électoral - Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique) (p. 3857). (p. 3862). - **Article 9** (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution) (p. 3870). - **Article 10** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures pour adapter les règles financières et comptables et organiser le transfert des personnels, des biens et des finances des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique) (p. 3878). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3886).

- **Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 716 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6204).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française - Commission mixte paritaire [n° 719 (2010-2011)]** - (11 juillet 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6252, 6253).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Article 1er D (nouveau)** (art. 302 bis ZO [nouveau] du code général des impôts - Instauration d'une taxe sur les prestations d'hébergement des hôtels dont le prix de la nuitée est supérieur ou égal à 200 euros) (p. 6479).

TESTON (Michel)
sénateur (Ardèche)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre titulaire de l'Assemblée générale et de la section permanente du Conseil national des transports ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 15 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Économie [n° 111 tome 3 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 121 (2011-2012)] (21 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 104).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques** [n° 257 (2010-2011)] - (10 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1250, 1251). - **Article 5 quinquièmes (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour la mise en cohérence du droit national avec le règlement du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques*) (p. 1266). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour la transposition du troisième « paquet télécoms »*) (p. 1274). (p. 1276). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1276). (p. 1277). - **Article 12 (Régime des noms de domaine français sur Internet)** (p. 1280). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 1280, 1281). (p. 1282). - **Article 13 (Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes)** (p. 1287, 1288). (p. 1290). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1301).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1420, 1421).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques - Commission mixte paritaire [n° 319 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1987, 1989). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1997).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - *Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants*) (p. 2762). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - *Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants*) (p. 2766).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 33** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Régime de l'assignation à résidence*) (p. 2832). (p. 2832, 2833).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3014, 3015).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4459, 4460).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)]** - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4511, 4512). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4536, 4545).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (9 juin 2011) - **Article 1er** (*Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique*) (p. 4713, 4714). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Abrogation des permis exclusifs de recherche accordés*) (p. 4727). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4728). (p. 4728).

- **Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 617 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5551).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours**

à cette technique - Commission mixte paritaire [n° 641 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5672, 5673).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6638, 6639).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8552, 8553). - **Article 34 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8573).

Economie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis (p. 8680). - **Article n° 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8694).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10144).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - *Contrats de service de communications électroniques*) (p. 10233). (p. 10235). (p. 10246). (p. 10247). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 33-9 du code des postes et des communications électroniques - *Tarif social de l'accès à internet haut débit*) (p. 10272, 10273).

- **Suite de la discussion** (22 décembre 2011) - **Article 8 ter** (art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif*) (p. 10328). - **Articles additionnels après l'article 10 bis I** (p. 10354). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à transposer par ordonnance la directive communautaire 2009/110 « monnaie électronique »*) (p. 10372).

TEULADE (René)
sénateur (Corrèze)
SOC, puis SOC-EELVr

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)] - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7382, 7384).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 37 (priorité)** (p. 7675). - **Articles additionnels après l'article 38 (priorité)** (p. 7689). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 7766). - **Article additionnel avant l'article 63** (p. 7788). - **Article 63** (art. L. 114-17, L. 133-4, L. 162-1-14, L. 162-1-14-2, L. 355-3, L. 723-13 et L. 815-11 du code de la sécurité sociale, L. 262-52 du code de l'action sociale et des familles - Harmonisation des dispositions relatives aux pénalités et sanctions financières prononcées par les organismes de sécurité sociale) (p. 7790).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2011) (p. 8788, 8789).

TODESCHINI (Jean-Marc)
sénateur (Moselle)
SOC-EELVr

Réélu le 25 septembre 2011.

Questeur du Sénat à compter du 5 octobre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Premier vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2012 (8 décembre 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi [n° 772 (2010-2011)] (22 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 107 tome 3 annexe 29 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la gouvernance de la sécurité sociale en Alsace-Moselle [n° 220 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

des projets d'enceintes sportives réalisés en vue de l'Euro 2016 sous le régime du bail emphytéotique administratif (p. 3108, 3109).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4550). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Nombre de conseillers territoriaux*) (p. 4556).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 612 (2010-2011)] - (23 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5229, 5230). (p. 5230, 5231). - **Article 14 bis (nouveau)** (*art. L. 2334-33 et L. 2334-35 du code général des collectivités territoriales - Éligibilité à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) (p. 5236). (p. 5237). - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 5248). (p. 5255). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5354).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité et à faciliter l'exercice du mandat local** [n° 622 (2010-2011)] - (30 juin 2011) - **Article 9 bis (nouveau)** (*art. L. 2123-20-1 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 5624, 5625). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5625). (p. 5626). (p. 5627).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7277).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7951).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8079).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Article 5 bis (nouveau)** (*art. L. 115-6, L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animée - Adaptation du régime de la taxe sur les services de télévision affectée au Centre national du cinéma et de l'image animée*) (p. 8170). (p. 8170).

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8486).

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2011) - **questeur du Sénat - Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9173, 9174).

Sport, jeunesse et vie associative

- (3 décembre 2011) - **rapporteur spécial de la commission des finances** (p. 9195, 9196). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9208). - **Articles additionnels après l'article 61 bis** (p. 9209, 9211).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2011) - **Article 47 terdecies (nouveau)** (*Instauration d'une carence d'un jour pour les fonctionnaires malades*) (p. 9366).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Article 1er** (*Éligibilité aux subventions publiques, redevances et participations financières*)

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil national du littoral jusqu'au 16 janvier 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 200 (2010-2011)] autorisant l'adhésion à l'accord sur les privilèges et immunités du Tribunal international du droit de la mer [n° 243 (2010-2011)] (19 janvier 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Police et sécurité - Traités et conventions.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 540 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 108 tome 5 (2011-2012)]** (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter la défiscalisation à 50% maximum des revenus [n° 157 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi complétant la section 4, chapitre IV, titre Ier du livre III du code civil concernant la renonciation à la succession [n° 177 (2011-2012)] (8 décembre 2011) - **Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 307 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - **Article 2 (Contrôle des agents habilités au sein des entreprises)** (p. 1670).

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2037, 2039).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016 [n° 440 (2010-2011)]** - (27 avril 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3105).

- **Questions cibles thématiques - La France et l'évolution de la situation politique dans le monde arabe** - (3 mai 2011) (p. 3249, 3250).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres [n° 725 (2010-2011)]** - (12 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 6325, 6326).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6622, 6623).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour l'environnement et le soutien de la politique de défense (p. 8743).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) (p. 9119, 9120).

TROENDLE (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 13 décembre 2011.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (19 janvier 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours le 22 juin 2011.

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 563 (2010-2011)] relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique [n° 655 (2010-2011)] (22 juin 2011) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la réglementation des armes [n° 714 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la gouvernance de la Sécurité sociale et à la mutualité [n° 55 (2011-2012)] (24 octobre 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Sécurité civile [n° 112 tome 20 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à compléter la loi du 2 août 2005 en permettant au conseil municipal d'exercer un droit de préemption sur la conclusion de chaque bail commercial dans le cœur des villes [n° 140 (2011-2012)] (29 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à contraindre les établissements qui forment en alternance à proposer des stages aux étudiants [n° 156 (2011-2012)] (6 décembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture** [n° 215 (2010-2011)] - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 198, 199).

- **Questions cibles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 387, 388).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Indépendance et immunité)** (p. 682, 683).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 792, 795).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire** [n° 262 (2010-2011)] - (8 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1000, 1001).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 1135).

- **Deuxième lecture** [n° 393 (2010-2011)] - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2721, 2723).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3104).

- **Proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompier volontaires et à son cadre juridique** [n° 656 (2010-

2011)] - (6 juillet 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6001). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6015). - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er-1 à 1er-6 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Principes et cadre juridiques de l'engagement du sapeur pompier volontaire*) (p. 6016, 6017). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 6017, 6018). - **Article 13 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 - *Possibilité de revalorisation de l'allocation de vétérance*) (p. 6021). - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Encouragement de l'engagement des élèves vers la formation de jeune sapeur-pompier ou de sapeur-pompier volontaire*) (p. 6026). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 6027).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (2 novembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7137).

- **Conférence des présidents** - (2 novembre 2011) (p. 7139).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans** [n° 63 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Organisation des travaux** (p. 7250, 7251).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité** [n° 68 (2011-2012)] - (3 novembre 2011) - **Rappel au règlement** (p. 7261). - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Suppléance au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre*) (p. 7275).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 85 (2011-2012)] - (15 novembre 2011) - **Question préalable** (p. 7849).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial** [n° 88 (2011-2012)] - (16 novembre 2011) - **Organisation des travaux** (p. 7940). - **Rappel au règlement** (p. 7945, 7946). - **Article unique** (art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales; art. L. 210-1 et L. 221 du code électoral - *Abrogation des dispositions législatives relatives au conseiller territorial*) (p. 7953).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (1er décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8988, 8989).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France** [n° 143 (2011-2012)] - (8 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9555, 9556). - **Article 1er** (art. 72-5 nouveau de la Constitution - *Ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne*) (p. 9572).

TRON (Georges)
secrétaire d'Etat auprès du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, chargé de la fonction publique (jusqu'au 29 mai 2011)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement [n° 473 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3901, 3903). - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Prolongation d'activité des fonctionnaires occupant un emploi supérieur)** (p. 3908).

TROPEANO (Robert)
*sénateur (Hérault)
 RDSE*

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique (14 juin 2011).

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux le 15 décembre 2011.

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 419 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur La ruralité : une chance pour la cohésion et l'avenir des territoires** - (13 janvier 2011) (p. 96, 97).

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) (p. 116, 117).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)]** - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4460, 4461).

- **Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 63 (2011-2012)]** - (3 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7251, 7252).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (24 novembre 2011) (p. 8468, 8469).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)]** - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9434, 9435).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10137, 10138).

TRUCY (François)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (20 octobre 2011).

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre titulaire du Comité consultatif des jeux le 11 mars 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer et sécuriser l'exercice du droit de préemption [n° 323 (2010-2011)] (25 février 2011) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique permettant aux remplaçants des sénateurs et députés ayant accepté des fonctions gouvernementales de conserver leurs mandats locaux [n° 747 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre de séjours organisés à l'étranger [n° 770 (2010-2011)] (21 juillet 2011) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Faut-il revoir la loi sur les jeux en ligne ? [n° 17 (2011-2012)] (12 octobre 2011) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à modifier l'obligation de lecture des articles 220 et 371-1 du code civil lors des cérémonies de mariage [n° 81 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un chapitre dédié à l'adoption plénière partagée au sein du code civil [n° 83 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Famille - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Défense [n° 107 tome 3 annexe 8 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre le don du sang pour les mineurs de plus de seize ans [n° 201 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 295 (2010-2011)]** - (9 mars 2011) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2038).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Article 4 (Octroi de la garantie à Dexia SA et Dexia Crédit Local SA)** (p. 6846).

- **Procès-verbal** - (17 novembre 2011) (p. 7989).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (28 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8742). (p. 8748, 8750).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 53** (art. L. 3334-2, L. 3334-3, L. 3334-4, L. 3334-6, L.3334-6-1, L. 3334-7-1, L. 3334-10, L. 3334-18 et L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Réforme des modalités de calcul du potentiel

fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) (p. 8918).

- **Projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature [n° 195 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Article 3** (art. 9-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Interdiction pour les magistrats judiciaires de recevoir certaines décorations pendant ou au titre de l'exercice de leurs fonctions) (p. 10045).

TUHEIAVA (Richard)
sénateur (Polynésie française)
SOC-A, puis SOC-EELVr-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Île-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la mobilité professionnelle des magistrats et à l'égalité d'accès des postes en outre-mer [n° 763 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 221 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion**

générale (p. 528, 530). - **Article 11 et article additionnel après l'article 11** (p. 539, 541). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2010 - Ouverture des emplois et situation des non intégrés) (p. 542). - **Article 16** (art. 76 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2010 - Conditions d'intégration) (p. 543, 544). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 544).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (8 mars 2011) - **Article 9** (art. 63-6 à 63-8 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions applicables aux fouilles - Modalités selon lesquelles il est mis un terme à la garde à vue) (p. 1928). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64 du code de procédure pénale - Mentions obligatoires au procès-verbal) (p. 1933). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 et 62 du code de procédure pénale - Audition des témoins) (p. 1937). - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue) (p. 1943, 1944).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 531 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4335, 4338). - **Article 1er** (art. 104 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Circonscriptions pour l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4343). - **Article 2** (art. 105 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable à l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4345, 4346). (p. 4354, 4357). - **Article 4** (art. 107 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Mode de scrutin applicable en cas de vacance de siège) (p. 4357). - **Article additionnel avant l'article 5 A** (p. 4358). - **Article additionnel après l'article 5 A** (p. 4358, 4359). - **Articles additionnels après l'article 5 F** (p. 4360, 4364). - **Article 5 H (nouveau)** (art. 56 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Définition du domaine initial des communes de Polynésie française) (p. 4364). - **Article additionnel après l'article 5 H** (p. 4364, 4365). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 78 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Clarification des dispositions relatives au remplacement temporaire des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4365). - **Article 10** (art. 156 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Conditions de dépôt et d'adoption d'une motion de défiance constructive) (p. 4371). - **Article 11** (art. 156-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Conditions de recevabilité et d'adoption des motions de renvoi budgétaire) (p. 4372). - **Article 16 (nouveau)** (art. 180-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 - Régime contentieux des lois du pays relatives aux contributions directes et taxes assimilées) (p. 4374, 4375). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 4376).

- **Proposition de loi** visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs - *Deuxième lecture* [n° 533 (2010-2011)] - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4381, 4382).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8508, 8510).

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011 ; membre de la commission jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites rège par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Secrétaire de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires jusqu'au 5 avril 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans et à rendre l'école obligatoire à partir de l'âge de trois ans [n° 495 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) jusqu'au 21 septembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) jusqu'au 9 octobre 2011.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à prolonger la durée de l'inscription sur les listes d'aptitude pour les lauréats des concours de la fonction publique territoriale [n° 96 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de contrats d'assurance collectifs contre le risque chômage [n° 97 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - **Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 111 tome 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'avenir de la politique agricole commune** - (11 janvier 2011) (p. 49, 51).

- **Débat sur le schéma national des infrastructures de transport** - (15 février 2011) (p. 1409, 1411). (p. 1433).

- **Débat sur la désindustrialisation des territoires** - (26 avril 2011) (p. 3010, 3011).

- **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 361 (2010-2011)]** - (10 mai 2011) - **Article 1er (Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins sans leur consentement et contrôle de ces mesures par le juge des libertés et de la détention)** (p. 3597).

- **Questions cibles thématiques - L'apprentissage** - (17 mai 2011) (p. 3996, 3997).

- **Débat sur la couverture numérique du territoire** - (12 octobre 2011) (p. 6635, 6636).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte de concours financiers : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres (ligne supprimée) - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres (ligne nouvelle)

- (25 novembre 2011) (p. 8553, 8554).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (2 décembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 9132, 9133).

- **Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants** [n° 147 (2011-2012)] - (7

décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9425).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (15 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 9975). (p. 9975).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs** [n° 176 (2011-2012)] - (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10301). (p. 10304, 10305). - **Article 7** (art. L. 115-1-1 et L. 115-2-1 [nouveaux], L. 115-4 et L. 115-16 du code de la consommation, L. 712-4, L. 721-1 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle et L. 310-4 du code de commerce - Extension de la protection des indications géographiques aux produits non alimentaires) (p. 10309). (p. 10310). - **Article 8** (art. L. 34-5 du code des postes et communications électroniques, L. 121-18, L. 121-19, L. 121-20-1 à L. 121-20-3, L. 121-26, L. 141-1 et L. 121-97 [nouveau] du code de la consommation - Encadrement des ventes en ligne et du transport de marchandises) (p. 10319). (p. 10319). (p. 10320). - **Article 8 ter** (art. L. 121-27-1 et L. 121-27-2 [nouveaux] du code de la consommation - Lutte contre le démarchage téléphonique intempestif) (p. 10324). (p. 10329). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 10336). (p. 10336).

VALLINI (André)
sénateur (Isère)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

VANDIERENDONCK (René)
sénateur (Nord)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Commission en charge de l'application des lois le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2011) - **Article 58** (art. L. 2337-1, L. 2337-2, L. 2337-3, L. 2336-1, L. 2336-2, L. 2336-3, L. 2336-4, L. 2336-

5, L. 2336-6, L. 2336-7, L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 331-26 du code de l'urbanisme et art. 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Création du Fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, FPIC*) (p. 8954).

- **Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité** [n° 56 (2011-2012)] - (7 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9437).

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UCR

Réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (7 novembre 2011).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi ; nouvelle nomination le 20 décembre 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" du 11 janvier 2011 au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles autres que le viol [n° 61 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail** [n° 233 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 575, 576). - **Article 1er** (art. L. 4622-2 et L. 4622-4 ; art. L. 4622-8 à L. 4622-10 [nouveaux] ; art. L. 4622-15 [nouveau] ; art. L. 4624-3 [nouveau] ; art. L. 4644-1 [nouveau] du code du travail - *Missions et organisation des services de santé au travail*) (p. 592, 593). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4622-11 [nouveau] du code du travail - *Gouvernance des services de*

santé au travail interentreprises) (p. 608). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 626).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé** [n° 45 (2011-2012)] - (26 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6958, 6960). - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - *Règles déontologiques et expertise sanitaire*) (p. 6983). - **Article 8** (art. L. 5121-9-2 et 5121-9-3 (nouveaux) du code de la santé publique - *Obligations du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 7019). - **Article 18** (art. L. 5122-2, L. 5122-3, L. 5122-5, L. 5122-6, L. 5122-9, L. 5122-9-1 (nouveau), L. 5122-16, L. 5422-3, L. 5422-4, L. 5422-6 et L. 5422-11 du code de la santé publique et art. L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle - *Réglementation de la publicité pour les médicaments à usage humain*) (p. 7042).

- **Suite de la discussion** (27 octobre 2011) - **Article 19** (art. L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale - *Encadrement de la visite médicale*) (p. 7061). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 7083). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7084).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012** [n° 73 (2011-2012)]

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 9** (*Montant et ventilation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011*) (p. 7420).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) (p. 8589, 8590). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8600, 8603).

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8843, 8844).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture** [n° 130 (2011-2012)] - (13 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9718).



Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : L'AFD, fer de lance de la coopération française [n° 497 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Le Kosovo trois ans après l'indépendance [n° 698 (2010-2011)] (30 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 137 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération en matière administrative [n° 722 (2010-2011)] (6 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

VASSELLE (Alain)
sénateur (Oise)
UMP

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Président de droit de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (6 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque jusqu'au 25 janvier 2011.

Membre de la Mission commune d'information "Mediator : évaluation et contrôle des médicaments" le 11 janvier 2011.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information dépendance : Dépendance des personnes âgées : le Sénat prépare le débat [n° 263 (2010-2011)] (26 janvier 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 499 (2010-2011)] relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 578 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 653 (2010-2011)] rectificative pour 2011 [n° 671 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Finances sociales : redoubler d'efforts [n° 704 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 687 (2010-2011)] relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 705 (2010-2011)] (5 juillet 2011) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 741 (2010-2011)] (7 juillet 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Santé et logement : comment accompagner la Martinique et la Guyane ? [n° 764 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur la prise en charge de la dépendance et la création d'un cinquième risque** - (15 février 2011) - rapporteur de la mission commune d'information sur la prise en charge de la délinquance et la création d'un cinquième risque (p. 1377, 1380). (p. 1401),

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4790, 4792).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5874, 5877). - **Question préalable** (p. 5891, 5892). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5894, 5896). - **Article 1er** (*Instauration d'une prime pour*

les salariés des sociétés de cinquante salariés et plus dont le dividende par part ou action augmente) (p. 5899, 5913). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5915, 5920).

(p. 5922, 5925). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5929, 5932).

VAUGRENARD (Yannick)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC-EELVr

INTERVENTIONS

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds de prévention contre la prolifération du frelon asiatique [n° 137 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

- **Débat interactif et spontané** - (11 octobre 2011) (p. 6596, 6597).

- **Débat sur la réforme portuaire** - (12 octobre 2011) (p. 6626, 6627).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2011) (p. 8849, 8850).

- **Débat préalable au Conseil européen du 9 décembre 2011** - (7 décembre 2011) (p. 9456).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (20 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10144, 10145). - **Article 2** (art. 2, 3, 15, 22, 22-1, 22-2, 22-3 [nouveau], 23 et 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. 75 et 82 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, art. L. 125-2-2, L. 125-2-4, L. 353-15, L. 442-6, L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 6, 7, 14 et 17-1 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 et réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, art. L. 313-1-2, L. 313-1-3 [nouveau], L. 313-21, L. 314-2, L. 342-3 et L. 347-3 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - **Protection des consommateurs dans le secteur immobilier, de l'hébergement collectif des personnes âgées et des services à domicile**) (p. 10162, 10163). (p. 10164). (p. 10172).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2011) - **Article 3** (art. L. 121-83, L. 121-83-1, L. 121-84-1, L. 121-84-3 à 2L. 121-84-4, L. 121-84-7, L. 121-84-9 et L. 121-84-11, L. 121-84-12 à L. 121-84-15 [nouveaux] du code de la consommation - **Contrats de service de communications électroniques**) (p. 10244).

VENDASI (Français)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne [n° 204 (2010-2011)] (4 janvier 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 331 (2010-2011)] (8 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 354 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle et d'information des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat [n° 355 (2010-2011)] (11 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs [n° 422 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité [n° 56 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi visant à punir d'une peine d'amende tout premier usage illicite de l'une des substances ou plantes classées comme stupéfiants [n° 57 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la « campagne double » aux anciens combattants engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie [n° 136 (2011-2012)] (25 novembre 2011) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

VENDEGOU (Hilarion)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à reporter la date de mise en place de la nouvelle carte intercommunale en raison de la proximité des élections territoriales de 2014 [n° 49 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à limiter le nombre de demandes de retrait d'un établissement public de coopération intercommunale par une même commune [n° 50 (2011-2012)] (19 octobre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

VERA (Bernard)
sénateur (Essonne)
CRC-SPG

Non réélu le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 672 (2010-2011)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 [n° 674 tome 2 (2010-2011)] (28 juin 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la désertification médicale** - (13 janvier 2011) - pour le groupe CRC-SPG (p. 112, 115).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (9 février 2011) - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 1107, 1108). (p. 1111).

- **Questions cibles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2163, 2164).

- **Débat sur le bilan du dispositif d'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires** - (26 mai 2011) (p. 4265, 4266).

- **Proposition de loi** visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Article 1er** (Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique) (p. 4471, 4476).

- **Projet de loi** fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4508, 4509). - **Articles additionnels** avant l'article 1er (p. 4539, 4551). - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (Nombre de conseillers territoriaux) (p. 4554, 4555).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (15 juin 2011) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4844, 4845). - **Article 1er** (art. 34 de la Constitution) - *Création de lois-cadres d'équilibre des finances publiques - Monopole des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale en matière de prélèvements obligatoires* (p. 4848, 4854). (p. 4867). - **Article 9** (art. 61 de la Constitution - *Contrôle systématique par le Conseil constitutionnel des lois-cadres d'équilibre des finances publiques, des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4883, 4884). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 61-2 nouveau de la Constitution - *Examen par le Conseil constitutionnel des dispositions méconnaissant le domaine réservé à la loi de finances et à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 4886). - **Article 12** (art. 88-8 nouveau de la Constitution - *Transmission du programme de stabilité au Parlement et modalités de sa discussion éventuelle*) (p. 4889, 4890).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5054, 5055). - **Article 1er** (art. 885 I bis, 885 I quater, 885 U, 885 V, 885 V bis, 885 W, 885 Z, 1723 ter-00 A et 1730 du code général des impôts, art. L. 23 A, L. 66, L. 180 et L. 253 du livre des procédures fiscales - *Réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5070). (p. 5076). (p. 5085, 5086). (p. 5087). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5094, 5095). - **Article 4** (art. 787 B, 787 C et 790 du code général des impôts - *Suppression des réductions de droits de donation liées à l'âge du donateur*) (p. 5105). - **Article 5** (art. 787 B et 885 I bis du code général des impôts - *Simplification du régime fiscal des pactes d'actionnaires, « Pactes Dutreil »*) (p. 5110).

- **Suite de la discussion** (22 juin 2011) - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 5151, 5153).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2011) - **Article 14** (art. 1391B ter [nouveau] du code général des impôts, art. L. 173 du livre des procédures fiscales - *Plafonnement de la taxe foncière afférente à l'habitation principale en fonction du revenu*) (p. 5234). - **Article 15** (art. 885 N, 885 O et 885 O bis du code général des impôts - *Impôt de solidarité sur la fortune - Aménagements du régime des biens professionnels*) (p. 5257). - **Article 17 ter (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts - *Suppression de la condition relative au nombre de salariés pour les entreprises permettant à leurs investisseurs de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu ou d'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5293). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5315). - **Article 19** (art. 1609 quatertricies [nouveau] du code général des impôts, art. 33-4 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Contribution perçue sur les activités privées de sécurité*) (p. 5323). - **Article 22** (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1142-24-1 à L. 1142-24-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Indemnisation des victimes du benfluorex, Médiateur*) (p. 5336, 5337). (p. 5337). (p. 5338). (p. 5338). (p. 5338). (p. 5338). (p. 5338). (p. 5339). (p. 5340). (p. 5340).

- **Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)]** - (30 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5640, 5641).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 786 (2010-2011)]** - (8 septembre 2011) - **Question préalable** (p. 6455, 6456). - **Article 1er C (supprimé)** (art. 279 du code général des impôts - *Suppression du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux parcs à thème, ainsi qu'aux parcs zoologiques et botaniques*) (p. 6474).

VERGÈS (Paul)
sénateur (La Réunion)
CRC

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes de l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Installation du bureau d'âge** - (1er octobre 2011) (p. 6523).
- **Ouverture de la session ordinaire de 2011-2012** - (1er octobre 2011) (p. 6523).

VERGOZ (Michel)
sénateur (La Réunion)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer le 30 novembre 2011 ; puis vice-président le 7 décembre 2011.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

- **Liste des sénateurs proclamés élus** - (1er octobre 2011) (p. 6523).

- **Allocation de M. le président d'âge** - (1er octobre 2011) (p. 6523).

- **Election du président du Sénat** - (1er octobre 2011) (p. 6525).

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) (p. 8498, 8500).

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Outre-mer [n° 109 tome 3 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2012** [n° 106 (2011-2012)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (24 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8494, 8495).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011** [n° 160 (2011-2012)] - (14 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9826).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2011) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 9901, 9902). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 9957, 9958). (p. 9959).

VESTRI (René)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 29 novembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 30 novembre 2011.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux le 15 décembre 2011.

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public du Palais de la Découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux du 11 janvier 2011 au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions** [n° 179 (2010-2011)] - (27 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 557, 559).

Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi du 2 février 2011 au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 1 (2010-2011)] visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 220 (2010-2011)] (12 janvier 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure traçabilité des produits vendus en Europe au bénéfice des consommateurs et de l'emploi [n° 362 (2010-2011)] (22 mars 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la classification, l'acquisition, la détention et le transport des armes [n° 369 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Défense - Justice.**

Proposition de loi tendant à reconnaître le bulletin blanc dans les élections [n° 391 (2010-2011)] (30 mars 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national [n° 417 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Entreprises - Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 409 (2010-2011)] relatif au maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement [n° 472 (2010-2011)] (27 avril 2011) - **Fonction publique.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Prévenir effectivement les conflits d'intérêts pour les parlementaires [n° 518 (2010-2011)] (12 mai 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 519 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Agriculture et pêche - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à répartir plus équitablement les charges financières qu'implique l'entretien des ouvrages d'art rétablissant les voies de communication coupées par des infrastructures de transport nouvelles [n° 521 (2010-2011)] (16 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 370 (2010-2011)] visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 532 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 746 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dialogue social et la continuité du service public dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires [n° 79 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Transports.**

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux bâtiments menaçant ruine [n° 82 (2011-2012)] (5 novembre 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de loi relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied [n° 123 (2011-2012)] (22 novembre 2011) - **Agriculture et pêche - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)]** - (19 janvier 2011) - **Article 20 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 et suivants de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Conseil national des activités privées de sécurité) (p. 279, 280).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 221 (2010-2011)]** - (27 janvier 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 530, 532). - **Article 11 et article additionnel après l'article 11** (p. 539, 540). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2010 - Ouverture des emplois et situation des non intégrés) (p. 543). - **Article 16** (art. 76 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2010 - Conditions d'intégration) (p. 544).

- **Projet de loi relatif au maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement [n° 473 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 3903, 3904). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation d'activité des fonctionnaires occupant un emploi supérieur) (p. 3908).

- **Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française [n° 531 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4338, 4339).

- **Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs - Deuxième lecture [n° 533 (2010-2011)]** - (31 mai 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4378, 4380).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)]** - (15 novembre 2011) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7814, 7816).

- **Questions cribles thématiques - La désindustrialisation** - (15 novembre 2011) (p. 7826, 7827).

VILLIERS (André)
sénateur (Yonne)
UMP-R

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux écoles de production [n° 120 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Culture.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la filière industrielle nucléaire française [n° 202 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

VINCENT (Maurice)
sénateur (Loire)
SOC-EELVr

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 1er octobre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 30 (2011-2012)]** - (19 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6823, 6824). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 6848).

- *Commission mixte paritaire* [n° 7 (2011-2012)] - (25 octobre 2011) - **Discussion générale** (p. 6930, 6931).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8973, 8974).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 10 bis K** (p. 10358, 10359).

VIRAPOULLÉ (Jean-Paul)
sénateur (La Réunion)
UMP

Non réélu le 25 septembre 2011.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire la fracture numérique avec la France métropolitaine et à faire baisser les coûts des communications électroniques dans les départements d'outre-mer [n° 789 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Outre-mer - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution** présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à obtenir compensation des effets, sur l'agriculture des départements d'outre-mer, des accords commerciaux conclus par l'Union européenne [n° 310 (2010-2011)] - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3303, 3305). (p. 3311).

- **Proposition de loi** portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer [n° 425 (2010-2011)] - (4 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3379, 3380). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 3391). (p. 3393).

- **Projet de loi organique** portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution [n° 468 (2010-2011)] - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 469 (2010-2011)** (p. 3737, 3738). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3768).

- **Projet de loi** relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique [n° 469 (2010-2011)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 468 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 3 (art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique)** (p. 3840, 3841). (p. 3841). - **Article 9 (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement des pouvoirs de substitution du**

préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution) (p. 3872, 3873). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3885).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (23 juin 2011) - **Article 17 quater (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Création d'un dispositif de défiscalisation en faveur des fonds d'investissement de proximité en outre-mer) (p. 5294, 5295). - **Articles additionnels après l'article 17 quater** (p. 5300,

7301). - **Article additionnel après l'article 17 sexies** (p. 5307, 5308). (p. 5308).

- **Débat organisé à la demande de la commission de l'économie sur le tourisme et l'environnement outre-mer** - (28 juin 2011) (p. 5463, 5464).

VOGUET (Jean-François)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC-SPG

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2011.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation jusqu'au 27 juin 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 288 (2010-2011)] (8 février 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative aux expulsions locatives et à la garantie d'un droit au logement effectif [n° 300 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer la juste participation des entreprises au financement de l'action publique locale et à renforcer la péréquation des ressources fiscales [n° 305 (2010-2011)] (15 février 2011) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] (4 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la rétribution des avocats en charge des missions d'aide juridictionnelle [n° 345 (2010-2011)] (9 mars 2011) - **Justice.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 366 (2010-2011)] (23 mars 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la politique énergétique de la France [n° 397 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Société - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir un droit à la scolarisation des enfants dans les écoles maternelles dès l'âge de deux ans [n° 398 (2010-2011)] (31 mars 2011) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 420 (2010-2011)] (8 avril 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 483 (2010-2011)] (2 mai 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique européen (E 5642) [n° 496 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 639 (2010-2011)] (15 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 745 (2010-2011)] (11 juillet 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à interdire les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz entre le 1er novembre de chaque année et le 15 mars de l'année suivante [n° 792 (2010-2011)] (15 septembre 2011) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (3 février 2011) - **Article 7** (art. 221-4 du CESEDA - *Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants*) (p. 900, 901). (p. 903, 904). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 912). - **Article additionnel avant l'article 17 AA** (p. 923, 924).

- **Proposition de loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016** [n° 440 (2010-2011)] - (27 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 3095, 3096). - **Article 1er** (*Éligibilité aux subventions publiques, redevances et participations financières des projets d'enceintes sportives réalisés en vue de l'Euro 2016 sous le régime du bail emphytéotique administratif*) (p. 3110, 3111). - **Article 2** (*Aides des collectivités territoriales aux projets de construction ou de*

renovation des stades) (p. 3114). - **Article 3** (*Dérogation à l'interdiction pour les personnes publiques de recourir à l'arbitrage*) (p. 3118, 3119). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3121).

- **Proposition de loi visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs** [n° 545 (2010-2011)] - (30 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4294, 4295). - **Article 1er** (*nouvel art. L. 131-8-1 du code du sport - Établissement d'une charte éthique par les fédérations sportives*) (p. 4300). - **Article 6 bis (nouveau)** (*nouvel art. L. 332-22 du code du sport - Revente illicite de titres d'accès à une manifestation sportive*) (p. 4302). - **Article 6 ter (nouveau)** (art. L. 222-17 et L. 222-19-1 du code du sport, loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - *Plafonnement de la rémunération des agents sportifs*) (p. 4304). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Art. L. 232-21 et L. 232-22 du code du sport - *Suppression du pouvoir de sanction des fédérations en matière de dopage*) (p. 4311). - **Article 32 (nouveau)** (*Validation du contrat de concession du stade de France*) (p. 4315).

- **Projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région** [n° 552 (2010-2011)] - (7 juin 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4523, 4525). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4537, 4554). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Nombre de conseillers territoriaux*) (p. 4557). - **Article 2 et annexe (Texte non modifié par la commission)** (*Tableau de répartition des conseillers territoriaux*) (p. 4562, 4563).

VOYNET (Dominique)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
SOC-R

Ne se représente pas le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 493 (2010-2011)] (5 mai 2011) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Questions cibles thématiques** - (25 janvier 2011) (p. 386, 387).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs** [n° 212 (2010-2011)] - (1er mars 2011) - **Discussion générale** (p. 1640, 1641).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2109, 2111).

- **Questions cibles thématiques - Grand Paris** - (29 mars 2011) (p. 2167, 2168).

- **Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique** [n° 557 (2010-2011)] - (1er juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4468, 4469). - **Article 1er (Interdiction de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures par fracturation hydraulique)** (p. 4474, 4479).

WATRIN (Dominique)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC

Election le 25 septembre 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er octobre 2011.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers [n° 790 (2010-2011)] (13 septembre 2011) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 794 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à accorder le versement des allocations familiales dès le premier enfant [n° 795 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à garantir l'immunité pénale aux professionnels de santé qui signalent des suspicions de maltraitance ou de violences sexuelles faites aux mineurs [n° 796 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien des liens des détenus avec leur famille [n° 797 (2010-2011)] (20 septembre 2011) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à élargir la responsabilité du Chef de l'État [n° 798 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités locales et la création des conseillers territoriaux [n° 799 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à mettre en place une déclaration d'intérêt pour les membres du Gouvernement et du Parlement [n° 801 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la répression d'une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 [n° 9 (2011-2012)] (7 octobre 2011) - **Société**.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] (25 octobre 2011) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Santé [n° 109 tome 5 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la qualité et le coût des prestations de maintenance et de mise en conformité du parc d'ascenseurs sur le territoire national, dans le secteur locatif public et privé ainsi que dans les copropriétés [n° 119 (2011-2012)] (18 novembre 2011) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)] (20 décembre 2011) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (26 octobre 2011) (p. 6948).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé [n° 45 (2011-2012)]** - (26 octobre 2011) - **Article 1er** (art. L. 1451-1, L. 1451-1-1, L. 1451-2 et L. 1451-3 (nouveaux) du code de la santé publique - Règles déontologiques et expertise sanitaire) (p. 6983). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6989). - **Article 7** (art. L. 5121-9 du code de la santé publique - Conditions de suspension, de retrait ou de modification de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 7017). - **Article 13** (art. L. 162-17-4-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Contrôle et sanction des prescriptions hors autorisation de mise sur le marché par le comité économique des produits de santé) (p. 7025).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 [n° 73 (2011-2012)]** - (7 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7372, 7374).

Première partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A présentant la situation patrimoniale de la sécurité sociale et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2010*) (p. 7405).

Deuxième partie :

- (8 novembre 2011) - **Article 7** (art. 85 de la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Augmentation de la contribution de l'assurance maladie aux agences régionales de santé pour 2011) (p. 7416). - **Article 9** (*Montant et ventilation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011*) (p. 7419).

Troisième partie :

- (8 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7445). (p. 7447, 7448). (p. 7449). (p. 7453, 7454).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2011) - **Article 11** (art. L. 131-8, L. 241-13, L. 241-2 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 et L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005, art. 53 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - *Prise en compte des heures supplémentaires dans le calcul des allègements généraux*) (p. 7496). (p. 7499). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7505). - **Article 12** (art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles d'abattement pour frais professionnels au titre de la cotisation sociale généralisée et de la contribution au remboursement de la dette sociale*) (p. 7507, 7508). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 7510, 7511). - **Article 17**

(*Fixation du taux K de la clause de sauvegarde à 0,5 % pour 2012*) (p. 7538).

Quatrième partie :

- (10 novembre 2011) - **Article 35** (art. L. 6114-3 du code de la santé publique - *Imposition d'indicateurs de performance pour les établissements de santé et sanctions en cas de non-respect des objectifs*) (p. 7649).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7708, 7709). (p. 7713). - **Article 36** (art. L. 1435-8 à L. 1435-11 (nouveaux), art. L. 1432-6, L. 1433-1, L. 1434-6, L. 1435-4 et L. 6323-5 du code de la santé publique ; art. L. 221-1-1 et L. 162-45 du code de la sécurité sociale ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 - *Création d'un fonds d'intervention régional*) (p. 7727, 7728). - **Article 42** (art. L. 322-8 (nouveau) du code de la sécurité sociale - *Maintien des droits des affiliés du régime minier et de leurs ayants droit*) (p. 7741, 7742). (p. 7743). (p. 7743). (p. 7743, 7745). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7753, 7755). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 7760). - **Article 51 septies (nouveau)** (art. L. 816-1 du code de la sécurité sociale - *Allongement de la durée de résidence en France requise pour l'attribution aux étrangers des allocations aux personnes âgées*) (p. 7768). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 7774, 7775). (p. 7775). - **Article 63** (art. L. 114-17, L. 133-4, L. 162-1-14, L. 162-1-14-2, L. 355-3, L. 723-13 et L. 815-11 du code de la sécurité sociale, L. 262-52 du code de l'action sociale et des familles - *Harmonisation des dispositions relatives aux pénalités et sanctions financières prononcées par les organismes de sécurité sociale*) (p. 7789). (p. 7792). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 7794, 7795). (p. 7795).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 8394, 8397).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (25 novembre 2011) (p. 8590, 8591). - **Article 63** (*Prélèvement exceptionnel sur le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels*) (p. 8605). - **Article additionnel après l'article 63 quater** (p. 8606).

Santé

- (29 novembre 2011) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8781, 8782). - **Article 60** (art. L. 426-1 [nouveau] du code des assurances, art. L. 1142-2, L. 1142-14, L. 1142-15, L. 1142-16, L. 1142-21, L. 1142-21-1 du code de la santé publique - *Création d'un dispositif de couverture mutualisé des risques exceptionnels de responsabilité civile des professionnels de santé exerçant à titre libéral*) (p. 8794). - **Article 60 bis (nouveau)** (art. L.161-45 du code de la sécurité sociale - *Création d'une contribution au profit de la Haute autorité de santé*) (p. 8795). - **Article 60 ter (nouveau)** (*Demande de rapport sur la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du tabac*) (p. 8797).

- **Proposition de loi garantissant le droit au repos dominical [n° 90 (2011-2012)]** - (9 décembre 2011) - **Article 1er** (art. L. 3132-3 du code du travail - *Principe du repos dominical*) (p. 9603, 9604).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé - Nouvelle lecture [n° 130 (2011-2012)]** - (13 décembre 2011) - **Question préalable** (p. 9723, 9724).

WAUQUIEZ (Laurent)
*ministre auprès de la ministre d'Etat,
 ministre des affaires étrangères et
 européennes, chargé des affaires
 européennes
 (jusqu'au 26 février 2011)
 ministre auprès du ministre d'Etat,
 ministre des affaires étrangères et
 européennes, chargé des affaires
 européennes
 (du 27 février 2011 au 29 juin 2011)
 ministre de l'enseignement supérieur et
 de la recherche
 (à partir du 29 juin 2011)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 307 (2010-2011)]** - (1er mars 2011) - **Article 1er** (*Création du nouveau régime de contrôle des importations et exportations des matériels de guerre*) (p. 1667, 1668). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1669). - **Article 2** (*Contrôle des agents habilités au sein des entreprises*) (p. 1670). - **Article 4** (*Simplification des formalités douanières*) (p. 1672).
- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2118, 2121). (p. 2123, 2124). (p. 2129, 2132).
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en conformité du droit**

français concernant le régime des astreintes et le système de forfaits en jours sur l'année considérés par le Comité Européen des Droits Sociaux comme violant différentes dispositions de la charte sociale européenne révisée [n° 328 (2010-2011)] - (31 mars 2011) - **Discussion générale** (p. 2348, 2349).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes [n° 104 (2010-2011)]** - (3 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3281, 3282). (p. 3289, 3290). - **Article unique** (p. 3291).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (22 juin 2011) - **Demande de priorité** (p. 5159).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5160, 5163). (p. 5172, 5173).

- **Débat préalable au Conseil européen du 24 juin 2011** - (22 juin 2011) (p. 5174, 5176).

- **Proposition de loi relative à la prévention et l'accompagnement pour l'organisation des soirées en lien avec le déroulement des études [n° 421 (2010-2011)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7817, 7818). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7823).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2011) (p. 8980, 8986). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8987, 8988).

YUNG (Richard)
*sénateur (Français établis hors de
 France (Série C 2))
 SOC, puis SOC-EELVr*

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er octobre 2011.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2011.

Membre de la commission des affaires européennes ; puis secrétaire le 1er octobre 2011.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au défenseur des droits (10 février 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (19 décembre 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale (19 décembre 2011).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 15 décembre 2011.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières le 20 décembre 2011.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales [n° 251 (2010-2011)] (25 janvier 2011) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Lutte contre la contrefaçon : premier bilan de la loi du 29 octobre 2007 [n° 296 (2010-2011)] (9 février 2011) - **Entreprises - Justice - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France [n° 299 (2010-2011)] (10 février 2011) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 301 (2010-2011)] (11 février 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à restreindre le « mitage » de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement [n° 321 (2010-2011)] (23 février 2011) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au statut du sapeur-pompier volontaire [n° 356 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 358 (2010-2011)] (15 mars 2011) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des troubles de l'audition [n° 373 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à transférer la gestion, le prélèvement et le versement des pensions alimentaires à la caisse d'allocations familiales [n° 374 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Famille - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi autorisant l'expérimentation de l'interdiction de la pose de publicités sur les biens meubles [n° 375 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes [n° 376 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste [n° 377 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 400 (2010-2011)] (1er avril 2011) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 401 (2010-2011)] (4 avril 2011) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi relative aux indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants [n° 426 (2010-2011)] (13 avril 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à trois ans [n° 447 (2010-2011)] (15 avril 2011) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe [n° 480 (2010-2011)] (28 avril 2011) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative à la refonte du premier paquet ferroviaire (E 5642) [n° 498 (2010-2011)] (6 mai 2011) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faire du droit de préemption urbain un véritable outil de politique foncière au service de l'aménagement des territoires [n° 538 (2010-2011)] (18 mai 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial [n° 541 (2010-2011)] (19 mai 2011) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 577 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision de l'acquis Schengen [n° 582 (2010-2011)] (7 juin 2011) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins [n° 596 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'exercice du droit de vote des gens du voyage [n° 597 (2010-2011)] (9 juin 2011) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer des dispositions obsolètes relatives aux droits des femmes [n° 602 (2010-2011)] (14 juin 2011) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur le projet de « paquet gouvernance économique » [n° 648 (2010-2011)] (20 juin 2011) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faire du logement une priorité nationale [n° 669 (2010-2011)] (23 juin 2011) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le fonds social européen : outil de proximité des politiques de l'emploi et de la formation [n° 691 (2010-2011)] (29 juin 2011) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un diplôme et organiser la profession d'herboriste [n° 750 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 525 (2010-2011)] tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 754 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Entreprises - Justice - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'éducation à la résolution non violente des conflits [n° 769 (2010-2011)] (20 juillet 2011) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de roche-mère et à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbure [n° 775 (2010-2011)] (27 juillet 2011) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 800 (2010-2011)] (21 septembre 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone [n° 65 (2011-2012)] (26 octobre 2011) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au séjour des étudiants étrangers diplômés [n° 95 (2011-2012)] (14 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)] - Action extérieure de l'Etat [n° 107 tome 3 annexe 1 (2011-2012)] (17 novembre 2011) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 juillet 2010, concernant les violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 200 (2011-2012)] (15 décembre 2011) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution portant avis motivé présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les États membres de la zone euro (E 6903) [n° 228 (2011-2012)] (21 décembre 2011) - **Budget - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes [n° 230 (2011-2012)] (23 décembre 2011) - **Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution, présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - auteur de la proposition de résolution n° 674 rectifié - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011)** (p. 389, 390).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce** [n° 52 (2010-2011)] - (25 janvier 2011) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de résolution n° 52 (2010-2011).**

- **Proposition de loi tendant à proroger le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger** [n° 53 (2010-2011)] - (26 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 456, 457).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture** [n° 259 (2010-2011)] - (1er février 2011) - **Article 4** (Compétences et règles de saisine) (p. 690). - **Article 11 A** (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues) (p. 703). (p. 704). - **Article 12 bis** (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de lutte contre les discriminations) (p. 718). - **Article 17 bis** (Texte non modifié par la commission) (Mise en demeure) (p. 722, 723).

- **Suite de la discussion** (2 février 2011) - **Article 21** (Pouvoirs de recommandation et d'injonction) (p. 742). (p. 743). (p. 744). - **Article 21 bis** (Texte non modifié par la commission) (Pouvoir de médiation) (p. 745). - **Article 21 ter** (Aide aux victimes de discrimination et aux enfants) (p. 746). - **Article 22** (Texte non modifié par la commission) (Pouvoir de transaction) (p. 747). - **Article 25** (Propositions de réformes) (p. 748). (p. 749). (p. 750). - **Article 26** (Texte non modifié par la commission) (Compétences en matière juridictionnelle) (p. 750). (p. 751). - **Article 26 bis** (Texte non modifié par la commission) (Actions de communication et d'information du Défenseur des droits) (p. 752). (p. 753). - **Article 26 ter** (Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance) (p. 753). - **Articles additionnels après l'article 26 ter** (p. 754). - **Article 27** (Publicité des documents publiés sous l'autorité du Défenseur des droits) (p. 755).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité** [n° 240 (2010-2011)] - (2 février 2011) - **Discussion générale** (p. 791, 792).

- **Suite de la discussion** (3 février 2011) - **Question préalable** (p. 824). - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 829). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 841). (p. 845). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 846). - **Article 2 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. 21-2 du code civil - Conditions de connaissance suffisante de la langue française pour acquérir la nationalité en vertu du mariage) (p. 848). - **Article 2 ter** (Texte non modifié par la commission) (art. 21-27-1 du code civil - Obligation de déclaration des autres nationalités possédées, conservées ou abandonnées en vue de l'acquisition de la nationalité française) (p. 860). (p. 862). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 865). - **Article 3 bis** (art. 25 du code civil - Possibilité de déchoir de la nationalité française les auteurs de meurtre ou de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner contre les dépositaires de l'autorité publique) (p. 873). - **Article 3 ter** (art. 27-2 du code civil - Extension du délai pendant lequel un décret d'acquisition, de naturalisation ou de réintégration de la nationalité française peut être rapporté en cas d'erreur ou de fraude) (p. 876). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 883). (p. 884). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 889, 890). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 895, 896). (p. 897, 898). - **Article 8** (art. L. 222-1-1 [nouveau], art. L. 222-3 du CESEDA - « Purge des nullités » invoquées postérieurement à la première audience de prolongation devant le juge des libertés et de la détention) (p. 905, 906). - **Article 10** (L. 222-3-1 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'un maintien en zone d'attente) (p. 911). - **Article 13** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 919, 920). (p. 921). - **Articles additionnels après l'article 17 AA** (p. 927, 928).

- **Suite de la discussion** (8 février 2011) - **Article 17 A** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du CESEDA - Droit au court séjour des ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace économique européen et de la Confédération suisse) (p. 947). - **Article 20** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 314-9 du CESEDA - Conditions de délivrance d'une carte de résident à l'étranger marié à un ressortissant français) (p. 967). - **Article 23** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification de la procédure administrative d'éloignement des étrangers en situation irrégulière - Création d'une interdiction de retour sur le territoire français) (p. 1043, 1045).

- **Suite de la discussion** (9 février 2011) - **Article 24** (Texte non modifié par la commission) (Coordination) (p. 1066). - **Article 25** (art. L. 511-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'obligation de quitter le territoire applicable aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 1068). (p. 1070, 1071). - **Article 26** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 1075, 1076). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 1082). (p. 1086). - **Article 33** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 1093). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 1105). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 1107). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1122). - **Article 37** (Supprimé) (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de

prolonger la rétention) (p. 1128, 1129). - **Articles additionnels après l'article 37** (p. 1131). - **Article 38** (art. L. 552-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Notification et exercice des droits en rétention) (p. 1135). - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité d'obliger l'étranger à rester à la disposition de la justice pendant six heures) (p. 1137).

- **Suite de la discussion** (10 février 2011) - **Article 42** (art. L. 552-8 et L. 552-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration d'une procédure de purge des nullités devant le juge des libertés et de la détention) (p. 1159). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 552-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement du délai donné au Parquet pour demander de donner un caractère suspensif à l'appel d'une décision de refus de prolongation de la rétention) (p. 1160). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Présence des mineurs accompagnants en centre de rétention) (p. 1166). - **Article additionnel après l'article 51** (p. 1167, 1168). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 729-2 du code de procédure pénale - Coordination de la réforme de l'éloignement dans le code de procédure pénale) (p. 1169). (p. 1170). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 1181). - **Article 60** (art. L. 8254-2 du code du travail - Périmètre de la solidarité financière des donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage) (p. 1182). - **Article 63** (art. L. 8271-1-1 [nouveau] du code du travail - Sanction du défaut d'acceptation par le maître d'ouvrage des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance) (p. 1187). (p. 1188). - **Articles additionnels après l'article 67** (p. 1193). - **Article 72 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 622-4 du CESEDA - Immunité pénale applicable au délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 1196). (p. 1197). - **Article additionnel après l'article 72** (p. 1198). - **Article 75 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de la loi n°2010-873 du 27 juillet 2010 - Tutelle de l'établissement public « Campus France ») (p. 1210). - **Article 75 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'un guichet unique pour l'aide médicale d'Etat) (p. 1211). - **Article 75 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 2212-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police du maire pour faire respecter les symboles républicains lors des célébrations de mariage) (p. 1222). - **Articles additionnels après l'article 83** (p. 1229, 1230). (p. 1230, 1231). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1232, 1233).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 313 (2010-2011) et celle de la proposition de loi n° 314 (2010-2011)** (p. 1716, 1717). - **Article 1er** (art. L.O. 127 à L.O. 130, L.O. 130-1 et L.O. 133 du code électoral - Régime d'éligibilité et d'inéligibilités applicables aux parlementaires) (p. 1723). - **Article 6** (art. L.O. 328 et L.O. 329 du code électoral - Election des députés représentant les Français établis hors de France) (p. 1742, 1743). (p. 1743).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 313 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011)**. - (2 mars 2011) - **Article 2** (art. L. 330, L. 330-4, L. 330-5, L. 330-6, L. 330-6-1, L. 330-9, L. 330-10 du code électoral - Modifications d'articles issus de l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009) (p. 1747, 1755). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger - Composition de l'Assemblée des Français de l'étranger et du collège électoral pour l'élection des sénateurs des Français de l'étranger) (p. 1756).

- **Proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique [n° 314 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) -

Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 312 (2010-2011).

- **Débat préalable au Conseil européen des 24 et 25 mars 2011** - (22 mars 2011) (p. 2127).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (7 avril 2011) - **Article 14** (art. L. 1211-5 du code de la santé publique - Accès à des données non identifiantes et à l'identité du donneur de gamètes) (p. 2572). - **Articles additionnels après l'article 19 C** (p. 2599). - **Article 20** (art. L. 2141-2 du code de la santé publique - Affirmation de la finalité médicale de l'assistance médicale à la procréation ; accès de l'assistance médicale à la procréation des partenaires d'un pacte civil de solidarité sans condition de délai) (p. 2602, 2603). - **Article 20 bis (Supprimé)** (art. L. 2141-2 et 2141-11 du code de la santé publique, art. 311-20-1, 314-1, 724-2 à 724-5 (nouveaux) et 815 du code civil - Autorisation de transfert d'embryons post mortem) (p. 2613). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 2627).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2719, 2721). - **Article 2** (art. 21-24 du code civil - Conditions d'assimilation à la communauté française requises pour une naturalisation) (p. 2751, 2752). - **Article 6** (art. L. 221-2 du CESEDA - Délimitation de la zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2761). - **Article 7** (art. L. 221-4 du CESEDA - Notification et exercice des droits en zone d'attente en cas d'arrivée massive de migrants) (p. 2763, 2764). - **Article 10** (art. L. 222-3-1 [nouveau] et art. L. 222-8 [nouveau] du CESEDA - Irrégularités susceptibles d'être invoquées à l'encontre d'une décision de maintien en zone d'attente) (p. 2767). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-10 du CESEDA - Création d'un titre de séjour portant la mention « carte bleue européenne » pour les travailleurs immigrés hautement qualifiés) (p. 2769, 2773).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 AA** (art. L. 313-12, L. 316-3 et L. 431-2 du CESEDA - Droit au séjour des victimes de violences conjugales) (p. 2785). (p. 2786). - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2789). (p. 2793, 2794). (p. 2794). - **Article 21 ter** (art. L. 623-1 et L. 623-3 du CESEDA - Pénalisation des « mariages gris ») (p. 2802). (p. 2805). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 2812). - **Article 26** (art. L. 511-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Condition de l'exécution d'office des OQTF et des interdictions de retour) (p. 2817). - **Article 30** (art. L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Placement en rétention par l'autorité administrative pour une durée de cinq jours) (p. 2822). (p. 2824). - **Article 33** (art. L. 561-1 ; L. 561-2 et L. 561-3 [nouveau] ; art. L. 571-1 et L. 571-2 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime de l'assignation à résidence) (p. 2829, 2830). (p. 2830). (p. 2831). - **Article 34** (art. L. 512-1 à L. 512-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant le juge administratif pour le contentieux de l'obligation de quitter le territoire) (p. 2835). (p. 2836, 2837). (p. 2837). (p. 2838). - **Article 34 bis (suppression maintenue)** (art. L. 531-1, L. 531-3 et L. 531-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Recours suspensif contre les arrêtés de réadmission) (p. 2843). - **Article 37** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Saisine du JLD en vue de prolonger la rétention) (p. 2844). - **Article 39** (art. L. 552-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Instauration de la règle « pas de nullité sans grief » en matière de prolongation de la rétention par le JLD) (p. 2849). - **Article 49** (art. L. 213-1 et L. 533-1 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus d'accès au territoire français - Reconnue à la frontière pour menace à l'ordre public ou travail illégal) (p. 2853, 2854). (p. 2854). - **Article 61 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8254-2-1 et L. 8254-2-2 [nouveaux] du code de travail - Obligation et responsabilité du maître d'ouvrage découlant du

recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre (p. 2858). (p. 2858, 2859). (p. 2859).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2011) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 8256-2 du code du travail - *Sanctions pénales en cas de connaissance de l'emploi d'étranger sans titre*) (p. 2896). - **Article 64** (art. L. 8271-1-2, L. 8271-6-1, L. 8271-6-2 [nouveaux], L. 8271-11, L. 8271-2, L. 8271-4, L. 8271-5, L. 8271-6, L. 8271-3, L. 1454-1, L. 8271-1, L. 8271-8-1, L. 8271-7 du code du travail ; art. L. 752-3-2, L. 413-2, L. 414-2 et L. 133-9-3 du code de la sécurité sociale - *Pouvoirs des agents de contrôle*) (p. 2896, 2897). (p. 2897). - **Article 74 bis** (art. L. 731-2 du CESEDA - *Bénéfice de l'aide juridictionnelle devant la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 2900). (p. 2902). - **Article 75 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-4 du CESEDA - *Hypothèses justifiant l'examen d'une demande d'asile selon la procédure prioritaire*) (p. 2903). (p. 2904). (p. 2905). - **Article 75 ter** (art. L. 733-1 du CESEDA - *Utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle pour les requérants devant la Cour nationale du droit d'asile*) (p. 2911). (p. 2912). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2914).

- **Proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique [n° 435 (2010-2011)]** - (28 avril 2011) - **Article 1er** (art. 34-4-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques ; art. L. 121-83 du code de la consommation - *Principe du consentement de l'abonné téléphonique à l'utilisation de ses données personnelles à des fins de prospection*) (p. 3216). - **Article 4 (nouveau)** (*Dispositif transitoire pour les contrats en cours*) (p. 3217).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg [n° 107 (2010-2011)]** - (5 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 3411, 3412).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique [n° 115 (2010-2011)]** - (12 mai 2011) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2010-2011)** (p. 3891, 3892).

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 471 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 115 (2010-2011)**. - (12 mai 2011) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Désignation de deux députés européens au sein de l'Assemblée nationale*) (p. 3897). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Mode de scrutin*) (p. 3898). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3899). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3899). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3901).

- **Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 619 (2010-2011)]** - (29 juin 2011) - **Article 1er A (nouveau)** (*Modification du code de la propriété intellectuelle*) (p. 5575). - **Article 3** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5581). (p. 5584). - **Article 7** (art. L. 623-12 du code de la propriété intellectuelle) (p. 5591, 5592).

- **Débat préalable au Conseil européen du 23 octobre 2011** - (11 octobre 2011) (p. 6593, 6594).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]**

Discussion générale :

- (17 novembre 2011) (p. 8026, 8028).

Première partie :

- (18 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8092, 8093). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 39 du code général des impôts - *Renforcement des clauses anti-abus du régime de taxation réduite des concessions de brevets*) (p. 8114).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8142). (p. 8144). (p. 8152, 8153).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2011) - **Article 28** (art. L. 311-13, L. 311-14 et L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. L. 8271-1-3 et 8271-17 du code du travail - *Modification des taxes perçues par l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Ofii*) (p. 8316, 8317). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 8318).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (29 novembre 2011) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8801, 8802). - **Article 32 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8830). - **Article additionnel avant l'article 48 A** (p. 8833, 8834).

Immigration, asile et intégration

- (2 décembre 2011) (p. 9122).

Articles non rattachés

- (3 décembre 2011) - **Article 44** (art. 200 quater A du code général des impôts - *Prorogation du crédit d'impôt sur le revenu en faveur de l'aide aux personnes notamment âgées ou handicapées au titre de l'habitation principale*) (p. 9291, 9292). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 9298). - **Articles additionnels après l'article 46 bis** (p. 9304). (p. 9310).

- **Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs [n° 176 (2011-2012)]** - (22 décembre 2011) - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 10305). - **Article 7** (art. L. 115-1-1 et L. 115-2-1 [nouveaux], L. 115-4 et L. 115-16 du code de la consommation, L. 712-4, L. 721-1 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle et L. 310-4 du code de commerce - *Extension de la protection des indications géographiques aux produits non alimentaires*) (p. 10311). - **Article 12 (nouveau)** (art. L. 411-2, chapitre II du livre IV [nouveaux] du code de la consommation et article L. 211-15 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - *Création d'une action de groupe fondée sur l'adhésion volontaire*) (p. 10375). (p. 10377). (p. 10379). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10379).

ZOCCHETTO (François)
sénateur (Mayenne)
UCR

Réélu le 25 septembre 2011.

Président du Groupe Union centriste à compter du 8 février 2011 ; puis président du Groupe de l'Union Centriste et Républicaine à compter du 8 février 2011.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 16 février 2011 ; vice-président de la commission jusqu'au 15 février 2011.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (6 avril 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (27 avril 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (21 juin 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (28 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (29 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (30 juin 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (1er juillet 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (5 juillet 2011).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (2 novembre 2011).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (21 décembre 2011).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la délinquance d'imprudence et à une modification des dispositions de l'article 223-1 du code pénal instituant le délit de « mise en danger délibérée de la personne d'autrui » [n° 223 (2010-2011)] (13 janvier 2011) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 253 (2010-2011)] relatif à la garde à vue [n° 315 (2010-2011)] (16 février 2011) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi sur la sécurisation de l'indemnité de fonction des maires des petites communes [n° 371 (2010-2011)] (24 mars 2011) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au contrôle des installations autonomes d'assainissement non collectif en zone d'assainissement collectif [n° 415 (2010-2011)] (7 avril 2011) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi organique portant sur l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions exécutives locales [n° 647 (2010-2011)] (17 juin 2011) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un Fonds de solidarité destiné à l'aide aux victimes [n° 751 (2010-2011)] (12 juillet 2011) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la clarification et à l'assouplissement de la gestion des biens sectionaux [n° 778 (2010-2011)] (1er août 2011) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale du souvenir [n° 76 (2011-2012)] (3 novembre 2011) - **Défense**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 4131-1 et L. 4131-3 du code du travail [n° 103 (2011-2012)] (16 novembre 2011) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Le trafic des médicaments** - (11 janvier 2011) (p. 37).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Deuxième lecture [n° 215 (2010-2011)]** - (18 janvier 2011) - **Discussion générale** (p. 194, 196). - **Article 5 (art. 16-11 du code civil - Possibilité de procéder à l'identification par ses empreintes génétiques d'une personne décédée lorsque son identité demeure inconnue)** (p. 237).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2011) - **Article 23 ter (art. 221-3 et 221-4 du code pénal - Allongement de la durée de période de sûreté pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique)** (p. 289, 290). - **Article 24 duodecies (Supprimé) (art. L 2241-2 du code des transports - Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP)** (p. 304). - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 223-6 du code de la route - Délai de récupération des points du permis de conduire)** (p. 310).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits - Deuxième lecture [n° 259 (2010-2011)]** - (1er février 2011) - **Article 11 A (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues)** (p. 706).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 février 2011) (p. 1056) : au nom de Mmes Morin-Desailly, Payet et Gourault et MM. Amoudry, Merceron, Pignard, Pozzo di Borgo, Arthuis, Badré, Jégou et Vanlerenberghe .

- **Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)]** - (17 février 2011) - **Discussion générale** (p. 1533, 1534).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés [n° 312 (2010-2011)]** - (2 mars 2011) - **Article 1er bis** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Sanctions applicables aux parlementaires ayant souscrit une déclaration de patrimoine mensongère) (p. 1729, 1730).

- **Projet de loi relatif à la garde à vue [n° 316 (2010-2011)]** - (3 mars 2011) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1792, 1795). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1822, 1823). - **Question préalable** (p. 1825, 1826). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1828). - **Article 1er A** (art. préliminaire du code de procédure pénale - Interdiction de condamnations fondées sur les seules déclarations d'une personne faites hors de la présence d'un avocat) (p. 1830, 1831). - **Article 1er** (art. 62-2 et 62-5 [nouveaux] du code de procédure pénale - Définition et modalités de contrôle de la garde à vue) (p. 1833, 1844). - **Article 2** (art. 63 et 63-1 du code de procédure pénale - Conditions de forme de la garde à vue et durée de la mesure - Information de la personne gardée à vue sur ses droits) (p. 1846, 1850). (p. 1851, 1853). - **Article 3** (art. 63-2 du code de procédure pénale - Droit de faire prévenir un tiers) (p. 1854). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-3 du code de procédure pénale - Droit d'être examiné par un médecin) (p. 1855, 1856). - **Article 5** (art. 63-3-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Droit à être assisté par un avocat) (p. 1858, 1859). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 63-4 du code de procédure pénale - Entretien avec l'avocat) (p. 1860, 1861). - **Article 7** (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1864, 1873).

- **Suite de la discussion** (8 mars 2011) (p. 1907, 1908). (p. 1912, 1915). (p. 1917, 1921). - **Article 7 bis** (art. 63-4-5 [nouveau] et art. 64-1 de la loi du 10 juillet 1991 - Droit de la victime à être assistée par un avocat en cas de confrontation avec la personne gardée à vue) (p. 1922, 1923). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1924). - **Article 9** (art. 63-6 à 63-8 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions applicables aux fouilles - Modalités selon lesquelles il est mis un terme à la garde à vue) (p. 1925, 1929). (p. 1929). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64 du code de procédure pénale - Mentions obligatoires au procès-verbal) (p. 1930, 1933). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 et 62 du code de procédure pénale - Audition des témoins) (p. 1935, 1941). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1941). - **Article 11 bis** (art. 73 du code de procédure pénale ; art. L. 3341-2 du code de la santé publique [nouveau] ; art. L. 234-16 et L. 235-5 [nouveaux] du code de la route - Possibilité d'entendre une personne en-dehors du cadre de la garde à vue) (p. 1942, 1945). - **Article 12** (art. 706-88 et 706-88-1 et 706-88-2 [nouveaux] - Régimes dérogatoires) (p. 1950, 1951). - **Article 14 bis** (art. 323 et art. 323-1 à 323-10 [nouveaux] du code des douanes - Retenue douanière) (p. 1955, 1957). (p. 1956). - **Article 15** (art. 4 de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Retenue judiciaire et garde à vue des mineurs) (p. 1960, 1961). - **Article 15 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 127, 133 et 135-2 du code de procédure pénale ; art. L. 211-19 du code de justice militaire - Modalités d'exécution d'un mandat d'amener ou d'arrêt lorsque la personne recherchée est interpellée à plus de 200 kilomètres du juge mandant) (p. 1963). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 1963). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64-1 et intitulé de la troisième partie de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Aide juridictionnelle) (p. 1964, 1965). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 1965). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1967). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur) (p. 1967). - **Seconde délibération** -

Article 7 (art. 63-4-1 à 63-4-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Conditions de consultation du dossier par l'avocat et d'assistance de la personne gardée à vue lors des auditions) (p. 1969).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Libye** - (22 mars 2011) (p. 2100, 2101).

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 389 (2010-2011)]** - (5 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2426, 2427).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2011) - **Article 11 bis** (art. L. 2131-4-1 du code de la santé publique - Suppression du caractère expérimental du double diagnostic préimplantatoire) (p. 2537).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2011) - **Article additionnel avant l'article 14 (précédemment réservé)** (p. 2582).

- **Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité - Deuxième lecture [n° 393 (2010-2011)]** - (12 avril 2011) - **Discussion générale** (p. 2718, 2719).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2011) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 313-11 du CESEDA - Conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire accordée pour raisons de santé) (p. 2793).

- **Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)]** - (4 mai 2011) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3337).

- **Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs [n° 490 (2010-2011)]** - (17 mai 2011) - **Discussion générale** (p. 4006, 4007).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques [n° 499 (2010-2011)]** - (14 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 4807, 4808).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 juin 2011) (p. 4895).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2011 [n° 612 (2010-2011)]** - (21 juin 2011) - **Discussion générale** (p. 5050, 5051).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative pour 2011 [n° 653 (2010-2011)]** - (5 juillet 2011) - **Discussion générale** (p. 5877, 5878).

- **Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles - Nouvelle lecture [n° 25 (2011-2012)]** - (18 octobre 2011) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale - Extension du champ de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) (p. 6701). - **Intitulé du chapitre IX ter (Dispositions relatives aux juridictions financières)** (p. 6708). - **Article 24 novodécies (supprimé)** (chapitre préliminaire du titre Ier de la première partie du livre II et art. L. 210-1 et L. 212-1 du code des juridictions financières - Nombre et ressort des chambres régionales des comptes) (p. 6714, 6715).

- **Proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants [n° 26 (2011-2012)]** - (25 octobre 2011) - **Question préalable** (p. 6921, 6922).

- **Proposition de loi tendant à préserver les mandats en cours des délégués des établissements publics de coopération intercommunale menacés par l'application du dispositif d'achèvement de la carte de l'intercommunalité [n° 68 (2011-2012)]** - (2 novembre 2011) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7137).

- **Conférence des présidents** - (2 novembre 2011) (p. 7139).

- **Déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, sur le sommet du G20** - (9 novembre 2011) (p. 7529, 7530).

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 85 (2011-2012)]** - (15 novembre 2011) - **Discussion générale** (p. 7837).

- **Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial [n° 88 (2011-2012)]** - (16 novembre 2011) - **Organisation des travaux** (p. 7939, 7940).

- **Projet de loi de finances pour 2012 [n° 106 (2011-2012)]** - (6 décembre 2011) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9395, 9397).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [n° 143 (2011-2012)]** - (8 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 9521, 9523).

- **Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable [n° 170 (2011-2012)]** - (19 décembre 2011) - **Discussion générale** (p. 10049, 10051). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10071). (p. 10072). (p. 10074).

INDEX

- ABOUT (Nicolas), p. 1
 ADNOT (Philippe), p. 1
 AÍCHI (Leila), p. 2
 ALDUY (Jean-Paul), p. 2
 ALFONSI (Nicolas), p. 3
 ALLIOT-MARIE (Michèle), p. 4
 ALQUIER (Jacqueline), p. 5
 AMOUDRY (Jean-Paul), p. 6
 ANDRÉ (Michèle), p. 7
 ANDRÉ (Pierre), p. 9
 ANDREONI (Serge), p. 10
 ANGELS (Bernard), p. 11
 ANTISTE (Maurice), p. 12
 ANTOINETTE (Jean-Étienne), p. 13
 ANZIANI (Alain), p. 15
 APPARU (Benoist), p. 19
 ARCHIMBAUD (Aline), p. 20
 ARTHUIS (Jean), p. 21
 ASSASSI (Éliane), p. 22
 ASSOULINE (David), p. 26
 AUBAN (Bertrand), p. 29
 AUTAIN (François), p. 30
 BACHELOT-NARQUIN (Roselyne), p. 32
 BADINTER (Robert), p. 32
 BADRÉ (Denis), p. 33
 BAILLY (Dominique), p. 34
 BAILLY (Gérard), p. 34
 BARBIER (Gilbert), p. 35
 BAROIN (François), p. 37
 BAS (Philippe), p. 39
 BATAILLE (Delphine), p. 40
 BAYLET (Jean-Michel), p. 40
 BEAUFILS (Marie-France), p. 41
 BEAUMONT (René), p. 44
 BÉCHU (Christophe), p. 45
 BÉCOT (Michel), p. 46
 BEL (Jean-Pierre), p. 47
 BELOT (Claude), p. 48
 BENBASSA (Esther), p. 49
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 50
 BERNARD-REYMOND (Pierre), p. 52
 BERRA (Nora), p. 53
 BERSON (Michel), p. 56
 BERTHOU (Jacques), p. 57
 BERTRAND (Xavier), p. 59
 BERTRAND (Alain), p. 62
 BESSON (Éric), p. 63
 BESSON (Jean), p. 63
 BÉTEILLE (Laurent), p. 65
 BILLARD (Joël), p. 66
 BILLOUT (Michel), p. 66
 BIWER (Claude), p. 68
 BIZET (Jean), p. 69
 BLANC (Jacques), p. 70
 BLANC (Paul), p. 71
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 72
 BLONDIN (Maryvonne), p. 74
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 76
 BOCQUET (Éric), p. 76
 BODIN (Yannick), p. 78
 BONNEFOY (Nicole), p. 79
 BORDIER (Pierre), p. 81
 BOROTRA (Didier), p. 82
 BORVO COHEN-SEAT (Nicole), p. 82
 BOTREL (Yannick), p. 88
 BOUCHART (Natacha), p. 90
 BOUCHOUX (Corinne), p. 90
 BOUGRAB (Jeannette), p. 91
 BOULAUD (Didier), p. 91
 BOUMEDIENE-THIERY (Alima), p. 93
 BOURDIN (Joël), p. 96
 BOURQUIN (Christian), p. 97
 BOURQUIN (Martial), p. 97
 BOURZAI (Bernadette), p. 99
 BOUT (Brigitte), p. 101
 BOUTANT (Michel), p. 102
 BOYER (Jean), p. 103
 BRAYE (Dominique), p. 104
 BRICQ (Nicole), p. 105
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 112
 BUFFET (François-Noël), p. 113
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 117
 CALVET (François), p. 120
 CAMANI (Pierre), p. 120
 CAMBON (Christian), p. 121
 CAMPION (Claire-Lise), p. 122
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 123
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 124
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 124
 CARLE (Jean-Claude), p. 125
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 126
 CARTRON (Françoise), p. 128
 CARVOUNAS (Luc), p. 130
 CAYEUX (Caroline), p. 130
 CAZALET (Auguste), p. 131
 CAZEAU (Bernard), p. 131
 CERISIER-ben GUIGA (Monique), p. 134
 CÉSAR (Gérard), p. 135
 CHARON (Pierre), p. 136
 CHASTAN (Yves), p. 137
 CHATEL (Luc), p. 138
 CHATILLON (Alain), p. 139
 CHAUVEAU (Jean-Pierre), p. 140
 CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre), p. 140
 CHIRON (Jacques), p. 141
 CLAIREAUX (Karine), p. 141
 CLÉACH (Marcel-Pierre), p. 142
 COHEN (Laurence), p. 143
 COINTAT (Christian), p. 144
 COLLIN (Yvon), p. 147
 COLLOMB (Gérard), p. 150
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 151
 CONWAY MOURET (Hélène), p. 154
 CORNANO (Jacques), p. 155
 CORNU (Gérard), p. 155
 COUDERC (Raymond), p. 157
 COURTEAU (Roland), p. 158
 COURTIAL (Édouard), p. 161
 COURTOIS (Jean-Patrick), p. 161
 CROS (Roselle), p. 164
 CUKIERMAN (Cécile), p. 164
 DALLIER (Philippe), p. 165
 DANGLOT (Jean-Claude), p. 168
 DANTEC (Ronan), p. 169
 DARNICHE (Philippe), p. 170
 DASSAULT (Serge), p. 170
 DAUDIGNY (Yves), p. 171
 DAUGE (Yves), p. 175
 DAUNIS (Marc), p. 176
 DAVID (Annie), p. 178
 DEBRÉ (Isabelle), p. 182
 del PICCHIA (Robert), p. 183
 DELAHAYE (Vincent), p. 184
 DELATTRE (Francis), p. 185
 DELEBARRE (Michel), p. 186
 DEMERLIAT (Jean-Pierre), p. 187

INDEX

- DEMESSINE (Michelle), p. 188
 DEMONTÈS (Christiane), p. 190
 DEMUYNCK (Christian), p. 192
 DENEUX (Marcel), p. 193
 DÉRIOT (Gérard), p. 193
 DEROCHE (Catherine), p. 194
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 195
 DESESSARD (Jean), p. 197
 DESMARESCAUX (Sylvie), p. 200
 DESPLAN (Félix), p. 201
 DETCHEVERRY (Denis), p. 202
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 203
 DIDIER (Évelyne), p. 206
 DILAIN (Claude), p. 208
 DINI (Muguette), p. 209
 DOLIGÉ (Éric), p. 212
 DOMEIZEL (Claude), p. 214
 DOMINATI (Philippe), p. 216
 DOUBLET (Michel), p. 217
 DOUILLET (David), p. 218
 DUBOIS (Daniel), p. 218
 DUCHÊNE (Marie-Annick), p. 219
 DUFAUT (Alain), p. 220
 DULAIT (André), p. 220
 DUMAS (Catherine), p. 221
 DUPONT (Ambroise), p. 222
 DUPONT (Bernadette), p. 223
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 224
 DURIEZ (Odette), p. 224
 DURRIEU (Josette), p. 225
 DUVERNOIS (Louis), p. 226
 EBLÉ (Vincent), p. 227
 EMORINE (Jean-Paul), p. 228
 ESCOFFIER (Anne-Marie), p. 229
 ESNOL (Philippe), p. 232
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 232
 FALCO (Hubert), p. 233
 FARREYROL (Jacqueline), p. 233
 FAUCHON (Pierre), p. 234
 FAUCONNIER (Alain), p. 234
 FAURE (Jean), p. 236
 FAVIER (Christian), p. 237
 FÉRAT (Françoise), p. 238
 FERRAND (André), p. 239
 FICHET (Jean-Luc), p. 240
 FILLEUL (Jean-Jacques), p. 241
 FILLON (François), p. 242
 FISCHER (Guy), p. 242
 FLEMING (Louis-Constant), p. 247
 FLOSSE (Gaston), p. 247
 FONTAINE (Michel), p. 248
 FORTASSIN (François), p. 248
 FOUCAUD (Thierry), p. 251
 FOUCHÉ (Alain), p. 253
 FOURCADE (Jean-Pierre), p. 254
 FOURNIER (Bernard), p. 255
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 256
 FRANÇOIS-PONCET (Jean), p. 257
 FRASSA (Christophe-André), p. 257
 FRÉCON (Jean-Claude), p. 258
 FRIMAT (Bernard), p. 260
 FROGIER (Pierre), p. 262
 GAILLARD (Yann), p. 263
 GARREC (René), p. 264
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 264
 GATTOLIN (André), p. 266
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 266
 GAUTIER (Charles), p. 267
 GAUTIER (Gisèle), p. 268
 GAUTIER (Jacques), p. 269
 GÉLARD (Patrice), p. 270
 GÉNISSON (Catherine), p. 273
 GERMAIN (Jean), p. 274
 GHALI (Samia), p. 275
 GILLES (Bruno), p. 276
 GILLOT (Dominique), p. 277
 GILLOT (Jacques), p. 278
 GIRAUD (Adrien), p. 279
 GIUDICELLI (Colette), p. 280
 GODARD (Serge), p. 281
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 282
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 284
 GORCE (Gaëtan), p. 287
 GOULET (Nathalie), p. 287
 GOURAULT (Jacqueline), p. 290
 GOURNAC (Alain), p. 291
 GOUTEYRON (Adrien), p. 292
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 292
 GREFF (Claude), p. 293
 GRIGNON (Francis), p. 294
 GROSIDIDIER (François), p. 295
 GUÉANT (Claude), p. 295
 GUENÉ (Charles), p. 297
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 298
 GUERRIAU (Joël), p. 299
 GUERRY (Michel), p. 300
 GUILLAUME (Didier), p. 300
 HAUT (Claude), p. 302
 HENNERON (Françoise), p. 303
 HÉRISSON (Pierre), p. 304
 HERMANGE (Marie-Thérèse), p. 305
 HERVÉ (Edmond), p. 307
 HERVIAUX (Odette), p. 309
 HOARAU (Gélita), p. 310
 HORTEFEUX (Brice), p. 311
 HOUEL (Michel), p. 313
 HOUPERT (Alain), p. 314
 HUE (Robert), p. 316
 HUMBERT (Jean-François), p. 317
 HUMMEL (Christiane), p. 318
 HURÉ (Benoît), p. 319
 HUSSON (Jean-François), p. 320
 HYEST (Jean-Jacques), p. 320
 IBRAHIM RAMADANI (Soibahadine), p. 325
 JARLIER (Pierre), p. 325
 JARRAUD-VERGNOLLE (Annie), p. 326
 JEANNEROT (Claude), p. 328
 JÉGOU (Jean-Jacques), p. 329
 JOISSAINS (Sophie), p. 330
 JOUANNO (Chantal), p. 331
 JUILHARD (Jean-Marc), p. 333
 JUPPÉ (Alain), p. 333
 KALTENBACH (Philippe), p. 334
 KAMMERMANN (Christiane), p. 335
 KAROUTCHI (Roger), p. 335
 KELLER (Fabienne), p. 336
 KERDRAON (Ronan), p. 337
 KERGUERIS (Joseph), p. 340
 KHIARI (Bariza), p. 341
 KLÈS (Virginie), p. 343
 KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie), p. 346
 KRATTINGER (Yves), p. 346
 LABARRE (Marie-Agnès), p. 348
 LABAZÉE (Georges), p. 350
 LABBÉ (Joël), p. 350
 LABEYRIE (Philippe), p. 351

INDEX

- LABORDE (Françoise), p. 352
 LAFFINEUR (Marc), p. 355
 LAGARDE (Christine), p. 355
 LAGAUCHE (Serge), p. 355
 LAMÉNIE (Marc), p. 357
 LAMURE (Élisabeth), p. 358
 LARCHER (Gérard), p. 360
 LARCHER (Serge), p. 360
 LARDEUX (André), p. 362
 LASSERRE (Jean-Jacques), p. 363
 LAUFOAULU (Robert), p. 364
 LAURENT (Daniel), p. 364
 LAURENT-PERRIGOT (Françoise), p. 365
 LE MAIRE (Bruno), p. 366
 LE CAM (Gérard), p. 367
 LECERF (Jean-René), p. 368
 LECLERC (Dominique), p. 370
 LECONTE (Jean-Yves), p. 371
 LEFEBVRE (Frédéric), p. 372
 LEFÈVRE (Antoine), p. 373
 LEGENDRE (Jacques), p. 376
 de LEGGE (Dominique), p. 378
 LE GRAND (Jean-François), p. 379
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 380
 LELLOUCHE (Pierre), p. 381
 LE MENN (Jacky), p. 382
 LENOIR (Jean-Claude), p. 384
 LÉONARD (Claude), p. 385
 LEONETTI (Jean), p. 386
 LEPAGE (Claudine), p. 386
 LEROY (Jean-Claude), p. 389
 LEROY (Maurice), p. 389
 LEROY (Philippe), p. 389
 LE SCOUARNEC (Michel), p. 390
 LÉTARD (Valérie), p. 391
 LE TEXIER (Raymonde), p. 392
 LE VERN (Alain), p. 394
 LIENEMANN (Marie-Noëlle), p. 395
 LISE (Claude), p. 396
 LONGÈRE (Christiane), p. 397
 LONGUET (Gérard), p. 398
 LORGEUX (Jeanny), p. 398
 LORRAIN (Jean-Louis), p. 399
 LOUECKHOTE (Simon), p. 401
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 401
 du LUART (Roland), p. 403
 MADEC (Roger), p. 404
 MADRELLE (Philippe), p. 405
 MAGNER (Jacques-Bernard), p. 407
 MAGRAS (Michel), p. 407
 MAHÉAS (Jacques), p. 408
 MALOVRY (Lucienne), p. 409
 MARC (François), p. 410
 MARIANI (Thierry), p. 412
 MARINI (Philippe), p. 413
 MARSEILLE (Hervé), p. 417
 MARSIN (Daniel), p. 417
 MARTIN (Pierre), p. 419
 MASSERET (Jean-Pierre), p. 419
 MASSION (Marc), p. 420
 MASSON (Jean Louis), p. 422
 MATHON-POINAT (Josiane), p. 423
 MAUREY (Hervé), p. 427
 MAUROY (Pierre), p. 429
 MAYET (Jean-François), p. 430
 MAZUIR (Rachel), p. 430
 MÉLOT (Colette), p. 431
 MERCERON (Jean-Claude), p. 433
 MERCIER (Michel), p. 433
 MERMAZ (Louis), p. 438
 MEUNIER (Michelle), p. 439
 MÉZARD (Jacques), p. 440
 MICHAUX-CHEVRY (Lucette), p. 445
 MICHEL (Danielle), p. 445
 MICHEL (Jean-Pierre), p. 446
 MILHAU (Jean), p. 450
 MILON (Alain), p. 450
 MIQUEL (Gérard), p. 455
 MIRASSOU (Jean-Jacques), p. 457
 MITTERRAND (Frédéric), p. 460
 MOHAMED SOILIHI (Thani), p. 461
 MONTCHAMP (Marie-Anne), p. 462
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p. 462
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 463
 MORANO (Nadine), p. 464
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 465
 NACHBAR (Philippe), p. 467
 NAMY (Christian), p. 468
 NAVARRO (Robert), p. 468
 NÈGRE (Louis), p. 470
 NÉRI (Alain), p. 470
 NICOUX (Renée), p. 471
 OLLIER (Patrick), p. 473
 OUDIT (Mireille), p. 474
 PANIS (Jacqueline), p. 474
 PAPON (Monique), p. 475
 PASQUA (Charles), p. 476
 PASQUET (Isabelle), p. 476
 PASTOR (Jean-Marc), p. 479
 PATIENT (Georges), p. 481
 PATRIAT (François), p. 483
 PAUL (Philippe), p. 485
 PAYET (Anne-Marie), p. 485
 PÉCRESSE (Valérie), p. 487
 PENCHARD (Marie-Luce), p. 490
 PERCHERON (Daniel), p. 492
 PEYRONNET (Jean-Claude), p. 493
 PIERRE (Jackie), p. 495
 PIGNARD (Jean-Jacques), p. 496
 PILLET (François), p. 497
 PINTAT (Xavier), p. 498
 PINTON (Louis), p. 499
 PIRAS (Bernard), p. 500
 PLACÉ (Jean-Vincent), p. 501
 PLANCADE (Jean-Pierre), p. 502
 POINTEREAU (Rémy), p. 503
 PONCELET (Christian), p. 504
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 505
 PORTELLI (Hugues), p. 506
 POVINELLI (Roland), p. 506
 POZZO di BORGO (Yves), p. 508
 PRIMAS (Sophie), p. 509
 PRINTZ (Gisèle), p. 509
 PROCACCIA (Catherine), p. 511
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 513
 RAINAUD (Marcel), p. 514
 de RAINCOURT (Henri), p. 515
 RALITE (Jack), p. 515
 RAOUL (Daniel), p. 517
 RAOULT (Paul), p. 519
 REBSAMEN (François), p. 520
 REICHARDT (André), p. 522
 REINER (Daniel), p. 524
 RENAR (Ivan), p. 525
 REPENTIN (Thierry), p. 527
 REQUIER (Jean-Claude), p. 528

INDEX

RETAILLEAU (Bruno), p. 529
REVET (Charles), p. 531
RICHARD (Alain), p. 533
RICHERT (Philippe), p. 534
RIES (Roland), p. 538
ROCHE (Gérard), p. 539
ROGER (Gilbert), p. 540
de ROHAN (Josselin), p. 541
ROMANI (Roger), p. 542
ROME (Yves), p. 542
ROSSIGNOL (Laurence), p. 543
ROZIER (Janine), p. 543
SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle), p. 544
SAUGEY (Bernard), p. 545
SAUVADET (François), p. 546
SAVARY (René-Paul), p. 547
SAVIN (Michel), p. 547
SCHILLINGER (Patricia), p. 548
SCHURCH (Mireille), p. 550
SERGENT (Michel), p. 552
SIDO (Bruno), p. 554
SIGNÉ (René-Pierre), p. 555
SITTLER (Esther), p. 556
SOILIH (Abdourahamane), p. 557
SOULAGE (Daniel), p. 557
SUEUR (Jean-Pierre), p. 558
SUTOUR (Simon), p. 563
TANDONNET (Henri), p. 565
TASCA (Catherine), p. 565
TERRADE (Odette), p. 567
TESTON (Michel), p. 569
TEULADE (René), p. 571
TODESCHINI (Jean-Marc), p. 573
TRILLARD (André), p. 575
TROENDLE (Catherine), p. 576
TRON (Georges), p. 578
TROPÉANO (Robert), p. 578
TRUCY (François), p. 579
TUHEIAVA (Richard), p. 580
TÜRK (Alex), p. 582
VALL (Raymond), p. 582
VALLINI (André), p. 583
VANDIERENDONCK (René), p. 583
VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 584
VANTOMME (André), p. 585
VASSELLE (Alain), p. 586
VAUGRENARD (Yannick), p. 587
VENDASI (François), p. 588
VENDEGOU (Hilarion), p. 588
VERA (Bernard), p. 588
VERGÈS (Paul), p. 590
VERGOZ (Michel), p. 591
VESTRI (René), p. 592
VIAL (Jean-Pierre), p. 592
VILLIERS (André), p. 593
VINCENT (Maurice), p. 594
VIRAPOULLÉ (Jean-Paul), p. 594
VOGUET (Jean-François), p. 595
VOYNET (Dominique), p. 596
WATRIN (Dominique), p. 597
WAUQUIEZ (Laurent), p. 599
YUNG (Richard), p. 599
ZOCCHETTO (François), p. 604